

Introduction

Il était tentant, vu la profusion de textes sur le prétendu «mouvement» des Gilets jaunes de continuer, dans ce nouveau numéro, à reproduire seulement des textes d'origines diverses sur cette révolte, articles totalement apologétiques, plus subtils et moins opportunistes, ou simplement moins délirants¹.

Finalement, il m'a semblé plus utile, dans une seconde partie, en miroir, de traduire des textes qui n'ont a priori rien à voir avec les Gilets jaunes mais permettent de **chercher à atteindre un autre niveau dans la réflexion et dans les méthodes d'analyse**.

Car le nombrilisme gaulo-gauchiste (l'idée que la France a été, est et sera toujours à l'avant-garde des mouvements révolutionnaires et des luttes sociales – et ce depuis 1789) ne peut être remis en cause que si l'on s'intéresse sérieusement aux réflexions et aux pratiques de lutte de classe en vigueur dans d'autres pays que l'Hexagone.

C'était dès le départ, en 2002, l'objectif de *Ni patrie ni frontières*, «*revue de traductions et de débats*» comme l'indiquait son sous-titre. C'est pourquoi ce numéro, après avoir présenté des textes sur les Gilets jaunes, rassemble diverses traductions de l'anglais et du portugais. Ces articles évoquent les stratégies à défendre dans les mouvements sociaux et la nature des classes sociales aujourd'hui, à contre-courant bien sûr de tous ceux qui croient que les classes sociales n'existent plus, ou alors qu'elles n'auraient plus qu'une réalité sociologique. Ou bien de ceux qui ne connaissent plus que les «individus» et le «peuple».

¹ Malgré mes désaccords, les textes les plus intéressants publiés jusqu'ici sont certainement ceux du blog de *Temps critiques*, disponibles aussi sous forme de brochures et sous la forme d'un livre. Et pour ce qui concerne des comptes rendus vivants je renvoie à ceux de *Temps critiques* à Lyon et de La mouette enragée à Boulogne-sur-Mer qui tranchent, pour l'essentiel, avec la mythomanie giletjaunolâtre même si je suis loin de partager leur optimisme... Une interview intéressante est aussi disponible dans le dernier numéro de *Réfractations*.

En partant d'une méthode simple, ce que Lénine (eh oui !) appelait l'«analyse concrète d'une situation concrète» mais qu'il mettait rarement en application (et ses disciples actuels jamais), très loin des récits romantiques sur «l'insurrection qui vient» ou le peuple qui nous rejoue les «cahiers de doléances» et la Révolution française en 2018-2019.

Ces textes permettent de constater le fossé entre des militants qui commentent (souvent brillamment) l'actualité sociale mais le plus souvent sur un ton triomphaliste et d'autres, plus modestes (enfin pas toujours !) qui s'intéressent aux fondements concrets de l'exploitation et des luttes... sans nous promettre à chaque été, depuis 50 ans, que la «rentrée sociale sera chaude» ou que le mouvement des Gilets jaunes repartira en septembre. S'il repart, il faudra que ce soit sur des bases politiques beaucoup plus claires et en rompant avec son interclassisme, et son national-populisme...

Vaste programme, comme disait l'autre !

Y.C., 21 juillet 2019

**Encore
et
à nouveau
sur
les
Gilets jaunes**

A quoi servent les Fake News?

Fondamentalement à quoi servent les «fake news»? A quoi servent les «news» en fait? A créer du lien social. D'un point de vue fonctionnel, les news ça ne sert à rien d'autre. On ne va pas soudain changer de vie en apprenant une nouvelle. Par contre, on va en parler au café ou au boulot «*Tu as vu? – Oh ouais c'est terrible – Oui, en effet.*» Autour d'une news, on échange, on partage, on témoigne de son attachement à certaines valeurs auprès d'un autre humain qui va répondre positivement ou négativement. En partageant une nouvelle avec ses semblables on crée la société démocratique en réalité qui existe principalement dans ce genre de partage. On vote une fois de temps en temps, mais tous les jours on va échanger avec les autres sur le pluralisme de la société : «*Tiens, tu as vu, y'a des gens dans la société qui croient que la terre est plate – Oui c'est fou dans quel monde on vit...*» : c'est en partageant des news qu'on se rend compte des valeurs partagées, de l'existence d'autres groupes sociaux avec d'autres valeurs, de la pluralité des points de vue, etc.

Ce principe non fonctionnaliste fait qu'il est difficile, dans nos sociétés capitalistes, de comprendre à quoi peut bien servir une news et à quoi les médias servent en général. Ça produit rien d'autre que du lien social? Mais ça sert à rien!? D'où une bonne partie de la critique des médias qui s'obstine à penser que les médias «servent» à quelque chose – manipuler l'opinion, faire élire les puissants, vendre du temps de cerveau disponible. L'interprétation par l'intérêt, qui est une dominante de nos sociétés, rend très difficile la compréhension de ce qu'est un média et on a tendance, face à l'impossibilité de déterminer «*A quoi ça sert un média?*», de se figurer la question «*Qui ça sert les médias?*».

L'autre problème est que la «fake news» peut tout à fait remplir exactement le même rôle. On échange une «fake news» pour aussi provoquer du partage, du lien social, l'adhésion à certaines valeurs (d'exigence de justice, par exemple). Mais, comme c'est une fake news, elle le fait sur une fausse société qui n'existe pas, mais sur une image de la société démocratique qui, elle, existe bel et bien. Les migrants ne vont pas remplacer la population européenne, mais il y a bel et bien des gens dans la société qui pensent que si. Ils vont donc penser, agir et interagir comme si c'était vrai et faire d'une fake news une vraie news.

En fait, plutôt que de parler de fake news, on a plutôt affaire à des «news alternatives» visant à créer une société alternative, une «démocratie alternative» (où y'a plus vraiment de démocratie en vrai). Il est là le problème fondamental de la fake news. On ne vit plus dans une société

démocratique avec des opinions différentes autour de faits sur lesquels on s'accorde, mais des opinions qui s'accordent sur des réalités différentes. On est d'accord avec celui qui croit la même chose, c'est bien plus facile que de négocier la vie en commun avec le voisin qui n'est pas d'accord. La fake news est aussi bien plus facilement acceptée qu'elle échappe facilement à l'interprétation par l'intérêt et peut s'expliquer par l'émotion. D'où parfois la réplique cinglante qu'on reçoit lorsqu'on dénonce une fake news : «*Oui, mais ça pourrait être vrai.*»

Le mec dénonce une injustice, il veut communier avec des gens qui partagent cette valeur ; il comprend pas pourquoi on vient le faire chier avec du vrai et du faux. La fake news permet un clivage extrême que la vraie news ne rend pas possible, un clivage non démocratique et donc, non négociable. Le mec est d'accord que le réchauffement climatique d'origine humaine c'est pas bien, mais juste il pense pas que ça existe. Je serais pas non plus contre l'idée de boire des infusions contre le cancer, mais bon...

On va donc retrouver au cœur de ces logiques deux principes moteur.

Le clivage poussé à l'extrême, l'interprétation par l'intérêt poussée à l'extrême. Rappelons que ces deux tendances, lorsqu'elles sont modérées, sont largement encouragées par la société à dominante capitaliste et individualiste. Se poser comme différent de l'individu voisin et reconnaître sa différence, c'est quelque chose de bien, chaque individu est différent. De la même manière, l'interprétation par l'intérêt fait automatiquement apparaître comme plus intelligent par rapport aux «naïfs». Cela a évidemment deux conséquences sur le complotisme : d'abord on va demander où est-ce qu'on fixe la limite puisque le même comportement est validé socialement lorsqu'il est modéré, mais considéré comme «complotiste» lorsqu'il est extrême.

La deuxième conséquence, c'est les cas où la démocratie a considéré qu'à l'égard des musulmans (du Moyen-Orient en particulier), on pouvait pratiquer largement ces deux tendances de façon extrême : le clivage extrême avec le 11 septembre, l'intérêt extrême avec la guerre en Irak. (On rejoint ici bien évidemment le livre de Marie Peltier.)

A ces deux moteurs du conspirationnisme on peut en ajouter un troisième, un peu plus responsabilisant : l'hypocrisie. Une hypocrisie souvent dissimulée sous la dénonciation du «deux poids deux mesures» qui en réalité n'est rien d'autre que «*J'ai le droit de le faire puisque lui le fait.*» Dénoncer la place de l'interprétation par l'intérêt en utilisant sa forme extrême, dénoncer les failles de la démocratie en prétendant que les dictatures sont plus démocratiques, dénoncer les clivages multiples en utilisant des catégories binaires «moutons/gens qui savent ; peuple/élites ; puissants/99%, etc.».

En fait, la logique complotiste n'est qu'une logique capitaliste individualiste poussée à l'extrême avec le vernis hypocrite qui dit : «*Mais*

puisque lui il le fait, moi j'ai le droit de le faire.» J'ai le droit d'être antisémite ou islamophobe puisque lui est islamophobe ou antisémite ; j'ai le droit d'être pro-Assad puisque lui est pro-Saoudien etc. Ce troisième moteur est responsabilisant car il refuse de considérer que le complotisme ne sait pas ce qu'il fait, qu'il n'est qu'une conséquence innocente de l'injustice du monde, alors qu'il y participe pleinement en poussant à l'extrême les logiques qu'il dénonce.

Antonin Grégoire, 1^{er} mars 2018, extrait du site <https://www.lignes-de-cretes.org/>

Gilets jaunes: Ce qu'une partie de la gauche ne veut pas voir

Dans son histoire du mouvement antifasciste allemand, *Antifa, histoire du mouvement antifasciste allemand*¹, Bernd Langer rappelle un épisode oublié de l'histoire du Parti communiste allemand : la grève de la compagnie des transports berlinois en novembre 1932. Sur arrière-fond de concurrence électorale pour les élections de Saxe, participèrent conjointement à cette grève le KPD (le Parti communiste allemand) et le NSDAP (le Parti national-socialiste des travailleurs d'Allemagne, autrement dit le parti nazi). Certes le KPD remporta une petite victoire, mais celle-ci s'avéra être une victoire à la Pyrrhus, avec la fin que l'on sait.

Un fourre-tout idéologique

Comparaison n'est pas raison. L'histoire ne repasse jamais les plats. Paris 2018 n'est pas Berlin 1932, et les «Gilets jaunes» ne sont pas les tramontans de Saxe. En revanche, le télescopage de l'histoire et de l'actualité interroge des ruptures qui s'opèrent devant nous. En France, la fracture entre la gauche et l'extrême droite a toujours été un moyen de définir son identité politique. Les gauches se sont avec constance opposées à l'extrême droite.

Lors de l'affaire Dreyfus, en 1898, celles-ci ont dénoncé les menaces césariennes, y voyant un ennemi principal constitué par les ligues nationalistes et les antidreyfusards. La naissance du Front populaire – après l'erreur stratégique de l'Association républicaine des anciens combattants qui s'était jointe à la manifestation des anciens combattants du 6 février 1934, sans pour autant participer à l'émeute – repose sur cette opposition radicale, l'antifascisme devenant un creuset culturel.

Immédiatement après, la guerre civile espagnole oppose le camp de la République face à la tentative de coup d'Etat. La Résistance vient confirmer ce ciment politique. Lors de la tentative factieuse pendant la guerre d'Algérie, on retrouve encore ce même unanimisme. L'antifascisme a ainsi constitué la base et la source de l'action de la gauche française pendant plusieurs décennies.

Le mouvement social actuel dit des «Gilets jaunes» donne l'impression d'un fourre-tout idéologique et social et vient, à gauche, brouiller un certain

¹ Coédition Libertalia et La horde, 2018.

nombre de messages. Cette situation est renforcée par l'usage des nouvelles technologies. Le mouvement des «Gilets jaunes» demeure complexe à analyser. Les revendications éparses et polymorphes invitent à des lectures diverses, voire opposées. Initialement, la gauche est demeurée prudente face au mouvement des «Gilets jaunes». Elle a considéré qu'il s'agissait d'une révolte antifiscale, à classer dans les mouvements «réactionnaires» comparables au mouvement des chemises vertes des années 1930, puis au poujadisme dans les années 1950.

Au nom de la définition d'un populisme de gauche, Jean-Luc Mélenchon et une partie de La France insoumise font leurs revendications des «Gilets jaunes», oubliant qu'une partie des revendications, voire des actes, des «Gilets jaunes» étaient l'exacte inverse de leur programme. Les positions ont évolué au cours de la semaine du 17 au 24 novembre.

Une partie de la gauche s'est ralliée alors à la cause des «Gilets jaunes» et tente de participer au mouvement pour en transformer sa nature, et faire passer la révolte antifiscale pour une révolte pour le pouvoir d'achat. Les scènes d'émeutes qui ont eu lieu sur les Champs-Élysées le 24 novembre sont explicites. Elles montrent clairement que l'extrême droite a commencé à provoquer les forces de l'ordre pour passer le barrage des Champs-Élysées, puis à animer les affrontements avec une partie des «Gilets jaunes», pour marcher sur l'Élysée. Une partie de la gauche radicale, faite de membres du «Black Bloc» et de la mouvance autonome, a, dans l'après-midi, participé activement à l'érection de barricades et à l'émeute.

«Passer sous silence des débordements»

La semaine du 24 novembre au 1^{er} décembre 2018, marque un tournant. Plusieurs personnalités de gauche prennent ouvertement fait et cause pour les «Gilets jaunes». Ces derniers marquent le retour de la question sociale et viennent rappeler l'existence de la lutte des classes. Cette hypothèse et cette projection dans les «Gilets jaunes» favorisent l'investissement de la gauche intellectuelle et radicale. Elle se traduit sur les ronds-points par un investissement des militants de gauche.

Pour ce faire, elle doit minimiser ou passer sous silence un certain nombre de débordements qui peuvent avoir lieu : chasse aux migrants à Calais, injures racistes, dénonciation de l'homosexualité, intimidation contre les personnes, etc. De même, l'enquête de la fondation Jean Jaurès¹ parue le 28 novembre est grandement passée sous silence. Ce travail montre clairement que le mouvement est parti d'une revendication antifiscale sur laquelle se sont greffées des revendications identitaires, voire

¹ <https://jean-jaures.org/nos-productions/les-gilets-jaunes-revelateur-fluorescent-des-fractures-francaises>

nationalistes (comme la dénonciation du «Pacte de Marrakech», très présente sur les pages Facebook des «Gilets jaunes»).

La carte des points de blocage se superpose en effet de manière assez frappante à celle du vote Front national [aujourd’hui Rassemblement national], exception partielle faite de certaines régions de l’ouest de la France – et peut-on ajouter de l’est de la région parisienne. Ladite enquête souligne par ailleurs que les revendications portées par les «Gilets jaunes» ressemblent étrangement à celles portées outre-Atlantique, par l’électorat de Donald Trump, ou outre-Manche par celles des partisans du Brexit. Par une curieuse cécité, la gauche s’est auto-persuadée que les «Gilets jaunes» portaient d’abord et avant tout une revendication sociale, alors qu’elle était aussi nationale voir nationaliste.

La confusion la plus extrême est atteinte le 1^{er} décembre. Les affrontements autour de l’Arc de Triomphe et dans le reste de la capitale en sont la preuve. Les «Gilets jaunes», accompagnés de la droite radicale, prennent la tombe du soldat inconnu et organisent deux prières collectives, habilleusement relayées par la direction du Rassemblement national, qui oublie de noter qu’au même moment des «Gilets jaunes» taguent le monument du graffiti «*Les Gilets jaunes triompheront*».

Quelques dizaines de minutes plus tard, l’ultra-gauche investit les lieux, maculant le monument de plusieurs inscriptions et laisse des casseurs piller le musée du bâtiment. Plus tard dans l’après-midi, l’extrême droite occupe la place et inflige une défaite à des antifas arrivés sur les lieux. En dépit de cette réalité, globalement, l’émeute est perçue par la majeure partie de la gauche – même si une part en dénonce les violences – comme une révolte populaire, voire une insurrection prolétarienne. La semaine du 1^{er} décembre au 8 décembre, les mêmes discours sont reproduits comme une copie amplifiée de la semaine précédente.

L’articulation entre le national et le social

Le cortège de la gauche soutenant les «Gilets jaunes» est parti de la gare Saint-Lazare pour tenter de rejoindre les Champs-Élysées, la droite radicale s’était déjà donnée rendez-vous sur l’artère. Le rapport de force parisien favorable à la gauche était en partie lié à l’arrestation préventive de militants d’extrême droite et au nombre de personnes venues de Saint-Lazare présentes dans le cortège de tête. Mais, les événements dans le reste du territoire ne laissent guère de doute sur l’articulation entre le national et le social. Comme un précipité, deux banderoles, certes éloignées l’une de l’autre, mais brandies dans les manifestations, à Lyon, le 8 décembre, traduisent ce curieux télescopage. Sur la première, il était écrit «*Fin de monde, fin de mois même combat*», et un peu plus loin une autre arborait sur fond bleu, blanc, rouge, «*Marrakech, c’est non*», allusion, sans équivoque aucune, au rejet de l’autre.

Ces événements en cours posent directement à la gauche une triple question :

- d’abord celle du choix des alliances tactiques – qui n’avaient jamais été à l’œuvre sauf pour une partie d’entre elle lors du Pacte germano-soviétique ;

- ensuite, la question de l’analyse et de la réalité d’un mouvement politique et social ;

- et enfin, l’éternel espoir d’un avenir radieux générant une lecture prométhéenne des mouvements sociaux.

Sylvain Boulouque,

10/12/2018, *Le Nouvel Observateur*

Gilets jaunes, violence et anomie

Les Gilets jaunes sont l'anti-barrage au fascisme. Le slogan «Macron démission» permet d'unir ceux qui n'ont aucun horizon politique et ceux qui ont pour horizon de rejouer le second tour ou d'abolir la république. C'est en cela que ce mouvement est un mouvement fasciste, car c'est un mouvement qui peut convaincre des gens de se tourner vers le fascisme.

C'est aussi l'anti-barrage au fascisme qui est exprimé par cette gauche tentée de rejoindre les Gilets jaunes. Celle-là ne supporte pas qu'on lui rappelle la réalité du fascisme du mouvement et développe tout un argumentaire destiné à briser, dépasser, oublier le barrage au fascisme. *«Ils ne sont pas tous comme ça. C'est du mépris de classe. Justement il faut aller sur le terrain avec l'extrême droite pour ne pas lui laisser le terrain. J'ai un ami du comité Adama qui y était. C'est pas représentatif. C'est minoritaire. Y'a des fascistes partout, donc c'est normal, on ne peut rien y faire.»* La gauche se construit consciencieusement son déni et ses justifications, qui resserviront par la suite.

Des milices fascistes venues recruter et le retour de «l'identité nationale»

Les milices d'extrême droite ne sont pas là par hasard : c'est un lieu qu'elles ont identifié comme étant un terrain favorable et elles viennent faire quelque chose. Ce n'est pas non plus un hasard si les milices d'extrême droite osent arborer leurs symboles, brassards et drapeaux. C'est très rare que les fascistes disent qu'ils sont fascistes, et ils ne le disent que lorsqu'ils savent qu'ils peuvent séduire. Un phénomène invisible à l'œil qui s'est convaincu de l'idée que le fascisme n'était qu'une conséquence du libéralisme et qu'il ne pouvait pas être un mouvement de masse par lui-même.

Cette constitution d'un mouvement anti-Macron comme un anti-barrage au fascisme est le résultat de la politique de Macron. En cherchant à briser le front antifasciste qui l'avait élu pour ne pas avoir de comptes à lui rendre, Macron a permis la constitution de ce mouvement. Le rejet des syndicats, le refus de la négociation, l'écrasement des forces démocratiques

de gauche qui avaient appelé à voter pour lui afin de faire barrage à Le Pen, voilà ce que Macron a mis en place durant toute la première partie de son mandat et qu'on retrouve pris au mot par les Gilets jaunes. Macron pensait que le libéralisme seul pouvait tenir face à l'extrême droite ; il a, de son côté, consciencieusement mis en place le face-à-face qui a lieu aujourd'hui.

Il perd et il organise alors ce que le libéralisme peut céder à la droite et à l'extrême droite. Hausse du SMIC par la hausse de la prime d'activité, défiscalisation des primes, défiscalisation des heures supplémentaires, prise en compte du «malaise» face à une «laïcité bousculée» et promesse d'affronter la question de l'immigration pour mettre la Nation en accord avec son identité profonde.

Mouvement de poujadistes... victoire de poujadistes...

Et la gauche qui soutient les Gilets jaunes pour «ne pas laisser le terrain à l'extrême droite» se demande pourquoi le président n'a pas parlé du chômage, de l'éducation, des lycéens, des hôpitaux...

Et la gauche qui veut soutenir

L'ignominie, la plus grande des trahisons, c'est cette gauche qui cautionne. L'insoumis qui, lorsqu'un Gilet Jaune crie : «*A bas la république !*», se précipite pour dire : «*Non, mais seulement la Cinquième*» ; ce bourgeois social-démocrate qui dit : «*Non, mais regardez la présence des racistes, c'est la preuve que c'est la révolution parce que la révolution c'est avec tout le monde.*» Cet autre qui, dès que tu mentionnes la présence des fascistes, te demande de te taire parce que ça nuit au fantasme qu'il veut garder de l'image d'un «mouvement populaire»; «*il y a pas que des fascistes*», sorte de «*not all men*» réinventé pour protéger ceux qui cautionnent. Ils se sentent dérangés par ceux que l'extrême droite dérange, on est prié de se taire.

Il y a aussi ce petit-bourgeois en révolte contre ses parents depuis quarante ans qui vibre pour l'émeute. Il est prêt à lâcher l'ultragauche pour une belle barricade aux côtés des gudards². Tu l'as vu dans le cortège de

¹. Littéralement :«Pas tous les hommes», ou «OK, mais pas moi», argument opposé aux mouvements *MeToo* ou «Balance ton porc» (*NPNF*).

² Gudards : membres du Groupe Union Droit, puis Groupe Union Défense, organisation étudiante créée en 1968, et à laquelle appartiennent

tête, tu sentais bien qu'il n'était pas là pour les mêmes raisons que toi, et puis là tu le revois avec l'extrême droite, et il est au comble de son bonheur. Parce qu'enfin il est avec les siens, il peut déchaîner son ultra violence avec des gens qui veulent vraiment littéralement tuer des flics et qui, faut bien l'admettre, sont beaucoup plus efficaces pour les violences.

Ce petit-bourgeois là, souvent a aussi fantasmé sur Daech. Maintenant il a son propre mouvement nihiliste, fascisant et ultra violent.

Détruire l'idée même de révolution en la réduisant à la violence

Il y a aussi le rêve de détruire définitivement Mai 68. Cette révolution honnie, libération sexuelle, libération de la parole, livret de naissance du gauchisme, victoire de la négociation syndicale, chute du pouvoir réactionnaire vieillissant, le rejet total, absolu et viscéral des groupes d'extrême droite. Ici chaque comparaison avec Mai 68 est une oblitération de ce qu'a été Mai 68 et que ce fut autre chose qu'une émeute. Tout ce que Mai 68 fut au-delà de l'émeute est aboli, l'imagination au pouvoir, les slogans, les AG partout, tout ça est oublié. Mai 68 était une émeute, et les Gilets jaunes c'est la même chose. Ce comparatif réducteur à l'extrême pour fournir un gros titre devient ligne politique. Ceux qui ont toujours voulu se débarrasser de Mai 68 peuvent enfin le faire en disant : *«On fait pareil, on est le nouveau Mai 68.»*

Et pas seulement Mai 68, les soutiens aux Gilets jaunes s'empressent de comparer le mouvement avec toutes les révolutions connues et ainsi de toutes les vider de leur substance. 1789, les printemps arabes, la Commune, tout y passe. Ceux-là même qui haïssaient 1789 pour avoir inventé les droits de l'homme et la démocratie représentative, les printemps arabes pour avoir redonné de l'autonomie politique, ou la Commune qu'ils ont toujours trouvée un peu trop organisée, d'un coup se jettent sur ces révolutions pour les comparer aux Gilets jaunes. On fait ainsi d'une pierre deux coups, on enfonce les révolutions (qu'on déteste au fond car elles refusent d'appartenir à personne) et on rehausse le prestige révolutionnaire de l'extrême droite qui en manque historiquement.

nombre de militants et cadres de droite et d'extrême droite. Ces sources de financement ont été très diverses : de la droite (campagnes de Pompidou, Giscard d'Estaing et Barre) à la Syrie de Bachar al-Assad (*NPNF*).

On arrive ainsi au summum de la fascination pour la violence, à expliquer que c'est par la violence que se fonde l'événement historique. De 1789 il ne faudra retenir que la décapitation de Louis XVI, la prise de la Bastille, la Terreur, mais pas la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. A ce jeu-là, les fascistes ont déjà gagné: ils sont beaucoup plus efficaces dans la violence que la manifestation syndicale démocratique, que les black blocs du cortège de tête aussi, ce qui explique pourquoi ceux qui venaient dans le cortège de tête uniquement pour la violence ont tôt fait d'aller prendre des leçons d'émeutes avec les fascistes en jaune.

On voit aussi comment cette fascination pour la violence agit sur l'acceptation du fascisme: *«Arrêtez de pointer le sale comme le racisme, l'homophobie, le sexisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, c'est quand même bien beau ce qu'ils font.»*

Le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie deviennent des imperfections et des impuretés qui, une fois esthétisées, rendent la chose encore plus belle, encore plus authentique. Et celui qui esthétise ces «impuretés» se sent encore plus courageux d'affronter le réel, pas noir ou blanc, mais gris. Décrire le racisme des jaunes comme le noir sur la joue du prolétaire qui sort de la mine, c'est se sentir Zola.

Le fasciste exalte la beauté des corps, mais le soutien de gauche des jaunes aura, lui, le courage d'encore plus exalter le corps du prolétaire en détaillant aussi ses «impuretés».

Les fantasmes sur «la peur du bourgeois» participent de cette mythologie sur la violence. Elle permet au bourgeois ami des Gilets jaunes de se donner des frissons en se mettant à la place du bourgeois qui a peur. Un jour, il faudra faire le compte des morts et des yeux perdus pour que certains puissent, en confondant violence et révolution, se rêver Che Guevara, l'espace d'un instant. Et aussi regarder un peu qui on envoie à l'abattoir aux côtés du GUD pour même pas 100 balles. Entre le bourgeois qui a peur de la violence et le bourgeois qui s'excite dessus, c'est lequel qui gagne ?

C'est aussi là qu'on voit à quel point personne n'a retenu la leçon des révolutions arabes, ni de ce que doit être une révolution au XXI^e siècle. Pour les révolutions arabes ce qui terrifiait le pouvoir, c'était la démocratie et la non-violence. Ici, on en est à se réjouir que le pouvoir démocratique

soit plus terrifié par la violence que par un mouvement social avec des grèves et des manifs.

Violence ou anomie

Il y a deux sortes de révolutionnaires. Ceux qui rêvent au bonheur futur et ceux qui rêvent à la violence et à la destruction immédiate. La fracture est aussi là. On peut aimer une émeute comme moment de basculement social, si elle porte en soi un désir d'après. Mais ici il ne semble y avoir que de la violence et de la destruction. Il y a des gens qui aiment ça, et seulement cela, le bruit et la fureur. Si le mouvement des Gilets jaunes était pareil, mais pas violent, on verrait de nombreuses franges le désert. Jamais dans le cortège de tête ou le mouvement contre la Loi travail les affrontements avec les flics n'ont été aussi violents. La différence, c'est que chez les Gilets jaunes, ils veulent les tuer. Vraiment. Et ce n'est pas vrai que toutes les révolutions sont comme ça, toutes sont violentes, mais toutes n'aiment pas cela.

Car ce mouvement est bien l'inverse d'un mouvement social. C'est un mouvement a-social (et bien sûr «a-politique»). Un mouvement où on agrège des individus avec un seul slogan «Macron Démission» qui porte deux sens ; un seul chant *La Marseillaise* qui lui aussi peut-être du football ou du fascisme ; un seul symbole qui lui aussi porte plusieurs sens. Et oui, on a entendu des blagues sur l'agent d'entretien avec un gilet jaune qui balaie pour nettoyer après le passage de la manifestation des Gilets jaunes...

Ce qui frappe, c'est à quel point personne ne se parle, c'est l'anomie. Sans la violence, les Gilets jaunes ne savent pas pourquoi ils sont là. Ils montent et descendent les Champs-Élysées, ils regardent passer la manifestation des chômeurs et précaires, ils regardent au loin dans la direction d'où les flics vont venir...

Les Gilets jaunes attendent la violence. Ils sont là pour ça. Ils pensent que c'est par la violence qu'on fait changer les choses. Alors ils attendent. Dans l'anomie, le silence. C'est sûrement différent sur les barrages où les gens se rencontrent. Toujours dans la violence car bloquer des gens dans leurs voitures ne peut qu'amener à des situations de violence extrême.

A Paris, c'est encore pire. Les Gilets jaunes sont là, comme des zombies, regardant dans le vide en direction des flics qui ne sont pas là. Il ne se passe rien. Puis un petit groupe de Gilets jaunes fascistes arrive. Ils

montent une barricade. Une barricade ultra violente, on ne se contente pas de barrières de chantier ou d'éléments mobiles, on met réellement à contribution la destruction. Là les Gilets jaunes s'animent, ils vont défendre la barricade pendant que le petit groupe d'extrême droite repart ailleurs.

On attend l'Acte V, ça va être encore mieux...

Antonin Grégoire, extrait du site Lignes de crête, 12/12/2018

Comment la fachosphère est partie à l'assaut après mon passage sur BFM

Depuis quelques jours, je subis le déchaînement de ce qu'il est convenu d'appeler la fachosphère.

La raison apparente semble simple. Lors d'un commentaire sur la chaîne BFM.TV, enregistré le 25 novembre à 21h30, après avoir passé les deux jours précédents à analyser les images des violences sur les chaînes d'information en continu, j'ai fait une erreur : à partir d'une base de données d'une grande faiblesse transmises par la chaîne, j'ai expliqué, par une formulation réductrice et erronée, que le drapeau picard d'avant la République était un drapeau monarchiste. Erreur donc, mais pas si grave : car, qui, comme moi, observe l'extrême droite sait que la majeure partie de ces drapeaux a été brandie au cours de ces manifestations par des militants d'extrême droite.

En l'espace de quelques heures, les twittos ont étalé leur haine en 140 signes (insultes, calomnies, injures antisémites, menaces de mort, etc.). Nombre de responsables de la droite extrême, suivis de leurs affidés, se sont donné le mot et ont repris en boucle et de manière virale une partie du reportage, faisant en sorte que ce qui y était dit, le fond et la réalité de ces manifestations, ne soient plus évoqués. Le lendemain, BFM.TV s'est désolidarisé de ma personne, par un communiqué, sans rien avoir demandé au préalable à l'expert, devenu soudain gênant.

Depuis, la violence des attaques reprend à chacune de mes interventions sur les autres chaînes. Attaché à mon rôle d'observateur et d'analyste, je décris et explique ce que je vois : des drapeaux et des militants d'extrême droite, une ultragauche qui assume et revendique sa violence, des Gilets jaunes pacifiques ou violents, des délinquants qui pillent. Je m'efforce d'analyser et de décoder les images, souvent fugaces, pour le spectateur non averti.

Que s'est-il donc passé ?

En utilisant cette erreur secondaire sur le drapeau picard, la droite extrême semble avoir trouvé un argument pour étouffer l'importun. Surtout ne pas laisser décrire une partie de la réalité de ce qui se déroule chaque samedi sur les Champs-Élysées, et le reste de la semaine sur nombre de ronds-points. Ne pas laisser dire que près d'un «gilet jaune» sur deux est électeur du Rassemblement national, que l'extrême droite tient un certain nombre de ronds-points, qu'une partie des «Gilets jaunes» multiplient les saillies racistes, homophobes, sexistes, et usent de l'intimidation et de la

violence contre des personnes. L'objectif est clair : décrédibiliser pour faire taire.

De quoi est-ce le révélateur ?

La fachosphère fonctionne selon le principe même de la logique et du discours totalitaires, suivant une pratique érigée en système de propagande, démontrée par tous les spécialistes de la question depuis Hannah Arendt. Dans le registre de la violence lexicale et symbolique, une erreur secondaire discrédite l'ensemble d'une réflexion et d'une analyse. Par un mécanisme d'inversion propre au mouvement totalitaire, l'erreur devient un mensonge volontaire. Les propos sont dès lors forcément et par nature erronés. Les dirigeants lancent alors une foule informe à l'assaut de l'ennemi. La foule reprend, en boucle et en masse, la parole des chefs. Les totalitaires utilisent parallèlement l'arme de l'intimidation, de la pression pour chercher à faire taire celui qui gêne et à plonger le détracteur dans le silence, jusqu'au prochain adversaire.

Ces pratiques ont été largement étudiées, elles nous sont bien connues. Reste que cela fonctionne encore et toujours. L'intimidation paie. Sans doute parce que nous nous accommodons de mini-lâchetés et de petits silences qui font leur lit. Pour un spécialiste des mouvements totalitaires, l'actualité nous rappelle que l'histoire n'est jamais loin.

Sylvain Boulouque, 15/12/2018,

Le Nouvel Observateur

Aux Pays-Bas, comme dans le reste de l'Europe, l'extrême droite soutient les «Gilets jaunes» !

Aux Pays-Bas, selon un mail d'un camarade de Doorbraak écrit le 18 décembre :

« Peu de temps après que la nouvelle de l'existence du mouvement des jaunes est parvenue aux médias néerlandais, elle a également commencé à faire le buzz sur Facebook. Dans une poignée de groupes Facebook, des gens ont commencé à appeler à des manifestations similaires dans les villes néerlandaises. Des manifestations ont été annoncées pour le 1^{er} décembre dans une dizaine de villes et ont été «likées» (approuvées sur Facebook) par des centaines, voire des milliers de personnes, mais elles ne sont pas déplacées beaucoup. Ils ont essayé à nouveau le 8 décembre. A Rotterdam, 50 manifestants sont venus, à Utrecht 5, à La Haye 10, à Leeuwarden 15, à Nimègue 40, etc. Le 15 décembre, les chiffres n'étaient pas beaucoup plus gros: Amsterdam 100, Groningue 12, Rotterdam 50, Leeuwarden 0, etc.

« Selon ce que l'on peut lire sur Facebook, la plupart de leurs revendications portent sur l'amélioration des revenus, du logement, de la couverture sociale, etc. Mais certaines sont clairement racistes, comme celles contre (le Pacte de) «Marrakech», pour la fermeture des frontières, contre l'islam, pour la défense de «notre propre» culture (notamment la défense de Zwarte Piet¹, mais aussi la défense de Noël), pour le limogeage de la mairesse d'Amsterdam (une femme de la «Gauche verte», GroenLinks), etc.

¹ Cf. les articles de Mathijs van de Sande : «A propos du débat sur le Zwarte Piet néerlandais» et de Harry Westerink : «Le personnage de Zwarte Piet nous fait revenir plus de 150 ans en arrière».

« Récemment, le contenu de certains groupes de discussion privés à propos des Gilets jaunes a été révélé dans les médias et leurs posts pouvaient l'antisémitisme, y compris la reproduction de dessins nazis, etc. Au cours des manifestations, nous avons entendu également des gens dénoncer les chemtrails (traînée de produits chimiques censées être diffusées par les avions), dénoncer les dangers causés par le rayonnement de la 5G, défendre les droits des pères et mettre en avant les intérêts de «notre peuple d'abord», etc.

« Les manifestations ont réuni un mélange de militants appartenant à de petits groupes d'extrême droite tels que Pegida, Voorpost, Identitair Verzet, Nijmegen Rechtsaf et le Nederlandse Volks Unie, ainsi que des sympathisants de Geert Wilders et des individus conspirationnistes, des racistes antimusulmans et ce que les médias appellent des «citoyens concernés» ou «inquiets».

« Le 15 décembre, quelques anarchistes sont venus à la manifestation d'Amsterdam. Ils ne voulaient pas que le «mouvement» aux Pays-Bas soit uniquement d'extrême droite. Ils ne se sont pas vraiment mêlés aux autres manifestants et ont, semble-t-il, fait leur propre cortège. Sur Facebook, certains militants de gauche tentent également d'influencer le «mouvement», mais cela ne semble pas vraiment fonctionner.

« Entre-temps, d'autres gauchistes ont lancé les «Gilets rouges» et ont appelé à une manifestation le 13 janvier à Utrecht. Leurs revendications ne sont pas mauvaises, bien que les personnes qui l'ont initiée aient souvent appelé, dans le passé, à de grandes manifestations qui... n'ont pas eu lieu. Leur influence, au-delà du monde numérique, est très faible.

*« La réaction des politiciens locaux est typiquement néerlandaise: ils ont tous déclaré à quel point les Gilets jaunes avaient raison de protester, que leurs problèmes doivent être pris au sérieux, etc. Cela a frisé souvent la comédie: le chef démocrate-chrétien Sybrand Buma a déclaré après avoir vu les **dix** (!) manifestants d'extrême droite à La Haye, qu'il voulait inviter les Gilets jaunes à venir parler de la politique climatique. Leurs opinions comptent aussi, a-t-il déclaré, et il comprend leurs problèmes.*

« Rappelons que, le mois dernier, son parti a voté contre la proposition de rendre les taxes écologiques plus supportables pour les pauvres. Le Premier ministre Mark Rutte a également «compris leurs inquiétudes» concernant les migrations, le coût des lois sur le climat et les bas revenus.

«Nous sommes tous en quelque sorte des Gilets jaunes», a déclaré cet individu qui applique depuis des années des politiques néolibérales dures. Et bien sûr, Geert Wilders, politicien d'extrême droite, et Lilian Marijnissen, dirigeante du SP3, ont également déclaré qu'ils appréciaient beaucoup les manifestants néerlandais. Le premier à cause de leurs revendications plus racistes, la seconde à cause de leurs revendications plus sociales (et elle ne semble pas non plus être en désaccord avec les revendications racistes).

Eric. »

Au Royaume uni, c'est Tommy Robinson, le fondateur de l'English Defence League, un raciste qui déteste les musulmans et a désormais rejoint les souverainistes d'extrême droite de l'UKIP qui a salué le mouvement des Gilets jaunes. Apparemment un petit groupe de manifestants favorables au Brexit et porteurs de «*yellow vests*» a bloqué le pont de la tour de Londres le 14 décembre 2018 et envisage de recommencer à proximité du Parlement britannique cette semaine.

En Allemagne, les «patriotes allemands» (traduire les braves gens qui détestent les migrants, les Turcs, les Arabes et les musulmans) arborent aussi le gilet jaune. Doris von Sayn-Wittgenstein, députée locale de l'AfD vient d'être exclue du groupe au parlement du Schleswig-Holstein pour ses liens avec l'extrême droite et arbore évidemment une «*Gelb West*».

Quant à Sarah Wagenknecht du parti Aufstehen (scission de Die Linke, un parti du type Parti de gauche et La France insoumise en France), elle s'oppose aux migrations pour défendre les droits des travailleurs allemands, et bien sûr fait l'apologie du mouvement des Gilets jaunes en France, qui n'est selon elle «ni de droite ni de gauche»... selon le vieux slogan de l'extrême droite.

En Italie les «*Gileti Gialli*» veulent fermer les frontières italiennes pour mieux pouvoir expulser les migrants. Leur page Facebook renvoie directement à celle de Marine Le Pen pour celles et ceux qui auraient des doutes...

A Stockholm, lors d'une manifestation xénophobe contre le Pacte de Marrakech, on a vu les manifestants arborer des Gilets jaunes en masse,

tout en affirmant qu'ils étaient apolitiques, et venaient défendre les droits des retraités....

Et en Belgique, le pompon : une partie des 5 500 nationalistes flamands, militants d'extrême droite et néofascistes ont arboré le gilet jaune afin de protester contre les conséquences imaginaires du Pacte de Marrakech.

A bon entendeur....

Y.C., 19/12/2018.

De Le Pen à Ruffin en passant par Chouard, le RIC ou la confusion des genres

Le référendum d'initiative citoyenne (RIC) est la dernière revendication publique des «Gilets jaunes». Par un phénomène médiatique, cette idée s'est imposée en l'espace de quelques jours dans le débat politique, sans aucun examen de ses origines, de ses motivations et de ses promoteurs.

Le RIC est parvenu à chasser les précédentes revendications, d'abord et majoritairement antifiscales, ensuite et minoritairement sociales. Une petite partie des «Gilets jaunes» souhaite désormais imposer un troisième temps : la revendication référendaire. Cette demande mérite qu'on interroge la nature de cette proposition et des acteurs qui la défendent. Elle témoigne d'une disparition des repères et des lignes de fracture qui ont cimenté le paysage politique.

Le RIC au prisme de l'histoire

Pour comprendre ce qui se joue à travers le RIC, il faut faire appel à l'histoire et à l'usage passé du référendum. Le référendum est utilisé sous la Révolution française. Il vise à convoquer le peuple pour faire adopter la Constitution en 1793. Les conventionnels imaginent, avant d'abandonner l'idée, que le référendum pourrait permettre au peuple de valider les lois.

Si la Constitution de 1793 a été entérinée par référendum, les conditions mêmes de son adoption sont sujettes à caution, en raison de la guerre civile et de la guerre sur une partie du territoire. La procédure de référendum est très vite oubliée. Pour la gauche, exception faite de quelques socialistes qui puisent leur imaginaire politique dans la Révolution française, l'idée même tombe en désuétude.

Tel n'est pas le cas de l'autre côté de l'échiquier politique. Le référendum est utilisé dans sa dimension plébiscitaire. Les bonapartistes sont les premiers à y avoir recours, le référendum est là pour promouvoir un lien direct entre le chef et le peuple. Louis-Napoléon Bonaparte l'utilise pour faire valider le coup d'Etat du 2 décembre 1851 et l'année suivante son sacre.

Désormais, le référendum est une tradition ancrée dans la droite autoritaire. Des historiens aux approches et aux conclusions si différentes (René Rémond, Zeev Sternhell, Michel Winock, etc.) ont montré que cet appel direct au peuple fonde l'une des revendications de la droite

nationaliste depuis le XIX^e siècle. Il constitue même pour certains l'une des origines du fascisme français.

Le référendum amenuise l'espace démocratique, voire le supprime, en réduisant à néant l'expression des corps intermédiaires. Le rapport direct entre le chef et le peuple, devenu une masse indéterminée, dans laquelle se mêlent tous les groupes sociaux sans tenir compte des intérêts particuliers et contradictoires. Le référendum tombe en désuétude. Le général de Gaulle l'impose à deux reprises : d'abord à la Libération pour faire adopter la Constitution, puis en 1958, dans une période troublée, pour établir un lien direct entre le peuple et le chef de l'Etat.

Le référendum est depuis utilisé avec parcimonie par le pouvoir. Il a souvent illustré sa dimension plébiscitaire et autoritaire. Il est encadré par de strictes mesures constitutionnelles, qui empêchent notamment de consulter la population sur des sujets de société. L'ensemble des courants politiques de gauche comme de droite se réclamant du référendum relèvent parfois d'une vision autoritaire et souvent d'une perception verticale du pouvoir sous couvert d'horizontalité.

Le RIC aujourd'hui

Ce n'est sans doute pas tout à fait un hasard si l'idée émerge au lendemain du référendum sur le Traité constitutionnel européen de 2005. Le RIC a été théorisé par Etienne Chouard. Enseignant en économie, il a été l'un des chantres du non au référendum. Présenté longtemps comme une figure de gauche, il a évolué. Il a fréquenté la mouvance d'Alain Soral [le polémiste condamné pour provocation à la haine] et les réseaux complotistes, participant par exemple à une conférence de Reopen911 [mouvement qui remet en cause les attentats de New York], ou faisant lui-même l'apologie du Venezuela d'Hugo Chavez.

Lors de la dernière élection présidentielle, il a soutenu le candidat François Asselineau et l'UPR [Union populaire républicaine] dont il est proche, et s'est félicité de l'élection de Donald Trump pour avoir fait éclater les consensus. Il entretient encore des relations avec la droite nationaliste et avec une partie de la gauche radicale développant l'idée d'un «*populisme*» et d'un «*souverainisme*» *transpartisan*.

La diffusion de ses thèses chez les «Gilets jaunes» répond à une logique politique. La carte des «Gilets jaunes» se superpose, dans ses grandes lignes, à la France du non de 2005, le «non de droite et d'extrême droite» et le «non de gauche». Etienne Chouard a rapidement relayé les revendications du mouvement des «Gilets jaunes». Sur les différents sites et réseaux sociaux des «Gilets jaunes», le RIC apparaît timidement au lendemain de la manifestation du 24 novembre. La demande monte vite en puissance. Vers le 25 novembre, Etienne Chouard et des «Gilets jaunes» se rencontrent physiquement. Ce rapprochement est officialisé sur le site d'Etienne Chouard le 29 novembre.

La question du RIC devient, par une étrange ironie calendaire, quasiment virale à partir du 2 décembre [date du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte]. Les pages des réseaux sociaux des «Gilets jaunes» relayent largement cette demande. Dans les manifestations, les premières banderoles apparaissent le 1^{er} décembre et de manière plus importante lors de la manifestation du 8 décembre et massivement le 15 décembre.

Lors de cette dernière manifestation, ces banderoles sont rendues d'autant plus visibles que le rassemblement est très clairsemé. La demande de RIC se double chez nombre des porte-parole des «Gilets jaunes» d'une rhétorique complotiste. Une première explique : *«Les forces de l'ordre ont laissé faire les casseurs hier sur les Champs-Élysées et on m'a bien fait comprendre que les décisions venaient d'en haut.»*

Peu après l'attentat de Strasbourg [du 11 décembre 2018], une deuxième laisse entendre que l'attentat a été organisé par le gouvernement pour décrédibiliser les «Gilets jaunes», un sous-entendu repris par Etienne Chouard sur son site. Enfin, une troisième relaye ce type d'analyse avec le même syllogisme du soupçon, accompagné d'une démarche insurrectionnelle, proposant de marcher sur l'Élysée ou de s'emparer des médias.

Ces «Gilets jaunes» exigent un référendum d'initiative citoyenne lors d'un «nouveau serment du Jeu de paume», le 13 décembre 2018. Cette déclaration a été amplement relayée d'une manière ou d'une autre par les chaînes d'information comme Le Média et Russia Today. Ce serment est explicite¹. Il représente un étonnant syncrétisme entre les programmes du

¹ Extrait du serment du Jeu de paume des «Gilets jaunes» du 13 décembre 2018 : *«Nous sommes épuisés par une pression fiscale colossale qui ôte à notre pays, à nos entrepreneurs, à nos artisans, à nos petits commerçants, à nos créateurs et nos travailleurs toute énergie pendant qu'une petite élite échappe constamment à l'impôt. Les prélèvements obligatoires représentent désormais 46% du PIB [produit intérieur brut] et les aides sociales 1/3 du PIB annuel. Pourtant, malgré cela, vous n'arrivez pas à payer décemment les infirmières, les personnes handicapées, les militaires, les professeurs et nous en oublions tant la liste est longue. [...] Où va cet argent ? [...] Cet argent part dans des privilèges indus, des commissions de copinages, des retraites éternelles des serviteurs à gogo, etc. [...]»*.

Et ce serment liste les revendications suivantes :

- *«Donner au peuple le droit de déclencher un référendum en vue de modifier la Constitution et interdire toute modification de la Constitution ;*
- *Donner au peuple le droit de rédiger ou abroger une loi sur le sujet qu'il choisit ;*

Front national¹ [Front national, devenu aujourd'hui le Rassemblement national], de La France insoumise² et de l'UPR³.

- *Donner au peuple le droit de demander un référendum sur toutes les lois votées par le Parlement ;*

- *Obliger le président de la République à présenter tous les traités, accords et pactes internationaux au référendum avant ratification».*

¹ Extrait du programme du Front national (aujourd'hui Rassemblement national), pour la présidentielle 2017, cité par le blog La Constitution décodée :

- *«Retrouver notre liberté et la maîtrise de notre destin en restituant au peuple français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique). Pour cela, une négociation sera engagée avec nos partenaires européens suivie d'un référendum sur notre appartenance à l'Union européenne. L'objectif est de parvenir à un projet européen respectueux de l'indépendance de la France, des souverainetés nationales et qui servent les intérêts des peuples.*

- *Organiser un référendum en vue de réviser la Constitution et conditionner toute révision future de la Constitution à un référendum. Elargir le champ d'application de l'article 11 de la Constitution.*

- *Créer un véritable référendum d'initiative populaire, sur proposition d'au moins 500 000 électeurs.»*

² Extrait du programme de l'Union populaire républicaine, pour la présidentielle 2017, cité par *Le Monde* :

- *«Instaurer le référendum d'initiative populaire en plus du référendum d'initiative présidentielle.*

- *Les référendums pourront comporter plusieurs questions pour nuancer les réponses.*

- *Supprimer la procédure dite "du Congrès" (article 89).*

- *Toute réforme de la Constitution devra se faire par référendum (article 11) et celui-ci précisera que la réforme n'est adoptée que si elle obtient la majorité des électeurs inscrits.*

- *Entreprendre une grande réforme constitutionnelle soumise à référendum afin de rétablir les grands principes démocratiques et républicains.»*

³ Extrait du programme de La France insoumise, pour la présidentielle 2017, cité par *Le Monde* :

- *«Rendre obligatoire le recours au référendum pour réviser la Constitution ou ratifier tout nouveau traité européen et garantir le respect de la décision populaire.*

- *Créer un droit de révoquer un élu en cours de mandat, par référendum, sur demande d'une partie du corps électoral.*

Le mouvement des «Gilets jaunes» illustre la confusion des temps, le conspirationnisme et les mélanges idéologiques complexes qui s'opèrent aujourd'hui : on voit François Ruffin rendre hommage à Etienne Chouard qui le lui rend bien ; le site Acrimed, situé à l'extrême gauche de l'arc politique, publie un militant du très droitier UPR ; des revues d'extrême droite font l'apologie de l'anarchisme, et des militants d'extrême gauche ne sont pas gênés par la présence de l'extrême droite dans les manifestations. Sans parler d'une revue d'extrême droite prête à l'alliance avec qui *«foutra ce régime par terre»*.

Dans cette curieuse époque où l'union des forces hostiles au «système» prend le pas sur les appartenances idéologiques, le RIC ne risque pas de simplifier les choses, bien au contraire...

Sylvain Boulouque,

Le Nouvel Observateur, 20/12/2018

• *Instaurer le référendum d'initiative citoyenne et le droit des citoyens de proposer une loi.»*

Les huîtres rient jaune

Le caniveau

Comme vous le savez sans doute, le site des Halles de Rungis est, depuis plusieurs semaines, l'objet de barrages filtrants au niveau de la porte d'accès principale, la porte de Thiais. Prenant mon courage à deux mains, bravant la pluie et le vent, je me suis donc levé à 4 heures du matin ; j'ai pris le métro, puis le bus, et, après plus d'une heure de voyage déprimant dans les zones industrielles du sud de Paris, je me suis donc retrouvé face aux quelques dizaines de Gilets jaunes qui filtrent l'entrée, histoire de prendre la température dudit «blocage» par moi-même.

J'avais déjà quelques soupçons, vu les interviews réalisés, sur la teneur et l'objectif de ces brillantes «actions directes» (dixit «Paris luttés info»). Mais j'avoue, en toute modestie, que l'ambiance a dépassé toutes mes espérances. Je ne suis retrouvé face à des bandes de vulgaires bourrins nationalistes, des deux sexes, dont l'un d'entre eux était antillais et fort accepté puisqu'il «*était français lui aussi*» : «*On n'est pas raciste*», m'affirma ainsi fièrement la cheftaine du groupe, qui ressemblait à Madame Bidochon en plus jeune (cf. l'excellente BD de Binet des années 1980). Ils étaient là, à leurs dires, «*pour sauver les paysans et les commerçants français*» de la «*concurrence déloyale*» «*organisée par l'Europe des banques représentée par Macron*».

Après quelques tentatives d'approches balourdes et quelques tentatives de me faire passer le célèbre uniforme jaune, ce que je refusai avec beaucoup de courtoisie (par peur de me faire peut-être casser la gueule), je posai de façon innocente la question : «*De quelle banque Macron est-il le représentant ?*». Ce à quoi il me fut répondu par la cheftaine, avec force clins d'œil de ses acolytes : «*Ben, la banque Rothschild, bien sûr.*» J'étais donc fixé sur la nature éminemment révolutionnaire de leur opposition au capital financier qui, c'est bien connu, est entre les mains des rabbins depuis des temps immémoriaux.

Histoire d'élargir quelque peu le champ de cette communication qui commençait si bien, j'évoquai timidement le rôle du brillant second de Macron, le dénommé Philippe qui, lui, ne vient pas de la banque, mais du nucléaire, Areva en l'occurrence. Ce à quoi la cheftaine répondit qu'elle s'en foutait et que d'ailleurs elle était partisane du nucléaire français et hostile à tous «*ces écologistes bobos parisiens qui veulent nous priver d'électricité*». Position si typiquement populaire partagée aussi par ses groupies.

Je commençais à me sentir quelque peu seul et tentai de conclure, avant de déguerpir, sur les modes «d'action directe» si intéressants dont on m'avait rabattu les oreilles du côté de «Paris luttés info». Là aussi, je ne fus

pas déçu : ces remarquables saboteurs du «*commerce européen*» avaient commencé par filtrer d'abord exclusivement les camions étrangers trente minutes, puis très récemment, par souci de justice sans doute, les camions français quinze minutes, et les camions étrangers quarante-cinq minutes. Il ne leur était même pas venu à l'esprit que, accords européens obligeant, des camions français peuvent transporter des marchandises étrangères et vice versa. La veille de mon passage, leur dernier exploit avait donc consisté à retarder presque trois heures l'un des camions espagnols, en menaçant le conducteur, qui transportait d'Oleron à Rungis des huîtres de la presqu'île, mollusques tricolores s'il en fut. Ce qui amena le grossiste de Rungis à les balancer à la poubelle. Sans commentaire.

Joyeux Noël !

André Dréan, 24/12/2019

Du «CRS = SS» de Mai 68 au «CRS avec nous» et «La police avec nous !» des Gilets jaunes : une évolution inquiétante

Soyons clairs. «CRS=SS» était un slogan démagogique ; la France de Mai 1968 ne correspondait pas du tout à la situation créée par l'Occupation allemande et le régime de Vichy, Pétain, sa Milice, ses lois racistes et antisémites, et sa dictature exercée sur la classe ouvrière et la paysannerie pauvre des années 40. Mais ce slogan erroné avait au moins un avantage : il exprimait la conscience claire que les flics étaient des ennemis et que, s'ils voulaient rejoindre le mouvement social, ils devaient non seulement enlever leur uniforme, mais surtout abandonner leur sale «métier».

Aujourd'hui, les slogans et les comportements des Gilets jaunes vis-à-vis des bien nommées «forces de l'ordre» sont à l'opposé de ceux des grévistes et de tous ceux qui participèrent au mouvement social et à la «grève générale» de Mai 68.

Est-ce une bonne chose ? A mon humble avis, non !

Cela vient-il d'une meilleure analyse du régime politique qui nous fait face ? Non plus.

En effet, la comparaison du régime gaulliste avec le nazisme a été remplacée par la comparaison du gouvernement Macron-Philippe¹ soit avec la caricature d'une royauté finissante (en oubliant que la Révolution française détrôna la noblesse pour la remplacer par la... bourgeoisie), soit par une vision d'extrême droite et complotiste de l'Etat : aux mains des banques (et surtout d'une seule, la même que celle dénoncée par les

¹ Comme le fait remarquer André Dréan dans «Les huîtres rient jaune».

antisémites depuis presque deux siècles), aux mains du FMI, aux mains de «Bruxelles», de la Finance, de «l'Oligarchie», etc.

Bref, les patrons (petits, moyens et grands) sont épargnés par la colère des Gilets jaunes qui prétendent lutter seulement contre «L'Etat».

Mais il y a plus grave... si l'on peut dire : les Gilets jaunes exonèrent les policiers de toute responsabilité de la violence régnant dans les manifestations. Ils sont fiers de protéger les flics ou les gendarmes contre la violence de certains «casseurs» ou «excités» qui veulent parfois les lyncher ou les laisser pour morts. (Leur respect de l'intégrité corporelle des flics en tant qu'êtres humains est respectable, mais leur raisonnement politique ne l'est pas.) Ils n'arrêtent pas de raconter qu'ils ont de bons rapports avec la police, que les flics ou les gendarmes les soutiennent, leur expriment discrètement leur sympathie, etc.

Les Gilets jaunes croient, ou veulent croire, que les gendarmes et les CRS (unités spécialisées dans la répression) existent pour maintenir du «lien social» (*dixit* Jean-François Bernaba, «messenger» gilet jaune de l'Indre, très présent sur les plateaux de télévision). Ils pensent que les flics sont à plaindre parce qu'on ne leur paie pas leurs heures supplémentaires. Que leur violence individuelle et collective proviendrait uniquement des ordres donnés par un méchant ministre de l'Intérieur ou un président de la République arrogant et sourd aux revendications du «peuple». Ou alors de quelques brebis galeuses dans des forces de répression globalement saines.

Bref, CRS et gendarmes seraient de doux agneaux, de gentilles assistantes sociales ou de gentils travailleurs sociaux détournés par l'horrible Macron de leur tâche utile à tous et toutes. Ils n'appartiendraient pas à «l'Etat» que les Gilets jaunes dénoncent en permanence, mais dont ils veulent ignorer qu'il dispose des 78 000 «gardiens de la paix» de la DSCP ; de 13 000 CRS ; de 17 000 gendarmes mobiles et de 188 000 soldats répartis entre la marine, l'aviation et l'armée de terre. **Soit 300.000 personnes armées pour réprimer la population pas pour distribuer des roses ou des bonbons aux manifestants.**

Dans la mesure où ce mouvement, sur les réseaux sociaux et dans la rue, est animé par des individus qui se prétendent «apolitiques» (c'est-à-dire, soyons clairs, qui ont des sympathies de droite et d'extrême droite, royalistes ; des idées nationalistes, «souverainistes» donc xénophobes), par des partisans des Le Pen, de Dupont-Aignan, Mélenchon et Ruffin, il n'y a

rien d'étonnant à ce que ces gens-là aiment profondément la police et l'ordre bourgeois. Leur modèle politique est une société fondée sur la répression des exploités, quelle que soit la démagogie sociale qu'ils propagent pour gagner des électeurs ou des militants.

Sous prétexte **qu'une partie** des Gilets jaunes sont des exploités comme nous, devons-nous, nous aussi, communier tous et toutes dans ce grand amour de la police et de l'uniforme bleu marine ou kaki, défiler derrière des drapeaux bleu-blanc-rouge et nous émerveiller que «le peuple» chante *La Marseillaise* car cela nous rappellerait... 1789 ?

Non !

Le populisme franchouillard des Gilets jaunes est (paradoxalement, mais seulement en apparence) en parfaite harmonie avec les discours altermondialistes, «indignés», citoyennistes et écologistes populaires à gauche depuis 20 ans. Ces «nouveaux mouvements sociaux» dénie toute centralité au rôle de la classe ouvrière pour se prosterner devant les vertus des «gens» et des «peuples». De même que les individus qui se prétendent «apolitiques» défendent des idées de droite, ceux qui nient l'existence des classes sociales et de la lutte de classe soutiennent les mouvements où se mélangent, dans la plus grande confusion, les revendications des patrons, des cadres, des artisans, des commerçants, des ouvriers et des employés. Confusion qui sert les intérêts des patrons et aspirants patrons.

Et c'est là que l'extrême droite, qui mène la bataille idéologique sur les réseaux sociaux et Internet depuis des années, peut reprendre à son compte des slogans et des idées de cette gauche invertébrée pour leur donner le sens réactionnaire qui s'exprime dans le mouvement des Gilets jaunes, mouvement ardemment soutenu par toute l'extrême droite européenne, du Mouvement des Cinq Etoiles en Italie, à l'English Defence League en Angleterre, des nationalistes flamands et néerlandais aux «Démocrates suédois». Je n'ai pas le souvenir que, en Mai 68, Cohn Bendit, Geismar ou Krivine aient été acclamés par toute l'extrême droite européenne...

Ne croyez pas qu'il y ait la moindre contradiction entre la participation musclée de l'extrême droite française à des simulacres de barricades ou à des affrontements sérieux avec les flics. Ces brutes peuvent parfaitement admirer la Police ou l'Armée et en même temps aimer se fritter avec eux dans la rue, pour s'entraîner, se prouver leur virilité, monter des provocations politiques ou même préparer un coup d'Etat s'appuyant sur

les éléments fascistes de l'armée et de la police. Extrême droite et flics, milices patronales et mercenaires, militaires et ex-militaires, policiers et ex-policiers, bandes du crime organisé, ce petit monde grouille de gens qui aimeraient devenir de petits ou de grands chefs, et ont pour cela absolument besoin de faire leurs preuves sur le terrain... quitte à blesser quelques «collègues».

A la différence de certains gauchistes radicaux qui aiment casser du flic pour le fun, mais n'ont aucun projet politique, ces cogneurs professionnels et «apolitiques» ont un but clair et précis: s'appuyer sur le mouvement des Gilets jaunes, qu'ils ont eux-mêmes suscité sur les réseaux sociaux dès le départ, pour diffuser encore plus largement leurs idées réactionnaires, fascisantes ou fascistes.

Y.C., 12 janvier 2019



Le mal de révolution. Quel est exactement le problème avec les Gilets jaunes ?

mercredi 26 décembre 2018

Souvent c'est lorsque la société a l'apparence d'aller mal qu'on prend la mesure de ce que cela implique qu'elle aille bien. Dans le cas précis de la «crise actuelle», l'apparence reste une apparence. Car, malgré le vacarme médiatique cette société tient bien debout, la nuit comme le jour : les pauvres continuent à créer la richesse pour les riches, les migrants se font pourchasser, les damnés pourrissent en prison, les industriels nous tuent à petit feu et tout le monde semble sombrer dans les tristes images de bêtise généralisée. Pourtant, c'est cette apparence de rupture dans son rapport à la société actuelle qui peut, à mon avis, donner quelques indices quant au terrain sur lequel nous faisons désormais nos pas : le problème avec les Gilets jaunes est le même qu'avec la société dont ils font partie.

Il me paraît essentiel de poser la question de manière la plus large possible. Certaines prises de distance récentes par rapport à ce mouvement populiste sont bien nécessaires et ont le mérite d'exister. Elles effleurent quelques problèmes d'importance en passant, mais cela avant de conclure de la même manière qu'à n'importe quelle occasion, n'importe quel mouvement social, n'importe quelle météo. Cette invariance de la part de certains compagnons est troublante, et c'est en partie à elle que voudrais répondre avec le plus de camaraderie possible.

En revanche, il n'est pas dans mes intentions de critiquer les positionnements infâmes et opportunistes de la part de nos ex-camarades sous teintes libertaires délavées – des positionnements complaisants envers des horreurs que je ne croyais jamais voir sous le pavillon anti-autoritaire ; je voudrais contribuer à la critique des rapports sociaux existants pour qu'un débat plus large et non consensuel débouche sur d'autres réponses que celles qu'on a pris l'habitude de trouver. En d'autres mots, je ne veux

pas confirmer ce sur quoi je suis d'accord dans les prises de distance susmentionnées ; je voudrais contribuer à ce qui n'a pas encore été dit.

Pourquoi un mouvement hyper-médiatisé, pas exactement plus massif que n'importe quel mouvement social, d'abord aux sensibilités puis aux revendications pour le moins douteuses, suscite autant d'hésitations de la part de ceux qui, d'une manière ou une autre, souhaitent la fin de toute domination ?

Des compagnons ont déjà évoqué le fétichisme des moyens (blocage, sabotage, émeute, pillage, affrontement), ainsi que la coïncidence purement formelle entre certaines méfiances au sein de ce mouvement (des porte-paroles, des syndicats, des partis politiques) et les principes qui nous sont chers (refus de la représentation).

Mais peu, à ma connaissance, ont parlé de notre propre mal de révolution qui est la source de bien des aveuglements. De ce mal qui attire le regard vers chaque petite braise en espérant que celle-ci serait prometteuse de quelque chose de fondamentalement autre – au point où elle nous rend parfois aveugles à des vraies brèches qui s'ouvrent là où nous les attendons moins. Dans la mesure où la critique des agissements et des positionnements des autres ne devrait pas être un exercice d'autosatisfaction, je propose de chercher les causes de cécité dans quelque chose qui nous est commun – nous tous qui sommes profondément dégoûtés par ce monde et qui en cherchons une issue. Cette «générosité» critique n'empêche en rien de tourner le dos à certains ex-camarades, car il n'y a pas d'autre nom pour ceux qui passent leurs jours et leurs nuits sur les réseaux sociaux et restent aveugles aux revendications nationalistes, voire ultra-nationalistes de ce mouvement qu'à ce jour personne n'a dénoncé «de l'intérieur». Il y a des erreurs qui finissent par ressembler à des choix malgré elles.

En cette grande époque de confusion, il n'est jamais anodin de commencer par des banalités de base. Car avant d'aborder la question des Gilets jaunes il faudrait se rappeler le contexte dans lequel se déroule ce spectacle fluorescent. L'hypermédiatisation donne l'illusion lénifiante que c'est le désordre du mouvement qui fournit le contexte, comme si les

blocages, les sabotages, les émeutes et les pillages étaient venus en droit chemin depuis un autre monde. Comme si les actions dépassaient les intentions en quelque sorte. À force de répéter que les casseurs sont apparus «en marge de la manifestation», les journalistes finissent par nous convaincre de leur transcendance. Qu'il y ait des casseurs qui n'appartiennent pas aux manifestations, qu'il y ait des parties sans rapport au tout. De la même manière, toutes ses «dégradations» ont la fausse apparence d'être radicalement autre chose que le monde où l'on vit. Lorsque les apparences médiatiques nous réchauffent le cœur davantage que les horreurs relatées au quotidien, la représentation se confond avec la réalité et gagne l'esprit révolté. D'où l'aveuglement quasi total devant l'image d'émeute : même si tout le monde sait que les destructions en soi parlent peu des intentions de leurs auteurs, la plupart préfèrent se comporter comme si elles étaient portées par les actions elles-mêmes, ceci malgré les individus qui y participent.

Le contexte, donc, n'est pas fourni par le désordre du mouvement, car ce désordre ne dit rien de ce qui passe par les têtes des gens. Le vrai contexte de ce mouvement est l'aliénation extrême et décomplexée, qui ne se cache ni dans les paroles, ni dans les actes des Gilets jaunes.

Cette aliénation passe avant tout par l'identification personnelle à son rôle social. La croyance d'être fondamentalement identique à sa fonction dans la société est peut-être plus répandue que jamais. Même les travailleurs les plus intensément exploités, tels les saisonniers, les livreurs à vélo, les intermittents de toute espèce, s'identifient à leur métier au point de former des communautés autour du rôle économique qui leur a été attribué dans cette société. Pour les autres, il reste toutes les communautés imaginaires selon les penchants spirituels, sexuels et récemment même «raciaux».

Ainsi la vie sociale, affective et amoureuse se trouve nettement divisée en tant qu'auxiliaire par rapport à ce que chacun est socialement, selon le rôle que cette société nous attribue. Dans une société où la nécessité de vendre son travail pour survivre conditionne forcément la vie sociale, les rôles sociaux sont inévitablement définis par le rapport au travail, ne serait-ce que négativement, comme c'est le cas de certains chômeurs assumés. Mais quel que soit le rôle social, rien n'est plus favorable au maintien des rapports sociaux en place que cette identification à son rôle dans leur sein.

Cette identification n'a fait que s'accroître durant ces quelques décennies de pacification sociale. Il suffit de comparer quelques films d'aujourd'hui à ceux d'antan pour s'apercevoir de l'effacement progressif de cette scission entre les rôles sociaux des personnages et leurs «vraies» aspirations dans la vie. En règle générale, le héros d'antan refuse son rôle dans lequel il se sent confiné et incapable de vivre ou d'être autre chose. Même les flics dans les polars agissent à partir de ce qu'il y a de humain en eux, *par opposition* à ce qu'il y a de flic. Le héros d'aujourd'hui agit en affirmant son rôle social : en tant que chef d'entreprise, en tant que paysan, en tant que politicien, flic ou pompier... Toute représentation converge vers ce mensonge absolu qu'on puisse s'épanouir en tant que membre de cette société.

Les réseaux dits sociaux ne font qu'exacerber cet aplatissement en donnant une plateforme pour s'exhiber avec plus ou moins de goût. Il est évident que les pensées réduites aux images ou à quelque 280 caractères ne sont pas des idées à réfléchir et débattre entre plusieurs personnes. Le fait de relayer ou de ne pas relayer une certaine information, une certaine image ou une certaine blague sur le Web a peu avoir avec leur contenu. Il s'agit avant tout d'exhiber les attributs de soi-même : plus important que le contenu d'un message est le fait que c'est moi qui le relaie. Dans cette situation, il n'est pas étonnant que les idées qui ne sont pas effectivement réduites à quelques images ou à quelques phrases sont souvent tout à fait réductibles au format des réseaux sociaux. Tel est le cas des textes militants qui ne sont pour la plupart pas plus nuancés que les autocollants voués à les «populariser». Ceci pour dire à quel point l'aliénation déborde les groupements sociaux selon leurs virages à gauche ou à droite. Il s'agit d'un fait social qui nous concerne tous et dont il ne faudrait pas sous-estimer la portée.

Il est désolant de voir certains admirer l'horizontalité de ce mouvement, car celle-ci, abstraction faite de son contenu, n'est jamais rien d'autre qu'un passe-tout pour les manipulateurs de toute espèce. C'est d'ailleurs pour ça que de multiples réunions, pendant des épisodes révolutionnaires, étaient systématiquement interdites aux politiciens et aux syndicalistes. Mais il est tout à fait stupéfiant d'entendre parler d'une auto-organisation quelconque lorsqu'il s'agit des échanges sur les réseaux sociaux ! Ce qui me paraît un préalable indispensable pour n'importe quelle forme d'auto-organisation à

grande ou petite échelle, c'est la rencontre, ne serait-ce que celle des idées... Or, la plateforme d'aplatissement que fournissent les réseaux est tout sauf favorable à de telles rencontres, pour les raisons évoquées ci-dessus. L'idée que les réseaux sociaux fournissent une rupture dans les modes de communication appartient au monde des mensonges. Il est donc très malheureux de constater que même les compagnons quelque peu obsédés par la toujours vulnérable surpuissance du «techno-monde» avalent la pilule quand c'est opportun de le faire.

Le plus important à souligner, au sujet des réseaux sociaux, est le fait que ceux-ci ne font que recycler les formes d'aliénation qui les précèdent. Ils ne fournissent aucune occasion de partager «sans médiation», comme disent certains. C'est pour cela que l'aspect dit non centralisé et non hiérarchique de ce mouvement n'est qu'un leurre promu depuis belle lurette par ceux qui sont aujourd'hui ses leaders rivaux. Ainsi toutes les grandes idées sorties de la gueule de ce mouvement ont à l'origine des personnages bien précis, très actifs sur les réseaux et très loin de l'apolitisme revendiqué : le noyau dur pour la VI^e République et contre le «mélange racial» d'Éric Drouet (l'auteur de l'appel du 17 novembre) et Priscilla Ludosky (page Facebook La France en colère) ; l'adjacent Christophe Chalçon, un simple forgeron qui n'aime pas «l'oligarchie des énarques» et les musulmans ; les politiciens de droite «modérés» des Gilets jaunes «libres».

Tous sont caractérisés par cette étrange constante nationaliste qui semble déranger peu en dehors des groupuscules connus de l'ultra-droite. Ayant lu les 42 doléances à l'origine emphatiquement «mystérieuse» selon les journalistes, on pourrait se demander s'il y a quelque chose d'autre qu'un souci de concurrence dans le fameux «rejet» du Rassemblement national par les Gilets jaunes : des salaires calibrés à l'inflation *pour les Français* à l'expulsion systématique des déboutés du droit d'asile, la pleurnicherie de «*Je ne suis pas raciste, mais il faut s'occuper de sa famille d'abord*» n'a rien d'original – bien qu'il faille être un peu français au fond de l'âme pour ne pas s'en inquiéter.

Que tout cela ne soit pas partagé par tout le monde dans la nébuleuse fluo, c'est une chose. Que personne n'ait la moindre chose critique à dire là-dessus, c'en est une autre.

L'idée même de référendum qui, entre autres horreurs, fera «entendre et appliquer» les 42 chialeries est depuis longtemps soutenue par un supporter fervent du fluorescent pisseux, un dénommé Étienne Chouard. Ami de Soral avec qui il ne se trouve en désaccord que sur ses opinions au sujet de l'homosexualité et du féminisme, cet anarchiste auto-désigné est partisan de la démocratie athénienne dans la douce France. À commencer par les référendums d'initiative citoyenne, RIC pour les initiés, qui régleront les questions nationales de grande importance, telles les 42 revendications, le Frexit et on peut imaginer la suite. En parfait accord avec son désaccord face aux «élites», la totalité du mouvement a, à ce jour, repris cette revendication puante des atrocités à venir. Voilà pour les assemblées constituantes et la démocratie directe.

La liste des problèmes évoqués ci-dessus n'est pas exhaustive, mais elle illustre à quel point l'avalanche de merde à venir était déclenchée de manière tout à fait centralisée et politicienne. L'exacerbation de l'aliénation quotidienne par les réseaux sociaux ne permet rien d'autre que la confusion, porteuse de la Réaction crasse. On ne saurait trop souligner le rôle joué par les pseudo-philosophes obscurantistes – bloggeurs, vidéologues et rhétoriciens de tout genre – qui pullulent sur le Web depuis des années pour sortir à présent dans les rues et sur les ronds-points. Ainsi la stigmatisation, d'apparence ridicule et inoffensive, de la «*globalisation libérale et libertaire*» par la plume logorrhéique de J.-C. Michéa, par exemple, est cet automne sortie dans les rues de Toulouse sous la forme d'une pancarte. La bêtise du monde virtuel n'attend que l'occasion de se concrétiser et la convergence des ressentiments supprimés en ligne est peut-être la seule véritable spontanéité de ce mouvement.

Tout cela n'enlève en rien le fait qu'il y ait des gens, avec ou sans gilet, qui voient dans cette effervescence une occasion de chercher autre chose que le quotidien des rapports sociaux. Le seul fait de «tenir» un rond-point témoigne du besoin de se rencontrer en dehors du travail, en dehors du Web et en dehors de toutes les formes d'être ensemble bien désignées. Ainsi que l'émeute, malgré l'obscurité des intentions des participants, qui témoigne d'une joie de se déchaîner un tant soit peu contre le luxe étouffant. Mais il est également vrai que cela ne relève pas des caractéristiques du mouvement lui-même. N'importe quel autre contexte à la même hauteur de désordre pourrait fournir une pareille «occasion», comme disent certains.

Le problème, c'est que lorsqu'on agit dans un contexte donné, on agit *par rapport* à ce contexte *aussi*. Tout comme, pendant des manifestations de 2016, certains camarades se sont posés la question s'ils n'étaient pas en train de jouer aux bras armés de la CGT en prenant des risques à leur place, aujourd'hui on pourrait se demander si cet assaut au luxe, bien trié et avec une remarquable préférence pour le luxe *étranger*, ne servirait pas la contestation nationaliste. Car les actions parlent très rarement par elles-mêmes, surtout dans un contexte où il y a une division nette entre ceux qui manient la parole et ceux qui agissent. À force d'ignorer le monde dans lequel ils vivent, certains compagnons partisans du «désordre» ont fini par prétendre que les leaders de ce mouvement ont condamné les violences. Or, le noyau durement nationaliste, peut-être le plus influent dans les réseaux, n'a jamais condamné les violences qui, quand elles ne parlent pas, parlent souvent en leur nom.

Pour ceux d'entre nous pour qui le niveau des dégâts n'a pas le dernier mot sur la portée subversive d'un mouvement, la force de celui-ci se définit par ce qu'il arrive à mettre en cause, dans les paroles et dans les actes. Ici la rupture dans le quotidien *aurait pu* provoquer une mise en cause de ce quotidien, ou de certains de ses aspects, mais *elle ne l'a pas fait* – y compris parce que la rupture a été très limitée malgré les exagérations médiatiques. Quelques slogans répétitifs mis à part, nulle part il n'y a eu une mise en cause de la propriété, de l'exploitation, de l'État. Plus concrètement, parmi les mille raisons de s'en prendre à Vinci, la critique n'a jamais dépassé les prix et l'entretien des autoroutes ! Autrement dit, en dehors des intentions individuelles de ceux qui ont «saisi l'occasion», après un mois de blocages, de sabotages, d'émeutes et de pillages ce mouvement n'a contesté aucun aspect des rapports sociaux en place.

Bien qu'on ne puisse pas vraiment parler de la totalité, ni même de la majorité des gens qui participent au mouvement des Gilets jaunes, on peut très clairement parler de sa tonalité générale, concertée par ses dirigeants. Avant de parler des groupes d'extrême ou d'ultra droite, il faudrait s'interroger sur le nationalisme flagrant des meneurs et des suiveurs. Les troupes des «followers», ne sont peut-être pas tous d'accord sur les aspects les plus xénophobes (et encore, une position claire là-dessus s'est perdue quelque part dans les fils effilochés des réseaux sociaux), mais à ce jour personne – à part les Gilets jaunes «libres» beaucoup plus

méthodiquement politiciens de droite – n’a contesté les positions nationalistes des initiateurs, ni de leurs successeurs. Les pancartes qu’on voit sur les ronds-points, y compris les plus «gauchistes», ne convergent que sur ce doux ressentiment de se sentir abandonné par les «élites» de «son» pays. Et si, comme disait Jean Malaquais, qui aime «son» pays n’aime par conséquent pas le «vôtre», alors prendre soin de «sa» famille d’abord veut inévitablement dire en laisser une autre crever.

C’est dans ce contexte-ci que les drapeaux tricolores me paraissent bien plus menaçants que ne pourraient paraître les drapeaux nationaux dans d’autres contextes. N’en déplaise aux métaphysiciens du désordre, la différence d’usage des drapeaux nationaux entre les Gilets jaunes et pendant les Printemps arabes consiste dans le fait que, pendant cette belle période de révolte au Maghreb et au Moyen-Orient, l’usage de n’importe quel drapeau pour symbole était largement débattu par les participants et parfois refusé par certains d’entre eux. Or, dans nos contrées d’aujourd’hui le drapeau tricolore est brandi par les troupes avec ou sans chef, et tout simplement ignoré par tous ceux qui voudraient «saisir l’occasion».

En dernier chef, je voudrais aborder la fameuse dimension de classe de ce mouvement. Dans certains textes publiés au cours de ce mouvement, des gens se sont demandés si le fait de questionner la dominante réactionnaire des Gilets jaunes ne relevait pas d’un certain «mépris de classe».

Poser la question, c’est y répondre : il faut se sentir en dehors, voir au-dessus des déshérités pour s’interroger de cette manière. C’est la moindre des choses que de se méfier de la pureté révolutionnaire, à commencer par soi-même. Pourtant, il me paraît également vrai qu’une masse de pauvres – bien que cela soit loin d’être le cas de la composition de ce mouvement – ne fait pas un mouvement de classe. Certains compagnons rejettent le terme tout court. Soit. Je ne suis pas particulièrement attaché à une terminologie quelconque.

Mais placer l’individu – une notion qui m’est chère – au centre du projet révolutionnaire ne peut pas faire l’économie du fait que l’exploitation de l’homme par l’homme reste au cœur des rapports sociaux capitalistes. On peut chercher un autre mot si celui-ci ne nous convient pas. Il n’en reste pas moins que les adeptes du fluorescent n’ont pas fait preuve du minima de méfiance vis-à-vis de l’exploitation elle-même. Tout comme les nationalistes qui fournissent le vocabulaire populiste, les participants n’ont

pas exprimé leur méfiance vis-à-vis de la richesse – seulement vis-à-vis des «oligarques» qui les distribuent de manière non méritée selon quelque système de valeurs. Même les marxistes devraient le savoir : le mérite du prolétariat révolutionnaire, aujourd'hui anéanti, est non pas d'appartenir à sa condition d'exploité, mais de la refuser. Sans prétendre que les rapports de classe couvrent l'intégralité des formes de domination, ce refus me paraît la moindre des choses. Qu'il soit partiel ou intégral, obscur ou lucide, pure ou impur, ce sont des questions à dépasser dans une situation donnée. Mais en aucun cas on ne peut parler d'un assaut de classe quand la bourgeoisie elle-même n'est pas remise en cause. Aucune dialectique ne cassera les briques s'il n'y a pas de dialecticien pour le faire.

Cela mis à part, ce n'est pas la première fois dans l'histoire que les pauvres sortent en masse dans la rue pour exiger leur propre asservissement. Que la pauvreté qui leur appartient soit bien réelle ne change en rien la situation.

Je reviens sur notre propre mal de révolution. Sur ce point je ne suis pas d'accord avec les prises de position de certains compagnons anarchistes. Car, à mes yeux, la peine de ne pas trouver de sortie de ce monde clôturé de tous les côtés appelle à réfléchir à ce que cela voudrait dire d'entrevoir une brèche, sans réponses données en avance. Il me paraît insuffisant de se contenter de l'invariance de ses propres méthodes. Bien que prendre des distances, garder un peu de lucidité et ne pas se laisser influencer soit important, il n'en reste pas moins que la réalité à laquelle on fait face est en train de se transformer et la Réaction, politique et sociale, gagne du terrain. Se poser la question «en tant que» – anarchiste, autonome, marxiste ou autre – ne fait souvent que contourner la question : comment s'opposer à ce monde de domination de manière plus conséquente que ce qu'on a fait jusqu'à maintenant.

Il ne s'agit en aucun cas de remettre en cause la révolte individuelle. Pourtant, il me paraît indispensable de dépasser l'auto-contentement qui, très souvent, l'accompagne.

Pour cela, il est indispensable de faire preuve d'une certaine humilité devant la tâche. La bêtise qui caractérise les milieux contestataires

d'aujourd'hui est certainement alimentée par l'aliénation croissante dans cette société, dont les réseaux sociaux font indubitablement partie. Mais elle est aussi nourrie par le refus catégorique de débats un tant soit peu collectifs et non consensuels parmi les compagnons. Ce qui, très naturellement, empêche l'action collective. La valorisation absolue de l'action, qu'elle soit en dehors ou en deçà du cadre légal, provoque une méfiance de toute réflexion qui ne se termine pas par un appel inconditionnel à manifester, à «être nombreux» ou à attaquer.

Agir ici et maintenant est un choix qui a du sens pour les individus qui le font. Nous avons tous des manières d'y attacher une certaine importance, qu'elle soit politique, sociale, économique ou tout simplement personnelle. Pourtant, l'humilité devant la tâche, le fait de reconnaître l'insuffisance perpétuelle de nos actes, pourrait déboucher sur une ambition plus grande que s'endormir en étant content de soi : créer de l'air dans ce monde étouffant et, qui sait, peut-être un jour le transformer.

Comment avancer dans cette direction-là ? Comment entraver cette bêtise nationale ? Comment critiquer l'exploitation de l'homme par l'homme en dehors des grandes concentrations industrielles ? Comment critiquer la propriété après un siècle d'«avancées» dans ses modes de fonctionnement ? Comment combattre toutes les formes de domination sans se spécialiser dans aucune d'entre elles ? Comment arriver au cœur des rapports sociaux qui ne font que nous rendre malades ? Comment, enfin, s'y prendre pour avancer vers leur destruction ?

Comment être à la hauteur de cette impossibilité actuelle d'une révolution sociale, pour la dépasser ?

Je ne sais pas. Il y a plein de choses qui se précisent aux moments de révolte collective, tout comme il y en a plusieurs qui prennent forme aux moments de révolte individuelle. Personne ne saurait donner des recettes et ceux qui prétendent en avoir devraient être virés tout de suite. Je sais que, malgré les apparences, nous sommes quelques-uns à être en mal de révolution et je propose de réfléchir aux manières de donner des moyens à nos ambitions.

Robert de Fulminet,

dernier jour avant le solstice d'hiver, 2018.

[Repris du site Non Fides.]

Gilets jaunes ? et après ?

Texte paru dans Echanges n° 165 (automne 2018).

Le propre d'un mouvement qui s'affirme dans ses revendications et dans le temps est d'être en mouvement. Il naît dans un milieu défini comme conséquence d'un ensemble de circonstances et il évolue inexorablement comme tout organisme social vivant : s'il se développe ou seulement prend de l'ampleur par sa seule durée, ses objectifs se modifient, passant du particulier au général ; d'autres participants viennent s'y agglutiner, contribuant à la modification des stratégies et des objectifs. Cependant, s'il stagne ou s'il rétrécit, des divergences masquées dans la dynamique du mouvement apparaissent au grand jour, accélérant sa dislocation. De toute façon, sauf à s'étendre à une dimension telle qu'il mette en cause, dans un territoire de plus en plus étendu, les fondements mêmes du système capitaliste, il doit affronter nationalement ce système qui, à un degré ou un autre, va chercher à le contrôler et à y mettre un terme par un mélange de répression, de concessions partielles, d'intégration ou tout simplement atermoyer pour le laisser mourir de sa belle mort.

Le mouvement des « Gilets jaunes » n'échappe pas à cette logique de l'évolution de tout mouvement social et n'y échappera pas s'il reste dans l'état actuel. Ceci quels que soient les soubresauts qui peuvent matraquer les désespérances devant un échec programmé.

Les « Gilets jaunes » sont nés d'une révolte qui unifie dans une protestation multiforme certaines catégories sociales (non définissables globalement en termes de classe) à la fois contre un système (forcément individualisé) qui rend difficile leur vie et vains leurs espoirs d'une situation meilleure. Si « une goutte de diesel a fait déborder, comme on l'a entendu partout, le vase » déjà plein de frustrations quotidiennes diverses et donné voix à leur détresse auparavant inaudible pour les dirigeants de toutes sortes, il est évident que cette situation s'est construite peu à peu au fil des décennies précédentes et qu'aucune réponse n'y a été apportée par les gouvernements successifs.

Cela a entraîné une désaffection et une distanciation avec la politique en général, les partis traditionnels et les syndicats : finalement le mouvement des « Gilets jaunes » n'est que l'aboutissement actif de ce qui était intériorisé auparavant. Cette situation fait boule de neige : la surdité des « corps constitués » et des « médiations habituelles » entraîne cette désaffection, et celle-ci entraîne une impuissance encore plus grande à tempérer ces problèmes croissants du quotidien. Peut-être le fait que

Macron avait quelque peu bousculé toutes ces médiations traditionnelles abandonnées (la cause de son succès) l'a-t-il rendu porteur, à son insu, d'espoirs « d'être entendus », espoirs qu'il ne pouvait que décevoir, emprisonné dans sa volonté de réformes radicales – qui de plus ont créé des mécontentements divers des évincés des structures réformées (des reportages ont signalé que nombre de ceux qui avaient voté Front national espéraient en secret voir Macron accomplir une partie de ce qu'ils souhaitaient).

UN ASSEMBLAGE DE RÉVOLTES

Cette défiance généralisée vis-à-vis de la politique et des politiciens, ce refus de la représentativité, maillon essentiel du système parlementaire, peuvent-ils déboucher sur une contestation globale du système capitaliste lui-même ? De même, ces propositions d'une « démocratie de base » peuvent-elles conduire à une telle orientation ? Au stade actuel, et malgré quelques déclarations isolées, nul ne peut le prévoir.

Comme le mécontentement et la méfiance de toute représentation touchent toutes les classes sociales, sauf Bien sûr, les capitalistes et les hauts revenus, on retrouve dans ce mouvement un assemblage hétéroclite de participants actifs unis seulement par cette « révolte » (pas une insurrection, encore moins une révolution, tout au moins pour le moment, y compris dans les perspectives générales) avançant un ensemble de revendications que devrait satisfaire un système politique qu'il conteste par ailleurs (un évident paradoxe) ; qu'il s'agisse de revendications matérielles immédiates, mais aussi d'une réforme politique vers des structures nouvelles dans lesquelles ils «seraient entendus», c'est-à-dire où ils pourraient s'exprimer et émettre plus que des vœux. Mais sur ce point de se voir dévolu un certain pouvoir, sauf la question d'un référendum, tout reste flou et très imprécis.

Cette seule unité d'une révolte sur des situations matérielles et une nouvelle organisation politique dans laquelle ils puissent donner de la voix (et peut-être décider) fait que l'on trouve dans ces « Gilets jaunes » aussi bien des artisans, commerçants et patrons de PME que des précaires de toutes sortes : salariés aux faibles revenus (vu leurs conditions de travail, intérim, CDD, temps partiel, etc.), chômeurs ou bénéficiaires du RSA, retraités aux faibles pensions.

Si le mouvement touche plus particulièrement la France profonde, la campagne plus que les grandes villes, il s'articule pourtant à la fois sur des blocages (pas vraiment bloquants d'ailleurs, mais présents à un grand nombre de carrefours routiers, les fameux ronds-points dont le nombre a été multiplié providentiellement dans les années écoulées) et sur des manifestations du samedi qui se répètent depuis plusieurs semaines dans les

villes proches. Ces manifestations prendront un tout autre caractère que les blocages routiers en polarisant d'autres oppositions politiques.

Le fait que l'on trouve ce localisme partiel du mouvement des « Gilets jaunes » et qu'il regroupe ainsi, pourrait-on dire, l'ensemble de la population locale toutes classes confondues, tient à une désertification des campagnes remontant aux années 1950 qui virent des mouvements de défense des classes moyennes laminées prendre un caractère politique (mouvement Pujade en 1956, CID-Unati de Gérard Nicoud en 1969-1980). La mécanisation de l'agriculture liée au remembrement avait entraîné un exode important des ouvriers agricoles vers l'industrie des villes : l'extinction du petit commerce et de l'artisanat est venue directement du tarissement de la clientèle du petit commerce rural. L'implantation des super et hypermarchés a réduit le peu qui subsistait de cette classe, et plus récemment le commerce en ligne a accentué encore cette réduction de la place du petit commerce, y compris la supérette du coin.

Avec cette mutation, la voiture a pris bien plus d'importance vitale que dans les villes : les survivants du petit commerce et de l'artisanat ont dû par des tournées élargir leur champ d'action. Les sédentaires survivants, retraités, salariés des nombreuses usines moyennes subsistant dans les campagnes ou des hypermarchés, doivent obligatoirement utiliser la voiture devant la carence des transports publics (d'autant plus que, pour des raisons d'économie, de nombreuses lignes de chemin de fer secondaires, ou des gares non rentables, ont été supprimées).

On ne peut négliger cette composante des survivants de ceux qui étaient les classes moyennes traditionnelles, mais leur participation aux « Gilets jaunes » ne donne pas à ce mouvement le caractère unifié et cohérent de défense d'une classe qu'avaient ces « petits artisans et commerçants » dans les années 1950 et 1960. Contrairement aux populations des villes grandes ou moyennes bénéficiant d'un réseau de transports publics local, les habitants des villages, bourgs et petites villes doivent, quels qu'ils soient, pour leur approvisionnement et pour leur activité professionnelle, avoir recours à la voiture qui est devenue l'un des postes importants de la dépense quotidienne, d'où la sensibilité au prix du litre de carburant. Pour le diesel, la frustration devant une hausse qui touche toute la population des campagnes, à des degrés divers, se double du fait que, dans les années écoulées, l'achat d'une voiture diesel a été largement encouragée et subventionnée et qu'un retournement politique en fait, outre le prix du carburant, l'un des responsables des pollutions qu'il faut à tout prix éradiquer.

D'une certaine façon, on pourrait dire que, dans les villes ayant un réseau de transport public, le problème pour ces couches populaires

impliquées dans le mouvement des « Gilets jaunes » n'est pas dans la voiture mais dans d'autres préoccupations : le logement par exemple. Un « bénéficiaire » du RSA peut s'en tirer à la campagne avec un jardin et les solidarités locales, malgré les dépenses de la voiture, alors qu'à la ville, le même se trouvera dans une galère totalement différente.

HÉTÉROGÉNÉITÉ DE SITUATIONS ET DE REVENDICATIONS

A cette hétérogénéité de situations correspond une hétérogénéité de revendications et l'apparition de références du vocabulaire avec des mots particulièrement vagues en termes de classe : peuple, citoyens, etc. Un tel vocabulaire masque mal les différenciations existantes. Le « peuple » et les « citoyens » s'adressent, pour résoudre tous leurs problèmes indifférenciés, au pouvoir politique, en l'occurrence personnalisé par le seul président Macron. Pourtant, pour une bonne partie de ces revendications, Macron, en tant que président, n'a guère de pouvoir. En matière de salaires, ce sont les entreprises qui fixent les conditions de travail et les salaires, éventuellement dans des accords contractuels. Le pouvoir politique, dans la situation présente, fixe le cadre de discussion sur l'ensemble des conditions de travail, le salaire dépendant d'un minimum, le SMIC horaire et mensuel sur la base des 35 heures hebdomadaires. Ce salaire n'est qu'un plancher et le salaire réel qui dépend essentiellement de la durée du travail et de la place dans la hiérarchie des salaires dépend entièrement du rapport de forces dans l'entreprise et finalement de l'accord des dirigeants de l'entreprise. Ce qui fait qu'avec des modalités (CDD, temps partiel, intérim, etc.) qui dépendent aussi de la direction de l'entreprise le salaire réel peut varier considérablement. Et sur tout ceci, le pouvoir politique n'a dans ce domaine aucun pouvoir de décision – il ne peut, comme cela se produit dans les présumées « concessions » récentes, que formuler des demandes auprès aux décideurs patronaux, rien de plus.

Il est bien évident que, du fait que les actes de résistance se déroulent hors du champ des relations de classe capital-travail et le rapport de forces dans l'entreprise (aucun débrayage notable n'est venu appuyer l'action des « Gilets jaunes »), il fallait trouver un autre champ d'intervention que la grève (bien que certains salariés qualifient de « grève » leur présence sur les barrages) pour que le mouvement « existe ». D'où le recours à des moyens extérieurs au monde des entreprises : le blocage des outils de la logistique et la manifestation dont le but deviendra l'assaut contre les bâtiments du pouvoir de l'Etat et contre les commerces.

Les travailleurs qui s'associent au mouvement « gilets jaunes » le font à titre individuel, sauf cas exceptionnel de sections syndicales locales ou régionales, comme à un moment les routiers bretons. Même le blocage des

entrées d'hypermarchés, de dépôts pétroliers ou de raffineries voire d'entreprises locales participe à ce mouvement général de blocage des moyens de la logistique.

QUELQUES DIZAINES DE MILLIERS

Force est de constater que l'ensemble du mouvement – blocages et manifestations hebdomadaires – ne rassemble pas des foules. On pourrait même en conclure que le blocage routier (curieusement pas ferroviaire du tout) et les tentatives d'assauts contre les sièges du pouvoir à Paris et dans certaines villes de province, sont une des marques de la faiblesse d'un mouvement qui reste très minoritaire, ne tirant sa force que de sa détermination et de l'écho sympathique qu'il trouve parmi une grosse majorité de la population. Si, comme en Corée du Sud ou ailleurs, des centaines de milliers de personnes d'un même mélange mal défini en termes de classe manifestaient quotidiennement ou même en fin de semaine pendant des semaines voire des mois pour un objectif précis, nul besoin de violence. Le 20 octobre, au moment où quelques dizaines de milliers de « Gilets jaunes » tentent de marcher sur l'Élysée en partant des Champs-Élysées, 700 000 Britanniques manifestent à Londres contre le Brexit. On est bien loin des quelque 300 000 alors recensés pour toute la France.

Même si l'on peut avoir quelques doutes sur ces évaluations, il est manifeste que l'on ne se trouve pas devant un mouvement de masse : en regard de ces 200 000 ou 300 000 manifestants on doit dire que les catégories sociales hétérogènes que l'on retrouve sur les barrages et/ou dans les défilés se comptent en plusieurs dizaines de millions dans toute la France. On parle alors de lutte de catégorie par procuration, ce qui explique le soutien populaire purement verbal ou écrit – mais pas du tout actif. Ce qui explique aussi les méthodes de lutte, tant dans les barrages que dans les manif, mais surtout la détermination de cette sorte d'avant-garde combattante. Mais tout cela ne peut masquer la faiblesse de fait des « Gilets jaunes » et finalement l'incidence réduite sur le fonctionnement présent du système productif français.

Si on laisse de côté ce soutien « moral » qui est à la fois une force du mouvement en même temps qu'il montre sa faiblesse, le mouvement a suscité d'autres interventions, les unes sur le plan du verbe et des médiatisations, de l'autre par des participations plus ou moins prononcées aux activités des « Gilets jaunes ».

SOUTIENS ET SOLIDARITÉS

Il est bien difficile de déterminer l'influence que peut avoir, en termes de soutien (ou de méfiance) et d'encouragement (ou de dénigrement) la logorrhée de textes de toutes sortes qui a déferlé sur tous les médias imaginables. Chacun des penseurs patentés de toutes sortes (dont nous-mêmes, il faut bien le dire) dont certains étaient devenus silencieux quant aux luttes sociales de classe ou pas, se croit devoir approuver, condamner ou conseiller. Il est difficile de dire quel rôle tout cela joue quant au mouvement lui-même, mais il est certain que, par-delà les mots, la diffusion sur l'ensemble des médias sociaux – les officiels et les individuels – pas tant des discours, mais des simples images joue un rôle dans le soutien populaire du mouvement et dans les solidarités qui peuvent s'esquisser ici ou là venant d'horizons très divers, y compris dans des événements qui se déroulent en ce moment.

Cette propagande par les réseaux sociaux joue également un rôle impossible à contenir pour les pouvoirs, rôle à la fois de rétablissement de la vérité des faits contre la propagande officielle et d'élaboration d'une réflexion indépendante. Bien sûr, ce flot de commentaires et d'informations laisse la place à ce qui est devenu les «Fake News», mais si ces dernières peuvent influencer des opinions individuelles, les caractères et orientations du mouvement n'en sont guère affectés.

Au stade actuel du mouvement, s'il est évident qu'il trouve des élans importants de solidarité, il est impossible d'en mesurer l'importance et l'impact sur sa durée, son extension, ses revendications et son niveau de violence. Mais le fait est que cette solidarité est multiforme et n'implique pas, pour une bonne part, une participation directe aux diverses actions. Nous reviendrons sur la solidarité qui s'exprime dans le mouvement lui-même entre participants actifs et les formes qu'elle peut prendre. Par-delà les déclarations verbales qui s'expriment dans les médias, depuis le discours jusqu'au simple message, y compris les gestes et les coups de klaxon en passant les barrages, un premier soutien (matériel celui-là) se concrétise partout dans l'apport de victuailles et autres sur les barrages routiers : s'il exprime une sympathie « active » pour le mouvement il ne va quand même pas, certainement pour un tas de raisons personnelles, au-delà et on pourrait les appeler « intéressés désintéressés », car il n'est nullement évident qu'ils retirent quoi que ce soit des avantages gagnés par le mouvement ou de toute autre réforme structurelle.

Toute une autre partie des soutiens de solidarité vient de ceux que j'appellerais les « intéressés intéressés ». Qui ne viennent pas comme les précédents seulement pour aider, mais pour tenter d'influer sur les perspectives et les orientations du mouvement. C'est inévitable. Dans toute lutte de quelque dimension, quelle qu'elle soit, on voit se greffer toutes les

«marginalités» possibles pouvant s'illustrer dans la mouvance sociale de cette lutte. Etant donné le caractère hétéroclite interclassiste de participants «Gilets jaunes», des soutiens de marginalités locales très diverses peuvent penser y trouver à la fois une possibilité d'action les sortant de leur isolement et de leur inaction relative, et éventuellement des possibilités de recrutement.

C'est ainsi que l'on peut y voir des soutiens de ce genre, venant tant de groupes politiques nationaux opposés comme la France insoumise de Mélenchon ou le Rassemblement national de Le Pen que des groupes activistes locaux, tant de droite ou d'extrême droite que de l'ultragauche. Cette infiltration n'est pas forcément évidente car les membres de ces «marginalités» peuvent participer en tant qu'individus «citoyens» dissimulant ainsi leurs véritables positions et intentions (ils ne sont pas forcément connus dans les piquets proches des villes d'une certaine importance, et encore moins dans les manifestations). Certains groupes locaux peuvent participer d'une manière ouverte et peuvent, une fois admis, influencer par leur expérience militante lors des débats sur les stratégies et sur les positions politiques.

POSITIONS POLITIQUES ET STRATÉGIES

Bien que ces deux points – positions politiques et stratégie – soient intimement liés, on ne peut que les séparer pour les analyser. Il importe quand même de préciser, qu'indépendamment de toute influence «extérieure» comme celles que nous venons d'évoquer, les «Gilets jaunes» d'origine, dans leur hétérogénéité même, n'ont pas forcément eu besoin de cet «apport» pour tenter de définir expression politique et stratégie.

On aurait tort de penser que l'on se trouve encore dans une situation où toutes les organisations, depuis les Eglises jusqu'aux partis et syndicats, en passant par des médias comme la presse nationale ou locale et la seule radio, étaient les sources d'information d'une majorité de gens peu instruits. Ces temps sont révolus.

A la fois, le niveau d'instruction donc de possibilités de réflexion s'est développé, une connaissance approfondie a touché la plupart des gens à travers les brassages sociaux (ne serait-ce que les vacances), mais surtout à travers l'extension exponentielle des médias sociaux, télévision et Internet. «En temps réel», pour employer le jargon technocratique, chacun peut avoir connaissance de ce qui se passe dans le monde entier et, même sans une grande curiosité, peut être amené à une connaissance et à une réflexion sur les hommes dont les dirigeants, les politiques et les réactions à ces politiques. Cette situation très différente de ce qu'elle était il y a à peine une décennie explique en partie le dépérissement des «intermédiaires» de

la connaissance quels qu'ils soient (syndicats, partis, journalistes, éditeurs...).

En d'autres termes, les « Gilets jaunes » ont pu à l'origine, uniquement par leur propre réflexion sur l'incidence des décisions politiques sur leurs intérêts de classe, s'en faire une idée et déterminer ce qui se montrerait le meilleur pour se défendre. Il est évident que cette « connaissance » recoupe ce qu'est à la fois leur condition et leurs problèmes de vie dans leur localisation. Mais cette mutation des canaux de la « connaissance » a eu une contrepartie sérieuse en contribuant à renforcer l'individualisme et l'isolement de chacun dans son cocon domiciliaire, bien plus sensible chez les ruraux que chez les citadins. D'une part la disparition de ces organismes éducatifs liée pour partie au développement des tâches individualisées (à domicile ou ailleurs) a réduit les possibilités de socialisation ; on peut avoir des dizaines d'amis virtuels sur Facebook et n'avoir aucun contact réel avec son voisinage, ce qui est beaucoup plus fréquent dans les campagnes où le commerçant, l'école, le bureau de poste, etc., disparus étaient ces lieux de socialisation.

L'homogénéité du début du mouvement sur le prix du diesel s'est rapidement transformée en hétérogénéité des intérêts dans cet inventaire de revendications à la Prévert, et même les interventions extérieures n'y ont pas remédié, accentuant parfois des contradictions abondamment soulignées : par exemple le Rassemblement national a soutenu implicitement le mouvement impliquant pour partie sa clientèle électorale (partie de ce qui subsiste des classes moyennes traditionnelles), mais s'est, par la voix de Marine Le Pen, opposé à l'augmentation du SMIC pourtant revendiquée ouvertement par les « Gilets jaunes » salariés. Mais cette hétérogénéité se trouve aujourd'hui dissimulée par une évolution politique plus profonde qui réintroduit une homogénéisation. Comme dès le début, une des composantes politiques visait non seulement les revendications elles-mêmes, mais les procédures pour «se faire entendre».

Et apparaît aujourd'hui cette revendication commune d'un «référendum d'initiative citoyenne» (RIC). Si cela peut être effectivement une porte de sortie du mouvement, il n'est guère nécessaire d'en souligner, avec force exemples historiques dont certains tout récents, tous les avatars possibles de ce qui peut sembler effectivement comme une expression populaire et qui surtout intègre tous les travers de la représentativité – majorité contre minorité (voir le référendum britannique sur le Brexit, et l'usage du référendum en France par des pouvoirs personnels, de Bonaparte à de Gaulle). On ne sait trop comment ce mot d'ordre est venu sur le devant de la scène, soit réflexion des « Gilets jaunes » eux-mêmes, soit tentative de certains de dépasser les émiettements, soit interventions extérieures, toujours est-il qu'il semble reléguer dans l'ombre les revendications

antérieures plus matérielles la plupart du temps. Les « politiques » du mouvement auraient-ils pris le pas sur les « réalistes » ?

On pourrait aussi penser que cette évolution dans un mot d'ordre politique unique vient à point pour résoudre le problème des stratégies. Car celles-ci se sont transformées de semaine en semaine bien que l'on doive souligner que le mouvement (mis à part les samedis de manifestations centrales) est plutôt resté statique sans diminuer en nombre, mais aussi sans s'étendre, tant en nombre qu'en efficacité réelle, ce qui explique en partie l'importance prise par ces dernières manifestations. Il faut revenir à ce sujet aux interventions extérieures dont l'influence fut évidente pas tant sur les blocages routiers que sur les manifestations hebdomadaires. Les blocages routiers stagnant et devant, sous peine d'être délogés par la police, devenir seulement filtrants ou seulement présents sur les ronds-points sans plus, la question dut se poser du comment rendre le mouvement plus audible par le pouvoir et plus efficace. Mais cessant d'être local et devenant centré sur la capitale et les villes importantes, il autorisait, dans un anonymat total, l'intervention de noyaux apportant ce qui manquait à un mouvement trop statique et localisé.

Cette radicalisation rejoignait celle de certains « Gilets jaunes » qui ne voyaient pas d'autre issue à un immobilisme évident. Mais ce sont les noyaux de tous bords qui ont apporté une violence dans l'espoir de déclencher une extension à d'autres classes sociales. Ils ont été rejoints dans certaines limites par ceux que l'on appelle communément les « casseurs », qui ont vu dans ces troubles l'opportunité de récupération de la marchandise. Mais le but de cette violence dont ces tendances restaient secondaires, a été masqué par le fait que les assauts visaient un peu partout lors du développement des manifestations à atteindre les sièges du pouvoir: l'Élysée à Paris, les préfectures dans les départements.

INSURGÉS UN JOUR PAR SEMAINE

Cibler les sièges du pouvoir est la vieille stratégie en France, essentiellement des mouvements d'extrême droite. C'est pourquoi on a pu évoquer à ce sujet les émeutes du 6 février 1934, qui virent s'affronter place de la Concorde, en vue de prendre d'assaut le Palais-Bourbon, un mélange d'anciens combattants de droite et communistes épaulés par des ligues d'extrême droite, et qui firent près de 40 morts et 2 000 blessés. Il est difficile de savoir qui fut à l'origine de ces « actes » du samedi (il y a eu un peu de théâtre dans ce mouvement) dont la propagation se fit par les réseaux sociaux. Et qui rencontra un évident succès tant la stagnation du mouvement de blocage routier devait peser aux participants locaux : monter d'un degré dans l'affirmation contre le pouvoir pouvait être porteur d'un espoir de gagner la partie.

Cette extension n'avait rien d'une insurrection et ne déclencha rien d'autre que sa propre violence étendue seulement pour un soir et une nuit. Et chacun retourna dans son chez-soi, aux barrages ou dans son isolement personnel, ou dans son boulot jusqu'au samedi suivant. On n'est jamais insurgé dans la rue un seul jour par semaine. Une véritable insurrection ne comporte pas la limite d'un jour et le retour aux habitudes. Il y avait dans cette extension hebdomadaire l'espoir qu'il y avait eu quelques avancées locales avec la participation de certaines catégories professionnelles (routiers, raffineries notamment) de voir le mouvement ouvrier prendre le relais comme cela s'était produit avec le mouvement étudiant en Mai 68.

LA MACHINE A CONTINUÉ DE TOURNER

Cet espoir n'était peut-être pas aussi fallacieux car des lycées et des universités étaient bloqués par des mouvements parfois également violents. Mais c'était oublier dans cette illusion que si des «mal payés» et précaires étaient «Gilets jaunes», la confusion de l'interclassisme des participants et des revendications n'était guère unificateur et que depuis deux années, tous les mouvements de lutte ouvrière lancés par les syndicats avaient tous échoué en fait par manque de participants et de persistance de ces luttes. Certains syndicats tentèrent, les uns des médiations, les autres des manifestations plus ou moins sporadiques indirectement de soutien, mais il n'y eut chez l'ensemble des travailleurs aucun courant collectif de soutien, seulement des participations individuelles même pas au nom d'une organisation quelconque. En fait, la machine de production capitaliste a continué de tourner à peu près normalement et même le secteur logistique, pourtant le but stratégique du mouvement n'a guère été affecté. On peut penser que l'affaiblissement du mouvement et son échec programmé sont dus essentiellement à ces espoirs déçus d'une extension au monde du travail qui en fait n'avait guère de chances, vu le contexte global, de se produire.

Finalement, le pouvoir et Macron en particulier auront réussi à surmonter la situation et à franchir le cap le plus dangereux, sans avoir à céder réellement sur le point qui avait déclenché le mouvement : le prix du diesel. Certes la levée des taxes sur ce carburant et diverses mesures ont apporté à certains précaires un peu d'argent frais, mais pas de hausse généralisée des salaires autour d'une augmentation revendiquée du SMIC. Cependant, ce pouvoir aurait tort de pavoiser : non seulement les mesures annoncées bien que modestes grèvent un peu l'économie, réintroduisant le débat avec l'Union européenne sur la dette publique, mais aucun pouvoir ne sort indemne d'une telle crise, qui secoue quelque peu tout le système économique, social et politique et modifie sensiblement la relation entre le pouvoir et l'ensemble de la population. Là aussi on peut trouver des références historiques.

Il est difficile de dire si les liens qui ont pu se tisser dans le mouvement, notamment sur les nombreux lieux de blocages, auront laissé une trace dont on verra les effets dans un rapport à la politique dans ses termes traditionnels, politique qui était déjà fortement contestée par la montée de l'abstention dans les consultations électorales.

Il est certain que des relations qui n'existaient pas auparavant ont pu se tisser, créer des solidarités, mais résisteront-elles, une fois le mouvement terminé, à la défense des intérêts de classe ? Sans doute a-t-on pu voir ici ou là des suggestions d'un autre « ordre démocratique », mais ces suggestions sont restées dans leur localisation et n'ont pas été reprises d'une manière globale, même sur les réseaux sociaux. De plus, et c'est un point essentiel, au-delà de cette forme communautaire d'organisation sur les barrages dont on ne sait quel prolongement elle pourrait avoir pour cette communauté hétérogène, temporaire, dont les objectifs étaient passés de formulations matérielles de détail à une certaine généralisation politique.

La montée du mouvement, même ainsi limitée à un jour par semaine, vers les centres de pouvoir, a correspondu à la substitution de revendications politiques générales aux revendications premières. Elle a négligé ce que les barrages pouvaient avoir apporté dans les relations entre les participants. De toute évidence, entre ces participants d'origine sociale diverse, il s'est tissé une sorte de communauté de vie. Qu'en subsistera-t-il après la fin du mouvement ? Pas tant dans la formation de cellules d'un parti nouveau, comme certains peuvent y penser, mais dans des actions communes positives face à ce que les barrages peuvent avoir de négatif. Créer au lieu de s'opposer. On peut rêver.

LIBERTÉ DE PAROLE

Difficile de dire ce qui subsistera, une fois le mouvement terminé dans la levée des barrages et la fin des manifestations, de ce qui est peut-être le plus important produit de ce mouvement : la liberté de parole qui matérialise la rupture avec, pour beaucoup dans la France profonde, l'isolement du quotidien pour une foule de raisons faciles à découvrir, le chez-soi face à son chat ou son chien et aucune possibilité pour ces mêmes raisons de tout rapport social. Sans doute, cette liberté de parole (qui autorisait non seulement des récriminations, mais des confidences jamais faites) se limitait-elle aux ronds-points et à quelques assemblées locales, et s'entendait-elle peut-être aussi dans les manifestations. Si elle n'atteignait pas la dimension qu'elle avait prise en Mai 68, elle existait et était porteuse d'une rupture avec le quotidien. Là aussi on ne sait trop ce qu'il en adviendra. Ceux qui ont vécu Mai 68 ont fait l'expérience amère de voir ces rapports retomber dans les routines codées du quotidien, une fois que le mouvement libérateur de la grève générale eut disparu avec la reprise du travail.

En sera-t-il de même avec la levée des barrages qui étaient ce creuset, limité certes, mais combien réel de cette libération de la parole ? Dans ces échanges libérés sur la vie de chacun, les questions plus essentielles restaient reléguées et ceci d'autant plus qu'elles concernaient des problèmes de plus en plus généraux sur lesquels bien peu songeaient à s'aventurer. C'est pour cela que, dans le mélange confus des revendications on ne trouve rien sur le réchauffement climatique ou le nucléaire ou l'Union européenne ou tout autre problème à l'échelle nationale et planétaire. Et encore moins une transformation radicale faisant cesser l'exploitation capitaliste.

C'est, croyons-nous, l'explication de ce que nous avons à plusieurs reprises souligné dans ce texte, cet assemblage hétéroclite entre les revendications matérielles directes associées aux méthodes structurelles «pour se faire entendre» et avoir quelque peu voix au chapitre. C'est d'ailleurs ce à quoi s'attaque le pouvoir – mis à part la répression – avec d'un côté les concessions financières et de l'autre une éventuelle avancée politique quant au référendum d'initiative citoyenne. La rentrée dans le rang en quelque sorte et peut-être l'extinction de la parole libérée. On peut toujours espérer, sans trop y croire, la persistance de quelques prolongements dans le quotidien des participants, tant dans cette liberté de parole que dans la construction de quelque relation communautaire hors des chemins traditionnels.

Sans trop y croire, car les réalités des divisions de classe viendront rétablir la réalité des rapports sociaux sous le capitalisme.

H. S., extrait de la revue et du site *Echanges et mouvement*

Facebook sert l'extrême droite. Et l'extrême droite pilote les Gilets jaunes depuis Facebook

Chacun devrait lire l'excellente étude du journaliste Roman Bornstein parue sur le site de la Fondation Jean Jaurès. L'auteur défend un point de vue à propos du rôle politique néfaste, réactionnaire, de Facebook que quelques camarades, disposant de bien moins de moyens de faire entendre leur analyse que lui, défendent depuis des semaines sur les réseaux sociaux et Internet dans un isolement total.

Facebook est un outil politique qui a servi à faire élire Bolsonaro au Brésil et Trump aux Etats-Unis. L'extrême droite française l'a compris et ce n'est pas un hasard si les «messagers» (en réalité les dirigeants autocratiques non élus) les plus médiatisés des Gilets jaunes ont effacé leur historique sur Facebook pour dissimuler leurs amitiés d'extrême droite... ou mélenchonistes.

Face aux giletophiles gauchistes et anarchistes qui ne comprennent rien à la façon dont les groupes Facebook façonnent les idées et les comportements d'une grande partie des Gilets jaunes qui se nourrissent uniquement de Facebook, il est vital de diffuser ce texte.

Cela fera peut-être réfléchir quelques-unes des autruches anarchistes, trotskistes, autonomes ou ultragauches qui non seulement sont incapables de changer l'orientation idéologique de ce mouvement (dont on verra rapidement la traduction réactionnaire dans les urnes au moment des élections européennes), mais qui en plus réussissent à réaliser le Front unique avec la base sociale de l'extrême droite dans les rues et sur les ronds-points, et à faire croire que ce mouvement pourrait prendre une tonalité anticapitaliste grâce à leur participation groupusculaire.

Nous voilà revenus au bon vieux temps de la ligne Schlageter du Parti communiste allemand. Ligne prônée aujourd'hui par des nostalgiques comme par de virulents critiques du stalinisme... S'il est vrai que l'histoire ne se répète jamais, il est aussi vrai que certains n'apprennent jamais rien de leurs erreurs passées, ou des erreurs similaires commises par d'autres.

Y.C., 20 janvier 2019

P.S Pour ceux qui ignorent ce que fut la ligne Schlageter du Parti communiste allemand qui lui aussi considérait que chanter l'hymne national allemand ou défiler avec le drapeau national allemand n'était pas grave, voici quelques lignes explicatives d'un texte de Mouvement communiste sur le national-bolchevisme :

«En effet, au moment de l'occupation de la Ruhr par l'armée française en 1923, Radek soutint la "ligne Schlageter" (du nom d'un ancien officier des corps francs, organisateur de groupes de sabotage, arrêté en mai 1923 jugé par l'armée française et fusillé le 23 mai 1923). Selon cette "théorie", à cause des conséquences du Traité de Versailles, l'Allemagne vaincue n'était plus impérialiste, mais devenait une "nation prolétaire" ; la classe ouvrière pouvait passer des alliances sinon avec la bourgeoisie du moins avec des courants nationalistes. Les vrais responsables des malheurs des ouvriers allemands, les vrais ennemis devenaient les capitalistes de l'Entente. Le quotidien du KPD, *Die Rote Fahne*, annonça ainsi la nouvelle ligne : "Le parti communiste doit dire très clairement aux masses nationalistes de la petite bourgeoisie et aux intellectuels que seule la classe ouvrière, après sa victoire, pourra défendre la terre allemande, les trésors de la culture allemande et l'avenir de la nation." (13 mai 1923).

Cette politique de la "main tendue" du KPD ira assez loin puisque qu'Hermann Remmele, député communiste au Reichstag, se fera acclamer à Stuttgart dans une réunion nazie. Quelques jours plus tard, dans un meeting communiste à Stuttgart, Remmele invita à s'exprimer un nazi "venu plaider devant des milliers de militants pour une trêve entre le KPD et le NSDAP d'Hitler". Remmele «alla jusqu'à affirmer qu'une alliance avec les nationaux-socialistes pour abattre le capitalisme lui paraissait moins blâmable qu'avec les sociaux-démocrates».

Cette "ligne Schlageter" annonçait les revirements tactiques radicaux qui deviendront systématiques durant les années suivantes. L'Internationale communiste abandonna cette position dès la fin septembre 1923 et le KPD s'exécuta. Selon la nouvelle ligne, "l'offensive [était] à l'ordre du jour", offensive qui se conclura par la lamentable insurrection ratée de Hambourg en octobre 1923.»

Quand des Gilets jaunes lancent des insultes antisémites et xénophobes contre Alain Finkielkraut, ils ne font que suivre les traces de leurs prédécesseurs de Nuits debout

Alain Finkielkraut avait déjà été chassé de Nuits debout... alors que les mêmes puristes nuitdeboutistes avaient accueilli à bras ouverts – après un vote pour la forme – le **grand copain de Macron** le ministre de l'Economie de la Grèce, Yannis Varoufakis¹.

Le samedi 16 février 2019 est en quelque sorte la continuation des insultes de dizaines de participants aux Nuits debout le 17 avril 2016 contre l'intellectuel réactionnaire Alain Finkielkraut. Un philosophe qui est obsédé par l'islam et les musulmans, comme en témoignaient encore ce matin ses propos dans son émission sur France-Culture, à laquelle il avait invité Gilles Keppel et un ancien ambassadeur de France... Et où ces deux personnages, fort modérés par ailleurs, ont été obligés de le rappeler à une décence élémentaire sur une radio publique....

Le fait que Finkielkraut soit réactionnaire, hostile à l'immigration (musulmane ou pas d'ailleurs), est effectivement une excellente raison de le combattre politiquement. Le fait qu'il ne comprenne pas la différence entre l'islam et l'islamisme, ni entre l'islam politique et le djihado-terrorisme, le fait qu'il défende Renaud Camus, le théoricien du «grand remplacement», ne le rendent évidemment pas plus sympathique.

¹ Cf. «Nuits debout ou pensée couchée ? Un bouffon (Alain Finkielkraut) se fait jeter de la place de la République, mais un autre (Yanis Varoufakis) est chaleureusement accueilli avant d'aller rencontrer son ami Macron».

Mais de là à tenir des propos antisémites et xénophobes à son égard quand on le croise dans la rue, il y a une sacrée marge.... Un fossé que quelques Gilets jaunes ont franchi aujourd'hui.

Les agressions verbales antisémites et xénophobes proférées contre Finkelkraut de ce samedi 16 février par des Gilets jaunes ont été préparées par les Nuitdeboutistes de 2016. Et si l'on veut remonter plus loin et ratisser plus large, l'obsession de la gauche et de l'extrême gauche à dénoncer le moindre propos réac de Finkelkraut (ou de Bernard-Henri Lévy, Jacques Attali, etc.) et à l'associer systématiquement à son sionisme n'a pu que faciliter la création du climat antisémite actuel. De ce climat la gauche et l'extrême gauche qui se prétendent «antisionistes» sont en partie responsables.

Aujourd'hui avec des propos nettement xénophobes («*Retourne chez toi, Retourne à Tel Aviv*»), antisémites et chauvins («*On est le peuple. La France elle est à nous*»), ce climat antisémite favorisé par bien des gens de gauche et d'extrême gauche, parallèlement au travail de Le Pen et ses sbires fascistes et négationnistes, a franchi encore un degré dans l'expression publique décomplexée.

Finalement l'antisémitisme qui avait disparu – selon les bonnes âmes de la LCR (aujourd'hui NPA), de l'UJFP ou de bon nombre d'intellectuels qui expliquaient en 2006 que l'assassinat d'Ilan Halimi n'était pas un acte antisémite¹ –, eh bien l'antisémitisme militant désormais porte un gilet jaune pour être respectable et faire «peuple»...

L'antisémitisme et le racisme antimusulmans vont de pair. Et on ne peut prétendre combattre le second sans combattre le premier. Sinon on fait le jeu de l'extrême droite.

Y.C., 16 février 2019

¹ Cf. les articles: «Le meurtre d'Ilan Halimi et le malaise de la gauche multiculturaliste» (2006) et «Ilan Halimi : meurtre antisémite ou “fait divers” ? (débat)» (2006).

Finkielkraut, les Juifs et l'antifascisme

Le lendemain de l'agression verbale d'Alain Finkielkraut dans les rues de Paris, on a pu lire sur la page Facebook de l'Action Antifasciste NP2C un curieux communiqué. Initialement publié par «Lille Antifa», un groupement de «Lillois contre l'extrême droite», ce communiqué se voulait être une mise au point sur l'«antisionisme», affirmant sa distinction avec l'antisémitisme et réaffirmant en conclusion que si *«les actes antisémites doivent être condamnés, le sionisme et ceux qui le promeuvent aussi ! Finkielkraut ne mérite absolument aucun soutien.»* Mais la dégueulasserie évidente de tels propos ne serait rien si elle n'était pas étayée par un article tout aussi dégueulasse, publié lui sur le site d'*Alternative Libertaire*. Nous y reviendrons.

Des mots d'amour

Le premier souci de ce communiqué est qu'il ne s'attarde que sur une insulte lancée à Finkielkraut, «Sioniste de merde !», mais pas sur celles qui ont suivi. Entre autres insultes homophobes et discrets appels au lynchage, *«Sale race !», «Elle est à nous la France !»* sont pourtant des mots qui auraient dû faire réagir nos bons vieux antifascistes. Pourtant, le communiqué ne se penche que sur la question «antisioniste», passant les autres sous silence. Pourquoi les auteurs de ce communiqué chercheraient-ils à minimiser des insultes manifestement racistes ? On pourrait aussi se demander ce qui fait que ces deux groupuscules n'ont toujours pas actualisé leurs connaissances, ni sur la réalité de la situation en Israël, ni sur ce qu'est réellement l'antisionisme. Héritage et continuité de l'antisémitisme de gauche, cette position trahit pourtant ceux et celles qui la défendent assez régulièrement.

Mais cette position est également clairement assumée et défendue par «Lille Antifa» et depuis de nombreuses années par l'Action Antifasciste NP2C. Ainsi, par une pirouette dialectique dont ils ont le secret, ces deux groupuscules «antifascistes» **ne condamnent pas un geste antisémite évident, car leur cible est considérée comme sioniste, c'est-à-dire juive.** Autrement dit, **on peut donc aujourd'hui être antifasciste sans**

condamner l'antisémitisme. On appréciera la performance.

L'antisémitisme des imbéciles

Revenons sur l'article publié par *Alternative Libertaire*, qui sert d'appui au communiqué. Au nom évocateur «Sionisme : Israël contre les Juifs», il a été rédigé par le co-président de l'UJFP et «ami d'AL» Pierre Stambul. Mélange approximatif mais efficace, ce texte conjugue aussi bien les pressentiments de l'auteur avec des faits historiques interprétés à sa sauce, tandis qu'il navigue entre le confusionnisme et les thèses d'extrême droite. Le tout, évidemment, sans ne citer aucune source.

Aussi navrant que puisse être ce texte, il correspond exactement à ce vieil épouvantail de la lutte prétendument «antisioniste» qui s'agite de la gauche socialiste ou communiste aux libertaires et anarchistes, ou prétendus tels. Le revers de cette lutte est un soutien tout relatif au peuple palestinien. Facile, elle renaît au fur et à mesure des exactions israéliennes en territoire palestinien ; alimentaire, elle ne demande que de l'affect ; dégueulasse, elle instrumentalise un conflit pour en tirer un profit électoraliste, dans un populisme qui sent bon le Parti des Indigènes de la République. Le tout sous le couvert d'un antisémitisme qui ne veut pas dire son nom. C'est cette tambouille abjecte qui est aujourd'hui l'un des moteurs idéologiques de la posture «antifasciste».

Le grand bond en arrière

Le fait que la «gauche» ait sciemment entretenu un silence coupable à propos des exactions de certains, Gilets jaunes ou pas, pendant les différents «Actes» ces dernières semaines est en soi suffisamment éloquent. Populisme ou cécité volontaire, c'est selon. Mais venant de groupuscules prétendument antifascistes, cela marque une nouvelle étape dans l'état de décomposition avancée dans lequel ils se trouvent. Ajoutez à cela leur penchant poussé pour le virilisme, le sexisme et la violence et vous aurez un très bel aperçu de ce qu'il reste de l'antifascisme lillois actuel.

On nous objectera sans doute que Finkielkraut a un long passé fait de compromissions, de sorties racistes et réactionnaires. Or, ce ne sont pas ses positions qui ont été attaquées samedi, ni par la foule, ni par «Lille Antifa», ni par «l'Action Antifasciste NP2C», **mais bien le fait qu'il soit juif.** L'antisionisme n'étant qu'un prétexte, c'est bien **en tant que tel** que nous le défendons aujourd'hui, tout comme nous serons également les premiers à combattre ses positions politiques. Une nuance que, dans leurs choix

politiques, nos deux groupuscules n'ont pas dû saisir...

Un compagnon

N.B. : l'article «Israël : le sionisme contre les juifs» ne semble plus être disponible depuis ce dimanche sur le site d'*Alternative Libertaire*. Nous en avons néanmoins retrouvé une copie disponible ici :

<https://frama.link/mTrdn4WW>

À lire également :

- Un post de «Lille Antifa» qui condamne l'antisémitisme...

<https://frama.link/bK5e8j39>

- ... et le fameux communiqué, deux jours plus tard.

<https://frama.link/7-ARHMfq>

De «La triste farce de la victoire du Non» au TCE en 2005 aux Gilets jaunes

En dehors du fait que la carte des barrages correspondrait, selon certains spécialistes, à la carte de la prétendue «victoire du Non» de 2005, il faut souligner que l'alignement politique sur des thèmes nationalistes, protectionnistes, favorables à l'industrie française et hostiles à la méchante Finance apatride, tout cela existait déjà en 2005 et avait des partisans à gauche et à l'extrême gauche.

Et certains protagonistes libertaires, ultragauches ou trotskistes qui sont des adeptes de la giletjaunolâtrie nous expliquaient déjà il y a 15 ans qu'un «grand mouvement populaire» était né et qu'on allait voir ce qu'on allait voir. On a vu...

La différence c'est qu'à l'époque le PCF, ATTAC une partie du PS et de l'extrême gauche étaient à l'offensive et donnaient le «la»... parallèlement au Front national. Et c'est l'union entre les voix des uns et des autres qui permit la «triste farce de la victoire du Non»... comme l'affirmait un article à l'époque.

Aujourd'hui, aux commandes idéologiques, ce n'est pas la gauche et l'extrême gauche souverainistes, mais la droite et l'extrême droite souverainistes ou populistes, comme on voudra. Aujourd'hui la droite et l'extrême droite souverainistes ont mobilisé les réseaux sociaux et n'ont pas eu besoin de créer des «Comités du Non» à l'augmentation du gazole.

Mais, treize ans ont passé, et finalement populistes de droite et de gauche, d'extrême droite et d'extrême gauche sont toujours d'accord sur l'essentiel :

1° **le rôle prédominant de l'Etat** leur cible et leur interlocuteur préféré, celui qu'ils veulent réformer pour le bien du «peuple» ; ils préparent donc en douce ou ouvertement les prochaines élections et s'apprêtent à nous vendre des remèdes miracle, type RIC, VI^e République et autres hochets pour électeurs naïfs ;

2) **les droits des migrants légaux ou illégaux sont secondaires** par rapport à ceux des Français, comme l'indique la liste des 42 revendications des Gilets jaunes ; c'est aux Français de se défendre contre les autres peuples (voir le Brexit anglais et les débats au sein du Parti travailliste) ;

3) **Les solutions sont nationales.** (Il est intéressant de noter que aujourd'hui l'extrême droite a su s'organiser pour soutenir dans toute l'Europe les Gilets jaunes, chose dont a été incapable l'extrême gauche giletjaunolâtre.) Nulle critique n'est faite à *La Marseillaise* et aux drapeaux tricolores, redevenus, par l'opération du Saint Esprit Gauchiste, des symboles révolutionnaires. Tout se passe comme si la France était une île et était déjà sortie de l'Union européenne...

4) **Il y a un complot.** Hier les organisateurs du complot c'était le trio Union européenne/FMI/Banque mondiale. Aujourd'hui c'est Macron/L'Oligarchie/la banque Rothschild (ou version moins ouvertement fasciste... en apparence : «les banksters») et pour certains (dont Emmanuel Todd, Etienne Chouard, François Asselineau de l'UPR, etc., grands soutiens des Gilets jaunes) l'Union européenne.

Les radicaux, autonomes, anarchistes et gauchistes qui courent derrière les Gilets jaunes (sans jamais les rattraper) n'ont finalement rien appris de la conjonction dans les urnes des voix de la gauche et de l'extrême droite en 2005. Gageons que les prochaines élections européennes de 2019 risquent de donner le même résultat et de les conforter dans leur ligne Schlageter ou social-chauvine.

Y.C., 20/2/2019

Gilets jaunes et antisémitisme : un non-sujet pour la gauche et l'extrême gauche

22 février 2019

(EXTRAIT de l'article «Le non-sujet de l'antisémitisme à gauche – Pour une critique radicale de l'antisémitisme paru le mardi 19 février 2019, par BRENNI Camilla, KRICKEBERG Memphis, NICOLAS-TEBOUL Léa, ZOUBIR Zacharias sur le site <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article47883>. Apparemment ce texte paraîtra dans la revue *Vacarmes*. Le reste de l'article admet enfin ce que la revue *Ni patrie ni frontières* écrit depuis 2002.

Pour une fois des universitaires de gauche, et de surcroît de la mouvance décoloniale (qui n'est pas vraiment ma tasse de thé), prennent le taureau par les cornes. Et même Paris luttés info se sent obligé de reproduire cet article. Cela change des discours antisionistes-antisémites et de la négation systématique de l'antisémitisme DE gauche qui dominant la gauchistosphère et la libertarosphère. Espérons que ce n'est qu'un début ! Y.C. 22/2/2019)

«Qu'en est-il de l'antisémitisme dans le mouvement des Gilets jaunes qui a fait irruption en France à la fin du mois de novembre ? Considérer le problème, c'est d'abord acter une fois pour toutes que, si antisémitisme il y a, il a un aspect diffus, et n'est ni nouveau ni ethnique. Il peut autant concerner le « vrai Français » paupérisé que « l'arabo-musulman ». Serait-ce un terrain susceptible de mettre tout le monde d'accord ?

Avec les Gilets jaunes, la question sociale, celle de la dégradation généralisée des conditions matérielles semble être entrée par la petite porte de la question fiscale et d'une hostilité à un président des riches qui ne respecte plus aucune «économie morale»¹. Dans la socialité des ronds-

¹ Sur la reprise de cette notion de Thompson, voir Samuel Hayat, «Les Gilets jaunes, l'économie morale et le pouvoir»,

points et la dynamique émeutière plus métropolitaine, une fraction du prolétariat et de la classe moyenne prolétarisée frappée par la crise s'est manifestée indépendamment des cadres de la politique classique. Les Gilets jaunes sont d'abord le symptôme de l'ampleur de la crise sociale et se donnent comme une révolte émancipée de l'encadrement des organisations issues du mouvement ouvrier. Celle-ci n'est d'aucune manière réductible à ses composantes les plus fascistoïdes.

Il est néanmoins établi que des thèses antisémites sont diffusées chez les Gilets jaunes à une échelle relativement large, d'abord sur Internet, mais aussi dans les énoncés et les slogans que le mouvement s'est donnés¹. Cet antisémitisme a des accents complotistes contre la « toute-puissance » de Rothschild, responsable de la « ruine de la France », et mêle l'association de la puissance politique et médiatique à Sion, la focalisation sur BFM.TV et son patron Drahi, à des références récurrentes à la « Quenelle » soralo-dieudonnaïenne — le « Macron, une quenelle dans ton cul » n'est pas un slogan isolé — voire des propos clairement négationnistes.

<https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/>. Disponible sur ESSF (article 47262), *Passé présent : Les Gilets jaunes, l'économie morale et le pouvoir* : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article47262>

¹ La question de l'antisémitisme a été appréhendée uniquement sous l'angle du fait divers jusqu'à présent. De nombreux témoignages de militants participant au mouvement font cependant état d'une diffusion très importante de tropes antisémites dans les manifestations et groupes Facebook et Whatsapp. Dans les groupes de Gilets jaunes d'Île-de-France, la question de l'antisémitisme et la lutte contre les soraliens constituent des enjeux politiques majeurs au sein du mouvement. On peut lire à ce sujet «Ne laissons personne récupérer notre révolte», un tract de Gilets jaunes contre l'extrême droite et l'antisémitisme relayé sur le compte Facebook de la Plateforme d'Enquêtes Militantes le 31 décembre 2018 :

<https://paris-luttes.info/publication-du-tract-anti-raciste-11417>.

Voir aussi Lucie Soullier, «Les “Gilets jaunes”, nouveau terrain d'influence de la nébuleuse complotiste et antisémite», *lemonde.fr*, 19/01/2019 : https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/01/19/les-gilets-jaunes-nouveau-terrain-de-jeu-de-la-nebuleuse-complotiste-et-antisemite-francaise_5411427_3224.html.

L'opinion libérale saute à pieds joints sur ces manifestations d'antisémitisme bien réelles. Contre le mouvement des Gilets jaunes, la bourgeoisie française fait preuve de tout le mépris de classe qu'elle a en réserve. Elle se dédouane aussi des parts les plus sales de son histoire en les attribuant aux classes dangereuses.

Quant à la gauche radicale, lorsqu'elle n'a pas opté pour l'hostilité à une dynamique qui lui échappe largement, elle ne déroge le plus souvent pas à ses habitudes et ne prend aucunement la mesure du problème. Elle minimise cet antisémitisme ou ne parle que d'instrumentalisation dans une optique pseudo-tactique (ne pas nourrir l'offensive idéologique contre le mouvement). Qu'une vieille dame juive agressée à la fin de l'Acte VI par des Gilets jaunes négationnistes ne porte pas plainte, doit-on en déduire que cette agression, qui n'est malheureusement pas isolée, n'est qu'ivrognerie¹ ?

Dans ce cas, on s'interdirait de penser l'antisémitisme comme une violence raciste et ce qu'il implique, y compris pour les juives et juifs impliqués dans la dynamique des Gilets jaunes. On s'empêcherait aussi de penser l'antisémitisme comme une véritable limite du mouvement.

D'une part, ces thèmes antisémites accompagnent souvent le racisme anti-migrants et l'exaltation de la communauté nationale. L'aspect « post-idéologique » des Gilets jaunes et la crise ultime de la gauche dont il est le signe laissent place libre à des figures comme Étienne Chouard ou le journaliste Vincent Lapierre qui mêlent démocratisation radical, révolution nationale et désignation d'un Autre responsable des « malheurs de la France ». Ils sont au cœur du possible devenir Cinque Stelle des Gilets jaunes.

D'autre part, l'expansion des tropes antisémites constitue une forme de remède aux difficultés tactiques internes. Que reculent les blocages, barricades sur les Champs-Élysées ou les pillages de magasins, on se concentrera sur les Rothschild – faible substitut à l'avancée tactique de la révolte. Si l'antisémitisme n'est jamais complètement fonctionnel, et s'il conserve un fond archaïque et pulsionnel, on ne peut le minimiser comme ingrédient essentiel de la mayonnaise nationale-populiste et comme

¹ Claude Askolovitch, «La défense des juifs, ultime morale des pouvoirs que leurs peuples désavouent», slate.fr, 26/12/2018 :

<http://www.slate.fr/story/171594/gilets-jaunes-antisemitisme-pretexte-pouvoir-vigilants>. Disponible sur ESSF (article 47711), Voir la chemise brune sous le gilet jaune ? La défense des juifs, ultime morale des pouvoirs que leurs peuples désavouent : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article47711>

courroie de transmission entre une opposition à «ceux d'en haut» et un scénario de restructuration populiste.»

BRENNI Camilla,
KRICKEBERG Memphis,
NICOLAS-TEBOUL Léa,
ZOUBIR Zacharias

Au sujet d'une gauche antisémite

«*O gentilhommes, La vie est courte, si nous vivons, c'est pour marcher sur la tête des rois.*» (William Shakespeare, *Henri IV*).

Un non-sujet, l'antisémitisme à gauche ?

Depuis quinze ans nous sommes quelques-uns à avoir l'impression, au contraire qu'on n'a fait que parler des Juifs. Sans doute est ce une question d'accoutumance, qui fait que le vacarme constant devient un bruit de fond quasi invisible aux yeux des militantes et des militants.

Jusqu'à ce qu'ils subissent eux-mêmes le bruit. Les cris et les huées. A ce moment très précis, où ils ont essayé de parler du «problème», à une manifestation pourtant censée avoir lieu contre l'antisémitisme. A ce moment précis, où ils ont essayé de briser le silence qu'ils croyaient entendre et ont pu voir qu'il s'agissait en fait d'une haine plutôt tonitruante. Soit très exactement ce qui est arrivé aux auteurs du texte paru dans la revue *Vacarmes*, et qui s'adresse un peu à nous.

Aller parler d'antisémitisme à gauche dans une manifestation appelée par les antisionistes, comme ces derniers, pourquoi ? Dans cette partie de l'extrême gauche où parler de l'antisémitisme, c'est depuis quinze ans, dire trois mots vite faits sur combien c'est grave, mais pas souvent, avant de parler «d'instrumentalisation» par les «sionistes», par le pouvoir, par les «racistes», par les «médias» ? Bref dresser la longue liste de tous les cas où parler d'antisémitisme est suspect, insupportable et contre-productif. Longue liste qui ne connaît guère d'exceptions.

Ca fait longtemps que nous n'avons plus rien à faire, là. Là, dans cette partie de l'extrême gauche qui a choisi son camp et bruyamment.

En 2004 avec Dieudonné. Pour certaines, nous n'avons qu'un souvenir étonné de ce moment. Etonné, pas encore totalement écœuré. Pour certains, nous avons vu ce «sketch» et l'avons trouvé évidemment antisémite, tout simplement parce que Dieudonné transpirait évidemment la haine, grimé en Juif de caricature, nous n'avons même pas pensé au contexte éventuel, pas plus que nous n'y aurions pensé pour les sketches de Michel Leeb.

Mais les jours suivants, il y avait eu tous ces appels à le défendre, qui expliquaient que tout cela était lié à Israël, appels signés par des organisations communistes, anarchistes, approuvés par plein de camarades. Pris par d'autres luttes, désorientés et mal à l'aise, nous nous sommes tus après quelques remarques naïves qui nous avaient valu une colère noire de camarades de longue date. Nous n'avons rien compris, nous nous faisons complices de la télé et ennemis de la Palestine. Devant cette colère sûre

d'elle-même, nous avons été lâches, nous pensions que ça passerait, que c'était un malentendu, et nous nous étions contentés de ne pas aller soutenir Dieudonné, parce que tout de même, ce sketch était antisémite, de cela nous étions sûrs.

Ce n'est pas passé. Petit à petit, on a commencé à beaucoup parler des Juifs dans notre camp. Il y avait ces noms qui, désormais revenaient de plus en plus souvent. Ça paraîtra aujourd'hui extraordinaire, mais au début des années 2000, nous étions des centaines de militants à ne jamais parler de Bernard-Henry Lévy ou de Finkelkraut ou de Jacques Attali. Nous connaissions leur nom. Simplement, pour nous, ils n'étaient que des noms parmi mille, ceux de tous les éditorialistes, les écrivains, et les politiques qui soutenaient le capitalisme. Nous étions d'extrême gauche avec une vision simple du monde, divisé en deux, ceux qui soutenaient les luttes sociales et ceux qui ne les soutenaient pas, et passaient à la télé. C'était un peu simpliste, mais cela avait quelque chose de sain. Là dedans, nous ne distinguions pas.

Mais dans ces années-là, dans notre camp, ces noms ont commencé à revenir tout le temps, et au bout d'un moment, ça a commencé à devenir gênant. Ce truc que c'était souvent des Juifs, quand même. «Ben oui, mais ce sont des sionistes», commença-t-on à nous répondre.

Aussi bizarre que cela soit, nous étions des centaines de militants à ne pas savoir ce que ça voulait dire à ce moment-là. Oui, nous savions pour la Palestine. Nous étions d'extrême gauche, nous pensions que le capitalisme générait l'oppression et la guerre partout. Nous allions donc à mille manif, «en soutien» aux opprimés, contre la guerre. Ou nous n'y allions pas, car nous avions une autre manif ou une autre action, nous étions une génération d'activistes, avec toujours quelque chose à faire contre.

La Palestine est devenue centrale. Ou plutôt l'antisionisme. De la Palestine, en effet, on parlait bien peu, en tant qu'endroit réel, la question c'était toujours Israël et de par le monde, ceux qui soutenaient Israël. A l'extrême gauche, nous avons toujours été du camp du Bien. Toujours prompts à interroger ceux qui n'agissaient pas contre le Mal. Mais le Mal avait changé de centralité. Ce n'était plus le MEDEF, plus la société du spectacle. Les suspicions de trahison désormais, c'était avec le CRIF, les sionistes ou BHL. Et les complicités autorisées aussi ont changé.

Dans ces années-là, nous avons vu apparaître des noms que nous ne connaissions pas, une nouvelle fois. Des gens qui n'étaient pas de notre camp et qu'il fallait soutenir: Jean Bricmont, qui n'avait rien d'un mec d'extrême gauche. Paul Eric-Blanrue qui avait écrit un livre *Israël, Sarkozy et les Juifs*, dont il apparaissait qu'il était censuré, mais qu'on voyait partout. Le sous-préfet Guigue et cela restera un grand moment de notre histoire militante, défendre un sous-préfet, mais qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Eh bien, il était antisioniste.

Passion triste. Irrépressible

Et puis le premier mort. Ilan Halimi. Et le gouffre qui s'agrandit brusquement.

De fait, nous aurions pu – juste – ne rien dire. Ce meurtre-là dépassait nos cadres de pensée, les brisait un peu en mille. Ce meurtre-là pouvait imposer simplement le chagrin politique, la dévastation totale, et donc le silence, et donc un non-sujet, oui.

Mais c'est bien pire qui se produisit. La passion triste, le bruit pour nier l'antisémitisme, le réduire aux préjugés contre les Auvergnats, il y eut même cela, et le texte d'Esther Benbassa fut partagé avec enthousiasme, parce que notre camp n'avait en tête qu'une chose: dénoncer, déjà, l'«instrumentalisation».

Il y a les choses qui se disent en politique et puis il y a les pensées et les ressentis, suspendus au-dessus de nos têtes. Après Ilan, cette idée qui reviendrait aussi lorsque Mohamed Merah tuerait, les victimes d'antisémitisme suscitaient difficilement la compassion et facilement le rejet. Parce qu'elles étaient l'«instrument» de l'Ennemi, son outil, son arme, et à partir de là l'objet du délit, avec lequel on n'empathise jamais.

2009. L'année qui commence par cette horreur indélébile, le négationniste Robert Faurisson avec Dieudonné sur la scène du Zénith. Et le silence, pendant des jours, dans notre camp, personne n'avait rien à dire contre cela. Le silence tellement pesant, pour ceux qui savaient: au début des années 80, Robert Faurisson avait comme fidèle compagnon de route une figure très connue de la gauche radicale, Pierre Guillaume, qui avait tenu une des librairies les plus courues de notre courant dans les années 70. Robert Faurisson, le négationniste avait été défendu dans nos rangs par des militants plutôt connus qui étaient toujours là. Et sur scène, il était avec celui qui était issu de la gauche antiraciste et qui avait, lui aussi, été défendu bien après des propos antisémites abjects.

Il nous aura fallu, à quelques camarades, un événement aussi terrible, pour que nous osions non pas briser le silence, mais affronter le bruit et les huées.

Luftmenschen. Les gens de l'air. Livres et les poches vides. Vidées plutôt, car nos premiers textes nous ont dépouillé de beaucoup de liens qui nous étaient précieux, coupés de notre camp, de nos lieux, de nos manifs, de nos sites. Enfin, de ce que nous pensions nôtres.

Mais c'était bien de se sentir légers. D'avoir dit ce qu'on pensait profondément: que personne n'en avait rien à battre de la Palestine et d'Israël, que l'enjeu était ici, que tout ce cirque antisioniste était un théâtre d'ombres et une allégorie, destiné à mettre en scène de manière acceptable tout le vieux fond antisémite de gauche auquel notre camp ne voulait pas renoncer.

Peu de temps avant nous avions découvert Zeev Sternhell, et dans toute obscurité, il faut se souvenir des petites lumières. Nous nous sentions réinscrits dans une histoire plus que centenaire, dans des cycles politiques où toujours l'antisémitisme de gauche revenait en même temps que la tentation du fascisme. Nous étions d'extrême gauche, nous avions besoin d'un récit global et l'historien aurait sans doute été horrifié des petits raccourcis que nous faisons prendre à sa pensée. Mais dans ces années-là, reparler du général Boulanger, de la jeunesse de Barrès, du cercle Proudhon ou de Mussolini qui vraiment avait été une sorte de socialiste, c'était nécessaire. Et combattu de toutes parts. Nous étions sionistes et la preuve c'est que Sternhell l'était, nous disait le militant antisioniste pressé. Des historiens qui l'étaient moins trouvèrent le temps de faire un livre à douze uniquement contre les thèses de Sternhell.

Mais de fait, dans le bruit et la fureur, une résistance émergeait. Les antisémites de gauche favorisaient les rencontres en dressant des listes de «sionistes» selon eux unis dans un même complot. Prophétie auto-réalisatrice, eux avaient fait les liens que nous ne faisons pas, chacun persuadé d'être isolé dans notre coin. Et il y eut donc à partir de ce début des années 2010, une toute petite ligne de front contre l'antisémitisme. De toutes petites voix pour aller contre les évidences: refuser le chantage à la liberté d'expression, par exemple, et montrer que l'argument finissait toujours par servir à promouvoir des fascistes. Toutes petites voix qui échangeaient les infos, creusaient les appels consensuels, décryptaient les alliances émergentes de notre camp.

Le texte de *Vacarme*, à juste titre critique beaucoup la notion de «système». Mais il le fait en dénonçant essentiellement la complaisance de notre camp vis-à-vis des tenants de l'antisystème. Or l'antisystème longtemps vint de nos rangs. Tout autant que de ceux de l'extrême droite. De même que le conspirationnisme.

Puis vinrent les révolutions arabes

Il n'y avait pas de «silence» sur les théories du complot, toujours mâtinées d'antisémitisme. Elles étaient un vrai sujet. Celles sur le 11 septembre, celles sur les vaccins, par exemple. C'est très tardivement que l'anti-conspirationnisme est devenu une attitude partagée aussi à l'extrême gauche et ce fut au prix d'affrontements idéologiques terribles.

Et grâce aux révolutions arabes. En effet, c'est à ce moment-là que, pour la première fois, l'antisémitisme de gauche apparut pour ce qu'il était, non pas une tension vers l'émancipation, mais le conservatisme le plus terrible, au service de dictatures sanguinaires. Non pas une arme contre l'islamophobie, mais une idéologie qui au contraire pouvait très bien se concilier avec l'islamophobie la plus crasse.

Les révolutions arabes sont ce moment où, dans la gauche radicale, les frères ennemis antisionistes et islamophobes pour des raisons différentes

eurent les mêmes positions sur la Libye, sur l’Egypte et sur la Syrie. Ce moment où la dénonciation du «complot sioniste» s’est jointe à celle du «péril islamiste» pour une seule et même théorie: les Arabes devaient rester à leur place, et subir.

Du côté antisioniste, c’était inattendu: nous avons été nombreux à être surpris car nous ne mesurons pas à quel point la plupart des antisionistes français étaient dépendants de leurs alliés ailleurs. A quel point ils n’avaient pas d’autre choix que d’être pro-Assad, et pro-Poutine, car de fait, ils l’étaient depuis longtemps déjà. Simplement, face aux révolutions naissantes, ce qu’ils étaient apparaissait désormais évident: des contre-révolutionnaires au service d’un ordre établi, qui valait bien l’impérialisme américain ou n’importe quel autre.

Très concrètement, nos résistances à l’antisémitisme ne devinrent réellement audibles qu’en fonction d’un facteur totalement externe à notre camp, les révolutions arabes qui remodelèrent les positionnements et les alliances. Pour la première fois, des forces diverses commencèrent à considérer que la lutte contre l’antisémitisme n’était pas forcément négative pour une transformation sociale radicale du monde. Pour la première fois, l’antifascisme sans concessions apparut comme une nécessité un peu vaste et la lutte contre l’antisémitisme de la gauche radicale, une des composantes du combat contre des forces objectivement pro-dictatures comme la France Insoumise. Pour la première fois, l’alliance entre le discours islamophobe et le discours antisémite apparut avec clarté aux yeux de certaines victimes de ces deux haines.

Cependant, tant il est ancré dans notre héritage politique de gauche radicale l’antisémitisme revient par la fenêtre, alors qu’on n’a même pas encore fini de le mettre à la porte.

Alors qu’il connaissait un coup d’arrêt et se trouvait confronté à certaines résistances même dans certaines sphères pro-palestiniennes ET pro-révolution syrienne, c’est sous sa déclinaison «économiste» qu’il revint sur le devant de la scène avec le mouvement des Gilets jaunes. Mouvement qui fut immédiatement porteur de la rhétorique antisystème, immédiatement au sens littéral, c’est-à-dire sans le besoin d’aucune médiation.

Car dès son origine, le mouvement était nationaliste, antimondialiste, antiparlementariste, et c’est sans infiltration aucune, mais par un phénomène d’adhésion antérieur de beaucoup de ses membres, qu’il adoptait comme théorie politique celles des leaders d’opinion populistes antisystème. Ainsi, Vincent Lapierre, fidèle de longue date de Dieudonné fut immédiatement acclamé comme vidéaste idéal du mouvement; ainsi Etienne Chouard eut la «divine surprise» d’être érigé en inspirateur théorique dans la quasi-unanimité. De la même manière évidente et logique, le discours antisémite non euphémisé sur les Rothschild se

développa très rapidement, non parce que des «infiltrés» d'extrême droite auraient dévoyé le mouvement originel, mais parce que le discours anti-oligarchie et anti-élites, tout comme l'idée d'un complot unissant Macron à la banque symbole était déjà dans le logiciel de la base des participants au mouvement.

Face à cela, la majorité de la gauche radicale adopte exactement le même discours et la même pratique qu'elle avait eus pendant des années avec le phénomène d'adhésion aux discours soraliens et dieudonnistes sous couvert d'antisémitisme: il s'agit d'un mouvement positif par essence, éventuellement «infiltré» par quelques individus d'extrême droite, qui déclenchaient des «incidents isolés», ces incidents que le «pouvoir» «instrumentaliserait» pour créer un «problème antisémite» qui n'existait pas réellement.

Il ne s'agit pas uniquement d'opportunisme ou de mouvementisme: simplement, l'antisémitisme à prétexte économique s'est aussi diffusé à partir de la gauche radicale. L'association entre la banque Rothschild et Macron, la dénonciation obsessionnelle de certains personnages comme Attali, le remplacement de l'analyse des rapports de domination capitaliste au profit de la dénonciation d'une oligarchie mondialiste est une tendance lourde, tellement lourde qu'elle amène des figures historiques de la gauche radicale comme Gérard Filoche à partager paisiblement un visuel d'extrême droite d'une très grande violence mais résumant la même thématique.

Par conséquent, cette gauche-là ne peut une nouvelle fois qu'adopter la même position que dans le passé face aux manifestations antisémites les plus violentes, qu'elle réprouve, mais comme événements de bien peu d'importance, et liés à rien, issus de rien. Autant «l'instrumentalisation» va donner lieu à de longues analyses, autant la violence antisémite fait essentiellement l'objet d'une rapide condamnation morale.

Et celles et ceux qui dans notre camp, font autre chose, s'exposent à la vindicte et à des affrontements politiques d'une très grande violence.

Alors que faire ?

Au fil des années, les réponses ont été multiples.

La plus triste d'entre elles a été le silence et le départ vers d'autres rives politiques. Cela, c'est bien un non-sujet.

Les victimes de cet antisémitisme qui ont été contraintes, faute de solidarité, d'abandonner les idées et les pratiques auxquelles elles croyaient, parce que l'atmosphère était devenue irrespirable. Cela c'est quelque chose qui, pour certains d'entre nous est à la fois une défaite et le tracé d'une frontière que nous ne franchirons plus jamais. Nos camarades perdus. Par la faute des antisémites de gauche.

La politique ce ne sont pas seulement des idées, ce sont aussi des rapports sociaux. Toutes ces années, nous avons vu de nouveaux courants

se développer qui, à juste titre, développaient des théories et des pratiques censées lutter contre les oppressions internes à nos mouvements. Les difficultés d'être une femme, une Arabe, à l'extrême gauche, les mécanismes de domination, l'intersectionnalité, tout ça.

Etre Juif et s'entendre dire que l'assassinat d'un jeune Juif, ce n'était pas antisémite ? Etre Juif et supporter les tirades perpétuelles contre les sionistes qui sont partout ? Etre Juif et supporter les théories sur le philo-sémitisme d'Etat ? Etre Juif et supporter d'entendre qualifier d'incident isolé l'agression d'une vieille dame – avec des braillements négationnistes ?

Des camarades ont renoncé à leur propre camp pour ne plus subir ça.

Et aujourd'hui, il faudrait accepter l'enterrement de première classe pour toutes les prises de positions ultra-minoritaires qui n'ont eu de cesse de combattre l'antisémitisme dans les sphères dites subversives ?

Vacarme nous informe qu'il n'y a eu que silence jusqu'ici, qu'il rompt avec fracas. Les ultra-minoritaires n'ont jamais existé, ou si peu vous dit on. Nier la minorité est une tradition politique qui s'accompagne toujours d'une tentation hégémonique et d'une réécriture selon les modalités idéologiques en cours.

Cette opération d'escamotage n'a évidemment qu'un seul but: effacer du tableau pour neutraliser ceux qui depuis des années ne transigent pas ; opération commune de pacification pour que la politique continue. En effet, les minoritaires n'ont pas cherché et ne cherchent toujours pas à composer avec la frange antisémite de l'extrême gauche et ses idées, à lui demander de mettre en sourdine ses pulsions mortifères, à mettre au fond du placard ses progénitures soi-disant les plus bruyantes quitte à les envoyer à Caracas, à quémander pour que soit pris en compte son ressenti d'oppressé par tant de choses blessantes, à s'organiser avec elle. Encore aujourd'hui, les minoritaires combattent la saloperie, ses pratiques et ses théories non pas pour des prébendes ou des points de vie dans le jeu de la politique gauchiste mais pour sa destruction.

La seconde réponse face à l'antisémitisme de gauche, en effet, a été de lui attribuer une source extérieure, ou extrêmement limitée. Notre camp était globalement sain, il s'agissait simplement d'en extirper quelques influences, de reconnaître quelques «erreurs», quelques «non-sujets», d'en discuter paisiblement entre gens de bonne compagnie.

Dans le passé, c'est la conclusion qui fut tirée des aventures pro-négationnistes avec Faurisson ou Garaudy. Au lieu d'interroger le fond très largement partagé qui avait mené des militants à en tirer les conséquences les plus extrêmes, on se contenta de reconnaître que ces conséquences extrêmes étaient une «erreur» et une «connerie». Décidément oui, défendre Robert Faurisson était une mauvaise idée, assez choquante. On pouvait très bien relativiser sans cesse la Shoah, dénoncer le rôle joué par le «devoir de

mémoire» dans la préservation du capitalisme et du sionisme sans pour autant le faire avec un négationniste.

Mais non, on ne pouvait pas, ce que prouva quinze ans après, la collaboration avec Dieudonné. A partir des mêmes horreurs idéologiques, on finissait toujours en même compagnie.

Plus récemment, une autre tendance lourde, en accord avec une vision sociale plus large s'est beaucoup développée. On peut la résumer à «Excluons les Indigènes de la République» ou dit plus clairement : «C'est les Arabes et les islamistes qui ont importé le conflit chez nous.»

Il ne s'agit évidemment pas de défendre les thèses des Indigènes, ni de minimiser les déclarations fracassantes dont ils se firent les spécialistes ces dix dernières années. Simplement, en finissant par aller faire génuflexion chez Maduro, les dirigeants des Indigènes mirent un point final à bien des débats: arabes ou pas, ils étaient bien de cette gauche radicale qui, sous couvert d'antisystème et d'anti-impérialisme très orienté, charriait avec elle un vieux fond antisémite. Un groupe parmi d'autres, et pas un parasite, et pas un envahisseur étranger et certainement pas le «islamo» de «islamo-gauchistes». Il n'y a jamais eu d'islamo, et nous avons construit un antisémitisme gauchiste tout seuls.

Troisième piste

C'est de ce «nous» que l'on peut esquisser une troisième piste.

Nous faisons partie de ceux, qui à l'extrême gauche, n'ont jamais nié ce «nous». Celui de la responsabilité collective. Nous avons participé à de nombreux collectifs et écrit des centaines de pages contre l'antisémitisme de gauche. Les auteurs de *Vacarme* évoquent certains de ces collectifs. Dans un texte qui les présente comme des contributions qui s'opposeraient au non-sujet que serait l'antisémitisme dans une partie de la gauche radicale. Mais à aucun moment, nous n'avons comblé le vide sur un «non-sujet». Nous avons participé à une guerre fratricide, d'une extrême violence dans le bruit et la fureur et cette guerre ne fait que commencer.

Imposer le sujet de la lutte contre l'antisémitisme à gauche, ce n'est pas ajouter une thématique qui aurait été négligée, ce n'est pas rétablir un équilibre dans un énième deux poids, deux mesures involontaire. Ce n'est pas écrire un article «pour» dans une revue qui publiera dans le même temps un article «contre», et ensuite on en discutera dans une conférence-débat entre gens de bonne compagnie, avec le renfort de quelques experts universitaires.

C'est renverser la table, se la prendre en pleine figure, laisser les camarades ramasser les restes et faire le pari de la table rase. Regarder le désastre en face et se dire plus jamais ça, pas en mon nom. Faire le pari d'un nouveau départ, pour la cent millième fois dans l'histoire de la gauche radicale.

Concrètement, ce pari-là, depuis quinze ans, se traduit évidemment par une réalité un peu moins lyrique que le paragraphe qui précède. Essentiellement quelques textes, par-ci par-là, des batailles idéologiques féroces en commentaires sur les réseaux sociaux, des vendredi soir où l'on se demande si on ne va pas se faire casser la gueule à la manifestation du samedi. L'autre extrême gauche, l'Internationale du genre humain débarrassée de son vieux compagnon de route, l'antisémitisme de gauche, n'existe pas – encore – en France.

Mais se persuader qu'elle puisse naître sans qu'avant soit détruite l'autre, cela n'aboutit qu'au pire. A la défaite absolue du présent et qu'incarne très bien, par exemple, le nouveau chef de file de la gauche radicale actuelle, le fils prodigue et glamour de ces quinze dernières années, le militant type de nos courants, l'activiste-député-cinéaste-écrivain François Ruffin, celui qui parle pour «nous» et pas seulement pour la France Insoumise. Le vieillard idéologique qui ressort fièrement la haine centenaire et bruyante, dans sa grossièreté insondable. Le cri de ralliement originel, tous ensemble contre Rothschild.

Le #Notinmyname, dans le contexte, c'est la guerre.

Nadia Meziane & David Saïd, article publié le 24 mars 2019 sur le site <https://www.lignes-de-cretes.org/>

Sur les réseaux sociaux

La plupart des utilisateurs des réseaux commerciaux ne se rendent pas compte que la masse de gens qui transitent autour d'eux, numériquement parlant, sont intégrés à des nuages sociaux, philosophiques, idéologiques, religieux, qui sont cohérents, étanches. C'est assez difficile à comprendre et à réaliser. Ce réseau classe des individus identiques entre eux, mais cela ne s'arrête pas là. Il les organise. Il leur offre la potentialité de créer des faits sociaux et politiques. Il confirme aussi béatement les erreurs tactiques béantes et fatales, comme celle qui fut celle des altéreux¹ d'appeler à nourrir ce mouvement «pour ne pas le laisser à l'extrême droite». Comme si, constatant que l'eau était trop chaude en fascisme, un peu d'eau fraîche altéreuse était en capacité de tiédir ce mouvement sur les ronds-points et de le rendre fréquentable. Or, les réseaux commerciaux sont capables de faire coexister, en même temps, des groupes sociaux et leurs évolutions dans des analyses et des issues totalement antagonistes du même fait politique et social, offrant chacune d'elles une lecture personnelle de ce mouvement proto-fasciste.

Commercy est une simple association altéreuse qui a été créée il y a un an par la gauche syndicale locale. Le journal catho confusionniste *Reporterre* en a fait une grosse promo par exemple. Ce qui n'empêche pas des milliers de Gilets jaunes de n'avoir jamais écouté les «Appels de Commercy» et certains même, des dizaines de milliers de Gilets jaunes, n'ont JAMAIS vu passer une seule fois dans leurs groupes, un seul truc sur Commercy.

Pour eux, tel un poisson rouge surnageant péniblement dans son bocal, la cuisine est la Terre et le logement, la Galaxie.

Ils ne veulent pas se rendre compte que leur action «de gauche» nourrit les flux numériques de la fachosphère. Pour un article du site lundi matin partagé, c'est 10 articles du fasciste Vincent Lapierre qui tournent. Ils n'ont pas voulu intégrer le fait que les Gilets jaunes furent pour moitié des

¹ *Altéreux* : altermondialiste (NDLR).

lepénistes et tentent de domestiquer du catho sous-prolo. Et quand, derrière ces gens, les appellistes¹ passent la seconde couche, ils en font des fachos.

Extrait du groupe face **Les enragés antifa**

¹ Appelliste : personne influencée par *L'Appel*, texte publié en 2003 – bloom0101.org/wp-content/uploads/2014/10/appel.pdf – et par les textes du Comité invisible (NDLR).

Xénophobie et racisme antimusulmans sur les ondes de Radio Libertaire dans le cadre d'émissions sur les Gilets jaunes et dans d'autres lieux dits «contestataires» ou «radicaux»

Certains se souviennent peut-être que Riposte laïque, groupuscule né au sein de l'UFAL (Union des familles laïques) servit la soupe au Front national notamment avec l'apéro saucisson-pinard en 2010. Riposte laïque venait de la gauche (PCF, LCR, OCI-PT, etc.) et certains de ses animateurs pérorèrent sur Radio libertaire.

Cette radio anarchiste a invité des représentants du collectif Lieux communs pour discuter des «Gilets jaunes». Et à deux reprises, comme dans d'autres textes, nos castoriadiens xénophobes ont tenu à reprendre le credo qui fit le succès médiatique de Riposte laïque, c'est-à-dire la haine contre les immigrés et leurs descendants.

Qu'on en juge : un certain Q¹. dénonce les «*faux réfugiés*», ces «*prédateurs et opportunistes de partout et de nulle part*» qui «*escroquent les finances publiques*» (p. 5²) ; les «*couches dominantes et la finance internationale*» qui instrumentalisent «*les migrations massives*» (p. 6) ; une nouvelle fois les «*immigrations massives*» (p. 7) ; les «*grandes métropoles*

¹ Que nous avons surnommé Q.-de-souche dans le reste de l'article tant ses obsessions, son vocabulaire, ses statistiques, ses choix de faits divers juteux, sont exactement les mêmes que ceux du site d'extrême droite Fdesouche.

² Toutes les citations du dénommé Q. sont extraites de la brochure de Lieux Communs, *Le mouvement des Gilets jaunes. Surgissement populaire et démocratie directe en germe*, brochure n° 24, décembre 2018, 68 pages.

de plus en plus réservées [...] aux migrants primo-arrivants» (p. 8) ; le «*financement [...] de la délinquance et de la néo-immigration massive*» (p. 11) ; «*le réservoir de violence et de brutalité qui gît [...] dans une partie des populations immigrées principalement en banlieue*» (p. 15) ; les «*jeunes de banlieue*» qui pratiquent la «*casse gratuite, le pillage, le vandalisme*» (p. 21) ; «*les thèmes attenants [à l'immigration] de l'islam, de la délinquance, de la banlieue*», etc.

Docte, notre Q.-de-Souche déclare que «*la question de l'extrême droite, comme les questions des migrants, de l'immigration, des banlieues, de l'islam vont devoir être traitées de front. Et plus on repousse l'échéance, plus ce sera douloureux. Ça l'est déjà aujourd'hui, mais ça le sera plus encore dans dix ans...*» (p. 32 propos tenus sur Radio libertaire le 5 décembre 2018)

Se prétendant hostile aux «*racialistes*» et aux «*indigénistes*» du PIR¹, Q.-de-Souche utilise en réalité leur vocabulaire² puisqu'il affirme que «*les Gilets jaunes sont essentiellement blancs*» (p. 33, toujours sur Radio libertaire), rejoint par D.-de-Souche pour qui le comité Adama est «*essentiellement musulman*» (*idem*). Et il continue son discours identitaire en évoquant avec l'emphase d'un national-castoriadien, «*cette France des oubliés, celle des "beaufs", massivement blanche*» (p. 38, dans une autre intervention cette fois à Bordeaux).

En bon nationaliste de gauche ou de droite, Q.-de-Souche n'arrête pas d'accommoder l'adjectif français à toutes les sauces : le «*corps politique français*» (p. 31, sur Radio libertaire), le «*peuple français*» (p. 19), un «*sursaut français*» (p. 22), les «*Indignés français*» (p. 38) et même cette perle «*La France est prise là-dedans, mais elle le vit sur un mode original, et très français*» (p. 36). Bien sûr, il soutient, parmi les revendications des Gilets jaunes, celles dont le sous-texte est discrètement xénophobe (p. 34, sur Radio Libertaire) : «*il y a donc une revendication qui dit, je cite de*

¹ Pour une critique sérieuse du PIR on lira : «*Dialogue autour du Parti des Indigènes de la République : articulation entre antiracisme et lutte de classe*».

² Cela fait d'ailleurs des années comme en témoigne cette lettre adressée au collectif Lieux communs en janvier 2011 (*Ni patrie ni frontières* n° 40/41, 2012).

tête, “ rendre effective l’intégration des immigrés ”, donc les aider à parler français, à s’intégrer, à acquérir les codes culturels, etc. Là, ils mettent le doigt sur quelque chose d’extrêmement délicat, effectivement. Les immigrés doivent-ils arriver à s’intégrer et à devenir français ? »

Q. et D.-de-Souche posent, d’un air faussement ingénu, les mêmes questions que Finkielkraut, Zemmour et les Le Pen. Ces sociaux-chauvins ne connaissent rien aux difficultés d’apprentissage du français qu’ont rencontrées les anciens immigrés et que rencontrent les nouveaux. Ils n’ont jamais mouillé leur chemise pour aider des travailleurs à maîtriser la langue française, aider leurs enfants à faire leurs devoirs, combattre le mépris des employés de préfecture (mépris qu’ils partagent et expriment clairement dans leurs déclarations et leurs textes). Ils ne dénoncent pas l’incurie de l’Etat français en cette matière, et même son refus délibéré de dispenser un enseignement correct et gratuit du français aux étrangers qui viennent vivre et travailler sur son sol. Tout imbus de leur supériorité gauloise et de leurs privilèges de petits bourgeois passés par l’Université, où ils ont surtout appris l’élitisme et la morgue de ces institutions à l’égard des classes laborieuses, ils n’ont que mépris pour tous ces prolétaires étrangers qui font de leur mieux pour apprendre la langue française.

« C’est le parcours de tous les immigrés depuis 150 ans. Aujourd’hui on voit un autre phénomène, qui est le multiculturalisme : des immigrés qui revendiquent leur propre culture, y compris de deuxième ou de troisième génération [encore une notion maurassienne ou soraliennne ; il ne s’agit pas d’immigrés mais **de Français** – sauf pour Q.-de-Souche ou les électeurs du Front national/Rassemblement national], ce qui aboutit à un multiculturalisme de fait, qui n’a jamais été discuté nulle part, et qui scissionne la population française, avec des rapports sociaux extrêmement différents. La vraie question, c’est : est-ce que vous tolérez qu’il y ait, en France, 60 000 jeunes filles excisées ? »

Cette question est d’une insigne malhonnêteté. Ce que Q.-de-Souche et autres nationaux-libertaires ignorent c’est que la « protection subsidiaire » – la carte de séjour – n’est accordée aux mères « en situation irrégulière » pour leurs filles qu’à la condition expresse que celles-ci ne soient pas excisées lors d’un éventuel séjour dans leur pays natal – sinon elles perdent leur titre de séjour. C’est d’ailleurs pour cela que leurs filles sont soumises à des visites médicales régulières. De surcroît si l’excision est pratiquée en

France, ce que semblent insidieusement sous-entendre nos castoriadiens-de-souche, la mère, ou la personne responsable de cette mutilation, risque jusqu'à 20 ans de prison. De toute façon, **l'excision n'a rien à voir avec le multiculturalisme**, idéologie qu'on **doit** critiquer, mais qui ne défend pas les mutilations génitales. Il s'agit là d'une pure invention et d'un des thèmes favoris du site Fdesouche, tout comme la critique du multiculturalisme. Q-de-Souche ne fait que copier les propos d'Eric Zemmour : *«On détruit un peuple avec l'immigration et on détruit une nation avec le multiculturalisme»* ou ceux d'Ivan Rioufol, journaliste du Figaro : *«le nationalisme n'est pas la guerre, c'est le multiculturalisme qui est la guerre»*. Ses sources d'inspiration sont faciles à retrouver sur le Net dans Fdesouche ou tout autre site d'extrême droite à prétentions «intellectuelles»...

Et Q.-de-Souche continue sur Radio libertaire :

«C'est ça, le multiculturalisme. C'est ça le monde dans lequel on vit et on va vivre. La question est donc : est-ce qu'il y a un peuple, de toutes les couleurs et de toutes les religions, mais qui revendique une identité commune, ou pas ? Vit-on dans une société en peau de léopard, avec des communautés extrêmement différentes, des langues, des cultures, etc. Ça, c'est une société avec une multitude de conflits et c'est ce qu'on voit arriver.» (page 35, propos tenus sur Radio libertaire le 5 décembre 2018).

La métaphore de la France qui se transformerait en «*peau de léopard*» utilisée ci-dessus par Q.-de-Souche a déjà été employée par Jean-Yves Le Gallou. Est-ce le fruit du hasard ? En tout cas ce haut fonctionnaire, membre du GRECE, fondateur du Club de l'Horloge, dirigeant du Front national puis du MNR, écrit : *«Nous allons vers le modèle américain ou le modèle brésilien avec la constitution d'isolats blancs protégés»*. Exactement ce que nous raconte le collectif Lieux communs à grand renfort de références prétentieuses à Castoriadis et à la «*démocratie athénienne*».

Toujours le même sur les ondes de Radio Libertaire :

«Plus concrètement, et pour être immédiatement désagréable, soit la question de l'immigration.[...], l'immigration était vue comme un projet patronal pour baisser les salaires, casser les grèves, briser les cultures et solidarités ouvrières, et toute la gauche historique y était opposée, de J. Jaurès à la CGT jusqu'au PC des années 80 [Q.-de-Souche falsifie l'histoire du mouvement ouvrier et dissimule les débats très vifs qui ont eu

lieu sur la question de l'immigration, l'organisation des travailleurs étrangers, y compris la position de Marx sur ce sujet. Il reprend là le discours social-chauvin de Mélenchon et des Le Pen¹.] *Le retournement idéologique est total, puisque maintenant c'est exactement l'inverse ! Alors qu'on voit, depuis vingt ans, l'immigration poser problème, en elle-même, sans pouvoir la rabattre sur des questions sociales ou de racisme ou d'autre chose. Parler même d'immigration est un abus de langage : ce que l'on voit, c'est une nouvelle immigration, une néo-immigration de peuplement, [Q.-de-Souche nous ressort discrètement la thèse du Grand Remplacement] sans intégration, continue, massive, etc., c'est ce qu'on appelle pudiquement le "multiculturalisme". Et ça, c'est devenu un tabou authentique, quasi religieux, dans les classes les plus favorisées de la société. Même chose pour les thèmes attenants de l'islam, de la délinquance, de la banlieue... Il y a dix jours, je parlais du danger de l'extrême droite musulmane, que je voyais arriver sous forme d'émeutes, et ça avait été plutôt mal reçu... Mais quelques jours plus tard, on a eu l'attentat de Strasbourg.»*

L'assassinat de 49 musulmans à Christchurch le 15 mars 2019 en Australie montre bien qu'il existe une extrême droite nationaliste, xénophobe, antimusulmane, dont notre Identitaire castoriadien se garde bien de parler, ou de dénoncer, ou qu'il réduit à des phénomènes insignifiants. C'est pourquoi il n'a rien à dire sur les 77 personnes tuées à Uttaya en 2011 au nom de la lutte contre le multiculturalisme, pas plus que sur les 50 gays tués à Orlando, en Floride en 2016, etc. Pas plus qu'il ne mentionne les innombrables meurtres racistes commis contre des Afro-Américains présents sur le sol étatsunien depuis trois siècles...

On comprend pourquoi Q.-de-Souche, comme bien des nationaux-gauchistes et des nationaux-anarchistes, trouvent positif que les Gilets jaunes chantent *La Marseillaise* et brandissent à tout va le torchon

¹ A ce sujet on pourra lire l'analyse d'un membre de *Temps critiques* (collectif qui est loin de rassembler des léninistes ou des marxistes orthodoxes !) : «Immigration et salaires : un retour inattendu» de Jacques Wajnsztein <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article378>

tricolore: «si un peuple¹ est souverain sur un territoire, il décide bien de qui y rentre et du projet collectif auquel on adhère ici – c'était le principe de la nation, qui n'est ni tribu, ni empire, ni royaume, et qui repose sur un choix de projet politique, d'une identité collective. Toute institution, tout groupe, [...] a des limites, un dedans, un dehors et tout n'y est pas permis...

¹ Je ne résiste pas à la tentation de citer ce passage de *La Révolution trahie* de Léon Trotski à propos de notions comme celles de «peuple» et de «révolution populaire. Les nationaux-gauchistes, nationaux-trotskistes ou nationaux-libertaires qui s'enthousiasment pour les Gilets jaunes devraient méditer ces quelques lignes :

«Le fasciste Strasser dit que 95% du peuple ont intérêt à la révolution et que par conséquent il s'agit d'une révolution populaire, mais non de classe. Thaelman reprend la même chanson. En fait, pourtant, l'ouvrier communiste devrait dire à l'ouvrier fasciste : Oui, bien sûr, 95% sinon 98% de la population sont exploités par le capital financier. Mais cette exploitation est organisée hiérarchiquement : exploiters, sous-exploiteurs, exploités de troisième classe, etc.

C'est seulement au moyen de cette gradation que les sur-exploiteurs maintiennent en servitude la majorité de la nation. Pour que le pays puisse effectivement se reconstituer autour d'un nouvel axe de classe, il doit se reconstruire idéologiquement, et ce n'est réalisable que si le prolétariat, loin de se laisser absorber par 'le peuple', par 'la nation', développe son programme particulier de révolution prolétarienne et contraint la petite bourgeoisie à choisir entre les deux régimes. Le mot d'ordre d'une révolution populaire est une endormante berceuse pour la petite bourgeoisie comme pour les larges masses ouvrières ; il les engage à se résigner à la structure hiérarchique bourgeoise du 'peuple' et ralentit leur émancipation.

En Allemagne, dans les conditions actuelles, ce mot d'ordre d'une révolution populaire efface toute démarcation idéologique entre le marxisme et le fascisme, réconcilie une partie des ouvriers et la petite bourgeoisie avec l'idéologie fasciste, leur permettant de penser qu'il n'est pas nécessaire de faire un choix, puisque d'un côté comme de l'autre il s'agit de révolution populaire.»

À gauche, on chérit l'État-providence, mais celui-ci a besoin de frontières [au moins c'est clair : il faut des États et des frontières pour ce partisan de la «démocratie directe» qui rejoint le discours des nationaux-trotskistes de l'OCI-PT/POI depuis des années, comme celui de La France insoumise ou du Front national/Rassemblement national !] et de solidarité réelle, donc d'un partage minimal de valeurs... C'est ce qu'on nomme aussi le politiquement correct ou la bien-pensance [on retrouve ici les éléments de langage des réactionnaires de droite comme de gauche], et cela empêche de penser, tout simplement.»

Désolé de vous avoir imposé cette prose, mais il m'a semblé nécessaire de dénoncer le racisme antimusulmans et la xénophobie qui s'expriment désormais ouvertement dans certains milieux libertaires ou radicaux.

Y.C., 16/3/2019

Quelques lectures complémentaires :

1. Sur Riposte laïque, l'ancêtre de Lieux communs

- Riposte laïque, sa «Mireille» et son «Petit Conservatoire»... de la Xénophobie (2007)
- Extrême droite et gauche laïco-xénophobe (2010)
- Les «Assises contre l'islamisation de l'Europe» sont des assises pour la racialisation des esprits, pour la guerre des «races», pour l'apartheid en Europe (2010)
- Riposte laïque Riposte laïque ou Poubelle xénophobe ? (2010)
- De Geert Wilders à Riposte laïque, l'Internationale de la xénophobie (2010)

2. Sur Lieux communs, Castoriadis et la racisme antimusulmans

- «Soulèvements arabes» : il est temps de dire «Bye, bye, Castoriadis !» (1)
- «Soulèvements arabes» : il est temps de dire «Bye, bye, Castoriadis !» (2, la discussion)
- Lettre à Lieux communs, (2010), restée sans réponse
- Luftmenschen : Fargette, claquettes et lieux communs (2011)
- A propos des saintes nitouches «castoriadiennes» de Lieux communs (2011)
- Sacha Ismail : Qu'est-ce que le racisme antimusulmans ? (2014)

3. De quelques dérives identiques ou semblables sur Radio libertaire

- * Radio libertaire ou «Radio Français d'abord» ? (2009)

* Radio Libertaire et la «liberté d'expression totale» : un piège mortel (2011)

* Quand l'Union rationaliste dérape à propos de l'immigration sur Radio libertaire (2011)

4. Pour une critique sérieuse du multiculturalisme et des intellectuels identitaires de gauche

* Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme (2004)

* Loren Goldner : Multiculturalisme et culture mondiale
Multiculturalisme ou culture mondiale ? (1992)

* Eric Krebbers : Combattre le racisme sans défendre le multiculturalisme (2004)

* Les 6 péchés capitaux de la Gauche identitaire postmoderne (2010)

* *La Gauche identitaire contre la classe*, recueil de textes de João Bernardo, Loren Goldner et Adolph Reed Jr., Editions NPNF, 2017

«Confusion» et «confusionnisme» : utilité et limites de ces notions

La revue *Ni patrie ni frontières* a publié en septembre 2011 un numéro intitulé «Extrême gauche, extrême droite. Inventaire de la confusion». A travers plusieurs entrées thématiques et articles provenant de différents courants politiques, ce recueil de textes abordait des thèmes comme «*Passerelles ; Concepts et thèmes propices ; Sites Internet ; Idiots utiles “de gauche” et manipulateurs fascistes ; Convergences méprisables ; Quelques notions et expressions de l’extrême droite ; Médias, fdesouche et “fachosphère”.*»

Huit ans ont passé et, s’il fallait fabriquer une nouvelle édition de ce numéro, le nombre de personnes, d’organisations, de sites et de thèmes abordés serait beaucoup plus important qu’à l’époque.

Les notions de confusion et de confusionnisme¹ se sont répandues, grâce à l’activité de plusieurs sites antifascistes, comme confusionnisme.info (actif de 2014 à 2016, et dont les articles sont toujours disponibles) lesenrages-antifa.fr (qu’on peut trouver aussi sur Facebook sous l’appellation Les enragés), les Luftmenschen, Lignes de crêtes, mais aussi des sites nettement plus «modérés» comme conspiracywatch.info.

Evidemment, ces notions ont provoqué des débats, de plus ou moins bonne foi.

Evoquons d’abord le système de défense utilisé par la plupart des militants d’extrême gauche ou d’«ultragauche» qui tiennent un discours du type : «*Il n’y a aucune confusion possible. Nous défendons des positions claires sur toutes les questions, de la nation au racisme antimusulmans, en passant par la mondialisation, la Palestine, le Venezuela, l’Union*

¹ Pour ceux qui lisent l’anglais, le blog d’Andrew Coates <https://tendancecoatesy.wordpress.com/> donne de nombreux exemples de confusionnisme dans le monde anglo-saxon et en même temps suit de très près tout ce qui se passe en France.

européenne ou l'antisémitisme. Il y a seulement des infiltrations de quelques fascistes vicieux qui cherchent à utiliser nos idées, nos slogans, à détourner nos initiatives». Deuxième parade des autruches gauchistes : «Ceux qui parlent de confusion sont des partisans de la thèse "Les extrêmes se rejoignent", idée réactionnaire banale.»

Ces «arguments» ne résistent pas une seconde devant un examen critique. Il suffit, par exemple, d'analyser les contorsions et les mensonges répandus face à un mouvement comme celui des Gilets jaunes où l'on voit une grande partie des ultragauches, des gauchistes et des libertaires justifier l'utilisation de *La Marseillaise*, du drapeau français, du boycott de la banque Rothschild, des thèses de Chouard, Lordon, Michéa ou Guilluy, etc.

La confusion est ici flagrante et je me dispenserai de l'illustrer.

Mais je voudrais ici m'intéresser à une objection plus intéressante, formulée dans un article puis dans une note du site La Mouette enragée : «*Il est un peu facile de sourire de la confusion qui règne dans l'expression politique affichée sur les fameux Gilets jaunes ; ainsi, untel se revendique simultanément de Guevara et du RIC, quand un autre affiche son "anarchisme" à tendance Illuminati. Malheureusement cet embrouillamini est inévitable au cœur d'une dynamique portée avant tout par des individus le plus souvent isolés ou des groupes affinitaires qui ne font cause commune que pour défiler.*» Et les auteurs de préciser en note : «*La confusion, terme pratique et abondamment utilisé par les avant-gardes qui se piquent d'avoir les idées claires en toutes circonstances. Ce qui n'est absolument pas notre cas et nous le revendiquons haut et fort.*»

Il me semble que ces camarades, qui tentent apparemment de faire un compte rendu honnête et pas triomphaliste des manifestations dans leur région, mélangent plusieurs questions :

a) il est évident qu'un mouvement social, ou plus exactement une **révolte sociale** comme celle des Gilets jaunes, rassemble des gens différents. Nulle raison donc de mépriser, de regarder de haut, les prolétaires qui viennent à ces manifestations. Par contre, on peut et l'on doit se poser des questions quand des militants organisés, des collectifs existant de longue date, défendent à la fois Castoriadis et Chouard, Trotski et *La Marseillaise*, la révolution prolétarienne et l'insurrection citoyenne, l'anarchisme et le torchon tricolore, le RIC et l'autogestion, qu'ils prônent la défense des frontières étatiques et la démocratie directe, la défense des intérêts des travailleurs français et la dénonciation de la présence travailleurs «étrangers», etc.

b) les camarades de La Mouette enragée revendiquent «haut et fort» de ne PAS «avoir les idées claires en toutes circonstances», contrairement aux «avant-gardes». Malheureusement, en parlant d'avant-gardes, ils évitent de discuter sérieusement d'un problème et bottent en touche. Quand un individu écrit un texte destiné à être diffusé, ou quand un collectif rend compte d'une manifestation, c'est en principe pour transmettre à d'autres personnes le fruit de leurs réflexions, pour espérer y voir «plus clair», pour poser des questions et défricher des problèmes non résolus. Nul besoin de croire en la science infuse d'une quelconque «avant-garde» pour avoir cette motivation (je ne parle pas évidemment des motivations des mythomanes, des faussaires, des manipulateurs en tout genre). D'ailleurs le même article de La mouette enragée critique l'usage de *La Marseillaise* et du drapeau français. Au nom de quoi, si ce n'est justement de certaines «idées claires» qui viennent de l'histoire et de l'expérience du mouvement ouvrier auxquelles ces camarades semblent fidèles – mais dont ils ne mentionnent ni l'étendue ni les limites ?

Les concepts de «confusion» et de «confusionnisme» ont certainement des défauts, surtout s'ils sont portés par des individus ou des groupes qui prétendent détenir la Vérité Révolutionnaire et n'écoutent aucune critique, ne changent jamais d'avis, etc.

En même temps «revendiquer haut et fort» de ne pas avoir d'«idées claires»... même assorti du correctif «en toutes circonstances» me semble à la fois absurde (sinon pourquoi se regrouper et faire un site d'informations militantes ? pourquoi écrire des textes ?) et surtout dangereux : c'est participer au relativisme ambiant («Toutes les opinions ou les idées se valent et sont respectables») ou pire à la confusion volontaire («Ah moi, je ne suis pas sectaire, je prends quelques idées chez Chouard, Marx et Faurisson, j'ajoute une goutte de Chomsky, une dose de Foucault, et un zeste de Huntington et pourquoi pas quelques pages de Bouteldja»).

Tenter d'avoir les «idées claires» me semble être une démarche indispensable en cette période où justement la confusion et le confusionnisme ne sont plus involontaires (ce que peuvent sous-entendre ces deux notions), mais **résolument volontaires**. Comme l'écrivaient les Luftmenschen il y a sept ans :

«Or, la réalité des faits, attestée par les archives, montre qu'il n'y a eu aucune infiltration : il y a eu la participation assumée d'une partie de l'extrême gauche à certaines initiatives poreuses dès le départ. Des mouvements anti-guerre menés d'office avec des structures religieuses ou nationalistes, au mouvement altermondialiste franchouillard et à sa défense de notre agriculture et de notre roquefort, de la dénonciation du "plombier polonais", du discours contre la délocalisation et pour le soutien à "nos" emplois et à "nos" entreprises au soutien inconditionnel à la partie du mouvement palestinien incarnée par le Hamas, dénommé

“Résistance” par quasiment toute l’extrême gauche. L’extrême droite n’est pas venue nous chercher, affublée d’un costume de grand-mère bienveillante pour tromper d’innocents petits chaperons rouges : elle s’est simplement installée là où les références et la culture dominantes lui donnaient sa place. [...]

La nouvelle génération de gens qui se qualifient de “révolutionnaires”, d’“indignés”, d’“antisystème” diffuse et reprend indifféremment du Bakounine ou du Soral, et pense que dénoncer le capitalisme, c’est aussi bien dénoncer la réforme des retraites que les “vaccins-tueurs” ou les Illuminati, avec une nette préférence pour les deux derniers, plus excitants et sensationnalistes. De plus en plus souvent, une mésaventure terrible arrive à ceux des militants qui entendent désormais dénoncer l’“infiltration” : ce sont eux qui sont stigmatisés par les gens comme des “infiltrés” venus détruire un mouvement où les idées et les mouvements fascistes ont toute leur place. [...]

Ils n’ont rien à répondre aux militants sincères qui ont commencé leur combat en apprenant que l’“oligarchie” c’est l’ennemi, et qui ne comprennent pas qu’on ostracise des fascistes qui ont EXACTEMENT les mêmes cibles que l’extrême gauche. Et l’“oligarchie” reste toujours la notion principalement utilisée par l’extrême gauche.¹»

Cette analyse des Luftmenschen n’a pas pris une ride. La confusion volontaire s’est étendue, n’en déplaise à ceux qui ont peur d’apparaître dogmatiques, sectaires, «avant-gardistes», ou que sais-je. N’oublions jamais que le fascisme historique a toujours marié les contraires, la critique du capitalisme et la défense des patrons, la défense des «nations prolétaires» et celle des menées impérialistes des puissances européennes...

Le mouvement ouvrier, même s’il a aujourd’hui quasiment disparu sous sa forme classique, a une histoire et une longue expérience. Il nous a transmis des valeurs de base, des analyses fondamentales, mais aussi évidemment des idées fausses ou inadaptées aujourd’hui. Ceux qui pratiquent la **confusion volontaire** se présentent en général comme des individus non dogmatiques, attachés au débat «avec tout le monde», qui veulent remettre en cause les «vieux schémas productivistes», «déterministes», «matérialistes» ou «économistes», et qui souhaitent faire table rase de tous les acquis des mouvements révolutionnaires parce que ceux-ci ont échoué.

¹ «Quelques remarques des Luftmenschen sur un inventaire de la catastrophe», *Ni patrie ni frontières* n° 36/37, *Extrême droite, extrême gauche : Inventaire de la confusion*.

Il ne faut pas se laisser mystifier par ces prétendus novateurs qui, au mieux, nous ressortent, sous une forme modernisée, les idées des socialistes utopiques du XIX^e siècle ; et, au pire reprennent, les principaux thèmes avancés par les intellectuels de droite ou d'extrême droite¹ qui ont séduit les mouvements de jeunesse fascistes et nazis des années 20 et 30.

Lutter pour essayer d'«avoir les idées claires» n'est pas un principe «avant-gardiste». C'est le seul moyen pour ne pas répéter toujours les mêmes erreurs et ne pas fermer les yeux devant des catastrophes annoncées.

Y.C., 18/3/2019

¹ Citons, entre autres, Schmitt, Evola, Heidegger, Jünger, Gentile, d'Annunzio, Corradini, Mosca, Pareto, etc. Mais on pourrait citer beaucoup d'intellectuels très ambigus comme Sorel, Mounier, etc.

Lettre du collectif

La Mouette enragée

Bonjour Yves,

Nous allons tenter d'apporter brièvement quelques réponses aux questions que soulève ton texte : *«Confusion et confusionnisme : utilité et limites de ces notions»*, en précisant que nous consacrons généralement que peu de temps aux échanges épistolaires. D'ordinaire, nous les estimons inutilement polémiques et comme pour tout un chacun, le temps nous est compté. Nous ferons donc une exception.

D'abord, sache que nous partageons les remarques que tu nous a adressées. Sans doute aurions-nous pu prendre soin de préciser à qui nous faisons référence lorsque nous évoquions, par dérision, les fameuses «avant-gardes». De la même façon, revendiquer *«de ne pas avoir les idées claires»* était une réponse ironique de notre part aux provocations que nous avons reçues de-ci et de-là.

Dans un premier temps, on nous reprocha de ne pas nous être précipités sur les ronds-points alors que nous y étions, soi-disant, les *«principaux activistes au cul des syndicats naguère»*... Comme tu le comprendras, nous n'avons pas jugé utile de donner suite. Dès le 17 novembre, nous nous étions rendus sur les lieux de rassemblement, mais il est vrai que ce que nous y avons vu et entendu nous a d'abord laissés dubitatifs. Il est parfois déconcertant de se confronter à des codes qui, à première vue, paraissent inhabituels. Rapidement, on comprendra qu'ils ne diffèrent en rien des modes opératoires traditionnels : blocages des marchandises, ralentissements sur autoroute, défilés en centre-ville ... Comme pour les mouvements de la décennie écoulée, avec les Gilets jaunes, rien ne se joue dans les boîtes, tout se déroule à l'extérieur.

Ensuite, et à mesure que nous étions plus assidus aux rendez-vous du samedi, que nous commençons à rendre compte de ce que nous observions et vivions, d'autres critiques, moins clairement formulées, nous ont été adressées. Qu'allions-nous faire au milieu de ces «fachos», nous laissait-on entendre ? Cette fois, la réponse adressée de vive voix à certains camarades

fut cinglante : «Qu’attendez-vous, de votre côté, pour vous joindre aux mobilisations alors que ces “fachos” comme vous le dites, sont pour la plupart des ouvriers, des employés ou des chômeurs ?» Bref, autour de nous, tous ces camarades faisaient preuve d’une belle assurance. Entre les préjugés des uns et les certitudes des autres, il nous aurait fallu choisir notre camp ? Et puis quoi encore !

Pour nous, s’il y eut *confusion*, c’est-à-dire «*le fait d’identifier à dessein, une chose à une autre jusqu’à les rendre indiscernables*», c’est dans cette obsession à refuser, d’un bord à l’autre de l’échiquier, de considérer ce mouvement en regard de la période et non de quoi que ce soit d’autre. Dans les médias bourgeois comme dans les réseaux militants, un même réflexe s’est appliqué à borner les Gilets jaunes à la reproduction de tel ou tel épisode antérieur. Ceux qui les décriaient, voyaient en eux les enfants de Pujade, de Nicoud ou de Dorgères. Leurs supporters de la première heure les présentaient comme les descendants de 1789, de 1848 ou de la Commune de Paris. Enfin, les sociologues assermentés en firent les oubliés des zones périphériques.

Pour nous, la réalité est tout autre. Et c’est de cette seule réalité dont nous pouvons témoigner. Les Gilets jaunes, à Boulogne-sur-Mer, sont les ombres d’une agglomération fantomatique frappée par la disparition de pans entiers de l’industrie : aciéries, textile, électronique, pêche, etc. Ce sont pour partie les retraités de ces mêmes entreprises aujourd’hui oubliées, ou les salariés en contrat court des entreprises de services qui les ont remplacés : logistique, plateformes téléphoniques, restauration, soins, et des rescapés de l’industrie agro-alimentaire.

Ce sont ces salariés qui te souhaitent «bon courage !» à quatre heures du matin quand tu bloques la zone portuaire, tandis qu’ils s’apprêtent à embaucher ... Ceux qu’on se désespérait de voir nous rejoindre depuis des années. C’est le voisin qui travaille sur la zone de Capécure, les collègues femmes qui bossent à l’entretien, des jeunes filles employées chez Macdo, un petit groupe d’ouvriers cégétistes de l’usine Capitaine Houat que nous connaissons bien, des jeunes sans boulot et toutes ces femmes salariées dans le secteur de l’aide à la personne. Bref, ce sont les ouvrières et les ouvriers d’aujourd’hui qui peinent à faire classe.

Politiquement, sont-ils «confus» et le serions-nous lorsque nous nous retrouvons à leurs côtés ? Ce sont les nôtres et nous sommes des leurs. Et

dans le cours de la lutte nous partageons bien plus que ce qu'ils prétendent signifier quand certains d'entre eux déposent encore un bulletin de vote dans l'urne.

Dernièrement, nous nous sommes amusés à rechercher dans un dossier que nous avons réalisé il y a une trentaine d'années des éléments de comparaison sur l'évolution du vote d'extrême droite dans l'agglomération. Lors des législatives de 1986-1988, le PCF réalisait des scores de 30 % au bureau de vote de la rue de Wissant, au sein du plus gros quartier ouvrier de la ville. Est-ce que ces électeurs de l'époque étaient moins protectionnistes, moins chauvins, plus internationalistes, plus conscients, en deux mots plus *communistes* que ceux d'aujourd'hui qui dans le même quartier accordent désormais un score équivalent aux pieds nickelés du Front National ? Nous n'en mettrions pas la main au feu.

La conscience de classe ne s'acquiert que dans la confrontation quotidienne avec la société, elle ne s'acquiert pas dans les livres. D'ailleurs les Gilets jaunes, comme la plupart de nos contemporains écrivent très peu, en dehors des réseaux dits sociaux, cela va s'en dire. Lisent-ils davantage ? Ce ne sera pas leur faire offense que d'en douter. Pourtant, lors de la dernière marche de nuit, lorsque nous leur avons proposé le numéro 2 du journal des copains de Toulouse, il ne fut plus accueilli avec surprise, il fut même réclamé par certains. Depuis le 17 novembre, nous avons appris beaucoup de choses ensemble, et nous en avons partagé d'autres ...

La Mouette Enragée, Boulogne-sur-Mer, le 07/04/2019

A propos de *Dans la tête des Gilets jaunes* de François-Bernard Huyghe, Xavier Desmaison et Damien Liccia.

Ou comment la giletjaunolâtrie détruit sciemment les frontières politiques et les frontières de classe

Convergences étonnantes entre les analyses gauchistes et celles de nos trois auteurs

Recommandé par une intellectuelle invitée sur Radio Courtoisie¹, la radio de l'extrême droite et des «cathos tradi», ce petit livre réserve bien des surprises. Tout d'abord, il défend à fond les Gilets jaunes et reprend tous les arguments gauchistes, autonomes, radicaux et libertaires pour soutenir cette révolte interclassiste à l'idéologie réactionnaire :

– *Selon les auteurs, les fascistes y tiendraient une place anecdotique et seuls des antifascistes monomaniaques en gonfleraient l'importance.*

On comprend que Radio Courtoisie soit sensible à cet argument, mais ce qui est troublant c'est qu'il constitue un argument de nombreux gauchistes giletjaunolâtres !

– *Le mouvement des Gilets jaunes serait «inclassable» et ne pourrait être analysé en termes de classes sociales.*

Là aussi cela rejoint beaucoup de discours libertaires, radicaux et gauchistes qui nous expliquent doctement que ce serait ringard de critiquer l'interclassisme de ce mouvement.

Pour Huyghe, Desmaison et Liccia, vu leur position sociale et leur proximité avec les pouvoirs économiques et politiques, il est tabou de parler de classes sociales. Cela n'empêche pas F.B. Huyghe de dénoncer les «*racailles de banlieue*» à propos de l'agression contre Finkielkraut...

¹ Etant tombé par hasard sur cette émission, je n'ai pas entendu le nom de cette invitée qui disait soutenir à la fois les flics et les Gilets jaunes... C'est d'ailleurs ce que disent les représentants du Rassemblement national.

On remarquera enfin que le refus de se battre pour l'augmentation générale des salaires, refus commun à tous les mouvements interclassistes, permet justement une alliance entre travailleurs indépendants, petits patrons, commerçants et salariés qui demandent seulement une augmentation du pouvoir d'achat, par l'intermédiaire d'une baisse des impôts et des taxes. Et ce n'est pas un hasard si les Gilets jaunes invités sur les plateaux de télévision attaquent tous la grande distribution et défendent les intérêts des petits commerçants, qui exploitent des salariés, souvent membres de leur propre famille.

– Il serait donc inepte de proposer des analogies entre ce mouvement et celui de Poujade ou le boulangisme. Ce serait un mouvement inédit, mais, si l'on veut absolument trouver des prédécesseurs c'est du côté de la... Révolution française qu'il faudrait chercher !

Cet argument suppose

a) que les Gilets jaunes ont une culture historique sophistiquée (ce qui n'est pas le cas de la plupart des militants, de quelque parti ou organisation qu'ils soient, ni même des gens qui ont fait des études jusqu'au bac, vu le contenu des programmes d'histoire concernant la Révolution française) ;

b) ou alors qu'ils seraient mus par une sorte d'inconscient collectif politique deux fois centenaire. Ils seraient conditionnés par des archétypes jungiens, en quelque sorte, qui magiquement auraient permis de transmettre des mythes issus de la tête des insurgés les plus radicaux de 1789 jusqu'en 2019. Comment cette transmission a-t-elle pu s'effectuer jusqu'aux Gilets jaunes ? Mystère. Si l'on croit que les peuples ou les nations ont une «âme» ou une «psychologie collective», ce genre d'explication peut séduire... Dans le cas contraire, cela relève de la surinterprétation tendancieuse ou de la projection de ses propres fantasmes sur une réalité beaucoup plus prosaïque – hélas !

c) dernière explication possible (la plus plausible à mon avis) : la Révolution française fait partie des mythes qui permettent aux protestataires de légitimer la révolte des Gilets jaunes face au gouvernement Macron, même si l'on n'a aucune connaissance précise de cet événement historique et des années 1789-1793.

Mais là, on est plutôt dans le registre du **patriotisme français** (de la gauche ou de la droite, d'où l'usage du drapeau tricolore et de *La Marseillaise*), mais aussi du **nombrilisme gauchiste gaulois**. Nombri-

qui consiste à croire que la Révolution française fut **la plus** exemplaire des révolutions ; que Mai 68 fut «**la plus** grande grève générale de l'Histoire» ; ou que les Français furent **les premiers** à dire non au TCE, ou en tout cas ceux qui menèrent la campagne **la plus** intéressante contre ce traité. On ne s'étonnera pas d'entendre le nationaliste de gauche Emmanuel Todd déclarer qu'il est de nouveau fier d'être Français grâce aux Gilets jaunes¹...

Il faut citer aussi cette interview de l'historienne Sophie Wahnich dans *L'Humanité* du 18 décembre 2018

«Q. La Révolution française est-elle un mythe, c'est-à-dire un récit partagé qui fait tenir culturellement la société qui le partage ?

R. Il est quand même aujourd'hui permis d'en douter, tant l'enseignement de la Révolution française a été fragilisé. Dans les programmes, les temps impartis à cette question dans l'enseignement du second degré sont à la portion congrue. Il a quasiment disparu des universités. Enfin, la disqualification de son versant populaire et émeutier a été forte du côté du courant dit critique, qui ne faisait que reprendre la version ordinaire de la III^e République qui ne connaissait comme acteurs que les grands ténors et mettait dans l'ombre l'exercice de la souveraineté populaire.

Q. : Mais y a-t-il un récit mythique qui structurerait pour les mondes populaires ?

R. Peut-être. *La Marseillaise* est constamment chantée dans les stades de foot, des bonnets phrygiens ont été portés par des manifestants de gauche comme de droite et depuis un moment des habits de sans-culottes surgissent ici ou là. Si l'on peut parler d'une signalétique tant ces symboles sont devenus ambivalents, peut-être faut-il s'arrêter sur des objets différents.

Des pièces de théâtre ont été montées régulièrement sur la période révolutionnaire depuis les années 2000, *Notre terreur*, de Sylvain Creuzevault (2009 et 2010), *Ça ira, fin de Louis*, de Joël Pommerat (2016 et 2017), *Soulèvements*, de Marcel Bozonnet (2016), mais aussi des petites formes opératiques, *Allegorie Forever à Ambronay* (2009). Signaux faibles? Peut-être. Mais ils disaient que quelque chose travaillait en sous-texte l'arrogance du néolibéralisme.

¹ Cf. la vidéo de l'association «Arrêts sur images» associée à cet article : <http://www.zones-subversives.com/2019/01/le-syndicalisme-revolutionnaire.html?fbclid=IwARljzXWTFWvP0k-PxVq5Q94WgC-6u5pI3vOFHjF1qlUz1GdTcBjB4m1mD-c>

Ce printemps, un *Robespierre* a été monté à Besançon par Anne Montfort, elle avait fait un travail sur plusieurs révolutions en 2017. Le cinéma aussi a joué un rôle. Dernièrement, le film de Pierre Schoeller *Un peuple et son roi*, mais avant, en 2007, le film de Dominique Cabrera sur la fusillade du Champ-de-Mars intitulé *Le beau Dimanche*. Les écrivains aussi avaient investi la Révolution, le personnage principal du *Ah! ça ira...* de Denis Lachaud s'appelle Saint-Just et des drones-guillotines y décapitent sans crier gare des têtes de puissants... Les mangas parlent eux aussi beaucoup de la Révolution française et sont très lus.

Sans doute que le véritable succès populaire n'est cependant pas là mais dans une comédie musicale: *Les amants de la Bastille*. Des femmes y prennent la parole avec intensité et affirment vouloir oser vivre la vie qu'on leur refuse, une femme métisse dans la marche des 5 et 6 octobre 1789 déclare «on veut le monde». [...]. Mais dans toute la comédie musicale, ce qui frappe, c'est la capacité à faire vibrer au présent un désir de vivre intense et le nécessaire retour des droits de l'homme et du citoyen. Il faut réécouter les chansons et analyser les paroles de cette œuvre de 2012 pour entendre que oui, un discours social s'est tissé ces dernières années qui fait effectivement de la période révolutionnaire française un mythe moderne et modernisé. [...] Les gilets jaunes n'ont certes pas tous vu cette comédie musicale mais c'est quand même avec des millions de «vues» que ses chansons circulent sur Internet.»

– *Ce mouvement remet en cause le fonctionnement de la démocratie* –
bourgeoise ajouteraient nos libertaires et gauchistes giletjaunolâtres. On ne comprend pas bien dans ce cas pourquoi le RIC a été si populaire. RIC qui n'a rien d'une invention spontanée mais de la propagande menée depuis des années par des altermondialistes de droite et désormais d'extrême droite comme Etienne Chouard.

– *Il ne faut pas surestimer l'influence de Facebook et des «messagers» des Gilets jaunes. Ce serait tomber dans un «déterminisme technologique».*

Pourquoi nos trois mousquetaires de la communication soutiennent-ils les Gilets jaunes ? Et pourquoi les intellectuels sont-ils aussi nombreux à le faire ?

Nous pourrions continuer à décrire la troublante similitude entre les raisonnements de ces trois universitaires très «modérés» et ceux des gauchistes giletjaunolâtres, mais mieux vaut arrêter les frais.

Dans l'absolu, reconnaissons qu'il n'y a aucune raison de penser qu'un «*spécialiste de l'influence stratégique*» comme François Bernard Huyghe (directeur de recherche à l'IRIS et enseignant au CELSA Paris IV) ; qu'un maître de conférences à Sciences PO comme Xavier Desmason («*CEO*» – en français facile : PDG ! – «*d'Antidox groupe de conseil en stratégie de communication*» et qui «*siège au conseil d'administration du Cercle K2, un think tank dédié à la sécurité*»); et qu'un directeur associé d'«*IDS Partners, agence de communication spécialisée dans l'analyse de données*» et «*spécialiste de l'analyse de l'opinion en ligne*» comme Damien Liccia, il n'y a aucune raison de penser, donc, que ces trois auteurs n'aient pas quelques réflexions intéressantes à nous communiquer, même si ce sont loin d'être des «révolutionnaires», des «autonomes» ou des «libertaires»¹.

Il faut néanmoins se demander pourquoi ces trois individus très proches de la classe dominante par leurs fonctions universitaires et professionnelles, pourquoi ces trois individus non seulement soutiennent (par écrit) le mouvement des Gilets jaunes, mais en plus n'hésitent pas à descendre dans la rue en portant ledit gilet, comme le raconte l'un des trois auteurs habitant le VI^e arrondissement de Paris, quartier huppé s'il en est. Difficile de trouver un meilleur exemple d'interclassisme (notion ringarde selon certains radicaux) que ce soutien de trois représentants de l'élite des spécialistes en communication au mouvement des Gilets jaunes !

Il est d'ailleurs amusant de constater que ce soutien des intellectuels de gauche, du centre et de droite² est généralisé comme en témoignent les

¹ Notons que, en dehors de Radio Courtoisie, ce livre est aussi chaudement recommandé par le site identitaire Breizh-info.

² Alain Bertho, Alain Policar, Alexis Spire, Anne Steiner, Christophe Guilluy, Etienne Balibar, François Burgat, Frédéric Lordon, Gérard Mauger, Gérard Noiriel, Jean-Loup Amselle, Laurence De Cock, Laurent Mucchielli, Maryse Tripier, Michel Onfray, Michel Pialoux, Michèle Riot-Sarcey, Olivier Todd, Pierre Dardot, Stéphane Beaud, Danielle Tartakowsky, Christian Laval et même Alain Finkielkraut qui se vante d'avoir été le premier intellectuel à soutenir le mouvement des Gilets jaunes et Luc Ferry qui déclare «*soutenir le mouvement depuis le début*» tout en souhaitant que les policiers fassent usage de leurs armes létales dans certains cas ! A ce jour, 22 juillet 2019, une pétition signée par la plupart

innombrables tribunes dans les journaux et interventions sur les radios du service public (France Inter et France Culture). Contrairement aux contes de fée répandus par les gauchistes et radicaux de toute sorte, le mouvement des Gilets jaunes est très soutenu (en tout cas sur le plan des écrits, au niveau de la participation concrète dans la rue et sur les ronds-points c'est sans doute différent) par les «classes moyennes intellectuelles» françaises.

C'est pourquoi il est comique de voir tant de radicaux, d'anarchistes et de gauchistes parler de «mépris de classe», lorsque que l'on ose critiquer les limites de ce mouvement, par ailleurs soutenu par une bonne partie justement de ces prétendues «élites» de communicants, d'artistes, de journalistes, d'universitaires qui font partie de la classe de l'encadrement (idéologique) capitaliste. Si le rôle de ces «intermédiaires de la connaissance» a considérablement diminué (comme le souligne Henri Simon dans son excellent article «Les Gilets jaunes. Et après ?»), ils sont toujours en place et n'adoptent pas du tout la même attitude vis-à-vis du mouvement des Gilets jaunes que, par exemple, la majorité des intellectuels au moment de la Commune de Paris qui applaudirent la répression. Les propos ignobles de Luc Ferry appelant les flics à tirer sur les manifestants si leur vie est menacée sont loin de refléter l'opinion dominante chez les universitaires, journalistes et spécialistes en sciences sociales dont la fonction est notamment de faire admettre à la classe ouvrière qu'il est «utopique» de supprimer le capitalisme.

Même des intellectuels de droite et d'extrême droite peuvent comprendre l'autodéfense des Gilets jaunes face à des flics déchaînés commandés par un gouvernement d'incapables. Comme quoi, il n'y a pas que les anarchistes et les trotskistes, du moins dans ce conflit très spécifique, à refuser de mettre sur le même plan la «violence» des manifestants et celle des poulets. Ainsi François-Bernard Huyghe, sur son blog, en février 2019, dénonce aussi le «*durcissement de la répression*

des intellectuels cités ci-dessus a d'ailleurs recueilli plus de **18 571** signatures d'intellectuels et artistes. <https://www.change.org/p/le-peuple-solidarit%C3%A9-des-universitaires-des-intellectuels-et-des-artistes-avec-les-gilets-jaunes> et une deuxième **5485** signatures le 22 juillet 2019 <https://www.change.org/p/artistes-et-auteurs-acteurs-culturels-solidaires-du-mouvement-social-les-gilets-jaunes>

(yeux crevés, arrestations, loi anti fakes, loi anti casseurs, loi de contrôle du réseaux sociaux)».

Il est assez symptomatique d'ailleurs que nos trois mousquetaires giletjaunolâtres, Huyghe, Desmaison et Liccia, se livrent à une critique virulente à la fois de l'incapacité du président Macron et de son gouvernement à gérer la crise déclenchée par l'augmentation du prix du diesel, et qu'ils vont jusqu'à soutenir à demi-mots, comme n'importe quel gauchiste ou anarchiste, les réactions d'autodéfense des Gilets jaunes (ce que le ministre de l'Intérieur et les journalistes aux ordres appellent les «casseurs») face à la violence des flics.

Ils ne sont pas du tout les seuls à tenir ce langage. «*La violence dont on doit parler, c'est la violence du macronisme¹*», a déclaré le social-chauvin Emmanuel Todd qui s'inquiète des conséquences terribles de la politique gouvernementale, du refus de Macron de faire la moindre concession face aux Gilets jaunes.

On est donc très loin d'un terrible isolement des Gilets jaunes par rapport aux couches intellectuelles de l'extrême gauche, de la gauche et du centre, voire de la droite et de l'extrême droite. Plusieurs émissions de Radio Courtoisie sur les Gilets jaunes ont exprimé un soutien clair à ce mouvement et dénoncé les dernières mesures gouvernementales contre le droit de manifester tout comme les violences policières – sauf que, pour Radio Courtoisie, seuls Macron et Castaner en sont responsables – un autre point commun avec le discours giletjaunolâtre d'ailleurs.

Des prétendus dangers du déterminisme technologique

Si les trois premiers chapitres de ce livre auraient pu être écrits, pour l'essentiel, par n'importe quel intellectuel anarchiste ou gauchiste, les chapitres suivants adoptent un ton «modéré» et universitaire classique puisqu'ils sont consacrés à une question épineuse : ce que les auteurs appellent le «déterminisme technologique» des personnes qui dénoncent l'influence idéologique de Facebook.

¹ Cf. la vidéo de l'association «Arrêts sur images» associée à cet article : <http://www.zones-subversives.com/2019/01/le-syndicalisme-revolutionnaire.html?fbclid=IwARljzXWTFWvP0k-PxVq5Q94WgC-6u5pI3vOFHjF1qIUz1GdTcBjB4m1mD-c>

Soyons honnêtes, les auteurs ont en partie raison : on peut être tenté, face à un mouvement inédit qui a commencé par une «mobilisation» virtuelle sur Facebook, de donner une importance démesurée à ce média, à Twitter, ou à Instagram. La mise en garde de nos trois spécialistes de la communication n'est donc pas inutile.

Par contre, leur démonstration fondée sur une étude de plus d'un million et demi de messages sur les réseaux sociaux, durant une période limitée, ne nous convainc pas. Ils tiennent particulièrement à démonter le mythe de l'influence de médias anglo-saxons complotistes ou de chaînes comme Russia Today sur le déclenchement ou la popularisation du mouvement des Gilets jaunes. Mythe propagé par Macron et ses soutiens. Nos trois mousquetaires de la communication ont plutôt tendance à minimiser le rôle de certains conspirationnistes anglo-saxons comme Steve Bannon (mais peut-être est-ce simplement par volonté de s'opposer aux complotistes gauchistes ?), ou d'autres moins connus, ou celui des médias poutiniens.

Si leur démonstration sur ce point précis (l'influence russe directe) est assez convaincante, ils n'ont pas non plus utilisé d'autres outils que les réactions des internautes pour mesurer la façon dont la propagande de Russia Today et de Sputnik crédibilise les récits complotistes, mais aussi la critique du gouvernement français actuel en s'appuyant sur la colère des Gilets jaunes et la répression policière.

Il faut souligner enfin qu'ils ont étudié dix médias et les commentaires sur leurs sites Facebook à propos des articles, émissions ou reportages consacrés aux Gilets jaunes. Pour ce faire, ils n'ont bien sûr pas lu un 1,5 million de commentaires, mais ont utilisé un logiciel et des mots clés.

Quelles sont leurs conclusions sur les préoccupations dominantes des Gilet jaunes, **fin décembre 2018**, si l'on se fie à ce système de mots clés ?

– Macron est leur cible principale et ils veulent souvent sa démission, le comparent fréquemment à un dictateur, etc.

– De plus en plus, ce n'est pas tant le carburant que les taxes, les impôts et le montant du SMIC qui polarisent les commentaires.

– Les violences des flics et celles des « casseurs » sont au centre des conversations.

Bref aucun scoop renversant pour qui a suivi l'évolution du mouvement jusqu'à la fin 2018, date à laquelle est paru ce livre, mais on ne peut en

tenir rigueur aux auteurs puisqu'ils n'ont fait qu'observer les mots clés circulant dans la réalité virtuelle.

Dans leur conclusion, les auteurs se montrent particulièrement sévères par rapport au gouvernement Macron, puisqu'ils évoquent la « *capacité d'autodestruction du système* », listent toutes les erreurs du pouvoir et dénoncent « *un grand vide, la déliquescence d'un gouvernement étranger à toute idée d'autorité (...) la capacité suicidaire des puissants* ». Par contre, pour ce qui concerne les Gilets jaunes, nos trois universitaires de droite n'ont que des mots fort aimables à leur égard, remarquant, avec humour (ou lucidité ?) qu'ils ne sont « *pas en train de poser leur candidature au poste d'intellectuels organiques du nouveau mouvement* ». Evoquant la « *décence commune* » des « *braves gens* » (décidément, Orwell et Michéa font de nombreux émules à droite), ils expliquent que les Gilets jaunes devront se trouver des « *médias* », des « *organisations d'influence* », des « *alliés* », s'ils veulent « *construire une hégémonie idéologique* ».

Ces conseils bienveillants sont à mille lieues des mythes gauchistes concernant la prétendue hostilité générale des intellectuels à l'égard du « *populisme* », ou des « *couches populaires* »...

Y.C., juillet 2019

Remarques critiques sur le mouvement des Gilets jaunes

Comment qualifier ce mouvement des Gilets jaunes qui d'emblée est apparu composite, hétéroclite, labile, hétérogène, ambigu, contradictoire au point d'affoler la boussole des commentateurs ? Un mouvement que l'on ne pouvait pas véritablement qualifier d'anticapitaliste, et encore moins de révolutionnaire (tout en ajoutant que l'on ne pouvait pas pour autant le considérer réactionnaire ou régressif). Face à tout mouvement social d'une certaine ampleur, de cette *nature-là*, deux écueils dans pareil contexte sont à éviter : l'adhésion sans autre forme de procès (un soutien inconditionnel, non critique), et à l'opposé l'attitude du renard de la fable. C'est vouloir dans le premier cas prendre parfois, souvent même, ses désirs pour des réalités, alors que dans le second cas les raisins sont toujours trop verts (et le cas échéant bons pour des goujats). Disons, pour éviter tout malentendu, que je ne me réfère ici et là qu'à des individus et des groupes qu'un accord lierait sur de nombreux sujets, mais pas assurément celui-là (des «amis de la révolution sociale», s'il faut le préciser, et non ses ennemis).

Donc l'exercice paraît difficile. Même si l'on s'efforce d'éviter ces deux écueils, la navigation n'en est pas moins malaisée. Ne faut-il pas naviguer à vue dans une zone de turbulences, soumise à des courants changeants, centripètes et centrifuges ? Alors des «remarques critiques» ici peuvent indisposer, voire vous aliéner les uns, justement en raison de leur contenu critique ; et les autres, parce que pour eux vos remarques ne seraient pas suffisamment critiques. C'est par conséquent prendre le risque d'être accusé de vouloir dévaloriser ou déprécier ce mouvement des Gilets jaunes par les premiers, ou au contraire de tenir un discours trop valorisant à son égard pour les seconds. Ici je dois constater que ces derniers, cinq mois après le début du mouvement, se trouvent réduits à la portion congrue : sans qu'on sache s'ils ont changé d'avis, s'ils préfèrent se taire, ou s'ils ont enfourché d'autres chevaux de bataille.

Il ne s'agit pas là d'établir une improbable ou impossible synthèse entre les soutiens déclarés, pour ne pas dire les thuriféraires des Gilets jaunes, et leurs détracteurs. La question que les premiers, pourraient poser («Vous critiquez ce mouvement, soit, mais vos critiques contribuent-elles à le rendre meilleur ?») n'est pas moins recevable que celle que poseraient les seconds («Vos critiques permettent-elles de dissiper les illusions que génère ce mouvement ?»). On répondra aux uns, les premiers, que ce qu'ils défendent pour le mieux (et l'on peut s'entendre sur ce «mieux») ne

représente qu'une partie de la réalité de ce mouvement, la plus convaincante certes, mais pas *toute* la réalité. C'est vouloir dire qu'ils ne prennent pas en compte le caractère pluriel d'un mouvement social traversé par maintes contradictions, charriant tout et son contraire, pour ne retenir que les aspects les plus positifs.

Le même type de critique, en l'inversant, sera adressé aux détracteurs des Gilets jaunes, qui se focalisent sur les aspects les plus négatifs de ce mouvement (évolutifs depuis novembre, mais de manière constante à travers la partition qu'y jouerait une nébuleuse extrême droite) pour réduire les Gilets jaunes à ces aspects particuliers, même s'ils ne sont pas réfutables. Pour résumer, ce mouvement des Gilets jaunes ressemble sous ce rapport à une auberge espagnole : chaque contributeur et commentateur n'y trouvant que ce qu'il a lui-même apporté.

Quelle méthode alors adopter pour rendre compte de ce mouvement ? Il m'importe d'abord de l'inscrire dans son *historicité*. Donc de tenir compte de son évolution, non sans préalablement m'attarder sur ce qui avait fait sa spécificité. Ce qui revient à mettre *toutes* les cartes du jeu sur la table. On peut certes discuter de la façon dont elles sont ensuite redistribuées. C'est dire que là où je persiste à parler de l'*hétérogénéité* de ce mouvement des Gilets jaunes, d'autres, a contrario, entendent impérativement évoquer son *unicité*. La défense et illustration, pour eux, d'un mouvement dont l'unicité serait garantie par le port du gilet jaune. De l'unitaire à l'*identitaire* il n'y aurait qu'un pas, ici en l'occurrence ? Dès lors que ce qui faisait la force de ce mouvement, dans ses débuts, se transformerait au fil des mois un handicap ? Diverses réponses peuvent être apportées. L'une d'elles ne faisant pas l'économie d'un éventuel, possible ou nécessaire *dépassement* de ce mouvement des Gilets jaunes.

Ce texte est divisé en deux parties. La première traite du mouvement : ses prémices, le rôle des médias, son caractère insurrectionnel, la question de l'extrême droite et du populisme, l'hypothèque «dégagiste», les aléas de la notion de délégation, les contradictions au sein des Gilets jaunes, un état des lieux quatre mois plus tard. La seconde la prolonge à travers une lecture critique de trois contributions (deux de «soutien sans restriction» et une de «soutien critique»). Ce qui signifie que ces «remarques critiques sur le mouvement des Gilets jaunes» s'adressent également, voire plus à ceux qui, parmi les soutiens indéfectibles de ce mouvement, laissent accroire qu'à travers lui, ou grâce à lui, nous entrerions dans une ère nouvelle. De là se trouve posée la question de *recompositions politiques*, au sujet desquelles, du moins dans le cadre limité par ces «remarques...», l'incertitude pour l'instant prévaut.

Avant d'en venir à une analyse plus approfondie et plus circonstanciée de ce mouvement soulignons d'abord ses côtés les plus positifs. En premier lieu, les Gilets jaunes ont contribué à mettre une lumière crue, aveuglante, sur l'inégalité sociale inhérente à notre société (prouvant par leurs doléances et actions qu'il n'y avait plus lieu de se résigner à cet état de fait). Une partie des classes populaires (et des classes moyennes inférieures) a pu retrouver une «visibilité sociale» niée par la massification résultant du mode de production capitaliste. D'où ce sentiment d'une «dignité bafouée, puis retrouvée» par de nombreux Gilets jaunes découvrant, à travers leurs prises de parole, leurs actions, leur capacité à faire reculer le pouvoir, qu'ils pouvaient être des sujets en mesure d'agir sur leurs propres conditions d'existence.

Une dynamique propre au mouvement n'a pas été également sans créer, même de manière embryonnaire, des formes d'auto-organisation d'un caractère inédit. Enfin ce mouvement des Gilets jaunes contribue accessoirement à relativiser, minorer, ou mettre momentanément sur la touche plusieurs mouvements sociétaux apparus depuis une dizaine d'années (en particulier l'antiracisme de type décolonial, le néo-féminisme version «balance ton porc», ou l'animalisme via ses traductions antispécistes et véganes).

C'est plus le retour du *social* (depuis de multiples expressions) que celui de la *question sociale* comme d'aucuns l'ont prétendu. Nous verrons plus loin pourquoi. Je laisse pour l'instant de côté la question d'un «dépassement» du mouvement des Gilets jaunes. Elle a pu être posée en décembre dernier de façon globale, quoique hypothétique (d'un mouvement s'élargissant à des actions dans les entreprises, susceptibles de déboucher sur une grève générale) et continuerait à être d'actualité en ce printemps 2019, mais de manière plus tendancielle.

Avant d'en venir aux «remarques critiques» proprement dites, il convient préalablement de les faire précéder par deux thématiques se rapportant aux Gilets jaunes (mais pouvant par ailleurs faire l'objet d'un traitement particulier) : le rôle des médias (élargi à «l'opinion publique»), et la question en amont de l'extrême droite et du populisme (avant de les aborder au sein du mouvement sans pour autant, avec les Gilets jaunes, les confondre). Viendront s'ajouter des considérations sur le caractère insurrectionnel du mouvement (qui prennent place ici puisqu'elles ne concernent que la première séquence, illustrée par les samedis de novembre et décembre).

Contrairement à ce qu'ont prétendu des commentateurs s'étant d'emblée positionnés en faveur des Gilets jaunes, les médias, dans un premier temps du moins, n'ont pas manifesté une véritable hostilité – pas celle qu'on leur

a prêtée en tout cas – à l’égard du mouvement. Au contraire, ils ont dans l’ensemble fait preuve d’une certaine bienveillance envers les Gilets jaunes. Dans la mesure surtout, ce qui n’est pas rien, où ce mouvement était soutenu par une large proportion de la population française.

D’ailleurs, pour s’y arrêter un moment, n’a-t-on pas dit et répété que pour la première fois dans l’histoire des mouvements sociaux français contemporains celui des Gilets jaunes bénéficiait d’un important soutien de l’opinion publique (jusqu’à 83 % vers la fin de novembre). Il y a manière et manière de l’interpréter. Que cela mesure-t-il en réalité ? Y a-t-il pour autant une relation de cause à effet ? Car il convient d’ajouter que ce fort soutien prouve également qu’un tel mouvement n’est nullement révolutionnaire. Ce qui est très largement acceptable par l’opinion publique ne mesure ici que les limites politiques du mouvement des Gilets jaunes. On ne fait pas, disons-le explicitement, la révolution avec ce qu’on appelle «le soutien de l’opinion publique», du moins dans un pays développé.

L’excellence d’un mouvement social se trouve certes corroborée par sa capacité à faire reculer le pouvoir (gaulliste en 1968, chiraquien en 1995, macronien en 2018), mais davantage dans celle de renfermer des potentialités en mesure de remettre fondamentalement en cause le pouvoir, la domination, l’ordre du monde. Il faut rester circonspect devant tout recours à la terminologie «opinion publique». Dans une situation véritablement révolutionnaire, son invocation, en se basant sur des sondages plus équilibrés ou négatifs, serait une arme aux mains des pouvoirs en place pour tenter de discréditer le mouvement qui l’exprime et l’impulse.

Il importe aussi de comparer la façon dont les médias ont couvert les mouvements sociaux depuis décembre 1995 (on se souvient que la quasi-totalité des médias soutenaient le «plan Juppé») jusqu’à aujourd’hui. En mettant la focale sur les deux précédents : le mouvement contre la loi travail et celui des cheminots. Que n’a-t-on alors entendu dans les médias ! A ce sujet, Gérard Noiriel signale qu’aucune *«des journées d’action des cheminots n’a été suivie de manière continue et les téléspectateurs ont été abreuvés de témoignages d’usagers en colère contre les grévistes, alors qu’on a très peu entendu les automobilistes en colère contre les bloqueurs Gilets jaunes»*.

Il fallait s’attendre de samedi en samedi à ce qu’une évolution, du point de vue de la couverture médiatique, se fasse dans le sens contraire, plus particulièrement après le 1^{er} décembre. Les propos contre la violence émeutière s’accompagnant de ceux alertant sur le risque que le mouvement, en perdurant, faisait peser sur l’économie nationale. Cependant, même en fléchissant, le soutien de l’opinion publique est resté encore largement majoritaire durant le mois de décembre. Il faudra attendre la fin du moins de février pour voir la tendance s’inverser.

Pour revenir plus arrière, il paraît étonnant que l'analyse la plus pertinente sur le succès rencontré rapidement par le mouvement des Gilets jaunes, à l'aune de sa reconnaissance médiatique, provienne d'un historien (très bon connaisseur certes de l'histoire populaire), et non d'analystes rompus à l'exercice avec les mouvements sociaux apparus dans le monde ces dernières années (et défendant des points de vue disons «radicaux»). Mais peut-être ce qui manque à ces messieurs n'est pas tant la dialectique qu'un esprit critique parfois défaillant (ou à géométrie variable).

L'analyse en question est celle de Gérard Noiriel (l'article «Les Gilets jaunes et les «leçons de l'histoire»»), qui figure parmi les premiers écrits sur le sujet). Noiriel, en s'arrêtant sur ce qui fait la «spécificité du mouvement», récuse après d'autres le qualificatif de «jacquerie» et remarque que (contrairement aux «bonnets rouges», par exemple) le mouvement s'est vite étendu à tout le territoire national, surtout via les réseaux sociaux. Toutefois, comme le remarque judicieusement Noiriel, «les réseaux sociaux, à eux seuls, n'auraient jamais pu donner une telle ampleur au mouvement des Gilets jaunes.

Les journalistes mettent constamment en avant ces «réseaux sociaux» pour masquer le rôle qu'ils jouent eux-mêmes dans la construction de l'action publique. Plus précisément, c'est la complémentarité entre les réseaux sociaux et les chaînes d'information continue qui ont donné à ce mouvement sa dimension d'emblée nationale. Sa popularisation résulte en grande partie de l'intense «propagande» orchestrée par les grands médias dans les jours précédents. Parti de la base, diffusé d'abord au sein de petits réseaux via Facebook, l'événement a été immédiatement pris en charge par les grands médias qui ont annoncé son importance avant même qu'il ne se produise. La journée d'action du 17 novembre a été suivie par les chaînes d'information continue dès son commencement, minute par minute «en direct».

Ces interactions ont par conséquent largement contribué à populariser les Gilets jaunes. Toutes les explications sociologiques se rapportant à la nature du mouvement que l'on pourrait maintenant mettre en avant (que je ne discute pas) ne sauraient infirmer l'aspect souligné à juste titre par Gérard Noiriel. A savoir que, dans la société du spectacle, un mouvement de cette facture-là (des publicitaires se sont extasiés devant «le trait de génie» consistant à revêtir les acteurs d'un mouvement social encore dans les limbes du gilet jaune des automobilistes) ne peut prendre un tel essor sans le concours et «la bonne volonté» des médias.

Dire qu'ils l'ont inventé serait très exagéré, mais ne peut être totalement récusé. Avec le risque ensuite de voir la créature se retourner contre l'inventeur. Contre cette même chaîne BMFTV, qui s'était révélé être l'agent principal de la «promotion» du mouvement, le présentant de surcroît comme «un mouvement inédit de la majorité silencieuse», les

Gilets jaunes se sont retournés à partir du moment où la chaîne d'information continue, filmant la journée d'action du 17 novembre, filmait tout ce qui se passait sous ses yeux, y compris ce que nombre de Gilets jaunes auraient préféré ne pas voir (se trouvant par ailleurs en désaccord entre eux sur ce qu'il importait de dénoncer en raison de l'hétérogénéité du mouvement).

Une autre remarque de Gérard Noiriel mérite d'être rapportée. Partant de l'intérêt économique que représente pour ces «*chaînes privées dont le capital appartient à une poignée de milliardaires*», celui des retombées financières d'audiences exceptionnelles, l'historien ajoute qu'au-delà «*de ces enjeux économiques, la classe dominante a évidemment intérêt à privilégier un mouvement présenté comme hostile aux syndicats et aux partis. Ce rejet existe en effet chez les Gilets jaunes*». Ces précisions s'imposaient pour rappeler que les médias, toujours avides de nouveauté, ne se sont pas d'emblée positionnés en défaveur des Gilets jaunes (comme beaucoup de zélotes du mouvement l'ont prétendu). C'est le même intérêt, ou la même avidité qui les avait conduits, deux ans plus tôt, à «célébrer» l'avènement de la Macronie.

Véritable serpent de mer depuis les débuts du mouvement, la question récurrente de l'extrême droite et des Gilets jaunes doit être précédée d'une réflexion plus générale sur le premier terme de la question. D'où l'obligation de quitter momentanément les seconds pour s'efforcer de distinguer – pour bien savoir de quoi l'on parle – l'extrême droite du fascisme. Non sans préciser que pareille distinction ne vise nullement à relativiser ou à minorer toute expression critique en direction de l'extrême droite.

Le Rassemblement national (ex-Front national) est indiscutablement un parti d'extrême droite et ne peut en 2019 être considéré comme fasciste. Le slogan dans les manifestations («F comme Fasciste, N comme Nazi») glissait comme l'eau sur les plumes du canard du temps du Front national. Ça ne marchait pas, ou plutôt ça ne marche plus. Pareil slogan ne signifiait déjà rien pour les électeurs du Front national. Le Rassemblement national est principalement un parti électoraliste. Marine Le Pen, en soutenant les Gilets jaunes dès les débuts du mouvement n'en a pas trop fait, juste le nécessaire pour envisager un bon score aux élections européennes (elle ne s'est pas ridiculisée comme ce pauvre Wauquiez). Elle espère ainsi, les sondages le confirmeraient, bénéficier de l'effet Gilets jaunes.

Autrefois, du temps du chef charismatique, existait certes une forte minorité fasciste au Front national, mais elle s'est trouvée réduite à une peau de chagrin après l'exclusion du père fondateur. L'argumentation, plus implicite qu'explicite, selon laquelle il importerait de toujours qualifier le Rassemblement national de «parti fasciste» repose sur des arguments de type tacticien. Cela suppose que ne pas le considérer tel jouerait moins le

rôle d'un repoussoir. Avec le risque de voir ceux qui le combattent baisser leur garde. Il s'agit d'un argument fallacieux.

Lutter efficacement contre le Rassemblement national et les autres composantes de l'extrême droite passe par une bonne compréhension des raisons pour lesquelles le Rassemblement national et ses supplétifs occupent la place qui est actuellement la leur en ce début de XXI^e siècle. Mais aussi par l'obligation de renouveler les analyses qui, depuis les années 1980, se rapportent presque exclusivement au parti de la dynastie des Le Pen. L'étiage actuel du Rassemblement national ne saurait s'expliquer à lui seul par l'habileté tactique et manœuvrière de sa dirigeante (la fameuse dédramatisation). Même chose concernant la montée du Front national puis du Rassemblement national qui s'expliquerait, pour l'essentiel, par l'affaiblissement de la gauche et le manque d'attractivité de la droite de gouvernement. Ces raisons, et d'autres sont certes à prendre en considération sans pour autant épuiser le sujet.

A l'analyse classique qui définit l'extrême droite à travers les traits suivants (nationalisme, autoritarisme, traditionalisme, familialisme, inégalitarisme, décadentisme, sans oublier la collaboration de classe, et surtout la xénophobie) il convient d'ajouter deux données qui, parallèlement et concomitamment, renouvellent et prolongent l'analyse classique depuis des «expressions» apparues voilà un quart de siècle : le populisme et l'identitarisme (le repli identitaire).

J'ajoute une troisième : le Front national (depuis Marine le Pen) reprend dans ses discours une rhétorique sociale que, seule parmi les partis de gauche, La France Insoumise défend encore (cela passe par un gauchissement du vocabulaire susceptible d'abuser maints électeurs qui jadis auraient voté PCF : l'extrême droite lepéniste renouant ici avec celle de l'entre-deux-guerres, à la différence, par exemple, que le terme oligarchie remplace celui de ploutocratie).

Le populisme d'abord. Une critique digne de ce nom aurait tort d'occulter ou de négliger ce que recouvre la notion de populisme, mais également les querelles sémantiques ou idéologiques que l'emploi de cette terminologie suscite dans l'espace public : depuis son instrumentalisation par les uns, jusqu'aux fortes réticences des autres à la reconnaître. Il importe donc de définir très précisément le populisme. Car ceux qui se veulent critiques, sinon plus, envers le populisme ne le font pas toujours à bon escient, ni pour de bonnes raisons, ou alors élargissent cette notion à d'autres objets avec le risque d'en diluer le sens. Alors que leurs adversaires, contempteurs de la même notion, n'ont pas tort de relever le caractère parfois manipulateur de ce type de discours, mais, en s'arrêtant là, s'interdisent de penser par cela même la réalité du populisme.

Indiquons d'abord que le terme populisme, en ce début de XXI^e siècle, ne saurait se confondre avec ce qu'il convenait d'appeler sous ce nom en se

référant aux mouvements «populistes» américains et russes du XIX^e siècle. Il a changé de signification, progressivement il va sans dire, depuis une trentaine d'années. Il conviendrait mieux de parler de populismes en précisant qu'aujourd'hui cette notion plurielle se rapporte à des courants de pensée ou des forces politiques apparus vers la fin du XX^e siècle dans un contexte de mondialisation accélérée, qui, disant parler au nom du peuple ou affirmant vouloir en défendre les valeurs, excipent des légitimes inquiétudes des classes populaires devant pareille évolution pour leur proposer une médecine et des remèdes pires que la maladie.

Le populisme, d'une part, participe de la liquidation du prolétariat comme sujet émancipateur visant à l'abolition des classes sociales ; d'autre part, le mentionner *ad nauseam* sert de repoussoir (et exerce ainsi une forme de chantage) aux élites acquises à la mondialisation, lesquels brandissent le cas échéant cet épouvantail pour fustiger la défense très légitime des avantages acquis par les salariés. Nos gouvernants, et plus encore les «experts» qui les inspirent, ont recours, par-delà la perniciosité bien réelle du populisme, au vocable «populiste» pour délégitimer des formes de dissensus qui remettraient en cause le consensus ambiant (en ce qui concerne l'expression démocratique des salariés).

Aborder la question du «repli identitaire» nous ferait sortir de notre sujet. On y revient en précisant que, avant de nous livrer à une analyse plus serrée du mouvement des Gilets jaunes, il importe de reprendre celle faite précédemment pour tenter en amont de dissiper (ou pas) cette équivoque extrême droitière. L'existence de thèses complotistes au sein du mouvement (le Pacte de Marrakech, l'attentat de Strasbourg) est l'un des éléments patents de cette présence : les «éléments de langage» qui s'y rapportent provenant du Rassemblement national et de ses satellites.

On sait (ou on ne veut pas savoir) que des figures marquantes des Gilets jaunes, bien connues du grand public comme Éric Drouet et Maxime Nicolle, voire Benjamin Cauchy et Christophe Chalençon, pour ne citer qu'eux, ont pu non sans raison être associés à la nébuleuse extrême droitière. Le premier comme le second ayant éliminé de leurs pages Facebook des propos plutôt compromettants. Alors pourquoi ces réticences, à gauche souvent, et même chez des anarchistes, à minimiser la présence de l'extrême droite au sein des Gilets jaunes, la relativiser, et même ne pas vouloir la reconnaître ? Parce que ce mouvement serait «authentiquement populaire», et donc qu'il conviendrait, comme jadis Billancourt, de ne pas désespérer aujourd'hui le «peuple» des ronds-points ?

Dans un premier temps certains médias (lors du 17 novembre) ont plus ou moins complaisamment mis en épingle des attitudes et des actes chez les Gilets jaunes relevant du racisme, de l'homophobie et du sexisme. Dans la mesure où ces actes et ces attitudes restaient isolés, la volonté de discrédit était avérée. Même chose pour les «On est chez nous !» : repris

par des petits groupes et non par la masse des manifestants. Quant aux nombreuses interventions des Gilets jaunes, sur les chaînes de télévision principalement, elles reprenaient une rhétorique («Nous sommes le peuple», «Nous parlons au nom du peuple», «Nous exprimons ce que veut le peuple») que ne démentirait nullement Marine le Pen, mais également Mélenchon. L'évocation ici des *Marseillaise* et drapeaux français irait dans le même sens (même si elle traduit davantage la présence de sympathisants du Rassemblement national que de La France insoumise) Ceci pour dire que l'extrême droite s'avère présente au sein des Gilets jaunes, mais qu'elle n'est que l'un des éléments constitutifs de ce mouvement.

Une autre donnée, liée à l'extrême droite et au populisme, doit être prise en considération. Après beaucoup d'autres, dans une tribune du *Monde* publiée le 15 décembre, Sarah Kilami et Thomas Moreau ont relevé la phrase en passe de devenir célèbre d'Éric Hazan (extraite d'un entretien accordé à *Médiapart*), selon laquelle la présence de l'extrême droite dans les rangs des Gilets jaunes ne le «gênait pas» parce que «les ennemis de mes ennemis ne sont pas vraiment mes amis, mais un peu quand même». Un peu, mais suffisamment pour qu'on y accole les adjectifs rouge et brun.

Kilami et Moreau soulignent ici le danger que représente la «normalisation» d'un discours dont le relativisme rend encore un peu plus acceptable l'extrême droite. Les deux auteurs remarquent pertinemment que, malgré tout, malgré des réserves exprimées ici et là, des militants politiques et syndicalistes sur la brèche depuis de longues années, en cédant aux sirènes du «mouvementisme» et du «bougisme», se sont finalement ralliés de pied en cap au mouvement des Gilets jaunes au prétexte qu'il se passait enfin quelque chose. C'est pourtant ce «quelque chose» qu'il faudrait interroger.

Par exemple, le fantasme d'un «peuple capable de s'unir malgré ses divergences» pour obtenir ce qu'il réclame. Dans ce schéma, où l'opposition se circonscrit à celle des petits contre les gros, ou des gens d'en bas contre les élites, toutes les «théories critiques» du monde deviennent inefficaces, et parler de «lutte de classes» devient même spécieux (les Gilets jaunes étant un mouvement interclassiste, d'aucuns en concluent que nous vivons une autre époque, qu'il importe de changer de logiciel, que la grève générale appartient au passé, etc.).

Dans cette nouvelle configuration on oppose bien évidemment le peuple aux élites, mais aussi, cela ressortait dans les débuts du mouvement, cette partie de la population (les assistés, les immigrés) qui «profite de la redistribution». Au point de se trouver exclue du «peuple» breveté, certifié et confirmé par le port du gilet jaune.

Dans leur article, pour y revenir, Sarah Kilani et Thomas Moreau soulignent qu'une bonne partie de la gauche est en train de basculer dans le camp populiste. Nous serions donc à «la croisée des chemins», le choix se

poserait aujourd'hui en ces termes : «union des populismes» ou «union des énergies anticapitalistes». Il y a cependant, ceci précisé, une spécificité propre au mouvement des Gilets jaunes qui n'est pas réductible au populisme. Ce n'est pas minimiser l'importance des pesanteurs populistes chez les Gilets jaunes, mais reconnaître le caractère hétéroclite du mouvement. D'où la nécessité de poursuivre l'analyse là où elle n'a été qu'esquissée auparavant.

Auparavant, comme je l'indiquais plus haut, l'aspect insurrectionnel du mouvement peut déjà faire l'objet d'une analyse indépendamment de ce qu'il conviendra ensuite d'analyser plus globalement. Les manifestations des 1^{er} et 8 décembre correspondent davantage à cette qualification que celles des samedis de novembre, ou de décembre par la suite. Il paraît difficile de distinguer ici ce qui relève de l'activité proprement dite des Gilets jaunes de ce qui incombe aux groupes de l'ultra droite ou d'une certaine ultra gauche (black bloc, antifas, «invisibles», etc.). Il semble cependant que le côté «prise du palais d'hiver» (l'Élysée) soit principalement à mettre au crédit des Gilets jaunes (du moins le noyau dur de «La France en colère»). C'est l'une des traductions en acte de l'aspect dégagiste du mouvement.

Même difficulté entre ce qui concerne l'ultra droite et l'ultra gauche : sous le gilet jaune tous les émeutiers se ressemblent. Nous savons que les premiers étaient davantage présents le matin du 1^{er} décembre, et les seconds durant l'après-midi. Tout comme il est avéré que le dirigeant d'un groupuscule d'extrême droite, identifié par des antifas, a été expulsé manu militari de la manifestation par ces derniers. En tout état de cause, certains d'entre eux, parmi les uns et les autres, se sont retrouvés à un moment donné côte à côte pour affronter les flics. Ce qui n'était pas arrivé depuis 1934, en rappelant, toute comparaison gardée, que la direction du PCF avait appelé à manifester le 6 février au côté des ligues fascistes afin «*de donner à cette protestation un caractère prolétarien*».

Reste à signaler, à la veille de la manifestation du 1^{er} décembre, les lignes suivantes, extraites des pages Facebook de «La France en colère» : «*Nous rejetons toute forme de violences et les nuisibles (casseurs, provocateurs) détectés lors de nos manifestations seront immédiatement signalés aux forces de l'ordre*». Ces «recommandations» n'ont pas été, que je sache, suivies d'effets : pour diverses raisons sur lesquels je dirai un ou deux mots plus loin. Cette phrase, qui suffirait à discréditer un mouvement social, témoigne certainement du sentiment d'ambivalence, à ce moment-là encore, de la grande majorité des Gilets jaunes envers les forces de l'ordre : comme l'accréditent les slogans «*La police avec nous !*» entendus à Paris et ailleurs.

Cependant pour revenir à l'aspect insurrectionnel de ces samedis l'exemple parisien doit être traité séparément, sachant que le gros des

manifestants venait de la province. Ce qui s'avère sans précédent dans l'histoire mouvementée de la capitale puisque, pour la première fois, les émeutiers n'appartenaient pas majoritairement à la population parisienne (ou francilienne).

Autre différence : il ne s'agissait pas de «tenir un quartier» afin de le défendre contre la police, à l'instar des insurrections parisiennes passées, mais de se déplacer par petits groupes dans un espace dont le centre de gravité restait les Champs-Élysées et le palais présidentiel. Un espace correspondant aux beaux quartiers, une situation que l'on n'avait plus connue depuis le XIX^e siècle.

Une parenthèse : il n'est pas question ici de bouder son plaisir en ajoutant que le spectacle de boutiques vandalisées, ou de bons bourgeois apeurés était particulièrement réjouissant (et plus tard encore avec l'incendie du Fouquet's).

Notons également l'absence de cortèges (remplacés par des groupes mobiles), de responsables reconnus, de parcours négocié (les Gilets jaunes ayant refusé d'être parqués dans le Champs de Mars comme le leur proposait le pouvoir), de tracts et de banderoles (remplacés par des slogans inscrits au dos des Gilets jaunes). Cette façon inédite de manifester et d'affronter les forces de l'ordre débordant ces dernières, du moins le 1^{er} décembre : les policiers que l'on disait pourtant experts dans le domaine du maintien de l'ordre (modèle que la France exporte en dehors de l'Hexagone) ayant été plusieurs fois dans l'obligation de reculer devant la détermination des manifestants. Ce à quoi le pouvoir s'était efforcé de remédier en rectifiant le tir, le samedi suivant.

Remarquons, pour aborder le second aspect de ces manifestations, que durant cette «période insurrectionnelle» (qui cessera avec les vacances de Noël), la répression, elle aussi sans commune mesure (y compris à travers ce que le gouvernement a justifié en termes de «mesures de prévention»), n'a pas eu en décembre un écho à l'aune de son ampleur et des exactions policières (en comparant ce qui est comparable avec les répressions des décennies passées). Comment l'expliquer alors qu'une large partie encore de la population soutenait les Gilets jaunes ? Plusieurs réponses peuvent être apportées (parfois contradictoires).

D'abord à travers la volonté de nombreux médias de séparer les «bons» manifestants des «mauvais», c'est-à-dire les Gilets jaunes des «casseurs» extérieurs au mouvement (les seconds ne recevant que la monnaie de leur pièce). Ensuite aux images témoignant de la violence de certains manifestants envers les flics, passant en boucle, succédaient d'autres images inversant les rôles, sur le même mode : ce qui revenait à mettre sur le même plan la violence des uns et la violence des autres (en l'occurrence celle de l'État).

Un aspect de la question, problématique, doit être signalé. Des groupes et collectifs qui exprimaient un fort soutien envers les Gilets jaunes dès le début du mouvement, ne pouvant en aucun cas être soupçonnés de sympathie pour l'extrême droite, soit en émettant l'hypothèse que la base policière pourrait tôt ou tard rejoindre ce mouvement, soit en envisageant la possibilité de noyauter la police, n'ont-ils pas contribué paradoxalement à minorer cette répression-là ? Des hypothèses d'ailleurs que nous n'avons plus entendues après le milieu de décembre. Et encore moins par la suite puisque, même cette parenthèse insurrectionnelle refermée, la répression n'a pas pour autant cessé, bien au contraire. Nous y reviendrons ensuite plus dans le détail.

On résumera l'émergence du mouvement des Gilets jaunes en rappelant que, dans ses prémices, il avait été qualifié non sans raison de «néo-poujadiste» ; puis rapidement, par la multiplication des lieux de blocage sur de nombreux ronds-points à travers tout le territoire, par l'implications de nouveaux acteurs, disant protester ou manifester pour la première fois (et se déclarant «apolitiques»), le mouvement tout en amplifiant l'aspect «révolte fiscale» de ses débuts, mettait progressivement au centre de ses revendications celles ayant trait au pouvoir d'achat. Parallèlement, les appels à manifester chaque samedi à partir du 17 novembre (principalement à Paris et dans les grandes villes) n'ont pas été sans prendre, comme on vient de le voir, un caractère insurrectionnel. Le recul tout relatif du pouvoir en décembre, d'abord sur le plan fiscal, puis de manière plus significative après l'intervention de Macron sur le mode de la contrition, n'avait pas pour autant entamé la détermination des Gilets jaunes. Au contraire, en janvier 2019 le mouvement est reparti de plus belle après la trêve des confiseurs.

C'est l'occasion ici de traiter du macronisme (et à travers lui du dégagisme propre à ce mouvement) avant aborder le plus substantiel : une analyse plus en profondeur des Gilets jaunes (à travers leurs forces et leurs faiblesses, les aspects singuliers et inédits du mouvement, et dans un autre registre les illusions qu'il génère), ainsi que les divergences apparues parmi Gilets jaunes depuis le mois de janvier.

Venons en à l'aspect dégagiste de ce mouvement. Mais on ne saurait y venir sans faire préalablement l'analyse du macronisme.

Si tout le monde s'accorde à penser que la très forte impopularité de Macron a été l'un des facteurs déclenchant du mouvement des Gilets jaunes il paraît moins certain que ce qui sera relevé plus loin en termes de «dégagisme» fasse l'unanimité. Macron, une fois président, s'est révélé tel qu'on le percevait déjà lors de son accession au poste de ministre de l'Économie. Il avait su y faire entendre sa petite différence, d'un libéralisme affiché compatible avec une pâle social-démocratie. Il lui importait alors de quitter le gouvernement pour en recueillir les dividendes.

Cela a fonctionné parce que Macron n'appartenait pas au monde politique traditionnel, celui des partis : il a pu apparaître comme un homme politique neuf, étranger aux politocalleries.

En recrutant sur sa gauche et sur sa droite, Macron créait un parti entièrement voué à sa cause (se confondant avec sa personne). Une situation inédite dans l'histoire de la Cinquième République depuis de Gaulle : Macron bénéficiant de surcroît du discrédit des partis de gouvernement, de droite comme de gauche. Les médias, toujours avides de nouveauté, ont largement contribué à l'émergence du macronisme, puis de la victoire du candidat Macron. Une réussite qui s'expliquait également par l'effacement de Hollande, mais surtout la déconfiture de Fillon. On a parlé d'un «changement d'époque» sans trop s'appesantir sur le fait que Macron avait été mal élu et par défaut.

Il paraît utile ici de le rappeler parce qu'un sondage, effectué fin novembre parmi les Gilets jaunes déclarés, indiquait que seuls 5 % de ceux-ci avaient voté Macron au premier tour des élections présidentielles (alors que Marine Le Pen arrivait largement en tête avec 42 % devant Mélenchon 20 %). En regrettant que ce sondage n'ait pas mesuré le taux d'abstentionnistes.

Il est déjà permis d'évoquer, même en le nuancant, un premier phénomène de dédagisme qui doit beaucoup à la manière dont les médias ont participé et contribué à la construction du macronisme, un phénomène auquel l'opinion publique était plus ou moins consentante. Quand les médias ont ensuite «lâché» Macron (plus sur un plan symbolique que véritablement politique) toutes les conditions paraissaient réunies pour qu'ils se comportent pareillement (en termes de nouveauté) avec les Gilets jaunes.

On a beaucoup glosé sur le mépris (de classe disait-on à gauche) de Macron envers la population représentée par les Gilets jaunes. Ni plus ni moins pourtant que ceux l'ayant précédé depuis 1958 dans la fonction présidentielle (et même moins pour qui se souvient encore de Giscard). Ce qui avait fait la force de la Macronie se révélant, l'exercice du pouvoir aidant, sa principale faiblesse. Les fameuses petites phrases (stupides ou malheureuses) du président Macron étant moins la preuve, par anticipation ou non, d'un mépris envers les Gilets jaunes que l'illustration macronienne du «parler vrai» cher à Michel Rocard. Car Macron, qui doit principalement son succès au fait qu'il n'appartient pas au monde politique traditionnel, s'affranchit en ce sens de codes auxquels il n'était à vrai dire pas tenu, ne les ayant jamais connus.

Macron, on le souligne, a toujours été convaincu de l'excellence des mesures qu'il préconisait. C'est-à-dire servir pour le mieux les intérêts du capitalisme et de la firme France. Il a toujours cru dur comme fer que l'encouragement fiscal envers les «premiers de cordée» permettait de doper

et de booster l'économie hexagonale. Cette théorie du «ruissellement» est pourtant d'une confondante naïveté pour ne pas dire stupide. Ce que dit Macron au sujet de la suppression de l'ISF («Ce n'est pas injuste parce que c'est efficace») illustre mieux qu'un long discours l'impéritie macronienne. Il y croyait encore en décembre dernier puisque, malgré les appels du pied d'une partie de la majorité, son raisonnement n'avait pas changé d'un pouce. Alors que l'ISF dans pareil contexte aurait été rétablie par tous les prédécesseurs de Macron. Tout est venu trop rapidement pour cet enfant gâté de la politique, qui a usé et abusé de ce «parler vrai» macronien, sans se rendre compte que d'une petite phrase à l'autre son impopularité grandissait.

Plusieurs comparaisons ont été faites ces derniers mois entre le mouvement des Gilets jaunes et la Révolution française. Des commentateurs ont même été jusqu'à comparer Macron à Louis XVI. La seule comparaison qui puisse être retenue étant que Macron paye pour tous les autres. Le discrédit des partis politiques et des syndicats ne date pas d'hier. Il s'est progressivement accentué au cours des derniers quinquennats, et davantage encore dans les lendemains de l'élection de Macron.

C'est ici qu'il faudrait évoquer au sujet du dédagisme un effet boomerang. Ce qui a concouru à porter Macron au pouvoir, qui déjà relevait comme cela a été dit d'un tropisme dédagiste, de façon plus significative, avec d'autres arguments, ceux de la rue et des réseaux sociaux, s'est retourné contre Jupiter pour lui signifier qu'il lui fallait, non se soumettre, mais se démettre. Les cris «Macron démission !» se révélaient plus fédérateurs que le catalogue des revendications qui ressemblaient trop à un inventaire à la Prévert (certaines d'entre elles ayant d'ailleurs été obtenues sous la pression des événements). Cet aspect dédagiste difficilement niable, par-delà son caractère exceptionnel, d'un événement sans précédent dans l'histoire de la Cinquième république, n'est-il pas – moins paradoxalement qu'il n'y paraîtrait – l'une des limites intrinsèques du mouvement des Gilets jaunes ?

Comme l'indiquaient en décembre dernier «Des agents destitués du Parti Imaginaire» (une émanation du *Comité invisible*), reprenant le terme dédagiste : le mouvement des «Gilets jaunes» n'est pas sans rappeler les *«révoltes arabes de 2011, lorsqu'une mobilisation politiquement très hétérogène, venue des réseaux sociaux, en grande partie détachée des organes politiques traditionnels, a fait tomber plusieurs régimes autoritaires, mais sans parvenir à aller au-delà et à affirmer une positivité révolutionnaire»*. Il n'y a pas lieu de quoi évoquer des lendemains qui chantent quand on connaît la fin de l'histoire.

On peut même se demander si le dédagisme bien présent dans les rangs des Gilets jaunes n'est pas l'un des principaux freins aux possibilités

qu'aurait le mouvement de se développer dans la perspective d'affrontements dépassant le cadre du «Macron démission !» pour poser à tous les niveaux la question *du pouvoir*. Souvenons-nous qu'en Mai 68 il était moins question de renvoyer de Gaulle à la Boisserie que d'en finir avec le régime gaulliste, et davantage encore avec tout ce qui contribuait aux processus d'exploitation, d'asservissement, de domination. Comme il semble admis que l'hypothèque Macron n'est pas près d'être levée, du moins pas avant les prochaines présidentielles, les cris de «Macron démission!» risquent de perdurer sans trop de conséquence. Il est vrai que l'on peut aussi compter sur le «parler vrai» de Macron pour souffler sur la braise.

Les explications sociologiques sur l'émergence du mouvement des Gilets jaunes dans la France de 2018 s'avèrent plus consensuelles que les analyses sur le mouvement même. Elles sont bien connues : la presse ayant largement rendu compte des nombreuses études sur le sujet.

L'adjectif «inédit» a souvent été utilisé pour qualifier différents aspects du mouvement. En des termes généralement positifs : comme si pour ceux qui le soutiennent sans restriction un nouveau monde se levait. C'est là question d'appréciation. On peut également relever que tel fait, telle situation, tel phénomène concourent à caractériser un mouvement social sans pour autant s'entendre sur leurs significations respectives.

Remarquons d'abord, pour aborder le plus positif, que les blocages sur les ronds-points renvoient, du moins dans la forme, à tous les mouvements significatifs apparus à travers le monde durant ces vingt dernières années. L'inédit étant que beaucoup parmi ces bloqueurs disaient se mobiliser, occuper et manifester pour la première fois de leur vie. C'est là quelque chose d'exceptionnel, sur le plan politique, dont on peut tout attendre : le meilleur comme le pire. Il est possible de s'en faire une idée à travers le long reportage que Florence Aubenas a consacré pour *Le Monde* aux Gilets jaunes présents sur les ronds-points entourant la ville de Marmande en décembre dernier. On y retrouve les aspects les plus sympathiques du mouvement (les rencontres, les échanges, les manifestations de solidarité, la perception d'un nouveau vécu, l'exemplarité de certaines actions), et d'autres qui le sont moins, ou beaucoup moins (les propos racistes, xénophobes, voire «anti-bobos»). Une absence étonne dans les propos recueillis, sinon plus : pas d'hostilité envers les patrons, le MEDEF, les multinationales. Alors que ceux dirigés contre les députés, les ministres, les énarques (sans parler du président Macron) abondent. C'est déjà donner une indication sur l'un des talons d'Achille de ce mouvement, voire même le principal.

Des commentateurs ont souligné le rôle de la «démocratie directe» sur les ronds-points, non sans exagération. Que des décisions soient prises collectivement par les personnes présentes sur les lieux de blocage relève

de l'évidence. Ces décisions engagent l'avenir de ces blocages, les actions qui peuvent y être menées, ou, le cas échéant, la mise en place d'un système de délégation. Nous restons dans un registre de discussions et d'échanges à l'intérieur d'un cadre plutôt consensuel. Il n'est pas question sur ces ronds-points de porter le débat sur des prises de positions qui, même à cette échelle, traitent du type de société à laquelle chacun aspire, donc de questions directement politiques. Ceci pour dire que cette démocratie directe là reste embryonnaire. Et puis, pour y revenir, l'on sait que la grande majorité des Gilets jaunes interrogés en novembre et décembre, sur les ronds-points et dans les manifestations, se disaient apolitiques.

D'autres commentateurs se sont focalisés sur l'émergence d'une nouvelle démocratie de type numérique, garantie par Facebook plus particulièrement. Si les réseaux sociaux ont pleinement contribué à la diffusion rapide des premières pétitions (et vidéos) associées à la naissance des Gilets jaunes, il est illusoire de croire que l'on pourrait réinventer la démocratie depuis cet outil informatique. Du moins tout dépend du contexte. Les activistes des Printemps arabes ont pu, en utilisant les réseaux sociaux, contourner la censure propre à des régimes dictatoriaux. Cette libération de la parole-là participait d'un processus démocratique. Mais à l'échelle des «démocraties occidentales», compte tenu du caractère exponentiel des réseaux sociaux, c'est une tout autre histoire.

Il s'agit d'un *«rapport à l'instantanéité inédit dans l'Histoire»*, comme l'écrit Marie Peltier dans *Obsession : dans les coulisses du récit complotiste*, qui ajoute, *«les réseaux sociaux sont le lieu de la réaction immédiate, à chaud, en continu. Une réactivité qui suscite un flot ininterrompu de réactions, de commentaires, de prises de position, le plus souvent sans le temps de recul nécessaire à une véritable analyse. C'est ainsi que très vite, ce qui aurait pu être un formidable vecteur d'émancipation s'est aussi transformé en un terreau pour la parole de haine, le harcèlement et l'invective personnelle»*. Ce qu'ont très bien compris les droites extrêmes et de nombreux pouvoirs autoritaires ou en devenir (l'élection de Trump doit beaucoup aux réseaux sociaux) dans le monde. Pour toutes les raisons évoquées ci-dessus, le web s'apparente aujourd'hui à un vaste champs de bataille. Marie Peltier indique également: *«La parole en ligne est ainsi devenue au fil du temps de moins en moins personnelle et de plus en plus "reproductive", comme s'il s'agissait moins de se situer en sujet pensant que de se sentir appartenir à un groupe dont on reprend les slogans, tels des marqueurs d'identification à un courant de pensée ou à un groupe identitaire ou politique»*.

Nous n'avons pas pour autant quitté les Gilets jaunes. Si l'on tente d'entrer dans le détail de la manière dont s'exercerait cette «démocratie

Facebook» à l'intérieur du mouvement il paraît difficile de s'y retrouver, d'avoir des informations satisfaisantes ou des explications plausibles. A travers le principe de la délégation, par exemple.

Plus précisément le mode de fonctionnement ayant permis la désignation de huit délégués censés représenter les Gilets jaunes dans la perspective de négociations avec le pouvoir vers la fin novembre. Une vidéo diffusée sur le réseau Facebook («Fly Ryder» : 146 000 abonnés début décembre !) de Maxime Nicolle, nous informait à la date du 26 novembre qu'une coordination composée de «manifestants identifiés par leurs actions sur le terrain et connus des médias» avait établi une liste de huit délégués. Mais par qui, précédemment, avaient été désignés les membres de cette coordination ? Et qui la composait ?

L'ouvrage de Patrick Farbiaz, *Les Gilets jaunes*, pourtant bien documenté n'en dit rien. Des explications, pas toujours claires de Maxime Nicolle, il semblerait qu'y figurent en plus de l'animateur de «Fly Ryder», les deux têtes d'affiche de «La France en colère» (le réseau Facebook le plus important), Éric Drouet et Priscilla Ludosky. Aucun autre nom n'étant cité par Nicolle, l'hypothèse d'une cooptation reste la plus plausible. Cette coordination donc établissait une liste de huit délégués comprenant cinq noms de Gilets jaunes désignés comme étant «élus» dans leurs départements respectifs, selon un mode de désignation non précisé par Maxime Nicolle (et auxquels venaient s'ajouter les «incontournables» Drouet, Ludosky, Nicolle).

Notons que ne figuraient pas sur cette liste plusieurs Gilets jaunes pourtant «*identifiés par leurs actions sur le terrain et connus des médias*» : comme par exemple Jacline Mouraud (dont Maxime Nicolle nous informait qu'on ne l'aurait pas vue sur les ronds-points), Benjamin Cauchy (dissident du mouvement et initiateur des «Gilets jaunes libres»). Ni Jean-François Barnaba (voulant transformer les Gilets jaunes en parti politique), ni le pittoresque Christophe Chalénçon (l'admirateur du général de Villiers et futur interlocuteur de Luigi Di Maio). Tout cela, pour conclure provisoirement, paraissait bien opaque. Rappelons aussi qu'auparavant les deux tentatives de discussion avec le pouvoir (Drouet et Ludosky d'abord reçus par De Rugy ; puis deux Gilets jaunes non identifiés, reçus ensuite par Philippe) n'avaient donné aucun résultat.

En revanche la suite est bien connue. A l'exception des trois «incontournables», les autres délégués, pourtant «élus» dans leurs départements, puis mandatés par la coordination des Gilets jaunes ont été rapidement récusés sur les ronds-points et plus encore à travers le réseau Facebook. Ils étaient récusés parce que beaucoup, parmi les Gilets jaunes de leurs départements respectifs, ne les considéraient pas représentatifs puisqu'ils n'avaient pas pour ce faire été consultés, mais également pour

protester contre le principe de l'ouverture de négociations avec le pouvoir macronien.

Ce refus de toute délégation a été décrit comme étant «un fait remarquable» (et il l'est d'une certaine manière, en y ajoutant d'autres raisons à celles invoquées).

Une première explication peut être avancée. Une très forte minorité de Gilets jaunes (voire la majorité) avait depuis des années cessé de voter en raison du discrédit allant grandissant des partis politiques et de leurs représentants. Ce discrédit se reportant sur le moindre élu (en le relativisant peut-être pour les élus municipaux), coupable après son élection de ne pas être en mesure de réaliser ce qu'il avait promis, de trahir ainsi ses électeurs. D'où, chez les Gilets jaunes une méfiance envers toute personne mandatée, que l'on ne connaîtrait pas de visu (à l'exception de celles s'étant fait connaître par des vidéos).

En second lieu l'absence de culture et de tradition politique chez la plupart des Gilets jaunes n'a nullement nui dans un premier temps à la popularisation du mouvement (toujours en raison du climat de forte défiance envers les partis politiques, les élus, les «élites», voire les syndicats). C'est aussi un atout dans la mesure où pareil mouvement ne laisse à nul autre (partis, syndicats, personnalités diverses) le soin de décider à sa place ou en son nom (en se référant ici à différents modes de récupération, de tentatives d'entrisme, ou de phagocytation du mouvement). Mais c'est aussi un handicap ou une faiblesse dans le cas qui nous occupe puisque le refus réitéré de toute délégation se révèle à la longue un facteur d'immobilisme ou d'impuissance. Du moins cela se discute d'un contexte à l'autre.

Nous étions loin en cette fin de novembre (ou ce début décembre), pourtant le point culminant du mouvement des Gilets jaunes, d'une configuration dans laquelle le dit mouvement paraissait en mesure de paralyser l'économie du pays. Ce qui aurait alors mis le pouvoir dans l'obligation de négocier. L'absence de culture politique (ou l'émergence d'un nouveau rapport à la politique, encore balbutiant avec les Gilets jaunes), a contrario de celle dont était doté l'ancien mouvement ouvrier (et qui n'a pas complètement disparu de ce qui en subsiste), ne peut que desservir n'importe quel mouvement social d'importance dès lors que l'on n'accepterait pas le principe selon lequel tout délégué est élu et révocable à tout moment (mais au sein d'assemblées souveraines, dont on accepte le verdict dans un sens comme dans l'autre).

Cette «incapacité» nous ramène à la question de la démocratie avec les Gilets jaunes. Les exemples évoqués ci-dessus permettent de douter de la réalité d'un fonctionnement véritablement démocratique. On me répondra que la conscience politique vient très progressivement à travers des discussions, l'action, l'affrontement avec le pouvoir. Et qu'il est déjà bien

beau de voir des gens se disant «apolitiques», n'ayant jamais protesté ni manifesté de leur vie se comporter ainsi, sans rien lâcher, au point d'obtenir des résultats que ni la gauche, ni les syndicats n'ont été capables d'arracher depuis plus de vingt ans. Je n'en disconviens pas, mais cela ne répond pas directement à la question posée, celle d'un fonctionnement démocratique au sein des Gilets jaunes. Il paraît préférable de la reprendre depuis une autre perspective.

Revenons sur ce «refus de délégation» à travers les deux remarques suivantes. La première, qui vaut pour rappel, porte sur la principale raison donnée par les Gilets jaunes délégués pour ne pas donner suite à la rencontre envisagée avec le pouvoir (Philippe en l'occurrence) : le refus par ce dernier que cette rencontre soit filmée et diffusée en direct sur Facebook. Il est toujours difficile dans ce genre de situation de savoir qui a pris la responsabilité de la rupture. C'est là question de rapport de force. On se souvient pourtant que la rencontre décisive, débouchant sur les «accords de Gdansk», dans une situation de grève générale, entre une délégation d'ouvriers et celle du Parti communiste polonais, qui débouchera sur la création du syndicat Solidarnosc (fait sans précédent dans l'histoire des partis communistes), avait été filmée et diffusée en direct à la télévision, à la demande de la délégation ouvrière. Là également, il s'agissait d'une première dans l'histoire des mouvements sociaux. Cela avait été obtenu parce que le gouvernement n'était plus en mesure de le refuser : l'économie polonaise se trouvant en grande partie paralysée. Ce qui n'était pas le cas en France à l'automne dernier.

La seconde remarque prolonge la précédente. Nous savons que les «délégués» désignés par la coordination des Gilets jaunes pour venir, le cas échéant, négocier avec le pouvoir ont été récusés par la base. Ce rejet était parfois assorti (selon les témoignages de plusieurs de ces «délégués») de menaces de mort envers qui se prévaudrait abusivement d'un rôle de porte parole du mouvement. Les «délégués» restés audibles ont usé de toutes les précautions oratoires pour bien signifier qu'ils n'étaient que des «communicants» du mouvement, leur rôle s'arrêtant là. Les insultes via les réseaux sociaux (voire plus) ne sont que la conséquence d'un mode de fonctionnement qui transforme du jour au lendemain «les amis Facebook» en ennemis. C'est la logique d'un type de communication numérique privilégiant, à travers des messages souvent courts l'impulsivité, la réaction par à-coups, les raccourcis.

On observe aussi que la vidéo, depuis les tous débuts du mouvement, a nettement pris le dessus sur le texte écrit (sous forme de tracts, communiqués, brochures, libelles), au point de devenir le mode d'expression privilégié, pour ne pas dire unique des «têtes de gondole» du mouvement (celle de Jacline Mouraud, juste avant l'émergence des Gilets jaunes, aurait dépassé le million de visites !). A ce jeu-là, Éric Drouet et

Maxime Nicolle dominant largement les autres Gilets jaunes médiatisés. Comme l'indique Marie Peltier, ce mode de communication s'inscrit dans «une dynamique qui fait fi de la complexité des situations, des nuances, de l'argumentation et même des faits eux-mêmes». Nous en avons eu quelque confirmation avec la large diffusion, voire la popularisation auprès d'un nombre non négligeable de Gilets jaunes, des thèses complotistes reprises par Maxime Nicolle.

Parallèlement à cet épisode de «délégation, non délégation», les médias diffusaient une première liste de 42 revendications émanant des Gilets jaunes (sans qu'on sache très précisément de quelle manière elles avaient été élaborées et par qui). On y retrouvait quelques-unes des premières revendications datant d'octobre, incluses dans les pétitions ayant entraîné la naissance du mouvement, ensuite reprises sur les ronds-points et en boucle à travers les réseaux sociaux. A ce catalogue de revendications centrées sur le pouvoir d'achat et les conditions de vie (plébiscité par le Rassemblement national et plus encore, la France Insoumise), d'autres, s'y ajoutant, abordaient des questions plus institutionnelles (en termes de contrôle citoyen sur les élus) et comportaient un volet sur les problèmes posés par l'immigration.

A première vue, comme cela a été dit, ce catalogue ressemblait à un «magma de revendications hétéroclites», ce qui n'avait pas lieu de surprendre puisque ce mouvement se caractérisait principalement par son hétérogénéité. Il s'est trouvé cependant un sociologue, Samuel Hayat, dans l'article «Les Gilets jaunes, l'économie morale et le pouvoir» (datant de la mi-décembre), pour estimer que cette liste de 42 revendications était «profondément cohérente». Partant du concept «d'économie morale» (qui serait une version améliorée de la notion de la «*common decency*¹»), en le rapportant aux Gilets jaunes, Hayat indique que cette «économie morale, si elle révèle la capacité collective du peuple et l'existence d'une marge d'autonomie réelle vis-à-vis des gouvernants, est en tant que telle conservatrice».

Ce qu'elle vise, principalement, étant «avant tout un retour à l'ordre, pas une transformation révolutionnaire [...] Ce n'est pas parce qu'un

¹ «Décence ordinaire» ou «décence commune», expression utilisée par George Orwell, très à la mode chez les intellectuels français, à commencer par Jean-Claude Michéa. Cf. <https://www.franceculture.fr/emissions/avoir-raison-avec-george-orwell/orwell-et-la-decence-ordinaire>. En deux mots, les partisans (très hétéroclites) de cette notion confuse croient que les classes populaires ont une forme de sagesse et d'intelligence spontanées et ne sont pas aussi facilement manipulables que le croient les «élites», *NDLR*.

mouvement est authentiquement populaire, ancré dans les croyances les plus communément partagé par la grande majorité, qu'il est émancipateur». Le sociologue rappelle en quelque sorte que ce n'est pas parce qu'un mouvement est véritablement populaire qu'il faut pour autant lui accorder tous les satisfécits (et mettre son esprit critique en berne). C'est, poursuit-il, moins *«le signe d'une révolution que d'un sursaut, face à un véritable délabrement des institutions du gouvernement représentatif*». Quand Hayat ajoute *«que les mouvements fondés sur l'économie morale s'inscrivent dans le rappel d'une coutume, la soumission à un ordre juste, mais aussi dans le cadre d'une communauté. L'économie morale est conservatrice non seulement parce qu'elle rappelle des normes intemporelles, mais aussi parce qu'elle lie entre elles des personnes définies par leur commune appartenance*», il est alors permis de faire le lien, indique l'auteur, avec les revendications les plus problématiques des Gilets jaunes, celles *«contre la libre circulation des migrants, pour les expulsions d'étrangers, et plus encore pour l'intégration forcée des non-nationaux*». Il lui reste à préciser que si *«l'économie morale est la proclamation des normes d'une communauté, elle n'étend pas la logique des droits aux étrangers*». Ceci faisant écho à des propos tenus par certains Gilets jaunes dans les débuts du mouvement. Et traduit sans contestation possible le poids de l'extrême droite au sein du mouvement.

Certes on peut discuter ce concept «d'économie populaire» (comme c'est le cas avec la *«common decency*»), et objecter, trois mois après la rédaction de cet article, que ce «retour à l'ordre» ressemble à une chimère.

Il n'en est pas moins vrai que si la rhétorique du Rassemblement national et de ses supplétifs apparaît moins dans ces 42 revendications que sur certains ronds-points et dans les pages Facebook parmi les plus suivies, elle n'en est pas moins présente sous une forme atténuée qui vient d'être rappelée. Le Rassemblement national par ailleurs, en dehors de la partie problématique du catalogue, disait être d'accord avec la plupart des revendications portées par les Gilets jaunes. D'autres catalogues de revendications ont par la suite été diffusés par les médias, qui tous s'accordaient pour supprimer le volet «migrants», mais d'une part ils émanaient de consultations plus réduites que celle ayant permis l'émergence des 42 revendications, et d'autre part ils provenaient à n'en pas douter du «côté gauche» du mouvement.

Il importe ici de revenir sur ce qui a été juste suggéré plus haut. Les principales cibles des Gilets jaunes sont les députés, les ministres, l'ensemble du personnel politique, Macron surtout, également les technocrates, les élites, l'État, mais très rarement le patronat et le capitalisme. D'où l'impression que l'exploitation de l'homme par l'homme, l'extraction de la plus-value, sans parler de l'abolition du salariat (c'est quoi ça ?) n'ont pas ou plus de signification dès lors que l'on endosse un

gilet jaune. C'est auprès de l'État que l'on réclame une meilleure redistribution des richesses.

D'un côté, c'est l'un des points forts du mouvement : mettre le projecteur sur la scandaleuse inégalité des revenus. De l'autre côté, l'impasse faite par les Gilets jaunes sur la question salariale, l'absence de critiques adressées au monde patronal et d'une remise en cause explicite du capitalisme, représentent l'une des limites intrinsèques du mouvement, et le délestent, de surcroît, de tout contenu révolutionnaire. D'où cette incapacité à produire une critique de type anticapitaliste, susceptible de trouver un plus large écho dans le monde du travail.

Des salariés sont bien évidemment venus grossir en nombre les Gilets jaunes, mais sans intervenir depuis leur relation au monde du travail et de l'entreprise. Ici on peut parler d'un rendez-vous manqué en décembre dernier, au moment où le pouvoir macronien était le plus affaibli : le mouvement aurait pris une toute autre dimension si ce mécontentement s'était alors étendu aux lieux de production, sous la traduction par exemple de débrayages. C'est toujours plus facile à dire qu'à faire (puisqu'il semblerait que la plupart des Gilets jaunes salariés travaillent dans des PME), mais pareille question en soulève d'autres, sur lesquelles je reviendrai dans la seconde partie.

Cette limite s'explique par différentes raisons, certaines viennent d'être exposées. Il en est une autre, déjà évoquée, mais qui n'a pas été véritablement mise en relation avec les Gilets jaunes : le poids du populisme au sein du mouvement.

Deux données peuvent l'illustrer. La première, d'évidence, se rapporte à la présence conséquente chez les Gilets jaunes d'électeurs de Debout la France, des Patriotes, et surtout du Rassemblement national pour le populisme de droite ; même chose avec La France insoumise pour le populisme de gauche. Et puis, on a pu l'observer tout d'abord sur les ronds-points, le mouvement des Gilets jaunes concourait à minorer les différences existant entre ces deux populismes. Un peu partout, sur les lieux de blocages, dans les manifestations, sur Facebook, la grande majorité des Gilets jaunes qui s'exprimaient – qu'on leur tende un micro ou pas – reprenaient une rhétorique («Nous sommes le peuple») qui n'était pas sans produire des effets mimétiques parfois surprenants sur des esprits pourtant avertis, des militants ou des intellectuels que l'on avait connus plus circonspects avec certaines formulations.

Ajoutons que de nombreux commentateurs (uniquement à gauche, à l'extrême gauche, ou chez les anars) ont souligné au sein du mouvement l'exemplarité des deux premiers appels des Gilets jaunes de Commercy. Il est vrai que, dans le mouvement, ils représentaient l'exemple à suivre, qu'il paraissait important, voire essentiel, de relayer ces deux appels, de leur donner davantage d'écho. D'ailleurs, d'autres Gilets jaunes, entre ces deux

appels, à Saint-Nazaire, en Gascogne ou ailleurs défendaient une ligne équivalente. Lors de leur premier appel, quand les Gilets jaunes de Commercy, évoquaient, pour les dénoncer, «*certaines franges du mouvement*» (lesquelles proposaient «*de nommer des représentants par région*»), à la date de rédaction de cet appel (la vidéo datant du 30 novembre), ce sont les Gilets jaunes de Commercy qui se situaient à la frange du mouvement, et non les gros bataillons de «la France en colère» et de «Fly Ryder».

Très rapidement les événements leur ont donné raison, mais cela n'a pas pour autant contribué à les placer au centre du mouvement, ou à être en capacité d'en constituer le noyau dur. J'aurais ensuite l'occasion, compte tenu de l'évolution du mouvement après janvier 2019, d'aborder de nouveau la question des rapports de force au sein des Gilets jaunes. Cependant, pour rester avec ces deux appels, un esprit chagrin comme l'auteur de ces lignes, qui a jadis rompu des lances avec le maoïsme, préférerait ôter du gâteau la cerise («Vive le pouvoir au peuple, par le peuple et pour le peuple !»).

Deux données importantes pour une meilleure compréhension des Gilets jaunes n'ont pas encore été abordées : la place du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) dans le mouvement, et celle des *Marseillaise* et drapeaux français dans leur cortèges.

Depuis décembre dernier, la revendication associée au RIC a pris une telle importance dans les cortèges des Gilets jaunes qu'elle a dans un premier temps éclipsé les fameuses 42 mesures, avant de devenir l'un des deux principaux axes revendicatifs du mouvement (avec la démission de Macron). Elle avait déjà été exprimée auparavant, mais il paraît possible, entre autres raisons, que le rôle occulte d'un Étienne Chouard auprès de figures marquantes des Gilets jaunes n'a pas été sans contribuer à cette rapide popularité. D'autant plus, après l'intervention télévisée du président de la République, que les Gilets jaunes ont compris que le pouvoir n'entendrait pas revenir sur l'essentiel.

Le RIC a été présenté par les Gilets jaunes comme une sorte de panacée universelle susceptible de répondre dans le détail à la grande majorité des revendications contenues dans les cahiers de doléances du mouvement. Pour corriger, en quelque sorte, tous les travers d'un système, celui de la démocratie représentative, ne permettant pas aux citoyens de se mobiliser sur des mesures qui seraient considérées injustes par une partie conséquente de la population : le RIC donnant aux citoyens les moyens d'y remédier par la voie référendaire. Je n'entrerai pas dans des querelles de spécialistes sur la constitutionnalité ou pas du RIC, ou les différentes façons de l'habiller sur le plan juridique.

Il importe davantage de replacer le RIC dans la dynamique interne du mouvement pour mieux analyser celui-ci. A la date du 27 décembre, *Temps*

critiques remarquait que «si le RIC détruit la dynamique immédiate du mouvement, c'est parce que sa base actuelle, celles des ronds-points et des manifestations du samedi, ne porte pas de dynamique historique claire, d'autant que la pratique des assemblées comme l'idée de délégation trouvent peu d'écho ou alors créent des divisions au sein du mouvement. C'est parce qu'il est incapable de rendre historique sa dynamique sur une base assembléiste, qu'il peut se réfugier dans le RIC». Ce constat sévère traduisant «le risque d'un début d'institutionnalisation du mouvement – ou pire la naissance d'un mouvement type Cinq étoiles comme en Italie».

Le RIC, en l'occurrence, n'a-t-il pas eu pour effet de faire diversion ? Ou du moins de régler à bon compte des questions se posant au mouvement, que celui-ci n'était pas en mesure de résoudre en raison de son hétérogénéité : le recours au RIC apparaissant comme suffisamment consensuel pour être repris par l'ensemble des Gilets jaunes. On sait aussi que le recours au RIC, par principe et comme l'expérience le prouve, porte généralement sur des questions sociétales, donc pas exactement celles dont les Gilets jaunes voudraient se saisir (lesquelles avaient concouru à l'émergence du mouvement). Disons qu'il s'est emparé de la question depuis décembre, au point de la déclarer centrale, sans se rendre compte que cette focalisation, finalement, contrairement à ce qu'espéraient les Gilets jaunes l'ayant initiée, ne pouvait qu'affaiblir le mouvement ; ou alors lui permettre le cas échéant, mais nous anticipons, de représenter une porte de sortie honorable si, le mouvement se délitant, l'opposition au pouvoir macronien reprenait à son compte ce projet référendaire. Une hypothèse fragile.

Là où certains prennent le RIC pour le meilleur outil en faveur de la démocratie directe, je serais tenté de penser qu'il en représente la parodie, le simulacre, ou un moyen de la détourner. Ce n'est pas un secret d'ajouter que le RIC, l'un des fers de lance du Mouvement Cinq étoiles (ni gauche ni droite), bénéficie par ailleurs d'un préjugé favorable dans la nébuleuse extrême droite. Rappelons que le Front national a commencé à s'intéresser de plus près au RIC quand en 2009, lors d'une «votation fédérale» (l'équivalent de ce référendum), une majorité de Suisses s'était prononcée contre «la construction de minarets»

Dans un entretien accordé à *Mediapart*, l'historienne Sophie Wahnich, interrogée sur la présence des *Marseillaise* dans les cortèges de Gilets jaunes, fait ce rapprochement intéressant : «Je pense que c'est grâce / à cause du foot.» Les conclusions diffèrent selon que l'on penche pour «grâce à» ou «à cause de». Il y a certainement eu un effet Coupe du Monde. Relevons ce paradoxe : la «France qui gagne,» symbolisée par les *Marseillaise* et les drapeaux tricolores, se retrouvait dans la rue pour représenter «la France qui perd». Mais qui dans les cortèges de Gilets jaunes entonnait l'hymne national en brandissant le drapeau français ? Ce

n'est pas dans la tradition de la gauche, et encore moins de l'extrême gauche de se livrer à ce genre de célébration. Ces comportements appartiennent davantage à la droite, et plus encore à l'extrême droite.

Des intellectuels, à gauche, parmi les plus favorables au mouvement, postulant que l'extrême droite serait beaucoup moins présente au sein des Gilets jaunes que d'aucuns le prétendent (cela ne visant qu'à discréditer le mouvement), ont tenté de résoudre l'équation en se référant à la Révolution française. C'est là une vue de l'esprit que démentirait certainement toute étude de terrain sur les comportements des Gilets jaunes concernés. Il paraît possible, par-delà tout ce qui les sépare, que les populistes de droite et de gauche peuvent s'accorder sur *La Marseillaise* et le drapeau tricolore. Dans cette histoire l'internationalisme est totalement absent, lui, du mouvement des Gilets jaunes. A l'exception d'un *Appel à la solidarité internationale*, signé par «Des révolutionnaires de quelques villes de France» : mais qui en a pris connaissance ?

Pour ne pas quitter le populisme, rappelons ici les nombreux témoignages de Gilets jaunes s'insurgeant contre les salaires des députés, sénateurs et ministres (en se leurrant parfois sur leur montant). Alors que nous n'avons entendu nulle récrimination envers les plus importantes rémunérations des sportifs de haut niveau, des stars de cinéma, de certains chanteurs de variété, voire même celles des grands patrons. Sur le chapitre de la «révolte fiscale», très présent dans les débuts du mouvement, des propos remettant en cause l'aspect pourtant révoltant de «l'exil fiscal» ont été peu entendus, ou pas du tout, dès lors que les bénéficiaires s'appellent Hallyday, Aznavour et Polnareff. Mais ce sont des chanteurs populaires, aimés du grand public, devenus «personne non grata» répond-on («Comment, vous voulez empêcher les gens de rêver !»).

En tout cas, cette France «invisible», sur laquelle on a tant glosé lors de l'émergence des Gilets jaunes, avait fait preuve entre le décès et les obsèques d'Hallyday d'une «visibilité» à toute épreuve (du moins telle que nous la montraient avec insistance les médias). Dans un registre équivalent, une vidéo faisait le buzz au début de l'année : on y voit le fou du roi, Stéphane Bern, être applaudi sur un rond-point par tous les Gilets jaunes présents. L'intéressé expliquant, dans un second temps, cette popularité auprès des Gilets jaunes par sa «sincérité» envers le public (que celui-ci reconnaissait). Selon que vous serez histrion médiatique ou homme politique... etc.

Alors qu'il paraissait difficile dans un premier temps de relever l'existence de tendances ou de courants au sein du mouvement (sinon la présence, surtout sur les ronds-points ou dans les manifestations, de Gilets jaunes proches de ce que les médias appellent «les extrêmes des deux bords», qui tous cohabitaient), plusieurs Gilets jaunes plus visibles que d'autres se sont imposés sur la scène médiatique. Certains, comme Priscilla

Ludosky, Jacline Mouraud, Éric Drouet, en raison de pétitions ou vidéos ayant grandement contribué à l'émergence du mouvement ; d'autres, comme Maxime Nicolle (révélé dans l'émission très regardée de Cyril Hanouna), ou Benjamin Cauchy, Ingrid Lavavasseur, Jean-François Barnaba, Christophe Chalençon, parmi d'autres, pour leur aisance sur un plateau de télévision.

Parallèlement, de manière parfois plus déterminante, les pages Facebook de «La France en colère» (Drouet et Ludosky), ou de «Fly Rider» (Nicolle) n'ont pas été sans populariser des thématiques qui se sont imposées, et parfois durablement auprès d'une large majorité de Gilets jaunes.

Une première fracture est apparue avec la création (à l'initiative de B. Cauchy) d'un groupe dissident de «Gilets jaunes libres», relayée par une tribune publiée dans *Le Journal du dimanche* (signée entre autres par B. Cauchy et J. Mouraud qui entendaient exprimer un point de vue «modéré» au sein du mouvement). Cette dissidence s'est trouvée rapidement marginalisée. D'ailleurs, Jacline Mouraud quittera plus tard le mouvement pour créer un parti, les Emergents. Cauchy, lui, vient de rejoindre Dupont-Aignan (en étant en position non éligible sur la liste présentée par Debout la France aux européennes). En janvier, des désaccords entre Éric Drouet et Priscilla Ludosky avaient incité la seconde à rompre avec le premier (avant que tous deux ne se réconcilient ensuite).

Pour les soutiens patentés des Gilets jaunes, toutes ces questions de personnes, de tendances, de courants, et tutti quanti importent peu : l'important étant le mouvement, ce qu'il impulse et propose collectivement. Et d'ajouter que procéder ainsi avec les Gilets jaunes, ou accessoirement séparer chez eux le bon grain de l'ivraie, reviendrait à rendre compte du mouvement par le petit bout de la lorgnette. Je n'en disconviendrais pas si ce mouvement, sans trop entrer dans les détails, se caractérisait par son homogénéité. Ce qui n'est pas le cas, et l'était encore moins en novembre, décembre et janvier derniers. C'est là question de méthode. Toute analyse d'un mouvement qui, à l'instar des Gilets jaunes, se caractérise principalement par son hétérogénéité oblige le commentateur à prendre en considération les contradictions, dissidences ou fractures présentes dans ce mouvement.

Même si les médias contribuent, non sans arrière-pensées, à la promotion de certains Gilets jaunes, ou insistent sur les dissensions au sein du mouvement, ou encore mettent en épingle tels propos ou tels comportements difficilement justifiables, faut-il pour autant incriminer ou condamner toute analyse provenant de l'extérieur du mouvement ? Parce que, nous dit-on, seule l'action des Gilets jaunes serait en capacité de traduire mieux que quiconque ce qu'ils sont et veulent, y compris en devenir ? L'objection, déjà discutable en soi, l'est encore moins ici avec les

Gilets jaunes : d'une part, elle évacue la dimension hétérogène du mouvement ; d'autre part, le caractère d'unicité de l'action n'est nullement prouvé.

Poursuivons. Au début du mois de février il paraissait possible de distinguer plusieurs tendances au sein des Gilets jaunes.

D'abord un noyau dur représenté par «La France en colère !!!» et «Fly Rider» (sur lequel venaient s'agréger maints Gilets jaunes de la première heure), celui d'une ligne apparemment «officielle» du mouvement. Ou du moins plus en mesure que d'autres d'en donner l'impulsion ou d'en garantir l'esprit premier (pouvant être qualifié, avec toutes les précautions d'usage, de «populiste» : d'un populisme disons «rampant», du moins ouvertement «dégagiste»).

Une autre tendance, dont l'importance restait à quantifier, s'était exprimée les 26 et 27 janvier à Commercy lors de «l'assemblée des assemblées» des Gilets jaunes, rassemblant des représentants de l'une et l'autre de ces assemblées à travers le territoire. Notons qu'une partie de l'extrême gauche paraît s'être ralliée à ce courant, que l'on appellera «assembléiste», depuis le premier ou le second appel des Gilets jaunes de Commercy.

Signalons, en ce début de février, la présence de la tendance initiée par Hayk Shakinyan, laquelle entendait trouver un débouché politique au mouvement en se donnant dans un premier temps les moyens de constituer une liste «Gilets jaunes» aux élections européennes à venir. Un objectif d'ailleurs controversé au sein du mouvement : les membres de cette liste, lors de sa présentation à Strasbourg, étant violemment pris à partie par d'autres Gilets jaunes (et qu'auparavant, la tête de liste, Ingrid Levavasseur, s'était fait vertement rabrouer par Drouet et Nicolle lors de l'annonce du projet). La défection, au début février, du directeur de campagne, Hayk Shakinyan, plus l'hostilité persistante chez de nombreux Gilets jaunes à l'égard de cette «liste européenne» ne préjugeant pas favorablement de son avenir.

Une quatrième tendance, plus récente, se trouvant représentée par des «Gilets jaunes constructifs», appelant à la tenue d'un «Vrai débat» pour concurrencer le «Grand débat» macronien et en faire ressortir les limites et l'inanité.

Quoi qu'on puisse en penser, le personnage le plus influent parmi les Gilets jaunes restait Éric Drouet en ce début de février. Approché depuis le début de l'année par de nombreuses «personnalités» (dont Mélenchon, que le personnage «fascine», Chouard, Hulot, Besancenot, Doc Gyneco...), Drouet lance un ballon d'essai auprès des abonnés de «La France en colère !!!», et au-delà pour tâter le terrain (sur l'opportunité de rencontrer l'une ou l'autre de ces «personnalités», les citant, se disant prêts à aider les Gilets jaunes). Priscilla Ludosky et Maxime Nicolle refusent, et les réactions des

Gilets jaunes consultés sur Facebook se sont certainement révélées négatives puisque Drouet élimine ensuite son post. Puis propose dans un second temps de travailler sur un projet de charte «Gilets jaunes» articulé auteur du RIC et de la Sixième République : une charte pouvant être rédigée par Étienne Chouard et l’avocat François Bulo (l’étoile montante des Gilets jaunes).

Ce personnage, Éric Drouet, difficilement saisissable sur un plan politique (dont les sympathies, avant novembre, paraissent le situer, tout comme Maxime Nicolle, du côté de l’extrême droite, en raison de propos anti-migrants postés sur ses pages Facebook, puis retirés par la suite) n’est pas sans se comporter comme un vieux briscard depuis les débuts du mouvement.

Drouet a ce qu’on appelle un «flair» qui lui permet de coller au mouvement, ou de le précéder dès lors que le vent changerait de sens. Son «traitement de faveur» (sous l’angle répressif) par le pouvoir macronien et sa justice lui a donné un surcroît d’aura au sein des Gilets jaunes. Il sait aussi habilement souffler sur le chaud ou le froid, lorsque la situation l’oblige. Et puis surtout son statut, celui d’être l’un des initiateurs du mouvement (tout comme Priscilla Ludosky, plus «modérée» elle, plus sensible aux questions écologiques) lui donne une légitimité incontestable parmi les Gilets jaunes (même si son nom n’est jamais cité par ceux qui, sur le «côté gauche», ont dans un second temps rejoint le mouvement).

Une vidéo où Éric Drouet intervient sur sa page Facebook au sujet des élections européennes illustre l’un des talents du personnage. Posant la question de savoir s’il était préférable (ou pas) pour les Gilets jaunes d’avoir une attitude commune lors de cette consultation, Drouet propose qu’un sondage pourrait être effectué très largement auprès des Gilets jaunes pour connaître la tendance en cours (pas voter, voter, et alors pour qui). Éric Drouet, tout en répétant qu’il n’avait pas d’idée là-dessus, glisse, l’air de rien, au détour d’une phrase : «Je vois bien le nom d’Asselineau qui ressort.»

En ce mois de mars 2019, la candidature de la liste Gilets jaunes aux élections européennes (dite RIC) n’étant plus d’actualité, et aucune autre arborant cette couleur n’étant en mesure de lui succéder, cette tendance encore forte deux mois plus tôt auprès des Gilets jaunes (mais plus significative encore à l’extérieur du mouvement : des sondages accordant alors 12% à une liste «Gilets jaunes») a quasiment disparu. D’ailleurs, le soutien apporté par Luigi Di Maio au mouvement, en présence de Gilets jaunes de la liste RIC qui n’en demandaient pas tant (sans parler du rôle trouble joué par Christophe Chalençon), avait contribué à discréditer cette tendance politico-électorale. Moins exposé, le courant articulé autour du «Vrai débat» n’a pas été en mesure de concurrencer le «Grand débat»

macronien, ni d'augmenter le contingent des «Gilets jaunes constructifs». Il paraît condamné à disparaître avec l'arrêt du «Grand débat».

Ne restent donc en présence que ceux que j'appelle «les Gilets jaunes canal historique», et les Gilets jaunes que l'on pourrait qualifier «assembléistes». Des premiers (les abonnés de «La France en colère !!!», ceux de «Fly Rider», et bien au-delà) on dira qu'ils sont au sein des Gilets jaunes les plus attachés au caractère *identitaire* du mouvement (une tendance principalement articulée autour des «Macron démission !» et l'adoption d'un référendum d'initiative citoyenne). Les seconds se sont structurés lors de «l'assemblée des assemblées» à Commercy (laquelle assemblée n'était pas représentative de tous les Gilets jaunes comme le croient Plenel et d'autres). Ce serait exagéré de dire que cette tendance est en train de se gauchiser, mais les mots d'ordre, les propos tenus dans les AG, la présence de militants politisés (et non d'organisations) replacent implicitement ce courant dans une dynamique anticapitaliste. C'est même explicite avec le journal *Jaune* qui a le mérite d'appeler un chat un chat. Il s'agit, cela précisé, d'une photographie dans un moment donné, plutôt floue d'ailleurs : des passerelles existent entre ces deux tendances. Également, comme on le verra plus loin, tout ce qui pourrait s'apparenter à un facteur de division se trouve souvent récusé d'un côté comme de l'autre.

Il est au moins une donnée qui fédère indiscutablement les Gilets jaunes, qui concourt même à redynamiser le mouvement malgré les signes objectifs d'une mobilisation allant decrescendo : la répression. La dénonciation de la vigueur de la répression dépasse d'ailleurs largement les Gilets jaunes. Il suffit de se référer à l'exemplaire et exhaustif travail de recension publié et mis à jour par le journaliste David Dufresne pour se faire une idée précise de l'ampleur et du caractère particulier de cette répression.

Bien entendu, il importe de protester contre la politique macronienne de maintien de l'ordre, et de dénoncer (pour ne citer qu'elle) l'utilisation du LBD par la police dans les manifestations. Un pouvoir un peu plus intelligent, ou plus aguerrri, aurait davantage lâché de lest en novembre ou décembre. Cette répression laissera des traces, et pas seulement dans le corps de nombreux manifestants. La Macronie s'en sortira à moins bon compte qu'elle ne le croit.

A signaler aussi, en décembre surtout, l'omniprésence de représentants des syndicats de policiers sur les plateaux de télévision. C'est un élément appréciable. Surtout si l'on sait que les flics ont obtenu tout ce qu'ils réclamaient après une journée de protestation, alors que tant de salariés ne récoltent que des miettes à l'issue de grèves s'étalant sur plusieurs semaines. Au moins les grotesques appels «La police avec nous !», entendus lors des premiers samedis de manifestation, ont complètement et heureusement disparu vers la mi décembre.

Cependant la vigueur d'une répression ne garantit pas l'excellence d'un mouvement social, avec les Gilets jaunes et ailleurs. L'exemple algérien en cette fin d'hiver 2019 en apporte la preuve inversée. En signalant qu'il s'agissait-là d'un mouvement de plus grande ampleur : à l'échelle de l'Algérie, du moins, il y avait beaucoup plus de manifestants dans les rues d'Alger et des grandes villes du pays que de Gilets jaunes en France aux plus forts moments de la mobilisation, en novembre et décembre 2018. Ajoutons que le mot d'ordre de grève générale paraissait en mesure d'être suivi quand Bouteflika a annoncé ne plus vouloir se représenter. Mais ce n'est sans doute que partie remise.

Pour ne rien oublier, l'agression verbale de nature antisémite à l'encontre d'Alain Finkielkraut a été très largement commentée. Il n'est pas utile de s'y attarder. Sinon pour relever que les médias, puis la classe politique s'en sont emparés pour dénoncer l'antisémitisme : les avis étant partagés entre ceux qui entendaient dénoncer l'antisémitisme en général (en associant Simone Veil à Finkielkraut) et ceux qui entendaient porter l'accusation sur les Gilets jaunes. Selon toute probabilité, les agresseurs de Finkielkraut ne représentent qu'un courant très minoritaire au sein des Gilets jaunes.

Plus problématique étant l'agression concernant Ingrid Levavasseur. Elle encourait certes le reproche de s'être fourvoyée avec ce projet de liste «Gilets jaunes» aux élections européennes (et venait de reconnaître son erreur), mais le caractère injurieux, violent, ouvertement sexiste des Gilets jaunes qui l'ont contrainte à quitter la manifestation ne peut être passé sous silence. Contrairement à l'épisode Finkielkraut, les Gilets jaunes ayant pris à partie Ingrid Levavasseur ne représentent nullement une minorité dans le mouvement (l'un d'eux, justifiant ensuite pareille attitude devant une caméra de télévision, disait s'exprimer au nom du mouvement). On peut supposer que les déclarations en amont de Maxime Nicolle et Éric Drouet, s'adressant directement par le canal de la vidéo à Ingrid Levavasseur en des termes significatifs, n'ont pu que «chauffer à blanc» tous ceux qui, dans un second temps, l'ont copieusement insultée sur Facebook (avec son lot de menaces de mort).

Il paraît difficile de se faire quelque idée du rapport de force entre les deux tendances relevées plus haut. D'une part en raison du caractère lui aussi hétérogène des GJ «canal historique» et des GJ «assembléistes», et surtout parce que ce rapport de force est très difficilement quantifiable (à condition déjà de reconnaître l'existence de tendances).

J'émettrai cependant l'hypothèse, depuis un certain nombre d'indices (recueillis sur les ronds-points, dans les manifestations, ou le contenu des pages Facebook), que la première reste majoritaire (à l'exception, semble-t-il, de la région parisienne). Cela peut évoluer, comme le laissent entendre quelques signes avant-coureurs. Il serait souhaitable que cette tendance

assembléiste devienne majoritaire. Ce qui permettrait au mouvement d'évoluer encore pour le mieux. Mais est-ce possible ?

En face, nous trouvons les bataillons de «La France en colère !!!» et consort. Et puis ces Gilets jaunes de type «canal historique» disposent d'une carte maîtresse : plus que les autres, ils sont garants de son *identité* depuis les débuts du mouvement. Ce qui, dans un premier temps, faisait la force du mouvement, cette identité Gilets jaunes donc, ne se transforme-t-elle pas imperceptiblement au fil du temps, des mois, des pesanteurs, des lassitudes, en handicap ? Alors, si cela était, ne vaudrait-il pas mieux pour les Gilets jaunes rangés dans ce courant «assembléiste» envisager une scission ? Abandonner le gilet jaune pour se constituer en mouvement autonome, repartant ainsi sur d'autres bases, plus ouvertement politiques, explicitement anticapitalistes ?

Dès le début du mouvement, sur les ronds-points plus particulièrement, des Gilets jaunes se disant proches des idées du Rassemblement national, et d'autres affirmant la même chose envers La France insoumise, ont déclaré pouvoir s'entendre, ou du moins dialoguer depuis une base de revendications communes. Chacun mettant en l'occurrence ses idées dans sa poche.

Les deux éléments les plus fédérateurs, par-delà une même volonté de s'affirmer comme «l'expression même du peuple», étant l'hostilité à Macron et l'élévation du pouvoir d'achat. Il paraissait alors possible de pointer là quelque convergence entre les populistes de droite et de gauche.

Une hypothèse moins crédible quatre mois plus tard : des gauchistes, voire des anarchistes tenant (dans la forme plus que sur le fond) un discours comparable vis-à-vis de Gilets jaunes de type disons «canal historique». D'où, chez les premiers, l'adoption d'un discours consensuel qui parfois étonne chez des personnes politisées, ou des militants que l'on avait connu plus tranchants auparavant.

On me répondra qu'il s'agit d'une règle implicite dans tout mouvement social d'importance : chacun fait des concessions, privilégie des objectifs communs, remet à plus tard les sujets clivants. Une règle qui néanmoins comporte des exceptions, et plus encore avec un mouvement de la nature des Gilets jaunes. C'est vouloir reposer ici la question de *l'identité* Gilets jaunes. Dès lors qu'un mouvement tel que celui-ci ne s'étend pas à la manière d'une tâche d'huile à travers tout le corps social, qu'il fait comme dit l'autre du surplace, que la mobilisation décroît, cette règle non écrite ne prévaut plus.

Continuer à adopter un discours consensuel revient alors à faire le jeu de ceux qui à l'intérieur du mouvement excluent implicitement tout dépassement dans une perspective véritablement révolutionnaire, pour ne préserver que ce qui devient alors un handicap ou une limite à l'extension

du mouvement : à savoir l'*identité* Gilets jaunes (reposant sur ces trois piliers : dégagisme, RIC et élévation du pouvoir d'achat).

- II -

Quatre mois après l'explosion du mouvement des Gilets jaunes, on remarque que dans le camp de ce qui porte encore le nom de «gauche», mais également dans les rangs gauchistes, ultragauchistes, anarchistes, certains (intellectuels, militants, groupes) ont choisi de soutenir sans réticences le mouvement, ou de le rejoindre tout en faisant entendre leurs différences, le cas échéant. Cela correspond à une évolution, parce qu'en novembre dernier le questionnement prévalait.

Le premier intellectuel à prendre ouvertement parti en faveur des Gilets jaunes n'était autre que Jean-Claude Michéa. Son intervention le 21 novembre (une lettre adressée aux «Amis de Bartleby») n'avait rien qui puisse étonner. Derrière son soutien sans restriction, Michéa réglait des comptes avec quelques unes de ses têtes de turc : de Nuit Debout («*l'exact contraire*» des «Gilets jaunes») au «*réformiste sous-keynésien Besancenot*» (sic), en passant par un État qui «*n'hésitera pas un seul instant à envoyer partout son Black Bloc et ses "antifas"*» (...) pour discréditer par tout les moyens ce mouvement». De quoi souhaiter à Michéa de ne pas croiser sur sa route un «antifa» lors de ses déplacements. Comme, par exemple, le 29 novembre au *Figaro Magazine* (qui écrit bien imprudemment que le philosophe, qui «*habituellement ne rencontre jamais les journalistes*», faisait une exception avec *Le Figaro Magazine* : alors que Michéa accorde des entretiens tous azimuts, avec une préférence marquée pour la presse de droite).

Le recul, même relatif du mouvement après le samedi 8 décembre, puis les annonces de Macron introduisent une nouvelle séquence : des groupes et personnalités positionnées à gauche, et plus encore à l'extrême gauche prennent en marche le train des Gilets jaunes. Un volumineux dossier concocté par les Éditions Syllepse en apporte la preuve la plus manifeste. Un article remarqué de Pierre Dardot et Christian Laval («Avec les Gilets jaunes : contre la représentation, pour la démocratie») va servir de référence pour des intellectuels ou des militants ralliés au mouvement sur le «côté gauche». A ce titre il mérite toute notre attention.

Ce texte illustre, sous certains aspects, les apories d'une certaine gauche, et les reproduit à l'échelle des Gilets jaunes : le Rassemblement national est considéré comme un parti «néofasciste» (ce qui permet en retour de prétendre que pour les détracteurs des Gilets jaunes – nous verrons plus loin lesquels – «*le mouvement était intrinsèquement fasciste*»),

le «*refus du principe de représentation*» par les Gilets jaunes est insuffisamment traité, tout comme le rôle des médias.

En général, les deux auteurs ne retiennent des Gilets jaunes que les aspects positifs du mouvement, les survalorisant même («*l'esprit profondément démocratique du mouvement*» ou d'un prétendu lien entre «*justice sociale*» et justice écologique») au point que l'on aimerait, devant ce tableau idyllique, un supplément d'information sur «*les tentations fascisantes qui pourraient se développer en cas d'échec et de pourrissement*». D'où viendraient-elles : des Gilets jaunes, de la Macronie?

Il faut en venir aux deux tiers de l'article pour réaliser que Dardot et Laval, au sujet des «détracteurs» évoqués plus haut, visent plus particulièrement cette «partie de la gauche dite «radicale»» incapable de comprendre un mouvement social déjouant «*toutes les catégories de son lexique politique conventionnel*». Alors que, pour d'autres raisons bien évidemment, ce genre de reproche pourrait être adressé à nos deux auteurs. Cependant la dernière partie de l'article («*Le quiétisme politique est une faute*») nécessite qu'on lui réponde plus dans le détail

Partons de l'observation suivante : cette «gauche radicale» mettrait en avant le fait «*qu'un tel mouvement "risque" de dériver dans un mauvais sens, réactionnaire et fascisant, dans la mesure où il ne présente pas toutes les garanties requises pour nous rassurer sur son avenir politique*». En réalité, indiquent Dardot et Laval, le problème porte sur l'usage du mot «peuple». Cette «gauche radicale» ferait donc la fine bouche devant ce mouvement parce qu'il ne s'agirait pas avec les Gilets jaunes du vrai peuple, de «*celui qui porte les authentiques valeurs de la gauche [...], qui lui ne risque pas d'être entraîné sur la pente du fascisme*».

A vrai dire, on ne sait pas bien à qui s'adressent les deux auteurs, faute de préciser ce qu'ils entendent par «gauche radicale». A lire leur démonstration, plutôt brillante d'ailleurs, nous avons comme l'impression que Dardot et Laval tournent autour du pot sans pour autant se résoudre à l'appeler par son nom : le populisme (même pour se plaindre de l'utilisation qui en serait faite). Cela tient de la gageure, parce que, sous certains aspects, nos deux auteurs font implicitement et pertinemment la critique du populisme.

Venons-en aux deux remarques qui, cette introduction faite, vont constituer l'essentiel de la fin de cet article. La première vient d'être en partie évoquée. Je suis entièrement d'accord avec Dardot et Laval pour reconnaître que *le* peuple au singulier, appelé par eux «*peuple idéal*», n'existe pas. Ils ajoutent : «*Si ce n'est dans le ciel quasi platonicien du gauchisme inaltérable [...] il n'y a que "des" peuples*». Pareille ambivalence ou ambiguïté se retrouve dans la définition que donne le Dictionnaire Robert du mot peuple, laquelle «*recouvre une notion vague*

qui recoupe parfois cette de “nation”, “pays”, “populations”, “ethnie” et dont le contenu est fortement marqué par ceux qui l'utilisent».

Citons ici ce qu'écrit Georges Didi-Huberman dans l'ouvrage collectif (*Qu'est-ce qu'un peuple ?*), publié en 2013 par La Fabrique : *«Le «peuple comme unité, identité, totalité ou généralité cela n'existe tout simplement pas [...]. Il n'y a pas un peuple, il y a des peuples coexistant non seulement d'une population à l'autre, mais encore à l'intérieur d'une même population».*

La notion de «peuple» que l'on a ainsi congédié reprend cependant du service quand les deux auteurs entendent justifier l'existence d'un «peuple politique» (qu'ils opposent à un «peuple social») que représenteraient aujourd'hui les Gilets jaunes. Au passage, Dardot et Laval récusent la notion de «peuple de gauche». Plus subliminalement, par-delà leurs explications, nous y entendons la récusation du «peuple de droite» (certainement un oxymore pour les deux auteurs).

La seconde remarque relève de l'argument philosophique selon lequel, dans ce cas d'espèce, toute «attitude quiétiste» s'apparente à une faute politique. L'argumentation de Dardot et Laval porte, on le sait, sur *«ceux qui mettent en garde contre un danger de dérive droitière du mouvement».* Ceux qui se retrouvent ainsi dans le viseur des deux auteurs *«refusent d'invoquer le destin et la fatalité et se bornent à supputer les risques, c'est-à-dire de simples possibilités. Mais toute la question est justement de savoir quelle attitude adopter à l'égard de ce qui n'est pour l'heure que des “possibilités”».* C'est raisonner comme si *«la réalisation de telle possibilité plutôt que telle autre»* était *«complètement absente de notre propre action»*, et donc se placer *«dans celui qui dégage par avance sa propre responsabilité».* La messe est dite : quelle que soit la possibilité, même la pire «nous n'y sommes pour rien». Par conséquent, de toute façon, *«il est vain d'intervenir»*, et, dans le cas du pire, cela consiste à rejeter *«par avance la responsabilité sur les insuffisances et les ambiguïtés du mouvement».*

Tout ceci paraît bien mécanique, casuistique et surtout trop abstrait. Cela permet d'évacuer le contenu critique des objections adressées au mouvement des Gilets jaunes, ou de les traiter depuis un argument philosophique exposé jadis par Cicéron. Une analyse bien comprise porte sur les potentialités d'un mouvement social, ses possibilités, son devenir, mais aussi *s'il y a lieu* ses insuffisances, limites et ambiguïtés. Ce qui est très exactement le cas avec les Gilets jaunes. La démonstration des deux auteurs ne pouvait que déboucher sur ce refrain connu, trop connu : *«Le quiétisme politique fait le jeu de l'adversaire, et c'est en quoi il est impardonnable.»* La traduction en quelque sorte de : qui refuse de rejoindre voire de soutenir le mouvement des Gilets jaunes fait objectivement le jeu de Macron et du pouvoir qu'il représente. Pour des penseurs qui entendent

contribuer au renouvellement de la pensée critique à gauche, c'est plutôt raté, cela rappelle trop de souvenirs. Quand, pour finir, ils ajoutent que «*l'urgence commande d'agir dans ce mouvement tel qu'il est et avec les Gilets jaunes en les prenant tels qu'ils sont et non tels que nous voudrions qu'ils soient*», il y a tout lieu de supposer que, même sur ce «tels qu'ils sont», il paraît déjà difficile de s'accorder.

Le 29 décembre dernier, *Temps critiques* faisait paraître «Une tenue jaune qui fait communauté» sur son site Internet (texte qui avait été précédé par «Sur le mouvement des Gilets jaunes» au début du mois, et sera suivi par «Ce qui dure dans la lutte des Gilets jaunes» en janvier, «L'envie de Révolution française des Gilets jaunes» en février, «Gilets jaunes : sur la ligne de crête» en mars). Ce corpus qui, toutes divergences mises de côté, est sans doute ce qui a été écrit de plus substantiel sur le mouvement, s'inscrit dans un positionnement de «soutien critique» (ce qui le distingue du soutien «sans restriction» de Dardot et Laval, et de Freddy Gomez (dont il sera question plus loin)). Signalons que l'article «Une tenue jaune qui fait communauté» s'est trouvé ensuite reproduit par *Ni patrie ni frontières* et *A contretemps* dont les animateurs respectifs ne sont pas, c'est le moins qu'on puisse dire, sur la même longueur d'onde en ce qui concerne le mouvement des Gilets jaunes.

Temps critiques, dans ce texte, relève après d'autres l'aspect interclassiste de ce mouvement en soulignant la présence parmi les Gilets jaunes de salariés n'intervenant pas «à partir du rapport de travail», mais depuis «leurs conditions de vie et de leur inexistence sociale». Ce qui est appelé (recoupant une analyse faite auparavant par Clément Homs, «La gauche, les «Gilets jaunes», et la crise de la forme sujet», sur le site Palim Psao) une «*lutte sans classe plutôt qu'une lutte de classe*». Et que par conséquent il paraît inutile d'y rechercher quelque «aile prolétarienne» absente structurellement du mouvement. *Temps critiques* évoque alors une «*communauté de lutte faite de partage sur les conditions difficiles de vie*» en l'assortissant d'exemples concrets. Ce qui semble bien éloigné, soulignent les rédacteurs, «des sempiternels couplets politiques sur "l'émancipation" qui accompagnent les manifestations ouvrières ou gauchistes».

On peut s'accorder grosso modo sur ce constat sans pour autant en tirer les mêmes enseignements. Dans ce texte qui, contrairement à ce que je viens de citer, comporte plusieurs passages critiques envers les Gilets jaunes, l'avant-dernier paragraphe prolonge le constat fait précédemment depuis une analyse plus globale de la situation, prenant en compte le corpus théorique élaboré par *Temps critiques* depuis de longues années: selon lequel «*la défaite du dernier cycle révolutionnaire*», celui de la période 1967-1978, «*a ruiné tout projet d'émancipation, hors celui que réalisait lui-même le Capital dans le cadre de l'achèvement du processus*

individualisation dans une société capitalisée». Valider ou pas, ou en partie pareille analyse nous ferait sortir de notre sujet. On y revient en ajoutant que pour *Temps critiques* «le mouvement embrasse et questionne l'ensemble des rapports sociaux» (depuis ce que les rédacteurs du texte perçoivent comme étant l'expression chez les «Gilets jaunes» d'une tension concrète vers la communauté), mais également met à plat et en cause «la totalité capitaliste à partir de points de vue ou d'angles de tirs en soi partiels». Ce qui paraît contredire les nombreux éléments critiques présents dans ce texte. A moins que ceux-ci soient solubles dans la «société capitalisée».

Mon désaccord (pas uniquement avec *Temps critiques* : de nombreux autres commentateurs reprennent peu ou prou ce discours) porte sur cette remise en cause «de la totalité capitaliste» par les Gilets jaunes, dont comme la sœur Anne du conte je ne vois encore rien venir en ce mois d'avril 2019. Ce constat discutable recoupe celui cité plus en amont, selon lequel la question sociale serait de retour. Elle l'est, mais en partie. Ce qui revient ce sont certes nombre questions de nature sociale – et l'on ne peut que féliciter les Gilets jaunes d'y contribuer –, mais pas la question sociale. Cela oblige à la redéfinir.

Indiquons d'abord qu'elle n'a plus exactement la signification qu'on lui donnait au XIX^e siècle. La tendance, chez certains thuriféraires des Gilets jaunes, à vouloir chercher leurs références dans le XIX^e siècle, ne plaide pas en faveur d'une bonne compréhension d'un mouvement social qui, comme j'essayerai plus loin de le démontrer, reste en deçà de cette question proprement dite. Ce que fait bien ressortir le mouvement des Gilets jaunes se rapporte principalement à l'inégalité sociale. Comme cela a déjà été dit, cette donnée ne représente que la partie d'une question plus globale, puisque, pour rester avec cet exemple, ce souci d'égalité sociale ne s'adresse qu'à l'État, directement ou par l'intermédiaire du gouvernement mis en cause. Comme si dans un État capitaliste celui-ci était en mesure de répondre à toutes les doléances en l'espèce des Gilets jaunes.

L'autre aspect de l'inégalité sociale, celui des salaires, des relations dans le monde de l'entreprise (y compris la «souffrance au travail», laquelle concerne toutes les catégories de salariés), n'a pas fait ou peu l'objet de débats, de discussions, de critiques auprès des Gilets jaunes. D'abord, parce que ce mouvement est né et a prospéré en dehors du monde du travail et de l'entreprise. Ensuite parce qu'il a été soutenu par des courants politiques qui, même opposés sur l'essentiel, s'entendent explicitement ou implicitement pour déclarer que la grève générale serait aujourd'hui dépassée, voire qu'elle n'est que la vieille lune révolutionnaire d'une époque révolue.

Relevons aussi l'incapacité des salariés présents dans le mouvement de faire véritablement le lien entre les difficultés de l'existence au quotidien et

leur exploitation sur leurs lieux de travail. Par-delà les sempiternels discours alarmistes sur l'état de l'économie, tenus plus dans les sphères gouvernementales que patronales, imputables selon elles à un mouvement social s'inscrivant dans la durée, le patronat en général, et le MEDEF en particulier peuvent se féliciter d'avoir traversé ces cinq derniers mois sans avoir fait l'objet de critiques.

Parmi les contributions publiées dans les lendemains de «l'assemblée des assemblées» de Commercy, signalons celle de Freddy Gomez dans sa revue en ligne *A contretemps* («Éclats de fugue en jaune majeur»). Ce texte brillant, écrit d'une plume alerte, mérite d'être commenté préférentiellement, au sein de cette tendance assembléiste, parce qu'il illustre, mieux que d'autres ce qui fait *sens* aujourd'hui chez ceux (gauchistes, radicaux, anarchistes) qui se sont ralliés au mouvement des Gilets jaunes. Cet article, pour le considérer dans sa globalité, entretient la fiction d'un mouvement-Un dont l'unicité serait garantie par le port du gilet jaune, paradigme rassembleur, transcendant les «identités multiples», et endossé par tous ceux qui se pensent «comme peuple qui aurait la loi pour lui». Cette «thèse» n'est pas sans occulter ce qui caractérise principalement ce mouvement, son hétérogénéité. Je passe sur les points d'accord avec Freddy Gomez (la violence émeutière, la répression du mouvement, la difficulté d'inscrire les Gilets jaunes dans une filiation) pour en venir à des points plus problématiques, ou de désaccord.

Le secondaire d'abord. Gomez se livre à un vibrant éloge de la couleur jaune en oubliant de préciser que le «jaune», dans la tradition ouvrière, est le travailleur qui refuse de prendre part à une grève, et par extension tout ouvrier embrassant la cause patronale. Mais est-ce véritablement un oubli, comme nous le verrons plus loin ? Restons dans ce chapitre des couleurs avec le drapeau tricolore (et la *Marseillaise*). Freddy Gomez reprend ici le discours de plusieurs intellectuels de gauche favorables au mouvement, minimisant, sinon plus, toute dimension nationaliste pour n'y voir qu'une «*forme de réappropriation populaire*» (alors qu'à l'évidence maints drapeaux tricolores dans les manifestations ou sur les ronds-points étaient brandis par des Gilets jaunes d'obédience extrême droitière). Enfin, les médias sont traités par Gomez de façon univoque, et l'absence de toute référence au rôle joué dans le mouvement par les réseaux sociaux permet de mettre sous le boisseau un aspect non négligeable de la question.

Deux thématiques, principalement, ressortent de ««Éclats de fugue en jaune majeur» (du moins il m'importe de les souligner, de préférence à d'autres) : la première traite du mépris envers les Gilets jaunes (sous toutes ses occurrences) ; la seconde, plus conséquente, renvoie à la «question sociale». Préalablement indiquons que dans une série de paragraphes rangés sous la rubrique «Du domaine des vanités», Freddy Gomez distingue quatre catégories (ou typologies «politiques») peinant à

comprendre les Gilets jaunes, de «l'expert» à «l'anarchiste» en passant par «le radical» et le «gauchiste», qui tous donc passent à côté du mouvement pour des raisons diverses (à l'exception de ceux qui parmi les anarchistes ont rejoint les Gilets jaunes). Ces descriptions, à l'intérieur de chaque catégorie, sont parfois justes, parfois discutables.

Je relève, pour aborder la première thématique, en l'extrayant de la typologie «anarchiste», le propos suivant : pour l'anarchiste contemporain *«peu de différence, en somme, entre lui et un “gauchiste” sociétal de base. Tout est bon dans la lutte contre les discriminations, mais le “beauf” – chasseur, tricolore et viriliste – ne lui inspire, comme le militaire de Cabu, que mépris. De là à juger qu'un Gilet jaune est, par nature, suspect, il n'y a qu'un pas que le très pavlovien post-anarchiste n'hésite pas à franchir»*. Gomez, dans la première partie de son propos, a raison de souligner cette proximité sociétale (évoquée dans plusieurs textes antérieurs de *L'herbe entre les pavés* à travers principalement l'anti-islamophobie et l'animalisme). Mais la suite nous ramène au cœur de notre thématique. C'est là un discours (autour de la figure honnie du «beauf») que l'on a plusieurs fois entendu depuis le début du mouvement, autant à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche, pour tancer chez les détracteurs des Gilets jaunes le mépris (qui devient un «mépris de classe» à gauche) dont d'aucuns – Gomez cite les «journalistes, universitaires, gauchistes, ou radicaux» – accablent les Gilets jaunes. Freddy Gomez ajoute que *«les pauvres imaginaires»* de tous ces détracteurs *«se rejoignent dans leur commune détestation du “beauf” de la France d'en bas qui ne comprend rien à l'intersectionnalité et se soucie comme d'une guigne de l'écriture inclusive»*.

Ce mépris existe bien évidemment. C'est inutile d'en donner des exemples, le lecteur n'est pas sans les connaître. Encore faut-il ne pas se tromper de mépris pour savoir de quoi l'on parle. Ce n'est pas tout à fait par hasard si Gomez revient plusieurs fois dans son texte sur le «beauf». Pour qui l'ignorerait le premier à être monté au créneau contre la qualification de «beauf» n'est autre que Jean-Claude Michéa. On connaît l'inclination (coupable de mon point de vue) de Freddy Gomez pour Michéa.

Dans son précédent texte en faveur des Gilets jaunes («Jeux et enjeux d'une cession diffuse»), le premier y revenait, prenant à travers l'exemple de la *common decency* la défense une fois de plus de Michéa (y compris contre certains de ses amis, précisait-il). Dans l'ouvrage *Impasse Adam Smith*, déjà, le philosophe montpelliérain fustigeait les «élites intellectuelles et médiatiques» qui caricaturaient les «gens ordinaires» en «beaufs» et en «Deschiens».

Guignol avait changé de camp, se plaignait Michéa, puisqu'en ce début de XXI^e siècle, l'on ne pouvait que prendre acte de ce renversement :

c'étaient les élites qui aujourd'hui se moquaient du peuple. Pourtant ce personnage de «beauf» dessiné par Cabu est depuis sa création devenu incontestablement un *type* dans la tradition caricaturale d'un Daumier. On parle à juste titre d'un «beauf» comme on parle, pour l'élargir à tous les domaines de l'art et des lettres, d'une «Bovary», d'un «Rastignac», d'un «Tartuffe» ou d'un «poulbot». Le «beauf» désigne, n'en déplaise à nos nouveaux moralistes, un homme d'âge mûr, plutôt vulgaire, aux idées étroites et aux goûts discutables, rempli de préjugés, peu tolérant, peu cultivé et parfois le revendiquant, généralement chauvin, raciste et xénophobe, et pour finir satisfait de sa personne. Chacun d'entre nous l'a rencontré : le «beauf» existe.

Ne voir là qu'un effet de la malignité des élites se moquant du peuple c'est d'abord manquer du plus élémentaire sens de l'humour. Ensuite, c'est procéder, comme souvent dans pareil cas de figure, par amalgame : le «beauf» étant, socialement parlant, un membre des classes populaires, ou des classes moyennes inférieures, chaque Gilet jaune devient alors un «beauf» en puissance. En réalité, le «beauf» est davantage un petit-bourgeois (d'une petite-bourgeoisie traditionnelle et vieillissante). Enfin, les tueurs ayant descendu Cabu en janvier 2015 ont réglé à leur façon la question. Cependant en admettant que les islamistes n'aient pas été liquidés par la police, qu'ils se fussent par conséquent ensuite retrouvés devant un tribunal, l'hypothèse d'un avocat lecteur de Michéa axant sa plaidoirie sur le tort immense causé par Cabu à l'encontre des classes populaires ne paraît pas improbable.

D'un commentateur à l'autre, cette focalisation sur le mépris envers les Gilets jaunes s'accompagne parfois, corrélativement, d'un discours misérabiliste. Ici Gomez se réfère à la manière péjorative dont ont été perçues les revendications des Gilets jaunes (leur «côté terre-à-terre» précise-t-il) pour ajouter : *«C'était bien sûr ne rien comprendre au réel de la misère vécue dans la détresse des fins de mois qui s'étirent de plus en plus.»* Nous avons tous entendu des Gilets jaunes se plaindre sur ce mode-là. Qui songe à nier cette réalité ? Mais il y a façon et façon de l'exprimer, et plus encore de l'interpréter et de la commenter.

Je ferai ici une parenthèse. Freddy Gomez a très certainement rencontré dans son existence des personnes (appartenant aux catégories «radical» et «anarchiste») dont les revenus se révélaient inférieurs, pour ne pas dire très inférieurs à ceux de la moyenne des Gilets jaunes. Des personnes qui, sur un plan disons sociologique, peuvent être classés parmi les «assistés» (catégorie peu présente chez les Gilets jaunes : d'autant plus, comme cela avait été remarqué dans les débuts du mouvement, qu'un discours nullement minoritaire chez les mêmes dénonçait l'assistanat non sans cibler à travers lui les aides accordées aux migrants). Je ne pense pas que Gomez me contredira si je précise que la précarité dans laquelle vivent ces

personnes s'explique par des choix de vie, voire des refus. Et encore moins si j'ajoute que nulle d'entre elles ne tient de discours misérabiliste comparable à celui tenu par nombre de Gilets jaunes s'exprimant devant un micro et une caméra de télévision. Discours donc que maints commentateurs reprennent non sans complaisance. Je veux bien croire que des universitaires, parmi ceux-ci, qui gagnent très bien leur vie et vivent dans un «entre nous», ne fassent pas preuve eux de complaisance (en comparant leur sort à celui des Gilets jaunes «aux fins de mois difficiles»). Mais pour les autres ? N'est-ce pas tenir un double discours selon que vous serez en présence d'un Gilet jaune ou de Tartempion ? N'est-ce pas, très subliminalement certes, une forme de mépris inversé ?

Bien sûr, il n'est pas question de nier, pour y revenir, les situations de détresse que vivent les Gilets jaunes s'exprimant sur ce mode-là. Nombreux sont ceux-ci, et pas spécialement les plus pauvres, ayant, à l'instar de beaucoup de nos compatriotes, des traites à payer chaque fin de mois. Et j'en passe. Voilà de quoi ouvrir un autre front. Ceci renvoie au rapport de tous et de chacun à la consommation. Un questionnement trop peu présent dans les rangs des Gilets jaunes, et même chez les intellectuels qui soutiennent le mouvement. Cinq mois après, le sujet a été juste effleuré. Un Gilet jaune de base, représentatif de la tendance lourde du mouvement, déclarait récemment sur une chaîne de télévision : «*L'important c'est le frigo, le reste c'est de la foutaise.*» On ne dira pas le contraire en s'arrêtant à la virgule. Ou, pour citer Gomez paraphrasant Macron : «*La plèbe [...] veut du pognon*». Mais je crains que cette «conscientisation» que Freddy Gomez croit percevoir dans le mouvement des Gilets jaunes progresse moins vite qu'il ne le croit.

La seconde thématique, plus importante, doit être précédée de quelques lignes sur Mai 68. Contrairement à ce qu'écrit Freddy Gomez (pour opposer en ce sens le beau mois de mai à l'hiver des Gilets jaunes), Mai 68 ne fermait pas un cycle mais en ouvrait un nouveau. L'après 68 en France, en Italie et ailleurs en témoigne éloquentement. Les sinistres années quatre-vingt le clôtureront.

Cette critique radicale de tous les aspects de la vie (Mai 68) s'appuyait, pour ce faire, sur la plus grande grève générale qu'ait connu ce pays. Ce qui se traduisait, comme l'écrivaient les situationnistes, par «*la critique généralisée de toutes les aliénations, de toutes les idéologies et de l'organisation ancienne de la vie réelle*» ; mais également «*le refus du travail aliéné [...] de toute autorité, de toute spécialisation, de toute dépossession hiérarchique*». Avec les Gilets jaunes nous sommes bien loin du compte !

Gomez ne va pas jusqu'à reprendre les thèses révisionnistes des Michéa, Le Goff et consort qui crachent sur Mai 68, mais son analyse s'en inspire néanmoins en occultant ce qui faisait la spécificité de ce mouvement-là

(c'est-à-dire «le commencement d'une époque» et non «la fin d'un cycle»), et en tenant sur Mai 68 un discours de type PCF : *«l'occasion idéale, pour une classe ouvrière encore unifiée et massivement syndiquée d'imposer des revendications concrètes»*.

Une façon benoîte de passer sous silence que des travailleurs non syndiqués et syndiqués, en dehors de toute consigne syndicale, étaient à l'origine de cette grève générale que les centrales syndicales, non sans difficulté du côté de la CGT, tentaient de récupérer, ou du moins d'en limiter la portée. A vrai dire cette manière de «réviser» Mai 68 permet ensuite d'affirmer que ce mouvement de grève générale fut le dernier (à la trappe décembre 1995 !). Et qu'après la classe ouvrière a «globalement disparu», ou plutôt qu'elle «s'est inessentialisée». D'où il appert, selon Freddy Gomez, qu'il devient absurde de *«refondre idéalement quelque chose qui n'existe plus»*.

C'est en partie vrai. D'abord, sur un plan quantitatif (le nombre d'ouvriers a diminué de moitié depuis 1970) ; ensuite, en raison d'éléments objectifs, liés au *«mouvement d'un capital déstructurant»* concourant au processus d'effacement du prolétariat. Mais en partie seulement. Car Gomez noircit volontairement le tableau quand il réduit les ouvriers (et le fait de ne parler que des «ouvriers» n'est pas innocent) à *«leur condition d'êtres atomisés, séparés, privés de statut, surexploités»* (alors que quand ils revêtent un gilet jaune les mêmes ne peuvent qu'emprunter la route menant à l'émancipation ?). Il s'agit d'un constat plus proche d'une fiction que de la réalité. On aura compris que plus rien d'intéressant ne peut provenir des usines (d'ailleurs, sur *Radio libertaire* en février, lors d'un débat sur les Gilets jaunes auquel participait Freddy Gomez, une intervenante déclarait sans être contredite : *«Ça ne sert plus à rien d'occuper les usines»*).

Relevons ici que, dans de nombreux conflits sociaux de ces dernières décennies, les personnels en grève n'étaient pas majoritairement ouvriers mais employés, ou appartenaient au corps des «professions intermédiaires». Mais qu'importe puisque derrière ce constat discutable le discours, parfaitement audible, s'adresse à ceux qui continuent «d'agiter comme un fétiche» cette «classe» qui n'existe plus.

Toute la démonstration de Gomez tend à démontrer, à contrario de ces vieilles lunes, combien le mouvement des Gilets jaunes ouvre, lui, un cycle nouveau. Un nouveau qui s'accommode de l'ancien puisque *«par sa nature interclassiste (c'est-à-dire, et pour cause, non strictement ouvrière, le mouvement des Gilets jaunes s'inscrit indubitablement dans une très ancienne tradition de révoltes pour le bien commun)»*. Gomez semble principalement se référer dans son texte au XIX^e siècle. Les références à Pierre Leroux et aux quarante-huitards le confirment, mais davantage encore une déclinaison lyrique très dix-neuviémiste ou des références à la

«décence ordinaire» qui paraissent plus relever d'une filiation proudhonienne qu'orwellienne.

Sans vouloir trouver des antécédents historiques au mouvement des Gilets jaunes, Freddy Gomez ne l'en inscrit pas moins, *«comme résurgence du passé non advenu, dans la continuité discontinue de l'histoire des "communs", une histoire dont il signe sans doute le grand retour, la réémergence, en remettant la question sociale au centre des choses, en occupant l'espace plutôt que les usines, en contrariant les flux marchands, en refusant de limiter la question démocratique au droit de vote, en contestant de facto radicalement le système représentatif»*.

Passons sur les points d'accord (les deux aspects de la démocratie représentative) pour en venir au reste. A savoir la défense et illustration d'un mouvement interclassiste qui, en toute logique, occupe «l'espace plutôt que les usines». Mais concrètement, cinq mois après le début du mouvement, pour quels résultats ?

En comparaison, le mouvement de grève de décembre 1995 avait au bout de quelques semaines obtenu le retrait du «plan Juppé». Au moins, à cette époque, cela servait encore à quelque chose d'occuper les entreprises (qui n'étaient pas toutes des usines). Alors que, pour en revenir aux Gilets jaunes, ils n'ont pour l'instant obtenu en l'occurrence que des miettes de la Macronie. C'est dire aussi combien les «flux marchands» n'ont été que peu contrariés, à l'échelle du territoire national, en novembre et décembre derniers. Durant cette première séquence, les Gilets jaunes n'ont contribué qu'à ralentir l'acheminement des marchandises vers quelques grandes surfaces en province, ou les petits commerces de certaines villes moyennes, ou encore à réduire l'activité du commerce de luxe des beaux quartiers parisiens. Le pouvoir a certes mis des chiffres en avant, censés traduire un ralentissement de l'économie française, modéré d'ailleurs, mais cet affichage traduisait surtout la volonté des macroniens de discréditer les Gilets jaunes auprès de l'opinion publique. Sur un plan quantitatif les Gilets jaunes ne sont pas suffisamment nombreux pour véritablement contrarier les flux marchands sur l'ensemble du territoire.

Nous l'avons vérifié en novembre et décembre dernier : la force publique intervenant chaque fois pour déloger les Gilets jaunes bloqueurs (alors qu'elle faisait preuve d'une moins grande efficacité chaque samedi, confrontée à la mobilité des Gilets jaunes qui manifestaient). Il paraît préférable, en termes de blocage, de choisir des objectifs précis, tel celui des dépôts pétroliers. Et puis, plus fondamentalement, seul un mouvement social s'inscrivant dans un contexte de grève générale serait en mesure de paralyser l'économie d'un pays. Mais l'un n'exclut pas l'autre. Tout mouvement social d'une certaine ampleur ne peut qu'avoir deux fers aux pieds : l'occupation de l'espace venant renforcer l'occupation des entreprises (ou réciproquement).

Cette question sociale, qui serait ici remise au «centre des choses», alors que précédemment Freddy Gomez indiquait qu'elle était «remontée, d'un coup, à la surface des choses», paraît soumise à des effets de géométrie variable. Mais l'essentiel n'est pas là. Gomez insiste davantage tout au long de son texte sur «l'autonomie sécessionniste» du mouvement, sur «*la claire conscience des fraternités et des connivences*», «*les coups de main échangés, les histoires partagées*», ou «*l'émotion commune qui naît d'un soulèvement, cette solidarité joyeuse que suscite l'échange*», ou encore «*une aspiration massive à une vie simplement décente*». Certes, certes, nous sommes d'accord, mais la mariée n'est-elle pas trop belle ? Car Gomez élude quelques autres aspects du mouvement, rapportés dans notre première partie, sa part d'ombre si l'on préfère.

Revenons à la question sociale. J'avais plus haut, avant de commenter «Éclats de fugue en jaune majeur», abordé cette question sans aller jusqu'au bout de l'analyse. Ce qu'entend Freddy Gomez par «question sociale» (mais il n'est pas le seul), renvoie à sa définition originelle, celle du XIX^e siècle. D'ailleurs, sa démonstration arrime le mouvement des Gilets jaunes dans un espace/temps d'inspiration dix-neuviémiste. Ce qui a contribué tout au long du XX^e siècle à modifier notre perception de la question sociale se trouve en partie occulté. Comme si nous n'étions pas redevables de «pensées critiques» ayant eu pourtant le mérite d'élargir cette perception, et ainsi de favoriser des expressions révolutionnaires plus en accord avec le monde tel qu'il allait : depuis l'École de Francfort à l'Internationale situationniste en passant par *Socialisme ou Barbarie*, pour ne citer qu'eux. Ceci, corrélativement, en relation avec le meilleur des traditions marxienne et anarchiste : à savoir les différences expériences de conseils (qui n'étaient pas que des conseils de travailleurs) selon les modalités de la démocratie directe. L'analyse fort discutable de Gomez sur Mai 68 témoigne de cette occultation.

On ne saurait par conséquent se contenter, pour définir plus précisément la question sociale, de reprendre la définition qu'en donnaient les révolutionnaires du XIX^e siècle. Elle inclut aujourd'hui, en plus de la dimension sociale proprement dite, tout ce qui se rapporte à la destruction par le capitalisme des bases biologiques de la vie, mais également aux questions féminine et raciale (par-delà leurs avatars néo-féministes et décoloniaux). Une question aussi qui s'élargit à tout ce qui renvoie au processus de domination, d'asservissement et d'aliénation : c'est-à-dire la critique la plus rigoureuse des bourrages de crânes médiatiques et publicitaires, de la marchandisation du monde, de la déculturation généralisée, des manipulations technologiques, et, dans un autre registre, des replis identitaires et populistes.

A lire Freddy Gomez et quelques autres intervenants dans ce débat autour des Gilets jaunes, le lecteur serait porté à croire que ce mouvement

remet en cause maintes certitudes (principalement chez les «gauchistes», «radicaux», «anarchistes»), qu'à travers lui et grâce à lui nous entrons dans une ère nouvelle. Au point même – à rebours de la célèbre phrase de *La Divine comédie* – que l'on retrouverait ses espérances en revêtant le fameux gilet jaune. Un monde véritablement nouveau ? Il est permis d'en douter.

Déjà, en 2017, depuis un tout autre argumentaire, les médias entonnaient ce genre de ritournelle avec Macron et l'avènement du macronisme. Une nouvelle ère que Patrick Farbiaz définit ainsi : «*Les Gilets jaunes nous signifient que nous rentrons dans le nouvel âge de la plèbe qui se définit par son vivre ensemble immédiat et sa lutte pour vivre dignement ici et maintenant, plus que par son espérance dans la promesse d'un monde meilleur*». Nous ne le contredirons pas en ajoutant que ce monde nouveau que l'on nous décrit aujourd'hui, via le mouvement des Gilets jaunes, se caractérise par les traits suivants : le dépérissement, voire la fin, de la lutte des classes (le mouvement étant interclassiste), l'abandon de toute perspective révolutionnaire reposant sur des analyses devenues caduques (en particulier le sempiternel recours à la grève générale).

Ceci et cela induisant que l'entreprise n'est plus préférentiellement le lieu des conflits et d'enjeux liés, non à la conquête du pouvoir, et encore moins à la volonté de «transformer le monde», mais à la capacité d'un mouvement social de faire reculer ce pouvoir, voire de «dégager» l'une ou l'autre de ses têtes. Ce rôle étant désormais dévolu à l'espace, à l'instar des Gilets jaunes installés sur les ronds-points, ainsi contrariant les flux marchands, etc. Il s'agit d'un discours encore diffus, nullement sorti de la tête d'un théoricien. D'où l'impression que la forme l'emporte souvent sur le fond : les fraternités, le peuple (elles et lui retrouvés), le refus des chefs et de toute délégation (sans trop s'interroger, malgré tout, sur le leadership de Gilets jaunes assurément visibles dans la masse des invisibles : comme dirait Orwell, «certains Gilets jaunes sont plus égaux que d'autres»)

Serait-ce symptomatique d'un processus de recomposition politique, à l'œuvre souterrainement depuis plusieurs années, mais qui là, avec le mouvement des Gilets jaunes, renverserait l'iceberg (ce qui était immergé apparaissant aux yeux de tous) ? C'est sans doute encore trop tôt pour le confirmer ou l'infirmer. Il paraît très possible que le soufflé Gilets jaunes retombant chacun retrouverait son pré-carré. Tout comme il n'est pas exclu, rectifiant cette image (péjorative, j'en conviens), que le mouvement en se dépassant pour le mieux puisse donner quelque crédit à l'hypothèse d'une ère nouvelle. Un mouvement peut également en chasser un autre. Celui qui s'articule depuis peu autour de la question climatique possède cet avantage, malgré ses nombreuses insuffisances, par rapport aux Gilets jaunes (qui ne se sont pas vraiment exportés), d'être lui un mouvement planétaire.

Au mois de novembre dernier, le collectif Athénée Nyctalope publiait un article critique sur les Gilets jaunes («Le choix dangereux du confusionnisme»). Ce terme, «confusionnisme», a également été utilisé par Philippe Corcuff (pour qui il d'agit du «*développement de domaines où circulent des passages entre les thèmes de gauche, de droite et d'extrême droite*»). Et de rappeler, on aurait tendance à l'oublier, que dès le début du mouvement les Gilets jaunes ont été soutenus par tous les partis politiques, du Rassemblement national à La France insoumise (à l'exception de La République en marche), par une partie de l'extrême gauche, et de la totalité de la droite conservatrice ; plus «*un arc de soutiens intellectuels*» allant «*d'Alain Soral et Éric Zemmour, pour l'extrême droite, à Emmanuel Todd et Frédéric Lordon pour la gauche critique, en passant par des figures effectives du confusionnisme comme Jean-Claude Michéa et Christophe Guilluy*».

Des propos – l'emploi du terme «confusionnisme» plus précisément – qui n'avaient pas manqué de susciter des réactions chez quelques «chers collègues», mais également de la part du collectif La Mouette enragée pour qui, indication intéressante, «*confusion est un terme pratique et abondamment utilisé par les avant-gardes qui se piquent d'avoir les idées claires en toute circonstance. Ce qui n'est absolument pas notre cas et nous le revendiquons haut et fort*». Soit. Remarquons cependant qu'un minimum de lucidité politique oblige que soit questionnée, puis analysée la nature d'un mouvement soutenu par des courants politiques ou des intellectuels que tout sépare (à l'exception remarquable des Gilets jaunes).

Mais revenons à l'article d'Athénée Nyctalope qui s'interroge sur la signification de ralliements qui, sous couvert d'efficacité, mettent de côté «nos utopies et nos refus». D'où la précision, plus loin : «*L'abandon progressif d'un langage et d'un imaginaire commun est sans doute un des éléments constitutifs de ce renoncement.*» Ceci ayant été écrit au mois de novembre l'analyse doit être rectifiée, du moins en partie, compte tenu de l'évolution du mouvement. Pourtant, même en révisant à la baisse ce constat, il prolonge en quelque sorte notre propos sur l'éventualité d'un processus de *recomposition* politique en cours. Serions-nous, en ce printemps 2019, à la croisée des chemins ? Constatons, pour nous en plaindre, qu'à travers quelques unes des modalités du soutien d'amis et de camarades aux Gilets jaunes c'est un peu de l'esprit critique qui s'en va.

A les entendre, ce mouvement, malgré ses insuffisances, ses limites, sa diversité, remettrait un peu de sens, voire de bon sens dans un monde marchant sur sa tête. Ou encore que les Gilets jaunes n'avaient certes pas réponse à tout, ni n'étaient dépositaires d'une quelconque panacée universelle, mais qu'au moins avec eux, parmi eux, il paraissait possible de reconstruire un projet, pas nécessairement révolutionnaire, mais qui reposait sur des bases solides, celles d'un mouvement authentiquement

populaire, articulé autour des aspirations à une vie décente. Soit, mais qu'en serait-il alors du rêve, de l'utopie, de la négativité, de la poésie ? Comment ne pas entrer en dissidence, alors ?

Dans «Éclats de fugue en jaune majeur» Freddy Gomez cite André Breton au début de son texte et le conclut par une citation de René Char. Décidément, Char peut être tiré à hue et à dia, puisque c'est également par une citation de René Char (et une autre de Sophocle) qu'Hannah Arendt conclut *De la révolution*. Alors qu'Arendt écrit dans cet ouvrage, «*le fait que les "élites politiques" aient toujours déterminé le destin politique de la multitude et que dans la plupart des cas elles aient exercé une domination sur elles, signale d'une part l'exigence impérieuse où elles sont de se protéger de la multitude, ou plutôt de protéger l'îlot de liberté qu'elles ont fini par occuper contre l'océan de la nécessité qui l'entoure*», Gomez entend lui témoigner activement du «*réveil des multitudes, de leur joie d'être debout, rassemblées, vivante, faisant communauté humaines, enfin*».

Deux points de vue diamétralement opposés donc. Cette Macronie se révèle, par-delà tout ce qu'on peut lui reprocher, bien inculte, car aucun des demi-soldes intellectuels à sa botte (qui font office de penseurs) n'a été en mesure de citer ce propos d'Arendt qui, en raison du statut iconique de la philosophe, aurait été susceptible d'apporter de l'eau au moulin macronien durant la séquence Gilets jaunes.

La citation d'André Breton porte sur le «caractère immuable du murmure». Ici, pour répondre à Freddy Gomez, je citerai volontiers une autre citation de Breton, plus connue : «*Lâchez tout !*». Elle s'adresse aux amis connus et inconnus que j'incite à franchir ce pas. Oui, lâchez tout ! Lâchez le gilet jaune, lâchez Drouet, lâchez Nicolle, lâchez vos illusions, lâchez la proie pour l'ombre. Partez sur les routes...

Restons avec le surréalisme pour conclure ces «remarques critiques» par un court hommage à Roger Langlais, disparu en septembre 2018. Roger avait très jeune fréquenté les surréalistes vers la fin des années 1950 : André Breton bien sûr, mais davantage Benjamin Perret qui l'intimidait moins (et dont il parlait avec affection). D'ailleurs, il avait connu *L'herbe entre les pavés* par le pamphlet *Avez vous déjà giflé Aragon ?* qui entrait parfaitement en résonance avec la fameuse Une du *Monde Libertaire* de novembre 1966 dont il était l'auteur : «*Breton est mort. Aragon est vivant. C'est un double malheur pour la pensée honnête.*»

Ce libertaire, membre un temps du groupe *Spartacus*, présidera pendant la décennie suivante aux destinées du collectif «Pour une critique révolutionnaire». Roger Langlais a durant ces mêmes années contribué à la publication de textes de Pouget, Libertad, Cœurderoy, Émile Henry. Relevons, surtout, qu'il a été de 1978 à 1985 l'animateur et le principal contributeur de *L'Assommoir*, la meilleure revue politique, de critique sociale, des années 80. Il faudrait aussi évoquer l'étourdissante érudition de

Roger, et l'exceptionnel archiviste qu'il fut jusqu'à la fin de sa vie. Ce lecteur attentif de *L'herbe entre les pavés* nous conseilla, discrètement, sur un sujet qu'il connaissait mieux que quiconque. Avec lui disparaît l'un des «acteurs remarquables» d'une époque qui semble aujourd'hui bien révolue. Comme l'écrit Alain Segura (dans l'hommage que *A Contretemps* et Freddy Gomez ont rendu à Roger Langlais après sa disparition) : «*Il était indifférent à toute forme de reconnaissance dont il n'aurait pas su ni voulu s'accommoder.*»

Max Vincent, avril 2019

Les Gilets jaunes, une attaque culturelle massive de la bourgeoisie

15 avril 2019

L'attaque culturelle de la bourgeoisie est partie de BFM.TV qui a nourri le mouvement antifiscal du 17. La bourgeoisie a fait surgir ce mouvement comme les patrons bretons firent surgir les bonnets rouges.

Jérôme Rodrigues chez le royaliste **Thierry Ardisson** est la matérialisation de l'attaque de la bourgeoisie contre ceux d'en bas, en prenant appui sur la part la plus réactionnaire et la plus religieuse du prolétariat.

Cette contre-révolution depuis le bas ravage la capacité de notre classe sociale à réagir à cette attaque et ce depuis l'intérieur. Plus les opportunistes ont nourri ce mouvement, plus ils ont saboté la potentialité d'une autonomie ouvrière conséquente face à cette attaque historique. En prétendant modifier la dynamique de l'intérieur, tous ont nourri un mutant politique, matérialisation du fascisme rampant dans la société.

En procédant ainsi, la bourgeoisie la plus réactionnaire est parvenue à faire pencher à droite l'ensemble de la société et à inviter ainsi, sur les plateaux, des individus naïfs et serviles acceptant fondamentalement, dans leur conception profonde de l'existence, la naturalité du marché et la verticalité de la société. La bourgeoisie change ainsi la poussée de classe en complainte d'illuminés entendant être mieux traités par leurs maîtres, tout en engageant une voie ne pouvant produire que l'inverse de la revalorisation qu'ils prétendent défendre. Les Gilets jaunes pensent et agissent à l'envers, contre leur propre classe, depuis leur propre classe.

La bourgeoisie française a choisi d'appuyer la lame réactionnaire en faisant émerger des vrais/faux opposants depuis le bas, alors que jamais, ou presque, elle n'offre la parole aux syndicalistes non médiatisés et aux grévistes, qui sont qualifiés de «*preneurs d'otages*».

Ce sont les Gilets jaunes qui prennent en otage la classe ouvrière pour le compte de la bourgeoisie la plus réactionnaire.

Pour la bourgeoisie, les Gilets jaunes possèdent la même fonction de domination que la célébration des Mères par Pétain.

Des individus que l'on célèbre pour mieux pouvoir les maintenir dans leur position subalterne structurelle.

Tous les flux marchands d'opposition à Macron sont fascisants car agrégés par le gilet, sur la base des structures numériques de la fachosphère

qui s'est encore étendue. Le gilet n'est pas jaune, il est bleu-blanc-rouge. Jaune, car patronal.

Cette contre-révolution depuis le bas fait resurgir l'âme catholique, à la télé ou sur les réseaux marchands.

Les Gilets jaunes, «on» les appuie car «on» aime bien l'idée qu'ils restent en bas. «On» devient supporteur de sa propre lévitation sociale. Le petit théâtre des gilets le samedi, c'est principalement un puissant instinct de conservation. C'est la volonté farouche qu'il ne puisse pas se développer de mouvement d'opposition conséquent et très offensif dans le contexte d'organisations ouvrières et militantes exsangues, laminées par l'empilage de décennies de défaites successives, par la disparition de la pensée critique. Une forme de réflexe de classe. La fameuse révolution impure de Lénine qui affriolât en décembre quantité de classes moyennes révolutionnaires masculines sur les réseaux marchands.

C'est bien d'avantage la peur de voir surgir, en face du fascisme rampant enfin matérialisé, un authentique mouvement révolutionnaire.

Tous ceux qui ont appuyé ce mouvement sont de vigoureux réactionnaires, de farouches contre-révolutionnaires, que ce soit les chaînes patronales, à commencer par BFM.TV, qui a nourri ce mouvement, que ce soit les fascistes et les royalistes, que ce soit la gauche altermondialiste en état de décomposition avancée, que ce soit les nationaux-communistes, que ce soit l'ultra «gauche» demeurée, que ce soit les staliniens des bureaucraties syndicales, que ce soit les opportunistes politiques et autres nationalistes de droite narcissiques et mégalomanes (**Juan Branco**), que ce soit les antiféministes, que ce soit les sociaux-chauvins et, bien sûr, les antisémites, de gauche comme de droite. Tous ont nourri ce mouvement, de peur de voir surgir un mouvement d'opposition massive à Macron.

Des grandes manœuvres croisées de nombreuses sous-classes dominantes qui amplifient l'attaque culturelle frontale de la bourgeoisie, qui a visiblement décidé d'employer des visuels à grand spectacle et qui s'est donné les moyens de rabattre culturellement toute idée de progressisme conséquent.

L'extrême gauche s'est liquidée sur place et il n'y a plus personne en face. La totalité, ou presque, du milieu militant, ou ce qu'il en reste, a accompagné et nourri cette contre-révolution, signant un départ de reprise en main du pouvoir par les hommes pour les hommes, y compris se cachant derrière des femmes Gilets jaunes en lutte.

Le Nouvel Obs se hâte de nous rappeler combien grande est notre chance de vivre dans un pays où nous appartenons aux 10% les plus riches. L'encadrement progressiste entrevoit une poussée de classe là où il y a contre-poussée d'une classe concurrente, ce qui nourrit encore d'avantage ce sillon réactionnaire, que les réseaux marchands amplifient et renvoient, tel un bouton purulent installé au-dessus de nos têtes.

L'altermondialisme, qui, contrairement à son diable américain, ne traîne pas des pieds avant d'entrer dans le conflit en envoyant non pas la classe ouvrière, mais des croyants. Des retraités. Des catholiques de gauche tentant de reprendre la main sur des cathos d'extrême droite sortis de leurs structures de domination.

Après le café suspendu il y a quelques années de cela, censé régler de nombreuses questions que pose la crise sociale et sanitaire, les journalistes révolutionnaires de France 3 trouvent une meilleure solution encore, les salons de coiffure pour pauvres avec coupe à 7€ voire à 2€. On la tient. En voilà une solution pour ne pas augmenter les minimas sociaux. L'idée est géniale.

Tous les jours ou presque, il y a une profanation, le climat social est délétère. Les violences faites aux femmes, aux Roms, aux homos, aux Juifs sont en forte augmentation et ne sauraient être mesurées uniquement indépendamment les unes des autres, à la manière de l'association critique des médias ACRIMED étudiant de manière pseudo-scientifique un fait massif relevant de l'obscurantisme, passant sous silence les 105 millions de fausses informations racistes, complotistes, ayant été diffusées en masse sur les groupes Gilets jaunes, agglutinés sur les réseaux commerciaux dits «sociaux», et toutes les conséquences concrètes qu'elles ont pu avoir dans le réel.

Car la plupart des idéologues bavards et prétentieux ayant sombré dans le ni-ni, à savoir ni soutien aveugle, ni rejet massif, sont des hommes.

Décorrélés ces analyses s'ajoutant à d'autres analyses, du magma nationaliste et fasciste soulevé par cette contre-révolution est malhonnête et aveugle aux réalités des oppressions dont les victimes structurelles subissent une fois de plus, la violence des hommes.

Il n'est pas possible de faire d'un mouvement fasciste un mouvement révolutionnaire. Ce n'est pas comme ça que ça marche. Les deux ne tournent pas dans le même sens.

Ils ont nourri et entretenu ce mouvement. Ils ont mystifié sur sa nature réelle. Ils se sont accommodés de sa nature fondamentalement réactionnaire.

Ils se sont liquidés dans ce mouvement. Quelle que puisse en être la raison invoquée, notamment celle de ne «pas laisser ce mouvement à l'extrême droite», ce sont de vigoureux ennemis de l'émancipation, de l'Egalité et de la Révolution.

Aidez-nous à consigner la totalité des blogs, sites, pages, de cette extrême gauche opportuniste qui entend maintenir en place les structures existantes.

Les Enragé-e-s

Extrait du site <http://lesenrages-antifa.fr/>

Pourquoi les réseaux marchands sont-ils les ennemis politiques de l'émancipation?

15 avril 2019

Comme les Indignés il y a quelques années, Nuit Debout était un mouvement qui utilisait largement Internet comme moyen de mobilisation. En ce sens, il a contribué à entretenir le mythe d'Internet comme nouvel outil d'expression démocratique «universel».

Or «tout le monde» ne s'exprime pas politiquement sur le Net, tout le monde ne maîtrise pas Internet, tout le monde n'y possède pas un accès. Ceux et celles qui ont tout à gagner à exprimer une parole émancipatrice et libératrice révolutionnaire ne le font pas, et ceux qui ont tout à perdre de cette émancipation le font beaucoup, en défense ou en consolidation d'un monde qui leur profite directement.

S'exprimer politiquement sur Internet est, dans nos pays dits «développés», presque donné à tout le monde. Ce «presque» écarte, excusez-nous du peu, des dizaines de millions de personnes.

Positions sociales dominantes, assurance certaine dans l'expression écrite, pensée capitaliste et existences parfaitement sécurisées à tous les niveaux par l'Etat, privilège du mâle blanc hétéro, etc., innombrables sont les professionnels du commentaire politique sur la Toile à irradier des espaces de masse avec ce qui n'est rien de plus qu'une pensée conservatrice, à laquelle on pourra trouver toute une série de nuances, dont certaines sont de taille, mais qui entendent toutes perpétuer ce monde-là.

Ces petits soldats du capitalisme, conscients et/ou aliénés, tiennent concrètement nombre d'espaces numériques ainsi que leurs flux et sont donc en capacité de créer de l'événement politique et de l'adhésion, car ils sont en position de pivots culturels. Sur Internet, la représentation de la pensée émancipatrice radicale est d'autant plus faible que la grande masse des galériens est concrètement opprimée.

La métaphore du yaourt

Quand vous allez en grande surface pour chercher des yaourts, il vous suffit de vous rendre au rayon yaourts.

Normalement, il n'y aura pas d'erreur. Même si cela peut arriver. Notamment parce que, lorsque des employés ont quotidiennement plusieurs tonnes de marchandises à mettre en rayon, il existe une probabilité, très faible, pour que l'un d'eux se trompe et mette de la crème fraîche dans le rayon yaourt. L'erreur est humaine. Nous ne sommes pas des robots, mais des êtres faillibles.

La pression de perdre son travail, en cas d'erreur avérée et constatée par la direction, conduit à minimiser la possibilité d'erreur. La pression incroyable qu'exercent les économies marchandes sur nos existences augmente cette possibilité d'erreur.

Quand vous allez sur un réseau commercial et que vous vous abonnez à une page traitant quotidiennement du yaourt, les probabilités sont très importantes pour que, en effet, cette page ne traite que des yaourts. Cette page ne parlera pas des tondeuses à gazon.

Quand vous allez sur un réseau commercial et que vous vous abonnez à une page traitant de politique, elle traitera effectivement de politique. Elle ne parlera pas de yaourt. Ni de tondeuses à gazon.

Quand vous allez sur un réseau commercial et que vous cherchez une page de droite, ce sera indubitablement une page de droite. Vous recevrez tous les jours des publications de cette page qui auront pour projet politique de conserver la société actuelle en l'état, de continuer à naturaliser une prétendue inégalité «naturelle» entre les individus; entre ceux qui vivent de leurs rentes sans travailler et ceux qui travaillent.

Quand vous allez sur un réseau commercial et que vous cherchez une page de gauche, libertaire, antifa, de critique radicale de l'existant, d'information «alternative», **vous n'avez strictement aucune garantie que celle-ci traite exactement de ce que vous êtes venu chercher.**

Car la philosophie politique, même si les hommes politiques pourraient finir par nous le laisser croire, ce n'est pas du yaourt.

Toute votre erreur est contenue dans le fait que des individus réellement de gauche, réellement libertaires, réellement antifascistes, critiquant réellement la société d'exploitation, feraient abstraction que nous sommes sur des réseaux commerciaux potentiellement contrôlés en permanence par l'Etat, par tous les Etats et par les groupes de pression, économiques, religieux, sectaires, associatifs.

Vous partez du principe qu'un individu affiché «libertaire» sur un réseau commercial, est réellement libertaire. Vous partez du principe que le fait de se retrouver fiché à vie ne peut pas effrayer les personnes libertaires. Vous partez du principe que des quidams ouvrant des pages «antifascistes» savent ce qu'est le fascisme ou pire encore, ne sont pas fascistes eux-mêmes.

En niant la réalité de l'exploitation et du fichage, vous pensez comme un religieux, vous illusionnant sur la réalité des réseaux commerciaux et de la société capitaliste dans son ensemble.

En quelque sorte, vous «aimeriez» (ou pire, vous «aimeriez CROIRE») que la totalité des individus savent où ils sont et ce qu'ils sont. Cette naïveté au monde est, elle aussi, religieuse. C'est une vision du monde entendant se mentir sur la réalité du monde. Du monde marchand. Des yaourts et des tondeuses à gazon.

Depuis le premier jour d'ouverture de cette page, quant à nous, nous savons que la plupart des idéologies affichées sur les réseaux commerciaux ou sur les pages des individus qui les animent, ne sont pas forcément celles qui les animent.

Depuis le premier jour d'ouverture de la page, nous savons, au contraire, que la plupart des individus intervenant politiquement sur les réseaux commerciaux ne viennent pas défendre une pensée émancipatrice, une idéologie émancipatrice. Mais une rente, quelle qu'elle soit.

Une rente pécuniaire. Une rente liée à sa position dominante; une rente liée à une position sociale. Un privilège, matériel ou relevant de la domination masculine.

Si vous ne comprenez pas ça, vous ne comprendrez pas pourquoi de si nombreux profils de «libertaires» sont animés par des réactionnaires, des antisémites, des nationalistes ou des fascistes.

Vous ne comprendrez pas pourquoi de nombreuses pages «antifa» sont tenues par des fascistes.

Vous ne comprendrez pas pourquoi la plupart des pages révolutionnaires sont tenues par de virulents contre-révolutionnaires.

Extrait du site <http://lesenrages-antifa.fr/>

«Suicidez-vous !»
et
«A bas l’intelligence.
Vive la mort» :
deux facettes
d’une même pièce

«*A bas l’intelligence. Vive la mort !*», cri de guerre lancé par un général franquiste contre l’intellectuel Miguel de Unanumo.

Mollusque : invertébré, dépourvu de colonne vertébrale politique.

Lors de la manifestation du 19 avril 2019 certains mollusques Gilets jaunes ont crié «Suicidez-vous !» aux flics venus les matraquer, les éborgner et les mutiler. Sans le savoir, leur slogan rejoint un vieux mot d’ordre franquiste, fasciste, «Vive la mort !»

Dans les années 20 et 30 les mouvements d’extrême droite s’adressaient aux instincts du «peuple» (comme ils disaient et comme certains disent encore) et le poussaient à des actions violentes et destructrices. Ils souhaitaient surtout que les masses ne réfléchissent pas et n’aient pas le moindre esprit critique. Ils glorifiaient la mort (la leur et celle de leurs adversaires), d’autant plus qu’ils n’imaginaient qu’un seul sort possible pour leurs ennemis syndicalistes, communistes, socialistes, trotskistes et anarchistes : une «balle dans la nuque» ou «douze balles dans la peau».

Aujourd’hui, «Suicidez-vous !» reflète un état d’esprit nihiliste assez similaire. Il n’est plus officiellement inspiré par l’idéologie fasciste ou nazie, mais, **subrepticement**, par quelques gauchistes qui ont tété le lait de Heidegger et de Carl Schmitt, deux théoriciens nazis récupérés par une partie de l’intelligentsia de gauche et d’extrême gauche française. Ces gauchistes voient dans tout adversaire politique un ennemi à liquider par tous les moyens (de la calomnie à l’incitation au suicide).

Il ne s'agit plus d'une idéologie nationaliste-viriliste («Nous on est des vrais hommes, on n'a pas peur de la mort, et on va se battre pour une communauté fondée sur le sang et le sol») recyclée au service d'une «Révolution» introuvable. Mais plus prosaïquement d'une absence totale de réflexion et de perspectives.

Quand on n'a aucun projet politique, on peut seulement souhaiter la mort de son adversaire. Comme cela, le monde changera tout seul et sans efforts, il s'écroulera miraculeusement de l'intérieur. Autant le *seppuku* des samouraï reposait sur un code féodal de l'honneur (on s'ouvrait le ventre pour ne pas mourir de la main de son adversaire, ou ne pas être humilié par une condamnation publique), autant le «Suicidez-vous !» actuel traduit le vide total de la pensée des mollusques Gilets jaunes et surtout de leurs soutiens gauchistes ou anarchistes.

Il ne s'agit évidemment pas de défendre la police (toutes les forces politiques de gauche et de droite le font déjà dans la même **union nationale répugnante** qu'autour de l'incendie de Notre-Dame), **mais de mettre fin aux fonctions de la police** : or, quiconque réfléchit ne serait-ce que 10 secondes sait qu'un tel slogan n'incitera jamais les policiers à démissionner (solution normale pour tout individu conscient qu'il a fait un mauvais «choix professionnel») et encore moins à se révolter contre leur hiérarchie et à imaginer un monde sans flics. Il les incitera seulement à cogner plus fort et renforcera l'esprit de corps répressif et fascisant de la police.

Les mollusques gauchistes giletjaunolâtres qui défendent ardemment ce slogan montrent bien qu'ils n'ont plus aucun espoir dans la validité et l'applicabilité de leurs «idées» et de leurs «programmes». Leur prétendu «désir de révolution» n'est qu'un simulacre. Qu'ils approuvent un tel slogan, ou qu'ils tentent de «l'excuser» par l'indignation des Gilets jaunes contre les violences policières, montre non pas, comme le disent les crétins de droite ou d'extrême droite, qu'ils seraient des individus totalitaires ou sanguinaires (la plupart d'entre eux ne savent pas manier une simple arme à feu), mais qu'ils ne croient même pas à une issue positive quelconque des luttes qu'ils prétendent soutenir ou auxquelles ils participent.

Ils sont dans une posture publicitaire digne de la «société du spectacle» qu'ils prétendent combattre. Leur slogan rappelle le «Israheil» d'un certain Dieudonné.

Quand on est incapable de penser la Révolution, la «provocation» reste le dernier recours pour faire le buzz et faire croire ou se persuader que l'on a une utilité quelconque...

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 20/4/2019

CE QU'IL PEUT RESTER DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Nous avons dit en mars que le mouvement était sur sa ligne de crête. Qu'en est-il aujourd'hui que le nombre de manifestants, et des présents aux AG, décline, que la reprise des ronds-points ne s'effectue pas ? Comment continuer à dire : «On ne lâchera rien» sans être dans le déni de l'affaiblissement du mouvement ? C'est pour toutes ces raisons qu'il nous paraît bon d'évoquer une question simple : que peut-il rester d'un mouvement comme celui-ci ? Question qui exige de quitter le court terme sur ce que l'on peut encore faire ici et maintenant, sans se projeter dans un illusoire «cela va reprendre à la rentrée avec les nouvelles mesures Macron en préparation qui ne feront qu'aggraver la situation».

Nous avons «décourbé le dos¹»...

L'exercice n'est pas évident, car nous avons vécu une lutte longue et intense (6 mois de mobilisation et de luttes). Nous ne réduisons pas ce mouvement à ses formes pratiques : occupations de ronds-points, actions sur les péages ou les zones commerciales, manifestations déterminées, assemblées populaires, etc. Non, derrière cela, ce qui semble essentiel c'est d'avoir «décourbé le dos». Nous avons en effet refusé de négocier pour notre liberté de manifester et de circuler, nous l'avons prise parce que la légitimité de notre révolte ne peut être contenue par une légalité qui réduit à peau de chagrin nos capacités d'expression et d'action.

De par nos actions, nous avons rencontré toutes sortes de parcours de vie et nous avons élargi un horizon au-delà de toutes les différences politiques, de génération, de sexe, d'habitation ; différences qui ne sont apparues tout à coup que comme des divisions. Seule l'urgence sociale, la prise de conscience que ce n'est plus possible et la détermination à agir, à

¹ Cf. «Si t'as envie de vivre, tu décourbes ton dos» dans le livre *L'évènement Gilets jaunes,...*/Temps critiques, éd. À plus d'un titre, 2019.

faire que cela cesse, nous ont réunis. C'est en cela que les Gilets jaunes ont la tête haute, et ce, malgré tout le mépris qu'ils ont subi de la part des médias, des politiques, de tous ceux qui ont un intérêt à ce que continue le statu quo de la société du capital. Malgré encore, le dédain envers eux de ceux, bien plus nombreux, macroniens sans le savoir, de gauche pour la plupart, enferrés et enchaînés à leurs petites identités, leurs petites différences, leurs petites niches idéologiques.

... et révélé la nature impérieuse qui se cache désormais derrière la gestion de la reproduction des rapports sociaux

Le mouvement contre la Loi travail avait dévoilé les nouvelles tendances des politiques répressives contre les mouvements sociaux, mais elles ne s'étaient exprimées que de façon encore marginale comme dans le traitement des «cortèges de tête» ou celui des «bavures» de Nantes et Sivens. Mais avec les multiples tentatives de délogement/destruction des cabanes et de la zone tout entière de Notre-Dame-des-Landes par les forces de l'ordre, puis avec la répression plus étendue et globale qui frappe les Gilets jaunes depuis novembre 2018, c'est face à une logique systématique, si ce n'est systémique, que nous nous trouvons. Les agressions volontaires sur les corps des manifestants ne sont plus de simples bavures ; la criminalisation/pénalisation du moindre acte de résistance devient la norme, les mesures de prévention ne correspondent plus à un ciblage d'éléments jugés dangereux, mais visent à empêcher de manifester.

Néanmoins, de ce dernier combat nous repartons armés d'une solidarité rare, renforcée par tous les instants vécus en commun dans l'adversité.

L'État a montré son visage de violence, celle du quotidien, qu'auparavant nous ne formulions que chacun dans notre coin et celle qui sévit dans la rue et que beaucoup ne connaissaient pas ou connaissaient de plus loin, indirectement.

Cette brutale répression contre les gens de rien, n'a pas le même sens que la répression contre les étudiants de mai 68, certes forte elle aussi, mais qui avait entraîné la levée en masse de presque toute une génération soutenue par la bienveillance, parfois active, d'une grande partie de la population et ce, au moins jusqu'à la fin mai. Là, aujourd'hui, il n'est pas question de réprimer, mais de terroriser les manifestants et par capillarité les sympathisants qui pourraient éventuellement les rejoindre. Cela a en partie réussi, dans la mesure où le mouvement des Gilets jaunes se réduit

progressivement à son noyau dur et que peu de personnes l'ont rejoint après son acmé de décembre.

Quand la politique descend dans la rue face à un pouvoir qui, justement, ne fait pas de politique, ce n'est plus la démocratie formelle qui se présente à nous, celle qui est inscrite dans l'État de droit, mais c'est un État impérieux prêt à faire taire quiconque prend au sérieux la liberté sans fard, la liberté concrète dans ses diverses formes d'expression.

L'exigence de liberté concrète est la seule positivité qu'exprime un mouvement porté tout entier vers la négation (de la représentation, de la négociation) avec des «revendications» tellement nombreuses (presque cinquante) qu'elles s'annulent les unes les autres et s'avèrent innégociables, même si d'aventure il s'était trouvé une faction du pouvoir pour commencer à les négocier. Face à un gouvernement qui ne voulait lui-même rien lâcher, c'est ce dernier qui finalement reprît l'initiative. Tout d'abord en ciblant quelques points élémentaires de justice sociale et fiscale (baisse de la CSG et indexation des faibles retraites, primes exceptionnelles). Peu de chose en apparence, mais plus que les syndicats n'avaient obtenus depuis dix ans. Ensuite, en contournant l'exigence de participation citoyenne (via le RIC) en proposant un «Grand débat» face auquel le «Vrai débat» des Gilets jaunes, calqué finalement sur l'original ne pouvait apparaître que comme une pâle copie.

Une négativité fondamentale d'un mouvement sur lequel il n'y a rien à «capitaliser»...

Pourtant, de l'intérieur même du mouvement, on entend déjà cette horrible expression de la part de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ne veulent pas laisser perdre... repartir à zéro et donc pour qui, «il faut capitaliser sur le mouvement». Une réaction bien naturelle quand on a l'impression de n'avoir fait que se battre, depuis six mois, mais une réaction que nous ne pouvons que rejeter du point de vue politique. Elle prend plusieurs formes. Il y a ceux qui lui donnent une forme communaliste avec les Assemblées des assemblées qui cherchent à perdurer en dehors de toute notion de rapport de force, de situation du mouvement¹ ; ou bien une

¹ Une tendance forte dans les grandes villes même si elle s'origine à Commercy. Une troisième est prévue à Montceau-les-Mines fin juin.

forme municipaliste et citoyenne avec le RIC local et la participation future aux conseils municipaux¹. Il y a ceux qui veulent se former en «peuple» à travers des appels à la démocratie directe et citoyenne avec le RIC en toute matière et leur volonté de devenir constituants, alors que le mouvement comprenait, dès l'origine, une forte volonté destituante (le «dégagisme» permanent) et exprimait une politique négative. Pour d'autres enfin, le mouvement n'aura été qu'un point d'appui (insuffisant) pour tenter d'enrayer le déclin des syndicats en jouant la base contre les directions à travers l'appel à une «convergence» qui est le plus souvent restée à sens unique. C'est que le temps de la lutte qui fait événement n'est pas le même que celui du cours quotidien des luttes.

Pour toutes ces tendances à la capitalisation des «acquis», le résultat des élections aura eu le double effet paradoxal d'une part d'une douche froide (Macron ne s'est pas pris une «branlée» à moins de 10 % que beaucoup espéraient plus ou moins secrètement), d'autre part de la confirmation qu'il fallait sauver ce qui pouvait être sauvé.

Au début du mouvement, fin novembre 2018, *Temps critiques* se demandait si une coextension des luttes était possible². Notre regard a eu le -temps de s'affûter à ce sujet et, par exemple, il est sans illusion sur les fantasmes de convergence, les soutiens du bout des lèvres de certains syndicats comme les petites tentatives en ce sens de la gauche écologiste. Toutes ces tentatives ont été marquées par l'échec et en ont rendu caduque l'idée même. Qu'aujourd'hui certains y voient un appui pour des luttes à venir marque un retour à des formes convenues incapables de penser la mort possible et même probable du mouvement. En réalité la dimension d'avant-garde de masse des Gilets jaunes a fait peur, et ce à tous les pouvoirs y compris à ceux qui aspirent à en prendre la relève... Nous

¹Une tendance forte sur les ronds-points et au sein des groupes «périphérie». Sous quelle étiquette vont-ils se présenter, cela reste un mystère puisque les listes Gilets jaunes sont globalement désavouées.

² *Revue Temps critiques* n° 19 : «Les luttes : de la coexistence à la coextension ?» :

<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article377>

voyons donc mal comment cette donne pourrait changer sans perte de ce que les Gilets jaunes ont apporté de singulier, de potentialité nouvelle.

Tout comme certains, à l'époque, ne voyaient dans Mai-68 qu'une répétition générale avant la révolution, d'autres aujourd'hui annoncent déjà la reprise des luttes à la rentrée vu les mesures macroniennes en cours ou en projet ; les mêmes causes supposées entraîner les mêmes effets. Dans les deux cas, il y a une incompréhension de ce qu'est un mouvement historique et donc d'un mouvement qui fait événement et adopte alors sa propre temporalité bien loin de celle qui existe, par exemple, dans les conflits quotidiens dans les entreprises, dans les tentatives d'autonomie des groupes de salariés par rapport aux logiques syndicales, etc.

En cela le soulèvement des Gilets jaunes n'est pas un mouvement social au sens où l'on l'entend depuis les années 1980 ; années à partir desquelles il devient difficile de parler en termes de lutte des classes. En effet, le soulèvement des Gilets jaunes n'est pas le fruit d'une opposition entre des intérêts catégoriels et l'État médié par les partenaires sociaux ; conflit dans lequel les syndicats étaient à la fois les défenseurs de ces intérêts et les cogestionnaires du compromis politique entre les classes au sein de l'État-providence. Là, avec le mouvement des Gilets jaunes, nous avons affaire à un affrontement direct entre une fraction de la population et l'État parce que la première ne tolère plus de médiations et parce que le second a tout fait pour les affaiblir. D'où la violence de la confrontation et un mouvement soudain qui va très rapidement atteindre une très grande vitesse.

Or, comme on le dit dans le langage courant, le train qui passe ne repassera pas et là, au bout de six mois, force est de constater que pas grand monde n'est monté dedans, même si certains ont tâté du marchepied. Le moment décisif a été celui de décembre. Celui où le mouvement a connu sa plus grande force (entre le 1^{er} et le 8 décembre) et aussi sa plus grande répression de rue parachevée par la destruction des baraques et tentes de ronds-points dès le début janvier, l'écrasement du mouvement lycéen, dont la pâle suite a été le mouvement *Youth for climate*, signe de la reprise en

main par la coalition de tous les pouvoirs qui l'ont si ce n'est promu, au moins soutenue¹.

... et pour qui perdurer pour perdurer ne peut qu'en dévoyer le sens

Certes, depuis, le mouvement perdure, mais comme en dehors de l'évènement qu'il a produit ; en dehors de sa dimension révolutionnaire et insurrectionnelle. Il ne s'agit plus alors que de durer pour durer et donc d'organiser des «évènements» (au sens faible ou spectaculaire du terme) ou de venir se coller à l'évènement des autres comme on peut le voir en ce mois de juin avec des appels de groupes de Gilets jaunes à rejoindre «la marche pour les fiertés» en guise de nouvel acte Gilets jaunes.

Quitte à se couper des forces qui ont fait l'évènement au sens fort et historique du terme parce que chaque samedi était comme l'annonce d'un possible basculement dans *autre chose*.

Un signe de cette tendance à vouloir perdurer — et donc à prendre d'autres formes — apparaît bien dans le fait de positions aujourd'hui affirmées, qui passent subrepticement du «Tous Gilets jaunes» de 2018 au «Tous ensemble» de 1995. Pour celles-ci, ce serait une façon de répondre à l'isolement du mouvement et à l'échec patent de la «convergence». Un échec à double ressort, celui de luttes trop embryonnaires pour ne pas être englobées dans un mouvement des Gilets jaunes (cf. l'exemple des «stylos rouges» de l'enseignement) ; celui de militants et grévistes qui n'ont aucune envie d'être assimilés aux Gilets jaunes (l'exemple des Blouses blanches).

Il faut bien voir que, quel que soit leur niveau de radicalité, ces luttes restent catégorielles et définies par des statuts en danger ou des conditions de travail qui se détériorent, alors que le propre des Gilets jaunes a été de laisser tout ça à la porte du mouvement en se reportant sur les conditions de

¹ Les lycéens blessés par les LBD, ceux humiliés de Mantes-la-Jolie ont soudain été encensés comme des jeunes conscients et responsables montrant l'exemple à leurs aînés ! Alors que les nombreux Gilets jaunes sévèrement blessés dans les manifestations des premières semaines n'ont reçu que des «Ils l'ont bien cherché» ou des «Ca leur apprendra» de la part des catégories intellectuelles et des castes dominantes.

vie en général qui sont celles où lui explose à la figure sa condition de dominé et non sur des conditions particulières de son exploitation sur un lieu de travail. Ce positionnement différent par rapport au pouvoir et aux dominants a entraîné une difficulté intrinsèque pour un rapprochement des luttes. Difficulté quasi objective à laquelle est venue se surajouter une difficulté subjective du fait de l'évaluation souvent défavorable de la nature du mouvement des Gilets jaunes de la part des autres forces sociales. Un mouvement qui ne serait pas politiquement correct, un mouvement qui serait incontrôlable parce qu'il refuse toute direction, un mouvement qui, finalement, fait peur à tout le monde (aux pouvoirs en place comme aux fractions protégées du salariat), même si beaucoup voudraient l'instrumentaliser à leur profit.

Quelques «leçons» à retenir ?

Sans dire que le mouvement est fini, il nous semble urgent de mettre en avant ce qu'il révèle, du point de vue du mouvement, bien que cela soit parfois à son corps défendant :

Le «peuple» n'existe pas. Les Gilets jaunes ne pouvaient donc que rencontrer un mur à partir du moment où il est devenu clair que leur volonté de s'ériger en tant que peuple se heurtait à la dure réalité qu'ils n'en étaient que sa représentation partielle. Le peuple en acte en quelque sorte, parce que dans l'action il est vite apparu qu'ils n'en étaient, au mieux, que son avant-garde de fait. Toute une réflexion serait à mener sur ce point et sur les impasses que représentent une critique limitée aux 1 % des plus riches, aux élites, aux attaques contre l'oligarchie patrimoniale des Pinault-Arnault et autres banques, alors que, dans ce même temps, la mondialisation et la financiarisation attaquent justement les positions oligarchiques pour les rendre plus fluides et flexibles de façon à trouver de nouveaux équilibres entre anciens et nouveaux modes de domination.

Avant-garde de fait, disons-nous, et non de droit, car c'est cette légitimité qui va lui être déniée par tous les pouvoirs en place, politiques, médiatiques et syndicaux jusque et y compris dans les milieux d'extrême gauche et libertaires.

Un mouvement qui a fait l'expérience de l'affrontement à l'État comme base d'une action de masse et non simplement de petits groupes de militants. Mais un mouvement qui cherche encore son rapport à ce qu'est l'État en général comme l'indiquent les propositions de manifestations

prochaines contre toutes les mesures d'augmentation des prix des grands services de l'énergie et des transports et pour la défense du secteur public. Cette proposition ne tient pas compte des échecs des syndicats à maintenir le «système» de 1945 (programme du CNR), mais cherche à se substituer à eux dans le même genre de grandes messes contre-productives, sans avancer ce qui aurait pu être des revendications-actions du mouvement comme la constitution de comités locaux contre le paiement de l'augmentation de l'électricité qui auraient pu rejoindre ceux déjà en place contre les compteurs Linky, etc.

Bref, alors qu'il prône la réappropriation populaire ou citoyenne et qu'il est véritablement un mouvement de base et de la base, la difficulté qu'il a à s'enraciner vraiment dans des luttes quotidiennes à ce niveau et à se mêler à ce qui existe déjà (des luttes associatives, des luttes contre les violences policières dans les banlieues et ailleurs) le poussent à lancer des appels globaux qui non seulement ont peu de chance d'être entendus, mais ne correspondent pas à ses caractéristiques premières et singulières. Mais évidemment devant une telle critique qui surgit parfois en AG la sempiternelle raison sociale-étatiste surgit et le plus souvent impose son principe de réalité par cette simple phrase : «Vous êtes donc contre les services publics ?». On se retrouve alors dans l'impasse.

Ce qui a fait l'originalité et la force du mouvement dans sa phase ascendante, à savoir sa rupture avec de nombreux *a priori* théoriques et des pratiques ritualisées au point d'en être compassées, se transforme en faiblesse dans la phase descendante où ne transparait plus que son instabilité, son manque d'organisation et sa difficulté à reprendre l'initiative, à surprendre à nouveau. Au point que, pour perdurer, il en est prêt à abandonner sa singularité historique pour se mouler dans des formes de médiations qui sont elles-mêmes en crise. Quand le «mouvement social» officiel n'est plus capable de faire 1995, certains Gilets jaunes pensent le réussir et en plus voient cela comme une panacée, alors que tout ce système reposait encore sur la centralité du travail dans le processus de valorisation du capital d'une part ; et la définition des rapports sociaux d'autre part à partir de cette même centralité (salariés/non-salariés, cotisations/prestations).

Le résultat des élections européennes doit questionner le mouvement dans la mesure où la surprise est quand même venue de l'intérêt manifesté

pour les élections (européennes qui plus est) de la part de protagonistes du mouvement des Gilets jaunes déniaient justement toute légitimité aux représentants, y compris les leurs ! On est alors arrivé à des prises de position absurdes de certains d'entre eux appelant à voter pour n'importe qui sauf Macron et les listes «jaunes» ! Toute cette confusion provient, outre l'illusion électoraliste, du fait que le mouvement se pense «peuple» et donc forcément majoritaire. Pourtant les exemples historiques sont édifiants : si des élections peuvent entraîner une déferlante insurrectionnelle (Espagne 1936 et à un degré moindre France avec la victoire du Front populaire, Chili 1973), un mouvement fort et même insurrectionnel suivi d'une élection n'apporte que plaies et bosses (juin 68, printemps 2019).

Un mouvement qui, depuis l'origine, a joué des cartes non institutionnelles dans l'élaboration de son rapport de force et qui parfois cherche à les concrétiser dans des vues à moyen terme comme celles du «RIC sauvage». Une perspective qui s'est tout à coup écroulée sous le coup de massue d'un Macron non sanctionné par les urnes. On comprend que certains Gilets jaunes veuillent rendre le vote obligatoire quand 50 % des inscrits s'abstiennent ; sans parler des non-inscrits. Mais que faudra-t-il donc faire pour que les gens votent «bien» ? C'est une question qui a souvent amené les politiciens et même des militants à vouloir «changer de peuple»... lorsque celui-ci ne correspondait pas à leur attente. Mais cela provenait de groupes ou partis qui avaient ou voulaient le pouvoir. Les Gilets jaunes ne sont pas dans ce cas de figure : ils sont face à eux-mêmes et ne peuvent désespérer du peuple tout en frôlant maintenant le désespoir.

Cette difficulté propre à notre période d'après la lutte des classes, fait que partout aujourd'hui, on assiste à une résurrection de la notion de peuple. Dans l'histoire de la modernité, le peuple se veut un tout qui est la négation des contradictions de classes, en tant que celles-ci ne seraient qu'une addition d'intérêts particuliers. C'est ce qui est à la base de l'opposition entre bourgeois et «bras-nus» pendant la Révolution française pour reprendre la terminologie de Daniel Guérin... et en même temps de leur unité dans l'idée de «la patrie en danger» de 1792 qui doit souder le peuple devenu corps social de la Nation. Dans cette vision, c'est le peuple qui subit tous les torts. Il est l'intérêt général fait peuple contre les ennemis de l'extérieur (émigrés aristocrates, puissances impériales et royales de

l'étranger). Les fascismes reprendront cette image du peuple-totalité contre des ennemis «intérieurs» mais étrangers à la nation et à la race (juifs, francs-maçons, tziganes, homosexuels). Elle est à la base des théories de Carl Schmitt sur l'État d'exception qui délimite les «frontières» entre amis et ennemis.

Mais pour en revenir aux thèses révolutionnaires nées de la Révolution française, Marx rompt avec cette idée d'un peuple-totalité dans une thèse critique sur Hegel (in *Contribution à la critique de la philosophie du droit*) où il renverse la dialectique hégélienne pour faire d'une classe, le prolétariat, la classe-totalité, parce qu'elle ne subirait aucun tort particulier dans la mesure où elle les subit tous. C'est cette totalité potentielle alors pourtant qu'elle n'est immédiatement qu'une classe particulière qui la rend justement classe-révolutionnaire par excellence, ou plus exactement classe de la révolution.

Sans la connaître expressément, c'est cette thèse que reprennent les Gilets jaunes en proclamant l'état d'urgence sociale de la part d'une nouvelle totalité populaire subissant un tort général, au-delà des torts particuliers que subit chacune de ses fractions. Un nouveau «tout» donc, sans détermination historique ni essence messianique, mais basé sur l'idée plus ou moins communément partagée que tout va de mal en pis, que la situation devient insupportable et que les dominants, quels qu'ils soient (représentants politiques, capitalistes et riches) n'en ont cure.

C'est justement parce que ce tort est ressenti comme général qu'il n'a pas besoin de s'appuyer sur des faits et des statistiques et que le «ressenti» entre en ligne de compte dans la révolte et l'esprit de résistance. L'urgence dépasse son caractère social pour devenir vitale dans une utopie d'égalité... ceci dans le pays pourtant le moins inégalitaire des pays riches et où l'État-providence produit encore ses effets relatifs quand on regarde *a contrario* la situation dans les pays voisins. Toutefois, la redistribution ne suit plus le même processus et n'a pas des effets identiques quand elle n'est plus centrée sur le travail et les partenaires sociaux, mais sur un vague universalisme assumé par l'État à travers des impôts (cf. la CMU) et des taxes censées faire contribuer tout un chacun, quelle que soit sa position par rapport aux rapports de production et au travail.

Le mouvement des Gilets jaunes n'étant pas forcément constitué de salariés et en tout cas de salariés «garantis» n'en a donc pas grand-chose à

faire des chiffres qui montrent que les salaires ont augmenté en moyenne quand les dépenses contraintes ont subi une plus forte augmentation encore, ce qu'ils ressentent directement quand il s'agit de remplir le frigo ou le congélateur. Le mouvement est donc par nature volontariste et subjectiviste puisqu'il s'agit de «forcer» les chiffres pour passer du ressenti à la révolte. Ce coup de force nécessaire le contraint et le contient dans une position minoritaire, alors pourtant qu'il fantasme sa dimension majoritaire («Tous Gilets jaunes»), qui ne peut lui revenir que comme un boomerang dans les moments de décélération du mouvement.

C'est aussi ce ressenti qui s'écroule devant le résultat des élections. Soit le peuple ne vote pas (50 % d'abstention + environ 10 % de non-inscrits + tous les «étrangers» qui n'ont pas le droit de voter) et c'est alors l'échec du «vote citoyen», soit il vote mal quand il vote (il ne se répartit même pas sur les 34 listes) et aucun RIC n'y pourra grand-chose.

L'illusion du RIC, c'est de s'appuyer sur le fait que le «peuple» ne serait pas fractionné par le rapport social capitaliste qui pourtant parcourt toute la division du travail et les hiérarchisations qu'elle produit ; toutes les divisions de statut qui font par exemple que les Gilets jaunes peuvent participer à des manifestations communes avec les Blouses blanches pour la défense du service public comme si «Blouses blanches» définissait cette fraction du peuple que constituerait le «peuple hospitalier». De ce fait, involontairement ou non, on masque une outrancière hiérarchie hospitalière, elle aussi responsable du dysfonctionnement de l'hôpital public et dénoncée d'ailleurs dans les cris d'alerte des médecins urgentistes.

Autant de «résultats» ou d'acquis non pas quantitatifs, mais qualitatifs qui font du soulèvement des Gilets jaunes un moment historique d'inversion du cours trop ordinaire de l'exploitation et de la domination. Un moment qui réfute tous les comptes de la politique au service du capitalisme du sommet, sans pourtant nous ouvrir une porte de sortie.

Temps critiques, 10-13 juin 2019

Suppléments de *Temps critiques* parus depuis décembre 2018 et disponibles en ligne sur le site de Temps critiques

[Ce qu'il peut rester du mouvement des Gilets jaunes](#)

juin 2019

[Gilets jaunes : Sur la ligne de crête](#)

mars 2019

[L'envie de Révolution française des Gilets jaunes](#)

février 2019

[Ce qui dure dans la lutte des Gilets jaunes](#)

janvier 2019

[Une tenue jaune qui fait communauté](#)

décembre 2018

[Sur cette révolte en général et sur celle des Gilets jaunes en particulier](#)

décembre 2018

[Sur le mouvement des Gilets jaunes](#)

décembre 2018

Un livre est aussi paru : *L'évènement Gilets jaunes* aux éditions À plus d'un titre.

Négationnisme: après la chute de Chouard, briser les cycles de l'antisémitisme de gauche

(extraits)

19 juin 2019, un article de Nadia Meziane

**(Nous avons reproduit seulement les passages consacrés à Chouard, au FN et à la France insoumise parce qu'ils ont un lien direct avec les Gilets jaunes. Nous conseillons à nos lectrices et lecteurs de lire l'article en entier : <https://www.lignes-de-cretes.org/negationnisme-apres-la-chute-de-chouard-briser-les-cycles-de-lantisemitisme-de-gauche/>.
NDLR)**

[...] De notre rapport à l'antisémitisme, de ces eaux brunes que nous n'avons jamais purgées, la bête négationniste est sortie une nouvelle fois. Mais c'est sur le Média fondé par la première force de gauche à la présidentielle, la France insoumise, invitée par un de ces personnages de prestige de notre camp, Denis Robert, qu'elle a poussé son cri de guerre.

Pourquoi la complaisance avec le négationnisme ? Pourquoi toujours et encore, des intellectuels, des militants, des artistes issus de notre camp en viennent-ils au fin fond du néant brun, ce néant que même une partie de l'extrême droite renie au moins publiquement ?

Pourquoi Etienne Chouard fait-il cela ? Lui qui a été au cœur de la gauche radicale, respecté pour son engagement contre le non à la Constitution européenne ? Lui qui a séduit des centaines de milliers d'adeptes du référendum d'initiative citoyenne ? Lui qui a connu cet hiver une double consécration. D'abord son mantra a été repris comme revendication centrale par un mouvement de masse, les Gilets Jaunes, comme la France n'en avait pas connu depuis très longtemps.

Ensuite, malgré son engagement aux côtés d'Alain Soral, malgré ses éloges de groupes fascistes assumés comme la Dissidence Française dès 2011¹, le leader réel de la gauche radicale actuelle, le plus populaire de ses

¹ Cette même année 2011, le 25 octobre, Etienne Chouard mène également un long entretien avec Yvan Blot, longtemps membre du

chefs, François Rufin, lui a fait l'honneur d'un hommage à l'Assemblée nationale, finalement autocritiqué du bout des lèvres, mais une fois le mal fait.

Bref le succès, la notoriété, le pouvoir idéologique sur des cercles très élargis, Etienne Chouard a tout. Ce 11 juin 2019, sur le plateau du Media, Denis Robert lui offre la cerise sur le gâteau : se débarrasser à peu de frais des accusations d'antisémitisme qui sont portées contre lui. On ne lui demande pas grand-chose, on ne l'interroge pas sur ses déclarations anciennes ou plus récentes ; à aucun moment, on ne lui égrène la liste complète de ses nombreux camarades d'extrême droite, à aucun moment, on ne lui demande des comptes sur les dérives antisémites du mouvement des Gilets jaunes qui a fait de lui son intellectuel phare. Non, on lui propose juste de déclarer qu'il n'a pas de doute sur l'existence des chambres à gaz. Juste de ne pas cautionner Robert Faurisson.

Et pourtant, Chouard choisit Faurisson et Dieudonné, face à un Denis Robert effondré, suppliant, tentant jusqu'au bout de faire dire à Etienne Chouard qu'il n'est quand même pas cela, lui qui a des «*procès en sorcellerie*» que Denis Robert trouve tellement injustes, et qui pourrait les contrer facilement..

[...] A la lumière de cette petite leçon de tactique politique, la démarche de Chouard apparaît pour ce qu'elle est. Et d'autant plus au regard de la réponse de Denis Robert à ceux qui ont immédiatement dénoncé la libre antenne qu'il a offerte au négationnisme. Tout y est: la référence à Chomsky comme exemple politique à imiter¹, le terme «*dogmatique*» qui

GRECE, puis du Front National, devenu avant sa mort, un ardent partisan de la collaboration avec le régime de Vladimir Poutine, qu'il défendait notamment sur Radio Courtoisie, dont il a animé Le Libre Journal jusqu'en 2018.

¹ Sur la préface de Chomsky à un ouvrage de Faurisson, les écrans de fumée jetés pour dédouaner Chomsky sont les mêmes depuis 1980. Denis Robert avait ajouté sa petite pierre à l'édifice en 1999, dans des entretiens avec Chomsky, qu'il estimait victime d'une «chasse aux sorcières». Or Chomsky y réitère justement des propos hallucinants à propos de Pierre Vidal-Naquet qui avait très bien démonté la posture et les responsabilités de Chomsky. Il y affirme notamment qu'il aurait été impossible à Pierre Vidal-Naquet de lui «*prouver*» l'antisémitisme de Robert Faurisson. L'entretien, intitulé avec beaucoup d'humour «Deux heures de lucidité» est disponible ici : <http://www.noam-chomsky.fr/deux-heures-de-lucidite-3/>. En supplément, on peut trouver dans un article du *Monde* de l'époque quelques-unes des déclarations éloquentes de Chomsky qui montrent que

renvoie évidemment à la sémantique sur la «*religion officielle de la Shoah*», l'assimilation de la réaction antiraciste à une persécution politique. Avec sa rhétorique apparemment improvisée, hésitante, celle de l'homme de bon sens qui ne sait pas tout et ose l'affirmer, Chouard a fait basculer Denis Robert, et l'amène à intégrer le négationnisme dans notre champ politique.

Et avec le négationnisme, le reste, évidemment. Beaucoup d'analyses ont déjà montré l'exacte similitude de la rhétorique chouardiste avec celle de Jean-Marie Le Pen lorsqu'il a formulé pour la première fois, à une heure de grande audience, ses ignominies sur le «*détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale*».

Cela n'a rien d'un hasard. Etienne Chouard est encore le bienvenu sur le Media fondé par la France Insoumise, mais il est aussi parfaitement inscrit dans le militantisme aux côtés de l'extrême droite.

Etienne Chouard, cet hiver, a par exemple développé très ouvertement son ralliement au Front national dans un entretien filmé avec un média des Gilets Jaunes (<https://www.facebook.com/watch/?v=326803951243591>). Interrogé sur sa proximité avec Soral, il y déclare tout simplement ne pas croire du tout que le Front national soit un parti fasciste et qu'au contraire, l'influence de Soral en a fait un parti de gauche.

Ces quelques minutes très claires de Chouard sont importantes, parce qu'elles résument pendant le long entretien donné au Média ce qui s'est joué pendant celui-ci, ce qu'a fait Denis Robert. Inviter un allié assumé du Front national, et un qui se situe dans la partie la plus ouvertement fidèle à sa filiation originelle antisémite.

Etienne Chouard ne se contente pas de déclarer le Front national utile, en égrenant tous les sujets sur lesquels il aurait des positions bénéfiques. Il se réclame aussi de sa tendance ouvertement antisémite en rendant hommage à Alain Soral pour son travail sur le «*sionisme*», qui aurait permis selon lui de dévoiler le «*racisme*» de cette idéologie. Quelques minutes avant et après, Chouard répète pourtant que la lutte contre le racisme et l'antisémitisme n'est pas une priorité dans les combats politiques, que cela n'a pas beaucoup d'importance.

[...] Aveugle sur ses propres tares idéologiques, une partie de la gauche radicale produit des Dieudonné et des Etienne Chouard. Face à ses golem, et même lorsque ceux-ci franchissent toutes les barrières de l'ignominie,

l'intellectuel n'a eu des doutes sur cette préface à Faurisson que sous la pression (https://www.lemonde.fr/archives/article/1980/12/20/les-ambiguites-de-l-affaire-chomsky-faurisson-mon-texte-n-est-qu-en-faveur-de-la-liberte-declare-l-enseignant-americain_3072615_1819218.html).

jusqu'au soutien au négationnisme, elle hésite à les rejeter, car leur popularité lui semble incontournable.

C'est ce que montrent par exemple, les aller et retour perpétuels de François Ruffin sur la question Chouard. S'ils sont significatifs et importants, c'est que le député est aujourd'hui présenté comme une alternative «progressiste» à Mélenchon. En effet, si après son hommage à l'Assemblée nationale en décembre 2018, Ruffin finit par reconnaître une «*erreur*», il le fait en pointant essentiellement les fréquentations de l'intellectuel. «*Autour de lui gravitent des groupes d'extrême droite*», dit-il. A aucun moment, il ne fait de réel lien entre ces proximités pratiques et le fond de la rhétorique chouardiste.

Et pour cause : cinq ans auparavant, Ruffin avait commis dans *Fakir* un article extrêmement violent contre les antifascistes qui lui reprochaient la publicité faite pour Chouard dans son journal. L'article intitulé «[L'air du soupçon](https://www.fakirpresse.info/L-air-du-soupcon)» (<https://www.fakirpresse.info/L-air-du-soupcon>) désigne clairement l'ennemi : la partie de la gauche radicale qui exige des limites idéologiques et pratiques avec le camp fasciste. Dans cet article, Ruffin évoque longuement le compagnonnage de Chouard avec Alain Soral, mais juge que celui-ci n'est pas suffisant pour en déduire quoi que ce soit. Or en 2013, au moment où paraît cet article, sur le site d'Alain Soral, on ricane avec Dieudonné et Serge Ayoub de l'assassinat du jeune antifasciste Clément Méric.

Le rejet de l'antifascisme, perçu comme contre-productif, est la pierre angulaire du naufrage d'une partie de la gauche radicale. Le scandale négationniste est finalement toujours ce moment où le bateau coule définitivement, en voyant, mais trop tard, la partie émergée de l'iceberg qui était sur toutes les cartes, mais que les petits capitaines n'ont pas voulu voir, eux qui croyaient louvoyer entre les obstacles, sans autre boussole que celle de la complaisance opportuniste avec l'antisémitisme.

«*Une pure connerie*», dira François Ruffin à propos des déclarations d'Etienne Chouard au Media. Le même avait déclaré, peu après avoir été élu député, que «*ce qui allait marcher contre Macron, c'était des trucs à la con*», comme le discours contre les vaccins obligatoires, que c'était cette agrégation de «*trucs à la con*» qui allait «*faire bouillonner la cocotte*». Or ce discours anti-vaccins était porté par les mouvances antisémites depuis de très longues années, et le complot des blouses blanches une bien vieille antienne rouge-brune....

[...] D'un côté, le franchissement volontaire de la frontière avec le négationnisme est effectué par des personnalités politiques venues de la gauche radicale, qui, depuis longtemps déjà, ne cachent plus leur proximité avec l'extrême droite antisémite. De l'autre, cette proximité et l'antisémitisme même sont considérés au mieux comme «*une connerie*»

dont il ne faut pas faire toute une histoire par une partie de la gauche radicale.

A la fin, la conclusion est toujours la même. Le fascisme se renforce, la gauche radicale s'effondre après s'être privée elle-même de son antifascisme par opportunisme populiste. Le moment négationniste au Média est intervenu après la très lourde défaite électorale de la France Insoumise, qui après avoir appelé au «Tout sauf Macron» l'a obtenu, avec le score de Marine Le Pen.

A ce propos François Rufin a fort bien résumé sa pensée en déclarant que les électeurs avaient choisi le «*plus gros bâton*» pour faire battre Macron. Effectivement la «gauche populiste» ne sera jamais que la matraque d'appoint, l'armée de réserve de l'extrême droite et du fascisme, bonne à lui servir la soupe avant de disparaître. En témoigne aussi l'état du Media, désormais scindé en chapelles rivales et exsangues, étalant leurs rivalités dans la presse, l'une dont le dirigeant, Julien Théry, historien de profession, reçoit donc des invités qui tiennent des discours pronégationnistes, pendant que l'autre dirigée par Aude Lancelin a recruté le plus conspirationniste des Gilets jaunes, Maxime Nicolle. Mais les deux réunis ne rivalisent pas avec l'audience des médias fascistes proprement dits.

Etrangement, pour cette partie de la gauche radicale, qui a rejeté toute boussole des valeurs, il y a toujours une morale de l'Histoire. Nier l'antisémitisme comme matrice des idéologies et des pratiques anti-progressistes, puis tenter de l'instrumentaliser à des fins opportunistes conduit non seulement à le renforcer dans la société, à contribuer à opprimer les Juifs, mais aussi à l'échec le plus sordide.

[...] A la Chute, pourtant la gauche radicale n'est pas condamnée. Ces dernières semaines, comme à chaque fois que la gauche est confrontée à son échec par une élection, les appels à l'unité ont retenti. Tous faisaient l'éloge des Gilets Jaunes, aucun ne mentionnait la lutte contre l'antisémitisme.

Ces mots-là qui semblent toujours de trop, toujours tabou sont pourtant bien ceux qui écarteraient d'emblée les courants qui nous enfoncent depuis tant et tant d'années. On nous rétorquera qu'«on» en parle bien assez ailleurs. C'est possible mais dans notre camp, quand on ne parle pas de l'antisémitisme et de la Shoah, on finit toujours par se retrouver avec des antisémites qui en parlent pour la nier.

Aussi bien, face à ceux qui désignent la lutte contre l'antisémitisme et le négationnisme comme la manifestation d'une religion civile, revendiquons nos tabous, traçons la frontière qui depuis déjà longtemps en Europe est seule à même de séparer le brun du rouge. Ce n'est pas pour les Juifs que nous ne le ferons, mais pour nous tous. Pas seulement pour la mémoire du passé mais pour que la gauche radicale ait un futur. **Nadia Meziane**

**Quelques
traductions
pour y voir
plus clair
dans
la confusion
volontaire
actuelle
et rétablir
une
perspective
de classe**

Réflexions d'un travailleur de la CPTM (Compagnie des chemins de fer métropolitains de São Sao Paulo)

Ce texte analyse les possibilités de résistance et de lutte dans les chemins de fer urbains gérés par la CPTM dans la ville de São Paulo, au Brésil. Les réflexions de ce cheminot ne prétendent pas épuiser toutes les questions, mais vont au-delà d'un simple rapport descriptif sur ses conditions de travail, puisque ce camarade envisage les possibilités de recomposition du mouvement ouvrier aujourd'hui.

Passa Palavra, 12 décembre 2018

Brève présentation de la CPTM

Avant d'aborder la question des possibilités d'organisation au sein de cette entreprise, il me faut d'abord la présenter brièvement et indiquer quelles sont ses principales caractéristiques. Fondée en 1992, à partir de l'unification des réseaux ferrés construits par les différentes compagnies ferroviaires qui existaient dans la région métropolitaine de São Paulo, et avaient investi dans le transport de passagers, la CPTM transporte actuellement 2,7 millions d'usagers par jour et son réseau couvre 271 kilomètres de long, pour un total de 7 lignes et 94 gares dans 23 municipalités (20 dans l'agglomération de São Paulo et 3 au nord-ouest de cette ville). Elle emploie 8 200 personnes, dont 851 dans le secteur administratif, 2 560 dans la maintenance, 3 864 dans le secteur des opérations (y compris le trafic) et 794 dans la sécurité (données fournies aux nouveaux employés lors de leur stage d'intégration dans l'entreprise).

¹ Avec ses 12 millions d'habitants, Sao Paulo est la plus grande ville du Brésil et du continent latino-américain (*NDT*).

Bien qu'il s'agisse d'une seule entreprise, la CPTM connaît des réalités très différentes selon les endroits, principalement parce qu'elle résulte de l'unification de réseaux ferrés appartenant à des compagnies diverses ayant connu des histoires séparées.

Les actuelles lignes 8 et 9 sont des vestiges de l'ancien réseau ferroviaire Sorocabana, dont le premier tronçon, allant de Sorocaba à São Paulo, fut construit en 1870. En 1927, on commença la construction du tronçon allant jusqu'à Santos, en passant par la zone sud de São Paulo, afin de briser le monopole de la compagnie São Paulo Railway. En 1971, ces lignes devinrent la propriété de la FEPASA (Ferrovia Paulista Sociedade Anonima, une autre compagnie ferroviaire) et en 1998, elles furent absorbées par la CPTM. Des parties de ce tronçon allant de São Paulo à Sorocaba ont formé la ligne 8 (terminus : Itapevi) et des parties du tronçon allant jusqu'à Santos formèrent la ligne 9 (terminus : Grajaú).

Les lignes 7 et 10 sont des vestiges de l'ancienne voie ferrée Santos-Jundiaí, construite en 1867, qui appartient à la São Paulo Railway jusqu'en 1946, puis passa entre les mains du gouvernement fédéral brésilien, qui l'a gérée de différentes façons (en dernier, par l'intermédiaire de la Companhia Brasileira de Trens Urbanos), jusqu'à ce que l'État de São Paulo la récupère, avec la création de la CPTM. Le tronçon qui va de São Paulo à Jundiaí forme la ligne 7 et le tronçon de São Paulo à Santos (aujourd'hui, il arrive seulement à Rio Grande da Serra) forme la ligne 10.

Quant aux lignes 11 et 12, qui desservent l'est de São Paulo et les villes voisines, elles sont issues de l'ancienne voie ferrée Central do Brasil, construite en 1890 pour relier São Paulo à Rio de Janeiro. Les lignes 11 et 12 ont appartenu à la CBTU (Companhia Brasileira de Trens Urbanos) de 1974 à 1985 puis à la Rede Ferroviaria Federal (RFFSA) jusqu'en 1994, date à laquelle elles sont devenues la propriété de la CPTM.

Enfin, les trois premières gares de la ligne 13 ont été ouvertes en 2018 et elle est une annexe de la ligne 12 jusqu'à l'aéroport de Guarulhos.

En raison de cette caractéristique historique, les salariés de ces trois paires de lignes ont des origines différentes (la plupart des salariés venant

des sociétés précédentes occupent des fonctions d'encadrement,). C'est aussi le cas des infrastructures, des façons de travailler dans les lignes, les stations et les gares, et des syndicats qui ne sont pas les mêmes.

Les salariés des lignes 7 et 10 sont membres du Sindicato São Paulo; ceux des lignes 8 et 9 du Sindicato Sorocabana; et ceux des lignes 11, 12 et 13 du Sindicato Central do Brasil, vestiges de l'époque où existaient encore les sociétés ayant donné leur nom à ces organisations de travailleurs.

Le Sindicato Central do Brasil a toujours son siège à Rio de Janeiro ; il représente également les salariés de Supervia (compagnie métropolitaine ferroviaire de Rio de Janeiro) et est actuellement affilié à la CUT². Le Sindicato Sorocabana organise de nombreux salariés du transport de fret dans l'ouest de São Paulo, dans les succursales appartenant à Sorocabana; il est actuellement affilié à l'UGT³. Couvrant aussi la société MRS Logística, le Sindicato São Paulo est également affilié à l'UGT. Les cheminots de la CPTM sont donc divisés entre ces trois syndicats, selon la ligne où ils travaillent, mais ils peuvent choisir de s'affilier à un autre syndicat que celui de leur ligne.

¹ Chaque gare de la CPTM a un chef de gare qui n'est pas toujours sur place et exerce des fonctions surtout administratives et trois chefs d'équipe responsables des agents des gares (3 équipes alternent chaque jour), pendant chaque fraction de la journée de travail. Peu productifs et peu dynamiques du point de vue du Capital, les chefs les plus anciens proviennent des entreprises absorbées par la CPTM. Officiellement, le salaire d'un chef de gare est légèrement supérieur à 6 000 *reais* (1364 €), celui d'un chef d'équipe oscille entre 3 500 et 4 000 *reais* (entre 795 € et 909 €) et celui d'un agent de gare atteint 2 500 *reais* (568 €). Toutefois, en raison des plaintes déposées par ces travailleurs et des indemnités que la CPTM a dû leur verser au fil des ans (par exemple, au cours, ou à la suite, de la fusion des différentes entreprises), les salaires des chefs de gare les plus anciens dépassent les 10 000 *reais* (2273 €).

² CUT : Centrale unique des travailleurs, principal syndicat fondé en 1983.

³ UGT : Union générale des travailleurs, organisation créée en 2007 et résultant de la fusion de plusieurs syndicats.

Non seulement les salariés de la CPTM vivent des réalités très différentes dans chaque ligne, mais ils sont aussi divisés par la structure syndicale présente dans chacune de ces anciennes entreprises. Bien que les cheminots forment une catégorie historiquement forte, qui a accumulé plus de droits que la plupart des autres travailleurs, leurs syndicats n'ont que peu de relations avec la base ; ils sont peu crédibles auprès de leurs adhérents ; et ils se présentent avant tout comme de bons syndicats d'assistance, qui disposent d'avocats, de colonies de vacances et de coopératives.

Si, d'un côté, ces caractéristiques affaiblissent et entravent les mobilisations des cheminots, de l'autre, cette situation offre davantage de

¹ Cette coopérative permet à ses membres d'emprunter à des taux inférieurs à ceux des banques.

² Lorsqu'une possibilité de grève existe, chaque syndicat réunit une assemblée de ses membres et décide de participer, ou pas, à la mobilisation. Ainsi, il arrive que la grève ne mobilise qu'un syndicat et n'affecte que certaines lignes. Pour citer quelques exemples concernant des conflits récents : en 2011, la CPTM a connu l'une des plus grandes grèves depuis sa création, et a dû accepter des concessions importantes en matières de salaire, d'avantages sociaux et autres droits ; le premier jour, la grève ne toucha que les lignes 8, 9, 11 et 12 (donc les Sindicatos Sorocabana et Central do Brasil); le lendemain, les lignes 7 et 10 rejoignirent le mouvement (soutenues par le Sindicato São Paulo), ce qui entraîna la paralysie de tout le réseau ferré métropolitain.

En 2012, seul le Sindicato Central do Brasil (lignes 11 et 12) soutint la lutte des salariés du métro, tandis que ceux des autres lignes n'arrêtèrent pas le travail. En 2013, le Sindicato São Paulo (lignes 7 et 10) ne rejoignit pas la bataille déclenchée par les autres syndicats. En 2017, lors de la grève générale du 28 avril, le Sindicato Sorocabana refusa de faire grève et seules les lignes 7, 10, 11 et 12 (où sont présents les Sindicatos São Paulo et Central do Brasil) arrêtèrent le travail. Étant donné qu'il n'existe qu'une seule convention collective pour l'ensemble de la CPTM, il est impossible qu'une catégorie de personnel acquière des droits supplémentaires et pas les autres catégories de l'entreprise. Ces grèves partielles soulèvent des problèmes juridiques : par exemple, la justice est susceptible d'engager des

possibilités pour des luttes extérieures à l'appareil syndical. Dans le métro, par exemple, presque tout passe par une instance syndicale, parce que le syndicat, en plus d'être combatif, tient des réunions sectorielles avec une participation réelle de la base. Au sein de la CPTM, par contre, l'appareil est clairement un obstacle pour l'organisation des salariés et toutes les instances sont des structures inactives. Cependant, rien ne garantit qu'une mobilisation éventuelle ne pourra pas conduire, un jour, à une lutte pour l'unification des trois syndicats, ou une situation de ce genre.

Composition de la force de travail

Comme dans la plupart des entreprises actuelles, les salariés permanents (ceux qui ont passé des concours pour être embauchés) constituent déjà presque une minorité dans la CPTM. De nombreuses entreprises fournissent des services, notamment dans les domaines du nettoyage, de la sécurité et de la maintenance, mais également dans les kiosques, les magasins et autres services plus temporaires.

La sécurité:

La sécurité de la CPTM n'est pas unifiée, comme celle du métro: d'un côté, on trouve un nombre restreint de salariés permanents de la CPTM, les agents de sécurité (AS) – communément appelés «*marronzinhos*» [les «petits hommes marrons», à cause de la couleur de leur uniforme, *NdT*], qui sont armés,; et, de l'autre, des vigiles sous-traitants. Actuellement, trois sociétés de sécurité fournissent des services à la CPTM: G4S sur les lignes

poursuites contre une grève. En effet, celle-ci peut être jugée «illégale» si un seul syndicat refuse les propositions de la direction et continue la lutte. En effet, cela aboutirait à ce que des droits soient accordés seulement aux travailleurs membres des autres syndicats.

¹ Jusqu'à la constitution de 1988, la sécurité des chemins de fer et des trains était assurée par la police fédérale des chemins de fer. Depuis lors, l'absence de réglementation claire a entraîné plusieurs complications juridiques, dans différents États brésiliens, concernant les attributions des anciens policiers qui travaillaient dans ces secteurs. Actuellement, les agents de sécurité dépendent de la CPTM, selon la CLT [Consolidation des Lois du Travail, loi de 1943 qui régit le droit du travail, *NdT*] et bénéficient de la même convention que le reste des salariés de cette entreprise.

8 et 9 ; Gocil sur les lignes 7, 10, 11 et 12 en ce qui concerne la sécurité des gares ; et Power, qui fournit un service de gardiennage et de rondes motorisées pour les installations annexes proches des gares. L'écart entre le nombre de salariés permanents (qui ont passé un concours) et de salariés sous-traitants est important dans ce domaine: on compte actuellement 583 agents de sécurité pour 2 540 vigiles (répartis en deux équipes par jour). Cela représente 4,3 vigiles pour chaque agent de sécurité (données fournies lors du stage d'intégration dans l'entreprise). Les vigiles travaillent 12 heures d'affilée, un jour sur deux, pendant une période de 36 jours.

– *Le nettoyage:*

Deux entreprises vendent actuellement leurs services à la CPTM: Tejofran, sur les lignes 8 et 9 ; Tonanni sur les lignes 7, 10, 11, 12 et 13. Ces salariés travaillent cinq jours d'affilée pour un jour de repos ; leur repos est toujours attribué en semaine, ce qui fait qu'ils triment normalement le dimanche et les jours fériés, sauf un dimanche tous les 42 jours. Cette catégorie de personnel comprend un nombre important de travailleurs âgés ou handicapés. Ils gagnent à peine plus que le salaire minimum.

– *L'entretien :*

De nombreuses entreprises assurent l'entretien des ascenseurs, des escaliers mécaniques, des réseaux de câbles électriques, des rails et des trains de la CPTM. J'ai peu de contacts et d'informations sur ce secteur, mais le nombre de salariés semble dépasser celui du personnel permanent de la CPTM.

Il existe de très grandes différences dans les conditions de travail entre les salariés de la CPTM et ceux des entreprises sous-traitantes, en matière de salaires, d'avantages sociaux, de stabilité, de contrôle exercé par les chefs, du nombre de jours de repos, d'accès aux infrastructures des gares, etc. Cette situation entrave les contacts quotidiens et le développement de revendications communes. Le fait que de nombreuses catégories de personnel, avec toutes ces différences, cohabitent dans le même espace et remplissent parfois des fonctions similaires (dans le cas de la maintenance et de la sécurité encore plus, car ces secteurs emploient des salariés permanents ayant passé des concours **et** des sous-traitants) crée des problèmes : chaque partie essaie de rejeter la responsabilité et l'exécution des tâches sur l'autre. Pour les vigiles, les agents de sécurité ne font rien et

tardent toujours à intervenir en cas de conflit avec des usagers. Pour les agents de sécurité, les vigiles se débrouillent très mal (même s'ils sont beaucoup plus nombreux) et ont toujours besoin de leur soutien.

Dans le cas de la maintenance, le plus gros du travail repose sur les salariés sous-traitants, qui sont moins bien payés que les quelques salariés permanents affectés à ce type de tâches et ayant passé des concours ; cela a créé une sorte de ressentiment des premiers contre les seconds (*«J'ai travaillé à la gare de Lapa durant deux ans et, pendant que nous on bossait, les gars de la CPTM jouaient aux dominos – raconte un salarié sous-traitant chargé de l'entretien du réseau de câbles électriques»*). Un autre élément complique encore ces relations : le fait qu'il existe de nombreux chefs (dans chaque entreprise et chaque secteur de la CPTM) et que la hiérarchie entre eux n'est pas claire: si, par exemple, un agent de gare de la CPTM entre en conflit avec un chef d'une société sous-traitante chargée du nettoyage et se plaint auprès de son supérieur, il y a de grandes chances que ce dernier donne raison au salarié de la CPTM et non à un petit chef qui travaille pour une autre entreprise.

Malgré tous ces obstacles, il est clair que le fonctionnement du système dépend du travail en commun qu'effectuent ces différents groupes de salariés. Si, d'un côté, surgissent des frictions, de l'autre, il existe aussi des brèches pour construire des revendications et des relations de solidarité à partir de cette situation.

Pour ne donner qu'un exemple, même si les vigiles n'ont pas le droit de franchir les tourniquets de la CPTM sans payer, bon nombre d'entre eux, lorsqu'ils connaissent les agents des gares (ASO), passent gratuitement et n'utilisent pas leur titre de transport. Même si beaucoup d'ASO n'aiment pas leur accorder cette faveur, ils arrivent souvent à un accord informel avec les vigiles, car sinon ceux-ci feront la sourde oreille quand il s'agira d'intervenir lors d'un incident avec des passagers. L'interdépendance finit donc par imposer de bonnes relations entre ces différents groupes de salariés, non par solidarité morale, mais parce que l'absence de ces bonnes relations nuirait à toutes les parties.

Relation entre les usagers et le personnel

Les conflits entre les salariés et les usagers des transports constituent l'un des points les plus sensibles dans les gares. Les employés font souvent preuve d'un manque total de compréhension par rapport aux travailleurs

qui ont oublié d'acheter leur billet, ou dont la carte a été bloquée par SP-Trans, ou qui ont oublié de renouveler à temps leur carte spéciale, etc., alors qu'ils sont pressés de se rendre au boulot. Le manque de solidarité est d'autant plus flagrant que la CPTM ne surveille pas beaucoup ses employés et que les chefs n'exercent pas de pression apparente pour que nous ne laissions jamais passer les usagers qui n'ont ni passe ni ticket en règle – les chefs nous recommandent même d'autoriser quelques exceptions pour éviter les conflits et ne pas nuire à l'image de l'entreprise.

En revanche, la CPTM adopte une attitude ambiguë face aux usagers : d'un côté, elle les traite comme des animaux, les transporte dans des wagons surpeuplés, leur impose de payer un prix élevé et de voyager dans des trains dépourvus d'infrastructures adéquates ; de l'autre, les usagers consomment un service et ils exercent donc une pression et un contrôle sur les travailleurs de la CPTM¹. Les usagers rendent les salariés responsables de tous les problèmes, alors que, bien souvent, nous n'y sommes pour rien, mais ils considèrent que nous représentons l'entreprise et l'État. Un grand nombre d'employés subissent le stress au travail, soit parce qu'ils ont souffert d'agressions, soit parce qu'ils prennent des médicaments pour supporter leurs conditions de travail.

Fondamentalement, la stratégie de la CPTM consiste à entretenir une opposition entre les usagers et son personnel, en faisant disparaître l'entreprise, le gouvernement et l'État des conflits et des problèmes quotidiens dans les transports. Pour organiser une lutte dans ce secteur, il nous faut donc absolument abattre les frontières établies par nos employeurs et remplacer ces conflits entre les usagers et les salariés de la CPTM par des luttes entre tous les salariés et l'Etat, entre tous les

¹ La CPTM a récemment créé un numéro sur Whatsapp pour surveiller les actes de vandalisme, le harcèlement sexuel et les vendeurs ambulants dans les gares et les trains. En pratique, même si ce n'est pas officiel, ce dispositif sert également aux usagers pour dénoncer les employés qui consultent leur smartphone durant les heures de travail ou enfreignent, d'une manière ou d'une autre, le règlement dans les gares, et ce dispositif nous retombe dessus.

travailleurs et les patrons, etc., conflits bien présents à chaque moment de la journée, mais qui apparaissent sous un jour déformé.

Même s'ils gagnent un salaire mensuel de 2 500 *reais* (597 €), s'ils se réveillent à l'aube, si leurs horaires décalés rendent difficile toute vie sociale (ils travaillent les jours fériés, le dimanche, à Noël, le Nouvel An, etc.), même s'ils vivent dans les mêmes quartiers et empruntent les mêmes transports que les usagers, la plupart des agents des gares tiennent à se différencier du reste de la population. Ils souhaitent s'identifier à l'ordre et à l'Etat – sentiment que semblent également partager d'autres catégories de fonctionnaires² (combien d'enseignants vivent dans d'autres quartiers que leurs élèves qui, eux, «habitent dans des bidonvilles», sont des «délinquants» etc. ; et combien de profs enseignent sans témoigner la moindre sympathie envers leurs élèves ?). Les salariés qui s'identifient totalement à leur fonction ressentent une certaine hostilité vis-à-vis du reste des travailleurs, en particulier des plus précaires ; ce sentiment repose sur des éléments tels que le salaire et des avantages sociaux supérieurs à la moyenne des autres travailleurs qui vivent dans les quartiers périphériques ; la stabilité professionnelle ; une pression faible des chefs sur les salariés pour atteindre des objectifs précis ; la méritocratie de ceux qui passent des concours d'embauche, et la relation de proximité avec les autres forces dépendant de l'Etat, etc. (Pour donner un exemple: si un policier entre dans une gare et assiste à un conflit entre un usager et un employé de la CPTM,

¹ D'après des données récoltées sur le Net, au Brésil, en moyenne, un abonnement à Internet coûte 29 € ; la location d'un studio 204 € en banlieue et en centre-ville 300 € ; un menu McDo 6,34 € ; un paquet de cigarettes 2 € ; un litre d'essence ou un ticket de bus 1 € ; une crèche ou une école maternelle privée 200 € par mois (*NdT*).

² Les salariés de la CPTM ne sont pas, *de facto*, des fonctionnaires puisque l'Etat ne les a pas recrutés directement et qu'ils n'ont pas ce statut ; ce sont plutôt des salariés d'entreprises publiques soumises à la CLT [la loi de 1943 qui inspire le Code brésilien du travail, *NdT*]. Cependant, comme nous avons passé des concours, notre emploi est plus stable que celui des autres travailleurs, nous avons le sentiment d'appartenir à la fonction publique.

il défendra sans aucun doute ce dernier ; il existe une certaine cordialité entre les policiers et nous, qui ne se manifeste pas avec les autres travailleurs ; par exemple, nous nous saluons mutuellement lorsque nous pénétrons dans la gare, nous demandons si tout va bien, etc.).

Quant aux salariés sous-traitants, ils s'identifient moins à leurs entreprises, à la CPTM et à l'«ordre» en général. Parce qu'ils gagnent moins, jouissent de moins de droits que nous, de moins de stabilité et qu'ils sont des salariés indirects de la CPTM, ils sont moins disposés à remplir leur rôle. Par exemple, les vigiles entretiennent fréquemment des relations amicales avec des vendeurs à la sauvette, même si leurs fonctions les mettent en conflit constant avec eux – de nombreux vigiles tiennent des discours du type: *«Je bosse 12 heures d'affilée, pour gagner une misère, mon entreprise se fout de mon sort... Tu crois que je vais me fatiguer à chasser les vendeurs ambulants ? Ces gars sont en train de travailler et ils vivent dans le même quartier que moi»*, etc. Bien qu'ils aient des tâches plus répressives que celles des agents des gares, il semble que ces travailleurs comprennent (mieux que les employés de la CPTM) les usagers qui demandent à ce que nous fermions les yeux, voire que nous les laissions frauder ouvertement. La condition plus précaire des salariés sous-traitants facilite la solidarité avec les habitants des quartiers périphériques – ces travailleurs qui, comme eux, ont des difficultés à payer leur transport, à obtenir un emploi fixe et stable, et qui vendent donc des trucs à la sauvette, entre autres petits boulots. En outre, les salariés sous-traitants paient leur titre de transport, tandis que les salariés permanents de la CPTM (qui ont passé le concours d'embauche) bénéficient de la gratuité dans les trains et les métros, et circulent plus librement dans les dépendances des gares (c'est comme si les salles de repos et les vestiaires appartenaient aux employés de la CPTM, mais pas aux salariés sous-traitants qui les utilisent seulement «en passant»).

Compte tenu de ces particularités, il convient de se demander quelles seront les conséquences de la réduction du nombre de salariés permanents qui ont passé un concours d'embauche, puisque nous assistons au renforcement des privatisations et à l'élargissement constant de la sous-traitance. Durant la brève expérience de la privatisation du métro, par exemple, le nombre d'agressions contre les caissiers des guichets à billets a considérablement augmenté. Le turn-over et les bas salaires de ces

nouveaux salariés sous-traitants qui travaillent dans ce type de guichets semblent encourager les actions illégales. Quelle est la conséquence de la diminution du nombre des travailleurs qui s'identifient à ces entreprises «publiques» et à l'Etat lui-même et de l'augmentation du nombre des travailleurs dépendant des entreprises privées ? Dans le métro, parallèlement à la privatisation, certaines fonctions ont été militarisées – sur les lignes Amarela (jaune) et Lilás (lilas), les agents des gares font office eux-mêmes de vigiles. La cooptation des salariés et l'intensification du caractère répressif des tâches assignées représentent-elles une stratégie pour gérer la précarisation de ces catégories ? Quelles en seront les conséquences ?

J'ai souligné ce conflit entre les usagers et les salariés permanents (qui ont passé un concours d'embauche) et le manque d'identification de ces derniers au reste de la population, car ces deux aspects me semblent entraver considérablement les luttes qui vont au-delà du strict cadre de l'entreprise. Au cours des premiers mois de travail à la CPTM, une question me taraudait : comment obtenir le soutien de la population lors d'une grève des cheminots, si, au jour le jour, leur relation est presque toujours conflictuelle ?

Intuitivement, j'ai senti que je devais exprimer ma solidarité avec les autres travailleurs le plus fréquemment possible, ne pas contrôler les billets, faire semblant de n'avoir rien vu lorsque des gens passaient sans payer, que leur passe était périmé, etc. Ces tentatives de tisser des liens de solidarité avec les usagers au quotidien ont des limites, dans la mesure où le travailleur des transports remplit toujours une fonction pour le Capital – que je sois solidaire ou non, mon travail consiste tout de même à protéger les tourniquets et à maintenir l'ordre dans les gares ; je serais donc très naïf si je pensais que mon attitude au travail peut changer considérablement la situation. Mais en même temps, dans quelle mesure le comportement d'un salarié durant son travail et ses relations quotidiennes de solidarité avec ses collègues et avec les usagers-clients introduisent-elles une différence dans les luttes que mènent les uns et les autres ?

Examinons à nouveau la relation enseignants-élèves: pendant les occupations d'écoles de 2015, ce n'est pas un hasard si les enseignants qui ont soutenu le mouvement du secondaire étaient précisément ceux qui avaient le plus de proximité avec les élèves et les respectaient le plus. De

même, lorsque les élèves se mobilisent contre le licenciement d'un enseignant (qu'il s'agisse de lycées ou d'universités), il est rare qu'ils soutiennent un prof qu'ils n'apprécient pas. Même si la construction de cette solidarité «à chaque instant de la journée» a des limites claires, nos luttes sont forgées par ceux qui travaillent tous les jours à nos côtés, qu'ils lèchent les bottes des chefs ou soutiennent leurs collègues ; qu'ils dénoncent les salariés des entreprises sous-traitantes ou les couvrent devant leurs superviseurs ; qu'ils enfoncent les usagers au maximum, ou ferment les yeux chaque fois que cela est possible.

Après avoir souligné l'importance, plus ou moins grande, de ces petites solidarités quotidiennes, il me paraît fondamental d'élaborer des revendications qui profitent clairement et immédiatement aux usagers et aux salariés des transports. La lutte pour améliorer l'infrastructure des gares, par exemple, est utile, car leur mauvais état actuel a un impact négatif sur les usagers et les salariés de la CPTM, qui, en plus d'entendre davantage de plaintes, se fatiguent plus et prennent plus de risques, par exemple, en portant les personnes en fauteuil roulant dans les escaliers. Combattre la suppression d'un avantage pour les usagers (par exemple, d'un tarif spécial pour les étudiants, les retraités, etc.) ou un problème avec la société SPTrans (chargée d'imprimer les passes, qui sont plus économiques) peut également être efficace.

En effet, notre passivité augmente les conflits avec les usagers ; par contre, si nous réagissons, nous réduisons immédiatement notre stress et celui des usagers. Même de petites revendications, telles que la réparation d'un ascenseur cassé depuis des mois, par exemple, pourraient avoir un impact très positif ; cela démontrerait concrètement, d'un côté, que les usagers et les salariés possèdent des intérêts communs, et, de l'autre, qu'ils doivent s'opposer ensemble à l'entreprise et au gouvernement. Mais la lutte contre l'augmentation du prix du ticket, par exemple, ne mobilise pas immédiatement les salariés de la CPTM, sauf si nous nous considérons comme faisant aussi partie de la «population laborieuse». En effet, une augmentation du prix du ticket peut même avoir des effets positifs pour les salariés de la CPTM, par exemple quand elle rend plus facile de rendre la monnaie (comme lorsque le prix du billet est passé de 3,80 à 4 *reais*, décision bien accueillie par le personnel des gares), ou réduit le nombre d'usagers.

Deux dimensions du travail ?

Lorsqu'ils évoquent les expériences d'organisation et de lutte dans les lieux de travail, les militants valorisent souvent les boycotts et les sabotages quotidiens menés par des salariés dans leurs entreprises. Les camarades qui travaillent dans le secteur du télémarketing, par exemple, tentent de politiser les «astuces» qu'inventent les opérateurs : interrompre délibérément un appel, faire semblant d'être occupés et ne pas recevoir d'appel, garder le client en ligne plus longtemps que nécessaire et réduire ainsi le nombre d'appels acceptés, etc.

Dans le cas de la CPTM, la relation entre les salariés et les usagers comporte des éléments qui compliquent un peu ce débat, car le boycott de certaines tâches augmente les difficultés des usagers et ne semble pas apporter un élément de politisation. Alors que, dans un centre d'appels, de petits boycotts peuvent conduire à une confrontation avec l'entreprise en faveur des salariés, dans le cas de la CPTM, un boycott risque de nuire uniquement aux usagers et nullement à l'entreprise. Parfois je travaille davantage que la plupart de mes collègues, en aidant les usagers qui font la queue, en cherchant des informations sur Internet ou dans la gare routière¹, en fournissant des explications plus détaillées, etc.

Si nous admettons que le temps de transport fait partie du temps de travail (si l'utilisateur voyage uniquement pour se rendre à son boulot), nous pouvons avancer l'hypothèse que les usagers et les salariés des transports risquent d'entrer en conflit sur cette question du temps. S'il travaille davantage pour aider les usagers, le salarié de la CPTM réduit le temps de travail de ceux qui vont bosser. Dans le cas contraire, si le salarié du métro aide peu, conseille mal les usagers, ou manque de patience avec eux, il les oblige à dépenser plus de temps et d'énergie, au début ou à la fin de leur journée de travail. Cette différence concernant le temps s'applique à d'autres services, qu'il s'agisse d'une entreprise ressemblant à la CPTM, ou d'une salle de classe. En effet, dans le cadre de la formation de la force de travail, le travail des enseignants et celui des élèves sont en relation inverse: un prof, qui prépare minutieusement ses cours et enseigne bien,

¹ Les gares routières sont souvent construites sous les gares ou à proximité.

réduit l'effort d'apprentissage de ses élèves alors qu'un prof, qui bâcle ses cours, ou renvoie systématiquement ses élèves à tel ou tel document ou au manuel, transfère tout le poids du travail d'apprentissage sur les épaules de ses élèves.

En même temps, certaines tâches nuisent aux usagers, et si, elles ne sont délibérément pas bien exécutées par les cheminots, elles réduisent le temps et l'énergie dépensés par les usagers, au lieu de les accroître : pour ce qui concerne la surveillance des tourniquets en général, nous avons le choix entre distribuer des billets spéciaux ou gratuits, et ne pas laisser des personnes frauder. Dans ce cas, au lieu d'être ultra attentif et de se démener plus que nécessaire, il m'a semblé plus intéressant d'agir le minimum, de faire semblant d'être stupide pour ne pas effectuer ces tâches.

Cependant, si la répression est apparente, la solidarité silencieuse et discrète avec les usagers n'est parfois même pas perçue, et il est donc difficile de tisser des liens avec eux. Est-il possible de penser ces deux dimensions (positive et négative à la fois) dans le travail en général ? Et n'y a-t-il pas aussi une opportunité intéressante pour ceux qui exercent des fonctions répressives, précisément parce que ces tâches ne nuisent qu'aux travailleurs, une opportunité donc de ne pas les exécuter puisque, dans ce cas, leur refus nuit seulement aux patrons ? Si les trains s'arrêtent, le travailleur qui utilise ce service en souffrira, car il prendra plus de temps pour se rendre à son travail. Si nous ne contrôlons pas les tourniquets, ou si nous refusons de vérifier les titres de transport, seule l'entreprise en pâtira. Le non-respect de ces tâches se fait collectivement ou individuellement, de manière organisée ou spontanée, et allège le travail du salarié des transports et facilite les déplacements de l'utilisateur-travailleur.

Perspectives de lutte et d'organisation

Ce texte n'apporte aucune réponse organisationnelle, mais essaie, à partir d'une «enquête» sur un lieu de travail particulier, de dégager quelques enseignements, de réfléchir à des possibilités de lutte et surtout de souligner certaines limites des combats menés dans le cadre syndical et «catégoriel» actuel. Il me semble important de terminer ce texte en analysant la situation de certaines catégories soumises à des concours d'embauche comme ceux de la CPTM – les employés de banque, les

enseignants des écoles municipales¹, les travailleurs du métro et les employés des Postes. Cela permettra d'envisager quels sont les projets des patrons privés et de l'Etat pour ces catégories et quelle peut être la réponse des travailleurs.

Il est à noter que, dans le cas des banques, comme dans celui de la CPTM et du métro, les entreprises n'ont pas touché à la Convention collective (ACT), durant les dernières négociations. Les employés de banque ont participé à ces discussions jusqu'au mois d'août et, alors que la majorité de l'opposition prédisait que l'ACT serait modifiée et que le syndicat lancerait une grève à contrecœur, la FENABAN (l'Association patronale des banquiers) a renoncé à modifier l'ACT, a accordé 1,5% de contribution obligatoire au syndicat et aucune grève n'a eu lieu. A la CPTM, la négociation a commencé début mars et, après avoir menacé de diminuer fortement des droits fondamentaux fixés par la Convention collective, comme les heures supplémentaires (de nuit ou de jour), les métiers dangereux et les congés maternité, la CPTM a fait marche arrière, maintenu intégralement la Convention collective et admis que les salaires et les avantages sociaux devaient suivre l'inflation. Pour l'instant, dans le métro, ceux qui travaillent dans les guichets dangereux depuis longtemps ont été simplement transférés vers les lignes 1 et 3 et conservent leurs primes compensatoires pour une activité à risque, tandis que les personnes embauchées récemment n'ont pas ces «avantages» et travaillent pour des sous-traitants.

Apparemment, l'Etat préfère sous-traiter les postes les plus dangereux ou pénibles et les privatiser sans que cela occasionne beaucoup de réactions, en réduisant considérablement voire en éliminant ces catégories de travailleurs, plutôt que de s'attaquer directement aux droits des salariés. Bien sûr, les employeurs essayent aussi de liquider certains droits, mais, même dans ces cas, leur principal objectif est toujours de privatiser, comme c'est le cas, par exemple, de la réduction des plans de santé à la Poste. Chaque fois que des attaques directes se sont produites, le potentiel de

¹ Au Brésil, en dehors des écoles privées, une partie dépendent des municipalités, une autre des 26 Etats et du district fédéral que compte ce pays (*NdT*).

réaction a semblé plus grand, comme cela été le cas des enseignants des écoles municipales, qui ont gagné leur grève au début de l'année contre une augmentation des cotisations pour la Sécurité sociale, qui devait passer de 11% à 14%.

Ceux qui tentent de se battre dans ces secteurs affrontent surtout la difficulté d'impliquer les travailleurs dans la lutte contre ces atteintes indirectes à nos droits. Même si nous avons affaire à des réactions plus radicales ou à des groupes d'opposition plus solides dans ces secteurs, cela n'affecterait pas les résultats des discussions et négociations programmées durant lesquelles sont débattus les conventions collectives et les moyens de limiter les effets de l'inflation en cette période de crise. Nos ennemis semblent l'avoir compris et ils misent, pour le moment avec succès, sur l'incapacité des travailleurs à mener des luttes qui dépassent les limites catégorielles et les calendriers syndicaux. Ils nous affaiblissent en utilisant la sous-traitance et les transformations technologiques (comme les distributeurs de billets de banque, ou le développement de sites de livraison par Internet dans le cas de la Poste, ou la vente automatique de titres de transport dans les gares de train et les stations de métro). Bien que je ne sache pas comment surmonter ces dilemmes et répondre aujourd'hui aux attaques, il me semble fondamental de penser au-delà de la logique syndicale actuelle¹. **Un cheminot de la CPTM**

¹ Récemment, des travailleurs des lignes Amarela (ViaQuatro) et Lilás (ViaMobilidade) du métro ont adhéré au Sindicato dos Metroviários de São Paulo qui regroupe aussi les travailleurs du métro qui ont passé des concours. Organiser des luttes sur ces lignes ne permettrait-il pas de ralentir le rythme des privatisations, étant donné que ces mesures visent notamment à réduire les droits des salariés et affaiblir les mouvements revendicatifs ? Cependant, la plupart des groupes de gauche présents parmi les travailleurs du métro se focalisent uniquement, dans leur lutte contre la privatisation, sur la question de la défense des salariés permanents ayant passé des concours et la garantie de leur emploi. Au mieux, si l'on peut dire, ils tiennent des discours abstraits sur la lutte de l'ensemble de la population contre la privatisation des services publics, contre l'enrichissement des

«La réalité ne m'intéresse pas» ou pourquoi la «gauche culturaliste» est incapable de combattre Bolsonaro et l'extrême droite

5 octobre 2018

La masse des travailleurs qui rejettent Bolsonaro, d'un côté, et, de l'autre, les organisations qui attaquent ce politicien ne semblent pas parler la même langue. L'ensemble du récit culturaliste mobilisé par le hashtag «EleNã» (Pas lui) ne fait qu'augmenter cette distance.

Une semaine avant les élections, les manifestations en faveur du hashtag «**EleNã**» semblaient confirmer un très fort rejet de Bolsonaro, en même temps qu'elle le vidaient de son contenu fondamental, caché derrière la défense abstraite des droits de l'homme et la dénonciation de la misogynie du candidat. Les organisations qui attaquent Bolsonaro et la masse des travailleurs qui le rejettent ne semblent pas parler la même langue et l'ensemble du récit culturaliste mobilisé par le hashtag «EleNã» ne fait qu'augmenter cette distance².

entreprises grâce à l'argent «du peuple», mais ils le font toujours en opposant le «public» au «privé».

¹. Le titre original était exactement «Cela ne m'intéresse pas», mais je l'ai jugé un peu énigmatique (NDT).

1. C'est comme si le discours culturaliste en était désormais arrivé au stade terminal de la Nouvelle République et jouait un rôle central en vue d'accélérer sa fin: «*Dans la mesure où les couches moyennes se sont*

La perception selon laquelle l'hostilité contre le Parti des travailleurs (PT) est la véritable source de croissance de l'extrême droite est déjà devenue un lieu commun (sauf pour la gauche). Mais l'augmentation des sondages en faveur de la victoire de Bolsonaro, par contre, est loin de signifier une adhésion fervente pour ce personnage.

Ainsi, la majorité de la population ne semble ni disposée à se mobiliser sérieusement contre Bolsonaro, ni prête à descendre dans la rue pour lutter contre le système mis en place par le PT. De toute évidence, il s'agit de montrer ici ce qu'il y a de commun entre la masse des électeurs de Bolsonaro et ceux du PT.

Ces personnes-là – celles que les spécialistes appellent «les plus pauvres» – représentent ces vastes segments du prolétariat brésilien qui sont plongés dans des relations de travail qui échappent à toute règle, qui sont soumis à un *turnover* élevé, qui parcourent de longs trajets entre leur domicile et leur travail, qui s'entassent dans des moyens de transport vétustes et dans des conditions inhumaines, et qui enfin, à cause de tous ces éléments, sont l'objet d'une relative indifférence. Victime d'un strabisme politique, la gauche institutionnelle les considère avec une indifférence mêlée d'irritation ; elle les voit presque comme des gens victimes d'un

définitivement retournées contre le PT, le dilemme de ce parti est de savoir comment aller au-delà et conquérir ce qui reste de l'électorat conservateur fortement lié au milieu évangélique et sensible à l'idéologie punitive – la prétendue “nouvelle classe moyenne” – tout en conservant un programme “progressiste” pour les minorités organisées. Il est évident – ou du moins cela devrait l'être – qu'il s'agit de la quadrature du cercle. Mais la campagne de Haddad parie précisément sur cela. Chaque fois que le candidat du PT gagne un point dans les sondages, avec le peu qu'il reste du transfert des votes de Lula, il perd trois points dans l'électorat qui ne le connaissait pas encore, mais qui rejette par avance le programme de la gauche culturaliste. Le hashtag “EleNão”, qui a réussi à mobiliser des minorités organisées et à promouvoir des manifestations significatives dans plusieurs villes a aussitôt fait augmenter de six points dans les sondages le vote féminin pour Bolsonaro.» Marcos Barreira, «Au bord de l'abîme» (<https://blogdaboitempo.com.br/2018/10/03/a-beira-do-abismo/>)

retard mental: tout de même, ce qui est en jeu pour cette gauche institutionnelle, c'est la sauvegarde de son régime démocratique, la possibilité de réélire le seul candidat qui, un jour (Lula, dans ce cas, pas Bolsonaro!) a tendu la main aux «plus pauvres» !

Et pourtant, la plupart des travailleurs brésiliens – y compris les électeurs de Haddad – semblent inactifs, ils émettent peu de signaux de fumée... Ils restent comme suspendus, coupés du rythme historique de la conjoncture.

On sait que l'électorat actif de Bolsonaro ainsi que celui de Haddad appartiennent aux couches les plus nanties qui descendent dans la rue et font campagne, de sorte que la victoire de l'un ou de l'autre dépend de la capacité d'attirer la majorité de la population active, cette masse prolétarienne informe sur le plan électoral.

Comme nous l'avons dit plus haut, cet électorat «plus pauvre» qui ne parvient pas à adhérer fermement ni à Bolsonaro ni au parti de Lula, loin de n'être qu'un secteur réduit, constitue la majorité de la population.

Selon les statistiques officielles, l'année 2017 s'est terminée avec 34 millions de personnes travaillant à leur compte ou sans contrat. Plus de la moitié de la population active du pays survit sans protection légale. Dans un tel scénario, quel est le sens d'une notion comme «les plus pauvres» ?

Cette expression cache une vérité fondamentale : la majorité de la population ne s'intéresse pas au sort de la démocratie.

Et peut-être que l'avantage de Bolsonaro par rapport à la gauche est justement d'avoir pris en compte ce facteur. Il y a un épuisement qui dépasse les institutions démocratiques de l'État et touche tous les appareils de la société, les syndicats, les médias traditionnels, les moyens de propagande, etc. Dans ce scénario, la droite semble pousser à l'extrême non seulement le contenu de sa propagande, mais aussi la forme.

Beaucoup de gens ont été surpris par l'utilisation des groupes WhatsApp dans l'organisation de la grève des camionneurs en mai 2018. Ces groupes avaient pour fonction d'organiser les barrages routiers et de faire de la propagande pour gagner le soutien de la population. Les centres de commandement du mouvement étaient apparemment liés aux plus grands propriétaires de ce secteur, mais tout indique que la grève a dépassé cette dimension et qu'elle n'aurait pas eu autant de force sans cette organisation décentralisée.

De même, les travailleurs de la chaîne de supermarchés Mundial à Rio de Janeiro ont fait grève en novembre 2017 contre la réduction des heures supplémentaires. Apparemment, ils se sont organisés «par eux-mêmes», sans avoir prévenu le syndicat et sans que celui-ci soit intervenu, et les groupes de WhatsApp ont joué un rôle essentiel.

De même, la campagne de Bolsonaro semble se développer presque toute seule, allant jusqu'à nier, dans une certaine mesure, l'appareil électoral habituel en démocratie. L'important, ce n'est pas l'outil utilisé pour la communication, mais plutôt ce que son emploi signifie en termes d'organisation quotidienne. Contrairement à ce que beaucoup de gens croient, l'ascendant de Bolsonaro n'est pas le résultat d'une simple adhésion spontanée, comme si les quelques heures qu'il a passées à la télévision avaient été en mesure d'atteindre pleinement la subjectivité des électeurs.

On assiste à une sorte de campagne en réseau, souterraine, incontrôlable, qui entoure, encercle, les travailleurs. L'espace où devrait se constituer la solidarité quotidienne est maintenant rempli par l'extrême droite. Parce que les révolutionnaires n'arrivent pas jusqu'à cet espace. C'était à prévoir. Cependant, dans le cas spécifique de Bolsonaro, on peut constater certaines limites très claires.

Sa faiblesse est précisément ce qui, pour la gauche affectée de strabisme, semble être sa force: son discours inflexible, son apologie ouverte de la torture, l'image univoque d'un tortionnaire. Bolsonaro possède l'un des ingrédients essentiels, qui est la capacité de gueuler. Mais, dans un moment comme celui-ci, où la majorité reste immobile malgré les intentions de vote, le discours, pour qu'il se transforme dans la sauvagerie qu'il promet d'instaurer, doit introduire des nuances qu'un candidat aussi stupide que Bolsonaro ne connaît pas. Le processus a toutefois déjà commencé. Et le danger est que cela peut se manifester à la droite de Bolsonaro, sur le terrain qu'il défriche. Au fond, il est important de réaliser que les électeurs hostiles au système du PT et les électeurs de Lula sont beaucoup plus proches que ne le suggère l'antagonisme idéologique de la propagande électorale.

Le fascisme est précisément la capacité de combiner les deux dimensions, en harmonisant la dualité, en ajoutant au discours truculent (qui attire les secteurs qui détestent le PT) une partie du populisme produit

par les dirigeants de la gauche elle-même ; cette synthèse, elle, peut être produite par un mouvement fasciste. Mais pourquoi ne pourrait-elle pas aussi partir d'une organisation social-démocrate au pouvoir?

En ce qui concerne la gauche révolutionnaire, son indifférence vis-à-vis des conditions réelles de survie et d'organisation quotidienne des travailleurs a été évidente sur une question comme celle de la réforme du travail, par exemple. En effet, il existe un fossé entre la dénonciation de cette réforme, la propagande générale, et, d'autre part, un vif intérêt pour les contradictions concrètes résultant de son application.

La gauche révolutionnaire se satisfait d'une propagande dénonciatrice générale dans le ciel de l'abstraction, le reste appartient à la réalité – et ne nous concerne pas. C'est comme si nous étions incapables d'aller au-delà d'une très vieille propagande. A quel rythme s'applique la réforme ? Dans quels secteurs est-elle allée le plus loin ? Par quels moyens quotidiens les travailleurs imposent-ils une résistance ? Ces questions seraient essentielles aujourd'hui, d'autant plus que le prochain gouvernement approuvera bientôt la réforme des retraites. Dans de telles conditions, le temps que l'on perd avec les discussions sur la ligne politique à défendre à propos des élections – abstention ? vote blanc ? vote utile ? – nous amène à la limite du délire. La tactique pour les élections semble acquérir une force surnaturelle, qui peut tout compenser. Mais elle en est incapable. Et telle est la limite infranchissable pour les révolutionnaires.

La plus grande clairvoyance possible n'est que poussière, ne sert à rien, si nous ne pouvons pas être présents politiquement dans les lieux d'exploitation et de reproduction de la force de travail. La tâche des révolutionnaires continue d'être la même : tenter, à partir des entreprises, d'ériger les formes irréversibles du pouvoir autonome des travailleurs. Et, à la limite, plutôt que de nous soucier de l'élection de Machin ou de Truc, nous devrions plutôt nous demander pourquoi nous sommes incapables d'accomplir cette tâche, car si nous ne l'accomplissons pas, notre défaite sera inéluctable. Il est certain que le prochain gouvernement, quel qu'il soit, devra faire face immédiatement à des taux de rejet élevés. La révolte latente actuelle ne disparaîtra pas; reste à savoir où nous serons quand elle se manifesterà.

Un autre João (*Passa Palavra*, 5/10/2018)

Intellectuels organiques ?

Aujourd'hui les universitaires de gauche ne font qu'usurper la fonction des intellectuels organiques populaires.



*Allons casser la graine
Assis sur le trottoir
Bavardons de choses et d'autres
De choses que nous ne comprenons pas.
Adoniran Barbosa¹, *Torresmo à Milanese*.*

¹ Adoniran Barbosa, nom artistique de João Rubinato (1910-1982), compositeur, chanteur, comédien et acteur brésilien. A la radio, Rubinato a incarné divers personnages, dont Adoniran Barbosa, qui finit par être confondu avec son créateur tant il était populaire. Adoniran est considéré comme le père de la *samba paulista*, c'est-à-dire de São Paulo. On peut écouter la chanson *Torresmo a Milanese* [<https://www.youtube.com/watch?v=h9bbvH8fk6M>], le *torresmo* étant fait avec de la peau de porc frite (*NdT*).

Il y a quelque temps, le site *Passa Palavra*¹ a publié une excellente photographie, prise par un collaborateur du collectif, qui représente quatre personnes dans une occupation à São Paulo. Observez-la bien.

L'organisation de l'image semble reproduire celle des photographies bourgeoises et petites-bourgeoises du XIX^e siècle. Les deux personnages principaux, assis au milieu, sont flanqués de deux personnages accessoires, debout. Derrière eux, à l'endroit où, dans les vieilles photographies, on plaçait un rideau qui délimitait l'espace du portrait, à la manière d'une scène de théâtre avec sa toile de fond, on aperçoit la toile cirée noire de cette baraque. Mais ici, elle marque deux espaces. A l'avant, l'espace de l'occupation, où se trouvent les quatre personnages, les définit et leur donne du sens et de la valeur. A l'arrière, l'espace urbanisé de la classe dirigeante, les tours de ces beaux appartements qui jouissent d'une vue panoramique. Ceux qui y vivent peuvent à la fois regarder l'ensemble du paysage ou ne prêter attention à aucun détail en particulier. Mais, du côté de la toile cirée noire, nous pouvons observer la particularité des choses.

Le canapé est vieux – personne ne va amener un canapé neuf dans un squat. Mais il a été choisi avec soin, comme en témoignent ses couleurs sobres et son motif moderne. Sur le canapé sont assis une femme et un homme ; un couple, parce que les corps s'appuient l'un contre l'autre. En fait, c'est l'homme qui s'appuie contre la femme ; à l'aise, il occupe l'espace, la jambe droite projetée sur le côté ; il est le roi de la basse-cour, sûr de lui ; il a un corps sec, une musculature ferme, des cheveux rebelles et le regard de ceux qui ont déjà vu beaucoup de choses. Quant à la femme, elle croise les jambes alors que celles de l'homme sont très écartées, et ce contraste définit son caractère, réservé, sans chichis, avec un sourire tendu, un peu de circonstance – l'homme, lui, a un sourire naturel, celui de tous les jours. Elle est moins à l'aise, plus inquiète, certainement à juste titre, car peut-être sait-elle mieux que lui le coût des choses.

De chaque côté du canapé, les deux personnages debout n'ignorent pas que, dans ce portrait, ils occupent une place secondaire et se comportent en conséquence. En atténuant l'expression de son visage, l'homme à gauche

¹ <https://passapalavra.info/2010/05/24022/>. Plusieurs photos de cette occupation dans la banlieue de São Paulo illustrent l'article.

est esthétiquement mis en valeur par la grande tache blanche de sa chemise qui se détache vis-à-vis de la toile cirée noire. L'impact de cette tache claire se poursuit sur le chemisier rose de la femme, le tabouret et le seau blancs, traçant une diagonale du coin supérieur gauche de la photo au coin inférieur à droite. Contrastant avec les autres lignes horizontales, cette diagonale structure l'image et lui donne son dynamisme. A gauche, l'homme arbore une casquette portant le logo d'une chaîne de magasins bon marché, que ne fréquentent certainement pas les habitants des tours à l'arrière-plan. Il tient dans sa main, avec assurance, ses outils de travail, un marteau et une petite planche, illustrant de haut en bas les symboles de la consommation et de la production. L'homme placé à droite porte un crucifix en bois sur sa poitrine nue. L'un représente la pratique, et l'autre l'idéologie. Et sur le bord de la photo, partiellement recouverte par un contreplaqué, une cage d'oiseau. En effet, une occupation, si elle est réelle, est un foyer ambulante ; et si le couple a un oiseau, sans lui il ne formerait pas une famille.

Quatre personnes, si différentes, ensemble. À partir de cette photo, un auteur de fiction pourrait retracer la vie de chacun, leur découvrir un passé, leur inventer un avenir, montrer comment leurs chemins se sont croisés et comment a surgi l'idée de l'occupation. Cette photographie hypnotise parce qu'elle dévoile ce qui donne de la force aux mouvements sociaux : la variété des participants, chacun avec sa trajectoire, ses certitudes et ses fragilités, ses connaissances et ses ignorances. Et tout cela se conjugue et se potentialise dans un réseau de relations sociales dans lequel on découvre soudain qu'une personne vaut maintenant beaucoup plus qu'on ne l'aurait jamais pensé.

*

Mais cette photo hypnotise également pour une autre raison, à cause de ce qu'elle ne montre pas. Elle ne montre ni les dirigeants, ni les discussions avec les conseillers municipaux, ni les réunions de direction, ni les accords, ni l'apparition de divergences. Sans cela, le réseau de relations qui permet de constituer un mouvement social ne peut prendre forme ; mais sans cela, on n'assiste pas non plus à ces transferts subtils entre les canapés cassés d'une maison occupée, les chaises d'une association, puis les fauteuils d'une préfecture, sans lesquels il est impossible que l'ordre dominant

intègre, récupère et maîtrise les luttes. La dialectique entre la formation de militants et la constitution de nouvelles élites est ce que l'on voit et ce que l'on ne voit pas sur cette photo.

Ces déplacements entre des lieux différents et cette dialectique, c'est ce que les dirigeants politiques et les professeurs d'université appellent: *la formation d'intellectuels organiques*.

A la fin de l'année 1984, l'un d'entre nous est venu au Brésil pour la première fois afin de donner des cours et des conférences.. Le PT (Parti des travailleurs) était né quelques années auparavant, la CUT (Centrale unique des travailleurs) avait été fondée l'année précédente, le régime militaire était à l'agonie, personne ne doutait que des changements majeurs se produiraient bientôt, mais lesquels ? Et il était inévitable que, lors des conférences données par l'un d'entre nous, parfois aussi pendant les cours, on lui demande son opinion sur les intellectuels organiques. Sa réponse était invariablement la même, mais elle ne satisfaisait personne et mettait certains individus mal à l'aise. «*Des intellectuels organiques ? Au Brésil, il n'y a qu'un intellectuel organique, un seul, Adoniran Barbosa.*» Ces propos étaient sans doute un tantinet excessifs. Aujourd'hui, j'ajouterais des noms tels que ceux de Zé Ketí¹, Bezerra da Silva² et quelques autres.

*

¹ Zé Ketí, nom artistique de José Flores de Jesus (1921-1999), chanteur et compositeur brésilien surnommé «Zé Quietinho» ou «Zé Quietinho», *quieto* signifiant calme, voire timide en portugais (NdT).

² Bezerra da Silva (1927, 2005), chanteur compositeur, guitariste, et percussionniste très populaire mais peu reconnu par les médias dominants. Ses sambas traitaient souvent des problèmes sociaux des bidonvilles et des marginaux, qu'il connaissait bien puisqu'il avait lui-même été longtemps au chômage et avait vécu dans la rue. Après avoir pratiqué le culte synchrétique afro-chrétien d'Umbanda presque toute sa vie, en 2001 il adhéra à l'Eglise universelle du royaume de Dieu, donc au courant évangéliste (NdT).

Mais, au-delà de cette appellation tristement équivoque, qu'est-ce qu'un *intellectuel organique* ?

Écrivant dans le cadre de la dure routine de la vie carcérale, soumis à une censure sévère, Antonio Gramsci a innové en se tournant vers ce que les marxistes appellent la «superstructure». Il ne conduisait pas une recherche comme un universitaire dilettante, mais voulait répondre à une nécessité pratique : comprendre la formation des avant-gardes au sein de la lutte anticapitaliste et leur rapport avec une base sociale qui, à partir de l'expérience du *bienio rosso*¹, avait démontré sa capacité à organiser de manière autonome à la fois sa lutte et même la production économique, base sociale qui servit ensuite de masse de manœuvre au fascisme.

Dans le mouvement socialiste, Gramsci a peut-être été l'un des premiers à concevoir les «intellectuels» comme une couche d'individus qui confère une homogénéité et une conscience de leur rôle à des groupes sociaux assumant une fonction essentielle dans la production. Ainsi, pour Gramsci, l'entrepreneur capitaliste aurait créé les techniciens d'industrie, les spécialistes de l'économie politique, les organisateurs d'une nouvelle culture, d'un nouveau droit, etc. Les tâches accomplies par cette couche sociale seraient le plus souvent des «spécialisations» concernant des aspects partiels de l'activité sociale à laquelle cette nouvelle classe a donné naissance. Selon Gramsci, ce nouveau type d'intellectuels serait toujours formé dans le cadre d'un enseignement technique étroitement lié au travail industriel, même le plus simple et le plus déqualifié, et son rôle consisterait à intervenir activement dans la vie pratique en tant que «*constructeur, organisateur, "persuadeur permanent" parce qu'il n'est plus un simple orateur — et qu'il est toutefois supérieur à l'esprit mathématique abstrait ; de la technique-travail il parvient à la technique-science et à la conception humaniste historique, sans laquelle on reste un "spécialiste" et l'on ne devient pas un "dirigeant" (spécialiste politique)*»².

¹ Période de deux années (1919-1920), marquée par des occupations de terres, d'usines, des émeutes et de violents affrontements de classe, durant laquelle la révolution sembla possible en Italie (*NdT*).

² J'ai rétabli ici l'entièreté du passage cité qui était un peu résumé par João Bernardo et Manolo. Cf. Antonio Gramsci, «La fonction

Malgré son énorme effort de synthèse, Gramsci a raté sa cible.

En premier lieu, il a fait fausse route parce que les «couches» d'individus au sein d'une classe sont autant conditionnées par les circonstances temporelles et géographiques que par les classes mêmes auxquelles ils appartiennent ; en cherchant à dégager des caractéristiques communes aux intellectuels de périodes aussi différentes que, par exemple, l'Empire romain et la révolution industrielle, Gramsci a inséré un élément *transhistorique* dans la stratification sociale de chaque époque et brassé, dans ses cahiers¹, des classes sociales existant dans des modes de production fondamentalement différents.

Deuxièmement, il a fait fausse route, parce que, suite à cet anachronisme, en éliminant ces spécificités historiques, Gramsci est devenu incapable de concevoir, même à titre d'hypothèse, *où, quand et comment* surgiraient les conditions permettant aux intellectuels de cesser de fonctionner comme une simple «couche» d'individus au sein d'une classe et de devenir une classe sociale à part entière.

Troisièmement, Gramsci a échoué parce qu'il n'a malheureusement pas beaucoup analysé la proximité potentielle entre des intellectuels appartenant à différentes classes – réflexion qui pourrait bien avoir pour point de départ sa propre tentative d'alliance avec le leader proto-fasciste Gabriele D'Annunzio.

Face à de tels problèmes, la distinction entre «intellectuels traditionnels» et «intellectuels organiques», un autre élément de cette théorie, perd son sens, car c'est la définition même de l'«intellectuel» qui perd ici sa substance. La théorie des intellectuels formulée par Gramsci, auteur si astucieux sur d'autres sujets, n'est rien d'autre qu'une tentative honnête mais peu concluante et peut-être même équivoque de réfléchir à la formation *de l'avant-garde d'une classe dans un processus de lutte et à sa transformation ultérieure en une élite.*

d'intellectuel dans la société», 1930-1932. Ce texte se trouve curieusement reproduit à un endroit de ce dossier : <http://www.pileface.com/sollers/spip.php?article1279>.

¹ Trois volumes des *Cahiers de prison* de Gramsci ont été traduits et publiés aux Editions Gallimard (*NdT*).

*

La question demeure : Gramsci connaissait-il, au moins de nom, Jan Waclaw Makhaïski¹ ? Cet auteur voyait dans l'*intelligentsia* une classe capitaliste et dans le marxisme la doctrine spécifique de cette *intelligentsia* capitaliste. Dans quelle mesure Gramsci fut-il tenté de répondre à Makhaïski ? Même s'il ne le connaissait pas, nous pouvons peut-être considérer les thèses de Gramsci sur les *intellectuels organiques* comme une réponse aux textes de Makhaïski sur l'*intelligentsia*.

*

Cependant, la référence à une classe sociale n'acquiert de sens que par rapport à une ou plusieurs classes opposées. La dialectique de l'exploitation et de l'oppression lie étroitement les caractéristiques et la structure interne des différentes classes. De ce point de vue, la lutte entre les classes conduit à une transformation contradictoire et commune de toutes les classes. Mais il n'en va pas de même pour la notion d'*élite*, qui peut être définie indépendamment comme une *couche privilégiée*. La structure interne d'une élite n'a pas de liens avec la structure de ses ennemis traditionnels, les *masses*, car les théoriciens des élites définissent la masse précisément par son incapacité à s'organiser ; elle n'entretient pas non plus une relation nécessaire avec la structure interne d'une autre élite, quelle qu'elle soit, car l'élite gouverne seule et s'il en apparaît une nouvelle, c'est seulement afin de liquider et remplacer l'ancienne.

Cette distinction entre les concepts d'élite et de classe sociale n'a pas seulement des répercussions idéologiques, elle reflète directement des problèmes pratiques. En luttant contre les capitalistes, les travailleurs ont toujours fait face à deux types d'ennemis : un qui surgit de l'extérieur et l'autre qui naît *au cœur même de la classe*. Tous les échecs du socialisme, sans aucune exception, proviennent de l'incapacité des travailleurs à agir

¹ Le recueil d'articles intitulé *Le socialisme des intellectuels* a été publié dans diverses maisons d'édition dont Le Seuil et plus récemment Spartacus. Il est disponible aussi sur le Net (*NdT*).

ensemble sur les deux fronts de la lutte. Ainsi, tandis que les ouvriers repoussent, dispersent ou anéantissent les capitalistes, ils permettent régulièrement à des bureaucraties engendrées par le mouvement ouvrier d'alimenter la classe des gestionnaires et d'insuffler une nouvelle vie au capitalisme.

Dans cette dialectique, les élites du socialisme, au lieu d'incarner un nouveau concept sociologique indépendant du concept de classe, constituent l'un des éléments générateurs d'une classe, la classe capitaliste des gestionnaires. Mais la théorie des élites est incapable d'expliquer, voire même de concevoir, cette transformation des membres d'une élite en membres d'une classe. Les auteurs qui prétendent que le phénomène de la mobilité sociale invalide, ou du moins compromet, la théorie des classes et justifie l'introduction d'une perspective incluant les élites, ces auteurs confondent *classe* et *caste*.

C'est précisément la mobilité sociale qui permet d'insérer le phénomène des élites dans le cadre général des classes, car *la formation d'une élite au sein d'une classe inférieure correspond à la projection de cette élite vers la classe supérieure*. La classe supérieure est nourrie périodiquement par ces nouvelles élites, comme l'a souligné Marx dans un passage célèbre du *Capital*. Les élites n'ont de sens que parce qu'elles appartiennent à une classe précise, ou alors qu'elles sont en train de se transformer en éléments dirigeants d'une autre classe. Le concept d'élite souffre donc d'une profonde asymétrie, car les élites capitalistes continuent à être capitalistes, tandis que les élites prolétariennes abandonnent leur classe d'origine.

Comme nous l'avons déjà dit, la réflexion de Gramsci sur les intellectuels est inachevée ; son développement a certes été entravé par son emprisonnement et sa mort, mais surtout sa pensée refléta un moment où l'on entrait dans une nouvelle phase de l'ambiguïté structurante du mouvement ouvrier. Cette ambiguïté réside dans la tension permanente entre, d'un côté, la construction de nouveaux rapports sociaux par des mouvements en lutte et, de l'autre, la reprise de ces nouveaux rapports sociaux, sous des formes défigurées, par des bourgeois et des gestionnaires pour maintenir et développer le capitalisme. A l'époque une fusion était en marche entre, d'un côté, des gestionnaires provenant de l'État et des grands trusts, et, de l'autre, des militants habitués à partager, avec ces gestionnaires, le pouvoir politique au sein des parlements et le pouvoir

économique au sein des syndicats déjà intégrés aux institutions capitalistes. Ces gestionnaires ne disposaient pas encore de la force suffisante pour affronter les propriétaires des moyens de production (bourgeois, actionnaires, etc.), mais ils purent influencer la direction prise par le mouvement ouvrier, qui participait déjà à cette confrontation.

*

Le problème des relations entre les avant-gardes et les élites dans la lutte des classes n'est pas simplement théorique ; il s'agit d'une question pratique vitale pour tous ceux qui cherchent à s'organiser pour lutter contre le capitalisme sous n'importe lequel de ses aspects.

Il existe toujours des avant-gardes, quel que soit leur nom («minorités actives», par exemple). Dans toute lutte, on rencontre des personnes qui sont plus actives, ont davantage de connaissances, savent mieux parler, ont plus de relations et de contacts, assument davantage de tâches, disposent de plus de temps et de ressources, ou connaissent certaines techniques pratiques de mobilisation. Ceci est une évidence, il suffit d'observer la réalité. Un fait politique aussi important pour les luttes anticapitalistes n'est nié que par ceux qui se sont déjà installés en tant qu'avant-garde, mais préfèrent le dissimuler pour tenter de garantir leurs privilèges ; ou par ceux qui ont l'intention de soumettre (à juste titre) ces privilèges à un contrôle strict et nécessaire, tout en niant leur existence dans la théorie afin de les faire vainement disparaître dans la pratique avec leurs discours magiques.

L'établissement d'une cohésion au sein de l'avant-garde et la formation de canaux de relations entre l'avant-garde et les masses, tels sont les deux problèmes principaux que les techniques d'organisation politique révolutionnaire doivent résoudre. Cependant, alors que les léninistes cherchent à perfectionner les canaux qui leur permettront de transmettre les ordres de l'avant-garde, afin de mieux encadrer les masses sous leur autorité, nous devons plutôt renforcer les capacités d'action des masses, pour qu'elles exercent un contrôle maximal sur l'avant-garde et, dans la mesure du possible, la supplantent en exerçant directement le maximum d'activité. Plusieurs objectifs sont nécessaires :

- réduire progressivement la distinction entre l'avant-garde et les masses, grâce aux indications données directement par la base ;

- pouvoir à tout moment remplacer l’avant-garde lorsque la base elle-même le souhaite ;
- empêcher la cristallisation de certains individus en tant que «dirigeants naturels» en mettant en place une rotation fréquente des fonctions ;
- gérer de plus en plus directement les processus de lutte grâce au corps social des travailleurs.

Si certaines personnes constituent l’avant-garde d’une lutte donnée, à un moment donné, il n’y a aucune raison pour qu’elles deviennent l’avant-garde de toutes les luttes, en toutes circonstances. Cette *fixité des avant-gardes* est l’un des mécanismes fondamentaux de leur *conversion en élites* et donc de leur *passage dans la classe des gestionnaires*.

Dans les processus révolutionnaires, l’autoritarisme et le centralisme sont toujours un symptôme de *recul*, pas une *avancée*, et ils résultent du fait que la base, pour une raison ou une autre, est devenue incapable de mener des luttes de manière autonome. La bureaucratisation commence toujours par la base d’un mouvement, jamais par son sommet. Même si les dirigeants veulent parfois prendre une position indépendante de la base, consacrer leurs privilèges momentanés comme des droits qui leur reviennent et instituer une sorte de dictature sur la base qui les légitimerait, ils ne pourront jamais réussir si la lutte conserve un dynamisme collectif et si les travailleurs de base restent actifs et vigilants. Mais si les obstacles qui surgissent, le découragement et les désillusions contribuent à dissoudre les liens collectifs et à transformer les éléments actifs en éléments passifs, alors la bureaucratisation apparaît et se développe, ce qui aboutit toujours à une forme d’isolement des dirigeants.

*

Tout cela est mis de côté dans la formation des *intellectuels organiques*. Si la définition même de *l’intellectuel* chez Gramsci est équivoque, anachronique et trop abstraite, il faut rappeler que son œuvre est arrivée au Brésil non pas à travers l’exemple d’une *pratique* – comme ce fut le cas d’Errico Malatesta et de Che Guevara à des moments différents – mais par *ses écrits*, importés par les exilés politiques qui revenaient vivre au Brésil.

Dans ce pays, malheureusement et comme toujours, la nouveauté est venue de Paris. Durant la première moitié des années 1970, l'aile rénovatrice, modérée et conciliatrice du Parti communiste français ressuscita les écrits de Gramsci, en le qualifiant de précurseur de Togliatti et de l'eurocommunisme. Dans le même parti, mais au sein d'un courant opposé, Louis Althusser, tout en se préparant mentalement à devenir un philosophe pyromane et uxoricide¹, dirigea l'artillerie de l'Ecole normale supérieure contre l'humanisme attribué à Gramsci et contre la théorie de la praxis : en réalité, le communisme granitique réagissait ainsi contre le communisme prêt à adopter la démocratie parlementaire. Tels étaient les deux termes du débat, et il ne semblait pas y en avoir d'autres.



Portrait du chanteur-compositeur Ze Keti.

Penseur complexe, Gramsci fut transformé par les émigrés politiques brésiliens de retour au pays en un théoricien univoque et monolithique. On

¹ Après plusieurs séjours dans des cliniques psychiatriques, Louis Althusser (1918-1990) tua sa femme le 16 novembre 1980, lors d'une crise de démence. Il a influencé de nombreux intellectuels de gauche, même si ceux-ci ont évolué, bien sûr avec le temps, notamment Nicos Poulantzas, Pierre Macherey, Etienne Balibar, Alain Badiou, Robert Linhart et Jacques Rancière (*NdT*).

l'utilisa comme une «autorité théorique» aussi bien durant les débats internes du Parti communiste brésilien (PCB) au tournant des années 1970-1980, que pour légitimer certaines pratiques autonomes apparues alors au Brésil. En bref, le militant Gramsci et ses contradictions cédèrent la place au Gramsci des intellectuels, en particulier des universitaires de gauche.

Au cours de son exil parisien, l'un de nous se sentit pris au piège entre les deux pôles de cette polémique ; en effet, d'un côté, il défendait des positions structuralistes et antihumanistes, et, de l'autre, une théorie de la praxis. Comment sortir de ce dilemme sans se taper la tête contre les murs ? Curieusement, c'est au cours de ces mêmes années qu'il découvrit un disque avec Vinícius de Moraes, Maria Betânia¹ et d'autres musiciens. Betânia chantait *Carcará*² et quelqu'un chantait *Nêga Dina*³. J'ai été fasciné par les paroles de cette dernière chanson, et depuis je les connais par cœur, même si j'ai appris seulement récemment qu'elles avaient été composées par Zé Keti et découvert qui il était.

Ce qui me frappe le plus dans cette chanson, c'est le dernier vers, «*Je suis un marginal brésilien*», que l'on chante lentement en détachant les syllabes «bré-si-lien». Il est clair que «brésilien» n'est pas seulement là pour rimer avec un autre mot, mais pour convertir un cas individuel en une donnée générale. Le marginal, ce n'était pas seulement lui, Ze Keti, mais toute une catégorie sociale d'un pays, et c'est ce qui fait de ce musicien un *intellectuel organique*. Dans le théâtre grec, on observe le même passage de

¹ Vinicius de Moraes (1913-1980), poète et compositeur qui collabora avec tous les grands noms de ce que l'on appelle la «musique populaire brésilienne» (<http://bossanovabrasil.fr/vinicius-de-moraes-avec-baden-powell-0812296.html>). Maria Betânia (1946-), sœur du chanteur-compositeur Caetano Veloso, est considérée comme une des plus grandes chanteuses du Brésil – pays qui n'en manque pas ! (*NdT*).

² <https://www.youtube.com/watch?v=Mw6uxqmHBNY>. Le *carcara* (caracara en français) est un rapace. Une traduction de cette chanson se trouve ici : <https://lyricstranslate.com/fr/carcara%C3%A1-caracara.html>.

³ <https://www.youtube.com/watch?v=9-WaE08iWpc>. Les paroles se trouvent ici en portugais : <https://www.vagalume.com.br/ze-kei/nega-dina.html>

l'individuel au collectif et des tragédies personnelles s'expliquent par le destin inscrit dans les relations sociales ; il en est de même pour *Nêga Dina* et son «marginal brésilien».

Aujourd'hui, lorsque des universitaires de gauche donnent des cours pour le Mouvement des sans-terre et d'autres associations, ils usurpent le rôle des intellectuels organiques populaires. Ils racontent aux exploités – quel scoop ! – qu'ils sont exploités ; aux femmes et aux Noirs – quelle nouveauté ! – qu'ils sont quotidiennement opprimés ; et ainsi de suite. Ces universitaires ne cherchent pas à découvrir comment les gens ordinaires comprennent l'exploitation et l'oppression auxquelles ils sont soumis et comment ils les articulent avec des problèmes généraux. Ils veulent faire entrer ces connaissances pratiques dans des schémas académiques préformés plutôt que d'en faire la base de la lutte. Idéologiquement, c'est ainsi que se produit le processus d'assimilation et de récupération des militants d'une classe par une autre.

Si l'on applique à cet exemple les modèles de l'analyse structuraliste (tant appréciés par l'un d'entre nous), la fonction de l'intellectuel universitaire n'est pas seulement d'élaborer des théories. C'est, dans le même mouvement, de cacher qu'il existe des théories élaborées par des intellectuels non universitaires. Nous connaissons bien la fonction explicite du discours académique ; mais sa fonction implicite est de cacher l'existence d'autres discours élaborés à d'autres niveaux et avec d'autres règles. Les structuralistes diraient, et moi aussi, que cette seconde fonction est plus décisive que la première.

C'est contre cela que résiste l'intellectuel organique Adoniran Barbosa dans *Torresmo à Milanesa*, quand il se décrit, lui et ses amis, «assis sur le trottoir», puis que, changeant soudain de point de vue et visant l'arrogance des élites, il ajoute ironiquement qu'ils parlent «de choses que nous ne comprenons pas».

Cette photo nous rappelle l'existence de ces intellectuels organiques populaires, ceux qui nous savent parler avec discernement des «choses que nous ne comprenons pas».

João Bernardo et Manolo, 26 février 2012

João Bernardo :

Le postmodernisme et le culte des identités seront-ils le fascisme de notre époque ?

Depuis le mois de **juillet 2018**, une discussion s'est engagée sur le site Passa Palavra d'abord sur le «fascisme à la brésilienne»¹, puis sur la possible victoire, et enfin sur les causes et conséquences de l'élection de Jair Bolsonaro aux élections présidentielles du 28 octobre 2018. Dans un post récent João Bernardo² affirme :

«L'idéologie identitaire est devenue insupportable pour un grand nombre de personnes à partir du moment, où au lieu de seulement affirmer certaines identités, elle en est venue à nier les autres. Sous des prétextes variés, chaque identité revendique, pour elle-même, le droit d'être placée au sommet d'une nouvelle hiérarchie sociale. Ce refus agressif des autres identités, et en particulier des identités majoritaires, est l'un des mécanismes de fragmentation idéologique et organique des travailleurs en tant que classe.»

¹. La série des six articles de Manolo, dont le premier fut posté en juillet 2018, s'intitulait (en portugais) «Fascisme à la brésilienne ?» <http://passapalavra.info/2018/07/120146/>. Le débat se trouve ici : <http://passapalavra.info/2018/10/123326/>.

² De João Bernardo, *Ni patrie ni frontières* a traduit : «Transnationalisation du capital et fragmentation des travailleurs. Chapitre 1» (NPNF n° 4/5, 2004) ; six articles dans *La Gauche identitaire contre la classe*, aux côtés de textes de Loren Goldner et Adolph Reed Jr. ; et enfin deux recueils d'articles, le premier uniquement de João Bernardo (*Contre l'écologie*) et le second co-écrit avec Manolo : *Retour en Afrique. Des révoltes d'esclaves au panafricanisme*.

La lutte contre les discriminations – concernant le sexe, la couleur de peau, les préférences sexuelles – est indispensable. Le problème est que les identitaires dirigent cette lutte de manière supraclassiste (ou multiclassiste), en confondant, dans les mêmes mouvements, les discriminations qui peuvent exister dans le camp des capitalistes avec celles qui existent dans le camp des travailleurs; d'autre part, ils conduisent cette lutte comme s'il s'agissait de favoriser l'ascension au pouvoir de nouvelles élites ; par conséquent, ils se préoccupent davantage de l'accès aux hautes sphères, à l'administration des entreprises, aux gouvernements et aux parlements, que, par exemple, de l'accès des femmes aux métiers ouvriers du bâtiment où elles ne sont pas représentées.

Ainsi, la lutte contre les discriminations, au lieu de contribuer à construire une nouvelle conscience de la classe ouvrière, sert, au contraire, à fragmenter et à diluer cette conscience. Les travailleurs disparaissent en tant que tels ou, tout au plus, ils sont présentés comme une autre identité spécifique – ce qui équivaut à refuser la notion de classe.

Ainsi, puisque l'identitarisme occupe désormais tout l'espace autrefois occupé par la gauche et continue à se prétendre de gauche, les travailleurs qui ne se reconnaissent pas dans ces identitarismes et ces sous-identitarismes en sont venus à exprimer leur sympathie pour l'extrême droite et les fascistes, ce qui explique la victoire de Trump aux États-Unis, ou de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles en Italie. C'est pourquoi Mateo Salvini a pu dire, dans un discours récent, que la gauche avait oublié les travailleurs et que c'était la Ligue, c'est-à-dire l'extrême droite radicale et les fascistes, qui désormais représentait les travailleurs.

Le succès du discours de Jair Bolsonaro est ainsi clarifié. C'est le reflet symétrique des idéologies identitaires; il est la réponse, qui s'affirme comme identitaire – puisqu'il défend l'identité blanche, hétérosexuelle, masculine – contre d'autres identitarismes. La légitimité que Bolsonaro et ses partisans invoquent est de même nature que celle invoquée par les mouvements identitaires de gauche. Par conséquent, l'antagonisme qui les divise est interne au camp du fascisme. Le problème immédiat est que l'étendue des identités qui soutiennent Bolsonaro englobe une base beaucoup plus vaste que les partisans des autres identités alternatives.

Et tandis que les identités et les sous-identités fragmentent la classe ouvrière et diluent sa conscience, les capitalistes consolident leur unification, puisque les deux côtés du conflit promeuvent les mêmes relations sociales d'exploitation, et que c'est la même technocratie qui oriente les programmes économiques des deux côtés.»

Comme João Bernardo fait référence, dans ce post, à un sous-chapitre de son livre «*Labirintos do fascismo*» (3^e édition, 2018) j'en ai traduit l'essentiel, sans pour autant partager son point de vue sur plusieurs

questions, à commencer par son choix de ranger le (!) sionisme dans les fascismes et de citer élogieusement le Journal de Victor Klemperer¹).

Y.C.

«L'irrationalisme et l'hostilité au progrès vont toujours de pair», a souligné Lukacs dans *La destruction de la Raison*², ouvrage dans lequel le progrès est cependant caractérisé d'une façon si naïvement jacobine, qu'un lecteur qui adhérerait à cette description pourrait justifier son irrationalisme en s'appuyant sur la critique du développement capitaliste. Je préfère la formulation de P. Sloterdijk³ pour qui le fascisme constitua une «révolte moderne contre la modernité», ou l'analyse de l'historien Stanley G. Payne

¹ Victor Klemperer trouvait le programme économique et politique de Hitler très séduisant. Avant 1945, cet individu haïssait les spartakistes et les communistes allemands ; il était partisan d'une nouvelle guerre avec la France pour reprendre l'Alsace-Lorraine et réparer les dégâts causés par le Traité de Versailles ; dans les années 20 et 30 ce conservateur de droite partageait les idées des nationalistes allemands (ceux qui firent alliance avec Hitler) sauf une : l'antisémitisme, même si son Journal (tant admiré par la gauche antisioniste) abonde en propos judéophobes.

Ce fils de rabbin était en effet «juif», mais uniquement selon les critères nazis, puisqu'il s'était converti au protestantisme en 1912 ! Il était marié à une «Aryenne» sous le Troisième Reich, ce qui explique comment il réussit à survivre et l'acidité de ses réflexions sur les Juifs allemands. Il se mit ensuite au service du régime stalinien d'Allemagne de l'Est et devint même député en RDA !

La fascination des «antisémites» pour ce personnage qui mettait un trait d'égalité entre les sionistes et les nazis est pour le moins étonnante... En même temps, cette attitude d'un intellectuel nationaliste puis stalinien, bref d'un rouge-brun typique, illustre très bien, et sans qu'apparemment João Bernardo s'en rende compte, ce qu'il écrit à propos des convergences entre l'extrême droite et la gauche. Et notamment, aujourd'hui, la circulation de thèses antisémites-antisémites répandues autrefois par les partis communistes de l'URSS et des démocraties populaires, les négationnistes d'extrême droite ou d'«ultragauche», l'extrême gauche, les néofascistes et néonazis, les altermondialistes et les libertaires (*NdT*).

² Publié en deux tomes aux éditions de L'Arche, 1958 et 1959.

³ *Critique de la raison cynique*, Bourgeois, 1987.

qui décrit le parcours inverse en observant que «*si le fascisme fut moderniste, il le fut de manière réactionnaire*¹».

Ce paradoxe résume tout le futurisme, qui tenta d'opérer une synthèse entre le primitivisme et le modernisme, mais il assumait une forme extrême sous le Troisième Reich où les normes de productivité furent utilisées et développées pour exterminer une force de travail esclave et juive, main-d'œuvre qui était la condition même de la productivité.

Dans ce cas, Lukacs en vint à considérer le national-socialisme comme «*une philosophie du cannibalisme modernisé*», soulignant le caractère antimoderne de ce modernisme. C'est aussi pourquoi le politologue Harold Lasswell décrit l'activité des penseurs nationaux-socialistes comme des «justifications intellectuelles de l'anti-intellectualisme». Mais, à une époque comme la nôtre, où ne subsiste plus aucune trace des formes économiques précapitalistes dans les pays développés, les idéologies réactionnaires ne peuvent plus s'avouer antimodernes, comme elles l'avaient fait entre les deux guerres mondiales. Elles sont devenues postmodernes, mais de la même manière que le fascisme antimoderne se proclama post-libéral et postmarxiste. Dans cet enchevêtrement de préfixes, les *post* tissent la trame d'une rhétorique attirante, qui, lorsqu'on la décortique, se révèle être simplement *anti*. Le postmodernisme serait-il alors un fascisme de contrebande, voyageant incognito et offrant, avec d'autres noms et d'autres arrangements, les mêmes vieilles babioles ?

Le problème le plus tragique, et le plus pervers, est que les thèmes du fascisme ont refait surface et sont devenus dominants dans un espace politique connoté de gauche, avec une autre nomenclature, et que ces thèmes ont été déguisés en découvertes récentes. Comme me l'a dit un jour Miguel Serras Pereira, «*ils confondent nouveauté et amnésie*». Il n'existe pratiquement aucune thèse adoptée par la gauche postmoderne qui n'ait été soutenue par les fascistes italiens, ou par l'extrême droite radicale et par les fascistes sous la République de Weimar et le Troisième Reich. Qu'arriverait-il à tant d'auteurs, et pire, à tant de courants politiques qui jouissent d'une audience immense dans les milieux intellectuels, si leurs adeptes prenaient connaissance du contenu des classiques du fascisme ? Si le cercle vicieux de la censure et de l'oubli volontaire s'effondrait, de nombreux intellectuels célèbres et à la mode seraient accusés de plagiat.

¹ «Fascismo, Modernismo e Modernização», *Penélope*, n° 11, 1993.

La longue marche poursuivie par la pensée irrationaliste depuis la fin de la dernière guerre mondiale pour, dans une première étape, s'infiltrer dans le panorama de la gauche et, dans une deuxième phase, y acquérir l'hégémonie est l'une des manifestations les plus flagrantes du fascisme postfasciste.

Qu'est-ce qui caractérise aujourd'hui la gauche ?

Avant tout, la négation du déterminisme par l'apologie de la volonté ; la dissolution du concept d'exploitation grâce à une conception du pouvoir tellement diffuse qu'elle englobe tout ; le primat attribué à la politique sur l'économie ; la transformation des nations ou des ethnies en postulats idéologiques – telles furent les impulsions génératrices du fascisme et ce sont elles qui définissent aujourd'hui l'horizon de la gauche postmoderne.

La célébration des mentors de cette gauche (Nietzsche et Heidegger) représente la forme contemporaine de répercussion des thèmes de la droite dans la gauche, condition indispensable du fascisme. Dans les textes des écrivains romantiques allemands sur la langue, sur l'État et sur les peuples présentés comme des totalités organiques, ; dans les attitudes vitalistes ; dans l'opposition à la raison au nom du concret, et dans l'opposition à l'abstraction au nom du singulier ; dans les écrits de Gentile¹ et Ugo Spirito² sur le caractère subjectif et circonstanciel attribué à la science ; dans tout cela, on retrouve les thèmes que les postmodernistes et les adeptes du culte des identités répètent – et souvent de façon encore pire. Une frontière très ténue sépare, d'un côté, la notion de «psychologie des peuples» proposée par le romantisme allemand et, de l'autre, la biologisation de la culture opérée par le national-socialisme. De même, les prétendues «Epistémologies du Sud» n'ont pas plus de légitimité que la «physique aryenne».

Dans *La destruction de la Raison*, Lukacs a montré que toute pensée irrationnelle procède par analogies ; et l'on sait que le fascisme s'est singularisé par la confusion systématique entre analogies et processus causaux. Que dire alors de l'analyse postmoderne du sens, qui confond les analogies avec les symboles et considère que les symboles fournissent des références extérieures au texte ? Sur un autre plan, le fait que le marquis de Sade ait été présenté comme un modèle de révolutionnaire et la folie

¹ Giovanni Gentile (1875-1944), enseignant et haut fonctionnaire, se présentait lui-même comme le «philosophe du fascisme» (*NdT*).

² Ugo Spirito (1896-1979), universitaire, l'un des signataires du «Manifeste des intellectuels fascistes» et l'un des théoriciens du corporatisme (*NdT*).

comme le champ d'action de la liberté me semble une mascarade digne de Himmler et des SS [...].

Plus grave encore, l'identitarisme puise ses racines dans la genèse de la droite anticapitaliste à l'époque de la Révolution française, lorsque, contre la notion rationaliste et abstraite des droits de l'homme, les conceptions de Herder¹ convergèrent avec celles de Joseph de Maistre² pour défendre les «spécificités culturelles³». Quant à la théorie du droit élaborée par Savigny⁴, elle pourrait servir de préface aux écrits des identitaires actuels. Dans cette même tradition, quiconque s'infligera la lecture des élucubrations de Julius Evola⁵ y trouvera la matrice de mythes propagés aujourd'hui par les mouvements ethniques. Peu importe qu'ils l'assument en y accolant le signe opposé, la différence de pigmentation des protagonistes ne change rien. Rien ne peut freiner la logique de ce processus qui va toujours plus loin – ou descend de plus en plus bas.

¹ Johann Gottfried von Herder (1744-1803), poète, théologien et philosophe allemand. Critique des Lumières, il considère que les traditions linguistiques peuvent permettre «*la formation d'une nation, la véritable constitution d'un peuple, d'un Volk*» et voit dans le peuple germain le centre de la culture chrétienne occidentale (*NdT*).

² Joseph de Maistre (1753-1821), homme politique, philosophe, magistrat et historien. Adversaire de la Révolution française, il deviendra une icône des royalistes (*NdT*).

³ En Allemagne, les «spécificités culturelles» furent particulièrement mises en avant par Clemens Brentano, Achim von Arnim et les frères Grimm (cf. «Le mythe du peuple : de Herder aux romantiques de Heidelberg» de Christine Mondon in <https://books.openedition.org/pur/32565?lang=fr>) *NdT*

⁴ Friedrich Karl von Savigny (1779-1861) : juriste, professeur d'université, ministre de la Justice, créateur de l'école d'histoire du droit (*NdT*).

⁵ Julius Evola (1898-1974) : philosophe, poète et peintre italien. Antisémite, il soutient le régime fasciste et fait des conférences dans l'Allemagne nazie. A influencé la Nouvelle Droite et Alain de Benoist qui ont tenté de le faire passer pour un grand théoricien (*NdT*).

Quand, durant la Journée nationale de la conscience noire, le mouvement afro-brésilien a défilé sur l'avenue principale de São Paulo, le 20 novembre 2017, avec une banderole proclamant «**Le métissage est aussi un génocide**», il a fait appel aux mêmes notions de pureté de la race que celles qui dominaient sous le Troisième Reich, conformément aux lois raciales promulguées à Nuremberg en septembre 1935. Le *métis* est pour les uns ce qu'était le *Mischling*¹ pour les autres.

Concluant une évolution, longtemps subreptice, et qui s'est traduite, ces dernières années, par des articles et des manifestations éparpillés, cette banderole a officialisé la conversion d'un mouvement social en un mouvement racial, ou raciste, et l'a placé dans la continuité du mouvement national-socialiste allemand. C'est l'une des voies qu'emprunte la progression du fascisme postfasciste.

En fait, quiconque lira le discours d'Hitler devant le Reichstag, le 28 avril 1939, en réponse à la lettre envoyée par le président Roosevelt deux semaines plus tôt, se trouvera face au modèle d'innombrables déclarations : tiers-mondistes hier, identitaires aujourd'hui. Et ce discours serait certainement applaudi par ceux qui se considèrent maintenant, ou sont considérés, de gauche. Peu de temps après ce discours, l'occupation de la Belgique et de la France par les troupes du Reich donna aux différents séparatistes régionaux l'occasion de s'exprimer librement. Les adeptes actuels du culte des identités et des mini-nations feraient bien d'étudier les journaux et revues de ces mouvements.

En effet, les mythes du séparatisme ethnique fusionnaient avec un racisme non moins mythologique, le tout soutenu par une admiration commune pour le national-socialisme et son Führer. C'est là que les identitaires pourraient trouver leur véritable miroir, mais est-ce la raison pour laquelle ils esquivent l'image ? Un fascisme sans nom ne peut pas non plus avoir de visage. «*L'image d'un fils que nous ne reconnaitrons pas*²», avait prévu Maurice Bardèche.

¹ *Mischling*, littéralement «métis». Terme utilisé par les nazis dans le sens péjoratif de «bâtard», par rapport à leurs pseudo théories raciales, pour désigner les personnes issues d'une union avec un non-Allemand, notamment un Juif ou une Juive (*NdT*).

² *Qu'est-ce que le fascisme ?* Les Sept Couleurs, 1961.

La focalisation sur les identités collectives est particulièrement perverse, parce qu'elle agit dans deux sens : elle combat les oppressions tout en légitimant les xénophobies, et elle a puissamment contribué, à partir de la gauche, à créer un terrain idéologique commun avec l'extrême droite. L'expression «jouer avec le feu» ne convient pas du tout, car ici c'est au feu lui-même que nous avons affaire. «*Tant que le nationalisme se maintiendra comme une force puissante, nous devons faire face à une sorte de modernisme réactionnaire*», a affirmé un historien¹ qui a beaucoup réfléchi sur ce sujet. Le culte des identités donne une nouvelle urgence aux mots que Paul Valéry écrivit en 1931 :

«L'Histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Ses propriétés sont bien connues. Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au délire des grandeurs ou à celui de la persécution, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines.»

Aujourd'hui, la situation est bien pire parce que, au lieu d'une histoire globale, on nous présente une multitude d'histoires partielles. Cela ouvre la voie pour que les opprimés d'aujourd'hui deviennent les oppresseurs de demain, tout comme la vocation impérialiste de l'Etat attaché à ce concept était contenue dans la notion de «nation prolétarienne». Les identitaires feraient bien de se souvenir des paroles de Marcus Garvey à propos de son mouvement : «*Nous avons été les premiers fascistes*²», ou dans une perspective plus tragique, ils feraient bien d'étudier leurs prédécesseurs sionistes [...].

Toutes les conquêtes que la classe ouvrière et la gauche ont pu imposer et conserver sont maintenant dénigrées comme étant «eurocentriques» par les adeptes des identités. Pour eux, l'«eurocentrisme» est une catégorie centrale parce que la prolifération des identités, qui se chevauchent partiellement et sont toujours conflictuelles, n'obtient une certaine cohérence qu'à travers l'opposition à un ennemi commun, «l'eurocentrisme», seule identité réprouvée. Tout comme la dialectique raciale du national-socialisme avait exigé une anti-race, la logique de l'idéologie identitaire exige une anti-identité. Avec l'inconvénient, cependant, que l'eurocentrisme ne correspond pas aux faits historiques.

¹ Jeffrey Herf, *Le modernisme réactionnaire. Haine de la raison et culte de la technologie aux sources du nazisme* [1984], L'Echappée, 2018.

² Cf. João Bernardo et Manolo, *Retour en Afrique. Des révoltes d'esclaves au panafricanisme*, Editions NPNF, 2018 (NdT).

Les civilisations grecque et romaine, considérées comme la matrice de l'Europe, furent, en réalité, méditerranéennes, et non européennes. Et elles le furent dans un sens assez large, puisque la Grèce assimila les connaissances non seulement de l'Égypte, mais aussi du royaume de Babylone. L'empire d'Alexandre s'est fondé sur ce réseau de relations et alla encore plus loin puisqu'il transmit à l'Inde la sagesse grecque et, en sens inverse, apporta des éléments de la pensée indienne en Méditerranée. L'empire romain élargit cette zone d'influences réciproques, en continuant à avoir pour centre la Méditerranée.

Plus tard, malgré la rupture provoquée par la propagation de l'islam, l'orbite méditerranéenne ne disparut pas grâce au développement des traductions en arabe sous le califat abbasside à partir du milieu du VIII^e siècle, mouvement qui culmina au premier tiers du IX^e siècle sous le califat d'al-Ma'mūn. D'un côté, on traduisit les originaux grecs et, de l'autre, les textes en sanskrit et en persan. En effet, les abbassides étant particulièrement liés à la culture perse, les relations transméditerranéennes de cette époque s'approfondirent encore davantage, si l'on considère que la relation des musulmans avec l'Inde modifia les notions de mathématiques au sud puis au nord de la Méditerranée. Et il nous faut mentionner également le judaïsme ibérique qui servit de pont entre les courants philosophiques de la culture islamique et la nouvelle pensée philosophique qui émergea au-delà des Pyrénées.

Ainsi, à partir du XII^e siècle, lorsque commença le mouvement de traduction de l'arabe vers le latin, le christianisme occidental non seulement redécouvrit la philosophie et la science grecques, mais il étendit également la portée géographique de ses inspirations. Comme l'a écrit un scientifique d'origine irakienne : «*la révolution scientifique en Europe aux XVI^e et au XVII^e siècles n'aurait pu se produire sans les nombreux progrès réalisés dans le monde islamique médiéval*¹»; et un historien marocain de la philosophie, a dévoilé l'autre face de la même médaille : «*c'est précisément*

¹ Jim Al-Khalili, *Pathfinders. The Golden Age of Arabic Science*, Penguin, 2012.

*le rôle de médiateur entre la culture grecque et la culture moderne (européenne) qui définit la contribution des Arabes*¹».

L'«eurocentrisme» est un mythe qui ne correspond pas aux faits historiques, tout d'abord parce que cette ligne de continuité a inclus comme articulation fondamentale une civilisation non européenne, l'islam – mais pas tout l'islam, ni de manière homogène.

Pour en revenir à une problématique soulevée par l'historien de la philosophie que je viens de citer, considéré comme l'une des grandes figures intellectuelles du monde arabe contemporain, je pourrais me livrer à un exercice mental en concevant une histoire *en soi*; et il me semble que, avec toute la prudence requise, il est fructueux d'utiliser le *soi* en histoire comme l'on recourt à des expériences conceptuelles en physique. Imaginons alors comment la philosophie européenne aurait évolué si la répartition géographique des philosophes islamiques avait été inverse et si Avicenne avait vécu en Andalousie ou au Maghreb, et pas Averroès.

«Adopter l'esprit averroïste implique une rupture radicale avec l'esprit oriental, gnostique et obscurantiste d'Avicenne», a écrit ce savant marocain, soulignant que «les Européens se consacraient à vivre l'histoire précisément parce qu'ils avaient reçu de nous l'averroïsme». Il conclut : pendant que les Arabes suivaient le chemin d'Avicenne et se détournaient ainsi du rationalisme, la culture européenne a pu ouvrir la voie au rationalisme historique et scientifique parce qu'elle avait appris des Arabes la leçon d'Averroès. Cependant, si la révolution scientifique européenne reposa en partie sur l'influence d'une certaine pensée islamique, il est également vrai que la culture occidentale fut également influencée par le mysticisme oriental qui inspira Avicenne, car le néo-platonisme se développa dans l'aire culturelle musulmane avant de passer en Occident. En bref, l'espace géographique que l'on a appelé plus tard «l'Europe» faisait partie d'un réseau de relations complexe et vaste.

La critique factuelle du mythe de l'eurocentrisme a une autre dimension. La culture intellectuelle de la chrétienté médiévale et de la Renaissance a en réalité intégré les enseignements de la culture islamique. Dénoncer «l'Europe» est anachronique, car ce n'est que vers la fin du XVIII^e siècle et

¹ Mohamed Ábed Yabri, *El Legado Filosófico Árabe. Alfarabi, Avicena, Avempace, Averroes, Abenjaldún. Lecturas Contemporáneas*, Trotta, 2016.

tout au long du XIX^e siècle que la diversité européenne a été absorbée et intégrée dans une culture unifiée. Il ne s'agissait pas d'une culture européenne, mais déjà d'une culture à vocation mondiale promue par le capitalisme. Dès le début, le capitalisme a été un mouvement visant à intégrer les différentes cultures du monde et pas simplement à exporter telle ou telle culture européenne. La dynamique capitaliste a commencé par intégrer les cultures dans l'espace où elle est née, c'est-à-dire le continent européen, et elle a rapidement étendu le même processus aux autres continents. Comme toujours, ce sont les avant-gardes artistiques qui ont anticipé les phénomènes.

Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, le modernisme a assimilé les leçons de la peinture japonaise et de l'art des îles du Pacifique à la fin du XIX^e siècle, puis, au début du XX^e siècle, il s'est entièrement ouvert à la sculpture africaine et un peu plus tard à la sculpture et au tissage des Amérindiens. Au cours des cent années écoulées entre le milieu du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle, aucune esthétique d'avant-garde en Europe n'a pu faire l'économie d'une réflexion sur l'esthétique d'autres civilisations.

Lorsque les adeptes du culte des identités dénoncent un prétendu «eurocentrisme», ils s'opposent en fait à la grande culture intégratrice mondiale, issue de la fusion d'une multiplicité de traditions. Mais les effets de cette négation sont tragiquement asymétriques, car la culture mondiale penche, de manière inébranlable du côté des capitalistes, soutenue désormais par les entreprises transnationales, et se fonde sur l'unification des méthodes administratives et des processus de travail.

Dans ce domaine, les identitaires ne peuvent pas intervenir – et ne le veulent pas visiblement non plus. Leur seul but est d'atteindre le côté opposé, celui de la constitution d'une culture globalisante au sein de la classe ouvrière. «*Le capitalisme présuppose la production de spécialistes et la balkanisation du savoir*», a souligné Etienne Balibar ; «*L'élimination ou la diabolisation de toute perspective globale ne peut que servir les intérêts d'un ordre économique qui est lui-même défini par la mondialisation*¹.»

Face à la mondialisation du capital, l'identitarisme, aux côtés des nationalismes, est le principal outil idéologique de fragmentation des travailleurs. Les fidélités qui n'obéissent plus à des cadres géographiques

¹ Etienne Balibar, *Masses, Classes, Ideas. Studies on Politics and Philosophy before and after Marx*, Routledge, 1994. [Je n'ai pas retrouvé l'original français, la retraduction de l'anglais vers le français est donc peut-être fautive, *NdT.*]

se sont multipliées, et leur objet est devenu aussi fluide que les mouvements du Capital, aussi diffus que les couleurs de l'épiderme, ou que n'importe quelle identité culturelle ou sexuelle présumée. Les nouveaux moyens de communication et de diffusion, Internet, chaque nouvelle génération de micro-ordinateurs de poche, les réseaux sociaux et autres innovations du même type, s'expliquent dans ce contexte ; en même temps ils en amplifient les conséquences, rendant le nombre d'identités imaginaires illimité. Le culte des identités se substitue au nationalisme en cette époque de transnationalisation du Capital. Dans le monde où nous vivons, les attaques dirigées contre la solidarité de la classe ouvrière, et qui furent menées par les mouvements nationalistes dans les années 1920 et 1930, ont été reprises et ravivées par les idéologies identitaires. C'est pourquoi le culte des identités est l'un des mécanismes les plus puissants de ce qui pourrait engendrer un fascisme de notre temps.

La connotation raciale de ce post-fascisme, manifeste dans la perspective où sont présentées les ethnies, a franchi une nouvelle frontière dans l'opposition entre les sexes défendue par le féminisme exclusiviste actuellement en vogue. Comme l'a fait remarquer Etienne Balibar, il s'agit d'«*un type de contre-sexisme dans lequel – et ce n'est pas un hasard – les différences sexuelles sont très souvent exprimées dans des termes présentant les genres comme des quasi-races*¹».

Ah ! si ces féministes avaient au moins lu le *Manifeste de la femme futuriste*² ! «*Il est absurde de diviser l'humanité en femmes et en hommes. Elle n'est composée que de féminité et de masculinité*», écrivait Valentine de Saint-Point en 1912 dans ce *Manifeste*. Avec l'élitisme féroce de tous les futuristes, elle affirmait : «*L'Humanité est médiocre. La majorité des femmes n'est ni supérieure ni inférieure à la majorité des hommes. Toutes deux sont égales. Tous deux méritent le même mépris.*» Au moins, cette exaltation des élites pourrait apprendre aux féministes actuelles à ne pas biologiser la culture. En fait, en même temps qu'elles procèdent à la biologisation de la culture, elles attribuent une culture à une biologie.

Entre la réalité biologique des sexes et le mythe culturel des genres, le cercle vicieux s'est fermé. Et il est inutile d'avancer l'argument selon lequel ce type de féminisme, bien que largement diffusé dans les médias, ne serait accepté que dans des milieux sociaux spécifiques ; en effet, le problème fondamental est qu'il est adopté par ce qui reste de la gauche contemporaine et contribue, donc, à la caractériser. C'est ainsi que se

¹ *Idem.*

² [1912] Rééd. Mille et une nuits en 2005.

définit la fonction politique des courants qui occupent aujourd'hui une place de choix dans la vie intellectuelle de ce qu'on appelle la gauche ; ces courants sont les héritiers du conservatisme anticapitaliste, des identités organiques et de l'irrationalisme biologique qui a participé à la genèse idéologique du fascisme.

Mais comme dans le milieu universitaire, précisément là où le postmodernisme et l'identitarisme ont conquis l'hégémonie, l'opinion désormais dominante est que le fascisme n'existe pas en tant que catégorie générale et que les mouvements qui se considéraient fascistes ne l'étaient pas, l'absorption des idées et des méthodes du fascisme a été innocentée.

Le nationalisme, qui, associé à une problématique sociale, a déclenché le processus générateur du fascisme, est devenu une valeur de gauche après avoir traversé les eaux glaciales de l'identitarisme. Pis, le culte des identités reproduit le modèle du nationalisme à propos de tout élément qui trouve, ou invente, un motif de spécificité [culturelle]. Ainsi, on en est venu à absoudre le capitalisme de tous les maux depuis qu'il s'insère dans la nation, et l'on réserve ses imprécations à la finance internationale. Le mouvement Occupy s'est déroulé à Wall Street et non pas dans la Silicon Valley, ni même à Détroit – pour les nostalgiques.

Si, aujourd'hui, on republiait et diffusait, dans les universités comme dans la rue, les proclamations de l'extrême droite radicale et des fascistes de la première moitié du siècle dernier contre «*la servitude de l'intérêt*»¹ et contre le capital financier, compris comme un «capital spéculatif», je suis convaincu que tout le monde les attribuerait à la gauche.

Et pourtant, Franz Neumann, l'un des critiques les plus lucides du national-socialisme, avait averti que «*chaque fois que des manifestations contre l'hégémonie du capital bancaire imprègnent les mouvements populaires, nous avons l'indication la plus claire de l'approche du*

¹ Expression de l'économiste Gottfried Feder (1883-1941), l'un des premiers membres du parti nazi, citée dans *Mein Kampf*: «*Lorsque j'entendis le premier cours de Gottfried Feder sur "la répudiation de la servitude de l'intérêt du capital", je compris immédiatement qu'il devait s'agir ici d'une vérité théorique d'une importance immense pour l'avenir du peuple allemand. La séparation tranchée du capital boursier d'avec l'économie nationale présentait la possibilité d'entrer en lutte contre l'internationalisation de l'économie allemande, sans toutefois menacer en même temps par le combat contre le Capital les fondements d'une économie nationale indépendante*» (NdT).

*fascisme*¹». Détourner les attaques du capitalisme, considéré comme un tout, vers la finance internationale est une condition indispensable du nationalisme. C'est Alfred Rosenberg, le principal idéologue du national-socialisme, qui opposait au «capital national», au «capital enraciné», le «capital financier fluide», qui représente «le royaume de l'argent».

Comme l'écrivait le principal dirigeant fasciste britannique au milieu des années 1930, «*le capitalisme est le système par lequel le capital utilise la nation à ses propres fins. Le fascisme est le système par lequel la nation utilise le capital à ses propres fins. L'entreprise privée est autorisée et encouragée tant qu'elle coïncide avec l'intérêt national. L'entreprise privée n'est pas autorisée lorsqu'elle est en conflit avec l'intérêt national*».

Et le plus radical et le plus délirant des nationaux-socialistes hongrois proclama que «*dans le nationalisme social, le capital sert l'État et l'État sert la nation*». Ces paroles d'Oswald Mosley² et de Ferenc Szálasi³ reflètent comme un miroir le programme adopté aujourd'hui par la majorité de la gauche, plus exactement par ceux qui prétendent être de gauche, à la fois dans la rue et dans les cabinets ministériels. Ecrasé militairement, le fascisme aurait-il survécu idéologiquement à ceux qui l'ont vaincu?

D'une certaine manière, c'est vrai, mais seulement partiellement.

Au cours des dernières décennies, la manière dont les entreprises ont multiplié leurs niveaux d'intervention et élargi la sphère de leur souveraineté, en développant ce que j'ai qualifié l'État Elargi⁴, n'a pas

¹ Franz Neumann (1943), *Behemoth. Structure et pratique du national-socialisme*, Payot, 1979.

² Oswald Mosley (1896-1980), député travailliste puis dirigeant fasciste britannique, emprisonné entre 1940 et 1943. Il continua à sévir après 1945, mais son influence était groupusculaire, sans proportion avec celle qu'il eut dans les années 30 (NdT).

³ Ferenc Szalasi (1897-1946), dirigeant des Croix fléchées en Hongrie (NdT).

⁴ Selon João Bernardo, «*l'Etat Restreint désigne l'ensemble des institutions qui composent le gouvernement, le Parlement et les tribunaux, c'est-à-dire les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. [...] Pour tout ce qui concerne l'organisation interne des entreprises, patrons et gestionnaires choisissent des systèmes d'administration et organisent la force de travail, ce qui constitue une forme de pouvoir législatif. De plus, ils établissent des hiérarchies, définissent l'amplitude des décisions qu'il est possible de prendre à chaque échelon et imposent des normes de travail,*

correspondu à une «fin des idéologies», ni même à une atténuation de la vigueur de l'instance idéologique, comme certains le prétendent parfois. En réalité, on a assisté à un déplacement de la place de l'idéologie et à une modification des moyens et des agents de sa formulation. En transnationalisant les opérations et en se plaçant au-dessus des gouvernements, les grandes entreprises ont vidé de tout contenu réel les mythes de la nation. Trois évolutions se dessinent :

- les réseaux traditionnels des fausses allégeances et des vraies soumissions se projettent aujourd'hui dans des nationalismes à la dimension tellement microscopique qu'ils sont, en réalité, des régionalismes, pour ne pas dire presque des identitarismes de quartier ;
 - ils s'assument comme des identités ethniques, culturelles ou sexuelles et opèrent alors dans un cadre supranational;
 - ou alors le quotidien de l'entreprise leur donne une nouvelle substance
- les deux dernières solutions semblent être les plus importantes.

Mais pour que ces processus arrivent à maturation, une profonde transmutation des valeurs est nécessaire. Le nationalisme a une référence territoriale, délimitée par des frontières précises ; et l'apologie de la violence politique vise toujours le contrôle de l'appareil d'État classique, qui se distingue du milieu social et économique environnant. Ce panorama

ce qui constitue une forme de pouvoir exécutif. Enfin, les propriétaires des entreprises ou leurs administrateurs évaluent les tâches accomplies par chaque travailleur, en accordant des primes de productivité ou en imposant des amendes ou d'autres types de sanction, y compris le licenciement, ce qui constitue une forme de pouvoir judiciaire. Et ils le font dans une sphère en grande partie étrangère aux conditionnements imposés par l'Etat Restreint. Le gouvernement, le Parlement et les tribunaux reconnaissent aux propriétaires privés et aux bureaucrates gestionnaires une énorme latitude dans l'administration, la direction et la pénalisation de la force de travail, leur attribuant par conséquent une véritable souveraineté. Tout exercice d'un pouvoir souverain est, en soi, une activité politique. Donc, si l'organisation de l'économie est, elle-même, directement, un pouvoir politique, alors son éventail d'action est extrêmement vaste. C'est pourquoi je l'appelle l'Etat Elargi. D'ailleurs, au cours des dernières décennies, avec l'intervention croissante des entreprises dans les aspects les plus variés de la vie sociale, le caractère ample de cet Etat a beaucoup augmenté.»

a été modifié à mesure que les entreprises transnationales ont pris le contrôle de nombreuses sphères très différentes de la société.

Les principales manifestations de la répression se sont confondues avec la discipline du travail et, grâce à l'électronique, l'organisation des activités productives est devenue à la fois une forme d'évaluation et une forme de surveillance, qui fonctionne même pendant les loisirs, puisqu'une bonne partie de ceux-ci se déroulent sur des supports électroniques. Pour la première fois dans l'histoire, le processus de travail et les périodes de repos ont fusionné avec le processus de surveillance sociale, ce qui a permis à l'exploitation et à l'oppression de fusionner dans un cadre technologique unique. Nous sommes encore loin de comprendre toutes les implications de cette situation.

Dans une vie politique aussi profondément transformée, il est inévitable que les conceptions fondamentales du fascisme dépassent les cadres idéologiques dans lesquels elles s'étaient insérées et qui avaient servi à les définir et qu'elles s'étendent, sous d'autres aspects et avec des connotations différentes, aux systèmes d'administration des entreprises.

Dans les nouvelles modalités assumées par la discipline du travail, dans la nouvelle autorité conquise par les grandes entreprises dans tous les domaines de la vie sociale, dans les nouveaux réseaux d'un pouvoir changeant et fluide, adapté aux mouvements permanents du Capital, à ses chocs et à ses recompositions, dans toute cette nouvelle trame de relations, le fascisme, en tant que conception et pratique politique, a acquis une autre substance et s'est réincarné. Quiconque souhaite étudier le fascisme actuel ne doit pas se focaliser sur des groupuscules qui regroupent quelques paranoïaques nostalgiques, ni même limiter ses horizons aux élucubrations des intellectuels postmodernistes et aux adeptes du culte des identités.

Il nous faut partir de la constatation que l'Etat Elargi est aujourd'hui le principal lieu du pouvoir et que c'est dans l'administration des entreprises que la politique s'exerce au sens le plus large. Le nom de Reinhard Höhn¹ pourrait peut-être servir ici de fil conducteur à ceux qui souhaiteraient poursuivre cette recherche,. En effet, après avoir été l'un des

¹ Reinhard Höhn (1904-2000) : juriste, historien allemand, membre d'un mouvement *völkisch* (nationaliste et antisémite) dans les années 20 ; oligarque de la SS, haut responsable du Service de sécurité (SD), il devient, dans les années 1950, le directeur de la plus importante institution privée de formation au management de la République fédérale (*Bad-Harzbürger Akademie für Führungskräfte der Wirtschaft*) (NdT).

constitutionnalistes les plus importants du Troisième Reich, avoir critiqué la notion de personnalité juridique de l'État¹ et défendu le pouvoir illimité et discrétionnaire d'un Führer considéré comme une personnification de la race, il fonda en 1956 une académie pour directeurs d'entreprises qui compta parmi les plus réputées d'Allemagne.

Dans ces nouvelles conditions, le fascisme est resté anonyme, parce qu'il n'a pas fait l'objet de concepts permettant de le circonscrire dans ses modalités actuelles. Plus grave encore, l'État Elargi a déployé des efforts idéologiques considérables afin de nier qu'il possède une idéologie ou même une réalité particulières. L'anonymat qui caractérise la classe des gestionnaires² et qui représente l'un des traits décisifs des grands thèmes du

¹ La personnalité juridique repose sur les notions de droits et de devoirs de l'État, qui sont incompatibles avec le culte de la force et le mépris de la vie humaine prônés par les nazis. *«Dans les discours juridiques nazis, le thème de la “communauté” (Gemeinschaft) a eu pour effet de détruire toutes les représentations juridiques de l'institution telles qu'elles furent imaginées au XIX^e siècle. La “communauté” nazie est adhésion immédiate de la “troupe des fidèles” (Gefolgschaft) à la direction de la communauté (Führerschaft). Cette adhésion doit s'établir, non pas sur la base des formes du commandement, mais en tant qu'adhésion aux buts. Il en résulte que, étendue à toutes les sphères du “droit”, la “pensée juridique” nazie est une téléologie radicale et donc aussi, dans le même temps, pour reprendre une expression de Max Weber, une “déformalisation” du droit tout aussi radicale. D'où, le mépris des juristes nazis pour les formes du droit et le formalisme juridique. La légitimité “juridique” de la domination des Führers est “charismatique”. Or, tout le droit public classique du XIX^e siècle s'était efforcé d'établir la domination légale précisément comme domination formalisée (et donc “rationnelle”). L'État doit être considéré comme une “personne juridique”, c'est-à-dire une organisation unifiée dans laquelle la puissance publique est un faisceau de compétences formellement déterminées, les gouvernants étant des “organes” de la personnalité juridique de l'État.»* (cf. «Prendre le discours juridique nazi au sérieux ?» d'Olivier Jouanjan, *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 2013/1, volume, 70, disponible sur cairn.info). (NdT)

² Pour l'auteur, il existe deux classes dominantes sous le capitalisme : la bourgeoisie et les gestionnaires. Dans sa préface au livre de João Bernardo *Economia dos conflitos sociais* (Economie des conflits sociaux, 1991, 2^e

fascisme après la Seconde Guerre mondiale constitue également la modalité la plus efficace du pouvoir politique contemporain.

João Bernardo

(Traduit par Y.C. et extrait de *Labirintos do fascismo*, 3^e édition, ouvrage disponible en portugais sur Internet. «Le postmodernisme et le culte des identités seront-ils le fascisme de notre époque ?» provient du troisième chapitre – «Le fascisme postfasciste» – de la sixième et dernière partie du livre, «Métamorphoses du fascisme»)

édition 2009) Maurício Tragtenberg définit les *gestores* (gestionnaires) en ces termes : «*L'un des points les plus importants [de ce livre] traite de la structure des classes dirigeantes et souligne une bifurcation, au sein de la classe capitaliste, entre ce que João Bernardo appelle la classe bourgeoise et celle des gestionnaires. La classe bourgeoise est définie à partir d'une perspective décentralisée, c'est-à-dire, en fonction de chaque unité économique dans son microcosme. La classe des gestionnaires, en revanche, a une portée plus universalisatrice et est définie en fonction des unités économiques reliées à l'ensemble du processus. Toutes deux s'approprient la plus-value ; toutes deux contrôlent et organisent les processus de travail ; toutes deux garantissent le système d'exploitation et occupent ont une position antagoniste face à la classe ouvrière. Mais la classe bourgeoise et celle des gestionnaires diffèrent de plusieurs façons: 1) par les rôles qu'elles jouent dans le mode de production; 2) par les superstructures juridiques et idéologiques qui leur correspondent ; 3) par leurs origines historiques différentes ; 4) par leur évolutions historiques différentes. Alors que la classe bourgeoise organise des processus particularisés visant à sa reproduction à un niveau microcosmique, la classe des gestionnaires organise ces processus particularisés en les reliant à un fonctionnement économique mondial et transnational. Il convient également d'ajouter que, pour l'auteur, la classe des gestionnaires tente parfois de se faire passer pour une classe non capitaliste, mais il ne s'agit que d'une apparence.» (NdT).*

Commentaire de João Bernardo

Cher Yves,

Je viens de prendre connaissance que tu as affirmé, plusieurs fois, que je considère le sionisme comme un fascisme ou une forme de fascisme. C'est tout à fait inexact. Je considère le sionisme comme une forme de nationalisme, avec tout ce qui en découle, et je ne considère pas que tous les nationalismes soient des fascismes, loin de là. Ce que j'ai écrit dans mon livre *Labirintos do Fascismo* et dans plusieurs articles qui touchent plus ou moins à cette question c'est que :

1) La tendance majoritaire du mouvement sioniste, qui réunissait des démocrates et des socialistes, a essayé pendant plusieurs années d'obtenir l'appui de Mussolini pour réduire l'hégémonie britannique en Palestine. Avec cet objectif, il y a eu une collaboration politique entre cette tendance majoritaire du sionisme et le régime fasciste italien, jusqu'au moment où Mussolini a décidé de changer de cap et d'adopter une orientation antisémite.

2) Une tendance minoritaire du sionisme, et qui à un certain moment a fait scission sous la désignation courante de Révisionnistes, était fasciste et considérée comme telle par ses contemporains, tant par les sionistes majoritaires que par des fascistes non juifs. Cette tendance était fasciste dans le système d'organisation politique adopté, dans ses idées économiques et dans ses rapports agressifs avec le mouvement syndical en Palestine.

3) Le régime national-socialiste allemand a, jusqu'à la guerre, utilisé les sionistes pour mieux persécuter les assimilationnistes, qui réunissaient la grande majorité des juifs allemands et qui étaient considérés par les nationaux-socialistes comme le danger le plus immédiat. Après, quand la persécution s'est transformée en vrai génocide, Hitler et Himmler ont appliqué la tactique de diviser les sionistes en tranches successives, pressionnant les uns à la collaboration pour exterminer les autres et ainsi de suite, jusqu'à la fin.

J'ai développé en détail ces trois questions dans les chapitres 2 et 3 de la 4ème Partie de *Labirintos do Fascismo* (pages 875-1066 de la dernière version, de 2018), avec toute une bibliographie à l'appui. Ces pages peuvent être consultées ici : <https://archive.org/stream/jb-ldf-nedoedr/BERNARDO%20Jo%C3%A3o.%20Labirintos%20do%20fascismo.%203%C2%AA%20edi%C3%A7%C3%A3o#page/n873/mode/2up>
Mais comme, hélas, il n'y a pas beaucoup de Français à connaître la langue

portugaise, je te prie d'assurer à cette mise au point la même diffusion dont a bénéficié ton affirmation, que je considère inexacte.

Cordialement, **João Bernardo**

Brève réponse

[Faute de place et de temps, et vu qu'il ne s'agit pas du sujet principal de ce numéro, il ne m'est pas possible de répondre sérieusement aux arguments de l'auteur. Ils ouvrent la voie à des interprétations dangereuses dont nous voyons les applications néfastes et très concrètes aujourd'hui, en clair dans l'antisémitisme de gauche qui se diffuse à l'échelle mondiale. J'y répondrai dans un autre numéro en essayant de reprendre l'histoire du sionisme. Je me contenterai donc de ces quelques brèves remarques.]

La «collaboration» forcée entre certains «sionistes» et le régime nazi, ou entre des sionistes d'extrême droite (Jabotinski) avec les fascistes italiens, est à l'origine du mythe du «sionazisme» ou de l'assimilation du sionisme au fascisme. Les preuves de cette collaboration servent d'arme idéologique pour délégitimer l'existence de l'Etat d'Israël et remettre en cause l'existence d'un peuple israélien, ou le droit pour les Juifs dispersés sur la planète de constituer un Etat, en Palestine ou ailleurs. Les faits étayant cette collaboration avant et durant la Seconde Guerre mondiale sont généralement pimentés de quelques citations de deux intellectuels antisionistes «juifs», Victor Klemperer et Hannah Harendt, qui ont tous deux violemment condamné le sionisme.

Les antisionistes de gauche et d'extrême droite qui citent Klemperer et Harendt les présentent tous deux comme «juifs» : or Klemperer était chrétien (son père était rabbin, mais lui n'était pas juif) ; quant à Hannah Harendt, elle ne croyait pas en Dieu et ses parents dits «juifs» non plus. Il est toujours bizarre de voir des antisionistes qui nient l'existence d'un peuple juif, ou plutôt de peuples juifs, attribuer (quand cela les arrange) une étiquette «juive» à des individus agnostiques, athées ou pratiquants d'autres religions que le judaïsme.

Dans un article de João Bernardo publié en juin 2010 sur le site libertaire brésilien passapalavra et au titre significatif : «De persécutés à persécuteurs : la leçon du sionisme», l'auteur opère le glissement caractéristique de presque tous les antisionistes (de gauche ou d'extrême droite) entre les «juifs» et les «sionistes», dès la première phrase de son texte : *«Le fait que parmi les opprimés naisse une réaction nationaliste qui se convertit en impérialisme n'est pas une attitude exclusivement réservée*

aux Juifs.» Le titre de son article pouvait pourtant laisser croire que c'était seulement les Juifs sionistes qui de persécutés seraient devenus tous persécuteurs, mais dès le départ il nous annonce que ce sont les «Juifs» qui de persécutés seraient devenus persécuteurs. Il établit donc une responsabilité collective des Juifs tout en nous expliquant qu'il faut *«distinguer entre les Juifs et le mouvement sioniste. Les Juifs sont un peuple, défini par un ensemble de traditions et d'habitudes culturelles dont fait partie la religion, sans être un élément indispensable. Le sionisme est un mouvement politique qui se propose de former une nation à partir du peuple juif, dispersé il y a de nombreux siècles au milieu d'autres sociétés ; l'objectif du sionisme était de séparer les Juifs des sociétés dans lesquelles ils vivaient et d'organiser un courant migratoire vers la Palestine, pour finalement fonder l'Etat d'Israël.»*

Cette présentation est à peu près correcte, sauf que l'auteur ne met l'accent que sur un détail (la volonté de séparation des sionistes) et passe sous silence le plus important : vingt siècles de préjugés, persécutions et pogromes contre tous les Juifs ! La volonté de séparation fut toujours unanime de la part des Eglises chrétiennes, des sociétés et institutions musulmanes, des dirigeants politiques (y compris de gauche), des mouvements sociaux (y compris le mouvement ouvrier), des partis qui essayèrent de combiner l'antijudaïsme chrétien avec l'antisémitisme anticapitaliste.

Un peu plus loin João Bernardo affirme que le système de terreur imposé par Israël *«dépasse tout ce que les racistes sud-africains ont réussi à faire du temps de l'apartheid»* et il précise : *«entre ces deux faits, les Juifs comme victimes et Israël comme agresseur, il n'existe pas de contradiction, mais au contraire un lien logique».*

On est donc très loin des nuances qu'il apporte dans son commentaire reproduit à la page précédente...

L'un des auteurs fréquemment cités par João Bernardo, Lenni Brenner, a déjà été sévèrement critiqué dans deux articles, le premier de Paul Bogdanor, le second, de Gerry Ben Noah. Ces textes sont disponibles sur les sites mondialisme.org et npnf.eu sous le titre «Mystification antisémite : Lenni Brenner et la prétendue "collaboration" des sionistes avec les nazis» et «Sur le mythe de la "collaboration" entre "les sionistes" et les nazis». D'autres textes ou traductions suivront.

Y.C.

João Bernardo :

Classe / identités

20 mars 2019

La classe ouvrière peut être définie sur le plan économique ou sur le plan sociologique. Il est essentiel de ne pas confondre les deux dimensions.

J'ai défini le temps comme la substance du capitalisme¹, parce que la plus-value, c'est-à-dire le processus d'exploitation, est produite et résulte de contradictions qui se déploient **dans le temps**. Ceux qui contrôlent leur propre temps de travail, ou participent à ce contrôle, et qui contrôlent simultanément le temps de travail des autres constituent les classes exploiteuses (bourgeois et gestionnaires²). Ceux qui ne contrôlent ni leur temps de travail, ni celui des autres, forment la classe ouvrière. Ceux qui contrôlent leur temps de travail, mais ne contrôlent le temps de travail de personne, se situent en dehors du mode de production capitaliste, avec lequel ils n'entretiennent une relation que par l'intermédiaire du marché (artistes, artisans et ce qu'il reste des anciennes professions libérales).

A ce niveau économique, la classe ouvrière a une existence permanente et vérifiable. La gestion des ressources humaines est au cœur des préoccupations de tout patron ou administrateur, et les «ressources humaines» ne sont qu'un euphémisme pour éviter de mentionner la «classe ouvrière».

Toute personne qui s'intéresse aux analyses publiées par les théoriciens et les techniciens du capitalisme sur les systèmes de production et les défis posés à l'administration des entreprises est inévitablement confrontée à la classe ouvrière. Aucune étude économique ne peut être menée sans que ce

¹ «O tempo : substancia do capitalismo», in *Cadernos de Ciências sociais*, n° 1, 2005 sur le site www.afoiceemartelo.com.br/

² Pour João Bernardo, les gestionnaires constituent avec la bourgeoisie l'une des deux classes dominantes dans le mode de production capitaliste (*NdT*).

facteur soit pris en compte. Les conflits qui surviennent dans les relations de travail, des conflits plus passifs et individuels aux plus actifs et collectifs, visent à perturber ou interrompre le flux du temps de travail (ou du moins ont pour effet de le perturber ou de l'interrompre). Les techniques de gestion visent essentiellement à éviter, ou anticiper, les mouvements d'insatisfaction et de protestation, afin que le temps de travail puisse s'écouler sans interruption. Tel est l'antagonisme interne qui s'exprime dans le temps en tant que substance du capitalisme, et c'est sur ce plan-là que la classe ouvrière manifeste en permanence son existence.

Sur le plan sociologique, cependant, la classe ouvrière n'a jamais réussi à conserver une existence permanente. Les travailleurs ne sont conscients de leur réalité en tant que classe que lorsqu'ils affrontent activement la totalité des capitalistes. Ce n'est que dans cette confrontation que la classe ouvrière peut exister sur le plan sociologique.

En 1846-1848, la classe ouvrière assumait une existence sociologique au niveau européen, des îles britanniques au sud de l'Italie, du Portugal à la Pologne divisée. La classe ouvrière reprit une existence sociologique dans un espace plus vaste, comprenant toute l'Europe et les États-Unis, de la fin de la Première Guerre mondiale au début des années 1920. Plus récemment, et à l'échelle mondiale, la classe ouvrière a assumé de nouveau une existence sociologique entre les années 1960 et les années 1980. Peu de personnes le savent aujourd'hui (ou en tout cas peu d'entre elles souhaitent s'en souvenir), mais à cette époque nous étions sur le point de gagner, comme je l'ai écrit dans «Epilogue et préface (un témoignage présentiel)».

A cette époque, le capitalisme était empêtré dans la dernière de ses crises économiques structurelles et l'unification internationale de la classe ouvrière sur le plan sociologique semblait rendre imminente la transformation de cette crise structurelle en une crise finale. Mais la situation s'est inversée et, au cours des dernières décennies, un capitalisme mondialisé a réussi à manipuler sans grande difficulté les travailleurs fragmentés et dispersés. *«Le capitalisme suppose la production de spécialistes et la balkanisation du savoir, a écrit Paul Morrison; l'élimination ou la diabolisation de toute perspective mondiale ne peut que servir les intérêts d'un ordre économique qui se définit lui-même par la mondialisation»* (*The Poetics of Fascism. Ezra Pound, T. S. Eliot, Paul de*

Man, Oxford University Press, 1996, p. 14). Aujourd'hui, la classe ouvrière n'existe pas sur le plan sociologique.

L'hégémonie acquise par les identitarismes¹ sur le plan sociologique et idéologique est l'expression directe de la disparition de la classe ouvrière sur ce plan. Cette hégémonie est tellement aboutie que la gauche – ou ce qu'un vocabulaire dénaturé continue d'appeler «la gauche» – présente les travailleurs comme une identité parmi d'autres identités avec lesquelles ils pourraient s'allier. La disparition sociologique et idéologique des travailleurs en tant que classe et leur insertion dans l'échiquier des identités représentent la plus grande victoire de l'identitarisme.

L'affirmation des identités reproduit tous les vices du nationalisme. Comme l'avait averti Paul Valéry en 1931, à l'époque où les nationalismes devenaient menaçants :

«L'Histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Ses propriétés sont bien connues. Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au délire des grandeurs ou à celui de la persécution, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines.»

(*Regards sur le monde actuel et autres essais*, Gallimard, 1945, p. 27). Aujourd'hui, cette description s'applique parfaitement à l'identité.

Mais les nationalismes se référaient au moins à des frontières fixes, alors que les identités, réelles ou supposées, projettent leur hystérie sur des horizons indéfinis, puisqu'elles revendiquent des limites fluides, qui se chevauchent et sont même subjectives. Et tout comme le nationalisme s'est incarné, sous ses formes les plus extrêmes et aussi les plus délirantes, dans le racisme, et s'est engagé dans une ronde folle qui passait de la culture à la biologie, et de la biologie à la culture, l'identité fait de même, voltigeant de la couleur de peau au genre, en passant par n'importe quel autre élément. Depuis de nombreuses années, j'ai montré que l'oscillation entre la biologie et la culture dans le national-socialisme avait une affinité

¹ João Bernardo utilise cette expression ici traduite littéralement. Elle est similaire à la notion anglaise de *identity politics*, soit en français la (ou les) politique(s) de l'identité, ou encore les politiques identitaires. (Ndt.)

étroite avec l'oscillation identique qui caractérise la forme moderne du féminisme¹. On peut en dire autant de ces mouvements noirs capables d'affirmer que «*Le métissage est aussi un génocide*» et d'invoquer les phénotypes avec le même zèle que ceux invoqués par les théoriciens des races. Les identitarismes reproduisent non seulement les formes les plus perverses du nationalisme, mais également la forme la plus perverse des fascismes, le racisme national-socialiste.

Cependant, les nouvelles identités partagent surtout avec l'ancien nationalisme un aspect principal : leur caractère supraclassiste. Alors que l'affirmation de la classe ouvrière sur le plan sociologique brise, ou cherche à briser, la société de manière horizontale, en marquant clairement le clivage entre ceux qui produisent la plus-value et ceux qui se l'approprient, le nationalisme et l'identitarisme réunissent les travailleurs et les capitalistes autour d'un mythe commun, géographique, ou culturel et biologique.

Or, toute forme d'union entre exploités et exploités a pour effet immédiat de consolider le processus d'exploitation. L'histoire l'a montré abondamment dans le cas des nationalismes. Dans le cas des identitarismes, nous retrouvons le même résultat avec la politique des quotas, qui mobilise des masses de personnes appartenant, ou étant supposées appartenir, à une identité définie, afin de promouvoir l'ascension sociale d'un petit nombre d'entre elles, de les convertir en une nouvelle élite ou de les insérer dans l'élite existante. De même que l'expansion territoriale acquise par des moyens militaires était le résultat logique des nationalismes, la promotion des élites grâce à la politique des quotas est le résultat logique des identitarismes.

Il est certain que, dans la vie courante, les choses semblent confuses, dans les conflits quotidiens, les relations dans les cafés. Quiconque vit dans la confusion ignore comment se débarrasser de ces difficultés. Mais la

¹ «Considerações inoportunas e politicamente incorretas acerca de uma questão de nossos dias», *Novos Rumos*, n° 45, 2006, <http://www2.marilia.unesp.br/revistas/index.php/novosrumos/article/view/2122/1750>. Cf. l'annexe placée à la fin de cette traduction.

² Slogan de certains mouvements afrobrésiliens (*NdT*).

fonction de la science, et son équivalent en politique, est précisément de simplifier et de définir et délimiter correctement les questions. Le problème est qu'aujourd'hui, il n'existe pratiquement plus que deux types de marxisme: le marxisme d'avant Galilée et le marxisme-éponge.

En ce qui concerne le premier, tout comme les opposants de Galilée refusaient d'observer avec une lunette astronomique les satellites de Jupiter et restaient fidèles à la cosmographie grecque, ces marxistes refusent d'analyser les statistiques et se contentent d'annoncer les textes du maître. Ils ont disparu du royaume des vivants pour s'installer au musée des momies.

Le marxisme-éponge, pour sa part, absorbe tout ce que les marées lui apportent. Au niveau du vocabulaire sa manœuvre est simple: il suffit d'accoler l'adjectif «marxiste» à n'importe quel type d'identitarisme. Sur le plan politique, l'opération est toutefois plus compliquée et a les mêmes effets qu'eurent, entre les deux guerres mondiales, les connivences entre le marxisme et les nationalismes : d'un côté, elles précipitèrent les masses travailleuses dans les bras du fascisme et, de l'autre, elles accélérèrent la dégénérescence extrême du marxisme qu'était le stalinisme.

Aujourd'hui, alors que s'ouvre un nouveau cycle de luttes, à partir de son niveau le plus bas, il est indispensable de distinguer entre la politique de classe et la politique des identités, sans envisager la possibilité d'une alliance entre elles.

João Bernardo

(Traduit du site brésilien passapalavra.info)

Annexe : João Bernardo et la critique des féministes universitaires actuelles

Dans «Considerações inoportunas e politicamente incorretas acerca de uma questão de nossos dias» (Considérations inopportunes et politiquement incorrectes sur une question actuelle», 2006) cité dans le texte précédent, João Bernardo oppose les premières féministes égalitaires (dont il semble soutenir les combats) aux féministes universitaires actuelles qu'il dénonce.

En réalité, dans cet article, il se livre surtout à des considérations sur la novlangue universitaire ou politique et à une étude des pseudo théories nazies sur les Juifs et les communistes. Et ses conclusions sont absurdes : sous prétexte que les nazis n'auraient jamais réussi à définir des «races» précises – et pour cause, elles n'existent pas ! –, il en déduit qu'ils confondaient les Juifs et les communistes dans la même haine exterminatrice. Avec une telle hypothèse de départ, on ne comprend pas

- pourquoi les nazis créèrent des camps de concentration pour les prisonniers politiques – notamment communistes – et des camps d'extermination pour les Juifs ;

- pourquoi tant de militants communistes purent survivre dans l'Allemagne nazie et dans toute l'Europe occupée – à condition d'abandonner toute activité politique ;

- et on n'explique pas les taux de mortalité tout à fait différents selon les camps. Dans les camps de concentration, les communistes mouraient de maladie, de mauvais traitements, de sous-alimentation, de travail forcé et aussi évidemment parce qu'ils étaient fusillés. Et ils étaient parfois relâchés de ces camps au bout de plusieurs années. Dans les camps d'extermination, l'élimination des Juifs était systématique et s'étendait à la famille la plus élargie possible, sans compter tout l'éventail des tortures et expérimentations «scientifiques» des nazis sur les Juifs.

Quant aux massacres commis contre les habitants non juifs, communistes ou pas, durant la guerre contre l'Union soviétique qu'évoque João Bernardo, ils étaient autant liés aux pseudo théories sur la prétendue

infériorité des races slaves qu'à l'anticommunisme hitlérien. Mais cette discussion introduite par João Bernardo n'a pas de lien autre que **fâcheusement polémique** avec la critique des féminismes identitaires actuels.

A part une citation, effectivement ridicule, de Luce Irigaray, «Considerações inoportunas e politicamente incorretas acerca de uma questão de nossos dias» ne décortique pas en détail les théories féministes actuelles – ce qui nous laisse sur notre faim.

Néanmoins, j'ai traduit un passage de cet article pour essayer que les lecteurs (et lectrices !) saisissent mieux la démarche de João Bernardo :

«Le type de féminisme qui est aujourd'hui hégémonique dans les universités et les médias appartient, par ses tours de passe-passe terminologiques, à la grande famille accueillante du "politiquement correct". Puisque les femmes n'ont pas conquis l'égalité réelle avec les hommes, on fabrique alors une égalité entre les articles, les pronoms, les terminaisons, et on crée un langage obscur où abondent les traits d'union, les barres obliques, les parenthèses et les duplications [de lettres ou de syllabes] [...].

Ces exercices de "genre" adoptent la division traditionnelle, et bien connue, entre la sphère féminine et la sphère masculine. Il suffit d'attribuer une connotation positive à la sphère auparavant dévalorisée, et en même temps une connotation négative à la sphère qui était autrefois l'objet de l'éloge des uns et de l'envie des autres. La hiérarchie entre les termes est seulement inversée : la sphère féminine devient une source de vertus, la sphère masculine le modèle de tous les vices. Et cette inversion renforce la croyance en l'inéluctabilité de l'existence de ces deux termes. La réalité sociale, avec ses dichotomies, reste inchangée. Seul change le vocabulaire qui désigne cette réalité, et il se modifie jusqu'à rendre la réalité opaque pour les observateurs moins attentifs.

Dans cette manipulation, l'opération centrale consiste à gommer la distinction entre la dimension idéologique et la dimension biologique. La division entre la sphère sociale masculine et la sphère sociale féminine résulte d'une création culturelle multiséculaire, qui a inculqué aux femmes des comportements, des mœurs et des opinions différents de ceux inculqués aux hommes. Au lieu d'essayer d'éliminer la séparation des sexes, le féminisme universitaire actuel cherche à l'enraciner ; c'est justement

pourquoi il fonde son interprétation du monde sur une division strictement biologique ; à partir de là, il construit un édifice complexe de distinctions culturelles.

Avec la même désinvolture, il se livre à l'opération inverse lorsqu'il attribue à un type donné d'idées, d'attitudes et de comportements une connotation biologique, masculine ou féminine, selon ses préférences. Selon un philosophe qui est, ou a été, marxiste, c'est ainsi qu'est apparu "un type de contre-sexisme dans lequel– et ce n'est pas un hasard – les différences sexuelles sont très souvent exprimées dans des termes qui présentent les genres comme des quasi-races"¹.

Dans un tel féminisme, on peut passer indifféremment de la biologie à la culture, ou de la culture à la biologie. Cette circularité, dépourvue de tout critère, se retrouve aussi bien dans les théories du "genre" que dans le national-socialisme et les théories de ses prédécesseurs directs qui attribuaient une psychologie spécifique à des peuples considérés d'un point de vue biologique.»

¹ Etienne Balibar, *Masses, Classes, Ideas: Studies on Politics and Philosophy Before and After Marx*, Routledge, 1994, p. 192.

João Bernardo

Épilogue et préface

(un témoignage présentiel)

Résumé:

Dans ce texte, l'auteur évoque les combats politiques des années 1960 et 1970, et nous présente également certains des résultats de ses travaux théoriques pour conclure que le néolibéralisme, en détruisant les institutions intermédiaires destinées à réguler les conflits sociaux, prépare une nouvelle vague de luttes très violentes.

Peu de gens savent aujourd'hui, ou souhaitent se souvenir, que nous étions sur le point de gagner.

«Nous», les révolutionnaires, les anticapitalistes, qui, au cours des années 60 et durant la première moitié de la décennie suivante, avons vu notre force croître et notre capacité d'action augmenter, soutenues par une impulsion qui semblait irrépessible. Ce fut l'ère des luttes autonomes contre le capitalisme privé et contre les gestionnaires¹ au sein des pays occidentaux, contre le capitalisme d'État et la bureaucratie politique dans les pays de l'Est. Commencées ici et là, les grèves que les dirigeants syndicaux qualifiaient de «sauvages», parce qu'elles résultaient de l'initiative des travailleurs de base, échappaient à tout calendrier revendicatif prédéterminé, et contestaient les bureaucraties syndicales en même temps qu'elles revendiquaient contre les patrons. La grande avancée du mouvement ouvrier à cette époque fut de comprendre que les dirigeants syndicaux avaient davantage de points communs avec les dirigeants des entreprises qu'avec la classe ouvrière.

Dans le contexte d'une prolifération de grèves «sauvages», les étudiants inaugurèrent un nouveau type de lutte ; au lieu d'être spécifiquement

¹ Pour João Bernardo, les gestionnaires constituent, avec la bourgeoisie, l'une des deux classes dominantes. Cf. <http://nfnf.eu/spip.php?article633> (NdT).

étudiantes, leurs revendications reflétaient les intérêts globaux des travailleurs. De la Californie à Berlin, du mouvement des droits civiques des Noirs américains aux protestations contre les cadences infernales dans les usines, les étudiants se battirent comme des travailleurs en formation, pas comme les membres d'une jeune élite. Ce fut la première riposte à la conversion, alors récente, de l'ancienne université en un instrument d'éducation de masse. Lorsqu'ils réfléchissaient aux problèmes de l'université, les étudiants contestataires exigeaient que le système éducatif soit remodelé en fonction des intérêts de la classe exploitée.

Nous n'avons pas seulement assisté à l'émergence de nouvelles organisations politiques, moins centralisées et moins hiérarchisées. À cette époque, de nouvelles organisations trotskistes et maoïstes sont nées et de vieux groupes ont acquis une nouvelle vigueur ; bien qu'ils fussent centralisés et autoritaires, ils posaient le problème de la relation avec les travailleurs de base d'une manière qui tranchait avec les pratiques des organisations formées par le stalinisme. L'activité spécifique des travailleurs et des étudiants de base était reconnue dans tous les domaines du radicalisme anticapitaliste.

Un mouvement convergent se déroula dans les pays de la sphère soviétique. Les révoltes ouvrières de 1953 en Allemagne de l'Est, la grande insurrection hongroise de 1956, les mouvements en Tchécoslovaquie en 1968 et les révoltes répétées et persistantes du prolétariat polonais révélèrent le mécontentement de la classe ouvrière à l'égard de régimes qui avaient remplacé les patrons privés par un patron collectif – la bureaucratie politique et la technocratie économique. Certes, d'autres secteurs de la société exprimèrent leur mécontentement et donnèrent un ton nationaliste à ces révoltes, mais un simple test montre que la lutte des classes fut toujours le moteur principal.

Dans la sphère soviétique, pendant la guerre froide, la CIA promouvait exclusivement les nationalismes, les inventant lorsqu'ils n'existaient pas. Même si elle encourageait et organisait la subversion chaque fois que cela lui convenait, elle ne soutint aucun des mouvements évoqués précédemment, précisément parce qu'ils étaient animés par la classe ouvrière. Les dirigeants nord-américains ne souhaitaient nullement que le communisme bureaucratique soit renversé par un communisme ouvrier. En fait, leur stratégie visant à promouvoir le nationalisme finit par triompher

puisque l'ex-Union soviétique et sa sphère d'influence disparurent, non pas à cause de la lutte des classes, mais à cause de la fragmentation nationale. Si les êtres humains n'avaient pas une mémoire aussi courte, ils comprendraient que la carte politique européenne actuelle correspond étroitement aux frontières tracées par le Troisième Reich à partir de 1939. Les dirigeants de Washington ont réussi à imposer un panorama géopolitique que Hitler n'eut pas l'occasion de consolider.

Mais nous sommes aujourd'hui, à l'époque de notre défaite, et je parlais de la période d'hier, lorsque nous marchions vers la victoire. Qui peut suspendre le temps, même si nous pouvons en conserver le souvenir grâce à nos claviers d'ordinateur ? Dans les années 1960, nous étions motivés par les luttes sociales, et non par les luttes nationales. Nous n'apercevions aucune différence entre les combats menés contre les classes dirigeantes à l'Ouest et à l'Est. Les partis communistes occidentaux facilitèrent grandement cette convergence en s'opposant au radicalisme des luttes ouvrières et étudiantes avec toute la vigueur dont ils étaient capables. Et la répression lancée par le régime soviétique contre des mouvements contestataires absolument identiques à ceux que nous animions en Occident détruisit définitivement le mythe de la «patrie du socialisme».

Ceux d'entre nous qui défilèrent au Quartier Latin en août 1968 en chantant *L'Internationale* contre l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie avaient manifesté, peu de temps auparavant, durant les luttes étudiantes de mai et la grève générale de mai et juin ; nous avions occupé des usines et des facs, érigé des barricades et combattu la police. La position adoptée par les partis communistes contre le mouvement ouvrier autonome et les étudiants contestataires marqua la fin de leur audience en tant que partis révolutionnaires. Nous savions qui était l'ennemi et où il se trouvait. Le Mur et ses maçons tombèrent bien plus tôt qu'on ne le croit – celui qui resta en place n'était qu'un fantôme en ciment. Si les luttes autonomes avaient gagné, même les mouvements révolutionnaires les plus orthodoxes auraient été influencés par celles-ci. Cuba est ce qu'il est aujourd'hui parce que le reste du monde a suivi un certain chemin.

Rudi Dutschke symbolisa la convergence des luttes sociales. Né et éduqué en Allemagne de l'Est, où il s'opposa aux institutions et plus particulièrement à la militarisation de la société, Rudi s'enfuit à Berlin-Ouest en 1961 : il y poursuivit la même lutte qu'il avait menée de l'autre

côté de la frontière et devint l'une des principales figures du mouvement étudiant. Cette synthèse géographique entre deux espaces politiques fut renforcée par une synthèse idéologique. Profondément chrétien, Rudi était en même temps influencé par des théoriciens marxistes exclus du manuel officiel, tels que Rosa Luxemburg, Gramsci et les théoriciens de l'École de Francfort : il démontra que le marxisme pouvait être utilisé comme un instrument critique dans la lutte à la fois contre les régimes qui se reconnaissaient capitalistes et ceux qui se prétendaient marxistes. Un jeune type d'extrême droite tenta de l'assassiner en avril 1968 en lui tirant trois coups de feu dans la tête.

Rudi survécut et, durant sa convalescence, il continua de symboliser la nouvelle ère de confrontation avec les régimes des deux côtés de la guerre froide, car lui-même, qui avait fui l'Allemagne de l'Est, fut expulsé d'Angleterre en 1971. Il avait été poursuivi son traitement au Royaume uni où on l'accusa d'être un «étranger indésirable», engagé dans des «activités subversives». Sans aucun doute, nous étions tous des «étrangers indésirables», nous qui ne reconnaissons ni les frontières ni les nationalités.

La portée géographique de cette convergence était encore plus vaste car, dans sa phase initiale, la Révolution culturelle chinoise constitua l'un des principaux points de référence dans ce panorama. Mao Tsé-toung lança la Révolution culturelle pour mobiliser les jeunes contre ses opposants dans le cadre des conflits internes du Parti communiste chinois. Cependant, les limites prévues furent rapidement dépassées par une aile radicale, qui commença à remettre en question la bureaucratie comme classe sociale. L'implantation de l'État communiste dans toute la Chine en 1949 s'était produite en respectant une continuité fondamentale: le maintien du mandarinat. Une bureaucratie multimillénaire, qui s'était modernisée et transformée en une technocratie, était restée au pouvoir grâce à sa composante de gauche, et c'est contre elle que l'aile radicale de la Révolution culturelle prôna la nécessité de détruire la propriété privée des moyens intellectuels de production, tout comme il avait été nécessaire de détruire celle des moyens matériels de production.

Quand les affiches murales, les *dazibao*, commencèrent à attaquer non seulement les rivaux de Mao, mais également les gestionnaires des entreprises et à dénoncer les rapports sociaux et les conditions de travail dans les usines, il comprit alors que les choses allaient trop loin. Il s'en

aperçut aussi quand on lui proposa d'adopter le modèle de la Commune de Paris et de transformer la Chine en une fédération de communes, avec des dirigeants librement élus et révocables. Mao Tsé-toung se tourna donc vers l'armée. Célébrée par les images de millions de jeunes brandissant le livre rouge dans un exercice géométrique de gymnastique collective, la militarisation de la Révolution culturelle représenta l'anéantissement de l'aile radicale.

Pour nous, à l'époque, le message de la Révolution culturelle était le même que celui des étudiants nord-américains contre la guerre du Vietnam et du mouvement pour les droits civiques ; le même que celui des rues et des usines françaises en mai-juin 1968 ; le même que celui de Prague durant l'été de cette même année ; le même que celui des rues et des usines italiennes ; le même message que nos ennemis avaient tenté d'assassiner en la personne de Rudi Dutschke. Entre la voix de Joan Baez et les citations du Petit livre rouge, nous ne voyions pas de grande différence. Etions-nous des têtes brûlées aux idées confuses, qui savaient à peine comment interpréter des fragments d'informations ? Je ne le pense pas. Nous avons bien compris les vecteurs de l'histoire de cette époque, parce que nous les avons forgés, contrairement aux universitaires qui s'égarent dans le labyrinthe des détails minuscules, précisément parce que cela leur fournit un alibi pour ne pas trouver de sorties.

Nous, ceux qui restons fidèles à nos convictions, sommes des sommets qui, aux yeux de ceux qui naviguent dans ces eaux, apparaissent comme des îlots perdus, mais nous formons les sommets de montagnes submergées, une Atlantide qui a laissé des palimpsestes dont les couches inférieures peuvent être déchiffrées par bien peu de gens aujourd'hui, car ceux qui les ont écrits ont oublié le langage qu'ils utilisaient alors.

Nous avons été battus. Ils ont liquidé nos possibilités d'action légale quand elles existaient ; ils nous ont persécutés, acculés, exaspérés jusqu'à précipiter les plus intrépides (ou les plus désespérés) d'entre nous dans des actions qui ont ensuite servi d'alibi à la répression déclenchée antérieurement. Ils nous ont rassemblés dans des stades et des camps de concentration ou confinés dans des cellules d'isolement. En dépit de la longue histoire des atrocités humaines, ils ont expérimenté contre certains d'entre nous des tortures sans précédent, en recourant à des techniques sophistiquées pour provoquer la douleur et la folie. Ils ont tué beaucoup de camarades et en ont laissé mourir bien d'autres en prison, et certains de ceux qui ont réussi à s'échapper sont toujours persécutés quarante ans plus

tard car la haine bureaucratique continue à les poursuivre. Chapeau bas devant Cesare Battisti.

Mais ce ne fut pas la chose la plus importante. Nous avons péri pour un certain nombre de raisons, dont je mentionnerai seulement la principale : nous avons combattu partout dans le monde en même temps, mais en ordre dispersé, alors que le capitalisme réussissait à se réorganiser sur le plan international et à mener la contre-attaque par le biais des firmes multinationales. L'internationalisation de l'économie s'est transformée en une supranationalisation et a donné naissance, à cette époque, à l'hégémonie incontestée des entreprises transnationales. Cette transnationalisation du capital est allée de pair avec la fragmentation des travailleurs.

Nous avons été vaincus à cause de notre fragilité paradoxale : nous étions internationalistes mais incapables d'unifier nos luttes au-delà des frontières. C'est pourquoi la classe ouvrière est aujourd'hui divisée non seulement par des frontières étatiques, mais par une multiplicité d'autres divisions, dont certaines ont été puisées dans l'arche des mémoires historiques et d'autres inventées par les stratèges des classes dirigeantes, à la grande satisfaction des universitaires multiculturalistes.

Néanmoins, dans le capitalisme développé, les défaites ne se traduisent jamais par l'écrasement, mais par la récupération et la perversion des thèmes de la lutte de classe et l'inversion du fonctionnement des institutions nées de cette lutte. Les travailleurs avaient réclamé la fin du monopole de la connaissance technique attribué aux gestionnaires ; ils avaient montré dans la pratique qu'ils étaient capables de gérer eux-mêmes, en gérant d'abord les luttes déclenchées en dehors des syndicats, puis rapidement en gérant des entreprises occupées qui pouvaient même, comme au Portugal¹ en 1974 et 1975, représenter une grande partie de l'appareil productif d'un pays. Et que s'est-il passé ? Le capitalisme a su insérer cette capacité de gestion dans les mécanismes d'exploitation. Pour simplifier, c'est ainsi que l'on est passé du fordisme au toyotisme.

De leur côté, les étudiants avaient revendiqué la disparition de l'ancienne université, la fin de la division classique du savoir, et l'ouverture de l'enseignement supérieur à la classe ouvrière. Et qu'est-il arrivé ? Les derniers éléments caractéristiques de l'université d'élite ont été effacés et les responsables du système universitaire ont créé une université de masse

¹ Cf. l'interview de cinq membres du collectif de *Combate* dont João Bernardo : «*Combate* (Portugal, 1974-1978) : un bilan collectif » et le livre de Danúbia Mendes Abadia : *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)* dans *Portugal, la révolution oubliée*, tome 1, Editions NPNF.

qui fournit des programmes techniques à une main-d'œuvre qualifiée. Tragiquement, nous nous sommes comportés de la même façon que les autres. Les ingénieurs et administrateurs de gauche, influencés par le mouvement étudiant radical, ont puissamment contribué, parfois de manière décisive, à la planification de la réorganisation toyotiste, tout comme les enseignants de gauche ; ces derniers connaissaient pourtant les principaux thèmes de la contestation étudiante, mais ils collaborèrent à la réforme capitaliste de l'université, quand ils ne la supervisèrent pas.

Il est ambigu de parler de «défaite» et de «victoire», car celles-ci peuvent s'incarner dans des formes infinies. On est vaincu d'une certaine façon et les vainqueurs triomphent d'une certaine manière, de sorte que la victoire des uns imprime une marque indélébile sur la défaite des autres, et que parfois le poids de certains vaincus étouffe leurs vainqueurs. Mais ce qui périt irrévocablement, ce sont les rêves et les objectifs qui n'ont pas été réalisés et qui ont impulsé la lutte jusqu'à ce qu'elle soit subjuguée. Aujourd'hui, ils nous ont rendu l'utopie sous forme de vomis.

Sur le plan organisationnel, le revirement des institutions nées dans la lutte a commencé à servir exactement l'objectif contraire ; sur le plan du langage, nous avons assisté à l'adultération des mots. Le très lucide Jean-Paul Marat a consacré l'un des chapitres des *Chaînes de l'esclavage* à cette perversion sémantique, qui n'attribue jamais aux choses leur vrai nom. L'enfilement des mots a abouti à l'adultération des idées. Que Foucault et le multiculturalisme soient intronisés comme une expression directe de mai 1968 me rappelle l'opération pratiquée par le maréchal Floriano¹ lorsqu'il donna son nom à la ville dont il avait anéanti la rébellion.

Les fils qui me servent à tisser cet article peuvent échapper aux historiens, mais ils ont été compris par les auteurs de fictions, qui ont de la réalité une autre perception, à la fois plus intime et plus fondamentale. Pendant de nombreuses années, j'ai affirmé durant mes cours, au grand dam de mes étudiants et de mes collègues, que la sociologie était simplement une mauvaise fiction et qu'une bonne fiction est toujours une

¹ Le maréchal Floriano Vieira Peixoto, premier vice-président et deuxième président du Brésil, mata une révolte d'officiers de la marine en 1893-1894 puis, une deuxième sédition militaire, le mouvement des «fédéralistes» dont l'un des bastions était la ville de Desterro (future Florianopolis), à proximité de laquelle, dans la forteresse de l'île d'Anhatomirim, le «maréchal d'acier» fit massacrer environ 300 opposants, officiers, juges, ingénieurs, etc. en 1894 (*NdT*).

excellente sociologie. Mais peu d'individus peuvent écrire des romans, il leur reste toujours la possibilité de devenir des sociologues. Du premier au dernier livre qu'il a écrit pour *La Comédie humaine*, Balzac n'a cessé de se proclamer historien. C'est pourquoi il a pu s'exclamer dans l'introduction générale de son œuvre gigantesque : «*J'ai mieux fait que l'historien, je suis plus libre.*» Mais combien d'historiens en ont-ils tiré les leçons ?

Je passe une grande partie de la journée à lire des ouvrages d'histoire, quand je n'en écris pas moi-même, et les meilleurs, les seuls bons historiens, sont ceux qui savent utiliser l'imagination. A ma connaissance, un seul d'entre eux a clairement énoncé cette nécessité méthodologique. Pour ceux qui se consacrent à l'histoire sociale, écrivit George Dangerfield dans *The Strange Death of Liberal England*, «*les faits ne sont ni l'unique élément ni le plus important. L'histoire sociale, comme l'histoire elle-même, combine le goût, l'imagination, la science et l'érudition. Elle réconcilie ce qui est incompatible, elle équilibre les probabilités, pour atteindre finalement la réalité de la fiction, qui est la forme de réalité la plus haute.*»

Il s'agit, après tout, d'appliquer les conséquences logiques d'un précepte de Leibniz : même sans exister, le possible est déjà réel. Sur ce plan, James Ellroy, le grand maître de la littérature policière contemporaine, est l'écrivain qui nous permet le mieux de comprendre l'histoire des affrontements politiques souterrains aux États-Unis pendant la seconde moitié du siècle dernier, notamment dans *American Tabloid*¹ et *American Death Trip*.²

Contrairement à ce qu'avaient prédit la majorité des groupes d'extrême gauche, les États-Unis n'eurent pas besoin de recourir à la mobilisation fasciste parce que J. Edgar Hoover, directeur du FBI de 1935 jusqu'à sa mort en 1972, avait forgé une alliance entre la police et le crime organisé, combinant ainsi un contrôle général au niveau supérieur avec l'infiltration et l'encadrement des syndicats ainsi que l'organisation de provocations et la destruction interne des organisations révolutionnaires ou simplement contestataires. Quelle candeur, quelles illusions nous avons, non pas à

¹ Traduit par Freddy Michalski, Rivages, 1995.

² Traduit par Jean-Paul Gratiias, Rivages, 2001 (le titre anglais étant *The Cold Six Thousand* !).

propos de notre force (nous n'en manquions pas), mais à propos de la dignité supposée de notre ennemi. Même dans nos pires prédictions, nous l'avons imaginée à notre image, alors qu'il était et continue d'être le portrait de l'abjection. Ce que les historiens ne révèlent pas, ni ne savent, James Ellroy nous le montre ; la lecture de ses romans nous permet de comprendre cette époque et le destin que nous avons connu.

Au-dessus du roman se trouve la poésie, car si les grandes fictions nous offrent l'histoire d'une époque, la poésie anticipe son avenir. Selon Hegel, l'intuition, loin d'être l'antithèse de la raison, en est l'aboutissement. Quand on connaît intimement un sujet, quand on en épouse toutes les subtilités au point de les incorporer en soi-même, alors, la raison devient immédiate et se dispense du raisonnement. Ce caractère immédiat d'une raison qui s'affirme directement à elle-même est l'intuition. Les poètes – les grands, car les poètes mineurs ne sont pas dignes de ce qualificatif – parviennent à fusionner le corps et l'esprit avec le temps et les êtres humains. Le don de synthèse de la poésie est tel qu'elle se passe de synonymes et que les mots ne se répètent pas, même s'ils sont identiques, parce que chacun a une fonction unique. La synthèse poétique est l'expression littéraire de l'intuition. Avant que commence un demi-siècle de luttes sociales, Ginsberg put ainsi imaginer dans son poème le plus célèbre, *Howl*, quel serait le destin réservé à ceux qui déposeraient leurs espoirs dans cette lutte : «*J'ai vu les plus grands esprits de ma génération détruits par la folie, affamés hystériques nus, se traînant à l'aube dans les rues nègres à la recherche d'une furieuse piquouse.*»

La police tue beaucoup dans les pays civilisés, mais c'est là un travail de détail, le travail de gros s'effectue par la putréfaction et par la drogue. *Howl* prophétise un destin dont les mécanismes allaient structurer plus tard la fiction romanesque d'Ellroy : le capitalisme, personnifié par Howard Hughes, et le FBI, dirigé par le Fouché des luttes sociales contemporaines, manœuvrant le crime organisé pour neutraliser, grâce à la drogue, la bohème de l'esprit et ce qu'on appelait autrefois les «classes dangereuses».

Nous avons été battus. Et dans le tourbillon de notre défaite, certains de nos adversaires ont également disparu. À partir du moment où ils perdirent la légitimité révolutionnaire, les partis communistes occidentaux et les grands appareils bureaucratiques des syndicats n'ont plus eu qu'une seule utilité, tant que nous avons continué à exister : nous contenir et servir de tampon entre les élites et les travailleurs et les étudiants les plus actifs. Hier ennemis des révolutionnaires, aujourd'hui inutiles pour soutenir l'ordre, les partis communistes occidentaux se sont éteints ou atrophiés. Au cours de ce processus, les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes se sont dénaturés, et leur référence, même mythique, à la classe ouvrière a disparu. En même temps, dans pratiquement tous les pays, les syndicats ont

commencé à organiser une proportion de plus en plus réduite de la force de travail. Les bureaucraties syndicales se sont éloignées de la confrontation de classe et se sont principalement tourné vers la gestion de leurs fonds financiers et de leurs colossaux paquets d'actions.

Les mécanismes keynésiens d'intégration sociale, gérés par les partis de gauche et les syndicats, ont été démantelés et la liquidation des institutions indépendantes conçues pour régler les conflits sociaux a privé les classes dirigeantes d'instruments de conciliation spécifiques. Au XIX^e siècle, les questions sociales étaient considérées comme des affaires de police, et le même avis prévaut aujourd'hui, avec raison, car la confrontation entre les classes est devenue de plus en plus directe. Non seulement les questions sociales, mais aussi les questions éducatives relèvent de la police.

L'enseignement de masse s'est révélé l'un des échecs les plus spectaculaires du capitalisme. Au cours des dernières décennies, on a investi des sommes énormes dans les infrastructures scolaires et la formation des enseignants ; un nombre incalculable de pédagogues ont animé des commissions et rédigé des rapports – sans que cela réussisse à empêcher l'illettrisme fonctionnel. En fait, les statistiques, aussi pessimistes qu'elles puissent être, atténuent la réalité, car, plus les critères d'évaluation baissent, plus ceux à qui l'on reconnaît aujourd'hui un niveau de connaissances passable auraient hier été considérés comme quasiment ignorants. La situation est différente dans les établissements privés et dans certaines écoles publiques spéciales conçues pour éduquer les enfants des classes dirigeantes, mais les futurs travailleurs sont livrés à l'école publique de masse et ce sont ces institutions qui m'intéressent ici.

L'échec de l'éducation de masse s'explique par une dichotomie que seuls les pédagogues ignorent. L'enseignement se préoccupe exclusivement de ce qui se passe dans les salles de classe, où sont concentrés tous les efforts pédagogiques. Pour leur part, les élèves ne s'intéressent qu'à ce qui se passe dans les couloirs et les espaces de détente des établissements scolaires, qui s'articulent dans le même espace social que les établissements de jeux vidéo et les centres commerciaux. Pour l'appareil pédagogique d'État, les écoles sont des lieux d'apprentissage. Pour les étudiants, ce sont des lieux de socialisation.

Les illettrés fonctionnels sont formés professionnellement dans la convivialité des couloirs et des espaces de détente des lycées et des facultés, des jeux vidéos et des centres commerciaux. Ils sont incapables d'écrire trois lignes et de comprendre le sens d'une phrase simple, mais ils connaissent comme personne les tenants et les aboutissants du comportement urbain. Et le clavier de l'ordinateur n'est un mystère pour eux que lorsqu'ils sont forcés de combiner des lettres ; pour tout le reste, ils s'en servent avec rapidité et expertise.

Ici aussi, l'utopie nous a été renvoyée sous forme de vomit. L'apprentissage ludique, que les libertaires avaient tant vanté dans les années 1960 et 1970, a débouché sur un apprentissage fondé sur des jeux informatiques et qui nourrit l'illettrisme fonctionnel.

Comment un individu peut-il rester au sein du système scolaire pendant neuf, dix ou onze ans et en sortir pratiquement illettré ? Le problème n'est pas qu'il n'a rien appris, mais qu'il n'avait aucune envie d'apprendre. S'il est devenu un illettré fonctionnel, c'est grâce à une lutte longue et délibérée, aussi longue que la durée de l'instruction obligatoire.

Les économistes néo-libéraux, qui aiment imaginer des sujets mus par la rationalité économique, comme l'exigerait un marché utopique régi par la libre concurrence, apprécieront le fait que des illettrés fonctionnels, même sans connaître les tables de multiplication, soient en mesure d'évaluer le marché du travail et de calculer qu'il n'est pas rentable pour eux de mobiliser autant d'efforts afin de se qualifier à une époque où les entreprises offrent rarement des carrières stables. Si c'est pour terminer dans un centre d'appels, à quoi bon chercher à entrer à l'université ?

Ainsi, la précarisation, si elle a commencé par augmenter l'illettrisme fonctionnel, est elle-même encouragée par la diffusion de l'illettrisme, parce que ces travailleurs ne peuvent occuper que des emplois précaires. L'un des éléments indispensables au développement de la productivité, et donc à l'augmentation du taux d'exploitation, est compromis lorsque l'illettrisme fonctionnel dépasse un certain niveau. S'il ne réussit pas à rompre ce cercle vicieux, le capitalisme court aujourd'hui le risque grave de voir la précarisation s'étendre bien au-delà de ce qui serait rentable pour lui.

Parler d'«échec scolaire» sème encore une fois la confusion, parce que les racines de cet échec résident en dehors de l'école, dans le marché du travail. En choisissant les couloirs et les espaces de détente des lycées et des facultés, les salles de jeux vidéo et les centres commerciaux comme lieux de formation personnelle et professionnelle, les élèves des écoles publiques ont donné une réponse rationnelle au dilemme face auquel ils étaient placés. Et si cette réponse nous semble abominable, n'accusons pas les étudiants, mais la rationalité économique. Détestant les salles de classe, les élèves réfractaires ne sont plus disciplinés par l'institution scolaire. Qui effectue cette tâche alors ? La question éducative est ainsi passée aux mains de la police.

Il suffit d'examiner le catalogue interminable des mesures répressives mises en place dans les établissements scolaires pour surveiller les élèves et permettre l'intervention rapide de gardes de sécurité privés ou, le cas

échéant, de policiers. Même les rêveurs qui, dans leurs écrits les plus lyriques et enthousiastes, assimilaient les écoles à des établissements pénitentiaires n'imaginaient pas qu'elles deviendraient un jour des prisons, avec des barreaux pour empêcher les élèves d'en sortir voire d'y entrer.

Mais il existe encore des étudiants qui, malgré tout, sont capables d'écrire, ne serait-ce que quelques pages, malgré une syntaxe déplorable, pour ne pas parler de leur orthographe. Ils arrivent à lire non pas des livres entiers, mais au moins quelques chapitres ou morceaux de chapitre, et à effectuer suffisamment de recherches sur Internet pour effectuer quelques copier-coller. Ceux-là réussissent à obtenir un diplôme universitaire.

Dans le monde entier, l'enseignement de masse a transformé les universités en instituts techniques et la majeure partie de la recherche scientifique obéit aux mêmes critères. Encore une fois, l'utopie nous a été restituée sous la forme d'une caricature défigurée.

Si, hier, nous proclamions la nécessité d'unir la théorie à la pratique, nous avons maintenant la fin de la théorie et l'appauvrissement de la pratique. La théorie et la culture, qui résultent de la capacité à relier le particulier au général, et de comprendre ainsi les fondements du particulier, ont cessé d'exister dans les universités et les instituts de recherche, où prévaut la spécialisation, précisément à l'opposé de l'articulation du particulier au général. Le général disparaît grâce à la multiplication incessante du particulier, et en raison de la compartimentation croissante des filières ou des axes de recherche. Il est désormais impossible de savoir ce qui se passe dans d'autres domaines.

Dans cette situation, Internet, qui aurait pu être un formidable outil d'amplification culturelle, sert d'instrument au contexte dans lequel il opère ; il accélère la fragmentation des connaissances et la futilité des intérêts. Certes, quelques personnes, ici et là, connaissent la théorie et savent comment conjuguer le particulier en général, mais ces individus ne font pas partie de l'université de masse.

La culture, plus que jamais, est devenue le monopole des gestionnaires. Cependant, puisque la spécialisation règne aussi parmi eux, bien qu'elle soit de nature différente, la culture n'est plus détenue que par les gestionnaires de la connaissance. Ce qui était autrefois une langue générique est devenu un dialecte particulier parmi d'autres dialectes.

Renouveler la culture et propager une contre-culture était l'une des préoccupations majeures des révoltes étudiantes durant les années 1960 et au début des années suivantes. Contrairement à ce qui se passe avec le postmodernisme, nous utilisons l'ironie comme critique et non comme un instrument de distanciation ; nous manions le sarcasme et la violence du langage, nous cherchions à aller au fond des choses et non à rester à leur surface. Un énorme sérieux sous-tendait nos attitudes les plus irrévérencieuses, contrairement aux postmodernes, qui ont recours à une apparente irrévérence préfabriquée par les imitateurs de la libération des corps, et soutenue par la banalité de la carrière universitaire.

Dans les années 1960 et au cours des cinq années suivantes, les avant-gardes professionnelles du léninisme furent remplacées par un mélange d'organiseurs politiques et d'agitateurs culturels. Mais quelle culture diffusent aujourd'hui les moyens de communication de masse ? La culture dominante serait-elle celle des classes dominantes incultes ?

Et ce ne sont pas seulement les questions sociales et éducatives qui relèvent de la police au XXI^e siècle, mais aussi la famille. Marx et Engels ont écrit dans un manifeste célèbre que le capitalisme était en train de désintégrer la famille¹, mais leur prévision était prématurée, puisque les loisirs sont longtemps restés en dehors de la sphère du Capital. Soutenus par le petit commerce et de petits services contribuant à l'économie

¹ «*La bourgeoisie a déchiré le voile de sentimentalité qui recouvrait les relations de famille et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent.[...] Le prolétaire est sans propriété; ses relations avec sa femme et ses enfants n'ont plus rien de commun avec celles de la famille bourgeoise. [...] Sur quelle base repose la famille bourgeoise d'à présent ? Sur le capital, le profit individuel. La famille, dans sa plénitude, n'existe que pour la bourgeoisie; mais elle a pour corollaire la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire et la prostitution publique. [...] Les déclamations bourgeoises sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent l'enfant à ses parents deviennent de plus en plus écœurantes, à mesure que la grande industrie détruit tout lien de famille pour le prolétaire et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail.*»

domestique, les loisirs, dans leur production, maintenaient un espace pour la famille. Cet espace était également préservé dans la jouissance des loisirs. Détruite chaque jour dans le cadre des relations façonnées par le salariat capitaliste, la famille prolétarienne se reconstituait chaque semaine lors du repos dominical.

En s'étendant dans cette direction et en créant l'industrie des loisirs, le capitalisme a supprimé le cadre ultime qui préservait la famille, et précipité sa désagrégation. Cela se produit à un moment où les institutions assurant les médiations politiques et syndicales sont affaiblies ou liquidées, et où les salles de classe ne fonctionnent plus comme des instruments de discipline. Toujours prêts à présenter la situation sous un jour opposé, les journalistes et les sociologues qui ne dépassent pas le niveau du journalisme évoquent maintenant la «démision des parents». Il reste à savoir s'ils ont démissionné ou s'ils ont été licenciés, et par qui.

Les autorités se demandent avec inquiétude ce qu'elles doivent faire avec la foule turbulente des jeunes. A une autre époque, les membres de cette classe d'âge auraient pu rejoindre les jeunesses d'un parti politique, un foulard rouge autour du cou ou, dans des pays où la social-démocratie disposait d'une base ouvrière importante et était hégémonique, ils auraient adhéré à des réseaux de culture et de loisirs animés par les syndicats. De son côté, l'activisme politique et social des années 1960 et 1970 a également servi, à notre manière, à encadrer la jeunesse.

Tout cela appartient aujourd'hui au royaume des morts, et si les forces conservatrices considéraient alors avec suspicion certains types de mobilisation et craignaient les autres, aujourd'hui elles regrettent peut-être cette période, parce que, s'il n'existe plus de cadres pour mobiliser la jeunesse, il n'y en a pas non plus pour la contenir.

Les établissements scolaires sont devenus des foyers de conspiration pour les auteurs de troubles tant redoutés. Une fois encore, le parallèle dressé par certains entre l'école et la prison fonctionne : tout comme les états-majors du crime organisé s'organisent à l'intérieur des prisons, les jeunes tissent entre eux des liens d'insoumission collective dans les couloirs et les espaces scolaires de détente. La famille est la dernière institution intermédiaire renversée par le capitalisme contemporain. Il ne reste plus que la police étatique et les sociétés de sécurité privées pour jouer le rôle de parents sévères. Et avec quelle application se consacrent-

elles à cette tâche ! Le maintien de l'ordre en milieu scolaire se conjugue avec le maintien de l'ordre dans les centres commerciaux et les établissements de jeux électroniques. Dans de nombreuses villes et dans un certain nombre de pays, les jeunes sont obligés de rentrer chez eux à partir d'une certaine heure de la nuit.

Nous vivons dans un monde étrange où l'adulte, sous le fantôme de la pédophilie, est présenté comme un danger imminent pour les enfants, et les enfants, sous le spectre du vandalisme, sont présentés comme une menace constante pour les adultes.

Dans les années 1960 et 1970, nous avons lutté de toutes nos forces contre les partis de la gauche réformiste et contre les syndicats bureaucratisés ; nous les considérons, avec raison, comme l'une des principales protections du capitalisme. Et, quand il nous a vaincus, le capitalisme a aussitôt achevé la tâche que nous avions laissée inachevée et liquidé ce qu'il restait des institutions qui régulaient les conflits sociaux. Le néolibéralisme fut ainsi introduit, ce que les journalistes et de nombreux spécialistes des sciences politiques ont considéré comme le triomphe définitif du Capital.

Mais dès qu'ils eurent remporté une victoire aussi considérable, les capitalistes comprirent qu'ils n'avaient d'autre choix que d'enfermer la société dans des casernes. Ils l'organisent grâce à la ségrégation urbaine ; ils encerclent les banlieues avec des autoroutes pour les isoler ou, lorsque cela est impossible, ils érigent des murs autour de ces zones, ou autour des résidences et des complexes résidentiels de l'élite ; ils prennent toutes ces mesures simultanément, de sorte que les villes tendent à devenir une collection de tiroirs de plus en plus complexe. Au lieu de l'intégration sociale, qui était devenue l'objectif explicite des urbanistes d'après les plans du baron Hausmann pour la reconstruction de Paris et qui se présentait comme une condition indispensable pour instaurer la pacification politique, l'objectif de l'urbanisation semble aujourd'hui être la mise en place d'une ségrégation systématique.

Cette ségrégation s'est encore étendue et englobe désormais des continents entiers, ce qui est inédit dans le monde moderne et mérite réflexion. L'un des phénomènes fondamentaux du capitalisme a été l'émigration des campagnes vers les villes. Contrairement à une idée reçue, la grande révolution de la productivité s'est produite dans l'agriculture et

non dans l'industrie. Même dans les régions les plus urbanisées d'Europe au XV^e siècle, telles que l'Italie du Nord et la Flandre, seulement environ 5% de la population vivait dans des villes, ce qui signifie approximativement que le travail de 95% de la population servait à produire de la nourriture pour tous les habitants.

Aujourd'hui, la proportion s'est inversée et, dans les pays plus développés, qui sont également les principaux producteurs et exportateurs de produits agroalimentaires, moins de 5% de la population est employée dans ce secteur. Ainsi, un très grand nombre de travailleurs peuvent se consacrer au développement des autres branches économiques.

Ces masses d'origine rurale ne se sont pas seulement déplacées au sein de chaque pays ; au cours des dernières décennies du XIX^e siècle et des premières décennies du XX^e siècle, un nombre considérable de paysans ont abandonné leurs terres natales et ont traversé l'océan pour venir grossir les rangs du prolétariat industriel en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Le taylorisme et le fordisme furent des techniques nécessaires pour que ces immigrants apprennent rapidement à se servir de machines et, grâce à cette force de travail la production industrielle de masse a pu se développer. Lorsque le Congrès des États-Unis adopta la loi sur les quotas d'origine nationale en 1924, et fixa une limite maximale pour le nombre d'immigrants acceptés chaque année, son objectif prioritaire n'était pas de réduire les flux migratoires, mais de restreindre considérablement l'entrée dans le pays d'individus qui n'étaient pas nordiques, en utilisant des critères racistes pour orienter la composition ethnique de la population nord-américaine.

Plus récemment, pendant les années 1960 et la première moitié de la décennie suivante, jusqu'à la crise économique mondiale de 1974, les pays développés d'Europe ont accueilli à bras ouverts ceux qui souhaitaient y travailler et ils ont légalisé rapidement les immigrés clandestins.

La situation actuelle est donc anormale dans l'histoire du capitalisme et elle l'est encore plus puisque les mouvements de capitaux bénéficient d'une mobilité totale, alors que les déplacements de main-d'œuvre sont soumis à des restrictions sévères et les pays développés ont mis en place des barrières législatives et policières rigoureuses. On ne peut qu'être frappé par l'antagonisme entre les lois régissant l'immigration et celles organisant le marché du travail.

Ceux qui meurent en traversant le désert ou la Méditerranée, ceux qui périssent asphyxiés dans des containers, sont-ils comptés comme des victimes de la pauvreté qu'ils ont fuie ou de la richesse qu'ils n'ont pas réussi à atteindre ?

Les murs de ciment et les barrières légales ne suffisent pas. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'application généralisée de l'électronique aux processus de travail a permis que les moyens de production soient en même temps des instruments de contrôle. Qu'il s'agisse de simples ordinateurs ou de machines équipées de composants électroniques, tous ces instruments enregistrent les performances du travailleur en temps réel. Et comme les êtres humains passent l'immense majorité de leur temps de loisirs à manipuler des ordinateurs, les heures de loisirs sont aussi surveillées que les heures de travail. Le réseau s'est étendu et tous les moyens et instruments dotés de composants électroniques, des téléviseurs aux cartes de crédit et de débit en passant par les cartes utilisées dans les transports en commun, tous ces outils enregistrent en détail les utilisations et les itinéraires des utilisateurs. La généralisation des téléphones portables a permis d'étendre encore davantage le réseau de surveillance.

Et comme si cette panoplie colossale ne suffisait pas, les rues et les places des villes, ainsi que l'intérieur des bâtiments et des moyens de transport, tout comme les péages des autoroutes, sont truffés de caméras vidéo destinées à filmer les passants et les passagers.

En moins de dix ans, un réseau mondial de prisons clandestines et de lieux secrets de torture a été mis en place, grâce à une stricte division du travail entre les forces de police des différents pays, en fonction des spécialités de chacune d'elles et de la hiérarchie des pouvoirs qui les commandent. Ce réseau repose sur un système d'extraterritorialité judiciaire et de tribunaux spéciaux, contraire aux normes juridiques fondamentales de la démocratie.

Tout cela a pu s'organiser à partir de l'ensemble des pays où le parlementarisme prospère depuis des siècles et où la censure des médias est due à des décisions et des pressions internes et non à des injonctions gouvernementales. Cette situation révèle le degré de totalitarisme que la démocratie est capable d'atteindre. Les théoriciens du régime représentatif n'ont jamais affirmé qu'il permettait au peuple d'exercer le pouvoir ; au

contraire, ils ont toujours considéré qu'un de ses avantages était de le préserver contre toute ingérence directe du peuple dans la gouvernance, intervention jugée démagogique et dangereuse. Mais dans le même temps, ces théoriciens ont souligné l'existence de mécanismes institutionnels permettant au peuple d'influencer les décisions de ses représentants élus.

Aujourd'hui, même cela a disparu. Ces mécanismes ne servent pas à transmettre des opinions du bas vers le haut, mais à dissimuler à ceux d'en bas des décisions prises par le haut. L'augmentation progressive des taux d'abstention au cours des quatre dernières décennies, phénomène généralisé, indique la perte de légitimité de la démocratie représentative.

Les institutions qui, pendant de nombreuses années, ont servi à modérer et résoudre les conflits sociaux ont été affaiblies ou liquidées ; l'aura de liberté qui enveloppait la démocratie représentative est devenue floue ; désormais les classes dominantes ne s'appuient plus que sur un réseau sophistiqué de surveillance électronique et la brutalité des agents de la répression.

Et vous voulez nous convaincre que vous avez inventé tout cela à cause de quelques types planqués dans le nord-ouest du Pakistan?

J

J'ai écrit précédemment que la victoire des uns a façonné les traits de la défaite des autres, mais l'inverse est également vrai. La façon dont les classes dominantes ont triomphé au cours des trois dernières décennies détermine la manière dont elles seront combattues demain.

Dans les années 1960 et 1970, les éléments anticapitalistes les plus aguerris étaient des ouvriers qualifiés, capables de faire tourner les entreprises en l'absence des patrons, et des étudiants pour qui la culture n'était pas un mot dénué de sens. Malgré cela, nous étions considérés comme des ennemis terribles. Ils nous ont qualifiés de violents parce que nous nous sommes défendus contre la violence ; ils nous ont qualifiés de violents alors que nous luttions contre les guerres, les armées et les polices. Ils ont qualifié de terroristes les actions défensives désespérées auxquelles certains se sont sentis obligés de recourir. Nous nous sommes battus à une époque où des institutions médiatrices des conflits existaient encore en Occident et où la démocratie représentative jouissait d'un prestige mesurable par les taux de participation électorale, et ces deux facteurs ont contribué à notre défaite.

Aujourd'hui, cependant, les classes dominantes sont privées des écrans institutionnels qui offrent les protections les plus efficaces. Et qui vont-elles devoir affronter ? Ceux qui ont lutté ces dernières années contre le capitalisme ne sont pas des travailleurs qualifiés, mais des précaires ; ce ne sont pas des étudiants cultivés mais des illettrés fonctionnels qui englobent la culture dans le même mépris qu'ils éprouvent pour tout le reste ; ce sont les jeunes des banlieues – des banlieues des villes et des banlieues du monde – encadrés par personne d'autre qu'eux-mêmes et capables de la fureur destructrice nécessaire pour démolir les institutions sous la domination desquelles ils vivent.

Tel sera le profil de la prochaine vague de luttes sociales. La violence sans précédent d'un affrontement généralisé dépourvu de médiations.

Nous étions si terrifiants, nous, les perdants des années 1970 ? Écoutez sur YouTube les chansons qui nous ont servi de liturgie. Pour ce qui concerne la France, nous écoutions avec respect Brassens et Léo Ferré. Ou la voix de Nina Simone, qui exprimait de façon crue le destin de la lutte des Noirs américains ; et les pressentiments de cette chanteuse s'élevaient à un niveau tel qu'ils déchiraient le voile d'un autre horizon. Écoutez et voyez Bob Dylan chanter *Blowin' in the Wind* avec Joan Baez, les Freedom Singers et Peter, Paul & Mary au festival de Newport en 1963. C'était l'un de nos hymnes, que nous connaissions tous, des deux côtés de l'océan. Ils ont appelé cette candeur de la violence. Et qu'entendons-nous aujourd'hui ? Que se passe-t-il ? Qu'annoncent les chansons qui expriment les révoltes urbaines d'aujourd'hui ?

João Bernardo

(Article paru dans la revue *História social* n° 17 en 2009 et traduit du brésilien par Y.C.. Disponible sur le Net dans sa version originale : <https://www.ifch.unicamp.br/ojs/index.php/rhs/article/view/285>)

João Bernardo :

Après le marxisme, le déluge ?

(1991)

La gauche bureaucratique a récemment découvert que le marxisme-léninisme n'était pas le meilleur moyen de conquérir et de conserver le pouvoir d'État. La linéarité politique des classes dirigeantes présuppose un continuum gauche-droite ; la raison d'exister de l'un des «camps» ayant disparu, le marxisme orthodoxe s'est converti au néolibéralisme de droite, qui apparaît aujourd'hui comme la seule forme viable d'exercice du pouvoir. Mais ceci n'est qu'un des aspects de la crise du marxisme qui, en elle-même n'aurait pas suffi à le conduire à la faillite.

En même temps qu'il renforçait le pouvoir d'une partie des classes dirigeantes, le marxisme a également fourni à la classe ouvrière un cadre de lutte pour se battre contre l'exploitation permanente qu'elle subissait. Déjà, en 1918, les premières résistances d'extrême gauche face à la bureaucratisation de la révolution russe étaient apparues au sein du marxisme et, jusqu'à une période récente, toutes les offensives majeures contre le capitalisme d'Etat puisèrent dans le marxisme radical. Même en Pologne, en 1980 et 1981, le mouvement Solidarnosc, malgré sa forte composante catholique, reprit à son compte la référence mythique de la révolution d'Octobre. Le choc régulier des hétérodoxies contre les orthodoxies put ébranler certaines institutions et certains courants idéologiques au sein du marxisme, mais il renforça en même temps la vitalité du cadre doctrinal général. De la même manière, les conflits internes au sein du christianisme ont toujours procuré une nouvelle force à la doctrine chrétienne.

La faillite du marxisme est devenue double – et décisive – lorsque la classe ouvrière des pays de l'Est l'a abandonné en tant que cadre idéologique. Les doctrines sont tellement peu autonomes qu'elles ne se détruisent pas sur un plan idéologique, mais sur un plan pratique. Les hétérodoxes ont montré que les orthodoxies marxistes n'étaient pas révolutionnaires parce qu'elles contribuaient à préserver les rapports

sociaux capitalistes. Les événements de ces dernières années ont révélé que, même en tant que réformisme, le marxisme orthodoxe ne pouvait plus exercer de rôle dominant et que les peuples de l'Est préféraient le réformisme occidental. Le «socialisme réel» a été détruit au nom du «capitalisme idéal».

Le marxisme profitera-t-il un tant soit peu de cette faillite généralisée ?

L'ensemble des thèses de Karl Marx peuvent être analysées selon de nombreuses perspectives. J'en distinguerai ici trois. La première résulte de la prétention du socialisme marxiste à atteindre un statut scientifique ; la deuxième concerne la façon dont le marxisme comprenait les conséquences politiques de la concentration du capital ; et la troisième provient de l'analyse du capitalisme en tant que processus d'exploitation.

- 1 -

Le socialisme scientifique a totalement échoué à l'épreuve de l'histoire, parce qu'il prévoyait de triompher alors qu'il a fini par s'effondrer. Mais cet argument est trop simple et surtout insuffisant. L'échec du socialisme scientifique ne date pas d'aujourd'hui et ceux qui se consacrent à sa diffusion pédagogique sont particulièrement bien placés pour comprendre cette faillite.

1.1. En 1845, Marx acheva l'écriture d'un texte (*«ad Feuerbach»*) qu'Engels devait rendre célèbre, lors de sa publication à titre posthume, sous le titre des *Thèses sur Feuerbach*, et qui se termine par cette phrase : *«Les philosophes, jusqu'à présent, n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses façons ; il s'agit désormais de le transformer.»* Excellente intention ! Selon cette affirmation, les philosophes allaient quitter leur tour d'ivoire, cesser d'être de simples idéologues et participer à la transformation matérielle du monde.

Cependant, en développant son œuvre, Marx changea radicalement le sens de cette thèse en remplaçant «**les philosophes**» par «**la philosophie**». Le philosophe oublia ses intentions initiales d'abandonner son piédestal et de participer à l'activité matérielle générique. Il commença à placer la nouvelle philosophie sur un piédestal encore plus élevé, en lui confiant la tâche de guider la transformation sociale. Ainsi apparut la conception du

«socialisme scientifique». Ce «socialisme» allait invoquer les intérêts globaux de l'humanité future ; il serait «scientifique» parce qu'il résulterait du travail intellectuel du philosophe, de celui qui, en étudiant la société, la comprendrait. Si l'efficacité supposée de la connaissance le légitimait en tant que science, l'analyse des processus sociaux lui permettrait d'agir sur ces processus, et la pédagogie deviendrait le véhicule du pouvoir. D'où la conception marxiste du parti.

La pédagogie occupait une place centrale chez les marxistes. Elle apprenait à penser (les idées marxistes) pour apprendre à agir (à détruire le capitalisme). Dans ce cadre doctrinal, les grandes controverses sur le type de parti nécessaire portaient principalement sur les différentes manières d'articuler le contenu de l'enseignement (telle ou telle sélection des thèses de Marx) avec la forme de cet enseignement (la participation à une pratique qui permettrait de clarifier les idées apprises). L'éventail des options variait considérablement, mais toutes partageaient deux caractéristiques :

- une pédagogie exclusivement autoritaire, dans le cadre de laquelle une source unique de connaissance était confrontée à l'universalité de l'ignorance ;

- l'idée qu'une pratique efficace ne pourrait se développer qu'à partir d'un cadre idéologique antérieurement défini.

Ce type de conceptions dominait exclusivement dans les partis marxistes. Bien que le processus historique les ait amenés à ressembler à d'autres organisations politiques sous divers aspects, il ne faut pas pour autant les confondre. La droite conservatrice a toujours pratiqué un pragmatisme tellement extrême qu'il peut même passer pour une absence d'idéologie ; et la pédagogie à laquelle elle recourt inévitablement est seulement tacite. Toute réflexion ou tout enseignement explicites supposent des ruptures que veulent absolument éviter les courants politiques conservateurs.

Quant à la droite radicale, à la matrice fasciste, elle s'opposa à toute systématisation doctrinale qui risquerait de limiter les intuitions du Chef. A plusieurs reprises, Mussolini affirma son hostilité à un cadre idéologique susceptible de l'empêcher d'agir avec souplesse et, dans l'Allemagne hitlérienne, le principe du Führer triompha du principe de l'État. Pour les partis fascistes, la pédagogie n'était pas doctrinale, mais exclusivement pratique, et elle se limitait à des rituels d'encadrement.

1.2 Telle une divinité, une philosophie est une abstraction et, dans la vie sociale, les abstractions prennent corps grâce à leurs représentants. L'idéologie marxiste s'est donc incarnée dans les idéologues marxistes. Les pédagogues [marxistes] connaissent bien les problèmes fondamentaux qui ont conduit à la faillite du «socialisme scientifique»: ils résultent de la relation entre l'idéologie et l'activité pratique.

Un individu ne pense pas la société globalement ; il ne réfléchit même pas à la totalité d'un groupe social, seulement à sa pratique particulière dans la société. La définition, apparemment objective, des objets extérieurs est le miroir dans lequel chacun de nous reflète sa propre pratique. Répartis entre des ensembles sociaux distincts et souvent contradictoires, les individus combinent des **croyances collectives**, fragmentées et dispersées, avec des **systèmes ordonnés** qui expriment leur individualité. Un individu ne trouve sa place que dans le système qu'il a élaboré. Et un groupe qui se rassemble autour de certaines positions n'intègre pas l'ensemble des totalités individuelles, seulement certains aspects des pratiques d'individus qui, pour ce qui concerne les autres aspects de leur vie, participent à des groupes différents. **Cette scission insurmontable a condamné le socialisme scientifique.**

En tant que pédagogue d'une doctrine, le parti marxiste a toujours prétendu s'adresser aux idées d'individus uniques. La hiérarchie du parti permettait au détenteur du savoir d'instruire les autres et, par conséquent, de les guider, en établissant une différence entre les créateurs des idées et ceux qui se bornaient à les expliquer. Mais puisque les partis étaient des corps sociaux, et non des individus, cette situation provoquait inévitablement une contradiction entre le système idéologique, auquel il fallait absolument faire référence, et les convictions du groupe, qui constituaient le cadre conceptuel quotidien.

D'où une dégénérescence dogmatique inévitable. L'idéologie formalisée n'était pas vécue et les convictions partagées restaient idéologiquement cachées. Le double caractère du discours était encore renforcé par un second type d'impossibilité structurelle qui condamnait le socialisme scientifique.

Il ne me semble pas que les idées soient davantage qu'une simple expression a posteriori. On peut affirmer qu'un individu est conscient de ce qu'il fait seulement s'il répète pour la énième fois cet acte ; mais, en tant

qu'acte, celui-ci se déroule toujours dans des circonstances données ; comme celles-ci changent constamment, même dans l'activité la plus répétitive, les individus agissent sans avoir conscience de ce qu'ils font, dans toute l'ampleur de leurs actes.

Selon moi, **l'action est antérieure à la conscience** : cette thèse a constitué l'opinion dominante pendant des millénaires ; elle n'a été marginalisée par la conception opposée qu'à partir du milieu du XIX^e siècle. Jusque-là, dans la littérature centrée exclusivement sur l'action politique, les personnages poursuivaient une pratique totalement différente du cadre idéologique dans lequel elle avait été conçue. La dimension dramatique reposait sur le contraste entre la vérité de l'action et l'illusion de la conscience. Et la défaite finale du héros survenait parce qu'il comprenait trop tard que l'on ne pense pas ce que l'on fait. C'est précisément pourquoi l'on avait alors la sensation qu'il existait des forces historiques, ou des forces divines, **créatrices**.

Au milieu du XIX^e siècle, l'entrée des gestionnaires¹ sur la scène politique a bouleversé cet ensemble de convictions. Aucune classe ne règne en invoquant la force pure et la richesse sans les enrober d'autres justifications. Les familles aristocratiques, surtout les dynasties royales, ont fondé leur légitimité sur des références au charisme et à l'inspiration divine. Les régimes parlementaires de la bourgeoisie fondent leur légitimité sur la souveraineté populaire qui, en tant que délégation du droit d'intervention des citoyens, aboutit précisément à la perte de cette souveraineté. Et la position sociale occupée par la classe des gestionnaires, liée à leur contrôle des processus économiques, est légitimée par le mythe selon lequel ils maîtriseraient des connaissances techniques et scientifiques indispensables. Le savoir qui résulte du contrôle se présente sous la forme travestie d'un contrôle qui découlerait véritablement de la connaissance. A partir de ce moment-là, les conceptions littéraires se sont considérablement modifiées. Dans la littérature politique, la contradiction entre l'action et la pensée a disparu, confinée seulement aux romans policiers qui suivent la tradition de

¹ Pour João Bernardo, il existe deux classes dirigeantes sous le capitalisme : les bourgeois et les gestionnaires, les seconds ayant progressivement supplanté et marginalisé les premiers (*NdT*).

Dashiell Hammett et de Raymond Chandler, seuls ouvrages dans lesquels survit aujourd'hui la conception du drame qui a inspiré Sophocle et Shakespeare.

Ceux qui ont gouverné au nom du socialisme scientifique, en invoquant un droit résultant d'une prétendue compréhension historique des intérêts collectifs, se sont placés dans une situation similaire à celle des gestionnaires dans la sphère nord-américaine, qui réclament également l'introduction de la rationalité dans l'activité économique et sociale.

1.3. En tant qu'instrument du socialisme scientifique, le parti marxiste a été un paradoxe. Mais tous les paradoxes qui perdurent sont révélateurs. Parmi d'autres arguments, le socialisme scientifique a servi à justifier le pouvoir des gestionnaires. Cependant, précisément pour pouvoir durer et avoir une fonction sociale, il a trouvé sa raison d'être dans les raffinements successifs qui masquaient la contradiction entre le système idéologique auquel chacun devait se référer et les convictions orientant la pratique réelle du groupe. Cette contradiction a été l'un des aspects de la bureaucratisation des partis marxistes. La **confusion** entre le philosophe qui allait prendre part à la transformation du monde et la philosophie qui devait guider cette transformation a conduit à liquider la **distinction** entre les idées que l'on propageait et celles que l'on avait.

Cette hypocrisie, indispensable aux régimes marxistes, a amené les contestataires des pays de l'Est à s'inquiéter tellement des problèmes moraux que les observateurs occidentaux les ont confondus – à tort – avec des préoccupations religieuses.

Les idées que l'on était obligé d'invoquer publiquement ne correspondaient pas du tout à celles que l'on assumait en privé ; cette distorsion a permis à l'écrasante majorité des membres de la classe dirigeante de ces pays, lorsqu'il ont décidé de s'intégrer pleinement dans l'économie transnationale, d'adopter exclusivement les références idéologiques occidentales. Ils n'ont pas changé d'idées : ils se sont limités à laisser tomber une vieille peau superficielle et déjà sèche. **Dans cette perspective, il est difficile d'imaginer une faillite plus complète du marxisme.**

Le marxisme a également échoué sur une autre question cruciale : la confusion entre la concentration du capital et la centralisation politique.

2.1. Le mouvement de concentration du capital, correctement défini par Karl Marx, combine deux aspects :

– d'un côté, l'ensemble des capitalistes accumulent un volume croissant de plus-value, phénomène qui fonde la relation antagoniste entre exploiters et exploités ;

– de l'autre, au sein même des classes dominantes, les plus grands capitalistes acquièrent un pouvoir croissant sur les autres exploiters.

S'appuyant sur le développement de la concentration économique, les marxistes en ont déduit que la propriété allait être concentrée entre moins en moins de mains. L'appropriation privée des moyens de production deviendrait, d'une part, de plus en plus une **propriété**, et le pouvoir de ceux qui détenaient formellement les entreprises augmenterait ; d'autre part, cette appropriation deviendrait de plus en plus **privée**, tendant à réduire le nombre de propriétaires.

De ces mécanismes économiques et juridiques les marxistes ont déduit une évolution politique correspondante, qui devait aboutir à une centralisation du pouvoir entre un nombre décroissant de pôles. Kautsky privilégia le mouvement qui concentrait l'appropriation, affirmant que les États capitalistes avaient tendance à adopter un seul centre de gouvernement, et évoluaient vers un super impérialisme mondial.

Contre cette prédiction, au cours d'une polémique qui eut des répercussions historiques, Lénine souligna que la concentration de la propriété continuerait à se combiner avec son caractère privé et donc concurrentiel ; selon lui, les capitalistes ne pourraient jamais supprimer la forme contradictoire de leurs relations ; c'est pourquoi la centralisation politique à l'échelle mondiale laisserait toujours la place à plus d'un pôle dirigeant, et cette situation provoquerait nécessairement des guerres entre les puissances impérialistes. Quelles que soient les différences entre ces deux principaux représentants du marxisme au sein de la Deuxième et de la Troisième Internationales, ils étaient convaincus que la concentration du

capital conduirait à une augmentation de la centralisation politique ; leur désaccord portait uniquement sur la portée ultime de cette centralisation.

2.2. Pendant plusieurs décennies, l'évolution politique a semblé confirmer cette thèse du marxisme.

L'intervention des gouvernements dans la vie économique s'est considérablement accrue, non pas parce que leurs dépenses occupaient une part croissante du produit intérieur brut jusqu'à la Première Guerre mondiale, mais parce qu'ils étaient les intermédiaires obligatoires entre les unités de production jouissant d'un degré de concentration du capital trop faible pour être constamment et systématiquement en contact direct les unes avec les autres. Toutes les entreprises n'étaient pas en mesure d'organiser immédiatement et d'entretenir les Conditions générales de production¹, c'est-à-dire ces infrastructures matérielles et sociales sans lesquelles il ne pourrait y avoir de système économique intégré. Représentant l'ensemble des entreprises et agissant comme un arbitre entre elles, l'appareil d'État classique exerça ces fonctions et joua un rôle primordial dans la concentration du capital. La croissance économique semblait être synonyme d'un renforcement de l'État central et du centralisme étatique.

Si on lit les écrits de Lénine durant les années 1917 et 1918, on s'aperçoit que, pour la plupart des dirigeants bolcheviks, la révolution russe devait prolonger ce mouvement de centralisation politique et élargir l'intervention de l'État dans l'économie. Le processus de concentration du capital entrerait ainsi dans une phase supérieure et, à travers l'appropriation unique par l'État, il centraliserait toute la vie politique et stimulerait de manière décisive la croissance économique. Il ne s'agissait pas d'une utopie. L'année 1929 plongea le monde entier dans une crise sans précédent, à l'exception de l'Union soviétique, où la mise en œuvre intégrale du centralisme le plus strict lui permit d'atteindre des taux de croissance spectaculaires.

¹ Ce concept a un sens particulier pour João Bernardo. Cf. l'Annexe 2 (*NdT*).

En s'appuyant sur la doctrine du corporatisme, les classes capitalistes des autres pays essayèrent de s'inspirer du modèle de planification soviétique, tout en évitant de provoquer des convulsions sociales et en tentant de conserver le cadre de l'appropriation bourgeoise traditionnelle. Des versions fascistes du corporatisme s'imposèrent dans les sociétés où une rupture se produisit au sein des sphères dominantes pour préserver la situation économique. Ses versions démocratiques (le New Deal et le keynésianisme) purent être appliquées dans les pays où les classes dirigeantes réussirent à préserver une forte continuité sociale.

Au cours des années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale, le marxisme orthodoxe conquiert une formidable hégémonie politique et idéologique. Les gouvernements rivaux l'imitèrent quand ils le pouvaient et les critiques qui démystifièrent le régime soviétique en le définissant comme une société d'exploitation accrue le présentèrent comme une préfiguration du futur capitalisme. À la lumière des faits, la relation entre concentration croissante du capital et centralisation politique semblait irréfutable.

2.3. Mais les faits ont évolué – et dans un sens très différent. Après la seconde guerre mondiale, la propriété formelle des moyens de production ne se concentra plus dans la sphère juridique et le pouvoir ne se centralisa plus dans la sphère politique.

La confusion entre concentration du capital et centralisation politique illustre la confusion entre rapports sociaux de production et systèmes juridiques de propriété, confusion qui caractérise le marxisme orthodoxe. Cette ambiguïté théorique réduit les capitalistes à la bourgeoisie, seule propriétaire formelle des moyens de production. La classe des gestionnaires, qui s'approprie collectivement le capital par l'intermédiaire du contrôle exercé sur certaines institutions, est ainsi gommée et confondue avec les travailleurs dans l'abstraction qu'incarne le Peuple.

Au départ, les gestionnaires participaient à l'administration des entreprises et entretenaient une relation de subordination hiérarchique avec les patrons propriétaires privés, c'est-à-dire les bourgeois. Avec le développement des sociétés par actions, le fractionnement croissant et la dispersion des titres de propriété s'intensifièrent jusqu'à ce que, dans la plupart des plus grandes entreprises, aucun actionnaire ne puisse plus être

considéré comme un propriétaire de l'entreprise. Les actions sont en effet devenues l'une des formes de l'épargne à terme ; des groupes d'administrateurs possèdent en réalité chaque entreprise à travers le contrôle qu'ils exercent sur l'ensemble de son activité. Ainsi, dans le capitalisme occidental, au lieu de conduire à la concentration des formes traditionnelles de propriété, la concentration économique sur laquelle reposait l'hégémonie des gestionnaires entraîna au contraire la fragmentation et la dispersion de ces formes.

Dans les régimes de type soviétique, les gestionnaires s'approprièrent collectivement les moyens de production grâce au contrôle qu'ils exerçaient, en tant que classe sociale, sur l'appareil d'État. Dès les années 50, toutefois, les grandes entreprises, les groupes d'entreprises ou les régions évoluèrent vers une autonomie croissante, de telle sorte que la classe des gestionnaires accéléra le processus d'appropriation collective grâce à l'État central, mais aussi en s'appuyant sur des formes de pouvoir plus fragmentées et multicentriques.

Dans le capitalisme de type occidental, le processus d'appropriation collective mené par les gestionnaires n'est que secondairement passé par l'appareil d'État central. Mais, lorsque cela s'est produit, une multiplicité de pôles se sont formés. Les entreprises publiques sont rapidement devenues autonomes par rapport aux gouvernements et elles ont commencé à être gérées comme n'importe quelle entreprise privée ; désormais, la propriété collective des gestionnaires repose davantage sur le contrôle exercé sur les administrations que sur le contrôle exercé par le gouvernement central.

Tandis que ces mouvements se produisaient dans la sphère des grandes entreprises, dispersant la propriété formelle et répartissant l'appropriation effective entre de multiples centres, un processus convergent a refaçonné la sphère des petites et moyennes unités économiques. Le grand capital a cessé de s'approprier formellement les entités plus petites et il les a conservées dans un cadre juridiquement autonome, dissimulant ainsi une dépendance totale. Soit les petites et moyennes entreprises fonctionnent explicitement en tant que sous-traitantes des plus grandes ; soit elles sont placées dans une position équivalente à celle d'une sous-traitance au service de l'ensemble des grandes entreprises. A partir d'un certain point,

ici encore, la concentration du capital a conduit à une fragmentation de la propriété.

Aujourd'hui, nous avons affaire à une multitude de grands pôles économiques, directement interconnectés dans un réseau polycentrique, entouré d'une multitude de petits pôles, tous issus du réseau principal.

2.4 Une évolution similaire s'est produite dans la sphère politique.

L'accroissement de la concentration du capital a permis aux principales unités économiques de s'interconnecter étroitement ; l'appareil d'Etat traditionnel a été relégué au second plan et l'ensemble des grandes entreprises s'est mis à assumer de plus en plus de fonctions économiques et politiques, au terme de deux processus conjugués. D'une part, les plus grandes entreprises ont créé directement des Conditions générales de production, dont certaines d'un nouveau type, ainsi que de nouvelles institutions de coordination économique et politique.

Mais, d'autre part, le champ du pouvoir des entreprises s'est surtout accru de façon furtive. De plus en plus d'institutions économiques, administratives et politiques apparues dans l'orbite de la sphère gouvernementale continuent à se présenter comme si elles émanaient des gouvernements : en réalité, elles ont été absorbées par la sphère du pouvoir direct des grandes entreprises. Ceux qui se fient uniquement aux étiquettes sont incapables de repérer ce processus.

Au cours de son développement, la concentration du capital a facilité le passage d'un système fondé sur l'intervention du gouvernement central à un autre système dans lequel les plus grandes entreprises, déjà capables de coordonner directement la vie économique et sociale, sont désormais le principal appareil de pouvoir, ces entreprises étant elles-mêmes interconnectées dans un réseau multipolaire. Ce pouvoir possède des racines solides car il s'appuie sur une myriade de petites et moyennes entreprises, strictement dépendantes dans la sphère économique, mais autonomes sur le plan juridique de la propriété.

La crise actuelle de la gauche provient de l'extinction du modèle classique de l'Etat. La conquête et la gestion d'un appareil politique centralisé supposaient l'existence d'un parti monolithique, tourné vers un objectif unique et organisé intérieurement sous une forme hiérarchique et militaire. Ce type de parti a cessé de servir lorsque le pouvoir a commencé

à reposer sur une multitude de centres principaux et s'est consolidé à travers de multiples centres secondaires, plus petits, dispersés et fragmentés.

Tel est le profil actuel de l'État et les analyses quantitatives ne peuvent être comprises qu'en fonction de ce nouveau cadre institutionnel. Au XIX^e siècle, lorsque l'intervention économique du gouvernement central était décisive, l'Etat ne mobilisait qu'un pourcentage infime du PIB ; son importance provenait du fait qu'il était le principal véhicule institutionnel facilitant les relations entre les entreprises. Aujourd'hui, alors qu'un nombre croissant d'entreprises publiques sont privatisées, il peut sembler paradoxal que la part des dépenses publiques dans le PIB ait, en moyenne, augmenté dans les pays de l'OCDE, passant de 31,5% en 1970 à 37% en 1979, et à 40% en 1989 [*elle était de 40,9% en 2015, NdT*]. Mais les deux tendances ne sont pas contradictoires et constituent les faces d'un même processus.

Dans de nombreux pays de l'OCDE, les salaires versés par le secteur public, les investissements publics dans les infrastructures, les dépenses publiques d'éducation et de logement et les subventions publiques ont diminué en pourcentage du PIB ; cela révèle la détérioration de la position économique de l'Etat central et la perte d'initiative dans la création des Conditions générales de production. L'augmentation relative des dépenses publiques a été facilitée par les transferts de revenus, c'est-à-dire les pensions de retraite et les allocations chômage, ainsi que le service de la dette publique, dépense qui montre précisément l'importance croissante du secteur privé¹ dans l'économie. Les mêmes grandes entreprises qui contrôlent l'appareil d'Etat traditionnel (et le minent par le biais des privatisations) utilisent ce qui reste de cet appareil pour des activités qu'elles dirigent directement et dont elles profitent immédiatement.

¹ Cette analyse se fonde sur les données présentées dans l'hebdomadaire britannique *The Economist*, le 10 août 1985, pp. 51-52 ; le 21 décembre 1985, p. 47 ; et le 2 mars 1991, p. 69.

2.5 La transnationalisation du capital a radicalement accéléré la désintégration de l'État classique et la constitution d'un réseau multicentrique de pôles de pouvoir, où l'hégémonie appartient directement aux plus grandes entreprises.

L'Etat traditionnel est le squelette de la nation et celle-ci constitue sa zone de pouvoir. Accorder le rôle principal à l'appareil d'État classique c'est réfléchir en termes strictement nationaux. L'internationalisme que professa en paroles la gauche marxiste ne peut être compris que dans le contexte de son nationalisme extrême *de facto*, puisqu'elle n'a jamais renoncé aux conceptions traditionnelles de l'État. Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, selon leur théorie officielle, les marxistes prétendaient être les seuls capables d'opérer une internationalisation bénéfique ; en effet, l'internationalisation, sous ses formes bourgeoises, ne pouvait être que reposer sur la concurrence et entraîner des guerres. La création et le développement d'institutions telles que l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, le GATT, etc., ont révélé l'échec pratique de cette thèse. Et encore plus lorsque ces institutions ont permis au capitalisme occidental de ruiner totalement le système soviétique.

Depuis lors, la capacité d'attraction des régimes marxistes a commencé à décliner. Ils l'ont perdue surtout à partir des années 1960, lorsqu'une autre forme de concentration mondiale du capital a acquis une importance fondamentale. Au lieu d'agglutiner les frontières et de rapprocher les gouvernements ou les institutions qui en découlaient, cette nouvelle forme de concentration transcende au contraire les frontières nationales, tout en corrodant et dissolvant les appareils d'Etat traditionnels.

Du point de vue des principales firmes multinationales, une grande partie du commerce considéré comme externe par les statistiques officielles est en réalité interne. Au milieu des années 70, la moitié des transferts extérieurs mondiaux de biens et de services se déroulaient au sein de ces sociétés, entre leur siège et leurs filiales¹. À l'heure actuelle, les échanges entre ces entreprises et leurs filiales à l'étranger représentent plus de la moitié des échanges totaux entre les pays de l'OCDE. Un tiers des

¹ Selon G. K. Helleiner cité dans W. M. Scammell, *The International Economy since 1945*, Macmillan, 1980, p. 160.

exportations américaines vont vers des entreprises appartenant à des intérêts américains, mais situées à l'étranger ; un autre tiers est constitué par des biens que les sociétés étrangères ayant des filiales aux États-Unis envoient dans les pays où elles ont leur siège.

Environ un cinquième des importations américaines proviennent d'entreprises établies à l'étranger, mais détenues par des firmes américaines ; et un tiers est constitué de biens acquis par des sociétés localisées aux États-Unis mais de propriété étrangère, et qui sont achetés dans les pays où elles ont leur siège. Il est encore plus intéressant de constater que le total des ventes des sociétés américaines à des sociétés étrangères a été cinq fois supérieur à la valeur habituellement attribuée aux exportations américaines ; et onze des douze plus grands pays de l'OCDE vendent davantage aux États-Unis (par l'intermédiaire de leurs filiales situées dans ces pays) que par le biais de leurs exportations¹. En ce qui concerne les entreprises japonaises, elles réalisent plus de 70% de leur activité commerciale à l'intérieur des États-Unis².

Cela ne veut pas simplement dire que les firmes multinationales sont devenues le principal organisme économique. Cela signifie avant tout que leur action ignore les frontières et que les pouvoirs traditionnels de l'État ne ripostent pas à cette action et ne la freinent pas. Les multinationales ont atteint une capacité d'accumulation et de transferts financiers qui empêche

¹ Telles sont les conclusions tirées par Julius De Anne, économiste en chef de la Royal Dutch-Shell, dans un livre publié en 1990 par le Royal Institute of International Affairs, *Global Companies and Public Policy*, et cité dans *The Economist* du 23 juin 1990, p. 69 et du 30 mars 1991, p. 61. De son côté, Dennis Encarnation, de la Harvard Business School, dans son livre *Rivals beyond Trade: America versus Japan in Global Competition*, publié en 1992, estime que le commerce au sein des multinationales représente plus des deux cinquièmes des importations totales des États-Unis et plus du tiers de ses exportations totales ; voir à cet égard *The Economist*, 13 juin 1992, p. 71.

² Selon Robert Lawrence, économiste à la Brookings Institution de Washington, cité dans *The Economist*, 17 février 1990, p. 22

pratiquement n'importe quel gouvernement de mener sa propre politique monétaire. Quand elles investissent, elles passent au-dessus des barrières protectionnistes et elles sont en mesure, au sein de chaque pays, d'attirer plus de capitaux nationaux que les centres économiques et politiques autochtones. Quand elles jouent le rôle de créancières, elles parviennent à contrôler les gouvernements hostiles à leur pénétration en tant qu'entreprises productrices. Grâce à cet ensemble de facteurs, les firmes multinationales peuvent désormais mener leur propre stratégie, indépendamment des gouvernements, à la fois dans les pays où elles établissent leurs filiales et dans ceux où elles ont leur siège.

2.6 À une époque où les frontières ne servent plus à délimiter des espaces économiques ou des souverainetés politiques complètes, comment est-il possible que renaissent des mouvements d'indépendance nationale ?

Il convient de noter tout d'abord que le radicalisme islamique, si souvent considéré en Occident comme nationaliste, est en fait **transnational** et vise à unifier la communauté des croyants sur leurs propres valeurs, indépendamment des divisions qui existent entre les pays.

Deuxièmement, les divisions nationales qui ensanglantent aujourd'hui la Yougoslavie¹, ont mis fin à l'Union soviétique, ont scindé l'ancienne Tchécoslovaquie² et minent la Roumanie et la Bulgarie ne peuvent être comprises qu'en adoptant une perspective beaucoup plus large. L'attractivité de la zone de prospérité constituée par la Communauté économique européenne signifie que, face à la crise de l'ancien espace supranational situé à l'est, les anciennes composantes du bloc soviétique se font concurrence pour voir quel régime peut se connecter à l'Europe

¹ L'auteur fait allusion aux guerres de Yougoslavie qui ont duré dix ans, de 1991, date de l'écriture de ce texte, à 2001 et ont provoqué environ 150 000 morts dont deux tiers de civils, et les «déplacements» de quatre millions de personnes (*NdT*).

² La séparation définitive entre la Tchéquie et la Slovaquie eut lieu le 31 décembre 1992, avec d'un côté la République tchèque, et de l'autre, la République slovaque (*NdT*).

occidentale dans les conditions les plus favorables pour lui. Dans ces cas, la quête d'indépendance correspond au passage d'une forme de supranationalité à une autre. Cela nous rappelle ce qui s'est passé il y a quelques décennies au moment où les peuples colonisés ont accédé à l'indépendance : beaucoup ont cru que ce processus démontrait l'importance du nationalisme et des appareils d'Etat traditionnels, mais en réalité il a révélé le contraire : l'internationalisation du capital entre les métropoles a dissous les blocs que chacune d'elles constituait avec ses colonies ; et la fragmentation des anciens espaces coloniaux en une multitude de pays non viables a enlevé tout sens au caractère national de leurs institutions. Le processus par lequel le capital transnational s'empare d'une région dans les conditions qui lui sont le plus favorables peut conduire, entre autres, à la fragmenter en plusieurs nations.

Je pense que les mouvements nationalistes n'empêchent pas, et facilitent même, la transnationalisation du capital. Par contre, j'ignore pourquoi ce processus débouche, dans certains cas, sur la fragmentation en plusieurs nations, plutôt que sur des formes plus directes. Compte tenu du rôle décisif de la classe ouvrière dans le soutien aux mouvements d'indépendance nationale, peut-être l'internationalisation des capitalistes et la fragmentation nationale des travailleurs ont-elles permis aux classes dirigeantes dans le monde de renforcer leur cohésion en s'appuyant sur la faiblesse des divisions au sein des classes exploitées. Cette hypothèse confirmerait la relation étroite entre transnationalisation du capital et processus d'exploitation.

Une grande partie de mes propos sur la transnationalisation peuvent sembler faire écho aux thèses de «l'école de l'interdépendance», principalement représentée par Robert O. Keohane¹ et Joseph S. Nye. Ces

¹ Un seul livre de cet auteur a été traduit en français : *Après l'hégémonie*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2015. Joseph S. Nye (1937-), théoricien des relations internationales, universitaire soutenant le Parti démocrate, a occupé des postes sous Carter puis Clinton. Il préside le groupe nord-américain au sein de la Commission Trilatérale depuis 2009. C'est un partisan de l'interventionnisme américain tout comme l'universitaire Robert O. Keohane avec lequel il a écrit en 1972 un livre fondateur *Transnational Relations and World Politics & Power and Interdependence: World Politics in Transition* (cf. cette note de lecture :

auteurs analysent cependant les institutions du pouvoir dans les différents pays en fonction de leurs relations en matière de politique étrangère. A mon avis, pourtant, les fondements du pouvoir sont internes, ils résultent de la division en classes sociales ; leur projection extérieure n'est qu'un corollaire du système interne.

Aujourd'hui, les grandes multinationales fusionnent les deux domaines où se posent les problèmes : le pouvoir politique et l'expansion économique. Nous ne pouvons comprendre leur **nouveauté** que si nous considérons que les institutions du pouvoir font avant tout partie des processus d'exploitation. Dans tous les pays où elles sont implantées, les multinationales constituent des systèmes de pouvoir ayant une base interne. Ce qui m'amène à aborder le troisième aspect du marxisme, l'analyse critique du capitalisme en tant que système d'extorsion de la plus-value.

- 3 -

Sur la question de la plus-value, on ne peut absolument pas parler de faillite du marxisme, puisqu'elle continue à fournir le seul cadre théorique dans lequel il est possible de mener une analyse critique des processus d'exploitation.

3.1 Sous le capitalisme, le travail n'est pas une relation entre une personne et un objet, mais entre des individus sous la forme d'une production de biens. Qu'il s'agisse de produits matériels ou de services, sous le capitalisme, les biens n'existent que parce qu'ils soutiennent des relations sociales. De plus, dans la mesure où ils soutiennent, successivement ou simultanément, plusieurs valeurs, les biens matériels et les services particuliers deviennent toujours immatériels et génériques.

<https://graph-memes-invites-talk-shows.inaglobal.fr/idees/note-de-lecture/joseph-nye-et-robert-keohane/transnational-relations-and-world-politics-power-?print=1>). Robert O. Keohane (1941-) est un partisan de «l'institutionnalisme» néolibéral en matière de relations internationales tout comme son compère Nye (*NdT*).

Ce qui est commun aux différents processus de production n'est pas la production, mais le processus, fondé sur le temps. Le temps est la substance des relations sociales capitalistes. Par conséquent, on doit analyser les biens sous un seul angle : ils incorporent du temps de travail. Si l'on veut formuler une critique théorique de l'exploitation, il faut cesser de croire que les objets ont une réalité matérielle et que les services conduisent à des résultats particuliers ; et il faut adopter une autre perspective : les objets, les services et la force de travail incorporent tous les trois du temps de travail.

Le problème de la plus-value est le problème du temps. Ceux qui disposent de leur temps ne sont pas exploités. Les exploités ne disposent pas de leur temps tandis que les exploiters disposent du temps des autres.

En posant la question de cette manière, l'affirmation selon laquelle le temps est la substance des rapports sociaux capitalistes n'a rien d'abstrait. Être dépossédé de son temps, ou disposer du temps des autres, telles sont les deux situations les plus évidentes et les plus perceptibles dans la vie quotidienne de n'importe quelle entreprise. Aucun travailleur et aucun gestionnaire ne peuvent ignorer cette formulation.

La division en classes sociales résulte, en premier lieu, des différentes positions occupées dans le domaine de la disposition du temps. Si les valeurs sont des rapports sociaux et découlent donc de systèmes donnés d'utilisation du temps, les capitalistes se définissent par le **contrôle** qu'ils exercent sur le temps des autres. Nous ne pouvons comprendre les catégories de la **propriété** qu'en nous fondant sur cette catégorie **générique**. C'est pourquoi la classe des bourgeois et la classe des gestionnaires sont toutes deux capitalistes. Au-delà des différences entre les régimes d'appropriation des moyens de production, elles ont un point commun : le contrôle qu'elles exercent sur le temps des autres.

Inversement, la définition du travailleur productif (qui produit de la plus-value) n'a rien à voir avec la matérialité éventuelle du produit, ni avec les caractéristiques particulières de son activité. Est productive toute personne dont le travail s'inscrit dans un système d'organisation qui lui ôte tout contrôle sur son propre temps.

En ces termes, le capitalisme peut être compris comme un système en expansion permanente.

Premièrement, il permet une intensification croissante de l'exploitation. Toute activité a deux dimensions indissociables : musculaire et cérébrale.

La technologie capitaliste a donc tellement profité de la composante manuelle du travail que les progrès en ce domaine sont maintenant pratiquement épuisés. Récemment, le capitalisme a axé ses innovations sur l'exploitation de la composante intellectuelle du travail, ouvrant ainsi d'innombrables opportunités pour exploiter des formes d'activité de plus en plus complexes et, partant, accroître la plus-value relative.

En deuxième lieu, de nombreuses catégories professionnelles ont été prolétarisées. Auparavant, ces catégories étaient exclues du capitalisme, parce qu'elles étaient organisées sous des formes d'économie familiale, ou bien parce qu'elles s'intégraient aux professions dites libérales; ou alors, elles appartenaient aux couches inférieures des gestionnaires, comme le personnel de bureau. Dans les sociétés du capitalisme développé, l'organisation du travail dans ces catégories professionnelles a été profondément remodelée, et elle ne se distingue désormais en rien du système qui régit les secteurs ouvriers traditionnels. **Et c'est justement au moment où un nombre croissant de professions sont prolétarisées que les idéologues de la «société postmoderne» affirment que la classe ouvrière est une notion dépassée !**

Ainsi, parallèlement à l'intensification de l'exploitation des travailleurs les plus qualifiés, la classe ouvrière s'est élargie tant par le nombre de ses membres que par la diversité des métiers.

3.2 En dehors des heures qu'il passe dans l'entreprise, le travailleur reproduit sa propre force de travail et, éventuellement, collabore à la formation des futurs travailleurs. À partir du moment où le capitalisme a intégré les activités qui se déroulaient auparavant dans le cadre familial, il a également voulu tirer profit des loisirs. Et à une époque où le développement capitaliste repose sur l'exploitation croissante de la dimension intellectuelle du travail, le loisir est indispensable à la production ou à la reproduction des compétences nécessaires à l'exercice des formes d'activité plus complexes. La production de travailleurs doit être comprise comme une production de plus-value¹; en ce sens, le

¹ J'ai présenté la thèse selon laquelle la formation des travailleurs est une forme de production de plus-value dans les textes suivants: «O

capitalisme est un système fondamentalement totalitaire, qui régit la vie du travailleur 24 heures sur 24. Les néolibéraux présentent les loisirs comme une libération, alors qu'au contraire ils font partie des mécanismes qui renforcent l'exploitation.

Le capitalisme est d'autant plus totalitaire qu'il ignore la matérialité des objets et la spécificité des services consommés par les travailleurs. Les statistiques présentent le niveau de vie réel comme une relation entre une somme d'argent et un ensemble de biens donnés – et les syndicats défendent activement ce point de vue. Mais ce n'est qu'une illusion. Les travailleurs peuvent juger qu'ils consomment des produits et des services particuliers, mais les capitalistes savent qu'ils consomment seulement du temps de travail. Plus le capitalisme se développe, plus la productivité est grande, et moins de temps de travail est incorporé dans chaque bien. Cela permet aux travailleurs de consommer davantage en termes matériels, mais ils consomment moins en termes de valeur. Puisque la plus-value résulte du décalage entre la valeur que consomment les travailleurs et celle qu'ils sont capables d'incorporer dans le processus de production, la croissance de la productivité transforme l'abondance matérielle en une aggravation de l'exploitation. Les néo-libéraux présentent les opportunités de la consommation comme une libération alors que, au contraire, elles constituent l'un des mécanismes du renforcement de l'exploitation.

Contrairement aux prétentions néolibérales, le capitalisme est devenu de plus en plus asservissant et intensif. C'est un système structurellement totalitaire. Le totalitarisme le plus efficace n'est pas celui des sociétés retardataires, qui s'exerce au travers de formes de coercition extra-économiques, mais celui des sociétés les plus avancées, qui s'appuie sur les mécanismes mêmes de l'économie. Sur le plan théorique, bien sûr, je ne réduis pas l'oppression à l'exploitation mais nous devons élargir notre

Proletariado como Produtor e como Produto» (Le prolétariat en tant que producteur et en tant que produit), *Revista de Economia Política*, 1985, V, 3 ; «A Produção de Si Mesmo», (La production de soi-même), *Educação em Revista*, 1989, IV, 9; *Economia dos Conflitos Sociais*, Cortez, 1991, pp. 79-101.

conception de la plus-value et, dans ce cadre, mettre au point une nouvelle théorie du pouvoir politique.

3.3 Le caractère totalitaire du capitalisme n'est pas un phénomène nouveau. Le postulat néo-libéral qui considère le totalitarisme comme un phénomène étranger à la tradition capitaliste est absolument erroné, notamment quand il l'explique par l'existence d'obstacles qui bloqueraient le développement économique normal. Au contraire, selon moi, le fascisme dispose des références démocratiques les plus légitimes. De ce point de vue, je distingue trois types de fascisme.

Un premier type de fascisme a prétendu réduire au minimum l'intervention populaire, en exaltant la continuité des aspects les plus conservateurs des régimes précédents. Cette stratégie a été défendue par le salazarisme au Portugal, le fascisme royal en Roumanie ou, en France, pendant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement collaborationniste de Vichy.

Si nous prenons la Révolution française comme référence, ce type de fascisme s'inscrivait dans la continuité des composantes constitutionnalistes les plus modérées. Ces courants donnèrent naissance à des régimes censitaires, où la capacité électorale était réservée à ceux qui possédaient des biens ou touchaient des revenus supérieurs à un certain montant. Contrairement au jacobinisme qui, en instituant le caractère universel des élections, a dissous la population en une masse d'individus-électeurs, le régime censitaire ne remet pas explicitement en cause la tradition précapitaliste d'organisation en des corps professionnels. Pour cette raison, on peut établir un lien entre l'organisation corporative et les démocraties censitaires. Et comme les explosions populaires furent réduites au minimum sous ce type de fascisme, le rationalisme conservateur est resté son cadre idéologique.

Dans le **deuxième type de fascisme**, la participation populaire joua un rôle significatif, ce qui provoqua des ruptures considérables au sein des classes dominantes. Le régime de Mussolini nous offre l'exemple le plus connu, mais on doit également inclure dans cette catégorie le fascisme espagnol, le péronisme et, en France, la Collaboration parisienne pendant la Seconde Guerre mondiale.

Tout en continuant à considérer la Révolution française comme un paradigme, ce type de fascisme se présenta comme l'héritier immédiat du bonapartisme post-jacobin. Et de la même façon que Robespierre, à la fin de sa carrière, exerça une dictature personnelle et chercha, par-dessus les institutions existantes, à nouer une relation directe avec les masses en organisant de grandes mises en scène rituelles, de même Napoléon Bonaparte réussit à instaurer, sur la base solide de l'armée, un type de pouvoir que Robespierre n'avait pas réussi à instaurer parce qu'il avait seulement manipulé le cadre civil. La relation immédiate entre, d'un côté, un tyran qui détient l'initiative politique et, de l'autre, une plèbe qui l'acclame et le plébiscite prend sa source dans la tradition démocratique jacobine et s'oppose explicitement au parlementarisme.

Jusqu'à l'entre-deux-guerres, le parlementarisme n'assura que la représentation directe de l'élite des classes dirigeantes. Pour cette raison, s'opposer au régime parlementaire, c'était s'attaquer au conservatisme ploutocratique, comme le firent, d'un côté, les représentants d'une aristocratie qui subissait un déclin économique marqué ; et, de l'autre, des éléments et des groupes sociaux qui cherchaient à monter dans l'échelle sociale en s'appuyant sur les luttes des travailleurs. C'est dans ce contexte que l'on peut expliquer la confluence entre certaines forces d'extrême droite et d'extrême gauche, qui soutinrent systématiquement ce type de fascisme, après avoir acclamé ses précurseurs.

Dans la sphère idéologique, ce deuxième type de fascisme combinait l'irrationalisme avec un rationalisme conservateur d'orientation positiviste. Le rationalisme devait servir de cadre idéologique à la masse de la population. Cependant, pour tous ceux qui échappaient à la norme, génies ou grands criminels, le rationalisme juridique lui-même ouvrait une exception à la folie, au domaine de l'irrationnel. Le fou destructeur, le criminel, devait être annihilé socialement. Le fou créateur, le génie, devait se libérer des obstacles qui conditionnaient les citoyens ordinaires ; et le cadre qui servit à ce type de fascisme pour expliquer la relation entre le Chef et les masses fut donc pensé en ces termes, grâce aux formulations juridiques bourgeoises. Le génie politique resterait au-dessus des règles, son intuition personnelle l'emporterait sur la raison générale et l'irrationalisme guiderait la masse indistincte de la plèbe.

Le **troisième type de fascisme** fut surtout représenté par l'hitlérisme et sous-estima l'aspect social des conflits, censés être résolus en termes raciaux.

Les hitlériens n'étaient pas des nationalistes et ils ne considéraient pas les Allemands comme une race supérieure. Hitler était un internationaliste nordique et sa «race supérieure» devait résulter d'une création future, à laquelle les peuples de l'Europe septentrionale ne serviraient que de base. C'est au sein de la SS, grâce à une sélection individuelle rigoureuse et au contrôle centralisé de tous les accouplements, que la race supérieure serait créée. Lorsque cela se produirait, l'ouest de l'Oder, qui marque les limites traditionnelles de l'expansion germanique vers l'est, jouirait d'un système capitaliste dans lequel les patrons et les travailleurs appartiendraient à la race dominante. À l'est de l'Oder, où vivait la race inférieure des sous-hommes, les Slaves, règnerait un esclavage d'État au service de la société capitaliste établie à l'ouest de l'Oder. L'ordre le plus complet régnerait alors. Dans la sphère du capitalisme, les conflits sociaux ne pourraient plus s'aggraver entre les patrons et les ouvriers, puisqu'ils seraient unis par une solidarité fondamentale liée à leur appartenance commune à la race supérieure ; les conflits sociaux ne pourraient pas non plus se généraliser dans la sphère où régnerait l'esclavage, parce que la race inférieure serait incapable de se révolter efficacement contre les individus supérieurs. Une telle vision explique pourquoi les hitlériens proposèrent de résoudre la question sociale en imposant une solution biologique. Mais pour que ce nouvel ordre puisse être établi, il fallait auparavant éliminer la race qu'ils jugeaient incapable d'avoir une pensée synthétique. Expulsés il y a deux mille ans de leur patrie originelle, les Juifs n'avaient réussi, selon les nazis, ni à reconstruire leur propre État, ni à s'intégrer dans des États étrangers. Leur condition de «peuple errant», selon Hitler, démontrait leur incapacité à s'adapter à l'ordre social. Pour les nazis, les Juifs formulaient des analyses et des critiques qui dissolvaient l'ordre social, et aucune synthèse ne pouvait donc être conçue avec ces individus. Par conséquent, tous ceux qui pratiquaient l'analyse critique, ou qui seulement s'engageaient dans cette direction, devaient être persécutés comme Juifs et tous les Juifs devaient être persécutés comme des éléments critiques.

Il m'a fallu décrire les principaux objectifs et hypothèses du racisme hitlérien parce que, après 1945, les idéologies dominantes ont tenté de le

présenter de façon mystificatrice et de le dissimuler. Elles ont essayé de nous faire oublier que ce fascisme raciste avait trouvé dans les démocraties bourgeoises ses références les plus légitimes.

Le racisme européen s'est radicalement transformé lors de la transition entre la première et la seconde moitié du XIX^e siècle. Tant que le colonialisme était stimulé par le mercantilisme commercial, les notions d'exclusion et de supériorité ne conduisirent pas à une hiérarchie biologique entre les peuples. Cependant, lorsqu'il commença à occuper des territoires et à en transformer l'organisation sociale, parallèlement au règne du capitalisme industriel dans les métropoles, l'hégémonie économique fut présentée comme la manifestation d'une supériorité biologique. Les atrocités et les campagnes d'extermination pratiquées en Asie et surtout en Afrique par le capitalisme démocratique-parlementaire dépassèrent de loin, sur le plan des horreurs commises et même de leur aspect systématique, les camps de concentration nazis et le génocide pratiqué contre les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale¹.

Les Sociétés de géographie, qui proliféraient à l'époque dans les capitales européennes, formèrent les piliers universitaires et politiques du nouveau racisme et de sa doctrine jumelle, la géopolitique. On peut observer le passage d'un type de racisme à un autre dans le travail de Darwin en comparant la première édition du *Journal de bord du Beagle* (1839), avec la première version de *La filiation de l'homme et la sélection liée au sexe* (1871). Mais si Darwin est devenu raciste au sens moderne du terme, il ne cessa jamais d'être un grand savant. Après avoir affirmé, dans le premier tiers de *La filiation de l'homme et la sélection liée au sexe*, que les peuples à la peau sombre étaient inférieurs aux Européens, censés être

¹ Cette affirmation est à mon avis erronée et tend à nier la spécificité du judéocide. Il existe toute une littérature à ce sujet qui ne peut évidemment être résumée en une simple note de bas de page. J'en profite pour rappeler que le fait de traduire les textes d'un auteur ou d'une organisation pour la revue *Ni patrie ni frontières* n'entraîne, de ma part, ni admiration béate ni défense inconditionnelle de leurs écrits. Ces traductions ont pour objectif de stimuler les discussions pas de propager une orthodoxie ou une ligne politiques (*NdT*).

des individus supérieurs, dans le reste de cet ouvrage Darwin décrit seulement des différences d'aspect physique, et non de prétendues hiérarchies fondées sur des capacités intellectuelles différentes.

Nombre de ses disciples n'eurent pas le sérieux de leur maître. Francis Galton, qui souhaitait également mettre la nouvelle science au service de l'activité policière, fonda l'eugénisme dans le but d'orienter les mariages pour les générations à venir afin de créer une race humaine supérieure. Les disciples de Galton bénéficièrent d'un prestige considérable ; aux États-Unis, par exemple, ils exercèrent une influence décisive sur les politiques migratoires, notamment avec la promulgation en 1924 de la National Origins Quota Law (Loi sur les quotas fondés sur l'origine nationale). Cette loi visait à désavantager les Noirs face aux Blancs et, parmi ces derniers privilégiait les Nordiques par rapport aux «Latins».

Les thèses sur le «blanchiment de la race», populaires sous la Première République du Brésil [1889-1930] allaient dans le même sens. Les nazis ne firent que poursuivre ces pratiques en mobilisant les pouvoirs d'un État fortement centralisé, tandis que leurs prédécesseurs démocrates avaient mené la même politique en s'appuyant sur la pluralité des pouvoirs caractéristique des régimes parlementaires. Mais les différences de méthode ne modifièrent pas substantiellement les principes fondamentaux. Sur ce plan, les hitlériens, comme tous les autres fascistes, peuvent revendiquer la même légitimité que celle des démocraties capitalistes.

3.4 Le fascisme et les anciennes démocraties bourgeoises existèrent à une époque où l'appareil d'État classique exerçait des fonctions décisives. La concentration du capital a conduit à la réorganisation du système du pouvoir, qui repose aujourd'hui sur un réseau polycentrique. Les principaux pôles sont constitués par l'autorité directe des plus grandes entreprises et dans leur orbite s'activent une multitude d'unités économiques, petites et moyennes. Les néo-libéraux présentent ce nouveau cadre comme la condition des libertés politiques – et tel est le thème idéologique sous-jacent au renversement des régimes marxistes. Dans cette situation, envisager quel sera l'avenir de ce monde suppose de comprendre les mécanismes totalitaires des grandes entreprises, que j'appelle depuis des années l'État Elargi. Les théories concernant l'organisation des entreprises constituent en réalité les nouvelles théories constitutionnelles.

Le plus célèbre des manuels spécialisés de Paul A. Samuelson, *Economics*¹, du moins dans sa dixième édition [en 1976], illustre avec une ironie involontaire le principe général d'organisation de l'État Elargi. Présentant de façon mystificatrice le fonctionnement du marché, le célèbre économiste affirme à plusieurs reprises qu'un dollar vaut un vote ; et, conformément à la misère de la pensée universitaire, il ne se penche même pas sur le fait que les plus grandes entreprises, capables d'accumuler un nombre infini de ces votes, possèdent donc un pouvoir politique illimité. Maintenant que les parlements sont réduits à l'insignifiance, règne, dans sa pureté, l'ancien principe du régime censitaire. Les prétendus «droits de l'homme» ne servent qu'à assurer le libre fonctionnement des mécanismes économiques.

Ce principe permet de comprendre le cadre général dans lequel s'inscrit le système capitaliste. Au cours de la dernière décennie, au sein de la théorie économique, est apparu une école qui postule la «rationalité des agents économiques». En un sens, ce courant réaffirme le thème idéologique fondamental de la classe des gestionnaires puisque ceux-ci invoquent un prétendu savoir scientifique pour justifier le contrôle qu'ils exercent sur les moyens de production et la société en général.

Mais si on considère comme «rationnel» celui qui agit selon un modèle théorique, ceux qui adoptent un autre comportement et contestent ce modèle dans la pratique ne peuvent être définis que comme des individus «irrationnels». Et avant qu'ils prennent conscience de cette «déviation» et s'unissent avec d'autres pour organiser une opposition systématique, «l'irrationalité» est déjà traitée de manière appropriée par les hôpitaux psychiatriques ou par la psychanalyse. Ce type d'institutions et de pratiques s'est donc généralisé dans les sociétés les plus avancées, tant dans le cadre des entreprises que dans la vie sociale en général. Les démocraties modernes n'entendent pas procéder à l'internement psychiatrique d'une poignée de dissidents politiques, mais, avec l'aide des psychiatres et aux psychanalystes, elles empêchent que des formes embryonnaires de

¹ En français, deux versions différentes de ce livre ont été publiées : *L'Economique* [Armand Colin, 1983] et *Economie* [écrit avec W.D. Nordhaus, aux éditions Economica en 2000]. (NdT).

contestation se développent et créent une opposition cohérente et généralisée.

Ainsi définie, la «rationalité» s'incarne dans le fonctionnement même des entreprises, voire de l'habitat, qui surveille en permanence les êtres humains et s'efforce d'imposer les comportements requis. L'appareil répressif est de plus en plus intégré dans les unités économiques, au point que, au milieu des années 1980, 90% des 500 plus grandes entreprises américaines recouraient à des entreprises de sécurité privées. Celles-ci employaient alors plus d'un million de personnes, tandis que les membres des forces de police officielles ne représentaient qu'environ la moitié de ce chiffre ; et le coût total des polices privées s'élevait à 22 milliards de dollars par an, alors que seulement 14 milliards de dollars étaient consacrés à l'entretien des forces de police¹. En 1990, les agents de sécurité privés représentaient 2,6% de la population active américaine, pourcentage qui a doublé en vingt ans².

Dans le même temps, la composante répressive des opérations économiques normales s'est aggravée et la volonté d'obtenir un emploi salarié est devenue une raison suffisante pour accepter d'être soumis à des enquêtes de plus en plus minutieuses sur des questions de plus en plus générales. Au milieu des années 80, aux États-Unis, on estimait que les entreprises privées effectuaient, chaque année, 2 millions de tests à l'aide de détecteurs de mensonge, peut-être trois fois plus que dix ans plus tôt³. Les opinions politiques et syndicales font bien sûr l'objet de la curiosité des patrons, mais aussi les maladies, les préférences sexuelles, les activités choisies durant les loisirs, les habitudes apparemment les plus anodines, tout cela est devenu une raison de contrôler les salariés, et les services administratifs, commencent à posséder le profil complet de chaque travailleur.

L'électronique permet également de fusionner inexorablement la surveillance avec les opérations économiques courantes et même avec les

¹ Selon *The Economist*, 5 janvier 1985, pp. 25-26.

² Selon Jacques Decornoy, «Déficit budgétaire ou déficit social?», *Le Monde diplomatique*, novembre 1991, p. 9.

³ Selon *Newsweek*, 27 janvier 1986, p. 56-57.

gestes quotidiens de la vie urbaine. Cette nouvelle technologie permet d'orienter le processus de travail vers de nouveaux objectifs ; en même temps, elle intensifie considérablement le contrôle qu'exerce l'instrument de production sur le travailleur. Ceux qui utilisent un clavier électronique peuvent être placés sous la surveillance permanente de leur employeur. De plus, on généralise l'utilisation de caméras vidéo cachées, qui filment tous les gestes des travailleurs dans les entreprises et les déplacements des passants dans les bâtiments publics ou les couloirs de métro.

Quant aux cartes de paiement ou de crédit, elles permettent la constitution de bases de données qui enregistrent le profil complet de chaque utilisateur. Sears & Roebuck, par exemple, l'une des plus grandes sociétés américaines de vente au détail dont le chiffre d'affaires annuel dépasse les 50 milliards de dollars, dispose d'un système de fiches répertoriant toutes les transactions effectuées avec sa clientèle, soit plus de 68 millions de familles. Cette pratique est loin d'être unique. La base de données d'American Express contient des informations sur plus de 34 millions de détenteurs de ses cartes de crédit disséminés dans le monde entier, qui ont dépensé près de 100 milliards de dollars en 1989. Et comme des milliers de bases de données spécialisées sont vendues ou louées, toutes les grandes entreprises peuvent disposer de ces informations¹.

Le nouveau système de pouvoir a considérablement modifié la sphère idéologique. Au début, les discours des entrepreneurs imitaient ceux des gouvernants. Un changement décisif s'est produit il y a quelques décennies lorsque les messages politiques de l'appareil d'État traditionnel et des vieux partis ont commencé à être présentés et diffusés comme des produits commerciaux. Ce processus est maintenant entré dans une phase supérieure puisqu'il reconnaît désormais une valeur immédiatement politique aux messages économiques émanant des entreprises. Aux États-Unis, en 1976, la Cour suprême fédérale a décidé que verser de l'argent pour des campagnes politiques relevait de la liberté d'expression garantie par le Premier Amendement ; par conséquent, limiter le montant des contributions

¹ Cf. Herbert I. Schiller, «Le citoyen sous le rouleau compresseur des firmes de la communication», *Le Monde diplomatique*, février 1991, pp. 26-27.

électorales constituait une violation de ce droit. Deux ans plus tard, la Cour suprême appliqua explicitement cette décision aux contributions financières des entreprises pour les campagnes électorales, considérant qu'elles étaient directement protégées par le Premier Amendement¹. Ainsi, les entreprises ont une personnalité juridique, mais aussi idéologique. Cela n'est-il pas une conséquence évidente du principe général de l'Etat Elargi, tel que l'a involontairement formulé Samuelson ? Si un dollar fonctionne comme un vote, si les institutions riches en dollars ont un pouvoir de décision dans le champ politique, si les «droits de l'homme» assurent le libre fonctionnement des mécanismes économiques, alors la «liberté d'expression» se confond avec la libre expression des entreprises.

Les sondages d'opinion, qui sont devenus un instrument de marketing, sont désormais des outils politiques. Vers 1930, les spécialistes des sondages de marché et les universitaires ont commencé à appliquer expérimentalement ces techniques pour obtenir des informations sur les opinions politiques. En 1935, les sondages d'opinion concernant des questions politiques et sociales sont devenus une pratique systématique aux États-Unis. Depuis cette période, le marketing politique a acquis une telle importance que, lorsque les sondages révèlent régulièrement une tendance différente de celle observée lors des dernières élections, les gouvernements sont soumis à des pressions énormes pour changer d'orientation ou procéder à une nouvelle élection. Une nouvelle étape a été franchie dans ce processus lorsque les entreprises se sont mises à utiliser les sondages pour améliorer leur image publique et leur enracinement social. Ils sont devenus l'instrument de consultation démocratique de l'État Elargi.

¹ Sur ces décisions de la plus haute instance judiciaire des États-Unis, voir: *The Economist*, 19 février 1983, p. 36; *idem*, 11 août 1990, p. 39; Frank J. Sorauf, «Parties and Political Action Committees in American Politics», in Kay Lawson et Peter H. Merkl (dir.), *When Parties Fail. Emerging Alternative Organizations*, Princeton University Press, 1988, pp. 293-294.

3.5 Dans les systèmes centralisés, lorsque l'appareil d'État traditionnel constituait le véhicule indispensable pour relier entre elles les unités économiques et leur servir d'arbitre, les partis politiques cherchaient à s'emparer du pouvoir par des élections, ou un coup d'État. Au fur et à mesure que les grandes entreprises ont conquis directement l'hégémonie et que l'État est devenu un réseau polycentrique, l'augmentation de l'abstention électorale a révélé à quel point ces changements sont plus clairs pour les travailleurs que pour de nombreux experts et universitaires.

Dans un État fondé sur une multiplicité de grands centres de pouvoir, les conflits sociaux éclatent de façon dispersée et prennent des formes très diverses. Avec la mondialisation du capitalisme dans toutes les sphères de la vie, de nouveaux champs de lutte apparaissent. Cependant, si les travailleurs redéfinissent leurs actions revendicatives, les institutions capitalistes se modifient en même temps pour assimiler ces changements, ce qui renforce encore le caractère novateur du système étatique actuel. Dans la phase actuelle, face à la coordination supranationale de tous les grands centres du pouvoir, la classe exploitée a du mal à imaginer un lien quelconque entre les multiples fronts et lieux de lutte. Tant qu'elle n'y arrive pas, les capitalistes peuvent suspendre momentanément leurs initiatives et leur lutte pour la suprématie.

Les pressions qui poussent chacun des grands pôles de l'État Elargi à prendre en compte des facteurs externes, y compris les autres pôles, conduisent à des formes de planification polycentriques qui réduisent la cohésion interne des classes capitalistes. Hypocrites ou ignorants, les néolibéraux font l'apologie d'un marché concurrentiel inexistant ; leur discours sert uniquement à justifier une planification fondée sur une multiplicité de centres de pouvoir. Et les pressions pour forcer les entreprises à prendre en compte les aspects sociaux se traduisent par une expansion de leur pouvoir direct. Face à cette réorganisation de l'État, la gauche n'est pas toujours restée prisonnière de ses archaïsmes. Certains des secteurs modernes de la gauche revendiquent, par exemple, une expansion de la «citoyenneté» car ils ont compris que l'ancienne sphère du politique a été repoussée au second plan par le développement des unités économiques. Exiger de cet État Elargi l'octroi de nouvelles formes de citoyenneté revient, en fin de compte, à reconnaître le pouvoir politique des grandes

entreprises. Mais, jusqu'à présent, la gauche officielle n'a-t-elle pas surtout servi à légitimer les formes successives adoptées par l'État capitaliste ?

* *

Nous sommes entrés dans une nouvelle phase du mouvement anticapitaliste, résultant d'une transformation organique de la classe ouvrière. En intensifiant l'exploitation de la composante intellectuelle du travail, le capitalisme lui-même stimule la capacité de décision des travailleurs ; il invalide et rend inutile le système hautement hiérarchique qui régissait les anciennes organisations ouvrières. D'autre part, en élargissant le champ de l'exploitation à travers la prolétarianisation de nombreuses catégories professionnelles, le capitalisme approfondit l'hétérogénéité culturelle au sein de la classe ouvrière, hétérogénéité que seule une nouvelle et longue période de lutte permettra de surmonter.

De même que l'existence de classes sociales implique des liens entre elles et un antagonisme réciproque, le stade actuel résulte également d'une transformation organique des classes capitalistes, due à la refonte des systèmes de pouvoir.

Dans cette situation, les cadres théoriques existants ne sont plus valables et de nouveaux cadres de pensée ne sont pas encore apparus. Le marxisme nous a légué une contribution décisive: la critique de l'exploitation à travers le modèle de la plus-value. Mais pour la reformuler, il faudra l'apparition d'une nouvelle génération, qui n'aura pas été formée dans des moules vieillots. Pour le moment, tout se passe dans les couches les plus profondes du mouvement social, en dehors de l'accès aux véhicules du savoir.

João Bernardo (1991)

[Cet article, publié dans le numéro 43 de la revue *Educação & Sociedade*, année XIII, a été édité en réalité en 1993. Il reprend les grandes lignes des cours que j'ai donnés de septembre à novembre 1991 aux facultés d'éducation de l'Université fédérale du Minas Gerais, à Belo Horizonte ; à l'Université de l'Etat d'Amazonas, à Manaus; et l'Université

de São Paulo. J'ai pris soin que certaines des questions soulevées au cours des discussions soient abordées dans ce texte.]

ANNEXE 1 : **Etat Restreint et Etat Elargi**

«[...] l'Etat Restreint désigne l'ensemble des institutions qui composent le gouvernement, le Parlement et les tribunaux, c'est-à-dire les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Habituellement, on regroupe ces trois pouvoirs sous le simple nom d'Etat et, pour la majorité des gens, cela désigne l'appareil d'Etat. Pourquoi considérer cet Etat comme restreint ? Et pourquoi penser qu'il existe dans l'appareil global de l'Etat, une autre sphère d'activité, plus ample ?

Pour tout ce qui concerne l'organisation interne des entreprises, patrons et gestionnaires choisissent des systèmes d'administration et organisent la force de travail, ce qui constitue une forme de pouvoir législatif. De plus, ils établissent des hiérarchies, définissent l'amplitude des décisions qu'il est possible de prendre à chaque échelon et imposent des normes de travail, ce qui constitue une forme de pouvoir exécutif. Enfin, les propriétaires des entreprises ou leurs administrateurs évaluent les tâches accomplies par chaque travailleur, en accordant des primes de productivité ou en imposant des amendes ou d'autres types de sanction, y compris le licenciement, ce qui constitue une forme de pouvoir judiciaire. Et ils le font dans une sphère en grande partie étrangère aux conditionnements imposés par l'Etat Restreint.

Le gouvernement, le Parlement et les tribunaux reconnaissent aux propriétaires privés et aux bureaucrates gestionnaires une énorme latitude dans l'administration, la direction et la pénalisation de la force de travail, leur attribuant par conséquent une véritable souveraineté. Tout exercice d'un pouvoir souverain est, en soi, une activité politique. Donc, si l'organisation de l'économie est, elle-même, directement, un pouvoir politique, alors son éventail d'action est extrêmement vaste. C'est pourquoi je l'appelle l'Etat Elargi. D'ailleurs, au cours des dernières décennies, avec l'intervention croissante des entreprises dans les aspects les plus variés de la vie sociale, le caractère ample de cet Etat a beaucoup

augmenté. L'Etat capitaliste a toujours résulté d'une association entre l'Etat Elargi et l'Etat Restreint.»

(Extrait du chapitre 1 de *Transnationalisation du capital et fragmentation du prolétariat*, intitulé «Etat Restreint, Etat Elargi et corporatisme»)

ANNEXE 2 : Les Conditions générales de production selon João Bernardo

Pour l'auteur, les Conditions générales de production recouvrent :

1) les **Conditions générales de production et reproduction de force de travail** : les crèches et les établissements d'enseignement destinés à former les nouvelles générations de travailleurs ; les infrastructures sanitaires et les hôpitaux ; plus généralement le milieu social, donc le cadre urbain et l'urbanisme au sens large ;

2) les **Conditions générales permettant la réalisation sociale de l'exploitation** afin que le processus de travail aboutisse à la production de plus-value ; les travailleurs sont dépossédés de la possibilité de reproduire et de former de façon indépendante leur force de travail ; ils sont également dépossédés des produits qu'ils créent ; et ils sont tenus à l'écart de l'organisation du processus de travail. C'est le rôle des institutions répressives.

3) les **Conditions générales d'opérabilité du processus de travail**. Ces conditions permettent l'existence matérielle du processus de travail, défini comme processus d'exploitation. Sous le capitalisme, l'exploitation économique des travailleurs requiert des moyens technologiques qui ont une double fonction : ils éloignent les travailleurs de la gestion de la production, et ils mettent à la disposition des capitalistes les moyens d'effectuer cette gestion. Cela inclut les centres de recherche, à la fois théorique et appliquée, à travers lesquels les capitalistes réalisent et reproduisent leur contrôle sur la technologie, en excluant les travailleurs ; mais aussi les différentes formes de captation, de transmission et de

stockage des informations qui assurent aux capitalistes le contrôle des mécanismes de décision et leur permettent d'imposer à la force de travail les limites strictes entre lesquelles elle peut exprimer son opinion ou prendre des décisions concernant les processus de fabrication ;

4) les **Conditions générales d'exploitation des unités de production**. Cela désigne les infrastructures, notamment les réseaux de production et de distribution d'énergie; les réseaux de communication et de transport ; les systèmes de distribution de l'eau et d'élimination des eaux usées et, en général, la collecte des ordures ; la création, la préparation et le conditionnement d'espaces ou d'installations physiques, et l'environnement où les processus de production sont installés ;

5) les **Conditions générales d'opérabilité du marché**. Il s'agit des systèmes de transmission, de croisement et de comparaison des informations permettant l'établissement de relations entre producteurs et consommateurs ; des réseaux de transport et de stockage des produits dont la consommation n'est pas immédiate dans la mesure ils résultent de plusieurs lignes de production ;

6) les **Conditions générales de réalisation sociale du marché**. Elles permettent principalement de stimuler la consommation de certains biens spécifiques produits par certaines entreprises. Elles déterminent un certain mode de vie, l'acquisition de certain biens ou même la consommation en général. La publicité et certains aspects de l'éducation jouent ici un rôle.

Source de ce résumé : João Bernardo, *Economia dos conflitos sociais*, 1991, pp. 159-161 (disponible en ligne).

LIVRES (en français) de João Bernardo ou contenant des articles de cet auteur:

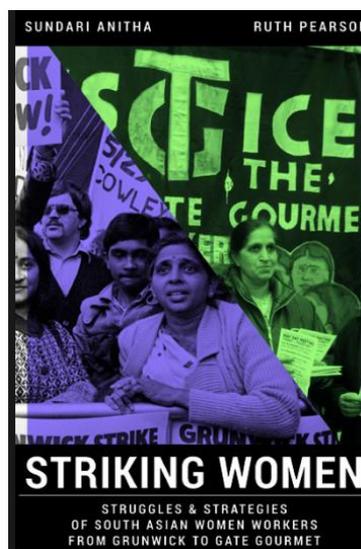
- *Contre l'écologie*, Editions NPNF, 2017
- *De retour en Afrique. Des révoltes d'esclaves au panafricanisme* (écrit avec Manolo), Editions NPNF, 2018
- Loren Goldner, João Bernardo et Adolph Reed Jr., *La gauche identitaire contre la classe* (Editions NPNF, 2016), recueil d'articles
- **ARTICLES** de João Bernardo, disponibles en français **sur les sites mondialisme.org et npnf.eu**
- Après le marxisme, le déluge ? (1991)
- Post-Post : si notre société est tellement enthousiasmante, pourquoi tant d'apathie ? (1994)
 - Nazisme et nature (2007) ;
 - Sept thèses sur la crise actuelle (2008)
 - Classe ouvrière... ou travailleurs fragmentés ? (2008)
 - Lutte des classes ou ressentiment ? Il faut choisir (2009)
 - Socialisme de la misère, socialisme de l'abondance (2011)
 - Point final. Un manifeste (2012)
 - Le mythe de la nature (2012) :
 1. La mythification de la paysannerie ;
 2. Agriculture familiale et fascisme italien ;
 3. L'agriculture familiale et le nazisme
 - Post-scriptum : contre l'écologie (2013)
 1. La racine d'un débat ;
 2. Le lieu commun de notre époque ;
 3. L'hostilité contre la civilisation urbaine ;
 4. L'agro-écologie et la plus-value absolue
 5. Georgescu-Roegen et la décroissance ;
 6. Malthus, théoricien de la croissance ;
 7. Les limites de la croissance ou une croissance sans limites ;
 8. Opportunités d'investissement et aggravation de l'exploitation
 - Manifeste sur la gauche et les gauches. Pour quelle raison la gauche actuelle continue-t-elle à utiliser ce nom ? (2014)
 - Il est impossible d'unir l'identité et la classe (2016)
 - Classe/Identité (2019)
 - Le postmodernisme et le culte des identités seront-ils le fascisme de notre époque ? (2019)

LIVRES EN PORTUGAIS

- (1975). *Para uma Teoria do Modo de Produção Comunista*. Porto: Afrontamento
- (1977). *Marx Crítico de Marx*. Porto: Afrontamento (3 vols.)
- (1977). *Luta de Classes na China*. Lisboa: [s.n.]
- (1979). *O Inimigo Oculto. Ensaio Sobre a Luta de Classes/Manifesto Anti-Ecológico*. Porto: Afrontamento
- (1987). *Capital, Sindicatos, Gestores*. São Paulo: Vértice
- (1990). *Crise da Economia Soviética*. Coimbra: Fora do Texto (2ª ed. Aparecida de Goiânia: Escultura, 2017)
- (1991). *Economia dos Conflitos Sociais 1ª ed.* São Paulo/Porto: Cortez/Afrontamento (2ª ed. São Paulo: Expressão Popular, 2009; 3ª ed. Lisboa: Edição do Autor, 2015)
- (1991). *Dialéctica da Prática e da Ideologia*. São Paulo/Porto: Cortez/Afrontamento
- Poder e Dinheiro: do Poder Pessoal ao Estado Impessoal no Regime Senhorial, Séculos V-XV*. Porto: Afrontamento (3 vols.: 1995, 1997, 2002)
- (1998). *Estado: a Silenciosa Multiplicação do Poder*. São Paulo: Cortez
- (2000). *Transnacionalização do Capital e Fragmentação dos Trabalhadores: Ainda Há Lugar Para os Sindicatos?.* São Paulo: Boitempo
- (2003). *Labirintos do Fascismo: Na Encruzilhada da Ordem e da Revolta*. Porto: Afrontamento (2ª ed. Lisboa: Edição do Autor, 2015)
- (2004). *Democracia Totalitária: Teoria e Prática da Empresa Soberana*. São Paulo: Cortez
- Pereira, Luciano (2008). *Capitalismo Sindical*. São Paulo: Xamã (São Paulo: Xamã, 2008)
- (2013). *A Sociedade Burguesa de Um e Outro Lado do Espelho / Os Sentidos das Palavras*. Lisboa: Edição do autor
- (2019). *Era um mundo – Libertar-se do mundo morto*. Paris: Vosstanie Editions ([PDF](#))

Des limites
de «l'intersectionnalité» :
Grèves de femmes.
Luttes et stratégie
des travailleuses d'Asie du Sud.
De Grunwick à Gate Gourmet

A propos de *Striking Women – Struggles and Strategies of South Asian Women Workers from Grunwick to Gate Gourmet*, Lawrence and Wishart, 2019 de Sundari Anitha et Ruth Pearson



Nous avons besoin de livres comme celui-ci qui décrivent de façon détaillée les luttes de la classe ouvrière, à partir d'entretiens approfondis avec les ouvriers impliqués (ici des travailleuses). Nous l'avons lu avec un intérêt particulier, étant donné que les deux luttes à Grunwick (laboratoires de traitement de films pour les particuliers) en 1976 et à Gate Gourmet

(restauration aérienne) en 2005 se sont déroulées dans notre voisinage, à l'ouest de Londres, et étaient dirigées par des travailleuses immigrées, qui constituent également la majorité de nos collègues dans les entrepôts et les usines de cette zone de Londres aujourd'hui.

Nous avons donc apprécié le travail de ces auteures et nous rendrons bientôt compte d'un autre ouvrage récent sur une grève locale similaire¹ («Une victoire à retenir – La grève pour l'égalité des salaires en 1976 chez Trico Folbeth, à Brentford»), écrit par l'une des grévistes, Sally Groves, et un soutien, Vernon Merritt.

Dans cet article, nous allons bien sûr exposer le contenu de ce livre, mais nous avons deux autres objectifs. Nous voulons analyser l'approche des auteures qu'elles qualifient d'«intersectionnelle» et inspirée par le «point de vue de la base»². Étant donné les caractéristiques spécifiques des grévistes (elles viennent d'Asie du Sud³ et sont des femmes), il est évident que les hiérarchies liées à la race et au genre ont eu une incidence directe sur leurs expériences en tant que travailleuses et sur leurs luttes. On qualifie de plus en plus fréquemment la dynamique entre la race, le genre et la classe comme étant «intersectionnelle». Nous questionnerons cette approche en évoquant la manière dont S. Anitha et R. Pearson décrivent les caractéristiques spécifiques des travailleuses, les questions qu'elles leur posent, les descriptions et analyses de leurs luttes. Ensuite, nous examinerons plus en détail la lutte chez Gate Gourmet et les leçons que nous pouvons en tirer aujourd'hui, en nous référant à nos propres expériences dans des usines situées à l'ouest de Londres.

¹ *A Victory to Remember – The 1976 Equal Pay Strike at Trico Folbeth*, Brentford, Lawrence and Wishart, 2018.

² *From below* en anglais. Certains trotskistes français ont adopté la formule «socialisme par en bas» mais elle n'a eu aucun succès dans le vocabulaire militant hexagonal (*NdT*).

³ L'Asie du Sud comprend huit pays : l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, les Maldives, le Népal, l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka (*NdT*).

Le livre

Cet ouvrage est le produit d'une décennie de recherches, entre 2006 et 2016 ; il repose sur cinq entretiens avec d'anciennes travailleuses de Grunwick et 27 interviews avec des travailleuses de Gate Gourmet.

Dans les deux premiers chapitres, les auteures exposent le contexte général des deux conflits et présentent leur approche théorique. Elles soulignent que Grunwick et Gate Gourmet n'ont pas été les seules luttes menées par des travailleurs sud-asiatiques (en grande majorité des femmes) et mentionnent des grèves comme celle de l'usine de confiserie Chix à Slough [qui démarra en octobre 1979 et se termina par une victoire 8 mois plus tard] ou de Fitters (construction mécanique) dans l'ouest de Londres, ainsi que chez Mansfield Hosiery (bonneterie, novembre-décembre 1972) et Imperial Typewriters (machines à écrire, 1974). Leur approche, ou leur perspective, critique ne coïncide pas avec la version syndicale «officielle» des conflits en question, notamment de la grève de Grunwick.

Selon elles, la version officielle est dominée par le rôle des mâles blancs¹ et une vision nostalgique qui place la reconnaissance syndicale au centre des motivations des grévistes. Pour S. Anitha et R. Pearson, une optique intersectionnelle aide à comprendre que ces grèves eurent davantage à voir avec le fait que les ouvrières se sentaient maltraitées, en tant que travailleuses, femmes et immigrées ; et que ces facteurs jouèrent un rôle décisif dans le déclenchement du conflit. Alors que la gauche, au sens large, a toujours célébré la lutte de Grunwick comme une expression de l'unité de la classe, les auteures critiquent le rôle général joué par les syndicats dans l'après-guerre.

«Gilroy² et Sivanandan soutiennent que le racisme était une caractéristique inhérente au syndicalisme britannique, durant la période de

¹ Dans ma traduction, j'ai respecté les concepts utilisés par les camarades d'Angry Workers of the World, même quand ils me semblaient très contestables. Cf. mes remarques critiques en annexe (NdT).

² Paul Gilroy, sociologue anglais, est l'auteur de plusieurs livres dont un seul a été traduit en français : *L'Atlantique noir : Modernité et double conscience*, Éditions Amsterdam, 2010. Un de ses articles est d'ailleurs inclus dans ce numéro 62/63 de la revue *Ni patrie ni frontières*.

l'après-guerre : des pratiques telles que celles de la "barrière de couleur", qui excluait les travailleurs non blancs de certaines professions, préservaient les intérêts économiques de la classe ouvrière blanche grâce à l'exploitation de la main-d'œuvre immigrée».

Malheureusement, les auteures ne décrivent pas en détail comment cette «barrière de couleur» a été érigée – ni quel rôle a joué le statut d'immigré dans le fait que ces derniers aient été exclus de certains emplois. Anitha et R. Pearson sont plus précises lorsqu'elles critiquent des récits qui mettent dans la même case communautaire toutes les travailleuses d'origine sud-asiatique. Elles décrivent les origines très différentes des grévistes de Grunwick, principalement issues de la classe moyenne urbaine du Gujarat [Etat situé dans l'ouest de l'Inde], qui avaient émigré d'abord en Afrique de l'Est et exercé des professions non manuelles avant d'émigrer au Royaume-Uni. Quant aux ouvrières de Gate Gourmet, elles venaient en grande partie de la moyenne paysannerie, du Pendjab, de milieux ruraux et ne possédaient aucune expérience professionnelle dans leur pays. Si l'on veut dresser un parallèle entre Grunwick et Gate Gourmet, dans les deux cas, les salariées se sont senties abandonnées par leurs syndicats respectifs, ce que les auteures associent à leur appartenance ethnique et à leur origine immigrée. S. Anitha et R. Pearson soulignent également que, si le discours public considère les travailleurs immigrés comme des pionniers, les ouvrières immigrées sont considérées comme des «appendices domestiques» et sont devenues la cible des politiques d'intégration de l'État («Vous devez apprendre l'anglais, afin que vos enfants jouissent de

Ambalavaner Sivanandan (1923-2018), d'origine ceylanaise, a écrit de nombreux livres et de multiples articles. Directeur de la revue *Race and Class* «pour l'émancipation des Noirs et du tiers monde», publication qui existe toujours, et de l'Institute of Race Relations, il a joué un rôle fondamental dans les débats de la gauche sur les questions ethniques et raciales en Grande-Bretagne et dans le monde anglophone. Il est pratiquement inconnu en France. Signalons que le mot «Noirs» (*Blacks*) qui figurait dans le sous-titre de la revue *Race and Class* englobait les Afro-Caribéens, les Africains et les ressortissants de l'Asie du Sud – ce qui n'est plus le cas aujourd'hui (*NdT*).

meilleures chances», etc.) plutôt que d'être traitées comme des travailleuses autonomes ayant leurs propres droits.

Les troisième et quatrième chapitres présentent le contexte historique des luttes : les migrations de l'Asie du Sud et de l'Afrique de l'Est vers le Royaume-Uni après la Seconde Guerre mondiale et la situation des ouvrières sur un «*marché du travail formaté par le genre et la race*».

Leur chronologie de l'immigration britannique est exhaustive, puisqu'elle va des premières migrations de marins et de soldats avant la première guerre mondiale à la Loi sur la nationalité britannique de 1948, qui autorisa la migration d'une main-d'œuvre venant du sous-continent indien et des Caraïbes. Elles décrivent ensuite l'impact de l'indépendance du Kenya en 1963 et de la crise ougandaise de 1972, qui entraînèrent le départ de nombreux Sud-Asiatiques de l'Afrique de l'Est vers le Royaume-Uni, leur nombre passant de 45 000 en 1971 à environ 180 000 en 1981. La chronologie fournie ne permet toutefois pas de comprendre l'évolution des efforts de l'État pour contrôler l'immigration en fonction des tendances générales du marché du travail et des cycles économiques, ce qui relativise la portée des faits et chiffres cités.

Le chapitre suivant aborde la situation des immigrées sur le marché du travail et leurs mécanismes d'adaptation. Nous découvrons quelques chiffres généraux intéressants: par exemple, en 1979, 25% des Britanniques blanches travaillaient dans le secteur manufacturier contre 58% des immigrées d'origine indienne ; et les auteures décrivent comment les ouvrières organisent leur travail salarié et leur travail domestique dans une nouvelle situation, où elles ne peuvent plus faire appel à leur famille élargie ou à des employées de maison, qu'elles avaient coutume d'employer avant d'émigrer au Royaume Uni.

Le cinquième chapitre traite du conflit de Grunwick. Bien qu'il offre un bon résumé de la grève, il n'apporte aucune idée vraiment nouvelle, en partie, sans doute, à cause de la difficulté de retrouver et d'interviewer des ouvrières ayant travaillé dans cette entreprise. Néanmoins, nous apprenons comment les politiques patronales visant à concentrer certains effectifs (ici les femmes sud-asiatiques) dans des départements à forte intensité de main-d'œuvre et comment l'introduction d'une technologie semi-automatique dans d'autres départements ont créé des tensions particulières.

Alors qu'elle introduit l'automatisation dans le département qui traite les produits chimiques et dans le service Comptabilité, la direction s'appuie sur un mélange de haute intensité de main-d'œuvre et de contrôle draconien dans le service Vente par correspondance, qui se trouve dans une situation intermédiaire et subit par conséquent les pressions contradictoires des départements plus automatisés. La direction a donc créé un goulot d'étranglement et la grève commença dans ce service – et c'est peut-être pourquoi les salariées de la Vente par correspondance sont restées plus ou moins isolées. Dans leur récit de la grève, il faut souligner que S. Anitha et R. Pearson ne dissimulent pas les responsabilités du gouvernement travailliste et du TUC [fédération rassemblant tous les syndicats britanniques]. Elles montrent également comment la loi et les procédures judiciaires tendent à apaiser ou à canaliser le mécontentement des travailleuses.

«Non seulement les procédures bureaucratiques, telles que la médiation par l'intermédiaire de l'Acas¹ et de la commission d'enquête Scarman², n'avaient aucun pouvoir légal, mais elles servirent également à freiner l'élan créé par l'action plus efficace des postiers et des piquets de masse.»

¹ Service de conseil, de conciliation et d'arbitrage dont les origines remontent à 1896. Cet organisme gratuit et «impartial» qui servait de médiateur dans les conflits entre patrons et travailleurs jusque dans les années 1970 et 1980, est surtout chargé aujourd'hui de conseiller aux employeurs comment prévenir les conflits. Il emploie 800 personnes, est indépendant des ministères et doit être consulté avant de faire appel à la justice proprement dite. Son site officiel offre des vidéos particulièrement gratinées sur la collaboration de classe ! Suite à la grève de Grunwick, sa capacité à reconnaître le droit des salariés à se syndiquer lui a été retirée (NdT).

² Commission d'enquête mise en place après les émeutes de Brixton d'avril 1981 qui virent s'affronter des centaines d'Afro-Caribéens et les flics pendant plusieurs jours, suite à des contrôles au faciès et des fouilles corporelles systématiques entreprises dans ce quartier populaire sous prétexte de lutter contre la criminalité (NdT).



Les auteures décrivent précisément comment, en juillet 1976, diverses forces s'associèrent contre la grève pour riposter aux impressionnants piquets de masse, qui mobilisèrent notamment les dockers de Londres, qui avaient manifesté pour Enoch Powell¹ dix ans plus tôt : la National Association For Freedom² organisa l'opération «Pony Express» pour que le courrier de Grunwick puisse sortir de Londres et contourner ainsi le boycott

¹ Enoch Powell (1912-1998). Politicien conservateur particulièrement hostile aux immigrés, raciste et populaire auprès d'une partie des travailleurs britanniques (*NdT*).

² Association nationale pour la liberté : groupe de pression patronal, créé en décembre 1974, avec le soutien enthousiaste de Margaret Thatcher. Son objectif était de promouvoir des idées «anticollectivistes», favorables à la libre concurrence, et d'apporter un soutien logistique aux entreprises qui devaient faire face à des grèves. Cela incluait un soutien financier aux patrons qui entamaient des procédures judiciaires, la publication d'un magazine, et la collecte de cotisations et de dons privés, notamment des British United Industrialists, organisation qui collectait des fonds auprès des capitalistes pour les verser au Parti conservateur (*NdT*).

des postiers ; le Syndicat des travailleurs de la Poste menaça d'expulser ses adhérents s'ils ne mettaient pas fin à leur action de solidarité (l'Union of Post Office Workers subit les pressions du TUC et du gouvernement travailliste) ; la Cour d'appel annula la décision de la Haute Cour qui avait soutenu le rapport de l'Acas préconisant de permettre aux ouvrières de se syndiquer ; l'APEX [l'Association des professionnels, cadres, employés de bureau et informaticiens], le syndicat auquel les grévistes avaient adhéré et dont la section d'entreprise voulait être reconnue, fit pression sur les travailleuses pour qu'elles cessent d'appeler à former des piquets de masse ; enfin, Grunwick accorda une augmentation de salaire de 25% à tous les non-grévistes pour les dissuader de participer au conflit.

Le sixième chapitre sur Gate Gourmet est le plus solide du livre, car il s'appuie sur des entretiens approfondis avec des ouvrières. Nous en parlerons donc plus en détail dans la deuxième partie de ce compte rendu. À ce stade, nous souhaitons signaler un fait intéressant concernant la «judiciarisation» des conflits ouvriers. S. Anitha et R. Pearson écrivent, à juste titre, que plus le nombre d'affaires portées devant les tribunaux augmente (de 40 000 en 1978 à 130 000 en 2005) plus le nombre de conflits collectifs diminue – et cette baisse a été accompagnée par une augmentation des décisions juridiques freinant les conflits collectifs. Ironiquement, aujourd'hui, certains affirment que défendre le droit de comparaître devant un tribunal serait un progrès !

Le septième chapitre s'intitule «Les femmes des minorités et la syndicalisation dans une économie en mutation». Les auteures esquissent les principales tendances de l'évolution des politiques migratoires, du marché du travail et de l'organisation du travail depuis le conflit de Gate Gourmet et en tirent quelques conclusions pour aujourd'hui. C'est le chapitre le plus faible, car il s'appuie sur une description banale du tournant «néolibéral et postfordiste» et des politiques d'austérité imposées durant ces dernières années. Leur analyse ne se démarque pas du discours dominant et vague qu'on entend à gauche : bien que S. Anitha et R. Pearson décrivent avec exactitude le rôle du gouvernement travailliste dans les années 1970, elles retombent dans le cliché habituel selon lequel tous les maux auraient commencé avec Thatcher en 1979.

Dans l'ensemble, les entretiens et les nombreux aspects abordés par les auteures font de ce livre un ouvrage fort instructif. Malheureusement, S. Anitha et R. Pearson semblent vouloir placer leurs recherches sur le marché universitaire, ce qui les pousse parfois à citer en cascade des noms d'auteurs célèbres et à utiliser un jargon obscur, du type *«la reconnaissance des dimensions sexospécifiques de ces processus met bien en évidence l'effectivité et la centralité du rôle des femmes dans le maintien et l'extension de la parenté par l'intermédiaire d'un fonctionnement souple de liens complexes de réciprocité qui renforcent les réseaux transnationaux»*.

Bien que les citations des interviews soient très claires, les auteures se sentent obligées de «traduire» la parole des travailleuses, ce qui est fastidieux. Ainsi la phrase *«Parmi ces personnes âgées, certaines n'avaient pas d'enfants, d'autres ne recevaient pas de visites ; j'avais donc l'impression de faire quelque chose de bien»* est suivie de l'explication suivante : *«Des études ont montré que les travailleurs sociaux s'opposent souvent à ce que l'on associe leur travail à des images négatives ; elles soulignent leurs penchants bienveillants, leurs motivations altruistes, leurs relations avec les usagers (comme dans les commentaires de Mme Kamalpreet) et leur "logique de prise en charge familiale" pour mettre l'accent sur les récompenses émotionnelles plutôt que sur les bas salaires associés à ce travail (Atkinson et Lucas 2013, Palmer et Eveline 2012).»*

L'approche: «l'intersectionnalité» est-elle un concept fructueux pour comprendre et attaquer l'oppression et les hiérarchies au sein de la classe ouvrière ?

Pour S. Anitha et R. Pearson, compte tenu des diverses formes d'oppression subies par les personnes engagées dans les luttes de Grunwick et de Gate Gourmet – en tant que femmes, travailleuses et personnes de couleur –, une «approche intersectionnelle» est nécessaire pour comprendre le lien entre ces diverses formes d'oppression et leur impact mutuel.

Ainsi elles écrivent : *«En explorant les expériences militantes des femmes sud-asiatiques à Grunwick et à Gate Gourmet, nous cherchons à appliquer une analyse plus nuancée, intersectionnelle, aux événements des quarante dernières années. Nous voulons comprendre comment les identités raciales et ethniques, les diverses positions de classe, l'histoire*

des migrations et les situations familiales se combinent et se reproduisent sur les marchés du travail des immigrés et définissent des possibilités politiques particulières en réponse à l'exploitation au travail.» [P. 16.]

«Nous voulons contribuer à déconstruire la catégorie “femmes d'origine sud-asiatique”. En nous appuyant sur les histoires de vie d'ouvrières sud-asiatiques au Royaume-Uni, nous utilisons une approche intersectionnelle pour comprendre leur place et leur capacité d'action sur le marché du travail britannique ; nous puisons dans les divers récits concernant leur émigration et leur installation dans ce pays ; et nous faisons référence à leurs positions de classe (changeantes), à leurs différentes origines géographiques, et à leur identité ethnolinguistique et de caste.» [P. 26.]

«La position de classe, tout comme d'autres aspects de l'identité, se modifie à mesure que ces femmes se déplacent dans l'espace, ainsi que durant le parcours de vie de chaque individu particulier, et en fonction du paysage politique changeant dans lequel elles évoluent. [...] Les méthodes historiques fondées sur les récits de vie ont permis aux femmes de replacer leurs expériences de travail dans le contexte plus large de leur vie, d'analyser les relations de pouvoir et les contraintes structurelles plus vastes posées par les inégalités qui s'entrecroisent et qui façonnent leur mobilité, la formation de leur identité et leur intégration dans le marché du travail au Royaume-Uni.» [P. 134.]

Nous apprécions tout effort sociologique et empirique visant à décrire les origines et expériences spécifiques des travailleuses et la façon dont ces caractéristiques particulières forment des hiérarchies au sein de la classe ouvrière. Le silence doit être brisé, ce qui est invisible doit apparaître au grand jour. Bien que cela soit évident, répétons quand même que la classe ouvrière n'est pas un bloc monolithique, mais un processus dynamique de recomposition à travers les mutations industrielles, le développement (ou le sous-développement) capitaliste, les migrations, les changements dans la division du travail entre les hommes et les femmes, etc.

Alors, pourquoi sommes-nous réticents face à «l'approche intersectionnelle» en général ?

La classe, la race et le genre sont-elles seulement des structures indépendantes qui s'entrecroisent ? Ou bien le résultat historique et la façon dont le capitalisme nous oblige à produire nos relations sociales ?

Cela peut ressembler à une simple querelle sémantique, comme si le problème résidait seulement dans le terme lui-même, mais le mot «intersectionnalité», en tant que concept, révèle déjà une partie du problème: affirmer que la classe, la race et le genre «s'entrecroisent» donne l'impression que l'on aurait affaire à des structures séparées qui ne se chevaucheraient que partiellement. On évoque souvent l'image d'un réseau de structures de pouvoir superposées qui auraient un impact sur les individus en fonction des caractéristiques de race, de genre ou de l'identité qu'on leur assigne. La race, le genre et la classe sociale sont décrits comme des «constructions sociales», mais cela n'explique pas vraiment comment la relation de pouvoir est née au départ, ni comment elle se reproduit. Dans la plupart des cas, «l'intersectionnalité» finit par décrire une sorte de boucle de rétroaction entre les groupes sociaux et les individus ; par exemple, le «privilege blanc» crée le sujet noir [ou non blanc] racialisé ou les «normes de genre» et le sexisme définissent l'individu selon son genre. Expliquer le «privilege masculin» ou le «privilege blanc» par le «pouvoir patriarcal» ou le «pouvoir suprématiste blanc» est une tautologie : ce type d'explication se mord la queue.

Au lieu de considérer la classe, la race et le genre comme des structures existantes, examinons comment elles sont nées historiquement et se sont reproduites dans des relations sociales et pratiques spécifiques ; nous découvrons alors que, plutôt que de s'entrecroiser, elles se sont créées dans le cadre d'un processus social universel. Plutôt que d'être «des structures également oppressives», le racisme, les hiérarchies de classe et de genre sont des relations sociales très différentes¹.

¹ Le livre qu'a écrit Angela Davis à ce sujet mérite toujours d'être lu ! Les premiers chapitres nous offrent une analyse matérialiste claire de la façon dont les relations de genre – généralement décrites comme affectant «les hommes et les femmes» –, sont fondamentalement différentes pour les petits-bourgeois blancs (valeurs familiales, etc.) et les prolétaires noirs réduits en esclavage (masculinité et paternité déniées aux esclaves,

L’oppression des femmes et le racisme sont des éléments internes, constitutifs de l’apparition de la classe ouvrière mondiale

L’oppression des femmes est historiquement et pratiquement fondée sur la manière dont la différence biologique – la capacité des femmes à être enceintes – est intégrée dans une division du travail sexuée et hiérarchisée. Alors que, dans les sociétés nomades, l’impact des différences physiques et le contrôle de la fécondité des femmes étaient moins importants, cela a changé avec les sociétés féodales employant des esclaves et reposant sur la propriété privée des terres, qui établirent une véritable domination patriarcale. Relation industrielle globale, le capitalisme a remodelé la division entre la production domestique et la production sociale et il a ainsi créé une hiérarchie spécifique entre les hommes et les femmes. Au cours de ce processus, il a créé une classe ouvrière moderne qui se caractérise par cette hiérarchie spécifique et la contient. Les relations de classe sont créées et reproduites sous forme de relations de genre. Ces relations elles-mêmes changent avec les transformations industrielles, les technologies reproductives, l’accès au marché du travail, etc.

Comparée à l’oppression des femmes, la race est une relation beaucoup plus moderne, fondée sur la division entre le travail salarié et celui des esclaves au cours de l’expansion mondiale du capitalisme. Elle trouve son origine non pas dans la socialisation de différentes fonctions biologiques, mais dans la justification raciale de la traite négrière et du colonialisme, puis du développement inégal (impérialiste) et de la gestion de la population excédentaire en raison du chômage structurel. Encore une fois, nous pouvons voir que la création de la classe ouvrière mondiale au cours de l’expansion industrielle s’est produite sous la forme d’une classe divisée entre travailleurs libres et travailleurs non libres, avec de nombreuses nuances entre les deux.

En résumé: la classe ouvrière a été créée par le système industriel qui relègue et isole certains aspects de la reproduction dans la sphère domestique (base matérielle des hiérarchies de genre) et dépend, au départ,

importance du travail manuel pour la perception des femmes noires)
<https://legalform.files.wordpress.com/2017/08/davis-women-race-class.pdf>.
[*Femmes race et classe*, des femmes, 1983, 2017.]

de l'intégration du travail des plantations d'esclaves puis de la division du travail entre le Nord et le Sud (base matérielle du racisme) dans son futur développement. En même temps, les luttes contre l'exploitation et contre l'oppression (également au sein de la classe ouvrière) modifient constamment les façons matérielles dont nous produisons et nous reproduisons, transformant ainsi les caractéristiques de la classe, en matière de genre et de race.

Processus universel contradictoire, la classe contient le potentiel nécessaire pour dépasser les séparations matérielles qui l'ont créée mais aussi ses caractéristiques de genre et de race

En raison de sa lutte contre le despotisme féodal et de sa forme spécifique d'oppression et d'exploitation, le capital est obligé d'exploiter et de dominer la classe ouvrière par le biais de son expansion et de la promesse d'une liberté personnelle (quel que soit son degré d'abstraction). Cette «liberté personnelle» est moins due à l'héritage des révolutions bourgeoises qu'à la tension qui se manifeste lorsque le capital doit concentrer une force de travail plus importante dans un système industriel complexe. Les travailleurs exploités dans ces conditions sont moins susceptibles d'accepter des formes personnelles d'oppression.

En ce sens, la lutte de classe sous un mode de production capitaliste a une tendance universaliste qui sape l'oppression fondée sur la caste, la race ou le sexe – dès lors que nous assistons à une prolétarianisation générale (qui implique une dépendance à l'égard du travail salarié) et à l'intégration sur le marché du travail et dans l'ensemble des industries. À cet égard, durant la période 1950-1970, nous avons assisté à une révolution mondiale. Les femmes et les personnes de couleur ont récemment acquis une position, certes marginalisée, au sein de la classe ouvrière mondiale, mais elle leur a permis de lancer une attaque à grande échelle contre toutes les oppressions fondées sur la caste, la race ou le genre. Même si le capitalisme, en raison de sa propre contradiction, ne supprimera jamais la dimension «privée» du travail domestique et continuera à créer une population surnuméraire en expansion et un sous-développement historiquement racialisé, il ne peut pas séparer complètement ces secteurs «marginalisés» de la force de travail, à long terme (les frontières n'empêchent pas toujours les gens de les traverser, des mouvements de grève affectent aussi les prisons, etc.). En ce

sens, même si le marché mondial du travail ne sera jamais complètement et uniformément intégré, la classe en tant que processus possède deux caractéristiques qualitativement différentes de la race et du genre (ou du sexe): elle a une dimension universelle et inclusive ; et elle peut se transformer matériellement et s'abolir.

L'«intersectionnalité» remet les choses dans des cases

Dans les remarques précédentes, nous avons peut-être donné l'impression que nous insistions trop sur des différences philosophiques inutiles (le choix entre la prépondérance des structures ou celle des relations sociales matérielles, etc.), mais les façons différentes de comprendre le racisme, l'oppression de classe et l'oppression des femmes entraînent des propositions politiques et des activités différentes pour les surmonter. Bien que la «théorie de l'intersectionnalité» n'aboutisse pas nécessairement à des politiques identitaires¹, elle a tendance à se concentrer sur l'oppression et l'expérience qu'en fait chaque individu, plutôt que sur les conditions qui les créent². Nous assistons actuellement à une confluence

¹ «*identity politics*» se traduit aussi par «politique de l'identité». L'origine de cette théorie, ou plutôt de ces théories, remonte aux années 60 et aux débats dans la gauche américaine. On trouvera une bonne illustration de cette démarche dans ce texte d'Anne Philipps qui affirme : «*il est particulièrement difficile, à l'heure actuelle, d'admettre une interprétation de la politique qui fasse abstraction des groupements selon la race, le genre, l'ethnicité, la sexualité, l'âge, la religion ou la classe. Ce type d'approches apparaît en effet élitiste, au sens où cela revient à s'exprimer à la place des groupes subordonnés plutôt que de parler en leur nom.*» («La politique identitaire : faut-il tourner la page ?» *Cahiers du Genre*, 2002/2, n° 33). A. Philipps aurait aussi pu ajouter les handicaps physiques, les personnes souffrant de surpoids, les blondes, les roux, etc. La liste s'allonge sans cesse, puisqu'il s'agit de monnayer des «droits» face à l'Etat au nom d'un groupe d'individus qui se jugent «discriminés» (NdT).

² «*La théorie de l'intersectionnalité a recentré l'attention sur les systèmes et les structures plutôt que sur l'identité de l'individu. Les individus peuvent se trouver au carrefour de diverses oppressions qui*

problématique entre l'idéologie de l'État et la politique de la gauche libérale¹ en matière de race, de classe sociale et de genre – et «l'intersectionnalité» est incapable de remettre en question cette convergence.

Le capitalisme a besoin de diviser pour régner et survivre, mais, même s'il le voulait, il ne pourrait pas liquider la base matérielle du racisme et du sexisme. L'État doit gérer une grave crise capitaliste, qui ne lui permet pas de faire des concessions (instauration de la prise en charge universelle des enfants dès le plus jeune âge, plein emploi, etc.). Ces mesures élimineraient la base matérielle de la position socialement défavorisée des travailleuses (et des individus) non blancs qui constituent la majorité de l'armée de réserve du travail et de celles qui s'occupent en priorité des enfants et des tâches ménagères². Alors que les différences biologiques entre les hommes et les femmes sont devenues moins importantes, le capitalisme n'investit pas et n'a pas les moyens d'investir dans des services et des technologies susceptibles de créer des conditions égales pour tous, ce qui satisferait plus

s'entrecroisent, mais les premiers partisans de l'intersectionnalité ont clairement indiqué que cette théorie concernait la manière dont les oppressions étaient inextricablement liées au niveau structurel.»

Bien que ce texte soit très utile pour discuter du contexte critique de «l'intersectionnalité», il n'aborde pas la proximité conceptuelle entre la pensée intersectionnelle et les politiques identitaires.

<http://www.feministfightback.org.uk/is-intersectionality-just-another-form-of-identity-politics/>

¹ *Liberal Left* fait partie de ces expressions difficilement traduisibles, puisqu'en français «libéral» est plutôt synonyme de droite que de gauche, alors qu'en anglais, surtout aux États-Unis, un *liberal*, pour des gens de droite, peut être un militant de gauche voire d'extrême gauche (cela va donc de Hillary Clinton à n'importe quel gauchiste en passant par Bernie Sanders et Noam Chomsky). De plus la «gauche libérale» ici visée pourrait être, dans le contexte français, aussi bien des intellectuels républicains que des associations comme SOS Racisme, des altermondialistes, le PS, etc.

² Le terme exact en anglais est *carers*, littéralement «pourvoyeuses de soins» (*NdT*)

ou moins les besoins spécifiques des femmes pendant la grossesse, après la naissance, supprimerait certaines formes de travail manuel, etc. Ainsi, le capitalisme ne peut ni intégrer la population excédentaire non blanche appauvrie, ni développer les économies périphériques du monde – largement non blanches. Certes, le racisme représente une bonne tactique si l'on veut diviser pour régner, mais cette situation est surtout liée au mode de production capitaliste et à ses contradictions.

Confronté au mécontentement des groupes marginalisés, l'État évite de s'attaquer aux questions sous-jacentes au fonctionnement du système capitaliste ; il préfère évoquer des «changements d'attitude» et la «transformation des normes» ; l'augmentation du nombre de femmes à des postes de direction, de non-Blancs dans la police ou de personnes d'origine ouvrière à la BBC.

Soucieuse de soutenir les «groupes opprimés» à un moment où se renforce l'audience des politiciens réactionnaires (Trump, etc.), une grande partie de la gauche humaniste ne parvient malheureusement pas à contrer les tentatives de l'État de camoufler l'approfondissement de la crise du système capitaliste. Elle préfère se concentrer sur les «normes et les performances de genre», le «privilège blanc», les «relations de pouvoir», etc., au lieu d'attaquer les raisons matérielles de cette situation en défendant une perspective de classe plus large.

Cette focalisation entraîne un changement d'attitude important : la gauche lutte désormais pour policer les comportements ; elle a pratiquement renoncé à susciter des changements individuels et collectifs dans le cadre de combats généraux. Elle évite ainsi d'affronter les comportements racistes et sexistes au sein de la classe ouvrière – problème collectif qui ne peut être résolu par de simples dénonciations. Plus que d'une mauvaise compréhension (une fausse conscience) de la réalité, ce choix traduit le fait qu'une génération de militants n'a pas connu de vastes mouvements sociaux – et donc n'a jamais éprouvé l'espoir d'un changement collectif qui accompagne ces mouvements.

Combattre pour l'émancipation universelle implique de maintenir et propager une position de classe qui attaque les diverses conditions matérielles qui créent la classe elle-même, mais avec ses hiérarchies liées au genre et à la race : la séparation avec les moyens de production, la

séparation avec le travail reproducteur et le processus d'accumulation qui crée en même temps le sous-développement et une population excédentaire.

Nous soutenons les sections opprimées de la classe ouvrière – y compris en luttant contre d'autres secteurs de notre classe – dans l'objectif clairement proclamé de créer une véritable unité de classe. Une classe incapable de se défendre contre des attaques sexistes et racistes quotidiennes ne sera pas en mesure de traiter les problèmes fondamentaux du système capitaliste – nous soutenons les luttes quotidiennes et en même temps soulignons les raisons systémiques sous-jacentes à ce monde qui organise la division des exploités (marchés du travail restreints, développement inégal, etc.).

Pourquoi la perspective intersectionnelle des auteures crée-t-elle une vision biaisée lorsqu'elles analysent concrètement les luttes de Grunwick et de Gate Gourmet ?

Les paragraphes précédents peuvent paraître n'exprimer que des griefs abstraits. Nous allons maintenant expliquer comment «l'approche intersectionnelle» des auteures a créé certains angles morts qui empêchent d'analyser les conditions et les expériences des travailleuses sud-asiatiques. Le problème vient principalement du fait qu'elles traitent de la classe, du genre et de la race comme s'il s'agissait de catégories purement sociologiques. Par exemple, quand elles abordent les questions liées à la classe, elles font référence surtout à la condition économique des travailleuses avant leur arrivée au Royaume-Uni et à la façon dont leur position de classe a changé (ce qu'elles appellent leur «*disposition* de classe»). S. Anitha et R. Pearson traitent la classe comme une forme d'identité et une forme d'oppression qui affecte un individu ou un groupe social, plutôt que d'analyser comment la classe se forme à travers un processus collectif et contradictoire. Si l'on analyse la classe comme une réalité déterminée par des conditions économiques et culturelles individuelles, cette démarche influe sur toute analyse plus large, comme nous allons essayer de le montrer.

a) ***Les limites des récits subjectifs***

S. Anitha et R. Pearson insistent à plusieurs reprises sur l'importance des récits subjectifs et des histoires de vie. Certes les témoignages de première main des travailleuses sur leurs conditions de vie devraient être l'un des points de départ de la réflexion politique. En même temps, les

témoignages individuels n'offrent pas automatiquement une image plus précise et cohérente. Une expérience vécue comme une discrimination individuelle et/ou une discrimination de groupe peut également être affectée par des raisons structurelles plus larges.

Bien que les auteures fournissent des informations sur l'évolution générale des migrations et du marché du travail, ces données ne semblent guère coïncider avec les histoires individuelles, et plutôt s'en détacher. Cela devient particulièrement flagrant lorsque S. Anitha et R. Pearson décrivent la relation entre les ouvrières immigrées et le marché du travail au sens large. Solidaires des femmes et de leur indignation contre les discriminations qui les relèguent dans la pire position sur le marché du travail, les auteures traitent ce marché comme s'il s'agissait d'un potentiel terrain de jeu équitable. Au lieu de dénoncer la structure hiérarchique de la production (par exemple, la division entre travail manuel et travail intellectuel) et une tendance structurelle au chômage (en effet, tout marché du travail est fondamentalement discriminatoire), S. Anitha et R. Pearson s'accrochent au mythe de l'égalité d'accès à ce marché et dénoncent son absence d'égalité comme raciste. Leur insistance sur la capacité indéniable des travailleuses à mieux s'en sortir a un sérieux inconvénient : celles qui n'y arrivent pas risquent de considérer leur échec comme une défaite individuelle plutôt que comme un résultat provoqué par le système capitaliste.

b) *La force de travail est une marchandise – ne l'oublions pas !*

Dans leur analyse, les auteures inversent le rapport entre conditions matérielles et identité individuelle : *«L'enjeu n'est pas simplement de savoir si les travailleuses potentielles sont totalement exclues en raison de leur race, mais également de savoir comment la construction de leur identité racialisée a déterminé le processus grâce auquel elles ont été intégrées au marché du travail de manière différenciée et subordonnée.»*

Si l'on adopte ce point de vue, cela signifie que l'identité racialisée vient en premier et a *«déterminé [ensuite] le processus grâce auquel elles ont été intégrées au marché du travail»* – pour nous, au contraire, c'est la position dans laquelle vous vous trouvez sur le marché du travail (qui, sous le capitalisme, inclut toutes sortes d'activités, y compris le travail pénitentiaire et le travail domestique en tant qu'armée de réserve), qui détermine votre position sociale et donc votre identité (de race, de genre).

Le contraste entre l'expérience individuelle et la situation générale devient évident lorsque l'on compare la manière dont les travailleuses sud-asiatiques de Grunwick ont considéré comme raciste le fait que la direction n'embauchait pas de travailleuses blanches britanniques, ou les décourageait de postuler *«parce que le travail et le salaire ne leur convenaient pas»* ; et comment, des décennies plus tard, les travailleuses sud-asiatiques ont trouvé «raciste» le fait qu'elles fussent remplacées par des intérimaires polonaises moins chères.

«Là où je travaillais, mon poste existe toujours, et une Polonaise m'a remplacée. Qu'est-ce que cela signifie ? Pourquoi m'ont-ils jetée dehors, seulement pour me remplacer par quelqu'un d'autre ? Cela signifie qu'ils m'ont licenciée parce que nous étions Asiatiques.»

Au lieu de souligner que la concurrence entre les nouvelles venues et les plus anciennes sur un marché du travail restreint explique les discriminations, la réduction des salaires, la détérioration des conditions de travail et la misère de toutes les ouvrières, S. Anitha et R. Pearson prennent le récit des expériences vécues par les femmes au pied de la lettre. À une époque où les travailleurs asiatiques, africains et antillais affrontent des propriétaires racistes, des contrôles de police racistes et des agressions racistes dans les rues, il n'est pas surprenant que l'embauche et le licenciement d'un individu soient interprétés dans ce contexte général comme étant mus par des motivations racistes. Si nous dénonçons toute politique raciste en matière d'embauche et de licenciement, nous dénonçons en même temps le piège général qui nous oblige à être en concurrence pour les emplois.

A nouveau, ce problème s'exprime de façon générale quand la gauche libérale réclame «l'ouverture des frontières» comme une sorte de droit humain et dénonce comme xénophobes, ou hostiles aux immigrés, les réactions des ouvriers locaux contre cette ouverture – la gauche ferait mieux d'analyser leur position privilégiée qui leur permet de ne pas se sentir potentiellement menacés par une concurrence accrue sur le marché du travail et du logement. La revendication de l'ouverture des frontières doit être fondée sur une politique de classe plus large ; elle doit relever des défis énormes, notamment organiser les travailleurs nationaux et immigrés contre toute limitation du marché du travail, pour faciliter la communication linguistique au sein de la classe ouvrière, etc.

c) *Se focaliser sur le racisme préserve le mythe du rôle des syndicats*

Les auteures présentent le sixième chapitre de la grève de Gate Gourmet en ces termes:

«Malgré l'étendue et l'importance du soutien apporté aux grévistes de Grunwick, des événements ultérieurs ont fait naître des doutes : après la grève de Grunwick, les dirigeants syndicaux et militants de base blancs ont-ils vraiment définitivement intégré l'importance des questions de race et de genre ? Comme le montre ce chapitre, les efforts déployés par un autre groupe de travailleuses sud-asiatiques pour défendre leurs emplois chez Gate Gourmet, environ trois décennies plus tard, n'ont pas non plus suscité le soutien généralisé des militants de base ou des dirigeants syndicaux blancs.»

Certes, le racisme sévit au sein des syndicats, mais est-ce la seule motivation de leur politique anti-immigrés (par exemple, des manifestations du syndicat GMB¹ contre l'utilisation des visas² de niveau 2 par les travailleurs indiens à Heathrow ; le fait que les syndicats allemands [et néerlandais] aient mis en place des lignes téléphoniques d'urgence pour dénoncer les immigrants «illégaux» sur les chantiers de construction, etc.) ?

De même que S. Anitha et R. Pearson considèrent que le marché du travail ne devrait pas être discriminatoire, les auteures traitent les syndicats comme s'il s'agissait d'organisations potentiellement ouvertes et qui existeraient uniquement pour défendre les intérêts des travailleurs – ils auraient seulement une attitude inappropriée. Néanmoins, une fois qu'ils opèrent officiellement au niveau d'un secteur économique et à l'échelle nationale, les syndicats finissent toujours par défendre les intérêts de leurs

¹ Les initiales GMB n'ont pas de signification précise : originellement, en 1889, il s'agissait du Gas Workers and General Union, mais au fil des décennies, ce syndicat est devenu une énorme fédération qui regroupe toutes les branches d'activité : construction navale, métallurgie, textile, informatique, bois, santé, éducation, sécurité, travailleurs municipaux, chaudronniers, forgerons, employés de bureau, etc. Il compte plus de 631 000 membres (*NdT*).

² Visa pour les travailleurs qualifiés ayant un contrat de travail garanti par leur futur employeur au Royaume-Uni (*NdT*).

membres contre la concurrence d'autres travailleurs (souvent de sexe féminin, non qualifiés et immigrés).

En raison de la concurrence sur le marché du travail, les syndicats ont donc intrinsèquement tendance à défendre le protectionnisme, à limiter l'accès à «leur» marché du travail. Mais le fait qu'ils n'aient pas soutenu les ouvrières de Grunwick et de Gate Gourmet n'est pas seulement, et peut-être même pas principalement, dû au fait que ces salariées étaient des femmes et avaient une autre couleur de peau. Leur attitude était davantage liée à la dynamique générale de la grève, à la volonté des syndicats de protéger leur appareil et de préserver une bonne entente avec la classe politique. Nous connaissons des centaines de cas où les syndicats traitent avec la même hostilité les luttes des ouvriers blancs – ou des salariés masculins ayant la même origine– et finissent par poignarder les travailleurs dans le dos : des syndicats des mineurs sud-africains aux postiers masculins blancs en passant par les travailleurs masculins indiens de l'automobile et – au moins dans leur résultat – les grèves des dockers de Liverpool ou des ouvriers-imprimeurs de Londres, qui se sont tous sentis trahis par leurs syndicats respectifs.

Dans le cas de Grunwick, S. Anitha et R. Pearson soulignent le rôle joué par la ségrégation raciale dans l'entreprise et son impact sur la grève: *«Il y avait quelques travailleurs noirs (afro-caribéens), y compris parmi les conducteurs qui manifestèrent ensuite leur soutien, mais la ségrégation raciale sur le lieu de travail empêcha toute solidarité interracial réelle ou durable.»*

Il ne ressort pas clairement du récit si le problème était de savoir si une «solidarité interracial» pouvait être créée ou si faisait défaut la solidarité «intersectorielle» au-delà du service de la Vente par correspondance, puisque les employés de bureau (masculins) sud-asiatiques ne participèrent pas non plus à la grève: *«Les grévistes de Grunwick ont souligné les attitudes divergentes parmi les salariés des différents départements de Grunwick. Comme nous l'avons vu, les grévistes étaient pour la plupart des femmes moins bien rémunérées appartenant au service de la Vente par correspondance [...]. Nirmalaben, une des grévistes, se rappelle avoir tenté de persuader un membre de sa famille de se joindre à la lutte : “Il travaillait à la Comptabilité et je lui ai dit: ‘Nous sommes en train de nous bagarrer ici, pourquoi tu ne nous rejoins pas ?’ Et il m'a répondu : ‘Toi et*

moi sommes différents. Tu travailles dans ce département, je suis dans ce bureau, j'occupe une position plus élevée. »

d) Pourquoi nous devons accorder beaucoup plus d'attention aux processus collectifs

Enfin, en mettant l'accent sur l'expérience individuelle et la compréhension de la classe en tant que phénomène lié à des caractéristiques économiques et culturelles, les auteures négligent les processus collectifs à l'œuvre parmi les salariés dans l'entreprise et pendant les conflits. Bien qu'elles nous présentent de nombreux témoignages passionnants sur la manière dont les travailleurs perçoivent le régime interne de l'usine et sur les effets des méthodes de gestion du personnel, S. Anitha et R. Pearson négligent la manière dont l'expérience du travail crée (ou ne crée pas) un point de référence collectif et un pouvoir potentiel. Elles s'intéressent peu à la manière dont les travailleuses ont tenté de s'organiser avec leurs collègues et aux difficultés auxquelles elles ont été confrontées.

Dans le cas de Gate Gourmet, il serait important de savoir quelles ont été les relations entre les ouvrières du Pendjab et les intérimaires d'Europe de l'Est après le conflit, mais ce thème n'est pas abordé. Peut-être parce qu'elles négligent le processus collectif à l'œuvre, les auteures s'abstiennent également d'explorer les problèmes et les occasions manquées lors des grèves elles-mêmes.

Pourquoi seulement 137 travailleuses et travailleurs sur 500 à Grunwick ont-ils fait grève – et pourquoi leur nombre a-t-il rapidement diminué ? Le fait que les deux grèves aient abouti à de longs lock-out et se soient conclues par des défaites aurait dû inciter les auteures à se demander si les travailleuses avaient d'autres possibilités d'exercer leur pouvoir. Bien que S. Anitha et R. Pearson aient probablement de bonnes intentions, et n'aient pas voulu faire preuve de condescendance envers les salariées en portant un regard trop critique sur leurs grèves, leur choix aboutit à ce que, à la fin des grèves, les travailleuses et les travailleurs sont décrits comme des victimes de la direction, des syndicats qui ne les ont pas soutenues et du système juridique. Une telle perspective limite les conclusions et les enseignements que l'on pourrait tirer de ces échecs pour de futures luttes.

Même si nous pensons que, globalement, la «perspective intersectionnelle» des auteures ne permet pas, dans ce livre, d'offrir une

vision plus large et plus claire de ces grèves, leurs entretiens nous offrent néanmoins des informations importantes sur l'impact direct du sexisme et du racisme sur les luttes des ouvrières, par exemple en examinant leur double conflit en tant que travailleuses et que responsables des tâches domestiques¹ ; sur la façon dont les salariées doivent affronter des propriétaires racistes qui ne veulent pas leur louer de logement ; et sur la manière dont la direction essaya d'utiliser des stéréotypes sexistes et racistes sur la docilité des femmes asiatiques pour dénoncer et affaiblir les grévistes..

La lutte à Gate Gourmet



Nous résumons plus en détail le chapitre sur Gate Gourmet pour diverses raisons. Tout d'abord, parce que c'est le plus riche de ce livre et que la lutte elle-même offre une véritable leçon pour les conflits ouvriers actuels. Deuxièmement, certains d'entre nous ont été (marginale) impliqués dans des actions de solidarité avec Gate Gourmet lorsque les travailleuses et travailleurs de cette entreprise ont fait grève en 2005 en

¹ Le terme exact en anglais est *carers*, littéralement «pourvoyeuses de soins» (Ndt).

Allemagne et que nous sommes allés ensuite travailler chez Gate Gourmet pendant une courte période¹. Pendant le conflit en Allemagne – qui s’est déroulé dans le même contexte de restructuration mondiale de l’industrie du transport aérien – des camarades ont organisé un voyage en bus pour les grévistes de Düsseldorf jusqu’à Southall afin d’y rencontrer des travailleurs, un exemple concret et utile d’internationalisme de classe.

Notre groupe (Angry Workers of the World) continue à distribuer notre journal ouvrier local *WorkersWildWest* devant les locaux de Gate Gourmet et de SkyChefs autour de l’aéroport de Heathrow. Enfin, et ce n’est pas l’aspect le moins important, la façon dont les travailleuses et travailleurs de Gate Gourmet ont été affectés par l’embauche d’intérimaires récemment arrivées d’Europe de l’Est a confirmé notre position critique vis-à-vis de la gauche libérale, qui reproche aux ouvriers d’avoir voté pour le Brexit parce qu’ils seraient tous des crétins manipulés par l’UKIP².

«La nature de la “main-d’œuvre bon marché” a changé depuis les années 1970 et le fait d’être une femme non blanche ne suffit plus pour garantir une main-d’œuvre docile et malléable. On cherche désormais à embaucher des migrantes temporaires plutôt que des immigrées, des jeunes et des intérimaires plutôt que des travailleuses plus âgées et qui restent des années dans l’entreprise.»

«Il est donc évident qu’un certain ressentiment régnait avant les événements d’août 2005, en particulier lors des discussions sur l’embauche

¹ Cf. les articles suivants en anglais :

<http://ns210054.ovh.net/library/picket-line-account-from-german-gate-gourmet-strike-2005>

<http://ns210054.ovh.net/library/workers-struggle-at-gate-gourmet-is-getting-harder>

<https://libcom.org/library/strike-at-gate-gourmet-in-dusseldorf-2005>

<http://ns210054.ovh.net/history/preface-book-german-gate-gourmet-dispute-2005>

<http://ns210054.ovh.net/library/temp-work-gate-gourmet-germany-2007>

<https://libcom.org/news/a-view-from-inside-the-gate-gourmet-dispute-08112005>

² Le Parti pour l’indépendance du Royaume-Uni a été créé en 1993 ; nationaliste, hostile à l’Europe et à l’immigration, il a remporté ses plus grands succès électoraux en 2014 et 2015 (*NdT*).

d'intérimaires et sur la manière dont ceux-ci et celles-ci étaient liés à des changements dans les conditions de travail et à des pressions croissantes pour augmenter la productivité. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été l'embauche d'intérimaires non syndiqués, soi-disant originaires d'Europe de l'Est. En 2005, une nouvelle vague d'immigrés "bon marché" fut disponible pour la direction dans l'ouest de Londres, et ils (ou elles) venaient principalement de Pologne et aussi d'autres pays récemment intégrés dans l'Union européenne.»

«Étant donné qu'ils étaient souvent plus âgés, que le marché du travail local évoluait et qu'il existait un bassin de "travailleurs jetables" constitué par ces nouveaux immigrés en provenance des nouveaux pays membres de l'Union européenne, beaucoup de travailleurs licenciés ont eu du mal à trouver un autre emploi.»

La dernière citation ne tient pas compte du fait que le «bassin de travailleurs jetables» mentionné incluait aussi des migrants sud-asiatiques récents. Nombre de nos collègues sont venus du Pendjab, du Gujarat, de Goa, du Sri Lanka, du Pakistan ou de l'Afghanistan au cours de la dernière décennie.

a) Contexte de la grève

S. Anitha et R. Pearson ont interrogé les travailleuses de Gate Gourmet en 2008/09. Les auteures soulignent que les ouvrières de Gate Gourmet ont des origines différentes de celles de Grunwick: celles de Gate Gourmet venaient de la paysannerie moyenne, n'avaient jamais travaillé en Inde, mais avaient travaillé au Royaume-Uni pendant longtemps et participé à, ou connu, des luttes (syndicales) dans d'autres entreprises.

«J'ai trouvé un travail au terminal 4 où environ huit femmes préparaient des sandwichs. On recevait une prime de 10 £ par semaine [14 euros] si nous avons bien travaillé, et nous nous relayions pour l'obtenir à tour de rôle. Mais notre chef ne nous a jamais donné l'argent. Sa copine recevait la prime de temps en temps, mais nous, jamais. Nous lui avons demandé pourquoi et elle nous a répondu: "Parce que vous ne faites pas le travail correctement." Je me suis sentie tellement furieuse quand j'ai entendu ça. [...] Un jour, alors que la chef était en congé, le patron est passé, alors mon amie et moi-même avons tout raconté au responsable, dans notre anglais bancal. À partir de là, nous avons toutes reçu la prime.»

Le livre mentionne la grève à l'hôpital de Hillingdon en 1995 et à Lufthansa Sky Chef en 1998, où des travailleuses de Gate Gourmet avaient été impliquées. Le conflit à l'hôpital de Hillingdon avait éclaté en 1995, un an après que les services de nettoyage eurent été sous-traités à Pall Mall Cleaning, ce qui avait entraîné l'offre de nouveaux contrats aux travailleuses, et des réductions de salaire comprises entre 25 et 35 £ par semaine [28 à 39 euros par semaine].

«Ils nous ont donné un préavis de 90 jours et nous ont demandé d'approuver par écrit les nouvelles conditions. Environ six des femmes de ménage l'ont signée, mais environ cinquante d'entre nous ne l'ont pas fait. Le dernier jour – c'était mon jour de congé, mais je suis tout de même allée voir ce qui allait se passer – tout le monde était rassemblé à l'extérieur de l'entreprise. Ils ont dit, "Faisons une manif !" Et hop nous sommes parties manifester !»

Le syndicat Unison¹ représentait les salariées qui avaient refusé de signer les nouveaux contrats et s'étaient mises en grève. Toutes les travailleuses furent licenciées. Des manifestations et une bataille juridique se poursuivirent pendant cinq ans. Il fallut un certain temps pour obtenir le soutien d'Unison et faire avancer les choses devant le *labour tribunal* [plus ou moins l'équivalent des prudhommes]. Bien que les auteures affirment que les travailleuses reçurent une indemnisation et furent réintégrées, les personnes interrogées ne mentionnent pas leur réintégration, seulement le fait qu'elles ont obtenu une indemnité de licenciement à la suite d'une transaction entérinée par la justice.

En 1998, suite à la rupture des négociations sur la flexibilité du travail chez Lufthansa Skychef, 270 membres du syndicat TGWU entamèrent une grève officielle d'un jour et furent licenciés quelques heures plus tard. Ce conflit s'avéra être le plus long conflit industriel en Grande-Bretagne puisqu'il dura dix-sept mois et prit fin lorsque Lufthansa proposa de

¹ Unison regroupe 1,3 million de membres et rassemble d'anciens syndicats de cols blancs, comme le [National and Local Government Officers Association](#) (NALGO), le [National Union of Public Employees](#) (NUPE) et la [Confederation of Health Service Employees](#) (COHSE). [NdT.]

réintégrer les travailleuses et les travailleurs ou de leur verser une indemnité.

«J'étais dans cette boîte depuis deux ans quand une grève a commencé en 1997. Il y avait principalement des Indiens, surtout des femmes. Les patrons voulaient augmenter notre charge de travail sans augmenter notre paie. Nous étions syndiqués et avons débrayé. Mais ce n'était pas la première fois que je participais à une grève. J'avais déjà participé à deux actions dans d'autres usines: une journée dans l'une et deux semaines dans l'autre. J'avais donc l'expérience de ces choses. Mais la grève chez Lufthansa a duré des mois – nous sommes allées manifester devant le siège des compagnies aériennes concernées et avons été très actives pendant des mois. Nous avons finalement gagné et j'ai reçu une indemnité de 7500 £ [8 360 euros].»

Le livre décrit ensuite le processus de restructuration de Gate Gourmet lui-même.

«Gate-Gourmet est devenu le sous-traitant de British Airways en 1997 mais a perdu le contrat avec la compagnie Virgin Atlantic en mars 2005, donc, à partir de ce moment-là, le processus de travail s'est intensifié [...]. La direction de Gate Gourmet a essayé d'accélérer les cadences en introduisant une structure hiérarchique, mais les travailleuses et les travailleurs n'y étaient pas habitués. [...] Dans certains départements où, les salariés prenaient des pauses-café et bénéficiaient d'une pause-déjeuner en milieu de journée, afin de les aider à supporter le froid dans lequel ils travaillaient, les modifications apportées à ce système ont été perçues comme particulièrement oppressives et déraisonnables.»

Dans leurs interviews, les ouvrières et les ouvriers décrivent certains des changements: les pauses pour se réchauffer étaient plus courtes et il leur fallait pointer à chaque fois ; il était de plus en plus difficile d'obtenir l'autorisation de se rendre aux toilettes; ils étaient obligés d'enlever leurs gants, leurs chaussures, leurs tabliers, etc., à chaque pause, ce qui réduisait substantiellement le temps nécessaire pour manger et se détendre ; on leur accordait de moins de temps pour former les nouvelles et les nouveaux embauchés ou pour se former avant d'atteindre le niveau de performance exigé.

Bien que ces formes de pression soient assez courantes, S. Anitha et R. Pearson auraient pu analyser davantage l'organisation du travail, par

exemple, demander aux travailleuses interviewées si elles avaient dû improviser et coopérer de manière plus informelle à cause de la réduction du temps de formation, et si, dans ce cas, leur stress avait augmenté ; ou alors si cette situation leur avait procuré une motivation supplémentaire pour organiser une résistance collective.

Malheureusement la conclusion des auteures reste un peu trop générale: *«La stratégie déployée chez Gate Gourmet s'avéra remarquablement similaire à celle utilisée à Grunwick, où les chefs exerçaient des pressions sur les travailleuses et exploitaient leur sentiment d'insécurité et leur peur de perdre leur emploi pour en tirer le maximum de productivité.»*

Selon les auteures, cette situation chez Gate Gourmet illustre de façon exemplaire, comment *«des cadres appartenant au groupe ethnique dominant appliquent des pratiques qui ne seraient pas tolérées par des ouvriers et ouvrières autochtones»*.

S'il est vrai que les travailleurs et travailleuses immigrés accomplissent certaines des tâches les plus difficiles, on retrouve des pratiques similaires sur les chaînes de montage d'automobiles ou dans les centres d'appels (par exemple, l'obligation de demander l'autorisation de se rendre aux toilettes, etc.), qui emploient principalement des *«autochtones»*.

Après s'être attaquée aux moments durant lesquels les travailleuses et les travailleurs pouvaient souffler un peu, la direction a pris pour cible les conditions contractuelles, par exemple en diminuant les congés payés ou en réduisant les indemnités-maladie des nouveaux embauchés. Les ouvriers et ouvrières exprimèrent leur mécontentement vis-à-vis du syndicat qui n'organisa pas de résistance contre ces attaques. *«Le syndicat a organisé des consultations à deux ou trois reprises, mais nous avons rejeté les changements introduits par la direction.»*

Malheureusement, les auteures ne fournissent pas d'explications supplémentaires et n'ont pas demandé aux travailleuses quels étaient exactement le sujet et les choix de ces votes organisés par le syndicat. Néanmoins, S. Anitha et R. Pearson ont bien compris que les travailleuses ont commencé à s'organiser de manière informelle à ce stade.

«Nous avons fait la grève du zèle trois fois en l'espace de six mois. La première fois, ils ont cessé de nous accorder quinze minutes pour nous changer avant de commencer notre travail – ils ne voulaient plus nous payer ce temps. Les femmes ont donc décidé de respecter le règlement à la

lettre. Mais celles qui étaient volontaires pour faire des heures supplémentaires ont retiré leur nom de la liste en disant qu'elles ne pouvaient plus le faire – et cela a duré trois jours. Le responsable de l'étage, qui était en vacances à ce moment-là, a pris l'avion le dimanche et atterri dans l'atelier ! Il a fait marche arrière et nous a dit: "Si vous avez besoin de quinze minutes pour vous changer, ça me va. S'il vous plaît, ne retardez pas le Concorde ; si le Concorde est retardé, je vais perdre des milliers de livres."»

Peu de temps avant le début du conflit de 2005, la direction a provoqué les travailleuses et les travailleurs en renvoyant une jeune collègue. Les ouvrières ont réagi en informant tout le monde via une chaîne téléphonique informelle et en rassemblant de nombreuses salariées dans la cantine. Alors que le syndicat ne voulait pas contester le licenciement et que le *shop steward*¹ se faisait remonter les bretelles par les travailleuses, la direction s'est inclinée et a réintégré la collègue.

¹ Selon une étude officielle réalisée en 2011, l'organisation des syndicats n'est pas la même au Royaume uni suivant les fédérations syndicales, les branches et les entreprises. Je n'ai donc pas traduit *shop steward* (littéralement «délégué d'atelier», souvent traduit par «délégué du personnel») pas plus que, un peu plus loin, le terme *convenor* (littéralement «celui qui appelle aux réunions», traduit souvent par «responsable syndical» ou «délégué d'entreprise» ; en principe le *convenor* est élu par les *shop stewards* d'une entreprise, et est donc un coordinateur interne). En 2011, seuls 17% des responsables syndicaux (*convenors* ou *senior shop stewards*) étaient autorisés par les patrons à consacrer tout leur temps de travail à leur tâche ; quant aux *shop stewards* ils passaient entre 4 et 13 heures par semaine à s'occuper de leurs collègues. Ce n'est pas la loi qui fixe le nombre d'heures de délégation auquel ils ont droit mais chaque patron. Les permanents peuvent éventuellement intervenir dans les affaires intérieures du syndicat voire participer à des négociations importantes sur des conventions collectives, à l'appel du patron (cf. <https://www.worker-participation.eu/National-Industrial-Relations/Countries/United-Kingdom/Workplace-Representation>).

«Dans les dix minutes qui ont suivi, toute la direction est arrivée et a présenté ses excuses pour le comportement de ce responsable. Ils nous ont dit qu'ils réintégraient immédiatement la travailleuse licenciée. Donc, si un problème surgissait, je ne dis pas que nous quittons le travail et partions en délégation chaque fois, mais nous avons l'habitude, chaque fois que nous en avons besoin, de gérer les choses nous-mêmes. Nous ne nous sommes pas trop souciées des délégués d'atelier.»

S. Anitha et R. Pearson concluent: *«De tels mécanismes informels de négociation collective font partie du répertoire général des actions à la disposition des syndiqués et ne sont pas nouveaux.»*

Cependant, ces mécanismes informels ne sont pas l'apanage exclusif des syndiqués.

b) Chronologie de la grève



Il peut être utile de présenter une courte chronologie, vu que la plupart des articles sur Gate Gourmet ont surtout été consacrés à ce qui s'est passé après le conflit.

Le 10 août 2005, les travailleuses et les travailleurs de l'équipe du matin découvrent que 50 intérimaires polonaises sont arrivées sur leur lieu de travail (chaînes et service de nettoyage). Ils constatent également que des

agents de sécurité sont présents et que les bureaux sont déjà ouverts à 5 heures du matin, ce qui est inhabituel.

Les travailleuses et travailleurs fixes demandent aux intérimaires de partir mais, soutenues par la direction, ces dernières restent. Suite à ce refus, 200 ouvrières et ouvriers se rassemblent à la cantine. Un seul *shop steward* est présent ce matin-là. La direction appelle les salariés à reprendre le travail, mais le *shop steward* leur recommande d'attendre le *convenor*¹ et de ne pas bouger tant que la direction n'a pas rencontré le syndicat. La hiérarchie annonce que les travailleuses se lancent dans une grève non officielle et que toutes les personnes qui ne retourneront pas au travail seront immédiatement licenciées. Des avertissements verbaux sont diffusés par le biais d'un haut-parleur.

Le *convenor* arrive et demande à la direction de retirer les avertissements avant que les ouvrières et les ouvriers ne retournent au travail. La hiérarchie avertit les salariés à trois reprises, puis annonce que tous les travailleurs mobilisés sont licenciés. Les personnes qui refusent de rendre leur badge sont enfermées dans la cantine par des agents de sécurité pendant plusieurs heures.

Au total 813 travailleurs et travailleuses sont licenciés, si l'on compte à la fois celles et ceux qui n'étaient pas au travail ce jour-là mais se sont montrés solidaires, y compris les salariés d'autres équipes.

En réaction, les bagagistes des aéroports entreprennent des grèves de solidarité et clouent au sol des vols British Airways pendant deux jours. Le TGWU² leur demande de retourner au travail, étant donné que leur grève est illégale.

¹ Cf. la note n° 19.

² En 2007, le TGWU (Transport and General Workers Union) a fusionné avec le syndicat Amicus pour former UNITE, premier syndicat britannique. Amicus était lui-même à l'époque un regroupement de syndicats: [Manufacturing Science and Finance](#), [Amalgamated Engineering and Electrical Union](#), [UNIFI \(syndicat d'employés de la banque et de la finance\)](#) et Graphical, Paper and Media Union, puissant syndicat puissant dans les industries graphiques, le papier et les médias. Amicus était à

Les travailleuses et travailleurs de Gate Gourmet se rassemblent sur une colline proche de l'usine et reçoivent un «soutien communautaire» (des églises protestantes, etc.).

Le rassemblement à la cantine est interprété comme une action qui n'a pas fait l'objet d'un vote organisé par le syndicat. Le TGWU répudie les actions des travailleuses et des travailleurs afin d'éviter de payer des amendes. En conséquence, les salariés ne reçoivent aucune indemnité de grève.

Le 26 août, le responsable local du TGWU annonce un accord : réengagement d'une partie des ouvrières et ouvriers licenciés (selon de nouvelles conditions et de nouvelles clauses) ; plan de départs volontaires pour un certain nombre de salariés ; départ obligatoire de 144 travailleuses et travailleurs (*«personnel de cuisine» / «fauteurs de troubles»*, *«nous ne réengagerons ni les employées qui ont déclenché la grève sauvage en août ni leurs partisans les plus militants»*, selon le directeur britannique de Gate Gourmet).

Une réunion se tient le 28 septembre pour discuter de l'accord. Les responsables syndicaux recommandent de l'accepter et organisent un vote à main levée (sans possibilité de lire le texte intégral de l'accord et sans la présence d'interprètes).

La presse découvre un briefing interne: Gate Gourmet voulait provoquer des actions non reconnues par les syndicats et licencier du personnel.

56 travailleuses et travailleurs refusent le plan de départs volontaires. Sur les 813 personnes initialement licenciées, 272 ouvrières et ouvriers sont réintégrés mais dans des conditions plus défavorables. Gate Gourmet réussit donc à licencier 541 personnes, dont seulement 411 ont le droit de toucher les allocations chômage.

Au lendemain du conflit, le nombre de chariots remplis par équipe et par employé augmente de 56%, les heures «perdues» pour maladie sont réduites de 58% et les heures supplémentaires rémunérées diminuent de 76%.

l'époque la deuxième fédération la plus puissante à l'échelle nationale (NdT).

Le 18 septembre 2006, *The Guardian* révèle que le TGWU a dépensé 600 000 £ [840 000 euros] pour acheter le silence de deux *shop stewards* impliqués dans la grève sauvage des bagagistes. En échange, ces deux délégués ont promis de dissimuler le fait qu'ils avaient obéi aux ordres du syndicat.

S. Anitha et R. Pearson décrivent aussi les conséquences personnelles du conflit, la montée de la tension au sein des couples et la violence à laquelle les travailleuses ont dû faire face en raison de la perte de leur emploi. Les auteures évoquent également la difficulté des grévistes à combiner leurs «activités militantes» avec les tâches ménagères. Néanmoins, nous aurions aimé en apprendre davantage sur la relation entre les travailleuses fixes et les intérimaires pendant et après le conflit.

L'un des aspects essentiels de la grève de Gate Gourmet, et qui caractérise bien d'autres conflits, c'est le lien entre l'activité autonome des travailleuses avant le lock-out (grève du zèle et rassemblements spontanés) et leur comportement le 10 août. Ce jour-là, selon les auteures, les travailleuses et les travailleurs n'auraient fait que suivre les ordres des *shop stewards*, ce qui est étonnant vu le niveau de confiance et d'auto-organisation dont les ouvrières et les ouvriers avaient fait preuve auparavant, de manière informelle. Il aurait été intéressant que les auteures interrogent davantage les travailleuses à propos de «ce qu'elles auraient pu faire», sachant que ces salariées avaient accumulé une riche expérience à la fois chez Gate Gourmet et dans d'autres entreprises. Comment des travailleurs peuvent-ils résister à une restructuration lorsque la direction provoque un conflit «selon ses conditions», conflit auquel elle se prépare à l'avance et qu'elle initie ? Il aurait été fort utile d'approfondir ce problème. Elles auraient pu poser des questions aux travailleuses sur leurs luttes – qui sont aussi les nôtres ! Et cette enquête aurait pu nous aider à mieux comprendre certaines situations et à en tirer des leçons. Malheureusement, dans leur conclusion, S. Anitha et R. Pearson décrivent les travailleuses et les travailleurs comme des victimes : *«Au contraire, ils étaient des salariés syndiqués de longue date et des éléments disciplinés, mais ils ont été victimes du manque de transparence et de flexibilité du système juridique auquel ils ont demandé réparation, ainsi que de l'incohérence des méthodes et des priorités du syndicat.»*

Certes, les auteures soulignent que les travailleuses et les travailleurs de Gate Gourmet possédaient une expérience considérable (la grève de Hillingdon, le conflit avec SkyChef) et elles l'illustrent au travers de leurs entretiens. Néanmoins elles ne cherchent pas à dégager une tendance commune à ces conflits. Durant la décennie des années 1990 et au début des années 2000, de grandes restructurations ont été déclenchées, d'abord étayées par le chômage de masse des années 1980, puis par l'ouverture du marché du travail. Dans les trois cas, y compris celui de Gate Gourmet, nous voyons que les travailleurs et les travailleuses ont été entraînés dans un conflit «selon un schéma qu'ils n'avaient pas choisi» ; ils ont été durement réprimés et se sont appuyés sur des syndicats qui avaient intérêt à régler rapidement le conflit – ils savent que les grandes tendances structurelles leur sont défavorables et sont contraints de cogérer les processus de restructuration. Les syndicats peuvent proclamer une «victoire partielle» et ainsi sauver la face, s'ils arrivent à préserver quelques emplois ou à obtenir des indemnités de licenciement pour certains travailleurs – d'autant plus si le but de la direction n'est pas de renvoyer tout le monde, mais de réduire les effectifs et d'imposer des conditions bien pires.

S. Anitha et R. Pearson se demandent si les syndicats ont échoué (ou non) à soutenir les travailleuses de Gate Gourmet en raison de leur origine ethnique. Ce souci est compréhensible, mais il les empêche d'envisager ces conflits dans une perspective plus large.

«Trente ans après la grève de Grunwick, le conflit de Gate Gourmet a mis en lumière les insuffisances persistantes dans la représentation syndicale des femmes appartenant à des minorités ethniques [...]. Cependant, l'expérience des travailleuses de Gate Gourmet montre que c'est leur appartenance ethnique et leur "différence" qui ont été invoquées par leur syndicat pour justifier la façon dont cette organisation a pris ses distances avec leur combat pour la dignité et la justice au travail et dont elle les a finalement abandonnées.»

Selon nous, le comportement du syndicat résulta moins d'une «trahison raciste» que d'une décision tactique de conserver son influence vis-à-vis de

la direction de l'entreprise et du New Labour¹ en période de restructuration mondiale. Ce processus de restructuration – imposé au capital par sa propre crise, et non par une simple «avidité pour les profits» – a tourné au vinaigre pour les patrons. Le démantèlement de l'industrie a rétabli les liens entre les travailleurs dans une chaîne d'approvisionnement mondiale ; la révolution logistique a entraîné une reconcentration du capital (Amazon) ; l'emploi massif d'intérimaires et de contrats à zéro heure a fait disparaître toutes les illusions et créé une masse de travailleurs mécontents. Depuis 2010/2011, on assiste à une recrudescence de la combativité chez les travailleurs qui n'ont pas vraiment de statut professionnel ou de frontières catégorielles à défendre. Cela devrait permettre de dépasser les limites légales définies par les accords entre États et syndicats. La question est de savoir si une gauche (radicale) qui se concentre sur les «normes raciales et de genre» d'un côté et l'engagement au sein du Parti travailliste de l'autre est en mesure de contribuer à la découverte de ce potentiel.

Angry Workers of the World, 13 septembre 2018

¹ Slogan utilisé entre 1994 et 2010, sous l'impulsion de Tony Blair. Pendant cette période, le Parti travailliste décida, encore plus ouvertement qu'auparavant, de promouvoir l'économie de marché et de s'ouvrir davantage aux «classes moyennes», donc aux diverses catégories de la petite bourgeoisie salariée, au nom d'une prétendue «troisième voie» entre capitalisme et socialisme. Depuis 2015, avec l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour Party, ce courant n'est officiellement plus majoritaire (*NdT*).

«Race», «genre» et...tours de passe-passe biologiques

Ce texte s'adresse d'abord aux camarades du collectif Angry Workers of the World dont j'ai traduit le compte rendu d'un livre («Des limites de "l'intersectionnalité" : Grèves de femmes. Lutttes et stratégie des travailleuses d'Asie du Sud. De Grunwick à Gate Gourmet»). Leur article est intéressant et utile parce qu'il est écrit par des militants engagés dans la lutte de classe, en clair qui bossent dans des entreprises et ne pérorent pas pendant des heures dans des cafés (ou des pubs puisqu'ils militent en Angleterre) ou pire sur Internet. Mais il a aussi des limites parce qu'il utilise le langage à la mode chez les universitaires, notamment des mots comme «race» (prétendument sociale !,) et «genre», dont l'usage est peu convaincant pour comprendre la société actuelle et même les sociétés passées.

Non à la race, même sociale, même entre guillemets !

Pourquoi appeler les Européens des «Blancs», et les Asiatiques, les Africains ou les Antillais des «non Blancs», des «personnes de couleur¹» ou des «Noirs» (voire des «Blacks»... en français ou des «Brown» en anglais – littéralement des «Marrons» !) si l'on veut vraiment se débarrasser du vocabulaire racial et raciste qui nous formate depuis plus des siècles ?

Parler sans cesse de race, même avec des guillemets, n'est-ce pas justement renforcer des images mentales fondées sur des phénotypes à l'origine de discriminations raciales pluriséculaires (antérieures au capitalisme, n'en déplaise aux marxistes) ? Ces stéréotypes sont toujours actifs et étroitement liés à ces phénotypes (réels ou bricolés), mais aussi à de pseudo-théories biologiques et racistes depuis le XIX^e siècle. On doit

¹ Comme si le blanc n'était pas une couleur !

dénoncer le racisme, y compris le racisme institutionnel¹, sans avoir recours en permanence au vocabulaire racial. J'ai déjà abordé la question de la «racialisation des questions sociales» et des prétendues «races sociales» dans d'autres textes (cf. bibliographie dans l'Annexe n° 2) donc je n'y reviendrai pas en détail.

Depuis environ 2005, nous avons pu voir l'effet néfaste de cette importation en France de concepts anglo-saxons hérités notamment du mouvement des droits civiques et du bouillonnement d'idées et de pratiques radicales dans les années 60 et 70 (Black Panther Party et Ligue révolutionnaire des ouvriers noirs, mais aussi Big Flame² au Royaume uni), mais aussi des travaux d'intellectuels français comme Gilles Deleuze, Felix Guattari et Jacques Derrida qui connurent un grand succès dans certaines universités américaines enseignant la littérature, les «études de genre», ou les «études culturelles»³.

En France, depuis la diffusion de ces théories, les «non-Blancs» ne sont ni davantage ni mieux organisés. Ils n'obtiennent pas de meilleurs emplois ou une meilleure éducation ou un meilleur accès à la santé. Une minorité de petits-bourgeois⁴ d'origine non européenne, bloqués par le plafond de verre

¹ En France on a tendance à confondre racisme institutionnel et racisme d'Etat.

² Cf. <https://bigflameuk.wordpress.com/about/> et en particulier : <https://bigflameuk.wordpress.com/tag/anti-racism/>.

³ Pour expliquer le succès des théories sur le «genre» Eric Fassin souligne avec raison que les universités américaines sont un marché et donc beaucoup plus susceptibles d'être attirées par la nouveauté et les modes intellectuelles. «Le genre aux États-Unis et en France» *Agora débats/jeunesses*, n° 41, 2006, https://www.persee.fr/doc/agora_1268-5666_2006_num_41_1_2280

⁴ La petite bourgeoisie salariée (ce que l'on appelle aujourd'hui pudiquement les «classes moyennes») est une classe qui, comme la petite bourgeoisie traditionnelle (artisans, commerçants) oscille entre sa peur de tomber dans le prolétariat, peur qui s'accompagne souvent d'une empathie partielle pour les couches populaires (quand ses membres vivent par choix, ou plus fréquemment par obligation, dans des quartiers populaires ; ou

qui limite leur entrée dans les grands médias, les hautes sphères de l'économie et de la politique, et la classe bourgeoise traditionnelle, ont construit un champ de recherche à l'Université ou créé des organisations spécifiques (CRAN, PIR, etc.) minuscules en nombre mais douées pour le lobbying dans le champ médiatique et culturel. Comme ce champ promeut le fractionnement de la société capitaliste en de multiples minorités et identités qui sont autant de marchés potentiels, ils arrivent à jouir d'une influence idéologique disproportionnée.

Ces groupes petits-bourgeois ne luttent que pour eux-mêmes, pas même pour l'égalité totale des droits démocratiques des travailleurs d'origine non européenne présents en France. Ils ont certes imposé leurs concepts dans les universités de sciences humaines et aux médias influencés par la gauche culturelle ou libérale (les radios d'Etat et l'administration française, notamment celle de l'Education nationale, sous l'influence également des institutions internationales, type UNESCO, ONU, etc.) mais ils ont laissé les travailleurs asiatiques, nord-africains, africains et turcs dans leur isolement et leur misère. Notons que, au moment où les coordinations de «sans papiers» étaient les plus puissantes, y compris parmi les travailleurs chinois, au début des années 90, les théories identitaires et raciales étaient peu répandues dans l'intelligentsia de gauche ou gauchiste... et les coordinations ne s'en portaient pas plus mal !

quand eux-mêmes sont issus directement du prolétariat) et son désir d'ascension sociale vers la bourgeoisie. En période de crise sociale grave, la petite bourgeoisie peut basculer vers l'extrême droite ou vers l'extrême gauche... De surcroît, de par sa formation universitaire, cette classe possède des atouts importants pour grimper dans l'échelle sociale, que ce soit dans l'administration étatique, dans les ONG et les associations (humanitaires ou pas), ou dans la gestion des entreprises. Ce que João Bernardo appelle l'Etat Elargi.

Le genre : un concept aux origines douteuses

Mes réserves sont de même nature pour le concept de «genre», même si les conséquences semblent moins graves et nocives que pour l'usage systématique et la réhabilitation de la notion de race (fut-elle «sociale») par la gauche. Les universitaires aiment s'amuser avec de nouveaux mots, et croient se la jouer «scientifique» en utilisant un jargon incompréhensible pour le commun des mortels. Je n'ai nulle raison de les priver de ces petits plaisirs innocents ; par contre, je n'apprécie pas du tout que le langage ou les écrits des militants et militantes «radicaux» soient pollués par ces modes aussi élitistes qu'éphémères.

Le concept de genre (*gender* en anglais), au départ, n'avait rien à voir avec le féminisme, fut-il «socialiste¹». Il a été inventé en 1955 par un psychologue/sexologue, John Money, qui s'intéressait aux problèmes psychologiques des personnes hermaphrodites² et par un psychiatre John Stoller qui s'intéressait aux transsexuels*³. La solution préconisée par Money était radicale et ne s'appliqua pas seulement à des personnes ayant de gros problèmes psychologiques à cause de leur sexe biologique. En effet, Money et ses collègues se battirent pour imposer l'idée que la période critique pour fixer le sexe psychologique (le «genre») d'un individu était entre 18 mois et deux ans et demi.

Cette politique eut parfois des effets catastrophiques : dans le cas de deux jumeaux masculins, dont l'un eut un pénis mutilé suite à une circoncision ratée à 8 mois, Money obligea les parents à cacher la réalité biologique à leurs enfants. L'un d'eux (Bruce) devint donc arbitrairement

¹ Les auteures du *socialist feminism* sont pratiquement inconnues en France. Pour en avoir un petit aperçu, on lira *Féminisme et révolution* de Sheila Rowbotham, Payot, 1974. Et une petite bibliographie en anglais est disponible ici : <https://www.cddc.vt.edu/feminism/soc.html>.

² Selon SOS-Homophobie «Une personne hermaphrodite (on préfère aujourd'hui parler de "personne intersexuée") présente des caractéristiques physiques, génétiques et/ou hormonales qui ne sont pas exclusivement mâles ou exclusivement femelles, mais qui appartiennent soit typiquement aux deux, soit à aucun des deux.»

³ Les termes suivis d'un astérisque renvoient à l'Annexe n° 1.

une «fille» (Brenda) à grands renforts d'opérations et de traitements hormonaux lourds pendant douze ans. Money se servit à profusion de cet «exemple» pour valider ses théories dans de nombreuses publications. Or, Brenda se rebella à 14 ans contre l'«identité de genre*» et les manipulations chimiques et chirurgicales que Money lui avait imposées. Il se rebella et voulut être un garçon, et redevint Bruce. Les deux jumeaux moururent à 29 ans (Bruce se suicida peu après la mort de son jumeau par overdose) et les parents rendirent Money responsable de ce suicide. Si la notice Wikipedia en anglais sur John Money relate honnêtement les critiques adressées aux milliers d'expériences chirurgicales suscitées par les théories de Money and Co., Wikipedia en français les dissimule¹ et «omet» de citer les thèses du même Money qui établit une subtile différence entre la «pédophilie affective» et la «pédophilie sexuelle»...

Le choix du terme *gender* en anglais n'était pas du tout innocent dans les années 50 aux Etats-Unis. **John Money voulait surtout éviter d'employer le mot sexe** (par exemple, il aurait pu souligner la différence entre le «sexe biologique» et le «sexe social») pour ne choquer personne dans l'Amérique puritaine de cette période.

Au début des années 70, certaines féministes anglosaxonnes² reprirent donc ce terme élaboré par Money pour élargir son contenu et ses objectifs.

¹ L'information est pourtant aisément disponible en français y compris dans *Libération* : https://next.liberation.fr/vous/2015/01/22/bruce-brenda-malgre-lui_1186465. Mais il est vrai que Eric Fassin pratique la même dissimulation dans son article comparatif sur le genre en France et aux Etats-Unis (*op. cit.*). Il va plus loin dans «l'omission» puisqu'il cite Robert Stoller et pas John Money, qui en est pourtant l'inventeur. Michal Raz, professeur en biologie du développement et de la reproduction, dissimule également les polémiques autour des dégâts provoqués par la «thérapie comportementale» et les injonctions chirurgicales de John Money, mais au moins il ne cache pas son nom. (cf. «La réception ambiguë du terme de genre dans la gestion médicale de l'intersexuation en France (1955-1975)», *Emulations* n° 15, 2015, disponible en ligne).

² La première étant apparemment la sociologue Ann Oakley dans *Sex, Gender and Society*, 1972. Selon Oakley, Selon Oakley, «le mot "sexe" fait référence aux différences biologiques entre hommes et femmes: la

Issu des sciences humaines, ce concept est une simple hypothèse dont la validité «scientifique» n'atteindra jamais la fiabilité des concepts utilisés dans les sciences dures. On comprend pourquoi les partisans de cette notion fragile utilisent toutes sortes de techniques d'intimidation pour l'imposer : en clair, si tu n'acceptes pas d'employer systématiquement ce mot et ses dérivés («genrés»), si tu ne «genrises» pas l'orthographe et la grammaire, tu es forcément une complice du patriarcat (si tu es une femme) et un machiste-sexiste (si tu es un homme).

Exactement comme beaucoup de militants marxistes ou léninistes ont toujours raisonné de façon binaire : soit tu es d'accord avec ma vision du monde capitaliste et du socialisme (ou du communisme) ; soit tu es (au choix) un petit bourgeois, un agent du patron, un flic, un espion américain, un agent du Mossad, un sioniste, etc.

Au XXI^e siècle, les intellectuels marxistes français (dont les prédécesseurs croyaient encore récemment en la scientificité du matérialisme historique et du matérialisme dialectique, comme en témoigne la renommée dont bénéficia la Science des Sciences proposée le marxiste structuraliste Althusser¹) ont sauté sur le terme de «genre» – avec un temps de retard il est vrai.

De toute façon, les intellectuels gaulois ont toujours eu du mal à lire d'autres langues que le français, et ceux de gauche préférèrent pendant des décennies se gaver des traductions du nazi Heidegger et des écrits philosophiques de Jean-Paul Sartre, compagnon de route du stalinisme puis du maoïsme. Après le freudo-marxisme (censé prouver que le marxisme

différence visible entre leurs organes génitaux et la différence correspondante entre leurs fonctions de reproduction. Le "genre" est une question de culture: il fait référence à la classification sociale en "masculin et féminin".» On trouvera un petit résumé de ce livre dans l'article de Pinar Ferry, «Ann Oakley, *Sex, Gender and Society*», *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2015, <https://journals.openedition.org/lectures/19627>. Mais les «controverses» autour des théories de John Money sont évoquées de façon cryptée...

¹ Louis Althusser (1918-1990), philosophe du PCF et enseignant à l'École normale. Il influença d'abord une génération de jeunes étudiants staliniens devenus maoïstes, puis plus largement toutes sortes de marxistes universitaires dans différents pays.

pouvait intégrer les acquis de la psychanalyse et rester la Théorie – ou au moins la Méthode – qui permet de tout expliquer), est apparu le «féminisme marxiste» et désormais le «féminisme intersectionnel», souvent à tonalité marxisante ; il a lui aussi la prétention de rendre compte de toutes les formes d'exploitation et de domination, comme ses prédécesseurs. Méfions-nous cependant des militantes ou des militants qui propagent des dogmes au nom de la lutte contre les... «normes» ! Ce sont en réalité de sacrés normalisateurs en matière idéologique, et même en matière de mœurs puisqu'ils ont décidé que l'ennemi principal n'était pas le Capital mais l'Hétéro (surtout s'il est «blanc») et «l'hétéronormativité*» !

En effet, l'apologie des *queer** et le discours qui se prétend anti-normatif et cible l'«hétérosexualité*», assimilée à une forme de domination, vont dans le sens de ce que le site politiquement correct Interligne appelle une «*autoreprésentation contestataire*», fondée sur l'idée (à peine camouflée) d'une **supériorité** des pratiques non hétérosexuelles, plus favorables, selon ces théories, à «*l'autodétermination et à la libération*». Dans les années 60, les «homosexuels et lesbiennes révolutionnaires» prétendaient que le capitalisme et l'Etat ne pourrait jamais les accepter. Désormais, le processus d'intégration est en marche à l'échelle internationale, donc, les nouveaux héros sont les *queer**. Mais cette nouvelle avant-garde a considérablement revu ses prétentions à la baisse par rapport au FHAR et à sa mouvance. Plus question de vouloir abattre le Capital et l'Etat, la «libération» personnelle suffira...

«Trouble dans le genre» ou confusion généralisée ?

La notion de genre part d'une hypothèse contestable : les différences biologiques entre les hommes et les femmes n'auraient qu'une importance secondaire, elles n'auraient aucun rôle social déterminant. Seuls les discours idéologiques construits sur la différence sexuelle auraient une réalité et devraient donc être «déconstruits» pour être remplacés par des discours prétendument libérateurs. On retrouve sensiblement les mêmes positions chez le psychiatre Robert Stoller qui reprit le concept de «genre» dans les années 60, la députée socialiste Julie Sommaruga, le sociologue Eric Fassin ou la philosophe Judith Butler.

Florilège

Robert Stoller : *«Les aspects de la sexualité que l'on appelle le genre sont essentiellement déterminés par la culture, c'est-à-dire, appris après la naissance¹.»*

Julie Sommaruga : *«l'idée de substituer à des catégories comme le sexe ou les différences sexuelles, qui renvoient à la biologie, le concept de genre qui lui, au contraire, montre que les différences entre les hommes et les femmes ne sont pas fondées sur la nature, mais sont historiquement construites et socialement reproduites².»*

Eric Fassin : *«Etre une femme, ou un homme du reste, n'est pas un fait de nature mais de culture.³»*

Judith Butler : *«Quelqu'un peut affirmer que certains corps vont chez le gynécologue pour certains types d'examen et d'autres corps n'y vont pas. Je ne peux qu'approuver ce constat. Mais la véritable question est autre : dans quelle mesure un corps est-il défini par sa capacité à accueillir une grossesse ? Pourquoi ce corps est-il défini par la grossesse ? On peut répondre : c'est parce qu'une personne appartient à un sexe donné qu'elle va consulter un gynécologue qui établira si elle peut tomber enceinte ; et on peut aussi dire que le fait d'aller consulter un gynécologue est la production même du "sexe" – mais, dans les deux cas, c'est la question de la grossesse qui conditionne ici toute la pratique institutionnelle⁴.»*

¹ Cité dans Michal Raz «La réception ambiguë du terme de genre dans la gestion médicale de l'intersexuation en France (1955-1975)», https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/issue/view/15_construction_sexualite

² Intervention à la Commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale le 28 février 2013, cité dans L'Express du 4 février 2014. https://www.lexpress.fr/actualite/societe/theorie-du-genre-un-debat-qui-derange_1320220.html

³ «Le genre aux États-Unis et en France» *Agora débats/jeunesses*, n° 41, 2006, https://www.persee.fr/doc/agora_1268-5666_2006_num_41_1_2280

⁴ <https://www.radicalphilosophy.com/interview/judith-butler>.

Ce type d'attitude idéologique conduit, en déployant un raisonnement alambiqué comme le fait Judith Butler, à proférer des absurdités (la compétence d'un gynécologue s'arrête-t-elle à la grossesse ? De plus, on peut inverser sa question absurde : si le gynécologue «produit» le sexe féminin, quel type de médecin détermine-t-il le sexe masculin ?). Grâce aux multiples contradictions générées par cette attitude, à tout moment, de manière subreptice ou assumée, le biologique que l'on chasse bruyamment par la porte revient discrètement par la fenêtre.

Cette idéologie repose à la fois sur : une dichotomie artificielle entre nature et culture (alors qu'elles sont indivisibles et évoluent ensemble) ; la volonté de supprimer magiquement les contradictions entre ces deux dimensions ; sur une incapacité à penser ces contradictions.

HUIT REMARQUES

A PROPOS DES CONTRADICTIONS INEXTRICABLES DU «GENRE»

1) le terme de «féminisme» n'a guère de sens du moins si l'on défend la célèbre proposition de Simone de Beauvoir selon laquelle «On ne naît pas femme, on le devient.» Si l'on prend cette hypothèse au sérieux, à la naissance, les êtres humains seraient tous d'un sexe «neutre» (c'est d'ailleurs la revendication de nombreuses féministes à travers le monde). On tente de nous persuader que l'évolution biologique des êtres humains aurait été déterminée (dans le passé) par la seule volonté des hommes et des femmes – et pourrait l'être dans l'avenir. Ainsi ils pourraient devenir, du moins si les normes dites «patriarcales» ne les «formataient» pas, au gré de leurs désirs, hommes, femmes, ou «neutres» et adopter chacune des orientations sexuelles qui sont désignées sous les initiales LGBTQIA+ : lesbiennes*, gays*, bi*, trans*, queer*, intersexes*, asexuels¹, et, cerise sur le gâteau, les «+» c'est-à-dire tous les autres². Bref quasiment toute l'humanité ne serait pas hétérosexuelle...

¹ Cf. Ceux qui ne seraient pas familiers avec les implications politiques de ce vocabulaire pourront se reporter à l'annexe n° 1.

² Mais l'avenir nous réserve sans doute des surprises puisque «*Aux Etats-Unis, le sigle le plus long est LGBTQQIAAP : lesbian, gay, bisexual, transgender, transsexual, queer, questioning (des personnes qui se*

Mais **pourquoi invoquer le terme «féminisme» si la femme n'existe pas** ? si elle n'est qu'une «figure» du discours sexiste ? s'il s'agit seulement d'une «norme culturelle» et non pas d'une réalité biologique importante ?

Pourquoi invoquer le féminisme, si l'on pense que *«les lesbiennes ne sont pas des femmes ; [...] “lesbienne” est le seul concept [...] qui soit au-delà des catégories de sexe (femme et homme) parce que le sujet désigné (lesbienne) n'est pas une femme, ni économiquement, ni politiquement, ni idéologiquement¹»* (Monique Wittig, *La pensée straight*, 1979). Ce qu'Eric Fassin formule en ces termes : *«Pour Monique Wittig, la lesbienne n'est pas une femme puisqu'elle ne se conforme pas aux exigences de la matrice hétérosexuelle qui définit la féminité²»*.

2) Que désigne le mot **féminicide** sinon les femmes biologiques ?

Comme l'indique le dictionnaire Robert, ce terme désigne *«le meurtre d'une femme, d'une fille, en raison de son sexe»*. Il s'agit d'une des causes fondamentales mises en avant, avec raison, par les féministes et qui concerne toute l'humanité – pas simplement les femmes. **La lutte contre le féminicide est absolument vitale**. Mais où donc intervient le «genre» dans ces crimes commis par des hommes, quel que soit leur prétendue «identité de genre» ou leur «orientation sexuelle» contre des femmes – quel que soit leu

r «genre» ?

Il en est de même pour la question du viol – qui a tout à voir avec le sexe masculin et rien avec un genre masculin imaginaire...

questionnent sur leur sexualité), intersex, asexual, allies (les alliés hétérosexuels de la cause), pansexuels (qui revendiquent une attirance pour n'importe quel genre). On voit parfois aussi en anglais apparaître un O, pour «other» (les autres).» (Guillaume Lecaplain, «Mais ça veut dire quoi, LGBTQIA+ ?», Libération du 25 janvier 2018).

¹ Cité par Natacha Chetcuti, «De “On ne naît pas femme” à “On n'est pas femme”. De Simone de Beauvoir à Monique Wittig», *Genre, sexualité et société*, n°1, printemps 2009, <https://journals.openedition.org/gss/477>.

² «Trouble genre», préface à *Trouble dans le genre* de Judith Butler, La découverte, 2005.

3) **Chaque fois que l'on aborde des discriminations concrètes dont est victime le prétendu «genre» féminin, le biologique revient au galop, même chez des «féministes intersectionnelles»** comme S. Anitha, R. Pearson et M. McDowell. Ainsi dans leur article¹ qui résume le livre écrit par S. Anitha et R. Pearson, elles écrivent : «*D'autres recherches menées sur les ouvrières dans divers secteurs (fabrication, chaînes de montage, horticulture) ont prouvé que l'accès des femmes aux toilettes est une stratégie fréquente, fondée sur le genre, qui est rarement déployée avec les travailleurs de sexe masculin qui ont plus d'autonomie en matière de mobilité physique et des besoins ayant une base biologique différente.*» Même si elles évoquent une «stratégie fondée sur le genre», quand elles évoquent les «besoins ayant une base biologique différente» selon que l'on est un travailleur ou une travailleuse, elles sont obligées de revenir à des déterminations biologiques.

De même dans une série d'articles publiés dans *Le Monde* à propos de la «*précarité menstruelle*²» sur différents continents, on voit que le concept de genre n'a guère d'utilité si l'on souhaite étudier et dénoncer cet aspect important des discriminations dont les femmes sont l'objet. Pour dénoncer la «*précarité menstruelle*» et tous ses effets négatifs dans la famille, à l'école, au travail, voire dans l'espace public, il faut partir d'un fait **biologique** concret : les femmes ont des règles pendant des dizaines d'années, jamais les hommes. Cette différence biologique repose sur une base **matérielle**, pas simplement sur des «discours» machistes ou sexistes qu'il suffirait de «déconstruire», ou sur un «patriarcat» plurimillénaire.

¹ «From Grunwick to Gate Gourmet: South Asian Women's Industrial Activism and the Role of Trade Unions», Sundari Anitha, Ruth Pearson et Linda McDowell, *French Journal of British Studies*, XXIII-1, 2018. <https://journals.openedition.org/rfcb/1790>

² https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/07/01/precarite-menstruelle-quand-j-ai-mes-regles-je-dois-choisir-entre-manger-ou-rester-propre_5483562_3224.html

4) Fondements matériels et objectifs de la non-mixité ?

Sur quels critères matériels (sinon biologiques) autorise-t-on, ou interdit-on, l'accès à des vestiaires ou à des toilettes¹, ou organise-t-on des réunions «non mixtes» ? Sur les seuls «discours» des personnes concernées ? En réalité, **le genre disparaît toujours pour faire place au sexe biologique.**

Ce qui peut apparaître séduisant, voire radical, dans le ciel éthéré de la recherche universitaire, ou dans de petits cercles refermés sur eux-mêmes, a des conséquences pratiques catastrophiques comme les Etats-Unis nous en donnent fréquemment l'exemple.

5) Il en est de même pour ce que des féministes ont choisi d'appeler les «**droits reproductifs**» et non le droit à l'avortement et à la contraception. Ce nouveau terme est très ambigu, parce qu'il peut être compris comme le droit de n'importe quel individu à se reproduire. Mais il est cohérent avec la négation du fait biologique élémentaire qui institue la différence sexuelle originelle entre les hommes et les femmes.

Néanmoins, on ne voit pas pourquoi toutes les femmes et tous les hommes sur cette terre devraient bénéficier d'un «droit» à se reproduire, quelles que soient les circonstances². Le choix d'avoir un enfant n'est pas un simple «droit» individuel et privé, mais un choix existentiel, personnel mais aussi **social** qui entraîne des responsabilités pour toute une vie.

¹ Cette question de l'accès aux vestiaires, aux toilettes des femmes, ou à des espaces non mixtes, «sécurisés» (*safe* si l'on veut employer un vocable chic) pour des hommes de «*genre féminin*» a provoqué de très violentes polémiques (et même des affrontements physiques) entre féministes et transgenres* au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, preuve s'il en était que l'homme, même le plus *queer**, est perçu comme une menace physique dans des lieux réservés aux femmes ! Et la perception de cette menace, ou cette forte méfiance, a un fondement biologique sans aucun lien avec le «genre».

² L'analyse la plus définitive sur ce point, et la plus courte (90 secondes) est sans doute celle des Monty Python : <https://www.youtube.com/watch?v=sFBOQzSk14c> «Monty Python's The life of Brian - I want to be a woman»...

On remarquera que ce sont fréquemment les mêmes qui réclament un droit absolu à la reproduction **par tous les moyens techniques disponibles** et qui, en même temps, dénoncent les effets de l'idéologie du progrès dans le domaine des biotechnologies et considèrent que la recherche médicale actuelle devraient être davantage contrôlée sur le plan éthique. Ce sont souvent les mêmes qui proclament que la planète (la «Terre Mère») est trop peuplée et que ses ressources matérielles ne peuvent nourrir toute l'humanité... «Protéger la planète» pour beaucoup de féministes écologistes est en réalité synonyme d'une restriction du fameux droit de se reproduire pour tous les «genres».

Toutes ces contradictions ni assumées ni discutées dans les milieux militants...

6) Différenciation sexuelle ou égalité des genres ?

D'un côté, certaines féministes affirment qu'il n'y a pas de différences fondamentales entre les sexes ; de l'autre, elles souhaitent en réalité une égalité des sexes... Il est en effet difficile de défendre une égalité des «genres», si le genre est un phénomène éphémère, sujet à des changements incessants et arbitraires. L'égalité des sexes a beaucoup plus de sens mais elle contredit le dogme du genre.

D'un côté, les féministes dénoncent le refus des pères biologiques de partager les tâches ménagères, de s'intéresser vraiment à leurs enfants (problèmes de santé, difficultés scolaires, jeux et lectures, tout cela relevant traditionnellement du domaine «réservé» à la femme-mère), mais aussi de payer des pensions alimentaires pour subvenir à l'entretien de leur progéniture, etc., ou de respecter les modalités de garde fixées par la justice ; de l'autre, elles voudraient (avec raison) que le père aille à des cours prénataux avec la future mère et assiste à l'accouchement de leur enfant ; qu'il prenne des congés parentaux égaux en durée à ceux de la mère ; qu'il porte le bébé sur son ventre dans la rue ; qu'il se lève la nuit pour changer les couches ou donner le biberon, etc.

Ces revendications visent à responsabiliser les pères biologiques (les **géniteurs**) et à leur faire assumer à la fois des tâches matérielles d'éducation des enfants et d'entretien du foyer. Elles ont aussi des objectifs plus vastes : faire partager aux hommes des préoccupations matérielles, mentales et psychologiques qui sont l'apanage des femmes depuis des

millénaires ; si ces revendications étaient mises en pratique, à terme, elles entraîneraient des changements anthropologiques radicaux, bénéfiques pour les hommes et pour les femmes.

Ces revendications sont contradictoires avec l'assertion selon laquelle il n'existerait pas de différence biologique fondamentale, seulement des différences culturelles, entre les hommes et les femmes. Elles sont contradictoires avec l'assertion selon laquelle le père ou la mère biologique n'aurait aucune importance, et nous aurions seulement affaire à une question «culturelle» et «sociale». En effet, les liens étroits qu'entretiennent la plupart des mères avec leurs enfants ne sont pas simplement liés à des normes sociales, à un «formatage» idéologique, ou à des sentiments prétendument superficiels ou volatils : ils sont déterminés par un fait **biologique**, spécifique aux femmes, puisque le fœtus habite leur propre corps pendant plusieurs mois, en «sort» après que l'on coupe le cordon ombilical et qu'un certain nombre d'entre elles allaitent leur bébé¹... Ce qui ne sera jamais le cas des hommes, et c'est d'ailleurs pour des raisons **biologiques** que l'on a inventé des pratiques d'inspiration égalitaire comme l'haptonomie².

¹ Cela dit, dans les milieux féministes, certaines militantes croient que finalement l'humanité ne se serait pas accrue, depuis ses origines, dans le cadre de rapports hétérosexuels mais grâce à un autre mode de reproduction inconnu ou dissimulé par les partisans du «patriarcat». Pourquoi pas la parthénogénèse (mode de reproduction monoparentale chez certains insectes, voire même certains animaux, https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/la-parthenogenese-ou-comment-faire-des-petits-sans-male_8873) ? C'est du moins ce que m'affirma sérieusement une jeune féministe, lors d'un salon libertaire à Lyon. Cela rejoint d'ailleurs certaines thèses chrétiennes sur la nature des anges. Comme le conjectura le théologien Grégoire de Nysse (331-394), avant de commettre le fameux «péché originel», les êtres humains se seraient reproduits comme les anges, sans avoir de rapports sexuels. Ce «mode de multiplication» est, évidemment «*indicible et inimaginable selon des conjectures humaines*»... (Pour plus de détails on lira : «Le sens de la “division des sexes” chez Grégoire de Nysse» de Fernand Floeri, *Revue des Sciences Religieuses*, 1953, n° 27-2, disponible sur le site Persée.)

² Technique mise au point par un docteur néerlandais, Franz Veldman. Elle permet de créer, pendant la grossesse, à heure fixe, des liens, via des

Ou alors, il faut clairement prôner une société où les femmes n'auraient aucun lien avec les enfants qu'elles mettraient au monde, pas plus que les hommes d'ailleurs... Il existe encore aujourd'hui quelques communautés traditionnelles (par exemple, sur l'île de Lifou en Nouvelle-Calédonie) et quelques sectes (les Mormons) où les «anciens» (tous mâles) décident d'attribuer les enfants d'une veuve à une autre femme que leur mère et surtout à un autre père social ; ou d'attribuer l'enfant d'une femme qui en a eu plusieurs à une autre qui est stérile. Mais de telles pratiques sont justement le fait de communautés... dominées par les hommes – ce qui ne me semble pas de très bon augure...

Les analyses fondées sur le «genre» prétendent à la fois déconstruire stéréotypes et préjugés sexistes (ce qui a priori semble renforcer la lutte contre l'oppression des femmes par les hommes) tout en faisant comme si les différences biologiques pouvaient disparaître ou diminuer – ce qui est au minimum absurde. A moins de croire à la fabrication en laboratoire de nouveaux êtres humains (ce que certains appellent le «transhumanisme»), je ne vois guère comment les différences biologiques pourraient disparaître et **surtout quel en serait le bénéfice pour l'humanité.**

L'idée d'une humanité dont tous les habitants et les habitantes seraient «neutres» à la naissance, et où les différences entre eux auraient disparu relève à la fois d'une peur des conflits et des contradictions (bien en phase avec une partie de l'idéologie dominante qui voudrait nous faire croire que toutes les idées politiques et philosophiques sont respectables et équivalentes), mais aussi d'une utopie totalitaire d'un monde où nous serions tous transparents, sans mystère, sans secrets. Et où toutes les contradictions entre individus, voire entre groupes sociaux, auraient disparu....

7) Harcèlement sexuel, «Balance ton porc» et *metoo* : où est passé le «genre» ?

La campagne *metoo* n'a pas ciblé des personnes ayant un «genre» masculin, mais à des hommes pourvus d'un pénis, particulièrement des hommes de pouvoir. Ces hommes harcèlent les femmes en vue de les obliger à ce qu'elles leur accordent ce qui s'appelle, par antiphrase sans doute, des «faveurs» sexuelles. Qu'il s'agisse du harcèlement sexuel mené

caresses sur le ventre et des échanges verbaux, entre le bébé et les deux parents (le bébé s'agite particulièrement à ces moments-là) et constitue une préparation à l'accouchement.

par les hommes dans les entreprises, les transports ou la rue contre les femmes, **nous avons affaire à des rapports d'oppression, physiquement et psychologiquement violents, entre des individus de sexe masculin et d'autres de sexe féminin et non entre deux prétendus «genres».**

8) Qui dissocie l'érotisme du sentiment ? Et à qui cela profite-t-il ?

Les féministes se réclament toutes de Simone de Beauvoir, qu'elles considèrent comme une précurseuse des «études de genre». Pourtant cette philosophe, qui s'efforça de nier les liens entre sexe biologique et comportements humains, écrivit à propos de l'érotisme féminin : «*L'homme peut facilement connaître des étreintes sans lendemain qui suffisent à la rigueur à calmer sa chair et à le détendre moralement*¹» ; il peut «*dissocier crûment l'érotisme et le sentiment, la chair et la conscience*». La femme, elle, «*est rarement tout à fait sincère quand elle prétend n'envisager qu'une aventure sans lendemain tout en escomptant le plaisir, car le plaisir, loin de la délivrer, l'attache ; une séparation, fût-elle soi-disant à l'amiable, la blesse*» (*idem*).

Au-delà de relever ces contradictions, il y a peut-être une tâche plus importante : effectuer le bilan de l'évolution des rapports entre les sexes dans les sociétés capitalistes avancées.

Le capitalisme, en réalité, a réussi à récupérer les revendications féministes les moins révolutionnaires en favorisant un certain type d'égalité qui lui est totalement profitable : désormais le capitalisme promeut le modèle de la femme-cadre qui est une véritable tueuse au boulot, comme n'importe quel mec carriériste. La série coréenne *WWW* qui met en scène la concurrence entre les directeurs de deux moteurs de recherche fictifs nous présente des femmes-cadres obsédées par le profit de leurs entreprises respectives. Leurs méthodes et leur mentalité n'ont rien à envier à celles de n'importe quel exploiteur mâle. Et les rôles sont inversés : un jeune musicien talentueux veut absolument se marier alors que sa copine cadre sup' refuse toute relation stable et légale ; un époux, que sa femme n'a jamais aimé, se languit de son épouse qui est aussi une patronne sans pitié ; et une lobbyiste-femme d'affaires se réjouit d'être enfin veuve car son mari était nul dans le business – ce qui lui permet de traiter d'égale à égal avec les politiciens mâles et les patrons masculins.

Dans le domaine sentimental aussi, on voit, le modèle classique du «prédateur» masculin, ou au moins du mâle allergique à toute attache, être imité, en mode mineur évidemment, par les femmes. Il existe désormais un tourisme sexuel exotique pour les femmes de la petite bourgeoisie ; des agences d'escorts pour les femmes plus riches ; et des comportements

¹ *Le deuxième sexe*, tome II, *L'expérience vécue*, Gallimard 1949.

féminins assez semblables à ceux des mâles effrayés par l'établissement du moindre lien stable avec l'autre sexe.

Bref, l'évolution des rapports hommes/femmes ne semble pas aller dans le sens de l'égalité des sexes, mais plutôt de la généralisation des «*étreintes sans lendemain*» pour «*calmer sa chair*», décrites par Beauvoir. Et sur ce point-là, les féministes, comme les marxistes et les anarchistes les plus radicaux, quand ils dénoncent les attachements sentimentaux entre les êtres humains, ou les jeux de la séduction comme des manipulations aliénantes et sexistes, n'apportent-ils pas de l'eau aux moulins du Capital ?

Genre et race : un même combat rétrograde

Dans les discussions autour de ces deux catégories, «genre» et «race» dite sociale, on retrouve les mêmes ambiguïtés et les mêmes situations absurdes : sur quels critères (sinon pseudo-biologiques) différencie-t-on un «Blanc» d'un «non-Blanc» quand on prétend organiser une réunion réservée aux «racisés» ?

Les catégories comme celles du «genre» ou de la «race sociale» permettent en réalité le maintien et même le renforcement de discours ethniques raciaux d'un côté, «féministes» de l'autre. On attribue alors à une race ou à un «genre» dominés toutes les qualités, alors que la race sociale dominante, ou le genre dominant, se voient généreusement attribuer toutes les tares. Dame Nature¹ et Dame Biologie reviennent au premier plan de la scène, mais travestis (si j'ose dire...), en Icones Révolutionnaires.

Vanter les mérites de va-et-vient réguliers entre plusieurs «genres» (traduire : plusieurs rôles sociaux masculins et féminins) et plusieurs orientations sexuelles (hétérosexuelle, homosexuelle, lesbienne, bisexuelle, etc.) ne pose pas de problèmes **politiques** particuliers. L'individu est seul concerné, et la société n'a pas à contrôler ses fantaisies. Du moins tant que ces va-et-vient ne se terminent pas par des opérations (ajout d'un utérus, d'un pénis et ablations correspondantes) définitives, **irréversibles**², et dont

¹ On remarquera que ce retour du culte de la Nature (parée de toutes les qualités jugées traditionnellement «féminines», bien sûr) passe aussi fréquemment par une défense quasi religieuse de l'écologie («l'écologisme») et l'apologie des vertus des «peuples premiers», censés être plus proches de la Nature.

² Il est pour le moins curieux de voir les partisans d'une «identité de genre» et d'une orientation sexuelle fluctuante en permanence défendre en même temps une opération irréversible qui empêchera les personnes opérées de bénéficier de cette «liberté de choix» que ces féministes prétendent tant chérir...

les effets positifs sont difficiles à cerner. Dans ce dernier cas, la société est concernée parce qu'il s'agit de protéger les individus contre eux-mêmes, ou contre des charlatans, psychiatres ou chirurgiens.

En effet, aucun psychiatre ne peut garantir que l'équilibre mental¹ d'un individu invoqué pour justifier ces interventions chirurgicales (si l'on met à part le cas des hermaphrodites qui naissent avec deux sexes – et même dans ce cas le succès n'est pas inéluctable) serait **garanti** par ce type d'opérations. Une réflexion politique collective s'impose, même si certains psychiatres et médecins sont, eux, catégoriques : selon Lawson Wilkins, un médecin pédiatre et endocrinologue qui collabora avec John Money, «*le genre – masculin ou féminin – dans lequel un enfant est élevé, est le facteur dominant qui détermine la future orientation psychosexuelle*» mais Michal Raz qui le cite ajoute : «*à condition, bien sûr, que ses organes génitaux externes soient conformes, ou deviennent conformes par les interventions au sexe choisi*». On a donc affaire là à un «sexe psychologique» (plus clair que «genre»), quelle que soit l'habileté du chirurgien !

Aucune opération ne transformera jamais un homme biologique en femme biologique, et vice versa. Il ne faut pas confondre changement de carte d'identité (qui implique uniquement de remplacer la mention «masculin» par «féminin» – ou «neutre²» – sur un bout de papier ou de plastique) et changement biologique (qui relève de la science-fiction). Que ce type d'opération chirurgicale devienne une revendication militante, voire soit présentée comme un droit humain, montre à quel point ses promoteurs sont engagés dans une dynamique parfaitement cohérente avec le système capitaliste marchand, la fragmentation sociale, l'identitarisme et l'individualisme forcené qu'il promeut.

Quant au terme pompeux d'«intersectionnalité», il relève, en tout cas pour ce qui concerne les militants gauchistes et anarchistes, de la fascination et de la quête perpétuelle d'UNE théorie qui expliquerait l'ensemble des phénomènes sociaux grâce à un seul kit d'explication (ici

¹ En matière de souffrance psychologique, les hétérosexuels (quel que soit leur sexe) ne bénéficient d'aucun «privileège»... Les statistiques des suicides et les hôpitaux psychiatriques en témoignent abondamment.

² Un certain nombre de pays reconnaissent déjà le genre voire le sexe neutre (Australie, Allemagne, Argentine). Mais Facebook a pris de l'avance puisqu'il reconnaît, pour le moment du moins, 52 identités de genre ! <http://www.slate.fr/culture/83605/52-genre-facebook-definition>

classe/race/genre¹). Certains critiques avancent l'hypothèse que les théories du «genre» et «l'intersectionnalité» offrirait un nouveau «grand récit» à celles et ceux qui sont en quête de mythologies politiques. A mon avis, les féministes sont politiquement trop hétérogènes pour entrer dans cette catégorie, mais cette hypothèse s'applique certainement à de nombreux gauchistes ou anarchistes.

Vouloir expliquer toutes les formes d'exploitation et de domination depuis les origines de l'humanité par une théorie unique², ou une seule approche théorique, même si elle se prétend révolutionnaire, me semble une tentative vaine voire néfaste³. De plus, l'intersectionnalité fourmille de contradictions, puisque ses partisans prônent une fluidité permanente des

¹ Les partisans de l'intersectionnalité ne s'intéressent ni aux diverses formes, ni à l'histoire, de la haine contre les Juifs (qui ont conduit à diverses formes de judéophobie et d'antisémitisme), éléments pourtant fondamentaux pour comprendre les autres racismes et les discriminations qui leur sont liées. L'antisémitisme ne rentre pas dans leur grille de lecture schématique qui exploserait s'ils devaient chercher à expliquer sérieusement l'antisémitisme et le combattre.

² Comme par exemple ce groupe qui affirme que «le marxisme est une théorie globale de lutte pour la libération de l'humanité» ou cet autre qui invoque sans cesse la «science marxiste».

³ Cette affirmation est sans doute trop générale. En effet les militantes du groupe anglais Feminist Fightback adoptent un ton modeste quand elles décrivent les raisons pour lesquelles elles ont abandonné en 2007 l'étiquette de «féministes socialistes» pour celle, plus juste à leur avis, de «féministes intersectionnelles». Néanmoins, renoncer à la référence «socialiste» dans leur appellation marque un recul, même si cette régression est présentée comme un moyen de mieux comprendre (et de mieux lutter contre) les différentes formes d'oppression et d'exploitation. Les exemples que les auteures fournissent pour illustrer comment l'intersectionnalité leur a permis d'avoir une position plus claire dans les combats féministes ne sont pas convaincants du tout, même si ces camarades sont très loin d'avoir l'arrogance habituelle des gauchistes. (Cf. <http://www.feministfightback.org.uk/is-intersectionality-just-another-form-of-identity-politics/>).

identités sexuelles mais veulent en même temps imposer des identités raciales rigides¹ (Noirs/Blancs/Marrons, et autres fariboles racistes) !

Pour Patricia Hill Collins, «*tous les groupes sont dotés de degrés variables de privilèges et de handicaps*» ; «*selon le contexte, un individu peut être un oppresseur, un membre d'un groupe opprimé, ou simultanément un oppresseur et un opprimé*». «[...] *La matrice de domination générale abrite de multiples groupes, chacun faisant l'objet de handicaps ou de privilèges différents, donnant lieu à des points de vue partiels correspondants, des connaissances spécifiques, et pour des groupes subordonnés clairement identifiables, des connaissances subordonnées. Aucun groupe n'a un angle de vue clair. Aucun groupe ne possède la théorie ou la méthodologie qui lui permettrait de découvrir la "vérité" absolue*²».

Si l'on suit la démarche de cette féministe intersectionnelle, les luttes sociales se résumeraient à des combats juridiques menés par une infinité de mini-groupes voire par des individus aux particularités spécifiques qui n'arriveront sans doute jamais à définir de buts communs et encore moins universels.

Dans un tel cadre, chaque personne défend des intérêts singuliers et conflictuels qu'elle ne peut satisfaire qu'en menant une bataille individuelle dans le cadre juridique et qu'en tentant de changer un par un la mentalité des oppresseurs.... **dont elle fait elle-même partie**³ ! Comment une telle

¹ Sur l'influence néfaste des recensements raciaux (et bientôt sexuels) aux Etats-Unis on lira «Quelle est votre race ? Des statistiques aux identités» de Benoît Bréville dans *Le monde diplomatique* de juillet 2019.

² *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment* (1990) ; en français : *La pensée féministe, noire*, Editions du remue-ménage, 2016. Trois articles de cette auteure sont disponibles en ligne et en français : <https://www.cairn.info/publications-de-Patricia-Hill%20Collins--77865.htm>

³ Dans «Towards a new vision : race, class and gender as categories of analysis and connection» (disponible en ligne) Patricia Hill Collins cite en exergue cette phrase d'une autre féministe afro-américaine, Audre Lorde (1934-1992) : «*Le véritable objectif du changement révolutionnaire n'est jamais simplement de mettre fin aux situations d'oppression auxquelles*

perspective peut-elle inciter quiconque à rejoindre des combats collectifs radicaux ?

Et bell hooks nous conduit dans la même impasse quand elle décrit l'interaction entre le capitalisme et l'oppression de race, de classe et de genre: «*Le fondement idéologique qu'ils partagent, c'est-à-dire une croyance en la domination et en les notions de supérieur et d'inférieur, qui sont des éléments de tous ces systèmes. Pour moi, c'est comme une maison, ils partagent la fondation, mais la fondation, ce sont les croyances idéologiques autour desquelles la domination se construit*¹».

Une telle perspective de l'oppression, qui repose sur des fondations immatérielles et serait de surcroît dictée par des intérêts individuels, est **incompatible** avec une perspective politique selon laquelle capitalistes et travailleurs s'affrontent dans une lutte permanente fondée sur des intérêts de classe inconciliables. Même si certaines féministes utilisent un langage marxisant, elles soutiennent, dans la pratique, des alliances interclassistes, qu'elles baptisent du joli nom de «transversales»². Ces alliances ne peuvent qu'aboutir à la domination sociale des éléments petits bourgeois chez les «représentantes» de ses mouvements.

De nombreuses féministes souhaitent faire appliquer les lois déjà existantes (de plus en plus favorables aux femmes à l'échelle mondiale)

nous cherchons à échapper, mais cet élément de l'opresseur qui est implanté au plus profond de chacun de nous.» et revient plusieurs fois sur cet «*élément de l'opresseur qui est implanté au plus profond de nous*». Une telle vision individuelle de l'oppression et de la domination rend difficile une prise de conscience des effets positifs des luttes de classe collectives. (Pour ceux que cela intéresse, *Sister outsider : essais et propos d'Audre Lorde : sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme* est paru en 2003 aux éditions Mamamelis.)

¹ *Talking back : Thinking Feminist, thinking Back*, South End Press, 1989.

² Ainsi Patricia Hill-Collins écrit très clairement que les chercheuses féministes «*considèrent que ces conditions matérielles, communes à toutes les femmes, transcendent les divisions créées par la race, les classes sociales, la religion, l'orientation sexuelle et l'ethnicité, fondant ainsi l'existence d'un point de vue féminin que se chargent de relayer une conscience et une épistémologie féministes*» («La construction sociale de la pensée féministe noire»).

mais aussi en imposer de nouvelles qui iraient encore plus loin ; à cette fin, elles veulent accorder plus de force aux juges et aux institutions répressives, correctrices et punitives (prison, rééducation volontaire sous la forme de stages où l'on incite les individus à réfléchir sur leurs délits et leurs crimes, etc.). Changer les individus, un par un, en s'appuyant sur des pressions institutionnelles, morales et éducatives n'aura sans doute pas uniquement des effets négatifs – reconnaissons-le. Mais l'on doit se demander si des luttes collectives, impliquant hommes et femmes, sur des bases universalistes et de classe, n'auraient pas des effets plus durables et plus profonds que ce **policement généralisé des mœurs et des mentalités** que nous proposent la plupart des féministes y compris les plus radicales.

Il est dommage que les camarades d'Angry Workers of the World se montrent aussi prudents et diplomates vis-à-vis du jargon universitaire et des théories sur le genre et «l'intersectionnalité». S'ils veulent ne pas apparaître sectaires et faire preuve de pédagogie, je crains que leur démarche (inspirée par le marxisme «opéraïste¹», tournée vers l'enquête

¹ L'*operaismo*, ou opéraïsme (qui ne peut être traduit en français par «ouvriérisme», trop restrictif et péjoratif) est un courant politique spécifiquement italien créé autour de la revue *Quaderni Rossi*, créée à Turin en septembre-octobre 1961 par une équipe d'intellectuels autour de Raniero Panzieri (1921-1964), membre de la gauche du Parti socialiste italien (PSI). Elle regroupait des militants politiques expérimentés venant du PSI comme Luciano della Mea (1924-2003) ou Toni Negri (1933-), du Parti communiste italien comme Mario Tronti (1931-), de la gauche chrétienne et de la gauche syndicale de la CGIL (Confédération générale italienne du travail), et des jeunes militants. Une première scission entre Tronti et Panzieri entraîna la création de la revue et du groupe *Classe Operaia* (janvier 1964 - mai 1967). *Quaderni Rossi* s'arrête en 1966. Outre les revues précitées, à partir de 1967, ce mouvement se structurera en groupes d'intervention alliant militants extérieurs et noyaux ouvriers combattifs, opposés aux syndicats et aux partis politiques de gauche. Lors de la saison de luttes ouvrières 1968-1969, l'opéraïsme donna naissance à deux des trois grands groupes politiques Lotta Continua et Potere Operaio. Bien que l'opéraïsme soit resté un courant politique spécifiquement italien, les deux groupes précités eurent des organisations sœurs en Allemagne, Suisse et Royaume Uni. La revue allemande *Wildcat* qui est assez proche des camarades d'*Angry Workers of the World* est l'une des rares à se revendiquer encore de ces idées aujourd'hui (NdT).

ouvrière et la participation concrète aux luttes de classe) ne séduira jamais ces jeunes hommes et jeunes femmes de gauche qui croient comprendre et pouvoir changer le monde en jargonnant comme les universitaires qui les ont formés – ou les forment en ce moment même.

Nature des mouvements identitaires

Comme me l'écrit un camarade «on pourrait se demander si cette mode (ou peut-être même, cette tendance lourde) ne repose pas sur un fondement social: de nombreux jeunes universitaires de rang inférieur, dans le secteur exclusivement des sciences humaines, cherchent une place reconnue publiquement en publiant dans des revues spécialisées mais aussi en tentant de se faire connaître dans des médias plus larges – et ce d'autant qu'ils sont trop nombreux sur le marché du travail. Comme ils ne veulent pas "s'abaisser" à être profs des écoles (instituteurs) ou assistants sociaux, ou des boulots de ce genre, pourtant utiles mais pas très bien payés, ils tentent de se forger des niches dans le marché identitaire à grands coups de jargon et de proclamations radicales.»

C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle arrivent aussi certains anarchistes britanniques : «Les Identity politics sont un outil des classes moyennes. Leurs représentants, instruits et beaux parleurs, en usent et en abusent ouvertement pour asseoir et maintenir leur propre pouvoir par la politicaillerie, le dogme et le harcèlement. Ce qui révèle, malgré eux, les origines aisées de ces activistes, c'est non seulement leur usage de termes académiques mais aussi leur arrogance et leur assurance lorsqu'ils abusent du temps et de l'énergie d'autres militants pour détourner l'attention sur eux et leurs ressentis¹. Évidemment, le manque de conséquence de leur éthique, une certaine fragilité et une obsession marquée pour le "safe" et le langage plutôt que pour les conditions matérielles d'existence et les changements significatifs sont d'autres particularités qui trahissent l'origine de classe de beaucoup de militants des politiques de l'identité. Il existe une fausse équivalence entre l'appartenance aux Incontestablement Opprimés et

¹ Cette question du «ressenti» envahit tous les domaines de la vie quotidienne comme du militantisme. De la météo (avec ses températures «ressenties» !!) au féminisme en passant par les émissions de télé-réalité.

l'appartenance à la classe ouvrière. À l'opposé, beaucoup, parmi les Incontestablement Opprimés, épousent des valeurs libérales, qui trouvent leurs origines dans l'idéologie capitaliste bien plus qu'elles n'ouvrent des perspectives émancipatrices. Une politique fondée sur l'accès et l'utilisation du langage adéquat, du bon ton et des bons codes est intrinsèquement un outil d'oppression. Sans aucun doute, elle ne représente pas ceux au nom desquels elle prend la parole, ceux qui se trouvent en bas de l'échelle sociale. Une analyse anarchiste considérerait que même si une personne est issue d'une catégorie opprimée, ses choix politiques, ou les demandes qu'elle fait au nom des Incontestablement Opprimés, peuvent malgré tout être purement libéraux, bourgeois et pro-capitalistes¹.»

Et je terminerai par une remarque d'un autre camarade:

«Il semble que l'Université est un monde clos dont il n'est possible de s'échapper qu'en exportant le fonctionnement et en l'appliquant sur l'extérieur et ce de la même façon que l'on en a reçu l'enseignement. Ainsi se reproduit le rapport "Je sais, tu ne sais pas ; écoute et apprend." A cette attitude se rajoute l'obéissance à un non-dit : le rapport aux masses, vers lesquelles il faut aller. Un exemple, l'amour de l'estrade durant les meetings.

«Mais aujourd'hui les choses ont changé, la classe moyenne instruite (éduquée) est devenue suffisamment importante pour qu'elle forme masse en tant que telle et alors les rapports de classes s'étiolent. D'où l'arrivée d'injonctions théoriques, quasi terrorisantes, qui font l'impasse sur les rapports de production, ne conservant que ceux de sujétion. Encore que ! On dénonce, de manière totalement justifiée, des rapports de sujétion mais on occulte ceux produits, cultivés par l'Etat à qui ces procureuses (sic) réclament d'y mettre fin. C'est à mon avis la contradiction majeure de tous ces comportements théoriquement absolus. Hors des textes théoriques, des études de genre, de l'intersectionnalité, pas de salut.»

Lutter pour une révolution sociale c'est évidemment parler un autre langage que celui des prétendues «élites» universitaires et étatiques, et ne pas croire, ni faire croire, que le discours crée le réel, ni qu'il suffirait de

¹ <https://ravageditions.noblogs.org/post/2019/01/12/contre-lanarcho-liberalisme-et-la-malediction-des-identity-politics/>.

modifier les mots, la grammaire et l'orthographe pour changer la société. C'est aussi s'opposer à certaines pratiques telles que le lobbying ; la promotion de spécialistes, de chefs ou de patrons issus des «minorités» ; la médiatisation permanente qui encourage le carriérisme ; la course aux subventions municipales ou gouvernementales qui facilite une lente intégration à la classe politique, etc. En dehors des luttes collectives et contrôlées en permanence par la base, point de salut ! Et comme le souligne mon interlocuteur précité :

«Évitant la question des rapports de production, donc les rapports de classe, évitant, contournant la question de l'Etat, ces groupes ne sont pas dans une contestation de la situation générale ; ils ne sont pas dans une recherche d'une société plus juste ; ils sont simplement dans la revendication d'une place au soleil pour eux seuls et contre les autres, c'est au fond une attitude très libertarienne, le néolibéralisme appliqué aux minorités.»

Y.C., 15 juillet 2019

ANNEXE n° 1 :

Quelques définitions extraites du site Interligne, pour comprendre le jargon féministe actuel

<https://interligne.co/wp-content/.../04/Definitions-diversite-sexuelle-et-de-genre.pdf>

«- Gai

Identité que peut adopter un homme à partir de la prise de conscience d'attirances physiques, romantiques et émotives pour d'autres hommes. Lorsqu'on parle d'une «personne gaie», on réfère généralement à l'identité qu'un homme construit à partir de son désir pour d'autres hommes. Certaines femmes s'identifient comme femmes gaies.

- Lesbienne

Identité que peut adopter une femme à partir de la prise de conscience d'attirances physiques, romantiques et affectives pour d'autres femmes. Lorsqu'on parle d'une «personne lesbienne», on réfère généralement à l'identité qu'une femme construit à partir de son désir pour d'autres femmes.

- Bisexuel/bisexuelle

Le terme qualifie une personne qui est attirée par des hommes et des femmes et qui peut établir des relations émotionnelles, affectives ou sexuelles avec les uns comme avec les autres, quoique pas forcément dans la même mesure ni en parallèle.

- Trans ou transgenre

Terme parapluie qui englobe une diversité d'identités revendiquées par des personnes dont l'identité de genre ne correspond pas au genre assigné à la naissance. Il peut s'agir par exemple de personnes transsexuelles, de personnes transgenres, de personnes queer, d'hommes ou de femmes avec un parcours trans, de personnes non binaires dans le genre, etc.

- Transsexuel/transsexuelle

La personne transsexuelle souhaite modifier son corps par un traitement hormonal ou chirurgical afin qu'il corresponde à son identité de genre.

- Femme trans

Réfère à une personne qui s'identifie comme femme (ou sur un spectre féminin) alors qu'elle a été assignée au genre masculin à la naissance.

– **Homme trans**

Réfère à une personne qui s'identifie comme homme (ou sur un spectre masculin) alors qu'elle a été assignée au genre féminin à la naissance.

– **Queer**

Terme d'origine anglo-saxonne, réapproprié par les communautés LGBT de manière à en faire un symbole d'autodétermination et de libération plutôt qu'une insulte. Il fait référence à toute idée, pratique, personne ou identité allant à l'encontre des normes structurant le modèle social hétéronormatif. En ce sens, le terme connote une autoreprésentation contestataire.

– **Identité de genre**

L'expérience intime et personnelle de se sentir comme homme ou femme (ou de s'identifier aux deux genres, à aucun de ces genres, ou encore à une identité autre), et ce, indépendamment du sexe biologique observé à la naissance. Toutes les personnes — toutes orientations sexuelles confondues — ont une identité de genre.

– **Orientation sexuelle**

Réfère de manière générale à l'attraction physique, sexuelle, romantique ou affective pour un type de personnes et de corps donnés. Elle réfère aussi au sentiment d'identité personnelle et sociale basé sur ces attractions, les comportements pour les exprimer, et possiblement l'appartenance à une communauté de personnes qui les partagent. L'homosexualité, l'hétérosexualité, la bisexualité et la pansexualité sont des orientations sexuelles généralement reconnues. Toutes les personnes — transgenres ou non transgenres — ont une orientation sexuelle.

– **Hétérosexisme**

Ce concept réfère à l'affirmation de l'hétérosexualité comme norme sociale ou comme étant supérieure aux autres orientations sexuelles. Il découle de l'hétérosexisme des pratiques culturelles, sociales, légales et institutionnelles qui dénie, ignorent, dénigrent ou stigmatisent toutes formes non hétérosexuelles de comportements, d'identités ou de relations. Si l'hétéronormativité dicte les conduites et les normes à suivre en matière de sexes, de genres et d'orientations sexuelles, l'hétérosexisme en assure le

maintien, par l'exclusion sociale, la discrimination ou l'invisibilisation des individus dérogeant à ces normes.

– **Hétéronormativité**

Ce concept renvoie à l'affirmation d'idéologies normatives en matière de sexes, de genres, d'orientations sexuelles et de rôles sociaux. L'hétéronormativité présente ces dimensions dans un système qui postule la binarité des sexes (masculin/ féminin), des genres (homme/femme), des rôles sociaux (p. ex. père/mère) et des orientations sexuelles (hétérosexuelle/ homosexuelle), et à l'alignement de ces dimensions (sexe féminin/femme/mère/hétérosexuelle ; sexe masculin/homme/père/hétérosexuel). L'hétéronormativité met donc en place un système dominant dans lequel les personnes qui ne respectent pas ces normes (comme les personnes non hétérosexuelles, trans, ou non conformes aux stéréotypes de leur genre) sont considérées comme étant inférieures.»

Annexe n° 2

Articles déjà publiés dans la revue *Ni patrie ni frontières* et sur les sites mondialisme.org et npnf.eu

- «Sur le racisme institutionnel»:
- «La racialisation des questions sociales mène à une impasse» :
- «Sur les questions noires dans l’Hexagone»
- «Noirs de France : ébauche d’une chronologie» :
- «Du “Black-Blanc-Beur” à la “race sociale”, la confusion s’épaissit chez les gauchistes gaulois»,
 - Une série d’articles sur le Black Panther Party : «Sur l’histoire des Panthères noires : introduction» ; «Résumé critique d’une conférence de David Hilliard en 2015» ; «A propos de Paul Alkebulan, *Survival pending revolution, The history of the Black Panther Party* ; «A propos de Will you die with me ? de Flores Alexander Forbes» ; «A propos de Evans D. Hopkins, *Life after life. A story of rage and redemption* ; «Sur les "programmes de survie" du BPP»
 - «Ecriture «inclusive» ou posture élitiste au service de l’idéologie dominante ?»
 - «Sur l’écriture inclusive et son sous-texte politique» ;
 - «Dis maman, dis papa, dis maman, ça vient d’où la féminisation et la genrisation de l’orthographe ? Et à quoi ça sert ?»;
 - Adolph Reed Jr. : «De la “transgenre” Caitlyn Jenner à la “transraciale” Rachel Dolezal : pour les féministes et les Identitaires raciaux américains y aurait-il de bons et de moins bons “trans” ?»
 - «Du “Black-Blanc-Beur” à la “race sociale”, la confusion s’épaissit chez les gauchistes gaulois»,

Immigration et social-démocratie nationale en Grande-Bretagne

« Il y a une raison de vouloir garantir un contrôle effectif de l'immigration : c'est l'impact qu'elle peut avoir sur les gens, sur l'accès aux services, sur l'infrastructure. Mais le problème est que souvent ce sont les gens au bas de l'échelle des revenus qui sont le plus durement frappés. » **Theresa May**, 6 septembre 2017

« Ce qui ne devrait pas exister, c'est l'importation massive de travailleurs sous-payés d'Europe centrale visant à dégrader les conditions de travail, notamment dans l'industrie du bâtiment. » **Jeremy Corbyn**, 23 juillet 2017

« Dans les dix dernières années, une gigantesque expérience s'est faite aux dépens de simples travailleurs. Des pays présentant des différences historiques de salaire et de niveau de vie ont été réunis dans un marché du travail commun. Avec pour résultat une pression soutenue sur le niveau de vie, une tentative systématique de baisse des salaires et de réduction des coûts de la protection sociale pour les travailleurs. » **Len McCluskey**, 20 juin 2016

Ces citations du premier ministre en exercice, du dirigeant du Parti travailliste et du secrétaire général de la plus grande centrale syndicale au Royaume-Uni, Unite, fixent le cadre du débat qui s'est focalisé sur le lien entre immigration et forte baisse des salaires de la classe ouvrière britannique.

Le fait que bon nombre de travailleurs souscrivent à ce discours a moins à voir avec la xénophobie qu'avec la conjonction, vers le milieu des années 2000, de divers facteurs : la crise globale a frappé le pays au moment où l'impact des mesures de précarisation du travail introduites dans les dernières années 1990 par le gouvernement du New Labour se faisait brutalement sentir ; et cela s'est produit en même temps que l'ouverture du marché du travail britannique consécutive aux élargissements successifs de l'Union européenne en 2004 et 2007. Aujourd'hui, paradoxalement, le pays connaît à la fois le taux de chômage le plus bas de l'histoire récente et une baisse record des salaires, ce qui renvoie à un état de faiblesse structurelle du côté de la classe ouvrière.

La position pro-Brexit de Corbyn s'explique par sa politique social-démocrate qui repose non seulement sur la régulation et la taxation des flux de capitaux, mais aussi sur le revers de la médaille, à savoir la régulation

des fluctuations du travail. Cela conduit à de sérieuses tensions à la fois avec l'aile néolibérale du Parti travailliste et avec les fantassins de son aile gauche, lesquels comptent d'importantes sections de l'ancienne gauche radicale ayant rejoint le parti au cours de l'épisode récent de «Corbynmania». Cette partie de la gauche s'oppose à cette tendance nationale de la social-démocratie en adoptant une position libérale ou humaniste favorable à l'immigration. Résultat, elle ne sait comment expliquer la forte dégradation des conditions de travail et de vie des travailleurs locaux, faute d'analyser la faiblesse structurelle d'une classe dont la composition a changé. Et elle préfère blâmer la mauvaise volonté et le pouvoir omniprésent des patrons.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Angleterre a dû, en tant qu'ancien centre impérial, chercher les moyens d'ajuster l'immigration en provenance de ses anciennes colonies aux exigences du marché du travail. L'Etat britannique a conclu des accords avec les nouveaux gouvernements postcoloniaux de la Jamaïque, de la Barbade et de Trinité, offrant aux jeunes travailleurs qui s'étaient engagés à travailler à la construction du métro ou dans les services postaux des crédits pour financer leur voyage vers la Grande-Bretagne.

En revanche, l'immigration en provenance du sous-continent indien (Inde, Pakistan, Népal) était au départ fondée sur des relations d'ordre plus général, tel l'engagement de membres de la famille dans l'armée britannique. La plupart des travailleurs du sous-continent ont trouvé du travail dans les industries lourde et légère du secteur privé. Entre 1951 et 1971, environ 500 000 non-Blancs venus des anciennes colonies ont immigré en Angleterre. Le British Nationality Act de 1948 a garanti aux citoyens des pays du Commonwealth le droit de vivre et travailler en Grande-Bretagne. Mais cela a changé au milieu des années 1960, avec les débuts de la crise économique. Le Commonwealth Immigration Act de 1968, introduit par le gouvernement travailliste de Wilson, a limité le droit de résidence aux personnes pouvant prouver que leurs parents ou grands-parents étaient nés en Grande-Bretagne. Ce qui a permis aux Australiens d'immigrer, mais pas aux gens de couleur de pays plus pauvres.

Entre 1951 et 1961, 500 000 personnes environ sont arrivées d'Irlande pour travailler, ce qui à l'époque constituait le plus grand contingent d'immigrants. Leur appauvrissement était une conséquence directe de la politique économique adoptée par la Grande-Bretagne après l'indépendance irlandaise, et ces immigrants ont servi de pions dans la querelle sur l'avenir de l'Irlande du Nord. Le gouvernement Wilson a agi dans un contexte de montée de la violence raciste envers les immigrants, et l'a exploité.

La constitution du National Front en 1967 a contribué à aggraver le sentiment anti-immigrés. Les syndicats ont largement ignoré les travailleurs

immigrés, quand ils ne les ont pas vendus, au moment où bien des propriétaires adoptaient le mot d'ordre «Pas de chiens, pas de Noirs, pas d'Irlandais». Les travailleurs immigrés ont réagi en formant des organisations d'autodéfense, tel l'Asian Youth Movement, et les industries britanniques furent frappées par une vague de grèves sauvages, comparable aux «*Turkenstreiken*» (grèves turques) en Allemagne dans les années 1970. Les travailleurs immigrés ont ainsi conquis leur place au sein de la classe ouvrière autochtone.

Dès lors la «maladie anglaise» a gouverné le pays, culminant avec les grèves massives du *winter of discontent* (l'hiver de la grogne) de 1979. En 1975 déjà, pendant la crise de la livre, le FMI fut contraint de concéder le plus gros crédit de son histoire pour empêcher l'effondrement de la monnaie anglaise. Avec l'aide des syndicats, le gouvernement travailliste introduisit diverses mesures pour limiter des revendications salariales et une inflation galopantes : des plafonds de salaire pour la fonction publique et des conventions collectives de branche et de secteur furent introduits pour miner les actions des travailleurs et des *shop stewards* (délégués d'atelier) et les grèves salariales au niveau du service ou de l'atelier. Cette politique concertée du gouvernement et de la hiérarchie syndicale fut le prélude à un processus plus large de restructuration qui engendra une hausse du chômage (de 2,4 % en 1973, il grimpa à 6,7 % en 1977 et à 13 % en 1982). Une bonne partie de la gauche préfère aujourd'hui oublier ce prélude et voir dans l'arrivée au pouvoir de Thatcher le point de départ des attaques néolibérales contre la classe ouvrière.

Conséquence de la politique migratoire du gouvernement et de la hausse du chômage dans les années 1980, l'immigration en provenance des pays du Commonwealth s'est considérablement réduite. De nombreux ouvriers des industries du nord-est de l'Angleterre, devenus chômeurs, ont immigré à Londres, voire plus loin, pour finir par travailler sur les chantiers de construction en Allemagne pendant le boom de la réunification. Dans les années 1990, le nouvel ordre impérialiste global s'est traduit par un nouvel afflux de demandeurs d'asile. Puis la libéralisation de 2004 et 2007 a fait grossir l'immigration en provenance d'Europe de l'Est. Le nombre d'habitants du Royaume-Uni nés à l'étranger est passé de 3,8 millions en 1993 à 8,3 millions en 2014, et le solde migratoire annuel moyen, de 37000 entre 1991 et 1995 à 249 000 entre 2011 et 2015.

Composition actuelle de l'immigration au Royaume-Uni

Le solde migratoire net continue à être relativement élevé malgré la volonté affichée du Parti conservateur de le réduire à quelques dizaines de milliers de personnes. En 2015, il était de 333 000 sur une population de 65 millions d'habitants. Après le référendum sur le Brexit, il est descendu à 273 000 en 2016, ce qui est dû en partie seulement à un environnement social plus hostile, et plus sûrement à la baisse relative des salaires

engendrée par la dévaluation de la livre (elle a perdu 15 % de sa valeur par rapport à l'euro), qui a réduit le revenu disponible une fois de retour au pays. La moitié environ des immigrés qui débarquent au Royaume-Uni proviennent de pays de l'Union européenne et vont d'abord dans les régions où il est plus facile de trouver du travail : 40 % des immigrés vivent à Londres. Les étudiants représentent une grosse part des immigrés extérieurs à l'Union européenne (pour les enfants de l'élite globale, un diplôme d'université anglaise a une forte valeur sur le marché, et ces diplômes représentent pour le Royaume-Uni l'un des principaux produits d'exportation). Des travailleurs qualifiés non issus de l'Union européenne peuvent obtenir un visa «Tier 2», qui les autorise à travailler un certain temps au Royaume-Uni à condition que leur patron prouve qu'il ne réussit à trouver personne sur place qui soit adapté au poste et qu'il accorde un certain niveau de salaire. Autre élément important : le nombre croissant d'immigrés qui ne restent qu'un temps assez court : en 2015, ils étaient 1,2 million à venir pour moins d'un an.

Le Royaume-Uni compte 400 000 à 800 000 immigrés sans papiers, vivant dans des conditions d'illégalité, donc de précarité. Les demandeurs d'asile sont rares parmi les arrivants, ils ne représentent que 5 % de l'ensemble. Actuellement, ils sont au nombre de 40 000, et, au Royaume-Uni comme ailleurs, l'Etat les a répartis inégalement sur le territoire : d'après une enquête du *Guardian* datant de 2017, ils étaient cinq fois plus nombreux dans le tiers le plus pauvre du pays que dans le tiers le plus riche.

Brexit

La campagne du Brexit s'est focalisée sur l'immigration des travailleurs non qualifiés et sous-payés venus d'Europe de l'Est. Le stéréotype du plombier polonais revenait sans cesse dans les discours, et les conservateurs comme les travaillistes en ont usé comme d'un épouvantail. C'est le Premier ministre travailliste Gordon Brown qui a popularisé le slogan «*British jobs for British workers*» («Des emplois britanniques pour des travailleurs britanniques»).

Actuellement, 2,37 millions de personnes originaires de l'Union européenne travaillent au Royaume-Uni (soit environ 8 % de la population active), dont un tiers de Polonais. Depuis 2014, la plupart des nouveaux arrivants viennent de Roumanie ou de Bulgarie ; leur nombre est passé de 230 000 à 413 000 aujourd'hui. Les catégories professionnelles les plus courantes chez les immigrés «A10» (ressortissants des pays d'Europe de l'Est) sont «opérateur de production» (36 %) et emballeur (19 %).

Début septembre 2017, un document de travail du Parti conservateur a fuité (intentionnellement ou pas) ; il décrivait les mesures que pourrait prendre le gouvernement pour restreindre l'immigration après le Brexit, suggérant d'imposer plus lourdement les entreprises employant des immigrés ou de limiter les permis de travail accordés aux ouvriers non

qualifiés. Cela a déclenché un tollé chez les représentants de certains secteurs industriels, qui ont agité le spectre de la pénurie de main-d'œuvre. Deux tiers des serveurs, un quart des cuisiniers et aides-cuisiniers, 85 % des ouvriers agricoles saisonniers, 30 % des ouvriers de la logistique et un quart de ceux de la transformation alimentaire proviennent d'autres pays. Le Royaume-Uni mourrait de faim sans le travail des immigrés !

Cette fuite illustre les pressions matérielles et idéologiques que l'Etat, dans le cadre de sa stratégie de bas salaires, exerce de façon croissante sur les immigrés issus de l'Union européenne. Depuis avril 2014, ceux-ci ont été officiellement placés aux derniers rangs de la hiérarchie sociale en termes d'accès aux prestations sociales : ils ne peuvent réclamer l'aide sociale de base qu'après avoir travaillé au moins trois mois, toucher l'aide au logement qu'au bout d'un an, et pour six mois maximum. La proportion de ressortissants de l'Union européenne qui réclament ces allocations a beau être faible, ces mesures contribuent à pousser ces immigrés à chercher un travail à tout prix et à le garder, même s'il est très mal payé. Le droit au séjour est lui-même remis en question : les médias font de plus en plus souvent état de cas d'expulsion de citoyens de l'Union européenne n'ayant jamais été officiellement employés ni enregistrés comme demandeurs d'emploi. Certaines associations caritatives fournissent à la police des frontières les données de citoyens de l'Union européenne sans logement, une mesure protectionniste à l'égard de leur propre clientèle locale qui leur garantit en outre des financements de l'Etat.

L'Etat dresse également de nouveaux obstacles contre l'immigration extracommunautaire. Les travailleurs détenteurs d'un permis de séjour doivent gagner au minimum 18 600 livres (20 670 €) par an pour pouvoir faire venir leur épouse, et 22 400 (24 895 €) pour faire venir un enfant ; et comme le salaire minimum ne rapporte que 15 000 (16 669 €) livres par an, nombreux sont ceux qui font un nombre fou d'heures supplémentaires ou qui n'ont pas vu leurs enfants depuis des années. Les professeurs d'université doivent fournir à la police des frontières des preuves de présence pour leurs étudiants étrangers. Le référendum du Brexit et le débat qu'il a fait naître sur la façon de gérer l'immigration à l'avenir ont encore aggravé la situation.

Les conservateurs ne prennent pas de gants, Boris Johnson a par exemple proposé de n'ouvrir l'accès aux prestations sociales qu'au bout de deux années de résidence. Le Parti travailliste se montre plus technocratique, il suggère par exemple d'instaurer, pour l'obtention des visas, un système de points en lien avec la qualification. En 2017, son vice-président, Tom Watson, a suggéré d'adapter l'immigration aux besoins locaux, ce qui autoriserait les immigrants à venir à Londres mais pas à Newcastle.

Des salaires de la peur

D'après une étude du Trade Union Congress (Confédération des syndicats britanniques), le salaire réel moyen a chuté de 10 % entre 2007 et 2015, ce qui, sur ce plan, place le Royaume-Uni juste derrière la Grèce parmi les nations industrialisées. Mais, à la différence de la Grèce, le Royaume-Uni a connu la croissance pendant cette période : après un niveau de pré-crise en 2013, le PIB a grimpé de 10 % par rapport à 2007, le taux d'emploi est monté à 75 %, et le chômage a atteint son niveau le plus bas depuis quarante-deux ans : 4,3 %. Pourtant cela ne se traduit pas par une pression à la hausse des salaires. Le très faible taux d'arrêts maladie (4,3 jours d'absence par an) est un autre indice de la difficulté des salariés à résister à la pression. D'ailleurs, l'investissement et la productivité sont à des niveaux relativement bas : pourquoi investir dans des machines si des hommes sont prêts à travailler de longues journées (quatre heures par semaine de plus que sur le continent en moyenne) pour de maigres salaires ?

Politiciens et «experts» se demandent comment il se fait qu'avec un faible taux de chômage les salaires continuent à chuter. C'est là une question bien hypocrite, s'agissant de l'Etat tout au moins. Car l'Etat est intervenu activement pour assurer l'expansion d'un secteur à bas salaires, cela par plusieurs moyens :

- par un moindre accès aux allocations et des mesures répressives contre l'immigration (descentes de police sur les lieux de travail, etc.), il a poussé 3,5 millions de travailleurs étrangers à accepter des bas salaires ;

- en introduisant un salaire minimum (de 7,50 livres l'heure actuellement), le gouvernement travailliste de Tony Blair a assuré par voie institutionnelle le maintien d'un secteur de bas salaires. Environ 6 millions de personnes, soit 20 % des salariés, gagnent actuellement entre 7,50 et 8,50 livres l'heure (entre 8,33€ et 9,44€) ;

- l'inflation contribue à sa manière à la baisse des salaires réels. Le coût de la garde d'enfant a par exemple augmenté sept fois plus vite que le salaire nominal depuis 2008, ce qui fait que les femmes prolétaires subissent à la fois la contrainte des boulots mal payés et le poids de la réaction conservatrice (nouvelles valeurs familiales, etc.) ;

- la hausse, de 30 % depuis 2014, des contrats zéro heure (qui ne garantissent aucune heure de travail hebdomadaire, donc aucun revenu régulier, et sont le lot actuellement de 4,6 millions de travailleurs) est aussi une conséquence des formes de précarité introduites par la loi ;

- par diverses mesures d'incitation (fiscalité, etc.), l'Etat a poussé au développement du travail «indépendant» : celui-ci a augmenté de 45 % depuis 2002 et concerne à présent 4,8 millions de travailleurs, dont le revenu hebdomadaire moyen est passé de 300 livres au milieu des années 1990 à 240 livres (266 €) aujourd'hui ;

– la pression par le haut sur les salaires des 5,4 millions de salariés du secteur public (gel des salaires en 2011 et augmentation plafonnée à 1 % par an depuis 2013) s’est traduite pour chacun d’eux, l’inflation aidant, par une perte de revenu d’environ 3 000 livres (3 333€) entre 2010 et 2016.

– Alors que la gauche interprète la nervosité des politiciens sur la question des niveaux de salaire comme la preuve de la validité de leurs rêves keynésiens (bas salaires = consommation réduite = économie affaiblie), les politiciens se soucient plutôt des risques engendrés par la bulle de la dette privée. En effet, avec une inflation liée au Brexit excédant la hausse des salaires de 2 ou 3 %, le montant total des emprunts personnels (prêts immobiliers compris) non remboursés a augmenté de 10 %. La dette privée se chiffre à plus de 200 millions de livres (222 millions d’euros). 8,8 millions de travailleurs payent leur nourriture ou leurs factures d’électricité en tirant sur leur découvert bancaire.

– A ce stade, les rats qui gouvernent le pays se mordent la queue. La classe politique se sert du Brexit comme d’un écran de fumée pour masquer les problèmes structurels non résolus de la crise financière de 2008, tels que le manque d’investissement productif et la faiblesse des exportations, des taux de profit et de la croissance salariale. Le référendum a, à son tour, renforcé les incertitudes du marché et fait baisser la valeur de la livre, alimentant l’inflation et la dette privée. La Banque d’Angleterre hésite à relever les taux d’intérêt pour soutenir la livre sur les marchés monétaires internationaux, craignant une exacerbation de la bulle immobilière et de la dette privée.

– Le Parti conservateur n’a pas de véritable stratégie, passant alternativement de la dépense monétaire (en amenant par exemple l’impôt sur les entreprises à son plus bas niveau historique de 17 %, supposé conserver à Londres son statut de paradis fiscal et monétaire mondial) à l’agitation en faveur d’un Brexit dur et un nouveau nationalisme, sans vision économique nationale. Le parti est sérieusement divisé et tient Theresa May en otage. Rien d’étonnant à ce que nombre d’entrepreneurs et d’industriels disent désormais préférer un «gouvernement stable sous le socialiste Corbyn». Reste à voir si les hiérarques «de gauche» du Parti travailliste vont réussir à élaborer un plan économique national afin de «tirer le meilleur du Brexit» de leur point de vue. Dans cette tentative, non seulement ils se heurteront aux réactions hostiles des investisseurs internationaux, mais, en instaurant des mesures protectionnistes et technocratiques, ils offenseront inévitablement les sentiments libéraux et démocratiques de leurs enthousiastes nouvelles recrues.

Le camp travailliste

Après le référendum du Brexit, le relatif succès du Parti travailliste (Labour Party) aux élections fut une deuxième surprise pour l’establishment. En période de crise néolibérale, même un programme

éculé peut paraître radical : 10 livres de salaire minimum en 2020, renationalisation des chemins de fer, 7 millions de livres de cure d'austérité au lieu des 9 millions du programme conservateur...

Agrément de belles paroles du chef du parti (« solidarité », « travailleurs », « *for the many, not the few* »), un tel programme suffit à tirer des larmes y compris aux anarchistes britanniques les plus endurcis. Depuis l'élection de Jeremy Corbyn à sa tête, environ 350 000 personnes ont rejoint le Parti travailliste, ce qui en fait le plus gros parti politique d'Europe de l'Ouest avec 550 000 membres. Parmi les convertis on trouve presque tous nos camarades d'origine britannique diplômés d'université, de nombreux membres de Plan C¹, le site d'information autrefois libéral-anarchiste Novara media, des camarades du journal ultragauche *Endnotes* et bien sûr nos camarades trotskistes.

L'organisation Momentum, fondée pour soutenir la candidature de Corbyn au sein du parti, est devenue un important moteur « de base » de la campagne électorale, qui compte maintenant environ 22 000 membres. Alors qu'il est présenté comme un pont entre « parti et mouvement social », Momentum est surtout un cadre d'affrontements internes entre une jeune génération d'activistes plutôt postmodernes et branchés médias sociaux et les traditionnels trotskistes, comme l'Alliance for Workers Liberty (AWL).

La majorité des nouveaux membres du Parti travailliste vivent dans le Grand Londres, ont un niveau d'éducation et un revenu (réel ou espéré) supérieurs à la moyenne. En termes absolus, ce parti a attiré dix fois plus d'habitants de Londres (un membre sur cinq y habite) que de toute l'Ecosse. Les couches qui sont touchées par ce nouvel engouement pour le Labour sont les mêmes, socialement et géographiquement, que celles qui ont majoritairement voté contre le Brexit. A côté d'un désir général de plus grande justice sociale, la promesse d'une baisse des frais d'inscription à l'université est l'une des principales motivations de leur soutien. Actuellement les étudiants quittent l'université avec une dette de plusieurs dizaines de milliers de livres, et certains qui s'étaient battus contre l'introduction de ces frais comptent à présent parmi les membres les plus actifs du Labour (le fait que Corbyn ait déclaré vouloir baisser les frais d'inscription sans toutefois effacer les dettes déjà contractées a déjà douché

¹ Revue née dans les années 1980, qui traite des luttes ouvrières et des formes d'organisation autonomes. On trouvera sur son site la version originale de l'article en anglais : http://www.wildcat-www.de/en/wildcat/101/e_w101_britain.html et une version allemande raccourcie : : http://www.wildcat-www.de/en/wildcat/b101/e_w101_britain.html

l'enthousiasme des étudiants et de leurs parents). Sa critique des interventions militaires de Blair au Moyen-Orient et son soutien prolongé à la cause nationale palestinienne font qu'il peut compter également sur le soutien des musulmans britanniques, un groupe plus hétérogène.

Depuis le succès électoral des travaillistes, les conservateurs ont fait faire quelques volte-face décisives à leur programme budgétaire. Les travailleurs indépendants vont désormais devoir payer des contributions à l'assurance sociale, et la « *dementia tax* » (un impôt sur la propriété des personnes âgées censé financer le service national de santé) a été abandonnée. Les conservateurs veulent même se débarrasser du plafond salarial dans le secteur public, mais seulement pour les flics et les gardiens de prison !

Cet assouplissement du camp conservateur est interprété par l'opposition de gauche comme les premiers signes de succès. La nouvelle communauté travailliste a besoin des Tories comme punching-ball et du leadership de Corbyn comme écran sur lequel projeter toutes sortes de beaux rêves. Au cours du congrès du Parti travailliste de septembre 2017, treize mille personnes sont venues participer au Fringe Festival, où les chefs du parti et la haute bureaucratie syndicale qui le finance ont croisé le chemin de représentants autoproclamés du mouvement social, tels David Graeber ou Paul Mason, mais aussi de moindres personnalités de la soi-disant gauche radicale.

Tandis qu'à la marge on s'offrait en atelier des hallucinations collectives sur la façon dont l'avenir des citoyens peut s'organiser durablement selon des principes féministes grâce au revenu universel et aux coopératives de travailleurs, au véritable congrès du parti, Momentum aidait à mettre au point un processus de prise de décisions entre délégués, et pas à user du droit de donner son opinion sur le plus gros enjeu du moment : la position du Parti travailliste sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans le marché unique post-Brexit et sur la persistance ou non de la liberté de mouvement au sein du Parti travailliste européen. Malgré tous les discours citoyennistes, on a laissé les chefs du parti décider seuls sur cette question litigieuse. Chacun savait que le joyeux climat de festival était en jeu et qu'une querelle ouverte signifierait très probablement la fin de la fête...

Les chefs du parti savent, par exemple, qu'une renationalisation des chemins de fer et du secteur de l'énergie et une taxation plus lourde des transactions financières seraient difficilement concevables dans le cadre de l'Union européenne, qu'elles exigent au contraire plus de contrôle sur l'économie nationale. Et qui veut contrôler et restreindre le mouvement du capital doit faire la même chose avec le travail – l'essence vitale du capital. Si Corbyn a fait jouer la discipline de parti pour faire voter l'article 50 aux parlementaires travaillistes – ce qu'ils ont fait majoritairement – ce n'était

pas par caprice ou simple tactique populiste. Que cela ait amené les libéraux et une partie de la gauche trotskiste à verser leurs premières larmes – où était-ce de la neige fondue ? – prouve à quel point la gauche actuelle se prend ou ignore les contraintes structurelles.

La gauche actuelle ne se demande pas sérieusement comment un programme national de redistribution peut être mis en œuvre dans une économie capitaliste mondialisée – à une époque où l'économie britannique subit sa plus longue période de stagnation des salaires et de la production depuis la révolution industrielle. Ses membres se plaignent d'un manque de démocratie au sein du Parti travailliste, comme s'ils avaient pris place dans un atelier participatif d'Occupy XYZ et non dans les rangs d'un appareil d'Etat potentiel et de son principal allié, l'exécutif des syndicats. Si le Parti travailliste tente de mener à terme sa politique fiscale, cela se traduira vraisemblablement par une fuite des capitaux et un déclin de la livre.

Dans une telle situation, l'appareil syndical lui sera un partenaire indispensable, non seulement pour faire pression sur le patronat, mais surtout pour transmettre aux travailleurs ce message : malgré les pics d'inflation et/ou de chômage, ils devront laisser du temps au gouvernement travailliste pour qu'il traite avec le capital global et autres ennemis nationaux.

La gauche actuelle est doublement aveugle : l'analyse des contraintes structurelles de la production et des marchés mondiaux lui échappe, tout comme la connaissance des expériences concrètes de la classe ouvrière. A une époque de xénophobie et de nationalisme croissants, elle se borne à des appels aux bons sentiments prônant l'ouverture des frontières, sans tenir compte des difficultés que soulève l'immigration non seulement pour les travailleurs autochtones, mais aussi pour les immigrés eux-mêmes. Faute de racines au sein de la classe ouvrière, le cours des événements va la transformer soit en vieux bois au service du plus (néo)libéral Parti vert, soit en animal favori de la social-démocratie nationale.

Dans ce contexte, nos propres expériences sont limitées, nos efforts concrets modestes, et nos propositions en direction du milieu révolutionnaire élargi ne rencontrent que peu d'écho. Mais il faut bien commencer par un bout !

En tant que petit groupe de quatre, cinq personnes soutenues par une douzaine d'amis, nous ne pouvons remplacer une large organisation de classe, mais nous pouvons commencer à créer une petite cellule capable d'agir à quatre niveaux.

Réseau de solidarité : nous nous rendons chaque semaine dans un McDo d'une zone industrielle, dans une cafète de supermarché d'un parc logistique et dans une *tea shop* indienne à Southall, où nous proposons d'aider des camarades prolétaires à résoudre leurs problèmes, des salaires impayés par exemple. Nous essayons de les pousser à s'organiser pour

mieux résister sur leur lieu de travail et à prendre part à des initiatives locales, contre par exemple la fermeture d'une piscine ou d'une agence pour l'emploi.

Groupes de boîte : actuellement nous travaillons dans un gros entrepôt d'une chaîne de supermarchés et des usines d'un producteur de plats cuisinés, où nous tentons d'organiser des groupes de travailleurs. Avec les IWW nous essayons de mettre sur pied des structures syndicales indépendantes dans dix entreprises locales.

Journaux ouvriers : nous essayons d'inscrire les expériences du réseau de solidarité et les informations de boîte dans une réflexion plus large, comme la politique migratoire et le retour du nationalisme. Nous distribuons environ deux mille exemplaires de cette feuille à l'entrée de l'agence pour l'emploi et des entreprises du coin.

Collectif politique : avec des collègues qui s'intéressent à la politique, nous prenons part au débat général de la gauche et aux rassemblements internationaux, comme celui des travailleurs d'Amazon.

Dans le sauvage Ouest londonien

Nous vivons dans la grande banlieue ouest de Londres, dans ce qu'on appelle le «corridor ouest», situé entre l'aéroport de Heathrow et l'autoroute A40-M4, qui mène au centre de Londres. Une zone faite de mornes rues de banlieue bordées de rangées de maisons surpeuplées, mais surtout de parcs industriels et de logistique. 80 000 personnes travaillent autour de l'aéroport, 20 000 dans les zones industrielles de Southall et Greenford, 35 000 dans Park Royal.

Là où dans les années 1960-70 on procédait à l'assemblage des hélicoptères, des automobiles et des bus à impériale, on décharge à présent des palettes, on emballe des légumes et on cuisine des plats préparés. Plus de la moitié de la nourriture consommée par les neuf millions de Londoniens passe par ce corridor ouest. Les travailleurs de la zone sont à 90 % de la première ou deuxième génération d'immigrés. Parallèlement à l'industrie, la composition de classe locale a changé.

Dans les années 1930, quand les premières usines de thé, entreprises chimiques et gros sites de construction de routes et de voies ferrées sont apparus, les Gallois – pour beaucoup d'anciens mineurs devenus chômeurs – étaient invités à «rentrer chez eux». Dans les années 1950, ce fut le tour des Irlandais, et dans les années 60 Southall devint la plus grosse enclave non indienne de Pendjabis.

A présent, les Européens de l'Est côtoient une force de travail indienne à la fois nouvelle et plus établie, dont une couche est devenue la petite bourgeoisie locale : bon nombre des patrons du bâtiment, des propriétaires, des employés d'administrations locales, des commerçants, des élus locaux et des gérants sont d'origine indienne. Un racisme est-européen et une méconnaissance des nouveaux arrivants (les Sikhs aux longues barbes sont

par exemple pris pour des sympathisants des talibans) se conjuguent parfois à un dégoût prolétarien des «petits patrons» et des profiteurs – mélange difficile à débrouiller.

Une bonne partie des travailleurs vivent près de leurs lieux de travail dans des appartements partagés par nécessité, souvent à plus d'une personne par chambre. Un studio se loue difficilement moins de 900 livres (1 000 €) par mois, une double pièce dans un appartement partagé coûte environ 600 livres – le salaire minimum étant de 1200 livres (1334 €). Il n'est pas difficile de trouver à faire trois ou quatre boulots par jour pour réussir à boucler les fins de mois.

Ici, à des kilomètres de distance géographique et culturelle du centre de la métropole, la «Corbyn-mania» et les élections ont peu de sens : le groupe local Momentum compte quatre membres. Le référendum du Brexit y a eu cependant plus d'impact, ainsi que la politique anti-immigrés. Notre voisin polonais – un chauffeur de bus qui a vécu neuf ans à Londres – a fait état d'une augmentation des remarques et des persécutions anti-immigrés après le référendum. Des collègues roumaines se demandent si elles ne devraient pas rentrer cette année. La police de l'immigration fait régulièrement des descentes dans les usines, par exemple chez le producteur de sandwiches Greencore. Dans ce cadre, le réseau de solidarité est ce qui nous sert de pouls. En raison des mesures d'austérité, l'Etat a renoncé à certaines de ses institutions de médiation, d'action sociale ou charitables, auxquelles les ouvriers avaient l'habitude de s'adresser. Dès que nous collons nos affiches du réseau de solidarité dans la zone, les gens nous appellent. Dans le climat social actuel, chaque proprio, patron ou flic de l'immigration semble considérer les prolétaires immigrés comme des proies faciles à arnaquer, sans courir de risque.

Quelques cas parmi tant d'autres. Une famille polonaise qui avait eu du mal à payer son loyer après s'être vu couper l'aide au logement a été menacée d'expulsion par le proprio. Un administratif, après avoir promis un visa de formation et de travail à l'une de nos collègues du Pendjab, a tenté de lui extorquer 10 000 livres (11 118 €). Un cuisinier sénégalais a été licencié pour absence malgré l'envoi d'un arrêt maladie. Les patrons d'un serveur hongrois et d'ouvriers polonais et camerounais du bâtiment se sont dispensés de leur payer les heures supplémentaires. La trésorerie locale a imposé des centaines de livres de pénalités à un Soudanais d'une équipe de nuit qui n'avait pas réussi à remplir des formulaires sans importance. Des dizaines de personnes directement embauchées en Bulgarie et dépendantes de leur agence qui organisait aussi leur hébergement se sont entendu dire qu'elles «devaient des heures» à l'entreprise et ont été contraintes de travailler 72 heures par semaine dans un entrepôt de logistique du grand magasin House of Fraser.

Souvent, faire un peu pression sur le patron, en le menaçant par exemple de pourrir sa réputation, suffit à le faire payer. Chose importante, nous essayons de rester en contact avec les travailleurs que nous avons aidés et de connaître à travers eux d'autres personnes (des membres de la famille du Soudanais sont par exemple employés dans un entrepôt plus grand, où nous avons besoin d'autres contacts). Avec le temps nous espérons pouvoir développer une réseau visible de travailleurs (immigrés) capable d'affronter les patrons – y compris avant que les salariés perdent leur job.

De ce fait nous sommes amenés à négocier avec d'autres formes – religieuses ou nationales – de réseaux «communautaires». Dans les quartiers prolétaires comme Southall, les mosquées et les temples jouent un grand rôle au quotidien dans la reproduction matérielle et idéologique de la classe ouvrière locale, au-delà de leur clientèle particulière. Beaucoup d'ouvriers est-européens du bâtiment au chômage fréquentent par exemple les temps sikhs pour y obtenir de la nourriture. Muslim Aid a été l'une des premières associations charitables à aider les victimes de l'incendie de la tour de Grenfell¹, alors que l'aide gouvernementale ne s'est manifestée que bien plus tard.

Ces organisations jouent un rôle contradictoire. Pendant la grève des éboueurs de Birmingham à l'automne 2017 par exemple, les Bearded Broz, une organisation d'hommes (d'affaires) musulmans ambitieux, ont auto-organisé la collecte des déchets dans la partie plus pauvre, à dominante musulmane, de la ville. Au prétexte que la grève affecterait plus durement ces quartiers (pakistanaï) de la ville, ils ont en pratique sapé, ne serait-ce que modestement, l'un des conflits du secteur public les plus importants. En réaction à la propagande médiatique hostile aux immigrés est-européens, des organisations polonaises nationalistes et de hooligans ont appelé à des manifestations et même à une «grève polonaise» (qui fut plus tard transformée en simple appel à donner son «sang polonais»), insistant sur le fait que les Polonais sont la main-d'œuvre la plus travailleuse du Royaume-Uni. Une autre tentative d'organiser une «grève des immigrés» («un jour sans nous») s'est soldée par une mobilisation en ligne avec quelques petits rassemblements devant les immeubles gouvernementaux. Depuis, on a surtout affaire à des manifestations appelant au maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, organisées par des immigrés ouest-européens plus qualifiés et des Britanniques d'esprit libéral.

En général, les débats autour du Brexit sont plus complexes que le portrait «classe moyenne libérale contre classe ouvrière anti-immigrés» qu'en font les médias. L'un de nous travaillait dans une petite usine de Park Royal à l'époque du référendum :

¹ Juin 2017, 78 morts, 74 blessés.

«Ce qu'il y a de bien, dans le fait d'être une petite équipe travaillant assis ou debout autour d'une table à couper des câbles ou assembler des pièces, c'est qu'on a plein d'occasions de discuter d'un tas de choses. Quand on bossait dans notre morne atelier, le monde autour de nous changeait rapidement : guerre en Syrie, crise des réfugiés, référendum du Brexit, attaques terroristes, déclin de l'ordre social... Nos discussions se nourrissaient de l'expérience vécue des participants : un pieux musulman né au Pakistan et ayant grandi à Londres, qui avait travaillé dans toutes sortes d'industries et même dans un très sélect magasin Ocado ; un autre, né en Algérie, qui avait assisté à la guerre civile, bossé ensuite ici dans le bâtiment puis le commerce et épousé une Britannique ; un Hongrois qui avait vécu 17 ans au Royaume-Uni et travaillé dix ans dans l'entreprise, à la fois nationaliste hongrois et partisan du Brexit (il avait obtenu la nationalité britannique) ; un Irlandais, des hindous, des fans de l'Arsenal, des auditeurs de Kiss FM, toutes sortes de gens.

A côté des discussions sur les contradictions de la petite production capitaliste, nous discutons de grande politique. Bien qu'immigrés (de seconde génération), les collègues qui pouvaient voter votaient pour le Brexit. Un seul (un Gujarati d'Ouganda de la deuxième génération) l'a justifié en disant que "tous les immigrés viennent pour bénéficier des aides" (sa petite amie était lituanienne et travaillait dans l'usine), les autres ont dit que c'était "un merde à l'élite".

Ils avaient peut-être bien raison, car le jour suivant le référendum, le directeur est venu se plaindre que ça allait coûter beaucoup plus cher d'importer des pièces de Chine et d'ailleurs – l'accès futur aux marchés d'exportation lui causait également du souci.

Le camarade hongrois portait généralement un T-shirt avec l'inscription "Love Europe, leave the EU" ; il s'inquiétait pas mal du "danger" que pouvaient représenter les "réfugiés" pour la sécurité nationale. Quand on lui a fait remarquer qu'il était lui-même un immigré, il a répondu que lui était bienvenu, qu'il avait obtenu des papiers et qu'il s'en irait si ce n'était pas le cas. (c'était au moment où deux types polonais s'étaient fait attaquer, peu après le vote du Brexit). Il suivait les infos hongroises et de ce fait était obsédé par les "réfugiés".

Mais par chance il y avait quelques réfugiés dans l'atelier : les collègues d'Algérie et du Liban ont pu remettre les choses en place. Le Gujarati ougandais (il était de la caste des "intouchables" et se moquait de l'autre collègue hindou du Kenya, qui était souvent à la même table) était étonnamment hostile aux réfugiés – qui sont majoritairement musulmans. Il n'a pas trop insisté sur le fait que ses parents avaient été réfugiés lors d'une grande crise de réfugiés et avaient été accueillis par de vilaines mobilisations de fascistes anglais. En même temps il était très sensible à la question raciale, s'identifiant principalement à la culture et la musique

blacks et lâchant des “C’est des trucs de Blancs”. A la fin nous sommes tous tombés d’accord pour dire que “le système est foutu”, sans être toutefois très sûrs de ce qu’était le système.

Le pieux musulman soutenait Corbyn parce que Corbyn était contre la guerre en Irak et pour la justice sociale. Le collègue en avait clairement contre les patrons et l’injustice, mais au bout du compte tout, absolument tout, relevait d’une conspiration sioniste – depuis la science archéologique et évolutionniste jusqu’à la création de l’Etat islamique. Nos discussions voyageaient loin dans le temps et l’espace, on parlait énormément de religion, de spiritualité, de l’univers et de l’énergie cosmique – pour ensuite se retrouver à nouveau sous les néons à assembler pour de misérables salaires des imprimantes 3D qui ne se vendaient pas.»

Les syndicats sur les lieux de travail

En 2016, les syndicats britanniques comptaient environ 6,2 millions d’adhérents, soit plus de deux fois moins qu’en 1979. Dans la première partie de l’article, nous avons critiqué les politiciens qui se demandent hypocritement pourquoi le faible taux de chômage ne se traduit pas à la base par une pression sur les salaires. A en juger par nos expériences locales, l’appareil syndical fait partie de cette alliance de l’hypocrisie.

Dans bon nombre des grosses entreprises de la zone, il existe une représentation syndicale. Bien que nous cherchions à construire des structures indépendantes, nous nous syndiquons là où nous travaillons, à la recherche avant tout d’un espace de rencontre entre travailleurs. En quatre ans de présence dans trois ou quatre syndicats différents de diverses entreprises, nous ne sommes que très rarement tombés sur une réunion syndicale de base – et dans les rares réunions auxquelles nous avons assisté, les travailleurs eux-mêmes n’avaient pas vraiment leur mot à dire.

Dans la plupart des entreprises, les syndicats, outre le fait de représenter les gens ayant des problèmes personnels à régler, contribuent plutôt à la gestion des mauvaises conditions de salaire et de travail et des divisions existantes. Les divisions ne renvoient pas essentiellement à des questions d’immigration, mais surtout à la séparation entre CDI et précaires. Les CDI sont syndiqués à environ 25 %, les précaires à 13 % seulement. Les immigrés le sont à 16 %, ce qui s’explique par la durée parfois limitée de leur séjour dans le pays. En 2016, le Royaume-Uni avait enregistré 339 000 départs, contre 588 000 arrivées. Le mouvement d’ensemble de la main-d’œuvre est nettement plus élevé que le taux net d’immigration. Lors d’une enquête faite en 2015, 40 % des travailleurs immigrés interrogés disaient vouloir ne rester qu’un an ou deux, ce que confirment les statistiques de la Sécurité sociale au niveau national : entre 2010 et 2014, un tiers environ des immigrés de pays de l’Union européenne auraient séjourné et travaillé au Royaume-Uni pendant moins d’un an.

Ces courts séjours posent un problème aux syndicats traditionnels, mais constituent aussi un défi en termes de pouvoir des travailleurs : ayant dépensé des sous pour le voyage et les premières démarches dans le nouveau pays, les immigrés qui n'envisagent qu'un court séjour sont plus enclins à accepter de mauvaises conditions pendant la période initiale. Mais la faible syndicalisation des travailleurs immigrés ne s'explique pas seulement par leur instabilité. En de multiples occasions les syndicats ont pris publiquement position contre leur présence ; en 2016 par exemple, le GMB local a organisé des manifestations à l'aéroport de Heathrow contre l'embauche de programmeurs détenteurs d'un visa Tier 2¹ et dans ses publications les a assimilés à une menace contre la sécurité nationale.

Contrairement au cliché selon lequel les immigrés mal payés seraient «inorganisés», on observe normalement une présence syndicale sur les lieux de travail les plus importants, même si les bénéficiaires s'en font rarement sentir. Voici quelques-unes des expériences que nous avons faites avec les syndicats dans la zone.

Syndicat GMB – Amey, ramassage des ordures

A Ealing, la municipalité travailliste a sous-traité le ramassage des ordures et le nettoyage des rues à la multinationale Amey. La plupart des nouveaux embauchés et des saisonniers sont employés sous contrat zéro heure à travers le cabinet de recrutement Hays. A Londres, le salaire des balayeurs et des éboueurs est très variable (6,70 livres l'heure à Ealing et 9,25 à Camden, par exemple). Fin 2015, la municipalité d'Ealing a annoncé l'introduction de poubelles à roulettes (jusque-là les ordures se déposaient en sacs sur le trottoir), ce qui, selon la direction, se traduirait par moins de camions-poubelles et des rues moins sales, donc permettrait de réduire le nombre d'éboueurs et de balayeurs. 80 postes en CDI du dépôt de Greenford devaient ainsi disparaître.

La direction du dépôt a fait annoncer et expliquer le plan restructuration par le délégué du GMB. Bien que représentant la moitié des salariés de la boîte, les précaires n'ont pas été invités à la réunion. Le délégué syndical a commencé par se plaindre de ce qu'Amey faisait prétendument 8 millions de livres de pertes chaque année sur le contrat d'Ealing, puis a déclaré disposer déjà d'une liste de 50 collègues prêts à partir à la retraite – autrement dit, la perte de 80 postes n'était pas un gros problème. Pour sauver les postes restants, il proposa que les autres salariés deviennent plus flexibles et acceptent de travailler certains jours comme éboueurs et d'autres comme balayeurs. Aucun mot sur l'éventualité de s'opposer à ce

¹ Attribué aux étrangers hors Union européenne ayant obtenu une promesse d'embauche pour un travail qualifié.

plan de restructuration. A l'automne 2017, les collègues d'Amey nous ont dit que le nombre de salariés du dépôt était passé de 240 à 130 et que la charge de travail de chaque équipe avait fortement augmenté.

Syndicat USDAW / Wincanton, entrepôt de boissons alcoolisées pour Waitrose

Dans l'entrepôt du géant de la logistique Wincanton, des boissons alcoolisées sont préparées pour être livrées aux divers supermarchés Waitrose de Londres. 40 % des travailleurs y sont employés par l'agence d'intérim Templine, au salaire minimum. Trente autres pour cent ont été embauchés par Wincanton sur de nouveaux contrats, pour un salaire à peine supérieur. Au printemps 2014, le patron de Templine annonça que la prime sur les heures supplémentaires était supprimée – soit une baisse de rémunération de ces heures de 50 %.

Cela suscita un sérieux mécontentement chez les ouvriers, polonais principalement. Des tracts furent distribués et des petits rassemblements (plutôt chaotiques !) organisés de nuit dans les parcs. Les intérimaires refusèrent de faire des heures sup' et s'adressèrent aux salariés sous nouveau contrat Wincanton, qui étaient furieux de toucher deux livres par heure de moins que les plus anciens. La direction de Templine réagit en annonçant que la suppression de la prime était repoussée d'un mois. Des collègues de Templine ont contacté le représentant de l'USDAW, qui travaille comme formateur dans l'entrepôt, et qui leur a dit : «*Laissez les heures sup' aux CDI, comme ça l'entreprise devra payer le prix fort.*» Et pendant la grève sauvage des heures sup', lui et ses collègues en CDI ont travaillé seize heures en double équipe.

Syndicat Unite, Wincanton, entrepôt de Sainsbury

Cet entrepôt est proche du précédent, mais c'est un autre syndicat qui y est implanté, et il n'y a pas de communication entre les sites. Dans la zone réfrigérée, 120 salariés – dont plus d'une moitié d'intérimaires – collectent les produits destinés aux supermarchés. La plupart sont des jeunes arrivés récemment de Pologne et de Roumanie, mais il y a aussi quelques Somaliens, Afghans et Népalais. Ils gagnent le salaire minimum, soit 30 % de moins que les salariés en CDI (des Népalais et des Litvaniens plus établis ainsi que quelques membres de la deuxième génération d'Asiatiques caribéens et britanniques). Le régime de base est pénible : pas d'équipes fixes, et un contrôle constant du travail par vidéo. Le rythme de chacun peut être observé sur des écrans dans l'entrepôt, sur des feuilles imprimées dans la salle des instructions et via des SMS envoyés sur le portable du salarié le jour suivant : «*Hier votre taux de collecte était inférieur aux 90 % requis.*» Ceux dont le taux se situe dans le dernier tiers obtiennent moins d'heures de travail – au total on est amené à travailler vite pour décrocher suffisamment de taf (Templine se garde un petit volant de candidats supplémentaire pour pousser à la compétition).

Deux camarades intérimaires ont pris leur carte au syndicat Unite (cas unique parmi les intérimaires). Unite dispose d'un tableau d'affichage, mais n'y affiche, outre les heures de permanence pour cas individuels, que l'accord récent de hausse de 2,5 % des salaires. Les délégués syndicaux n'ont manifesté aucun intérêt pour ces nouvelles recrues et se sont montrés hostiles aux réunions et aux tracts qui circulaient parmi les intérimaires. Ils étaient surbookés par le traitement des cas individuels et ne voulaient pas faire de vagues vis-à-vis de la direction. Les tracts s'adressaient aussi aux CDI : «*Nous gagnons seulement 70 % de votre salaire, mais sommes obligés de travailler plus dur. Soutenez-nous en travaillant moins vite, autrement la direction se servira de nous pour détériorer vos conditions.*» Lorsque les mesures disciplinaires sont tombées pour «*appel à faire baisser les niveaux de performance*», le syndicat a refusé de représenter les adhérents intérimaires concernés.

Syndicat USDAW – Entrepôt Tesco

Tesco est la plus grosse chaîne de supermarchés du Royaume-Uni, et emploie 350 000 personnes. Ils ont un accord de partenariat avec le syndicat USDAW, qui accorde à Tesco le droit de ne pas reconnaître les représentants syndicaux élus par les travailleurs s'ils ne défendent pas les valeurs de l'entreprise. Tesco a le taux de syndicalisation le plus élevé du secteur du commerce, mais ne paie ses salariés des réserves et des magasins que 7,80 livres l'heure, quand des supermarchés discount sans syndicat comme Lidl paient plus de 9,50 livres pour le même travail. Ces dernières années, l'USDAW a aidé Tesco à éliminer sur une vaste échelle les suppléments de rémunération liés aux heures sup' et au travail du week-end et à introduire des contrats flexibles pour tous les nouveaux embauchés (ils ne garantissent qu'un temps partiel pour ce qui était avant un temps plein).

Dans l'entrepôt alimentant les achats en ligne de Greenford, Tesco emploie environ 1 400 personnes, dont 600 camionneurs. Ceux-ci gagnent actuellement 9 livres de l'heure (prime de résidence londonienne comprise), soit 10 % de moins que la plupart des autres camionneurs. A Tesco, on gagne moins, mais on était auparavant moins stressé. Cela a changé, avec par exemple l'introduction d'un nouveau système de planification appelé Bumblebee, qui a sérieusement augmenté la charge de travail des camionneurs. Le syndicat ne fait rien, et ne cherche pas à savoir ce que les salariés pensent de cette accélération. En revanche, il cogère les cours de formation pour ceux qui veulent faire carrière.

Syndicat GMB, usine de production alimentaire Bakkavor

Bakkavor est une multinationale de l'alimentation dont les propriétaires ont été très impliqués dans le scandale financier islandais – l'un d'entre eux a fait de la prison. Au Royaume-Uni, Bakkavor produit des plats préparés, des soupes et des sauces pour les grandes chaînes de supermarchés. Dans

notre zone, il possède quatre grosses usines et un entrepôt, avec au total 4000 salariés.

A l'hiver 2017, une «crise du houmous» touchant le sud de l'Angleterre a fait les gros titres des journaux lorsqu'ils ont dû arrêter pendant deux jours la production d'une des usines de l'Ouest londonien et retirer les stocks pour des «raisons techniques» (le houmous avait un goût métallique). La plupart des salariés stables de ses usines sont des femmes du Gujarat ou d'autres régions sud-asiatiques, dont la connaissance de l'anglais est très rudimentaire. Beaucoup y travaillent depuis dix ou vingt ans. Les cadres de niveau bas ou moyen sont principalement des hommes venus des mêmes régions. Tout le monde veut faire des heures sup' car, au-delà de 40 heures, elles sont payées à 150 %. Les gens travaillent habituellement 50 à 60 heures pour pouvoir ramener à la maison un salaire «décent», et c'est particulièrement important pour ceux qui veulent faire venir leur famille ou doivent travailler le minimum prescrit par leur visa. Aux pointes saisonnières, 30 % environ de la production dépendaient des heures sup'. Pourtant, leur nombre a été réduit récemment, mais pas au détriment de la production, ce qui veut dire qu'ils ont fait pression sur les travailleurs pour obtenir des gains de productivité. Le recours aux intérimaires a diminué au cours de l'année – une note a circulé disant que les heures sup' éventuelles devaient être attribuées principalement au personnel stable, sans doute pour freiner le mécontentement et faire des économies. Le médiocre anglais des Indiens et leur façon de parler sont souvent perçus comme inamicaux par leurs collègues est-européens, ce que la forte pression au travail et la culture tyrannique de l'encadrement ne font qu'exacerber.

A la fin des années 1990, à la suite de plusieurs campagnes, le GMB a été reconnu comme syndicat dans toutes les usines Bakkavor de l'ouest de Londres. Dans cette entreprise à dominante féminine, la plupart des délégués syndicaux sont des hommes membres de l'encadrement. Dans leur majorité, les salariés considèrent le GMB comme un syndicat corrompu mais paient quand même leurs cotisations (même si le nombre d'adhésions a baissé, notamment cette année).

Avant le référendum du Brexit, le GMB et la direction de Bakkavor ont pondu une note commune invitant les employés à voter pour le maintien dans l'Union européenne. A les en croire, le libre accès aux marchés de l'Union européenne et un marché du travail libre étaient pour eux une question de survie. Pour la plupart des travailleurs d'origine indienne et de nationalité britannique, le «marché du travail libre» se vit sous la forme du travail temporaire. La plupart des intérimaires de Bakkavor viennent d'Europe de l'Est. Peu après le référendum, Bakkavor a perdu le contrat «purée» de Tesco, et le GMB a accepté des licenciements et des

allongements d'horaire alors même que le recours aux intérimaires s'intensifiait.

Comme tous les autres syndicats, le GMB a envoyé une lettre à tous ses membres les appelant à voter pour le Parti travailliste. Fin 2016, il a affiché dans les usines un texte promettant d'introduire la revendication travailliste d'un salaire de base (*living wage*) londonien de 10 livres l'heure.

Peu après, Bakkavor a ouvert les négociations régulières, mais les salariés représentés par le GMB n'ont guère été associés à leur avancée. Ce n'est qu'en juillet 2017 que syndicat et direction ont présenté, en dix langues, l'offre salariale et recommandé qu'elle soit acceptée. Cette proposition introduisait de nouvelles catégories salaire/qualification manifestement sexistes. Le travail à la chaîne consistant à plier des samosas et autres viennoiseries, effectué majoritairement par des femmes, était classé dans la catégorie «non qualifié», mais la manipulation de palettes, qui est un «travail d'homme», dans celle «semi-qualifié». Après vingt ans d'ancienneté et dix ans d'adhésion syndicale, les femmes se voyaient offrir 15 pence en sus du salaire minimum de 7,50 livres l'heure et les «semi-qualifiés» (une minorité) un salaire de 8,30 livres. Aucune mention des intérimaires.

Le mécontentement s'est immédiatement fait sentir. Pendant quatre ans avons distribué textes et tracts traitant de différents sujets liés à Bakkavor. Nous avons alors proposé une réunion et de répondre par un boycott des heures supplémentaires, mais nous n'avons obtenu qu'un soutien verbal. Certains des conducteurs de chariots élévateurs et des nettoyeurs (dont beaucoup sont originaires du Soudan ou du Sri Lanka, et sont «non qualifiés») ont organisé leurs propres réunions informelles, essentiellement pour voir comment améliorer leur propre position dans la hiérarchie. Sur l'un des sites, le jour du vote sur la proposition, un représentant du GMB surveillant l'opération notait tous ceux qui votaient contre. A certaines femmes on a raconté, paraît-il, que le vote portait sur le syndicat, et certaines n'ont même pas eu de bulletin de vote, c'est le représentant syndical qui l'a rempli en leur nom. Lorsque nous avons fait connaître ces «irrégularités» au bureau régional du GMB, nous n'avons eu droit qu'à des réponses évasives.

Des responsables ont déclaré que 62 % des adhérents GMB avaient voté en faveur de l'accord. Mais peu après les plaintes individuelles, et parfois collectives, ont afflué, de la part de salariés contestant leur catégorisation. Alors que la direction essayait de désamorcer la chose à huis clos et sans représentation syndicale, le GMB a réagi de façon plus offensive. Il a fait appel à un nouvel organisateur – (un type connu dans les milieux de gauche, un ancien ouvrier du bâtiment qui, après avoir été black-listé par les industriels du secteur, est devenu permanent du GMB) qui a organisé une réunion pour l'ensemble des salariés des divers sites londoniens de

Bakkavor. Seule une soixantaine de salariés sur six cents y sont venus. Après avoir expliqué qu'il trouvait que l'accord était merdique et qu'il aurait voté contre, le type a proposé aux salariés de collecter, avec l'aide de leurs délégués, toutes les plaintes individuelles portant sur la catégorisation, l'idée étant que des plaintes individuelles exerceraient plus de pression sur l'entreprise en termes de nombre et de travail induit que des plaintes collectives.

L'autre raison de «l'offensive» était qu'un permanent GMB avait été interdit d'entrée dans l'entreprise par la direction et que le GMB voulait qu'il puisse y retourner. En tant que permanent syndical et qu'individu ayant du mal à communiquer avec les travailleurs dans leur langue maternelle, le nouvel organisateur GMB est dépendant de délégués syndicaux «militants» ou au moins fiables. Il ne veut pas de (chaotiques) réunions de masse, préférant un noyau de syndicalistes solides capables d'avoir de l'influence sur les travailleurs. Mais peut-être que ce dont nous avons justement besoin, ce sont des réunions massives où les travailleurs peuvent parler librement – sans avoir à craindre la confusion qui peut en découler.

Qu'est-ce qui pourrait être fait ?

Dans une telle situation, nous devons tenter des choses d'un nouveau genre. En novembre 2017, nous avons distribué quelques tracts destinés à faire connaître les IWW en face d'une usine de sandwichs où nous ne connaissions qu'un gars du service de nettoyage et n'avions aucune idée de ce qui se passait à l'intérieur. Les ouvrières – essentiellement des femmes venues d'Inde et de Lituanie – nous ont pris par surprise : *« C'est bien que vous soyez là, nous voulons attaquer la direction. Ils nous traitent comme des esclaves, nous font travailler jusqu'à 14 heures. Nous avons déjà essayé de petites choses, nous avons écrit une lettre de doléances signée par 120 salariés de toute nationalité. La semaine dernière, deux chaînes se sont arrêtées lorsqu'ils ont voulu nous faire faire des heures sup' sans pause supplémentaire. Nous sommes aussi allées voir le big boss dans son bureau à une douzaine, parce que nos habits de travail ne nous tiennent pas assez chaud. Et les mécaniciens ont déposé une plainte collective. Qu'est-ce qu'on peut faire ? »*

Impressionnés, nous avons organisé deux réunions où une quarantaine de salariés sont venus, et où nous avons invité des nettoyeurs de Columbia qui venaient de gagner une grève. Enfin ! il y avait de nouveau quelque chose dans l'air. Des gens parlant d'exploitation, d'oppression, et de ceux grâce à qui tout est propre et tout le monde mange. Il nous faut trouver la volonté de nous organiser et le courage de gratter la surface de peur et d'indifférence quotidienne au lieu de regarder les jeux de pouvoir sur la scène politique officielle. Ce qui ne veut pas dire que nous ne pouvons pas discuter du contexte plus général.

La hiérarchie syndicale soutient le programme national-social-démocrate, qui s'oppose à une arrivée supplémentaire de migrants, sauf si elle est sérieusement contrôlée. Sur les lieux de travail, les structures syndicales ne peuvent pas, ou ne veulent pas, aider les immigrés à prendre confiance en eux, quitte éventuellement à apprendre d'eux une ou deux choses. Les syndicats préfèrent se concentrer sur l'acceptation d'accords par la direction et les salariés stables, avec pour résultat qu'ils vendent les autres travailleurs à très bas prix. Des travailleurs à qui on peut ensuite reprocher de contribuer à la dégradation des salaires et du travail.

Il existe quelques expériences heureuses d'organisation à la base parmi les travailleurs immigrés, notamment dans le secteur du nettoyage. Mais des victoires n'ont été engrangées que lorsqu'un groupe important de travailleurs sud-américains déjà politisés s'y est trouvé impliqué et que les bâtiments à nettoyer étaient des institutions qui ne voulaient pas risquer de voir écorner leur image, comme des universités internationales prestigieuses, des musées de renom ou des banques d'envergure mondiale. Qui se soucie des inconnus qui confectionnent des sandwiches dans un coin de banlieue ? Les travailleurs de l'Ouest londonien, à la différence des travailleurs de la logistique en Italie, ne viennent pas avec derrière eux la source d'inspiration des printemps arabes. Au fond de la tête ils ont plutôt le souvenir du triste automne de la trahison de Solidarnosc – corruption néolibérale au nom de la solidarité des travailleurs.

La gauche doit renoncer à l'idée qu'un gouvernement travailliste ouvrirait de nouveaux espaces et rompre avec le multiculturalisme libéral qui présente les immigrés avant tout comme de bonnes victimes. Une position et une organisation de classe sont à construire pratiquement, et doivent se renforcer politiquement. Il est nécessaire de s'organiser en profondeur, et non pas simplement à coups de campagnes et de mobilisations. Construire des structures qui soutiennent les travailleurs dans leurs luttes au quotidien est un premier pas, car ce n'est que dans le cours de la lutte que les divisions sectorielles, linguistiques ou autres peuvent être surmontées. Et ce n'est qu'une fois enracinée dans ce processus d'internationalisme de classe concret que la gauche révolutionnaire peut commencer à penser stratégie et à des moments d'organisation élargie qui puissent constituer une alternative à la farce de la politique parlementaire.

L'enquête ouvrière sur les centres d'appels de 1999 : une démarche toujours actuelle !

Interviewé par le collectif «Notes from below¹», l'un des membres de Angry Workers of the World² réfléchit avec ces camarades sur les enquêtes ouvrières dans les centres d'appels³ durant les difficiles années 1990. Cela ne nous rajeunit pas, mais l'expérience nous semble encore être pertinente aujourd'hui...

(<https://notesfrombelow.org/article/interview-kolinko-collective>)

¹ <https://notesfrombelow.org/>

² En dehors des textes publiés dans ce numéro, on pourra lire en français la présentation du journal *Workers Wild West* et un texte théorique : «Insurrection et production»

³ Sur les centres d'appel il existe cet article universitaire mais utile de Michel Pigenet https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2005_num_79_1_1034. Et sur l'expérience du groupe Kolinko, plusieurs textes ont été traduits en français :

– «Une enquête militante : l'expérience dans les centres d'appels»

– «La composition de classe»

– «Nous avons les moyens de vous faire parler. Compte-rendu de *Hotlines : Call Centre ; Inquiry, Communism*, Kolinko, 2002» <https://libcom.org/library/nous-avons-les-moyens-de-vous-faire-parler-compte-rendu-de-hotlines-call-centre-inquiry->

sans compter le livre en anglais *Hotlines : Call Centre ; Inquiry, Communism* <https://libcom.org/library/hotlines-call-centre-inquiry-communism>

Pourquoi avez-vous décidé de lancer le projet d'enquête ouvrière et de recherche militante et choisi les centres d'appels ?

Trois aspects méritent d'être mentionnés: les limites de la gauche radicale et notre tentative de reconnecter la politique révolutionnaire à la lutte de classe ; les expériences d'enquête militante – ou de *conricerca*¹ – en tant qu'outil utile pour le faire ; et les centres d'appels comme nouveaux lieux de concentration ouvrière et de luttes potentielles.

Au cours des années 1990, la gauche radicale en Allemagne s'est intégrée dans le courant idéologique dominant en adoptant son mépris pour la classe ouvrière. Son objectif était de construire des alliances «démocratiques» antifascistes et d'acquérir une haute stature morale en tant qu'«anti-Deutsch²». Le«post-modernisme», le«post-industrialisme» et les politiques identitaires ont servi à faciliter cette intégration sur le plan idéologique. Quelques groupes, au sein de l'ex-gauche favorable à l'autonomie, ont tenté de se rattacher à la réalité sociale, mais ils l'ont fait en régurgitant la «question sociale» d'une manière paternaliste et libérale : les travailleurs divisés étaient censés se rassembler autour de revendications transitoires comme le revenu garanti, les droits universels ou le municipalisme électoral. La plupart des groupes entretenaient un rapport externe et schématique avec la réalité de classe.

L'enquête ouvrière a été pour nous le premier pas pour refonder la politique révolutionnaire. Il ne s'agissait pas d'une démarche sociologique, mais d'une tentative expérimentale de rétablir une relation productive entre

¹ Cf. la note sur la co-recherche à la fin de cette interview (*NdT*).

² Littéralement «anti-Allemand». Courant politique résolument hostile au nationalisme, né à l'extrême gauche mais dont la majeure partie des idéologues a évolué à droite, soutenant les interventions impérialistes (Afghanistan, Irak) et la politique de l'Etat d'Israël. Il n'existe pas à ma connaissance d'articles ou de livres en français honnêtes sur ce courant. La revue trotsko-stalino-identitaro-postmoderne *Période* y a consacré un article de Selim Nadi (<http://revueperiode.net/antideutsch-sionisme-antifascisme-et-antinationalisme-dans-la-gauche-radicale-allemande/>) qui dissimule sciemment le caractère positif de la critique initiale du nationalisme allemand et de l'antisémitisme de gauche (*NdT*).

les révolutionnaires et l'auto-organisation des travailleurs. Nous voulions comprendre les conditions particulières actuelles afin de pouvoir trouver et présenter une perspective politique et proposer des étapes qui transcendent le lieu de travail ou un secteur particulier.

Certains d'entre nous discutaient déjà depuis un certain temps de l'histoire d'un courant marxiste (l'opéraïsme) et de ses instruments d'analyse et trouvaient que l'enquête ouvrière (la *conricerca*, ou «co-recherche») était une bonne méthode pour comprendre la situation de la classe ouvrière et intervenir dans ses luttes. Après avoir mené plusieurs enquêtes ouvrières, par exemple sur des chantiers de construction, nous avons acquis une certaine expérience. À l'époque, quelques-uns d'entre nous étaient au chômage et nous avons cherché quels boulots pourraient nous permettre de lancer une enquête collective. Les centres d'appels se multipliaient dans notre région à l'époque (la Ruhr), durant la seconde moitié des années 90, alors nous avons choisi de nous y faire embaucher.

Nous nous sommes également concentrés sur les centres d'appels, parce qu'ils constituaient un nouveau moyen d'organiser le travail de bureau : tout d'abord, les centres d'appels ont supprimé les anciennes compétences et les qualifications des employés, des cols blancs, et les ont redistribuées parmi un plus grand nombre de travailleurs plutôt «non qualifiés» qui étaient moins susceptibles de développer une «fierté professionnelle» ou d'autres formes d'étroitesse d'esprit fondée sur une qualification ; de plus, les centres d'appels ont reconcentré une partie de la main-d'œuvre, en regroupant des centaines de travailleurs sous un même toit, à un moment où le discours dominant affirmait que les ordinateurs et Internet conduiraient inévitablement à ce que les individus travaillent de façon isolée, chacun chez soi ; enfin, les centres d'appels socialisaient et connectaient le travail au-delà des frontières. Nous avons été témoins d'expériences similaires de travail et d'exploitation parmi une main-d'œuvre en grande partie jeune, où les genres se mélangeaient, dans le monde entier. Cela nous a laissé espérer des échanges et une solidarité organiques au-delà des frontières, même si nous pouvions déjà voir le rôle problématique joué par les syndicats «nationaux».

Dès le début, nous avons également été témoins de premiers signes de résistance, notamment de grèves parmi les travailleurs des centres d'appels dans le secteur bancaire. Nous voulions comprendre ces développements et

intervenir – étant un collectif d’une dizaine de personnes, nous avons choisi de limiter nos efforts à un seul secteur économique afin d’éviter de dépasser nos capacités. La plupart d’entre nous ont donc trouvé un emploi dans des centres d’appels.

Comment décrirais-tu la méthode de l’enquête ouvrière que vous avez utilisée ? Peux-tu nous en dire un peu plus sur les questionnaires¹ et les tracts ?

Les questionnaires étaient avant tout une ligne directrice pour nos propres discussions et nos rapports sur notre travail. Nous avons seulement interrogé des collègues et des amis proches – nous n’avons pas cherché à mener des enquêtes de masse. Cela ne signifie pas pour autant que les questionnaires ne pouvaient pas et puissent pas encore être utilisés de façon beaucoup plus large.

Les tracts concernaient principalement des problèmes concrets dans des centres d’appels particuliers. Ils ont créé pas mal de remous. Les quatre numéros des journaux que nous avons publiés sur les centres d’appels étaient assez didactiques: nous avons décidé de traiter quatre problèmes principaux concernant l’exploitation: la prolongation de la journée de travail ; l’intensification du travail ; le mythe de la qualité et la réalité de l’aliénation ; et la lutte contre les patrons et le problème de la représentation (syndicale). Nous avons essayé de relier ces sujets généraux à la réalité concrète des centres d’appels. Nous avons également ajouté des reportages et des récits, mais le cadre thématique était plutôt rigide.

Avec le recul, nous aurions pu présenter le journal davantage comme un journal ouvert pour l’échange d’informations entre les agents des centres d’appels, ce qui aurait pu encourager plus de gens à nous envoyer des textes, des informations ou à s’impliquer. Notre propre expérience à cet égard était fragmentaire: nous avons déjà participé à divers bulletins d’informations ou à des tracts en direction des travailleurs, principalement

¹ On trouvera une traduction adaptée de ces questionnaires : «Kolinko : Trois questionnaires sur les conditions de travail et les luttes» ainsi qu’une «Proposition de questionnaire sur les récentes grèves et luttes étudiantes (ou lycéennes)» écrite au moment des luttes de 2006 et inspirée par ces mêmes questionnaires. Une douzaine d’étudiants, que je connaissais déjà pour la plupart, y avaient d’ailleurs répondu et leurs témoignages avaient été publiés dans le numéro 16/17 la revue et sur le site (*NdT*).

dans le cadre du collectif de Wildcat¹ en Allemagne, mais nous n'avions pas vraiment l'expérience de publier des bulletins ou des tracts régulièrement et d'organiser des gens autour d'eux. Néanmoins, il était intéressant de voir comment nos collègues utilisaient le bulletin car c'était une source d'information et cela déclenchait des discussions sur les conditions de travail. Comme nous n'avions pas l'intention de créer une organisation, nous ne l'avons pas publié pendant une longue période. Si nous avions adopté cette démarche, un tel journal aurait peut-être rassemblé plus de militants ouvriers ou de travailleurs qui voulaient «faire quelque chose».

Le contexte de l'enquête pourrait être décrit comme «froid», en l'absence de lutte ouverte. Quels sont les défis ou les opportunités liés à une telle enquête, plutôt qu'à un contexte «chaud» (ou au moins «plus chaud») ?

Quelques conflits avaient eu lieu dans les centres d'appels de notre région – je peux dire que le climat social était au moins «tiède». Mais notre approche à l'époque était la suivante: nous ne pouvons pas «lancer» des luttes, alors nageons avec le courant et apprenons. À l'époque, nous ne nous considérions pas comme des «organiseurs» et, avec le recul, nous aurions peut-être dû essayer une forme plus active d'intervention et d'organisation. Cependant, s'il n'y a pas de lutte – ou si, au moins, une colère profondément enracinée parmi les travailleurs ne se manifeste pas –, toute forme d'organisation aura des effets limités.

Penses-tu qu'il existe une tension entre la recherche et l'organisation (ou l'intervention) dans un projet comme celui-ci ? Comment ce problème peut-il être résolu ?

En général, si la recherche est effectuée par les travailleurs eux-mêmes, il n'existe pas de tension entre recherche et organisation – la recherche est une condition préalable permanente et un effort d'organisation en soi. La tension existe si des chercheurs extérieurs mus par des objectifs spécifiques – par exemple, des universitaires ou des représentants d'organisations (syndicales) – défendent des intérêts distincts de ceux des travailleurs.

Nous ne voulions absolument pas nous mêler aux syndicats traditionnels ni endosser la camisole de force juridique des conseils d'entreprise². Et le

¹ Site en allemand <https://www.wildcat-www.de/> avec quelques textes en français <https://www.wildcat-www.de/fr/frindex.htm> et surtout en anglais <https://www.wildcat-www.de/en/eindex.htm>

² Les conseils d'entreprise (en allemand *Betriebsrat*) ont été créés en 1920, durant la République de Weimar. Ils ressemblent un peu aux comités

syndicalisme «de base» était beaucoup moins répandu qu'aujourd'hui. Les seuls efforts sérieux à cet égard dont nous avons été témoins ont été effectués par des syndicats de base en Italie. Nous aurions pu essayer de formaliser davantage nos efforts et de nous présenter comme une «organisation de travailleurs des centres d'appels», mais dans la plupart des situations cela aurait été artificiel. Nous cherchions surtout à nouer des liens de confiance et à créer des réseaux informels entre collègues, et nous nous sommes concentrés sur ces deux tâches.

Dans le collectif Notes from below, nous analysons la composition de classe dans ses trois dimensions : technique, politique et socialement intégratrice. Nous définissons la composition sociale comme l'organisation matérielle spécifique des travailleurs dans une société de classes à travers les rapports sociaux de consommation et de reproduction. Avez-vous pris en compte cet aspect lors de vos enquêtes dans les centres d'appels ?

La «composition sociale», en dehors des lieux de travail et de leurs antagonismes sociaux, peut être très individualiste ou séparatrice, en particulier lorsqu'il s'agit de concepts tels que les «consommateurs» ou les «citoyens». Néanmoins, nous devons organiser une lutte dans ce que l'on pourrait appeler la «sphère prolétarienne» : les organisations de locataires, l'auto-éducation des travailleurs et les luttes des salariées contre le sexisme.

Dans des villes comme Berlin, beaucoup de travailleurs de salariés des centres d'appels étaient d'origine étudiante – et tout effort d'organisation devait tenir compte de cette double existence et en révéler le potentiel en développant une dynamique entre les luttes dans les fachs et sur les lieux de travail. Dans la région de la Ruhr où nous vivions, les employés des centres d'appels étaient socialement plus mélangés, avec des étudiants, des travailleurs qui avaient déjà occupé un autre emploi de bureau et d'anciens

sd'entreprise en France, mais il faut souligner qu'en Allemagne il n'y a pas de délégués du personnel. Le conseil d'entreprise peut être créé dans une boîte de 5 salariés à l'initiative des travailleurs et les apprentis sont pris en compte dans les effectifs. Trois salariés doivent convoquer une assemblée générale et organiser les élections. Le conseil d'entreprise ne reçoit pas de subventions du patron et n'a pas à prendre en charge les œuvres sociales comme en France. En théorie, le conseil d'entreprise est chargé de vérifier que le patron respecte le droit du travail, l'égalité hommes-femmes, l'intégration des étrangers et des handicapés et les conventions collectives. Il peut formuler des propositions au patron mais toujours en veillant à respecter les intérêts de l'entreprise et des travailleurs, en clair dans un esprit de collaboration de classe. (NdT)

ouvriers de l'industrie. Peut-être aurions-nous pu nous tenir compte davantage de l'expérience professionnelle antérieure de certains de nos collègues et nous demander s'ils avaient toujours des contacts et des formes d'engagement dans les mondes plus traditionnels du travail et des luttes. Nous n'avons pas su non plus prendre en compte la façon dont nos collègues mères célibataires organisaient leur vie après le travail.

Néanmoins, notre proposition (qui figure à la fin du livre *Hotlines : Call, centre, Inquiry, Communism*, 2002) de former des «cercles prolétariens» tenait compte du fait que l'organisation de la classe ouvrière devrait englober toutes les questions de la vie, des modalités d'organisation de notre existence quotidienne jusqu'à la manière dont nous faisons face à la maladie ou à la vieillesse. Au moment de l'enquête sur les centres d'appels, nous n'avions tout simplement pas la capacité de nous engager dans des structures parallèles d'activités sur le lieu de travail et des «réseaux de solidarité».

Votre livre prend une tonalité très autocritique à certains moments, quand vous expliquez ce qui a fonctionné et n'a pas fonctionné. Pourrais-tu nous en dire un peu plus sur ce que vous avez appris durant cette expérience ?

L'autocritique et la capacité de se servir des critiques venant d'autres personnes sont une condition préalable si l'on veut progresser. Évidemment, nous avons essayé beaucoup de choses et commis des erreurs, mais nous ne voulions pas présenter notre activité comme la meilleure solution pour tout, et nous ne considérons pas que la lutte des travailleurs des centres d'appels était la lutte principale ou que sa composition de classe était essentielle. Néanmoins, nous avons également été attaqués à l'époque par des groupes qui considéraient que nous avions franchi une frontière politique sacrée: on nous a reproché tantôt de trop «intervenir» tantôt de ne pas avoir «organisé» assez, selon le dogme politique défendu par nos critiques.

En ce qui concerne les centres d'appels, nous avons appris que, même s'ils emploient souvent des centaines de travailleurs, cela ne les transforme pas pour autant en usines. Le manque de coopération matérielle entre les travailleurs des centres d'appels explique peut-être que nous n'avons pas vu émerger le pouvoir et la confiance des travailleurs en leur pouvoir. Avec le recul, nous aurions peut-être dû être plus affirmatifs en proposant des structures organisationnelles, comme une réunion des travailleurs des centres d'appels au niveau de notre région ou la constitution d'un groupe au-delà du simple lieu de travail – ou, du moins, nous aurions dû tenter de le faire. D'un autre côté, nous n'étions pas assez forts en tant que groupe, au niveau du nombre de membres actifs, pour nous engager davantage dans d'autres luttes dans la région à l'époque, comme celle des travailleurs de

General Motors. Pendant l'enquête sur les centres d'appels, nous étions très occupés par le travail salarié et les activités politiques et n'avions pas beaucoup d'énergie pour en faire plus.

Dans votre livre, vous proposiez aux noyaux révolutionnaires d'entreprendre des enquêtes, afin éventuellement d'organiser des échanges d'expériences. Cela a-t-il eu des résultats ?

L'enquête nous a mis en contact avec différents groupes en Europe et a facilité la mise en place de réunions estivales régulières de militants aux vues assez similaires depuis le début des années 2000. Notre enquête n'a déclenché aucun mouvement plus vaste, mais elle semble avoir inspiré différents groupes dans divers pays qui souhaitaient débattre et s'intéresser à la question de l'enquête ouvrière. Même aujourd'hui, environ vingt ans plus tard, on nous pose encore des questions à ce sujet, et notre livre sur les centres d'appels est utilisé à titre d'exemple. Il était également important d'analyser dans cet ouvrage les principales expériences et les principaux résultats de notre activité, ce que de nombreux groupes n'arrivent jamais à faire après une intervention. Le livre a même été republié quelques années plus tard avec une nouvelle préface en Inde, et certains étudiants ont mené des enquêtes ouvrières à petite échelle dans le secteur local des centres d'appels¹.

Ce que nous n'avons probablement pas suffisamment expliqué, c'est qu'une telle enquête n'était pas «un projet» (en effet, beaucoup de groupes de gauche lancent des «projets», parfois de manière tout à fait aléatoire), mais un pas en avant vers la création d'une organisation de classe fondée sur une certaine compréhension politique et une attitude morale. Nous espérons qu'avec l'expérience et en nouant de nouveaux contacts avec des camarades en Europe, nous pourrions contribuer à regrouper les éléments de la gauche qui défendent une perspective fondée sur la lutte de classe. À cette fin, nous avons publié le bulletin d'information *prol-position*², qui contenait des articles et des traductions sur les luttes des travailleurs au-delà des frontières sectorielles.

Cependant, ni les réunions d'été ni ce bulletin n'ont réussi à briser les trois principaux obstacles qui divisent le milieu révolutionnaire: le fait que les militants travaillent de plus en plus dans les milieux universitaires et

1

Cf.

notamment

<https://gurgaonworkersnews.wordpress.com/gurgaonworkersnews-no1/>
(*NdT*).

² Le site prol-position.net et ses publications ne sont malheureusement plus disponibles (*NdT*).

ceux de la petite bourgeoisie salariée¹ ; la passivité ou la distance adoptée à l'égard des luttes ouvrières de certains groupes qui craignent de «contaminer» le prolétariat; et enfin l'attitude formaliste qui essaie de pousser les travailleurs en lutte à entrer dans des structures organisationnelles toutes faites, mais n'analyse pas les nouvelles possibilités qu'offre le processus de production pour leur organisation.

Comment la composition de classe a-t-elle changé depuis la publication de votre livre ? Si vous deviez lancer un projet d'enquête ouvrière aujourd'hui, où chercheriez-vous un emploi ?

Ce n'est pas un hasard si la plupart d'entre nous travaillent dans la logistique (ou autour de cette branche) : en tant que salariés dans des aéroports, des entrepôts, dans la livraison, ou si nous soutenons les efforts d'organisation des travailleurs chez Amazon. Les luttes des travailleurs dans les entrepôts en Italie et dans d'autres régions ont montré que le processus de reconcentration des chaînes modernes d'approvisionnement et de distribution fournit une structure matérielle qui devrait permettre la réémergence du pouvoir collectif des travailleurs. Nous avons donc proposé et commencé des enquêtes au sein des salariés de la logistique en collaboration notamment avec des camarades de *Wildcat* en Allemagne, d'*Angry Workers of the World* au Royaume-Uni et d'*Inicjatywa Pracownicza* (Initiative des travailleurs) en Pologne.

Nous devons rappeler que nous avons mené notre première enquête à la fin des années 1990 et au début des années 2000, donc avant le 11 septembre 2001, la «guerre contre le terrorisme» et la crise économique qui a éclaté en 2007 et 2008. Au moins trois choses ont changé depuis:

En premier lieu, avec la crise, l'intensification du travail a augmenté, tout comme la déqualification, le rythme d'exécution du travail et souvent aussi la surveillance et le contrôle. La logistique n'est qu'un exemple. La situation s'est aggravée dans de nombreuses branches, et cela va de pair avec une pression accrue de l'État-providence sur les travailleurs et un durcissement des politiques migratoires.

Deuxièmement, la mondialisation renouvelée des guerres a facilité la possibilité de discuter du «système» avec les collègues, même si nous ne sommes pas d'accord sur ce qu'est ce système. C'était plus difficile dans les années 1990. Aujourd'hui, nos enquêtes deviennent nécessairement «politiques» et internationales, non seulement à cause du caractère mondial des industries et des migrations, mais également en raison de la dimension mondiale et politique de la crise. Par conséquent, il est plus important que

¹ En anglais, l'auteur utilise le mot *professional* qui désigne à la fois les ingénieurs, les cadres et les professions libérales (*NdT*).

jamais de tracer une ligne de démarcation claire entre, d'un côté, l'organisation de classe des travailleurs et, de l'autre, les efforts visant à compromettre leur indépendance par des expériences parlementaires, de l'autre. La gauche court le risque de reproduire la division (périmée) entre «le syndicalisme honnête» pour les luttes économiques et le «parti parlementaire» pour les luttes politiques. Organiser des enquêtes ouvrières aujourd'hui signifie créer des organisations capables de dévoiler les liens mondiaux entre les luttes de classe quotidiennes qui vont au-delà des limites de plus en plus fragiles imposées par le système actuel – comme, entre autres, les frontières étatiques, les politiques monétaires, la famille nucléaire et le système parlementaire.

Troisièmement, nous avons assisté à une vague mondiale de luttes à la fin des années 2000 et au début des années 2010, pas seulement les «occupations de places», mais de nombreuses grèves et même des vagues de grève dans différentes régions du monde, y compris dans les pays du Sud. Cela nous a donné au moins une idée de ce qui pourrait être possible si ces luttes se combinaient et étaient stimulées par une volonté et une impulsion révolutionnaires similaires à celles de la fin des années soixante. Parallèlement, nous avons également assisté à une série de luttes ouvrières, à des affrontements quotidiens plus modestes ainsi qu'à des grèves sauvages organisées et à des grèves dirigées par des syndicats dans divers secteurs en Europe. Par exemple, dans les aéroports allemands, toutes les catégories professionnelles ont été mobilisées (agents d'entretien, pilotes, hôtesses de l'air, stewards, agents de sécurité) au sein des différentes entreprises impliquées dans des grèves au cours des dix dernières années. Et les conditions de travail sont devenues si mauvaises que de nombreux travailleurs recherchent des solutions alternatives.

Il semble donc que le moment soit propice pour participer à ces luttes par le biais d'enquêtes ouvrières – une période certainement meilleure et plus prometteuse que celle de la fin des années 1990.

Qu'est-ce que la co-recherche (*conricerca*) ?

Selon Andrea Cavazzini, «*la conricerca a été le fruit d'une élaboration collective qui s'est faite à partir de l'époque de la déstalinisation dans le cadre du militantisme hérétique et minoritaire d'après-guerre, en particulier de la part de figures appartenant à la gauche du Parti socialiste (PSI) et à certains courants parfois improprement définis comme bordiguistes, mais qu'il faudrait plus correctement qualifier de «communistes internationalistes» ou «léninistes de gauche», issus des minorités de gauche de la Troisième Internationale d'avant la glaciation stalinienne. La figure centrale de cette dernière lignée est Danilo Montaldi (1929-1975), militant opérant dans le Nord de l'Italie, dont fut proche politiquement le jeune Romano Alquati (1935-2010), membre des Quaderni Rossi et cofondateur de Classe operaia, ce dernier étant considéré souvent comme l'inventeur de la conricerca – ce qui est faux, [...], bien qu'il ait été celui qui en a inscrit systématiquement la pratique dans l'analyse de la grande usine capitaliste-avancée en produisant les premières enquêtes sociologiques à propos du système FIAT, la grande «institution totale» fordiste turinoise. [...] Alquati lui-même attribue l'invention de la conricerca à des travaux menés par Montaldi et par des théoriciens-militants indépendants tels Roberto Guiducci et Alessandro Pizzorno (qui se rapprocheront du réformisme du PS de Pietro Nenni après la déstalinisation), remontant aux années 1956-1957. [...]*» Toute une évolution se dessine parmi les jeunes socialistes ou communistes et chrétiens de gauche qui veulent contester «*le marxisme sclérosé hérité de la Guerre froide*». C'est ainsi qu'on passera de la *conricerca* à l'idée de la «centralité ouvrière». (Cf. Andrea Cavazzini, «Aux origines de l'enquête ouvrière : *conricerca* et ligne de classe en Italie dans les années 1950-1960», <https://orbi.uliege.be/handle/2268/112282>.)

La «co-recherche» est ainsi définie par Romano Alquati (1935-2010):

«Il y a ce mot suggestif qui frappe l'imagination: des chercheurs militants en sciences sociales commencent à travailler, sur un pied d'égalité, avec ceux qui auparavant étaient seulement l'objet d'interviews ; généralement, une fois l'entretien terminé, l'intéressé ignorait tout de l'utilisation de son témoignage [...]. La co-recherche ne se concentrait pas

sur une étude de la qualification professionnelle ou des compétences d'un métier ; elle impliquait des ouvriers (et des employés, des techniciens et des ingénieurs) dans un travail systématique portant sur l'ensemble de la survie des travailleurs, de leurs conflits et de leurs luttes, à égalité avec les intellectuels et les chercheurs "extérieurs" de ce secteur d'activité. Ces derniers "s'implantaient" un peu dans ce secteur, même si parfois il s'agissait d'un travail extérieur à l'entreprise, à commencer par leur travail d'auto-reproduction. Nous avons donc déjà imaginé une conception du travail différente de celle de l'art-de-faire et, plus encore, de la production manuelle, concrète. Cette relation et cet échange étaient également formateurs. Ils nous amenaient à formuler explicitement des hypothèses politiques sur les liens entre la lutte et la théorie, ainsi mise à l'épreuve, de telle sorte que la connaissance mobilisatrice transformait également le travailleur en un militant particulier (pas seulement idéologique...). Cette connaissance faisait mûrir le militant et parfois même intensifiait la lutte, jusqu'à ce que le militant travaille lui-même avec un co-chercheur, et arrive à en entraîner d'autres, comme nous le faisons avec d'autres jeunes apprentis. Ensuite, les co-chercheurs militants établissaient des liens entre eux (par exemple en contribuant à créer des bulletins centrés sur une usine ou plus généralement destinés aux travailleurs, voire en rejoignant des bulletins déjà existants) dans un certain réseau, tantôt dans des rencontres personnelles tantôt au téléphone.»

Brésil :

Le scandale WhatsApp et le crétinisme de la gauche-(*sic*)

La confrontation n'est possible que lorsque l'on connaît la nature réelle de l'adversaire. Et dans ce domaine, la gauche-(*sic*) se débrouille fort mal.

Pour commencer, je dois d'abord expliquer pourquoi j'ai horreur du mot «gauche» et pourquoi je le fais systématiquement suivre de la mention (*sic*). Il n'y a pas de «gauche» et de «droite», il existe des positions politiques, idéologiques et théoriques en faveur du maintien de l'ordre social existant (du capitalisme) et en faveur de son dépassement (du socialisme / communisme). Si l'on emploie les mots «gauche» et «droite», on fait disparaître la discussion sur le mode de production et ses catégories fondamentales : le capital, l'État, le travail aliéné, la forme marchandise, la valeur, la propriété privée, l'exploitation, et la plus-value.

Si l'on n'évoque pas ouvertement et concrètement le mode de production, la discussion reste dans la sphère des abstractions et des palliatifs favorables à la gestion même du système capitaliste. «Gauche» et «droite» deviennent des termes relatifs, géométriques et sans contenu. X est à gauche ou à droite de Y, ce qui ne veut rien dire. Cardoso se trouve à gauche de Bolsonaro, tandis qu'Attila le Hun est peut-être à droite. Le Parti des travailleurs est de gauche ? Le nazisme est-il à gauche ? Cela dépend du goût du client !

Gauche et droite sont des indicateurs génériques que chacun déforme à sa convenance et qui empêchent la discussion sur le mode de production et la lutte pour vaincre le capital. Dans ce texte, j'utilise l'expression «la gauche-(*sic*)» pour désigner l'ensemble des courants de pensée, des organisations politiques et des individus qui s'opposent au capital et qui luttent pour le socialisme / le communisme. Cet ensemble ne comprend pas

le Parti des travailleurs (PT), qui est un instrument de gestion du capital, bien que pratiquement toute la gauche-*(sic)* révolutionnaire et anticapitaliste, sans exception, se soit engagée dans la campagne en faveur de ce parti.

Après avoir défini le spectre de ce que j'appelle la gauche-*(sic)*, je vais aborder le sujet de ce texte proprement dit : le scandale WhatsApp et les réactions de ce champ politique.

La semaine dernière, un reportage a révélé un stratagème utilisé par les partisans de la campagne présidentielle de Jair Bolsonaro (Parti social-libéral, PSL) : ils ont payé des agences spécialisées pour envoyer des messages à des milliers de comptes WhatsApp dont le contenu était faux et diffamait leurs concurrents, Fernando Haddad (Parti des travailleurs) et Manuela D'Ávila (Parti Communiste du Brésil). Immédiatement, ces messages ont été copiés et diffusés sur des milliers d'autres groupes et de réseaux de contacts, atteignant ainsi des millions d'utilisateurs WhatsApp. Cette pratique constitue un délit électoral, puisqu'il s'agit d'un forme de don non déclaré à la justice pour une campagne électorale, comme l'exige la loi.

Le Parti des travailleurs a rapidement demandé que la candidature de Bolsonaro soit contestée, et le PDT (Parti démocratique du travail) de Ciro Gomes, arrivé troisième au premier tour de la présidentielle, a demandé l'annulation de l'élection. Au milieu de la controverse, la présidente de la Cour suprême électorale et «ministre» du Tribunal suprême fédéral, Rosa Weber, a donné une interview pour affirmer que tout était normal, qu'il n'y avait rien à faire contre la propagation industrielle de mensonges et que le second tour se déroulerait comme prévu. Les procès contre les actions du candidat du PSL (Bolsonaro) se tiendront en 2020, voire plus tard, à un moment où le futur président sera déjà investi. Il suffit de rappeler que le jugement des comptes électoraux de l'équipe Dilma-Temer en 2014 n'a eu lieu qu'en 2017.

Depuis la publication de ce reportage sur WhatsApp, un débat a été lancé dans le spectre de la gauche-*(sic)* sur les possibilités d'exclure Bolsonaro de la compétition électorale, sur un deuxième tour sans lui et sur le phénomène plus général de la diffusion de fausses nouvelles via WhatsApp. Après tout, au-delà du délit électoral (don non déclaré à un parti politique), le contenu même transmis par ce réseau social est

manifestement mensonger, diffamatoire, vil, répugnant. «Quelqu'un devrait faire quelque chose à ce sujet», rage la gauche-(*sic*). Ces réactions font apparaître un certain désespoir, une peur et une impuissance devant ce que sera le gouvernement Bolsonaro. Elles permettent de brosser un tableau intéressant de l'univers mental de la gauche-(*sic*) brésilienne. Un portrait tristement tragique, incluant diverses compromissions et capitulations, et beaucoup de condescendance, d'auto-mystification et d'arrogance. Parallèlement au débat entourant le scandale WhatsApp et durant la dernière étape de la campagne électorale, j'ai répertorié plusieurs types de crétinisme, imputables, selon des doses variables, aux différents segments du camp anticapitaliste. Je vais maintenant analyser ces crétinismes sous leurs formes les plus achevées et les plus caricaturales, afin de présenter les défis internes que la gauche-(*sic*) devra surmonter pour développer une résistance solide face au gouvernement Bolsonaro.



Le crétinisme juridique repose sur la croyance selon laquelle le pouvoir judiciaire aurait pu exclure Bolsonaro de la compétition électorale.

Cette conviction révèle une confiance naïve dans les institutions de l'État bourgeois, dans la séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), dans leur autonomie et dans l'efficacité de la justice en tant que protectrice de la loi et du droit. Croire en tout cela, c'est ignorer totalement

comment fonctionne l'État (ce comité qui gère les affaires communes de la bourgeoisie, comme Marx et Engels l'ont écrit, il y a déjà plus d'un siècle). N'importe quel épisode de la série *House of Cards* peut servir d'introduction didactique et de vaccin contre ces croyances naïves. Le pouvoir judiciaire fait partie intégrante de l'État bourgeois, c'est un organe de domination de classe comme les autres.

Ce pouvoir n'est pas un gardien neutre de la loi, qui prend des décisions impartiales fondées sur des interprétations techniques. Les juges ne décident pas eux-mêmes ce qu'ils écrivent dans leurs décisions, en particulier devant les juridictions supérieures (comme celle qui jugera les plaintes contre Bolsonaro). Les juges (qu'on appelle ici pompeusement «ministres» quand ils font partie du Tribunal suprême fédéral) discutent avec les représentants des autres secteurs de l'État, que ce soit le gouvernement moribond de Michel Temer, des parlementaires, des militaires, des membres des médias et des patrons. C'est comme ça qu'ils prennent leurs décisions.

Pour ce qui concerne la récusation de Bolsonaro, il ne s'agit pas de l'élection d'un simple président d'université, mais d'une candidature qui a recueilli 49 millions de voix au premier tour, d'un parti ayant élu plus de 50 députés, d'un mouvement ascendant, bien financé, organisé, agressif, dont les militants présents dans les rues tuent et agressent leurs opposants, qui bénéficie du soutien plus ou moins explicite de l'armée, de la police, des Églises, des médias, etc. Le pouvoir judiciaire n'a aucune force contre ce tsunami réactionnaire. Afin de ne pas avoir honte d'être chassés de leurs postes (comme le fils de Bolsonaro les en a déjà ouvertement menacés en toute impunité), ils vont absoudre cette campagne mensongère et frauduleuse, avec une belle sentence (comme ils disent), rédigée dans un langage juridique châtié. N'attendez rien d'autre du pouvoir judiciaire.

Le scandale de WhatsApp ne sera déclenché que si le gouvernement Bolsonaro échoue lamentablement dans ce que la bourgeoisie attend de lui (hypothèse assez probable); il servira peut-être de prétexte à son élimination, à l'instar de ce qui s'est passé avec Fernando Collor ou Dilma Rousseff. Mais étant donné ce que ce sera ce gouvernement, il est très probable qu'on trouvera de nombreux prétextes beaucoup plus scandaleux pour écarter Bolsonaro le moment venu (et lui accorder on ne sait quel poste à la place). Ce qui est certain, c'est que la gauche-(*sic*) ne peut

compter sur aucune protection du pouvoir judiciaire et des autres secteurs de l'État bourgeois contre la vengeance qui se déchaînera contre elle à partir du 28 octobre 2018 [date du second tour de l'élection présidentielle, *NdT*].



Le crétinisme libéral consiste à croire qu'une entreprise privée comme WhatsApp pourrait prendre des mesures efficaces contre la propagation de fausses nouvelles, et être une gardienne désintéressée de la vérité.

Après avoir été piratée, WhatsApp a bloqué 100 000 comptes de son application, car ils servaient à diffuser de fausses nouvelles. Il y a quelques mois, avant le début officiel de la campagne électorale, Facebook (la société propriétaire de WhatsApp) avait déjà supprimé des dizaines de pages et de profils, liés au MBL (Mouvement pour un Brésil libre¹), pour

¹ «Le MBL (Mouvement pour un Brésil libre), très actif dans la mobilisation des foules contre Dilma Rousseff, est un organe créé par de jeunes gens, appartenant aux milieux privilégiés de São Paulo, qui a la prétention de choisir le futur Président. Il prêche à la fois un néo-libéralisme intégral et un ordre moral ultraconservateur. Le MBL, devenu une inquisition ultra-puritaine, s'illustre par des happenings violents contre toute manifestation culturelle censée contrevenir aux valeurs de la famille traditionnelle. Les artistes, dont les plus illustres représentants de la chanson brésilienne comme Caetano Veloso, sont ainsi accusés gratuitement de "pédophilie" et d'autres crimes inexpiables contre les bonnes mœurs, comme la prétendue "théorie du genre", l'abomination suprême.» Armelle Anders, 12 novembre 2017 «Brésil : catastrophe

avoir propagé systématiquement des mensonges scabreux. Toutes ces mesures ont été inutiles, car le mal était déjà fait. L'action tardive des entreprises responsables de ces réseaux sociaux et qui bloquent certains utilisateurs malveillants ne sert qu'à faire croire qu'elles sont vigilantes et mènent quelques actions symboliques.

Mark Zuckerberg, propriétaire de Facebook, a déjà témoigné devant le Congrès américain à propos de l'utilisation de ces mêmes outils servant à diffuser de fausses nouvelles lors de la campagne électorale remportée par Trump en 2016. Après cette farce, l'élection brésilienne est la principale campagne importante où la fiabilité des réseaux sociaux a été testée et a de nouveau lamentablement échoué. Ni Facebook ni WhatsApp ne peuvent contrôler le contenu de ce qui circule sur leurs réseaux. Légalement, ils n'en ont même pas le droit, car cela impliquerait qu'ils aient le statut d'éditeurs, et soient traités comme des diffuseurs de contenus (comme une chaîne de télévision ou un journal), avec des implications fiscales et réglementaires. etc. Pour ne pas être encadrées par la loi, des entreprises comme Facebook et WhatsApp doivent rester «neutres», mais, en même temps, cela ouvre la voie à une exploitation malveillante de ces réseaux par des diffuseurs de fausses informations.

Une entreprise capitaliste ne se préoccupe que du profit réalisé, peu lui importent les conséquences. Lorsque les dommages sont très importants et peuvent affecter leur image, les entreprises ne prennent que des mesures formelles et tardives, mais rien qui ait des effets matériels et concrets pour remédier aux dégâts causés par leurs actions et leurs omissions. Les sociétés capitalistes vendent n'importe quoi, des armes nucléaires aux produits agrochimiques ; elles produisent d'innombrables polluants, détruisent l'environnement et empoisonnent les gens depuis des siècles. Il n'y a aucune raison de croire qu'elles cesseraient également d'empoisonner les esprits.

Mais il y a pire que de croire que les sociétés qui possèdent des réseaux sociaux pourraient empêcher la diffusion de fausses nouvelles – c'est de penser qu'elles devraient le faire. Faire de Facebook un arbitre

en vue», <http://theconversation.com/bresil-catastrophe-en-vue-86789>).
(NdT.)

suprême au-dessus des positions politiques et idéologiques pour décider de ce qui est vrai et de ce qui est faux et autoriser ainsi sa diffusion dans des réseaux créerait une dystopie¹ parfaite. Transférer à une méga-corporation capitaliste le pouvoir de décider ce que chacun recevra sur son téléphone portable, en lui conférant également la condition supérieure et le statut de gardien irrécusable de la vérité, reviendrait à renoncer définitivement à toute possibilité de dissidence. Le système capitaliste aurait ainsi à sa disposition un gardien parfait et incontestable qui certifierait la version de la réalité qui convient à ce système, un gardien que tous aimeraient et croiraient. En fait, cela se fait déjà en partie. La plupart des utilisateurs ignorent qu'un algorithme mathématique sélectionne ce qu'ils reçoivent sur leur téléphone portable : cet algorithme les isole dans leurs bulles et leurs filtres ; il leur montre la réalité telle qu'ils la souhaitent et non telle qu'elle est dans sa complexité et ses contradictions inépuisables. Ils ne se doutent pas que Facebook, comme toute entreprise capitaliste, a des intérêts de classe et fonctionne comme un outil idéologique pour perpétuer et administrer le système capitaliste.

Le crétinisme communicationnel consiste à croire que le «Web 2.0» et les réseaux sociaux seraient une voie à double sens.

Cette modalité du crétinisme n'a pas été très à la mode ces derniers temps, car elle a déjà été disqualifiée dans le débat. Je rappelle cette croyance parce qu'elle est en quelque sorte à la base de la précédente et qu'elle continue de nuire à la compréhension du caractère réel des réseaux sociaux.

Lorsque Internet a commencé à acquérir sa configuration actuelle, en offrant une multiplicité de plates-formes ouvertes dans lesquelles les utilisateurs ont également la possibilité de publier du contenu (YouTube, Orkut, Myspace, Facebook, Instagram, Snapchat, etc.), de nombreux théoriciens de la communication ont défendu la théorie selon laquelle cela

¹ «*Au contraire de l'utopie, la dystopie relate une histoire ayant lieu dans une société imaginaire difficile ou impossible à vivre, pleine de défauts, et dont le modèle ne doit pas être imité.*»
<https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/dystopie/>

marquait une rupture avec le format traditionnel des médias de masse. De la presse écrite aux médias devenus populaires au XX^e siècle, tels que la radio, les disques, le cinéma, la télévision, etc., tous se caractérisaient par une structure pyramidale dans laquelle un seul émetteur actif élaborait et distribuait verticalement le contenu de haut en bas à des millions de récepteurs passifs.

Internet, avec ses blogs, d'abord, puis avec les plateformes susmentionnées, qui composaient le soi-disant Web 2.0, était censé rompre avec cette structure pyramidale de diffusion verticale de l'information, car il permettrait à l'utilisateur final de quitter la condition séculaire de récepteur passif, de devenir actif, et de produire son propre contenu. Nous aurions un émetteur unique et des millions de récepteurs, mais aussi un réseau horizontal avec des millions de nœuds autonomes agissant simultanément en tant que récepteurs et producteurs de contenu.

Cette utopie communicationnelle s'est effondrée en quelques années lorsqu'il est devenu évident que les mêmes sociétés qui contrôlaient la production de contenu pour les anciens médias ont également commencé à intervenir dans le Web 2.0. Les contenus qui circulent dans ce réseau censé être horizontal sont les mêmes que dans l'ancienne communication pyramidale de masse. Les utilisateurs ont la capacité de générer leurs propres contenus, mais, au lieu de cela, ils discutent plutôt des potins concernant les célébrités des feuilletons, comme ils le faisaient avant. Le caractère libre de l'Internet, ouvert à une communication à double sens, n'a pas permis à l'utilisateur final de choisir et d'élaborer un contenu, mais l'a rendu encore plus prisonnier d'une structure de production de contenu hautement spécialisée, segmentée et ciblée pour s'adapter à vos préférences personnelles (avec l'efficacité implacable des algorithmes mathématiques).

L'utopie communicationnelle est devenue la dystopie d'une avalanche de fausses nouvelles, empoisonnant et stérilisant toute possibilité d'un débat politique sérieux. Les élections brésiliennes ne sont que le chapitre le plus récent de cette histoire. Ce dont personne ne veut parler et qui constitue la cruelle vérité à ce sujet, c'est que l'utilisateur final de la communication de masse, celui qui se trouve à la base de la pyramide des destinataires, ne peut pas générer de façon autonome son propre contenu, ni même discerner les qualités élémentaires du contenu qu'il reçoit, de sa vérité objective à sa valeur esthétique. La maîtrise des réseaux et d'Internet

par leurs utilisateurs n'est pas seulement une affaire technique concernant les plates-formes de circulation, qui peuvent être fermées ou ouvertes (après tout, le Web 2.0 a déjà fourni cette ressource), ni même une question de «niveau culturel» qui pourrait également être renforcé au moyen d'actions éducatives formelles (cette croyance constitue une autre modalité du crétinisme, analysée plus loin), mais un problème politique lié à la capacité de s'organiser pour des actions collectives. Ces conditions n'étant pas réunies, tout le reste ne fait qu'entretenir de vains espoirs et gaspiller de l'énergie.

Pour que les utilisateurs des moyens de communication interviennent activement dans le processus en tant que sujets autonomes, il faudrait qu'il existe des espaces collectifs d'organisation et d'action, dans lesquels ces utilisateurs opéreraient des transformations matérielles. Dans ce cas, la réception des contenus communicationnels s'effectuerait dans le cadre d'une sphère collective liée à la lutte, orientée vers la satisfaction d'intérêts matériels. Sans cette médiation, sans les instruments d'action collective pour agir dans la réalité matérielle, l'utilisateur final continuera à être le destinataire passif de contenus générés par d'autres et correspondant à d'autres intérêts de classe.

Le crétinisme avant-gardiste / épistémologique consiste à traiter comme un problème cognitif le fait que les électeurs de Bolsonaro seraient incapables de percevoir qu'ils auraient voté contre leurs propres intérêts.

Le fait que la grande masse des utilisateurs de WhatsApp (l'application a 120 millions de comptes au Brésil sur 209 millions d'habitants) n'a pas la capacité de discernement nécessaire pour évaluer le contenu qu'elle reçoit des réseaux sociaux désespère les partisans de la candidature commune au Parti des travailleurs et au Parti communiste du Brésil.

Il n'est pas facile d'accepter que des dizaines de millions de personnes croient que le communisme est une conspiration internationale du Forum de São Paulo et de George Soros ; que cette conspiration s'appuie sur des médias achetés, pour implanter l'idéologie du genre par le biais de Pablo Vittar [chanteur, compositeur et drag queen, brésilien, *NdT*] et d'artistes financés grâce aux mécanismes de la loi Rouanet [qui permet de subventionner des milliers de spectacles, *NdT*] ; qu'elle vise à obliger les garçons à embrasser les garçons, les filles à embrasser les filles ; que tout le monde consomme de la drogue et vole ce qui appartient aux autres. Devant

le degré d'ignorance des personnes qui croient à cette fable, la plupart des partisans du Parti des travailleurs ont réagi en dénigrant leurs capacités cognitives, et en traitant d'ânes tous les électeurs de Bolsonaro, sans distinction.

Là encore, il s'agit d'une réponse facile et fautive à un problème qui nécessite une analyse beaucoup plus approfondie. À commencer par le fait que l'électorat de Bolsonaro n'est pas homogène, ni en termes de classe ni en termes d'idéologie, et encore moins de capacités intellectuelles. Ce qui manque aux électeurs de Bolsonaro ce n'est pas une capacité cognitive, mais des solutions alternatives pour s'organiser et agir collectivement.

Les utilisateurs et utilisatrices de WhatsApp qui votent pour Bolsonaro font un choix légitime fondé sur une évaluation matérielle de leurs conditions de vie. La prospérité précaire de l'ère Lula s'est effondrée comme un château de cartes face à la crise mondiale et aux exigences brutales du parasitisme rentier qui régit le capitalisme périphérique brésilien.

Cela a créé un ressentiment, aggravé par la perception que le Parti des travailleurs était corrompu, et cela a généré un bouillon de haine et un désir de vengeance dont ont profité les mensonges lancés contre le Parti des travailleurs. Les électeurs de Bolsonaro ne sont pas des zombies ignorants, débiles ou sans cervelle, ce sont des personnes laissées à l'abandon, traitées comme des statistiques de consommation par la publicité des gouvernements du Parti des travailleurs.

Au lieu de se prendre en mains en tant que sujets historiques, les électeurs populaires ont reçu une carte de crédit des gouvernements du Parti des travailleurs. Lorsqu'il n'y a plus eu d'embauches ou que les emplois se sont détériorés, sont devenus précaires, mal payés et incertains, les dettes sont restées et ils n'avaient plus de quoi les payer. Et c'est à ce moment-là que les églises néo-pentecôtistes ont organisé la population. La solidarité spontanée et les liens collectifs ont été récupérés par le discours méritocratique et entrepreneurial des Églises pour devenir leur opposé : la concurrence entre les individus et l'indifférence.

Dans ce scénario, il n'est pas surprenant que les gens choisissent le candidat qui prétend être «opposé à tout ce qui est en place». Le fait que ce candidat soit associé à des idées rétrogrades, autoritaires, violentes, etc., apparaît à cette grande masse de l'électorat comme des excès et des effets secondaires tolérables face à leur priorité, qui est de punir le Parti des travailleurs d'avoir trahi leurs espoirs déçus. Nous savons que Bolsonaro n'est pas contre «tout ce qui est en place», mais au contraire qu'il en fait partie. Mais il s'agit d'un choix épistémologiquement légitime, fondé sur une évaluation reposant sur une certaine réalité matérielle. Ce n'est pas un exemple de «stupidité». Parler de stupidité révèle en vérité une attitude condescendante et arrogante chez ceux qui se considèrent propriétaires de

la vérité, savent ce qui convient le mieux à tous et s'irritent du fait qu'une masse de personnes ignorantes fassent un autre choix dans l'urne que le leur.

Le Parti des travailleurs et ses partisans de la première comme de la dernière heure adoptent maintenant un ton professoral pour enseigner aux électeurs du candidat réactionnaire ce que devrait être un comportement « correct ». Ils ne comprennent pas que c'est précisément cette posture professorale et cet air supérieur qui leur ont aliéné l'électorat populaire. Ils oublient que dans les années 1990, le Parti des travailleurs déclarait lui aussi qu'il était « contre tout ce qui est en place ». Cependant, lorsque le parti est parvenu au gouvernement, il s'est également comporté comme faisant partie de « tout ce qui est en place » (ce qui ne devrait surprendre personne, compte tenu du comportement adopté par les militants du Parti des travailleurs dans les syndicats et d'autres mouvements sociaux où ils collaboraient à la gestion du système capitaliste). Les militants se sont transformés en bureaucrates ministériels, en universitaires, en responsables de syndicats ou d'ONG et gestionnaires des causes identitaires. Ils ont créé un abîme entre eux et la classe qu'ils prétendaient représenter.

Le problème que nous avons ici n'est pas seulement un problème de langage. Ce n'est pas le simple fait que le Parti des travailleurs au gouvernement ne savait pas comment « parler la langue du peuple », ce qui pourrait être facilement corrigé en reconfigurant sa stratégie de communication. Le problème est plus profond ; il réside dans la conception avant-gardiste de la représentation, conception qui structure la relation entre les partis et la classe. Selon cette conception, les dirigeants et les militants des partis doivent représenter le peuple devant l'État (ou au sein de celui-ci) et les autres classes, car ils sont détenteurs du savoir et savent ce qui est le mieux pour eux.

La classe ouvrière n'a pas besoin de représentants qui sont supposés agir en son nom dans les sphères bureaucratiques du pouvoir. Elle a besoin d'espaces d'organisation où elle puisse se reconnaître comme sujet de l'histoire, forger ses propres revendications, créer ses organisations, inventer ses méthodes de lutte et ses discours. La posture avant-gardiste du Parti des travailleurs l'a fait tomber dans un piège : il a accédé au gouvernement, en croyant qu'il détenait le pouvoir.

Le pouvoir social émane des relations sociales matérielles et non de l'État. Le pouvoir reste toujours entre les mains du capital, et ce n'est que dans l'affrontement avec ce capital, jamais par l'intermédiaire de gestionnaires et de « représentants » au sein de l'État, que la classe ouvrière

peut développer un contre-pouvoir et un projet social qui lui soit propre. Si l'on conquiert des positions dans l'État on est inévitablement identifié comme un gestionnaire du système capitaliste. Comme ce système est incapable d'apporter des améliorations matérielles durables, qu'il est soumis à des crises cycliques plus ou moins violentes, mais toujours inévitables, la misère et les frustrations qu'il provoque finissent par être attribuées à ceux qui le gèrent, ici le Parti des travailleurs.

Le néofascisme (appellation provisoire jusqu'à ce que nous puissions enfin caractériser le bolsonarisme) est la gueule de bois du réformisme. Et la gauche-(*sic*) révolutionnaire jette à la poubelle toute sa faible crédibilité d'opposante du PT quand elle s'associe avec lui à la dernière minute de sa campagne électorale [...].

Les partisans du Parti des travailleurs font une campagne protocolaire, parce que, en bons gestionnaires qu'ils sont, ils comptent sur l'échec certain du gouvernement Bolsonaro pour revenir au gouvernement en 2022 (quant à savoir si ce calcul est correct et si nous aurons vraiment des élections en 2022 ou 2020, c'est une autre affaire). Ce qui compte ici, c'est que le Parti des travailleurs et la gauche-(*sic*) révolutionnaire partagent ces mêmes postulats avant-gardistes. Cette variété de crétinisme est donc la plus grave, car elle se répand non seulement dans le Parti des travailleurs, mais aussi chez ceux de la gauche-(*sic*) qui se sont opposés à lui pendant qu'il était au gouvernement et ont rejoint à la dernière heure, avec plus ou moins de honte, sa campagne électorale, comme si cela pouvait sauver quelque chose. Les deux variétés suivantes de crétinisme sont moins graves, mais il faut pourtant les mentionner.

Le crétinisme identitaire/moraliste repose sur la croyance que l'électorat de Bolsonaro peut être convaincu de ne pas voter pour lui si l'on associe à son nom des adjectifs tels que «fasciste», «autoritaire», «réactionnaire» en employant ces termes de manière moraliste.

Plus la gauche-(*sic*) offense Bolsonaro et dses électeurs, plus elle renforce le lien qui les unit. La gauche-(*sic*) refuse de descendre de son piédestal et de reconnaître qu'elle a perdu le débat moral et idéologique face aux forces réactionnaires. Les années au cours desquelles le Parti des travailleurs (et ses partisans volontaires et involontaires) a occupé des postes dans l'appareil d'État et para-étatique (syndicats, ONG, universités)

ont créé chez eux l'illusion que la population était d'accord avec leurs positions. Être temporairement au gouvernement ne signifie pas être au pouvoir, nous l'avons déjà dit.

Il faut dire maintenant que cela ne signifie pas non plus que la population approuve son discours idéologique. Cette illusion est particulièrement grave chez une certaine couche de militants cooptés par les mécanismes de gestion des conflits sociaux et qui sont devenus des gestionnaires des causes identitaires. Étant donné que le capitalisme périphérique brésilien, sous la direction du PT, ne peut répondre aux demandes d'amélioration de la situation matérielle de catégories telles que les femmes, les Noirs et les LGBT (pour ce faire, il faudrait affronter les intérêts matériels de la bourgeoisie, ce qui est hors de question pour le Parti des travailleurs), ils ont symboliquement accordé des responsabilités à une infime partie de ces catégories au sein d'espaces de «représentativité».

Les gestionnaires des causes identitaires, dûment trompés par leur prise de responsabilités purement symbolique pendant le règne du Parti des travailleurs, sont devenus des justiciers sociaux et fiscaux ; ils veulent punir le comportement et le langage d'autrui, en particulier dans les universités et le mouvement étudiant. D'une posture libertaire, éclairée et pédagogique, la gauche-*(sic)* a fini par s'identifier à une patrouille autoritaire, paranoïaque et rancunière qui cherche à contrôler la vie privée des gens. Plus grave encore, cela a fait disparaître les discussions sur les fondements matériels d'une réalité qui imposait des difficultés concrètes supplémentaires aux femmes, aux Noirs et aux LGBT (Lesbiennes, Gay, Bi, Trans). Par conséquent, il est inutile de se plaindre que certaines parties de la population ne croient plus au discours de la gauche-*(sic)* et sont disposées à voter Bolsonaro. Les améliorations symboliques ne les ont jamais concernées, mais la détérioration matérielle s'est produite très concrètement, et c'est ce qui prévaut dans leurs choix, au-delà des considérations morales.

Pour conclure sur ce point, il convient ici de distinguer entre, d'un côté, l'utilisatrice de Whatsapp qui entend une histoire horrible sur les prétendues perversions sexuelles des gauchistes, et, de l'autre, le pasteur mal intentionné ou le fanatique de la Maison pour un Brésil libre qui fabrique ces histoires sur les réseaux sociaux. Inutile de dire que, face à cette modalité de crétinisme, nous critiquons ceux qui en souffrent car ils ne

savent pas comment traiter la partie de l'électorat bolsonariste qui votera de bonne foi, convaincue qu'un changement est nécessaire et vaut la peine d'être risqué. Nous ne parlons pas des électeurs qui savent très bien ce qu'est une dictature, ce qu'est l'autoritarisme, la torture, la persécution, la censure, etc. Contre ces gents-là, tout argument moral est évidemment inutile.

Le crétinisme éducatif consiste à croire qu'il serait possible d'empêcher l'avènement des idées réactionnaire par des politiques éducatives, sans comprendre que les établissements d'enseignement actuels ne font que gérer la barbarie.

Nous avons mentionné plus haut l'idée que les politiques éducatives pourraient être mobilisées pour améliorer le niveau culturel de la population et empêcher ainsi sa confiance naïve dans les mensonges de WhatsApp et, partant, son adhésion à des projets néfastes tels que le bolsonarisme. Nous sommes loin de minimiser l'importance d'accroître l'accès à la culture de l'humanité, accès qui doit être étendu à l'ensemble de la population, car c'est une condition de son émancipation.

Ce que nous soulignons ici comme dernière modalité du crétinisme, c'est l'existence d'une double illusion qui sous-tend la défense de l'éducation comme panacée pour mettre fin à tous les maux sociaux.

Le premier aspect de cette illusion est la réduction de l'éducation à une scolarisation sous parrainage public ou privé. L'éducation, dans un sens véritablement émancipateur, doit être comprise de manière plus générale comme la formation que les hommes et des femmes reçoivent également (ou principalement) au-delà des murs de l'école, dans les mouvements sociaux, les syndicats, les associations, les collectifs et les espaces de lutte, où la véritable nature de la société de classe se dévoile et où se matérialise la dimension collective et sociale de l'être humain.

L'autre dimension de l'illusion éducative est l'idée selon laquelle l'éducation patronnée par l'État ou par les entreprises pourrait être un instrument neutre, capable de fournir les connaissances nécessaires à une transformation véritablement émancipatrice. Dans la société capitaliste, l'école est intrinsèquement incapable d'arriver à un tel résultat. L'enseignement scolaire officiel sera toujours axé sur la formation de la marchandise force de travail et celle-ci présente des caractéristiques

propres à la reproduction du capital à un moment historique donné. Et le moment historique actuel nécessite une force de travail fragmentée, atomisée, individualiste, qui croit en l'entreprise et en la méritocratie, constamment reconvertie, qui accepte de se recycler en permanence, d'apprendre à apprendre, qui soit flexible et disposée à accepter des sacrifices sans se plaindre, que ce soit au niveau de l'entreprise ou au niveau social. En d'autres termes, l'école forme une main-d'œuvre adaptée à une nouvelle situation dans laquelle les relations de travail, sous-tendues par des emplois réguliers, sont rapidement remplacées par des relations précaires, informelles, sous-traitées, temporaires, intermittentes, etc. Le travailleur doit s'adapter à cela sans poser de questions, et c'est à cela que sert l'école.

Il est également fréquent que l'école publique elle-même soit privatisée, de la garderie à l'université, ce qui est devenu un marché lucratif pour les ONG, les fondations, les instituts, les bureaux d'études et les entreprises éducatives, précarisant aussi le travail des enseignants et des employés, abaissant le niveau du contenu (loin de garantir ce que nous appelons l'accès au patrimoine culturel accumulé par l'humanité), etc. L'école ne sera pas un antidote contre la barbarie, mais un instrument de gestion qui enfermera les enfants, les adolescents et les jeunes dans une institution où ils perdront énormément de temps, et qui ne leur apprendra rien d'utile et transmettra seulement les discours creux des gourous du business à la mode, dilués dans un jargon vulgaire.

Considérations finales

Afin de ne pas tomber moi-même dans une forme de crétinisme, je ne fournirai pas de recette toute prête et infaillible pour affronter le bolsonarisme. Mais cette confrontation n'est possible que lorsque l'on connaît la véritable nature de l'adversaire. Et dans ce domaine, la gauche-*(sic)* ne s'en tire pas très bien non plus.

L'emploi et l'abus du concept de fascisme, et en particulier sa transformation en une sorte de qualificatif moral, empêchent une réelle compréhension de ce phénomène. Le bolsonarisme n'est pas une variété de fascisme. À l'époque du fascisme classique, il y eut un équivalent supposé au Brésil, l'intégralisme¹, à propos duquel J. Chasin avait déjà affirmé qu'il

¹ « *Si l'Estado novo [portugais], malgré des points communs, n'a pas été un fascisme, celui-ci a trouvé au Brésil des épigones avec le mouvement*

s'agissait plutôt d'une «forme de régression dans un capitalisme hypertardif». Pour le paraphraser, je classerai le bolsonarisme comme une forme nationale particulière de régression et un symptôme psychosocial du capitalisme hypertardif. La différence est que Chasin a parlé de capitalisme hypertardif pour définir l'implantation du capitalisme au Brésil. Ce que j'appelle le capitalisme hypertardif aujourd'hui, c'est le mode de production capitaliste mondial dans son ensemble. [...]

Nous n'avons jamais été aussi près d'une révolution socialiste (grâce aux possibilités techniques d'expropriation d'applications de gestion au profit d'une économie fondée sur la valeur d'usage et le temps libre) et en même temps aussi loin (à cause de la corrélation des forces que nous a léguée la défaite de toutes les luttes passées pour le socialisme). Le bolsonarisme n'est que la version brésilienne de la forme de gestion adaptée à ce capitalisme, à la fois ultra-technologique et ultra-primitif. Pour pouvoir l'affronter, nous ne pourrions pas compter sur une résurrection des formes de lutte qui ont vaincu la dernière dictature militaire : des masses ouvrières, compactes et homogènes, organisées en syndicats, dirigeant un large éventail d'autres mouvements sociaux.

La nouvelle organisation du travail, atomisée dans des réseaux manipulés par des applications, imposera une nouvelle forme de lutte. En même temps, les moyens de communication qui rendent cette gestion possible peuvent également faciliter la révolte contre elle. Si la gauche-(sic)

intégraliste. Il s'agit d'un traditionalisme réactionnaire et ultra-nationaliste théorisé dans les années 1930 par Plinio Salgado. L'Action intégraliste brésilienne AIB, fondée en 1932, aurait compté à son apogée plusieurs centaines de milliers de membres. La parenté avec le fascisme tient à l'autoritarisme, au culte du chef, à l'exaltation de la violence, au nationalisme et à l'anticommunisme fanatique, ainsi qu'à l'esthétique : chemises vertes, symbole d'unité le sigma, bras tendu. Mais le catholicisme intégriste et la valorisation du métissage, autres traits caractéristiques de l'intégralisme, l'en éloignent. L'AIB appuie Vargas jusqu'à l'interdiction des partis politiques en 1937. Un soulèvement qui échoue en mai 1938 achève de signer le divorce entre le régime et les intégralistes. » L'Histoire, n° 366, juillet-août 2011. Pour approfondir et découvrir un autre point de vue sur le fascisme au Brésil, on lira l'excellent article de Hélió Trindade, disponible en ligne : «La question du fascisme en Amérique latine », Revue française de science politique, 33^e année, n° 2, 1983, et plus particulièrement à partir de la page 307.

survit à l'apothéose de la violence qui suivra la victoire des forces réactionnaires le 28 octobre, elle aura pour tâche d'organiser la révolte contre l'échec inévitable de la gestion du capitalisme brésilien par le gang bolsonariste, dans un contexte de crise mondiale.

Eduardo (*Passa Palavra*),
06/12/2018

Paul Gilroy¹

BLACK FASCISM

En 1938, C.L.R. James écrivait : «*Tout ce en quoi Hitler devait exceller ultérieurement, Marcus Garvey le pratiquait déjà au début des années 1920. Il organisait des bataillons de choc qui défilaient en uniforme et faisaient régner l'ordre dans ses meetings, auxquels ils donnaient une tonalité particulière*». Plus tard, James abandonna cette analyse d'avant-guerre, mais son propos n'en évoque pas moins les controverses suscitées à l'époque par le mouvement de Garvey, l'Universal Negro Improvement Association (UNIA). Est-ce que son idéologie en matière de conscience raciale oriente Garvey vers le fascisme ? Ou bien la sympathie qu'il exprimait en faveur des dictateurs européens se fondait-elle sur leurs réalisations pratiques, à l'instar de son enthousiasme pour Napoléon ? Enfin, le leadership militariste de Garvey s'apparentait-il aux techniques des dirigeants fascistes développées en Italie et en Allemagne ?

Il n'est pas dans mon intention d'amoindrir les réalisations extraordinaires de l'UNIA, ni d'ignorer le racisme bien réel des fascistes européens à l'égard des noirs. Je considère néanmoins qu'il existe des affinités entre Garvey et les fascistes et que celles-ci découlent d'un style politique commun. En fait, Garvey lui-même aurait pu souscrire à cette analyse.

¹ Référence originale : Paul Gilroy, 2000, «Black Fascism», *Transition*, n° 81/82, Indiana University Press / Hutchins Center for African and African American Research (Harvard University) : pp. 70-91 ; article adapté de Paul Gilroy, *Against Race : Imagining Political Culture beyond the Color Line*, Harvard University Press, 2000. Sociologue afro-britannique, Paul Gilroy (1956-) est professeur au sein du King's College de Londres. Auteur important des Cultural Studies contemporaines, il a notamment publié *L'Atlantique noir : modernité et double conscience* (Éditions Amsterdam, 2010, pour la traduction française). (NdT)

Dans un entretien de 1937, il parlait en ces termes du rôle historique de l'UNIA : *«Nous avons été les premiers fascistes. Nous avons discipliné des hommes, des femmes et des enfants en formation pour la libération de l'Afrique. Les masses noires ont compris qu'elles pouvaient placer leurs espérances dans ce nationalisme radical et le soutenir sans réserve. Si Mussolini m'a plagié avec le fascisme, les réactionnaires noirs, eux, l'ont saboté.»*

L'historien Robert A. Hill a cru percevoir de la «naïveté» dans l'identification de Garvey au fascisme, mais il remarque toutefois que cette identification s'est nourrie de son propre et très explicite antisémitisme. Que Garvey ait réellement inspiré ou pas Mussolini et Hitler, il n'en demeure pas moins significatif qu'il l'ait cru. Bien que cela nous conduise en terrain plus périlleux encore, nous devons également tenir compte des rapports que Garvey put initialement entretenir avec le Ku Klux Klan et autres suprémacistes blancs. Le plus emblématique de ces contacts fut sans doute une rencontre de deux heures entre Garvey et Edward Clarke, *Grand Wizard* du Klan, à Atlanta en juin 1922.

Mais bien avant cela, Garvey saluait déjà les convictions ségrégationnistes de l'organisation qui «lynche en chaque noir sa fierté raciale». Ces positions allaient de pair avec le soutien dont il gratifiait les activités d'autres organisations suprémacistes blanches : *«Dans notre volonté de devenir une grande race, nous sommes assez libéraux pour accorder aux autres le même droit [...]. Toutes les races devraient être pures au plan moral comme dans la manière de penser, c'est pour cela qu'en tant que noirs, nous avons une certaine admiration pour les dirigeants et membres des Clubs anglo-saxons. Ils sont sincères et honorables dans leur intention de purifier et préserver la race blanche, tout comme nous le sommes dans notre détermination à purifier et uniformiser la nôtre.»*

«*Purifier et uniformiser*» : Garvey reconnaît donc que la pureté raciale est un projet, pas un état. Ni la biologie ni l'oppression raciste ne suffisent à générer la pureté de la race : des technologies martiales de racialisation telles que les manœuvres, les uniformes, les médailles, les titres et les rassemblements, sont nécessaires à la normalisation d'une mentalité raciale qui ne peut émerger spontanément.

Les idées de Garvey participent d'une vision nationaliste aux valeurs viriles bien connues de conquête et de performance militaire : *«C'est le pays de l'homme blanc. Il l'a découvert, il l'a conquis ; on ne peut pas le blâmer de vouloir le garder pour lui. Je ne suis pas particulièrement contrarié d'être ségrégué par l'homme blanc du Sud sous prétexte que je suis noir. Je n'ai jamais conçu de tramways ou de chemins de fer. L'homme blanc les a construits pour son propre confort. Et si je ne veux pas monter à la place qu'il daigne m'accorder, je ferais bien mieux de marcher.»*

On a postulé la dimension tactique de tels arguments, propres à favoriser l'objectif à long terme de Garvey, qui était d'implanter l'UNIA dans les États du Sud ; il n'en reste pas moins vrai que ses déclarations à ce propos n'ont pas remporté une adhésion sans équivoque de la part des membres de l'UNIA. Tony Martin, un biographe de Garvey, a parlé de symbiose pour décrire la relation que l'UNIA entretenait avec le Klan comme avec d'autres suprémacistes blancs. Rejetant toutefois l'idée qualifiée de «simpliste» selon laquelle ces alliances eussent été fondamentales, Martin fait observer que la pureté raciale, l'enthousiasme pour le retour en Afrique et l'hostilité à l'égard d'une quelconque intégration n'étaient que des «préoccupations communes» à ces groupes de pression politiquement très différents. L'auteur achève son étude sur l'UNIA par le récit que Garvey proposa de sa rencontre avec Edward Clarke : *«Je parlais à un homme violemment blanc, et je lui parlais comme un homme qui était tout aussi violemment un noir»*. Ce moment de symétrie transraciale s'articule autour d'une double caractéristique, inhérente à ce que j'appelle un fascisme générique : la brutalité et la masculinité.

Des années plus tard, Malcolm X déclara qu'Elijah Muhammad avait lui aussi organisé une rencontre avec le Klan : *«Je sais pertinemment qu'il existe une conspiration entre certains musulmans et les nazis de Lincoln Rockwell ainsi que le Ku Klux Klan. Il s'agit d'un complot. [...] En fait, le Klan a passé un marché avec Elijah Muhammad en 1960 chez Jeremiah X,*

alors minister¹ pour la ville d'Atlanta, en présence de celui de Philadelphie. Ils ont essayé de conclure un accord à propos d'un territoire, de la taille d'un comté, qui serait mis à la disposition d'Elijah Muhammad, en Géorgie ou en Caroline du Sud, et vers lequel il pourrait inciter les noirs à émigrer afin de donner l'impression que son projet d'État ségrégué ou séparé est réalisable. Dans quelle mesure ces négociations se sont poursuivies, je n'en sais rien. Après décembre 1960, je n'y étais plus impliqué. Ce que je sais, en revanche, c'est qu'à partir de ce moment-là, Jérémiah, devenu ministre pour tout le Sud, put le parcourir sans que le Klan ne le dérange en aucune manière, ni lui ni aucun des Black Muslims ; et ce fut réciproque.»

Malcolm a été lui-même présenté comme un leader autoritaire et charismatique, mais il diffère de Muhammad et de Garvey dans son refus de collaborer avec le Klan et les nazis. Quoi qu'il en soit, cette transaction que Malcolm qualifie de conspiration définit assez bien l'objet des rencontres précédentes entre Garvey et le Klan. Pour un dirigeant comme Elijah Muhammad, la séparation jugée essentielle à la renaissance raciale exige – voire légitime – un contact transgressif avec l'Autre interdit, selon le protocole étrange d'une fraternité en miroir. Ségrégationnistes et purificateurs, de part et d'autre de la frontière entre les «races», revendiquent pour eux-mêmes le monopole dans la gestion de tels contacts avec l'ennemi. Et comme un conflit politique tend à se résoudre par la rencontre entre les deux parties, celui qui se déclarait ennemi de l'autre cesse dès lors de l'être. Pour des nationalistes comme Garvey et Muhammad, les nazis et les membres du Klan sont préférables aux libéraux pour la franchise avec laquelle ils affichent leurs convictions raciales. Certes, avec un membre du Klan, on sait à quoi s'en tenir. Mais ce qui motivait autant l'UNIA, comme mouvement spirituel œuvrant à l'élévation matérielle et morale des Africains de la diaspora, que le Klan, dédié quant à lui à leur élimination, c'est la question du territoire, national et souverain,

¹ Au sein de la Nation of Islam, *minister* désigne un ministre du culte en charge de promouvoir l'islam et l'organisation à l'échelle d'une ville ou d'un secteur géographique plus vaste. (NdT)

propre à légitimer leurs aspirations. Les blancs avaient bien leur pays ; les noirs pouvaient et devaient donc en avoir un aussi.

En 1974, à l'occasion d'une anthologie publiée en hommage à son père, Marcus Garvey Jr. insista sur ce point dans un propos d'une clarté désarmante : «*Le national-socialisme africain annonce le rendez-vous des enfants du Dieu noir de l'Afrique avec le destin. Nous recréerons les gloires de l'Égypte ancienne, de l'Éthiopie et de la Nubie. Il est naturel que les enfants de la mère Afrique, dispersés en une immense diaspora, restent encore et toujours fidèles les uns aux autres. Il est à peu près certain qu'un jour, le monde entier sera confronté au grand cri noir en faveur d'un Anschluss africain tout comme à la revendication déterminée d'un Lebensraum africain*¹.»

L'époque présente constitue un tournant dans la vie politique des Afro-descendants à travers le monde. L'émancipation de l'Afrique du Sud – aussi incomplète soit-elle – offre à la diaspora africaine l'opportunité de reconsidérer son rapport à l'avenir. La plupart des pays africains subissent encore l'exploitation et l'exclusion, mais la nature de l'oppression a changé. Les schémas impérialistes issus du XIX^e siècle ont reculé. L'émergence de nouveaux défis en matière de santé, de technologie, d'écologie, de même que la question de la dette, ont transformé notre compréhension des conflits politiques africains.

Dans cette période en principe postcoloniale, le désir de libération – au cœur des luttes politiques noires depuis près de deux siècles, de l'esclavage à l'apartheid en passant par le colonialisme – ne semble plus trouver d'objet. Dans ce cadre, il peut paraître difficile de trancher des questions aussi essentielles que «se libérer de quoi?», «pour réaliser quoi?» Mais

¹ En allemand dans le texte, *Anschluss* désigne le principe d'une expansion territoriale par annexion, en référence à celle de l'Autriche par l'Allemagne nazie en 1938. *Lebensraum* réfère pour sa part au concept biopolitique d'espace vital, développé dès la deuxième moitié du XIX^e siècle par le darwinisme social avant d'être repris par le régime nazi (*NdT*).

une telle remarque amène d'autres interrogations : quelles politiques de décolonisation dans une époque sans colonies ? Quelle conscience anti-impérialiste sans les empires explicitement racistes du XIX^e siècle ? En définitive, nous devons nous confronter aux limites de l'idéal même de libération et réévaluer ces notions modernes fondamentales que sont la liberté et la révolution.

Rendant la situation plus complexe encore, les divisions politiques et idéologiques traditionnelles ont elles-mêmes été brouillées au cours de la dernière décennie. En 1994, les dirigeants du Bophuthatswana, territoire de l'ethnie Tswana durant l'apartheid sud-africain¹, ont réclamé le soutien du mouvement suprémaciste blanc de l'Afrikaner Weerstandsbeweging (AWB), établissant là un lien particulièrement désastreux au travers de la «ligne de couleur»². Par ailleurs, le parti d'extrême droite du British National Front n'a pas manqué de donner l'accolade à Louis Farrakhan, le glorifiant comme «*un envoyé de Dieu pour toutes les races et les cultures*» et allant même jusqu'à distribuer des tracts en soutien à la Nation of Islam (NOI). En 1988, des représentants du British National Front ont pu visiter une mosquée de la NOI à Washington, dans le but de s'instruire des programmes anti-drogue de l'organisation.

À peu près à la même époque, le *Nationalism Today*, organe du British National Front, a publié un entretien avec Osiris Akkebala, Afro-Américain originaire de Floride et présenté comme «*un aîné du Pan African International Movement*» (PAIN). Akkebala y déclare que son organisation approuve la séparation des races en conformité avec la loi divine, et condamne le mariage mixte entre noirs et blancs dans la mesure où celui-ci conduirait à un «*génocide racial*».

¹ Après avoir acquis son autonomie en 1972, le bantoustan du Bophuthatswana est déclaré indépendant en 1977 par le régime d'apartheid sud-africain. La dictature de Lucas Mangope y règne jusqu'à sa destitution en 1994 par un soulèvement populaire au cours duquel il en appelle au soutien de l'extrême droite afrikaner. Peu après, le Bophuthatswana est réintégré au sein de l'Afrique du Sud. (*NdT*)

² Dans le contexte post-esclavagiste des États-Unis, l'expression «ligne de couleur» [*color line*] est employée pour désigner la frontière entre les noirs et les blancs.

Les relations fraternelles entre ces deux groupes ultranationalistes semblaient encore intactes dix ans plus tard quand, en 1998, Akkebala a refait surface en Grande-Bretagne comme témoin de la défense dans le procès pour incitation à la haine raciale de Nick Griffin, éditeur du magazine *The Rune*¹ et militant du British National Party. Akkebala a pu ainsi déclarer au journal afro-britannique *New Nation* : «*Nous considérons le BNP comme notre allié naturel. Nous partageons une même vision quant à la nécessité de préserver nos races distinctes.*»

Et en effet, deux ans plus tôt, le BNP avait manifesté en faveur du Rastafari né aux Bermudes Archie O'Brien, cuisinier au chômage alors âgé de vingt-six ans. O'Brien attendait du gouvernement britannique qu'il prenne financièrement en charge son projet d'émigrer en Afrique, de préférence au Ghana. Interrogé par le *Guardian*, il devait déclarer : «*Ici, je ne peux pas vraiment m'exprimer. Je ne le peux qu'en Afrique, entouré des miens et de la nature. [...] Ce n'est pas à la portée de tout le monde. Il faut avoir atteint un certain niveau de conscience et pouvoir vivre de la terre, avant de s'y rendre. Les noirs doivent être préparés avant de retourner en Afrique.*»

Ces contacts ne font qu'attiser une angoisse nocive quant à la nature de la «race», dans un monde où la solidarité raciale ne prime plus par rapport à d'autres collectivités fondées sur l'âge, la religion, la langue, la région, la santé, le genre ou la préférence sexuelle. De telles préoccupations sont d'autant plus troublantes en regard du contexte politique actuel, tant il s'avère de plus en plus difficile d'imaginer une alternative ou même une limite aux mécanismes du marché comme à l'indicible cruauté de sa rationalité économique. Dans ce cadre, en quoi la simple idée d'être Africain ou membre d'une diaspora africaine pourrait-elle constituer une résistance à l'emprise sans cesse croissante du capitalisme ?

Les innovations technologiques et commerciales creusent un fossé toujours plus profond entre les Africains vivant dans les pays développés et leurs homologues au sein de pays qui le sont moins. Cependant, même dans les premiers, de nouveaux pics de prospérité et de misère se font jour parmi

¹ Système alphabétique pour l'écriture de langues germaniques, les *runes* furent également utilisées comme symboles par les nazis. (NdT)

les noirs : d'où les «*deux mondes de l'Amérique noire*», diagnostiqués entre autres par Henry Louis Gates Jr.¹ Dans les centres urbains où vivent le plus souvent les diasporas, nous avons assisté à la disparition de cette expérience commune que les noirs, pauvres et privilégiés, partageaient autrefois. Sous le règne articulé de l'ascension sociale et de l'exclusion, riches et pauvres ne vivent plus au sein des mêmes communautés, n'ont pas la même culture et ne font pas une expérience analogue du racisme.

Paradoxalement, cette divergence dans l'expérience et l'histoire même des noirs s'est accompagnée d'un intérêt renouvelé pour la race. Comme les affirmations d'une immuable et commune identité raciale ne peuvent être uniquement fondées sur la notion d'une culture partagée, ce sont les codes biologiques des XVIII^e et XIX^e siècles qui ont au contraire fait retour sous l'apparence assumée du mythe. Nourris de New Age et d'occultisme, de tels codes ont produit la vision séduisante d'une supériorité noire à vocation rédemptrice. (L'intérêt manifesté tant pour les propriétés biochimiques de la mélanine que pour un fonctionnement supposé différent des formes ainsi racialisées de la mémoire, touche d'ailleurs à deux des thèmes les plus importants de ce revival.) Cependant, rien des débats interminables autour des attributs moraux, physiques et comportementaux de la *Blackness*² n'a pu dissimuler, encore moins résorber, les cicatrices infligées par la division économique.

À cet égard, fort instructives sont les controverses entourant Mike Tyson, ancien champion de boxe poids lourd et reconnu coupable de viol. C'est au cours de l'été 1995 que Tyson est libéré de prison, où il vient de purger une peine pour le viol de la reine de beauté Desiree Washington. Il est alors envisagé que Tyson fasse un «retour» héroïque à Harlem. Selon ses sponsors, cette célébration doit lui permettre de «*déclarer publiquement*

¹ Né en 1950, cet universitaire et critique littéraire américain travaille à faire connaître la littérature afro-américaine depuis ses origines et plus généralement l'apport des Afrodescendants à la culture mondiale (*NdT*).

² *Blackness* désigne le fait d'être noir et la fierté d'être ainsi doté d'une expérience unique et d'une qualité humaine originale. Le terme signale avant tout un sentiment d'appartenance à la diaspora africaine des Amériques (*NdT*).

*qu'il a l'intention de mener une existence positive, dans le sillage de Joe Louis et de Muhammad Ali». On prévoit un défilé de rue, suivi d'un gala au théâtre Apollo. Érigé en héros masculin afro-américain, l'athlète est ainsi défendu en tant que victime d'une conspiration contre les noirs. Mais l'événement est immédiatement dénoncé. Une organisation, *African Americans Against Violence*, attaque son «*merchandising de la violence*» et son «*étalage à couper le souffle de la haine des femmes noires, de la cupidité et de l'irresponsabilité collective*».*

Il est à peine caricatural de considérer qu'aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans certaines parties des Caraïbes, deux conceptions du nationalisme noir se sont affrontées. Leur opposition se manifeste par exemple au cours des sentiments de panique largement médiatisés que suscitent la vulgarité, la misogynie et le nihilisme du *gangsta rap* et du *dance hall* jamaïcain ; elle est un indicateur précieux des préoccupations de classe et de genre qui divisent le corps politique noir. Le premier de ces nationalismes est supposément urbain, ouvrier et masculin. En réponse au cynisme commercial dont on l'accuse, il revendique souvent le rôle du correspondant de guerre qui rapporte avec vigueur, mais en toute impartialité des réalités en soi inacceptables. Le second nationalisme est résolument féministe, bourgeois et moraliste ; ses adhérents sont convaincus que rappers *gangsta* et consorts font commerce de stéréotypes primaires et destructeurs qui ne peuvent que nuire aux intérêts de la communauté.

Dans cette concurrence des nationalismes, les appels à une *Blackness* commune tournent inévitablement court. Et pourtant, de part et d'autre, on cherche à compenser son manque d'efficacité par l'austérité de régimes disciplinaires voués à régler autant les comportements individuels que les rapports entre les genres et les générations. La famille afro-américaine devient le lieu d'une lutte politique ; la fierté noire et le progrès noir dépendraient dès lors du statut des ménages noirs. La famille passe ainsi pour la forme disponible d'agir politique en capacité de reconstruire la nation noire en déclin.

Bien sûr, il existe des voix dissidentes. Certaines féministes noires ont refusé que le destin de la race soit identifié à l'intégrité publique de ses mâles – pères ou fils. Par ailleurs, de profondes divergences politiques à propos de l'homosexualité ont montré à quel point l'idée d'une solidarité

spontanée entre noirs relevait de la fiction. Finalement, ces critiques aussi bien que les formes jumelles de nationalismes auxquelles elles s'opposent, ont œuvré ensemble à saper la croyance en une *Blackness* comme force culturelle et politique significative.

Simultanément, les intellectuels et universitaires noirs ont pris de l'importance aux États-Unis comme en Grande-Bretagne. Ils incarnent en quelque sorte l'avant-garde d'une nouvelle classe moyenne minoritaire, un groupe dont la position sociale s'est considérablement améliorée. Que ces intellectuels poursuivent des carrières dans l'industrie du divertissement ou dans le cadre de professions jugées plus respectables, ils n'en nourrissent pas moins des sentiments profondément contradictoires à l'égard des noirs pauvres au destin desquels ils ont échappé, même si leur compréhension de la différence que produit la «race» procède encore de ces existences moins heureuses que la leur. Une fois de plus, l'émergence d'une telle identité de classe pose la question sensible de la stratification sociale au sein de ce qu'il n'est plus vraiment convenu d'appeler *la* communauté noire.

En 1994, le rappeur Ice Cube connaît un succès certain avec *Street Fighter*, tiré de la bande originale du film éponyme – inspiré d'un jeu vidéo très populaire à l'époque. Le morceau relève d'un exercice particulièrement sophistiqué de marketing multimédia : du hip-hop, du jeu en ligne et du cinéma, le tout réuni en un même package. *Street Fighter* place donc Ice Cube au premier rang d'une *culture jeune* dont la musique n'était déjà plus l'élément central. Visiblement, l'appartenance de Cube à la Nation of Islam ainsi que ses rôles dans des blockbusters à gros budget comme *Street Fighter* (1994), *Anaconda* (1997), *Dangerous Ground* (1997) et *Three Kings* (1999) ne semblent pas contradictoires. Ice Cube, rappelons-le, est le membre fondateur du groupe de gangsta rap N.W.A. Au début des années 1990, son rap politisé, sur des albums comme *AmeriKKKa's Most Wanted* par exemple, prend une nouvelle dimension lorsqu'il déclare en 1991 que «*la Nation of Islam a le meilleur programme pour les jeunes hommes*». Il devient très vite l'un des défenseurs les plus médiatiques de la NOI. En 1994, Cube s'exprime en faveur de la ségrégation au cours d'un échange avec Abiodun Oyewole, du groupe de proto-rap Last Poets : «*Nous devons*

nous séparer. Nous devons dire : “OK, les blancs, vous voulez vraiment nous aider ? Et bien, allez dans votre communauté et défoncez les murs”. Quand ils sont là, dans leurs réunions, à bavasser sur nous, on n’a qu’à les rembarrer. Ne venez pas ici pour sortir des saloperies.»

Cependant, à en juger par la pratique d’Ice Cube lui-même, l’interdit opposé à toute communication interracial demeure plutôt sélectif dans son application. Dans ce cadre, si la séparation peut être une thérapie (et une politique) acceptable au niveau personnel, des rapports plus familiers ne semblent pas pour autant illicites au sein des espaces corporatifs essentiels à la carrière de Cube. La majorité des consommateurs de hip-hop sont de jeunes hommes blancs ; pour l’artiste à succès, établir un contact économique à travers la «ligne de couleur» s’avère toléré comme une réalité d’exception.

Si les prescriptions séparatistes d’Ice Cube sont censées s’appliquer aux individus, elles concernent encore plus les familles. *«Vous maltraitez les vôtres, nous allons nous occuper des nôtres»*, insiste-t-il encore au cours de l’échange évoqué plus haut. Alors que le propos semble faire allusion à la ségrégation, il s’applique également à la paternité, sur le mode : qui sera responsable des enfants ? La remarque vaut pour accusation ; elle vise la génération actuelle des pères et, par extension, des dirigeants noirs. Remplacer ces leaders inefficaces passe pour nécessaire au projet de ressaisissement racial : trouver de nouveaux pères, de nouveaux dirigeants, qui puissent incarner la force, non la tendresse, la sagacité, la patience, l’amour, la sympathie ou le soin. *«Dans les années 1970, insiste Cube, les dirigeants noirs n’ont pas voulu voir le prix à payer, lorsqu’ils ont essayé d’améliorer les écoles publiques au lieu de construire nos propres écoles.»* Ici, Cube montre à quel point son paternalisme s’établit sur une logique de privatisation : où l’identité raciale et l’éducation peuvent et doivent être privatisées de la même manière. Le motif du repli – civique, personnel et familial – révèle tout le flair entrepreneurial dont fait preuve l’individualisme inhérent à cette nouvelle forme de ségrégation.

Ici, le paternalisme d’entreprise de Cube – notamment sa fierté publiquement affichée d’être le père de deux jeunes fils et d’une fille – comporte une autre résonance. En effet, dans la rhétorique de Cube, la paternité participe d’une naturalisation de la hiérarchie. Ce système idéal réserve aux seuls subalternes le principe d’une séparation complète. Par

contre, les pères – et entrepreneurs – qui prescrivent de telles règles peuvent pour leur part franchir la «ligne de couleur» comme bon leur semble, en fonction des impératifs de leur carrière. Ils entretiennent chez leurs subordonnés et disciples un fantasme de ségrégation tandis qu'ils s'appliquent pour eux-mêmes à renforcer le contraire, à savoir un réseau de relations économiques, culturelles et politiques, produites et soutenues par les exigences du marché. Apparemment, tout doit être politisé, mais seulement pour ceux qui sont au bas de l'échelle.

En Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Afrique du Sud, en Bosnie et ailleurs, des forces politiquement opposées ont appris à enterrer leurs différences afin de pratiquer ensemble quelque danse lugubre de l'absolutisme. Par là, je vous invite à vous aventurer dans un endroit louche où des suprémacistes blancs, des nationalistes noirs, des membres du Klan, des fondamentalistes hindous, des Black Muslims, des néonazis, des sionistes et des antisémites se rencontrent en alliés potentiels plutôt qu'en ennemis jurés. Dans les termes de Primo Levi, cela donne *«une zone grise aux contours mal définis, qui sépare et réunit à la fois le camp des maîtres et celui des esclaves. Elle possède une structure interne incroyablement compliquée, et suffisamment hétéroclite pour confondre notre jugement»*.

Ces ennemis saisissent pareillement la signification de leur propre unicité ; pour eux, la race et l'ethnicité sont au principe de l'existence humaine. On serait tenté de considérer cet enthousiasme partagé pour la ségrégation comme l'accès spontané d'une antipathie élémentaire à l'égard de l'altérité. Néanmoins, les propos en faveur de la séparation ethnique et raciale ne sont pas simplement instinctifs : ils sont le produit de la négociation et du compromis, comme de trois siècles d'une histoire politique complexe.

À cet égard, la rhétorique révolutionnaire à laquelle ont recours les séparatistes noirs – à l'instar de leurs homologues suprémacistes blancs – s'avère trompeuse. En effet, loin d'être révolutionnaires, leurs appels sont éminemment conservateurs ; un conservatisme qui désigne une politique de

conservation culturelle et dont les partisans vivent dans un univers de différenciations : raciales, ethniques, nationales. Les différences de race et de culture se voient fondées sur un ensemble de vérités biologiques partielles, reproduites par une vision de la science soigneusement élaborée en conformité avec les particularités identitaires et culturelles qu'un point de vue conservateur juge précisément souhaitable de conserver. Cette conjonction de la «race» et de la «culture» passe pour essentielle, alors qu'elle est si relative et, de ce fait, toujours remise en cause. Le conservatisme conduit donc fatalement à une vigilance permanente.

Si la Nation of Islam est devenue une organisation de premier plan en matière de solidarité raciale aux États-Unis, c'est parce qu'elle est idéologiquement moins redevable au nationalisme ou aux droits civiques qu'à cette forme d'affinité plus ancienne et plus autoritaire qu'elle entretient avec un régime intolérant, militariste et masculin. Dans l'histoire des organisations afro-américaines, la persistance d'un tel modèle plonge ses racines jusqu'à Marcus Garvey, peut-être même jusqu'à Booker T. Washington. Wilson Moses¹ a d'ailleurs noté le «*pseudo-militarisme des traditions en vigueur au sein des Instituts Hampton-Tuskegee*², où les uniformes et les manœuvres soulignaient combien l'avènement d'un nouvel homme noir était important, pour en finir avec la légende d'un peuple affable par culture, à l'indolence esthétique et particulièrement prononcée».

¹ Wilson J. Moses (1942-) est un historien afro-américain. Il est notamment l'auteur de *Black Messiahs and Uncle Toms : Social and Literary Manipulations of a Religious Myth* ([1982] 1993, Pennsylvania University Press) (*NdT*).

² Fondés aux États-Unis dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, le Hampton Institute (Virginie) et le Tuskegee Institute (Alabama) étaient deux établissements de formation des enseignants afro-américains. Booker T. Washington (1856-1915), jeune professeur initialement formé au Hampton Institute, devint par la suite directeur du Tuskegee (*NdT*).

Je dirais pour ma part que cette tradition est encore plus ancienne. En juillet 1848, Frederick Douglass¹ posait déjà sa fameuse question : «*Qu'est-ce que les gens de couleur font pour eux-mêmes ?*» Son plaidoyer audacieux en faveur d'un abolitionnisme noir était plus animé par la tristesse que par la colère. Comme il le dit lui-même, il s'adressait principalement aux hommes afro-américains libres², «*relativement oisifs et indifférents*». Il mesurait leur incapacité d'agir en regard de toute cette énergie avec laquelle «*les opprimés du vieux monde tenaient des réunions publiques, lançaient des appels, adoptaient des résolutions et, de mille autres manières, faisaient connaître à tous leurs revendications*».

Évoquant le contraste qui existe entre leur indifférence à l'égard de la politique et leur enthousiasme pour tout ce qui touche au rituel fraternel, Douglass déplorait : «*Si nous lançons un appel pour la tenue d'une Convention nationale, afin de considérer nos erreurs, d'affirmer nos droits, d'adopter des mesures en faveur de notre élévation commune et de l'émancipation de nos compatriotes asservis, nous ne réunirons pas plus d'une cinquantaine de personnes ; par contre, si nous invitons à quelque événement festif organisé par une société confraternelle³, ou franc-maçonnerie, nous en rassemblerons quatre à cinq mille, comme il y a quelques jours encore à New York – pour un coût de dix-sept à vingt mille dollars, une somme qui serait amplement suffisante pour soutenir quatre ou cinq organes de presse efficaces, consacrés à notre promotion comme à notre progrès. Certes, nous ne devrions pas parler ainsi d'une société confraternelle et de la franc-maçonnerie, mais nombre de nos meilleurs hommes y engloutissent leurs plus belles énergies, satisfaits qu'ils sont des quelques extravagances d'une parade factice qui ne les prédispose pas à*

¹ Frederick Douglass (1818-1895) fut un acteur important du combat abolitionniste. Cf. *Ma vie d'esclave américain*, L'Accolade Editions, 2017, rééd. (NdT).

² Affranchis ou nés libres (NdT).

³ *Odd-fellows* désigne les sociétés amicales qui se formèrent, sur le modèle des guildes médiévales de compagnons ou des loges maçonniques, d'abord en Angleterre puis aux États-Unis à partir du XVIII^e siècle, en vue d'apporter protection, entraide et soin à leurs membres de condition modeste (NdT).

s'enquérir sérieusement des réalités les plus importantes. Les ennemis de notre peuple encouragent cette tendance qu'ils perçoivent en nous. Les mêmes personnes qui feraient mousser de telles manifestations dans les journaux, nous tomberaient dessus si nous nous réunissions afin de prendre des mesures en vue d'obtenir nos droits. Ils connaissent nos points faibles et s'en servent pour nous écraser. Nous prenons pour exemple les qualités les plus basses des hommes blancs que nous imitons, et négligeons celles qui sont supérieures. Nous ne prétendons pas que tous les membres des sociétés confraternelles et loges maçonniques soient indifférents à leurs droits comme aux moyens de les obtenir ; nous savons qu'il en est autrement. Mais certains parmi les meilleurs et les plus brillants d'entre nous appartiennent à ces sociétés ; c'est précisément cela que nous faisons remarquer. Nous souhaiterions voir ces hommes précieux consacrer leur temps, leurs talents et leurs forces à des buts bien plus nobles et plus grands que ceux auxquels convie tout l'insipide clinquant de la confraternité et de la franc-maçonnerie.»

Une bonne part du mécontentement de Douglass visait sans doute son proche collaborateur Martin Delany, un maçon enthousiaste qui, à peine cinq ans plus tard, publiait une brochure intitulée *The Origin and Objects of Ancient Freemasonry. Its Introduction into the United States and Its Legitimacy Among Colored Men*. Delany n'était qu'un éminent nationaliste noir parmi beaucoup d'autres à avoir trouvé refuge au sein de ce milieu fraternel et ségrégué de la Grande Loge de Prince Hall¹. Contrairement à Douglass, Delany était né libre. Que cette liberté fût la condition requise pour être franc-maçon ne semblait pas vraiment le troubler, bien que cela disqualifiât la grande majorité de la population afro-américaine.

Les historiens de la franc-maçonnerie noire se sont penchés sur l'identité de classe du mouvement. Ils ont décelé ses racines militaires et reconnu le rôle précieux qu'il a pu jouer parmi ses membres dans la

¹ Aux États-Unis, *Prince Hall Freemasonry* désigne une branche essentiellement noire de la franc-maçonnerie, fondée à Boston vers la fin du XVIII^e siècle par Prince Hall (1738-1807), abolitionniste afro-américain né à la Barbade d'un marchand anglais et d'une esclave affranchie (*NdT*).

formation d'une conscience politique et d'un sens de la solidarité. L'insistance maçonnique sur l'importance de l'Égypte ancienne pour la civilisation moderne a été identifiée comme une source propice à l'émergence de théologies et idéologies nationalistes noires plus tardives. Cependant, l'influence durable que les francs-maçons exercent en matière de style politique et d'organisation a été pour sa part négligée.

Le sociologue allemand Georg Simmel est l'un des rares penseurs à s'être intéressé à la structure psychologique des organisations confraternelles. «*La société secrète doit chercher à créer une sorte de totalité existentielle*» écrit-il. «*Tout autour de sa finalité fortement soulignée, elle édifie donc un système de formules, comme un corps autour d'une âme, et elle place l'une et l'autre sous la protection du secret, parce que c'est là le seul moyen de constituer un tout harmonieux, où toutes les parties se soutiennent mutuellement*¹.» L'ordre maçonnique de Prince Hall eut une influence profonde, quoique parfois indirecte, sur la pensée de Marcus Garvey et de Noble Drew Ali, dont le Moorish Science Temple² a prospéré dans le Midwest américain durant les années 1910 et 1920. Les deux hommes ont à leur tour inspiré W. D. Fard et Elijah Muhammad³, les fondateurs de la Nation of Islam. Les structures institutionnelles des sociétés confraternelles les plus anciennes se sont effondrées dans les années 1930, pour une raison identique à celle qui a par ailleurs donné naissance à la Nation of Islam, à savoir la crise économique. Mais leur héritage a été d'autant plus puissant qu'il est devenu invisible. La NOI a renégocié les enseignements issus de la tradition de Prince Hall pour

¹ Cf. Georg Simmel, *Secret et sociétés secrètes*, Éditions Circé, [1996] 2009 : p. 83, dans la traduction de Sibylle Muller. Il s'agit du chapitre V de *Sociologie. Étude sur les formes de la socialisation*, PUF, coll. Quadrige, [1908] 2013 (NdT).

² Organisation religieuse à référence musulmane peu orthodoxe, le *Moorish Science Temple* (Temple de la Science Maure) fut fondé en 1913 dans le New Jersey par Timothy Drew (1886-1929), alias Noble Drew Ali (NdT).

³ Wallace Fard Muhammad (1891[?]-1971[?]) fut d'abord membre du Moorish Science Temple avant de fonder à Detroit en 1930 la Nation of Islam, à la tête de laquelle son disciple Elijah Muhammad lui succède dès 1934 (NdT).

donner l'impression que la franc-maçonnerie elle-même était fondée sur les vérités de l'islam. Il s'ensuivit l'idée selon laquelle la franc-maçonnerie blanche serait une perversion du génie noir ; les associations maçonniques auxquelles appartenaient nombre des pères fondateurs de l'Amérique attestant, ironiquement, du pouvoir de la pensée noire – d'où cette obsession pour William Thornton¹, un Maçon de Prince Hall à l'origine de la conception du Capitole à Washington, D.C.

La résurgence contemporaine de la Nation of Islam a certes enflammé l'imaginaire politique noir, mais la recherche d'une forme pré-moderne de solidarité raciale a pu prendre également d'autres voies, peut-être jugées pour certaines d'entre elles plus attrayantes que l'autoritarisme décomplexé de la NOI. La production pour ainsi dire magique ou la simulation d'une communauté, par exemple au moyen d'uniformes, peut tout aussi bien se matérialiser par un chapeau ou une paire de bottes Karl Kani, marque «*détenue à 101% par des noirs*»², que par le kitsch bourgeois d'un nœud papillon distingué ou le port d'un kente³ de couleurs. Les uniformes d'aujourd'hui n'assignent pas a priori celles et ceux qui les portent à un statut supposé aussi directement que la tenue militaire des garveyites – ou même les ornements afrocentristes improvisés du Black Power – impliquaient autrefois de telles allégeances. Les uniformes ainsi privatisés des années 1990 apparaissent avec la bénédiction du monde des affaires ; les revêtir en signe de solidarité procède d'un geste volontaire de soumission à une communauté imaginaire. Cependant, ni l'existence de cette communauté ni la solidarité de ses membres ne peuvent être confirmées.

¹ William Thornton (1759-1828) était un ingénieur civil anglo-américain, philanthrope abolitionniste, né aux îles Vierges britanniques dans une famille de quakers (*NdT*).

² Hégémonique dans le milieu du hip-hop au cours des années 1990, la marque de vêtements *Karl Kani* est lancée en 1989 par le créateur afro-américain, né en 1968 à Brooklyn, Carl Williams – alias *Originator* (*NdT*).

³ Le kente désigne un vêtement traditionnel africain, confectionné à partir d'un tissu coloré (*NdT*).

Le mot *fascisme* est une invention moderne, un terme imprécis apparemment éloigné de la politique culturelle noire et de ses préoccupations. La brièveté du régime contesté qu'il désigne l'a rendu d'un usage difficile, surtout dans l'analyse de phénomènes éloignés des barbaries européennes qui lui ont donné naissance. Depuis les années 1960, le fascisme est ainsi démonétisé, généralement employé sur le mode assez vague de l'insulte. L'analyse de ses différentes incarnations historiques s'empêtre à débattre sans fin des attributs de l'État fasciste, des activités spécifiques aux mouvements fascistes, de ce qui distingue les idéologies fascistes et de la relation complexe qu'elles entretiennent avec les démocraties bourgeoises au sein desquelles elles émergent habituellement. Pourtant, je considère que la controverse à propos du caractère et de l'amplitude du fascisme participe de l'utilité même du terme : en effet, le fascisme nous confronte aux limites politiques et morales de la démocratie comme de la modernité.

Je pense qu'une forme de fascisme est toujours à l'œuvre au sein de la politique contemporaine. Même s'il s'avère difficile d'en isoler la marque idéologique et conceptuelle, je crois néanmoins que le fascisme dispose d'un moule idéologique cohérent, façonné par un nationalisme combiné à une forme de socialisme. Certes, cette variété de socialisme est antimarxiste, mais elle conserve quelques attributs utopiques et révolutionnaires – bien que son idéal de fraternité soit perverti en une hiérarchie brutale qui s'attache à réduire au silence toute revendication concurrente en faveur de l'égalité.

Si nous voulons comprendre la place que le fascisme occupe dans la politique contemporaine, nous devons d'abord être conscients de ses aspects culturels et psychologiques. Un fascisme dénué du pouvoir d'État diffère de celui qui relève d'un mode d'administration politique rationnelle et moderne. Cependant, bien que relativement peu de mouvements fascistes aient actuellement réussi à prendre le pouvoir, les dimensions psychologiques et culturelles du fascisme peuvent être présentes sans pour autant que le gouvernement soit fasciste – particulièrement en cas de troubles civils.

Dans la Grande-Bretagne des années 1980, la droite raciste se disculpait elle-même au motif qu'elle était patriote, mais pas néo-nazie. (En effet, vingt ans plus tôt, lorsque j'étais adolescent, les skinheads qui me

harcelaient n'invoquaient pas le nom ou la cause d'Hitler : c'eût été une trahison de l'anglicité que ces skinheads défendaient contre l'invasion étrangère. C'est seulement à partir des années 1970, alors que déclinait le souvenir de la Seconde Guerre mondiale, que les skinheads britanniques ont pu aisément scander *Sieg Heil*). De même, si les formes italienne et allemande du fascisme s'alignent, aux plans intellectuel et organisationnel, sur le nationalisme et l'autoritarisme, elles sont également associées au syndicalisme, au socialisme et à l'écologie. Enfin, nous devons également reconnaître les liens qui existent entre la cause nazie et des penseurs comme Martin Heidegger, Mies van der Rohe, Paul de Man et Carl Gustav Jung.

Je ne cherche pas à gommer les spécificités historiques du fascisme ni à suggérer que les imperfections de la démocratie capitaliste y conduisent nécessairement. Le fascisme est unique ; il diffère de la normalité par nature, non en degré. Néanmoins, de nombreux détails de la vie quotidienne sous le régime nazi peuvent encore nous être familiers, comme en témoignent les travaux rigoureux d'historiens tels que George Mosse, Detlev Peukert, Gisela Bock, Jill Stephenson, Alison Owings, Peter Adam, Michael Kater et Robert Wistrich. Des volumes entiers de témoignages particulièrement poignants, en rapport avec d'autres zones de guerre génocidaire, démontrent à quel point une brutalité exceptionnelle peut rapidement émerger de la stabilité d'une existence en apparence normale. Les régimes suprémacistes partagent tous un même lien de parenté, une même science raciale dont ils propagent l'eugénisme. Conscients de ces articulations complexes, nous devons travailler plus assidûment à dégager les caractéristiques du fascisme telles qu'elles se manifestent dans la philosophie, dans l'esthétique et dans la critique culturelle. Il s'agit non seulement d'être attentif à la résurgence possible de phénomènes issus du passé, mais également de reconnaître la menace que le fascisme fait encore planer – notamment dans toute tentative d'organiser la vie sociale selon des principes raciologiques. Compte tenu de ce risque, nous ne devrions pas réduire le fascisme à quelque formule homogène extra-historique, juste propice à décréter de sa présence ou de son absence. Une telle grille d'analyse rendrait aveugle à la complexité et à la mutabilité de phénomènes politiques aussi détestables.

Le fascisme n'est ni la répudiation ni l'accomplissement de la modernité, pas plus qu'il n'est la trahison ou l'affirmation de la raison. Plusieurs événements en Amérique latine, en Indochine, en Afrique australe et au Moyen-Orient ont montré que le nazisme n'est pas la seule forme que peut prendre le fascisme. Il y a longtemps déjà, Emmanuel Levinas a montré la différence qui existe entre la philosophie de l'hitlérisme et celle des hitlériens. Nous ferions bien de pratiquer une semblable distinction dans notre examen des phénomènes fascistes contemporains.

Il est également difficile de déterminer dans quelle mesure un passé innommable devrait influencer la signification du fascisme contemporain. Les fascistes et leurs opposants conservent une mémoire irréconciliable du fascisme – surtout lorsque l'érudition des révisionnistes affronte à propos de l'Holocauste les témoignages des survivants et de leurs familles. Débattre actuellement de ce qui est à mettre ou pas au compte du fascisme, ce n'est pas accorder moins d'importance à la connaissance factuelle du passé. Au contraire, un tel débat porte à reconnaître à quel point l'exceptionnalisme facile et les notions simplistes de répétition sont inadéquats pour affronter la prégnance durable du fascisme et du racisme.

La réflexion théorique pourrait également jouer un rôle dans la formation des compétences nécessaires au repérage du fascisme lorsqu'il apparaît sans identification manifeste ou sous des latitudes lointaines par rapport aux pays développés, lesquels auraient tendance à accorder une plus grande vigilance quant à sa réapparition en leur sein. Après tout, les premières personnes reconnues coupables de génocide étaient des Africains – Jean-Paul Akayesu et Jean Kambanba, condamnés le 2 octobre 1998 pour avoir prémédité et perpétré le meurtre à caractère racial de leurs compatriotes rwandais en 1994.

En outre, souligner à juste titre les conséquences génocidaires du fascisme passé ne devrait pas amoindrir notre sensibilité au potentiel fasciste des modèles de gouvernement, de justice, de pensée et d'action qui nous sont familiers, comme en témoignent les notions de pureté ethnique – associées à une vision organique de la culture, forme de propriété collective qui n'attendrait plus que d'être cultivée comme une terre ou parrainée par l'État. Dans une société racialisée, les membres du groupe social dominant n'ont pas forcément besoin de se croire supérieurs ; affirmer simplement leur différence irréductible suffit à raviver une solidarité de nature fasciste.

Les critiques de cet argument affirmeront sans doute que c'est un luxe qu'on ne peut pas se permettre, une distraction dangereuse de la lutte à mener contre les fascistes officiels. Après tout, de pures spéculations pourraient conduire à des divergences au détriment de l'action, ou bien à la découverte politiquement paralysante d'une omniprésence des conditions préalables à la résurgence du fascisme. Pourtant, je dirais qu'en limitant le terme aux cas définis par une continuité sans faille avec les formes antérieures du fascisme, nous nous rendons aveugles aux périls contemporains et atrophions par là même le sens que nous pourrions donner à l'action antifasciste. L'antifascisme devrait être une politique tournée aussi vers l'avenir, plutôt qu'une seule opération de défense contre la violence et la terreur.

Ceux d'entre nous qui sont liés, par affinité et parenté, à des histoires de souffrance et de brimades, ont une responsabilité supplémentaire dans la recherche d'un modèle démocratique et d'une justice dont les formes soient indivisibles et non sectaires. Nous avons pour obligation particulière d'être conscients du fait que la barbarie peut apparaître en tout lieu, à tout moment. Ces histoires de souffrance ne doivent pas être limitées à la seule expérience spécifique des victimes. Le deuil n'est qu'une des nombreuses pratiques de la mémoire, tant il s'agit de bien plus que du simple souvenir. Stimulés par un universalisme stratégique et prudent, nous devrions reconnaître que les récits de souffrance peuvent appartenir à quiconque se les approprie pour en faire un usage de bonne foi.

Que vous acceptiez ou non cette conception élargie du fascisme, posez-vous néanmoins la question suivante : que peut bien signifier le fait d'être en quête d'une identité ethnique ou raciale dotée pour l'éternité d'une innocence pastorale ? Une telle identité peut-elle ainsi figer l'exception supposée d'une culture, non seulement dissociée d'une quelconque pratique du mal, mais constamment endurcie contre sa possibilité même ? Rechercher ce genre de singularité constitue l'une des caractéristiques les plus troublantes de la politique noire contemporaine. Les mythes d'une innocence essentielle protègent leurs prétendus bénéficiaires de toute la complexité morale des choix et décisions qui définissent l'expérience humaine, et les dispensent ainsi de la responsabilité de bien agir et de choisir avec bon sens. Cette manière de penser ne peut conduire toute politique noire que dans un désert : un plat pays moral, dépourvu de

décisions difficiles, où le cynisme règne à son aise sous l'apparence d'une moralité jugée naturelle. Cette exaltation d'une innocence quasi biologique masque la promesse inavouée d'une existence politique définitivement débarrassée de toutes contraintes morales. De ce point de vue, l'activité délicate du jugement et de la délibération demeure hors de propos. Partout où cette innocence est surinvestie par le roman de la race, de la nation et de la fraternité ethnique, elle fait le lit du fascisme.

La capacité à perpétrer le mal n'est pas un phénomène moderne, mais c'est la puissance et la dimension de l'État-nation moderne qui en conditionnent l'ampleur. Nous ne devons pas seulement faire face aux dangers déjà anciens de l'occultisme et de l'irrationalité, mais aussi à ces maux d'un nouvel ordre que représente une sorte d'application rationnelle de l'irrationalité. L'élément le plus insidieux de l'imaginaire fasciste réside peut-être dans son désir utopique d'un monde simplifié, uniforme et sans incertitude. Mais l'homogénéité et la similarité absolues sont au principe de liens hiérarchiques, autoritaires et antimodernes. Dans ce cadre, la solidarité n'est que simulée par des rituels spectaculaires qui ne disent pas leur nom et tendent de ce fait à invisibiliser les différences au sein d'une totalité. L'impulsion qui caractérise la modernité dans sa tendance à recréer un monde toujours perfectible se voit ainsi dévalorisée lorsqu'elle est réduite à l'étroitesse triviale d'un projet strictement racial.

Une réceptivité certaine à l'appel de cet irrationalisme autoritaire participe du sens de la personnalité moderne. Si cette sensibilité reste fidèle à l'idéal de raison et d'autonomie, elle n'en demeure pas moins la compagne secrète. Après tout, reconnaître que les noirs ne constituent pas un peuple éternellement innocent, un peuple à jamais immunisé contre cette obscure fascination, c'est seulement nous assumer en tant que peuple moderne, capables de penser et d'agir par nous-mêmes.

Paul Gilroy

(Traduit de l'anglais par Gamal Oya, © Gamal Oya)

Sommaire

Introduction	1
ENCORE ET A NOUVEAU SUR LES GILETS JAUNES	3
– Antonin Grégoire (Lignes de crêtes) : A quoi servent les Fake News?	5
– Sylvain Boulouque : Gilets jaunes: Ce qu'une partie de la gauche ne veut pas voir ?	8
– Antonin Grégoire (Lignes de crêtes) : Gilets jaunes, violence et anomie	12
– Sylvain Boulouque : Comment la fachosphère est partie à l'assaut après mon passage sur BFM	18
– Aux Pays-Bas, comme dans le reste de l'Europe, l'extrême droite soutient les «Gilets jaunes» !	21
– Sylvain Boulouque : De Le Pen à Ruffin en passant par Chouard, le RIC ou la confusion des genres	25
– André Dréan : Les huîtres rient jaune	30
– Du «CRS = SS» de Mai 68 au «CRS avec nous» et «La police avec nous !» des Gilets jaunes : une évolution inquiétante	
– Robert de Fulminet : Le mal de révolution. Quel est exactement le problème avec les Gilets jaunes ?	37
– Henri Simon : Gilets jaunes ? et après ?	48
– Facebook sert l'extrême droite. Et l'extrême droite pilote les Gilets jaunes depuis Facebook	60
– Quand des Gilets jaunes lancent des insultes antisémites et xénophobes contre Alain Finkielkraut, ils ne font que suivre les traces de leurs prédécesseurs de Nuits debout	
– Finkielkraut, les Juifs et l'antifascisme	64
– De «La triste farce de la victoire du Non» au TCE en 2005 aux Gilets jaunes	67
– Gilets jaunes et antisémitisme : un non-sujet pour la gauche et l'extrême gauche	
– Nadia Meziane & David Saïd : Au sujet d'une gauche antisémite	
– Les enragés antifa : Sur les réseaux sociaux	81

- Xénophobie et racisme antimusulmans sur les ondes de Radio Libertaire dans le cadre d'émissions sur les Gilets jaunes et dans d'autres lieux dits «contestataires» ou «radicaux» 83
- «Confusion» et «confusionnisme» : utilité et limites de ces notions 91
- Lettre du collectif La Mouette enragée 96
- *Dans la tête des Gilets jaunes* de François-Bernard Huyghe, Xavier Desmaison et Damien Liccia. Ou comment la giletjaunolâtrie détruit sciemment les frontières politiques et les frontières de classe 108
- **Max Vincent** : Remarques critiques sur le mouvement des Gilets jaunes 116
- **Les Enragé-e-s** : Les Gilets jaunes, une attaque culturelle massive de la bourgeoisie 165
- **Les Enragés antifa** : Pourquoi les réseaux marchands sont les ennemis politiques de l'émancipation?
- «Suicidez-vous !» et «A bas l'intelligence. Vive la mort» : deux facettes d'une même pièce

**QUELQUES TRADUCTIONS POUR Y VOIR PLUS CLAIR DANS LA
CONFUSION VOLONTAIRE ACTUELLE**

- Réflexions d'un travailleur de la CPTM (Compagnie des chemins de fer métropolitains de São Sao Paulo) 191
- **Un autre João (Passa Palavra)** «La réalité ne m'intéresse pas» ou pourquoi la «gauche culturaliste» est incapable de combattre Bolsonaro et l'extrême droite 209
- **João Bernardo** : Le postmodernisme et le culte des identités seront-ils le fascisme de notre époque ? 215
- Commentaire de João Bernardo 234
- Brève réponse 235
- **João Bernardo** : Classe / identités 237
- Annexe : João Bernardo et la critique des féministes universitaires actuelles 243
- **João Bernardo** Epilogue et préface (un témoignage présentiel) 246
- **Paul Gilroy** : BLACK FASCISM 266

Depuis 2002, *Ni patrie ni frontières* a publié

Revues (photocopiées)

N° 1 : Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau Parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €

N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €

N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €

N° 4/5 : États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €

N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003), 10 €

N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 10 : Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €

N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €

N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €

N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

Revue (imprimées)

N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskistes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €

N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €

N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€

N° 27-28-29 : Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €

N° 30-31-32 : Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 12 € (2010)

N° 33-34-35 : Les pièges mortels de l'identité nationale (2011), 12€

N° 36-37 : Inventaire de la confusion (2011), 10 €

N° 38-39 : De l'altermondialisme aux Indignés (2012), 10 €

N° 40-41 : Soulèvements arabes (2012), 10 €

N° 42-43 : Nos tares politiques, tome 1 (2014), 10 €

N° 44-45 : Nos tares politiques, tome 2 (2014) : Antisémitisme de gauche et antisionisme 12 €

N° 46-47 : Nos tares politiques, tome 3 : Incredibles négationnistes (2015) 10 €

N° 48-49 : Exécutions djihadistes des 7/8/9 janvier : Antisémitisme et racisme antimusulmans en Europe – Libertaires et «islamophobie» (avril 2015), 10 €

N° 50-51 : Nos tares politiques tome 4 (juin 2015) : Fictions autogestionnaires – Vieux dogmes – Extrême gauche face au racisme antimusulmans et à l'antisémitisme – Pierre Tevanian, jésuite postmoderne 10€

N° 52-53 : Premiers questionnements sur les causes immédiates et lointaines des massacres du 13 novembre 2015 (décembre 2015) 12€

N° 54-55 : Nostalgies et manip identitaires : PIR – Marche contre le racisme et pour la dignité – Social-chauvinisme – Antisémitisme de gauche (février 2016) 12 €

N° 56-57 : Retours sur les massacres de novembre 2015 – Bilan des mouvements contre la loi El Khomry, 10 €

N° 58-59 : Du prolétariat afro-américain et de ses luttes -Racisme antimusulmans et burkini – «Islamofascisme» et «Bobos» : deux

«concepts» inadéquats – De l’absence d’esprit critique à gauche – A nouveau sur l’antisémitisme – Insurrection et production, avril 2017, 12 €

N° 60-61 : Gilets jaunes et confusion politique, décembre 2018, 12 €

N° 62-63 : Désarroi face aux Gilets jaunes et boussole de classe en Europe et au Brésil, mai 2019, 12 €

Anthologies thématiques

et

Livres

Compil’ 1 : *«Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme*, 2008, 10 €

Compil’ 2 : *Islam, islamisme, «islamophobie»*, 2008, 10 €

Compil’ 3 : *La Fable de l’illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l’altermondialisme et de l’écologie*, 2008, 10 €

Compil’ 4 : *De la violence politique*, 2009, 10 €

Compil’ 5 : *Religion et politique*, 2010, 12 €

Compil’ 6 : *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes*, 12 €

Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d’articles) tome 1, 2008, 12 €

Karim Landais, *Anarchisme et anarcho-indépendantisme*, 2005

Encyclopédie anarchiste : *La Raison contre Dieu (anthologie)*, 2010, 12 €

Restructuration et lutte de classes dans l’industrie automobile mondiale (recueil articles d’Échanges et Mouvement 1979-2009), 2010, 6 €

Patsy, *Le monde comme il va, Chroniques 1999-2010*, 2010, 12 €

G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. De la guerre d’Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*, 2012, 12 €

– Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l’émigration parmi les communistes oppositionnels*, 2012, 12 €

Karim Landais, *De l’OCI au Parti des travailleurs*, 2013, 14 €

L’enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires, 2013, 12 €

L’anarchisme d’Etat et la Commune de Barcelone, A. Guillamon, H. Rüdiger, H. Oehler, 2015, 10 €

Balance n° 38 : *Correspondance entre Diego Camacho (Abel Paz) et Juan Garcia Oliver*, 2016, 10 €

Amalia Alvarez, *Cinq histoires de femmes «sans papiers»*, 2016, 10 €

João Bernardo, Loren Goldner, Adolph Reed Jr., *La Gauche identitaire contre la classe*, 2017, 12 €

Michel Roger, *Envers et contre tout*, 2017, 12 €

João Bernardo, *Contre l'écologie*, 2017, 12 €

Danubia Mendes Abadia, *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie au Portugal durant la «Révolution des œillets» (1974-1978)*, Portugal, la révolution oubliée, 2018, 12 €

João Bernardo et Manolo, *Retour en Afrique : des révoltes d'esclaves au panafricanisme*, 2018, 8 €

SITES : mondialisme.org et nfnf.eu

CONTACT : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@orange.fr

Livres imprimés sur des papiers labellisés
FSC
Certification garantissant une gestion durable de la forêt
Dépôt légal 3^e trimestre 2019
Achévé d'imprimer sur les presses du
Centre Littéraire d'Impression Provençal
Artizanord n° 203
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille
www.imprimerie-clip.com
N° d'impression 07100227

1

1